



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

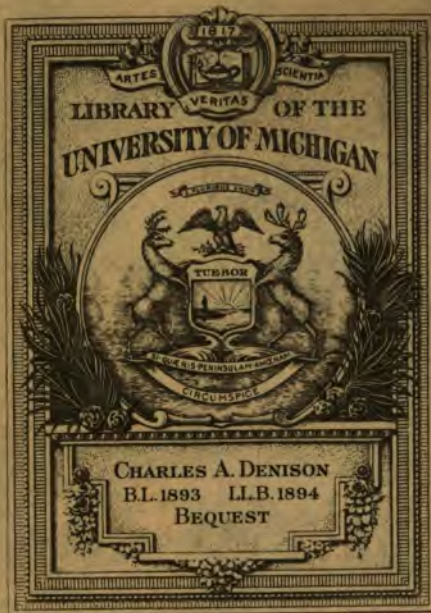
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

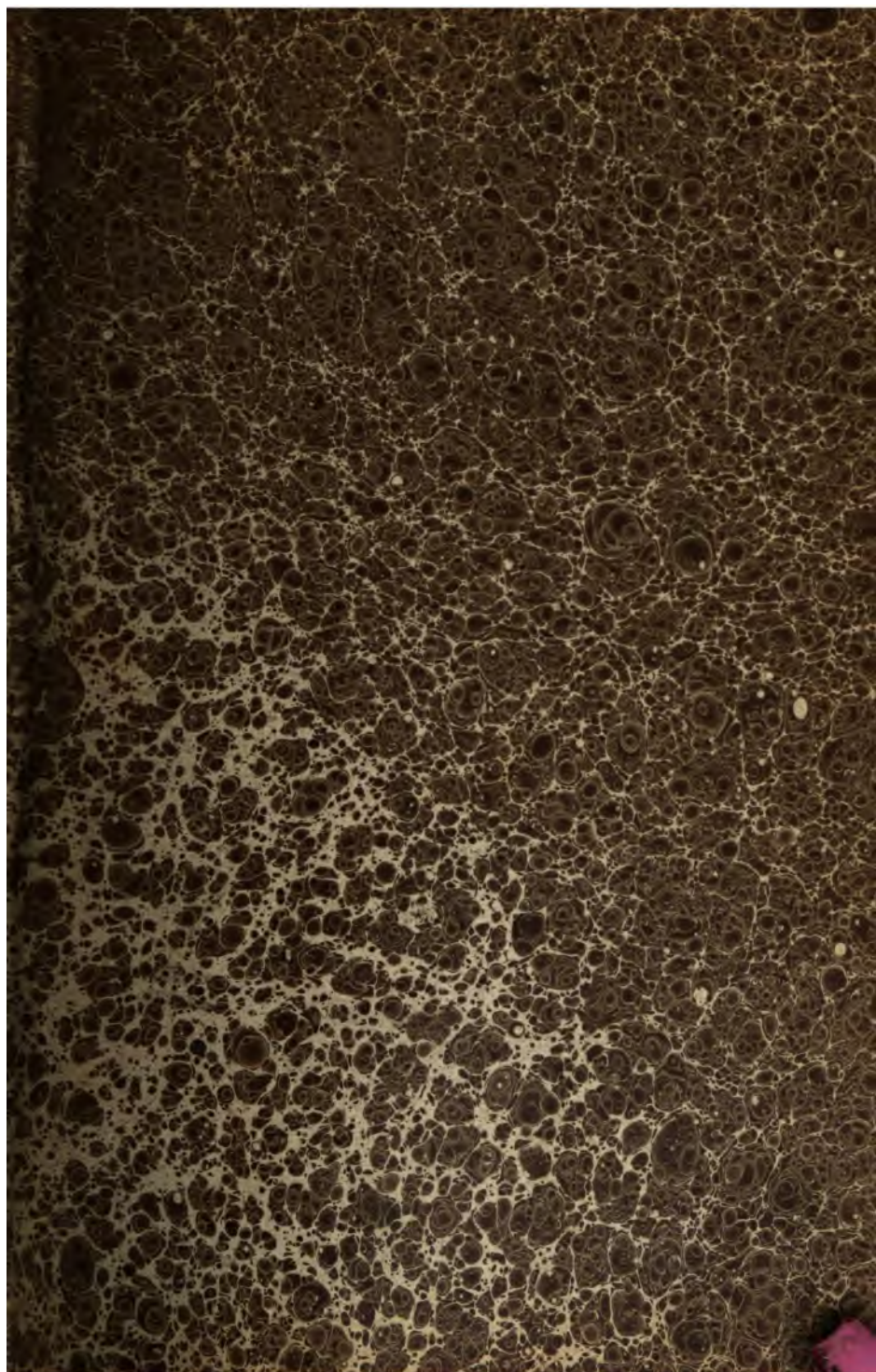
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



CHARLES A. DENISON
B.L. 1893 LL.B. 1894
BEQUEST



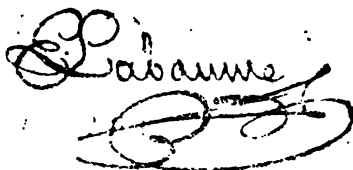


DC
148
L12

HISTOIRE
MONARCHIQUE ET CONSTITUTIONNELLE
DE LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE.

TOME TROISIÈME.

Les exemplaires exigés par la loi ont été déposés au Ministère de l'Intérieur et à la Bibliothèque Royale, et l'auteur fera saisir comme contrefaits tous les exemplaires qui ne seront pas revêtus de sa signature, conforme à celle-ci :

1100
E. Labrousse

HISTOIRE

MONARCHIQUE ET CONSTITUTIONNELLE

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE,

COMPOSÉE SUR UN PLAN NOUVEAU ET D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS;

Précédée d'une Introduction et d'un Tableau du Règne de Louis XVI, jusqu'à
l'ouverture des états-généraux.

PAR EUGÈNE LABAUME,

LIEUTENANT-COLONEL AU CORPS ROYAL D'ÉTAT-MAJOR, OFFICIER DE LA LÉGIION-D'HONNEUR,
CHEVALIER DE SAINT-LOUIS ET DE LA COURONNE-DE-FER,
AUTEUR DE LA PREMIÈRE RELATION DE LA CAMPAGNE DE RUSSIE,
DE L'HISTOIRE DE LA CHUTE DE L'EMPIRE, ETC.

Sine ira et studio.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

I.



PARIS.

ANSELIN, LIBRAIRE POUR L'ART MILITAIRE,
RUE DAUPHINE, 36;
TREUTTEL ET WURTZ, LIBRAIRES,
RUE DE BOURBON, 17.

-1833.



PRÉFACE.



Nous redevenons si novices dans les principes constitutionnels, qu'un instant je conçus la pensée de donner à cette préface de grands développemens. Je voulais comparer l'esprit de la révolution de 1789 à celui de la révolution nouvelle, et de là en déduire des conséquences qui, par leur application aux événemens présens, servissent de jalons à ceux qui cherchent à marcher d'un pas ferme dans la voie salutaire du vrai gouvernement représentatif.

Aucun livre en effet n'est plus propre que celui-ci à donner des leçons pour un si noble enseignement; l'exemple est toujours là pour fortifier et démontrer la vérité du précepte. Les grandes et belles doctrines de Mounier, de Lally-Tollendal, tour à tour applaudies ou combattues par Cazalès et Barnave, par Maury et Mirabeau, après un demi-siècle d'expérience, ne peuvent pas rester sans fruit pour la postérité.

Mais alors ma préface devenait un livre entier. D'ailleurs, au moment présent, nulle voix raisonnable ne peut se faire entendre. La parole qui devait tout relever, tout

reconstruire, a tout renversé, tout détruit, et aujourd'hui le silence seul est éloquent. Il ne reste donc plus à l'historien qu'à exposer les faits dans toute leur sincérité, sans se hasarder d'y joindre des réflexions. Cet exposé clair, précis et fidèle, suffira aux âmes pures, aux esprits intelligens : les autres sont incapables de comprendre.

Je ferai remarquer seulement, pour expliquer l'ensemble et la pensée dominante de mon ouvrage, que la fausse direction donnée à la révolution fut amenée par le refus des députés aux états-généraux, de s'entendre avec un roi vraiment descendu sur terre pour fonder le régime légal, et qui sans cesse disait à ceux que la nation avait délégués auprès de lui : « Je ne m'éloignerai jamais qu'à regret de la manière de voir et de penser de l'Assemblée, et afin de lui prouver mon désir de concourir avec elle au bien de l'État, je modifierai mes opinions, j'y renoncerai même sans peine, si par la suite je le reconnais nécessaire ».

Les membres du tiers-état, après avoir détruit l'institution des états-généraux, violèrent aussi leurs propres maximes, en ne se renfermant pas dans les instructions tracées par le vœu national. Au Jeu de Paume, ils ne firent que suivre le dangereux exemple qui leur avait été donné par les parlemens ; mais, en déchirant leurs mandats, ils trahirent la nation en usurpant ses droits.

Je dois également confesser que dans la célèbre ordonnance du 23 juin, donnée en séance royale par Louis XVI, il y avait plus de liberté que dans toutes les constitutions octroyées au peuple souverain par nos modernes Lycurgues. Malgré la distinction des ordres, nécessitée par la hiérarchie sociale, les franchises nationales étaient respectées, et dans la sage administration locale des provinces,

¹ Réponse du roi aux décrets de la nuit du 4 août (18 septembre 1789).

il y avait pour leurs habitants des avantages réels que depuis ils n'ont pu recouvrer *.

La prise de la Bastille, si pompeusement célébrée, marquait le triomphe de l'orgueil populaire sur la royauté soumise.

La nuit du 4 août fut admirable par les élans d'une générosité naturelle au noble caractère français, et cependant ces immenses sacrifices faits au génie révolutionnaire, loin de calmer ses fureurs, ne firent qu'attiser la torche incendiaire qu'il tenait en ses mains.

En voilà assez pour me justifier du reproche qui m'a été fait d'avoir donné à mon histoire le titre de **MONARCHIQUE ET CONSTITUTIONNELLE**, alliance de mots qui présente un sens contradictoire, lorsqu'elle n'est pas conçue dans un esprit vraiment organique.

Ah ! combien je serais répréhensible si j'avais assez mal compris ma mission pour oser applaudir au ridicule spectacle que depuis quarante-quatre ans donnent les grands comédiens de la révolution française, occupés sans cesse à retoucher le nouveau programme de leur loi écrite, pour le modeler dans l'intérêt des partis.

J'entends par constitutionnalité cette admirable coordination des empires, expliquée par le génie de Bossuet, ou bien d'après les principes constitutifs de Tacite, qui, dans ses œuvres sublimes, cherchait toujours à concilier la puissance du prince avec la liberté du peuple.

Le gouvernement constitutionnel n'est possible en France qu'avec le maintien des lois conservatrices, qui, depuis Clovis, ont imprimé à nos mœurs et à nos coutumes

* Toutefois l'Assemblée constituante avait conservé ces franchises ; mais, exercées sous de tristes auspices, elles ne firent qu'engendrer l'anarchie. L'Empire les modifia et finit par les absorber entièrement. C'est ainsi que les armes forgées par la République, destinées au salut de tous, devinrent terribles lorsqu'elles furent dans les mains d'un homme habile à manier le pouvoir.

ce respect que l'on doit aux races royales destinées à nous régir avec des institutions fortes, adoucies par des formes paternelles.

J'ai fait à la liberté d'immenses concessions, nécessitées par les progrès des siècles éclairés; je me suis même attaché à en planter les bornes au-delà des limites ordinaires; les reculer d'un pas, ce serait abandonner les régions civilisées pour se jeter dans des régions sauvages.

Je n'entrerais point dans le détail des peines que je me suis données pour rendre ce nouveau volume digne de l'importance des hauts faits qu'il contient. Les difficultés, dont le récit du grand drame de la révolution est encore hérissé, s'y trouvent éclaircies et développées de manière à rendre l'action claire, précise et vraiment poétique.

J'ai frappé à toutes les portes pour chercher et trouver enfin la vérité. Un sentiment de délicatesse et de convenances m'interdit d'indiquer les sources élevées où j'ai puisé. Toutefois, j'ai été assez heureux pour avoir été instruit, *avant* 1830, des machinations secrètes imaginées pour amener la déplorable catastrophe du 5 au 6 octobre, par un courageux citoyen qui, en me les racontant, ne m'imposa point la loi d'en faire un mystère, du moment qu'il reconnut identité entre le motif qui me portait à écrire, et celui qui dirigea ses actions. Aussi, les événemens survenus depuis n'ont point altéré le récit du jugement qu'alors nous portâmes.

C'est de Lafayette dont je veux parler; homme de cœur et d'une grande finesse d'esprit, il avait, dans le choix de ses expressions, un tact merveilleux pour faire connaître les secrets de l'histoire. Sur la fin de sa carrière, il disait tout en termes si appropriés au sujet, que l'esprit le plus susceptible n'aurait pu contredire ses assertions ni blâmer son langage; souvent il avait la verve, la malice et la profondeur de nos plus célèbres moralistes.

Dans la nuit du 5 au 6 octobre, il déjoua les projets

d'une faction qu'il ne me désignait jamais que par les seules qualifications d'*ambitieuse* et de *perturbatrice*. Mais il n'admettait point l'opinion généralement accréditée (moins encore en France que dans les cours étrangères), qu'un prince eût matériellement trempé dans le complot.

En effet, quelle absurdité de présenter ce prince au milieu des conjurés, montant avec eux le grand escalier du palais de Versailles, tenant d'une main un poignard, et de l'autre montrant l'appartement de la reine. C'est ainsi qu'en lui prêtant des forfaits dont il n'était pas coupable, on oubliait la faute irrémissible qu'il commit en n'allant pas, la veille de l'événement, se réunir avec ses enfans auprès d'un roi malheureux dont il était le parent et le premier sujet.

L'art de conspirer ne consiste plus, comme autrefois, à renverser un trône d'une manière violente et brutale. Grâce aux progrès de la moderne philosophie, on arrive au même but avec des armes moins dangereuses pour ceux qui les emploient ; mais , quoiqu'en apparence elles ne soient pas meurtrières, elles sont au fond bien plus à craindre, tant elles sont empoisonnées. Ces armes ne frappent pas au cœur d'un seul individu, mais elles pervertissent des classes entières, et corrompent l'esprit de toute une nation ; les honteuses pratiques de cette théorie sont aujourd'hui trop connues pour en faire ici l'énumération.

Mais ce que ne calculent point les chefs des *conspirations morales*, c'est que les mêmes instrumens dont ils se servent, aussitôt le coup porté, par l'angle de réflexion, reviennent frapper ceux qui les ont lancés. La punition salutaire des hommes qui soulèvent les masses, c'est de ne pouvoir plus les diriger : les factieux de 1789 en firent une triste expérience ; d'un descendant d'Henri IV, ils voulurent faire un Rienzi, un Mazaniello, un Artavelle ; et les malheureux oublièrent la fin déplorable de ces trois courtisans du peu-

ple, qui, pour servir de leçons à tous leurs imitateurs, finirent par être égorgés par les mêmes mains qui avaient voulu leur élever un trône.

Revenons à Lafayette, grand amateur d'apologues; il sera, dans toute la force de l'expression, le véritable *bonhomme* de la révolution française; elle était à peine commencée, qu'il écrivit à son cousin, M. de Bouillé : *Je m'en irai comme je suis venu* ¹.

Pendant près de deux mois j'ai recueilli ses pensées et consigné ses souvenirs; ils ont jeté sur mon histoire un torrent de lumières. Sa spirituelle franchise lui permettait d'exprimer clairement ce que nul autre avant lui n'avait osé me dire sans l'envelopper d'inextricables réticences.

Oui, Lafayette était d'une exquise délicatesse d'honneur et de sentiment; lorsqu'il erra, ses fautes prirent leur source dans le regret qu'il éprouvait de ne pouvoir jamais inspirer une confiance entière.

En adoptant les principes moraux de cet homme de bien, sans partager ses doctrines politiques, il m'éclaira sur les événemens de notre histoire contemporaine; il m'en a développé tout l'esprit, tout le caractère, et ses aveux me prouvèrent la distance infinie qui sépare ceux qui font les révolutions par enthousiasme de ceux qui ne les entreprennent que dans des vues intéressées.

Lorsque je songe que ce vrai Cincinnatus se livrait, dans sa terre de Lagrange, aux soins les plus minutieux de la vie agricole, je trouve, dans cette abnégation, l'indice d'un cœur généreux; et lui, qui fut tant accusé d'avoir tout sacrifié à la vanité, en choisissant, pour sa dernière demeure, une place à côté d'une femme vertueuse, dans le champ de repos le moins fréquenté ², a bien prouvé qu'il

¹ Voyez les Mémoires du marquis de Bouillé.

² Cimetière de Picpus, où reposent les parens de M^{me} de Lafayette, née Noailles, et autres victimes de la révolution qui, en 1794, furent immolées à la barrière du Trône.

appartenait à cette classe d'hommes célébrée par Plutarque, et chez lesquels nous admirons encore l'heureuse alliance des vertus civiles et des mœurs domestiques.

Cette haute philosophie m'a fortifié dans l'opinion où j'étais qu'on ne peut écrire l'histoire de la révolution qu'en élevant son esprit à la hauteur des âmes grandes qui en furent les premiers fondateurs.


Ce désintéressement paraîtra naturel lorsqu'on saura que, revenu de la déplorable expédition qui mit fin à la domination du maître de l'univers, j'ai dû, après la chute d'un semblable colosse, regarder avec indifférence et même avec dédain la plupart des choses humaines. Une seule passion vint ennoblir et fortifier mon caractère, ce fut un besoin indicible de dire franchement ce que personne avant moi n'avait osé proclamer.

A peine rentré dans mes foyers, je m'empressai de rendre grâce à la Providence qui m'avait miraculeusement sauvé, et je fis vœu de consacrer à l'auguste vérité les jours qui me restaient encore. Depuis plus de vingt ans je ne cesse de l'étudier et de l'eucenser comme l'unique déesse digne de mon respect et de mes hommages.

Enfin, pour donner à mes lecteurs la garantie qu'ils ont droit d'exiger de tout auteur qui cherche à les instruire avec des formes aussi graves et aussi solennelles, j'affirmerai, pour dernière preuve d'indépendance, que, dans ma longue et consciencieuse entreprise, j'ai été souvent stimulé par les difficultés, mais jamais par les encouragemens. Et si la connaissance de la vie privée d'un auteur pouvait ajouter à l'intérêt qu'inspire son ouvrage, j'avouerais avec franchise que cette histoire, quoique éminemment nationale, ne s'imprime qu'avec le produit des sillons que j'ai tracés moi-même. Loin de songer à cueillir des palmes littéraires, dès qu'un volume est achevé, il devient le jouet des vents, et partageant mon temps entre les travaux de cabinet et la culture des champs, je n'éprouve pas de plus doux délas-

sement, après avoir revu mes manuscrits, que de tailler mes mûriers ou de me réunir à ma famille pour aller ensemble sarcler nos garances.

Plein de vénération pour les vertus du roi des historiens latins, je puis dire, comme lui : « Galba et Vitellius ne me sont connus ni par leurs bienfaits ni par leurs injures. » Ma seule ambition est de laisser à mes enfans un héritage d'honneur qu'ils tiendront à conserver. Alors ma tendresse paternelle ne s'inquiètera plus sur leur avenir ; car les cœurs vraiment français se chargent volontiers de la fortune de ceux qui, en prononçant leur nom, sont assez heureux pour s'entendre dire : « Vous êtes le fils d'un honnête homme. »



HISTOIRE
MONARCHIQUE ET CONSTITUTIONNELLE
DE LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

LIVRE PREMIER.

LES TROIS ORDRES.

Ouverture des états-généraux. — Popularité du duc d'Orléans. — Discours du roi. — Vérification des pouvoirs. — Portraits de Barnave, Chapelier, Thouret et Saint-Étienne. — Discours de Boissy-d'Anglas, de Mirabeau. — Portrait de Target. — Conférences des trois ordres. — Portrait de d'Entraignes. — Disputation au clergé. — Discours de Bouthiller. — Message au roi. — Portrait de Bailly. — Première réponse du roi au tiers-état. — Nouvelles conférences. — Permanence des électeurs. — Portrait de Sieyès. — Barnave. — Réunion des curés. — Discours de Mirabeau sur l'union des ordres. — Sur le *veto*. — Assemblée nationale. — Lettre du roi à la noblesse. — Chambres du clergé et de la noblesse. — Conférence entre Mirabeau et Necker. — Incertitude de ce ministre. — Serment du Jeu de Paume. — Réunion du clergé.

LA veille du jour indiqué pour l'ouverture des états-généraux fut marquée, suivant l'antique usage, par un acte religieux. Les représentans du premier

peuple de l'univers se réunirent à l'église de Notre-Dame; le roi et la reine, accompagnés de toute la cour, s'y rendirent aussi au milieu des flots d'une multitude immense. Les députés des trois ordres, revêtus du costume consacré pour la tenue des anciens états, défilèrent sous les yeux du prince, et de l'église de Notre-Dame, allèrent à celle de Saint-Louis. Rien n'était plus imposant que cette procession, où tout ce que la religion a de plus auguste et de plus révéré se trouvait environné de la dignité souveraine et de l'élite de la nation¹. L'ordre du tiers ouvrait la marche; venaient ensuite la noblesse et le clergé. Le saint-sacrement était porté par l'archevêque de Paris; Monsieur, le comte d'Artois et ses deux jeunes fils tenaient les cordons du dais.

Le roi, la reine, les princes, suivis des dames de la cour parées avec magnificence, fermaient la marche. Les rues étaient tendues de riches tapisseries; les régimens des gardes françaises et suisses formaient une double haie entre les deux églises. Les balcons et les fenêtres étaient occupés par une foule immense de spectateurs de tout âge et de tout sexe. On remarquait aussi quantité d'étrangers de distinction, arrivés de toutes les parties de l'Europe pour assister aux événemens qui allaient décider des destinées de la France. En ces temps d'enthousiasme et de frivolité, les meilleurs esprits

¹ PUISATE (*Mémoires du comte J. de*), tome I^{er}, p. 194.

étaient entraînés par des illusions vertueuses; chacun se flattait que cette grande solennité serait pour le monde entier un gage de paix et de bonheur. La joie et le ravissement étaient peints sur les visages; de toute part éclataient les transports de l'allégresse.

Des chœurs de musique, disposés de distance en distance, faisaient retentir l'air de sons mélodieux; la brillante attitude des militaires, le son des cloches, les cantiques sacrés, exécutés avec harmonie, et tour à tour entendus sans confusion au milieu du bruit des tambours et des trompettes, animaient ce majestueux cortège¹. Les ministres de Dieu, revêtus de leurs plus riches ornemens, les parfums, le daïs, l'ostensoir étincelant d'or et de pierreries, donnaient à cette cérémonie une pompe religieuse et une apparence d'union qui semblaient devoir attirer sur la France tous les genres d'honneur, de gloire et de biens réunis.

Le faste de la noblesse et du haut clergé, couverts de panaches flottans, de drap d'or, de pourpre et d'hermine, contrastait avec la simplicité du tiers-état. Cette différence si tranchée dans les costumes devait produire de l'irritation à une époque où l'on aimait à repousser les temps auxquels on empruntait ces traditions². Mais l'espèce d'humiliation que souffraient les députés du troisième ordre était assez vengée par la prédilection que leur accordait le peuple, disposé à les considérer comme ses vrais

¹ FERRIÈRES (*Mémoires du marquis de*), t. 1^{er}, p. 18.

² DE CONNY (*Hist. de la Révolut. de France*), t. 1^{er}, p. 154.

défenseurs. Parmi eux étaient des médecins dévoués au soulagement des pauvres, des négocians appliqués à faire fleurir le commerce par leur industrie, des agriculteurs qui fertilisaient les campagnes par leurs soins et leurs travaux, des jurisconsultes éclairés, enfin quelques savans dont les études, consacrées aux arts et aux sciences, servaient à propager les lumières et à étendre la gloire de la patrie.

Si dans cette réunion de talens redoutables¹ se montraient beaucoup d'hommes de génie, d'intégrité, de bon sens et de jugement, il y avait aussi parmi eux des esprits faux, jaloux et pétris d'ambition, plus disposés à changer qu'à réparer et conserver l'édifice, et qui, en provoquant les nouvelles théories, allaient contribuer, moins à réprimer les idées révolutionnaires qu'à les justifier. Les gens de loi surtout, accoutumés à rapetisser les grandes choses par l'habitude d'exagérer les petites, étaient disposés à outrer la démocratie et à rendre leurs sophismes dangereux au moyen d'une éloquence passionnée. Ceux-là étaient vraiment à craindre; sans sortir de leur sphère étroite, ils se croyaient appelés à régénérer les peuples, c'est-à-dire à remplir la plus haute mission qui puisse être donnée à l'homme.

Néanmoins aucun de ces députés n'avait encore de célébrité, si ce n'est Mirabeau; sa renommée était fondée sur de grands talens réunis à de grands

¹ BONNET (*Essai sur l'art de rendre les Révolut. utiles*), t. 1^{er}, p. 92.

vices ; mais l'opinion oubliait son immoralité ; elle s'applaudissait de voir un noble s'enorgueillir d'être appelé à défendre les intérêts du tiers-état. Une fois qu'on l'avait vu , son image ne sortait plus de la mémoire ¹ : sa taille ramassée et une tête énorme couverte d'une immense chevelure artistement frisée , le distinguaient entre tous ; son teint livide , son visage gravé , et ses yeux étincelans sous un haut sourcil et dans un enchâssement plombé ² , peignaient , malgré l'excès de sa laideur , l'excès de son audace. La nature , en le douant d'une constitution vigoureuse , d'un tempérament de feu et des facultés les plus énergiques , avait jeté en lui tous les ferments des passions impétueuses qui , au sein des assemblées délibérantes , peuvent faire également et le bien et le mal. Enfin , toute sa personne rappelait la puissance factieuse des anciens tribuns.

Les acclamations restèrent suspendues pendant que défilaient les députés des deux ordres privilégiés ; elles se renouvelèrent d'une manière éclatante à la vue du roi. Tous les spectateurs , par un concert unanime , ne cessèrent , en portant leurs mains et leurs yeux vers le ciel , de crier *vive le roi* ! Louis XVI , attendri jusqu'aux larmes , répondait à ces témoignages d'amour par les signes les plus affectueux. Les rayons d'un soleil pur embellissaient ce tableau ravissant du dernier jour de la monarchie écoulé sans nuages.

¹ STAËL (*Considérations sur la Révolut. franç.*), t. 1^{er} , p. 186.

² LEMERCIER (*Portrait de Mirabeau*).

Après la célébration de la messe du Saint-Esprit, M. de la Fare, évêque de Nancy, prononça un sermon ou plutôt un discours d'ouverture. Il prit pour texte : *La religion fait la force des empires et le bonheur des peuples* ; vérités trop anciennes pour être traitées dans une circonstance où tant de nouveautés agitaient les cœurs, et offraient à l'imagination exaltée un champ si vaste et si relevé¹. Aux mots de *civisme* et de *libertés publiques*, échappés en parlant des maux occasionés par la gabelle², de nombreux applaudissemens s'élevèrent, et des battemens de mains unanimes et prolongés firent retentir les voûtes de l'édifice³ : mais de longs murmures éclatèrent lorsque le prélat, classant devant Dieu les hommes comme ils l'étaient alors dans l'ordre civil, et leur prêtant à chacun le langage de leur position sociale, s'écria en terminant sa péroraison : « *Recevez, ô Dieu, les prières du clergé, les vœux de la noblesse, et les très-humbles supplications du tiers-état*⁴. »

Cette distinction, si peu propre à réunir les esprits dans ce jour solennel, excita le violent mécontentement d'un auditoire disposé à ne plus entendre des formules aussi surannées ; elles déplurent aussi à la noblesse, et irritèrent surtout les

¹ CLERMONT-GALLERANDE (*Mém. sur la Révolut. française.*), t. 1^{er}, p. 55. — FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. 1^{er}, p. 21.

² *Journées mémorables de la Révolution*, t. 1^{er}, p. 39.

³ TOULONGEON (*Histoire de France*), t. 1^{er}, p. 40.

⁴ PRUDHOMME (*Révolutions de Paris*), t. V, n° 67, p. 80. — BEAULIEU (*Essai histor. sur la Révolut.*), t. 1^{er}, p. 93.

membres du tiers-état, appelés par leur énergie à diriger les masses de l'assemblée. Cette manière de blâmer et d'applaudir un orateur sacré, surtout en présence du roi, annonçait déjà que les lois rigides, mais nécessaires, de l'étiquette allaient disparaître; et cette inconvenante violation des formes conservatrices de la société laissait entrevoir que bientôt les usages et les coutumes seraient forcés de céder à l'expression de la volonté populaire, non moins impérieuse que celle des despotes les plus absolus.

Les députés bretons, accoutumés aux conférences politiques formées durant les troubles qui éclatèrent dans leur province, et surtout très-ardens à accélérer les progrès de la révolution, choisirent, dès leur arrivée à Versailles, un local spacieux, où se rendirent plusieurs membres du tiers-état et ceux du corps de la noblesse en opposition avec leur ordre. La résistance des gentilshommes bretons avait excitée au sein de cette réunion une animosité que la marche des événemens allait envenimer de jour en jour. Ses membres, pour la plupart jurisconsultes instruits, mais sans expérience, donnèrent à leur société le titre de *comité*, et sous le prétexte de s'entendre au sujet de la question du vote par ordre ou par tête, que le ministère avait laissée indécise, ils prirent l'habitude de se concerter pour accroître leurs forces et donner plus d'uniformité à leur conduite ¹. Telle fut l'origine du *club bre-*

¹ PUISAYE. (*Mém. du comte de*), t. 1^{er}, p. 280. — LAMETH, Alex. (*Hist. de l'Assemblée const.*), t. 1^{er}, p. 420.

ton, devenu dans la suite si célèbre par sa démagogie.

Le lendemain 5 mai 1789, jour que la postérité regardera comme l'un des plus mémorables de nos annales, les députés se rendirent à la grande salle des Menus; Calonne l'avait fait construire pour l'Assemblée des notables : sous le péristyle, tout était préparé pour recevoir avec pompe le clergé et la noblesse, le roi et la cour, tandis qu'une petite porte de derrière, abritée par un hangar¹, était le point par où devaient être introduits les membres des communes. D'après le règlement de 1614, ceux-ci furent appelés et placés par le grand-maître des cérémonies; ces préliminaires durèrent trois heures, employées à concilier des débats de préséance qui s'élevèrent entre divers bailliages. Lorsqu'on appela celui de Villers-Cotterets, un modeste curé se trouva être le dernier député de son ordre; il voulut céder le pas au duc d'Orléans, qui, comme premier député de la noblesse, venait après lui; mais le prince s'y refusa : cet esprit d'égalité charma l'assemblée au point que de toute part retentit le cri de *vive d'Orléans*² !

La députation du Dauphiné fut très-applaudie; elle représentait le pays qui donna le signal d'une révolution que le gouvernement avait encouragée en approuvant tous les actes de ses assemblées insurgées. On aurait fait le même accueil à celle de Pro-

¹ RABAUD SAINT-ÉTIENNE (*Précis histor. de la Rév.*), p. 72.

² *Moniteur, séance des états-généraux*, n° 1, pag. 4, 1^{re} col.

vence, si on n'avait été retenu par un murmure désapprobateur dont l'application personnelle pouvait être une mortification pour Mirabeau¹. Mais par la fierté de son maintien il semblait braver l'opinion ; et vouloir, en dépit d'elle, dominer sa triste renommée. Doué d'une audace persévérante, il apportait aux états-généraux la ferme volonté de limiter l'arbitraire dont il avait tant souffert ; porté par les circonstances, il espérait grandir et s'épurer avec elles, et à la faveur de son génie s'élever au comble de la fortune.

A une heure les hérauts d'armes annoncèrent l'arrivée du roi ; aussitôt les députés se lèvent, et les applaudissemens retentissent, accompagnés des plus vives acclamations. Jamais spectacle plus imposant n'avait frappé les regards. La salle était vaste et ornée d'une colonnade superbe. La lumière, arrivant du haut du plafond à travers un taffetas d'azur, répandait partout la plus douce clarté. Le roi monte sur un trône magnifique ; au pied des marches étaient les ministres et le garde-des-sceaux, tous revêtus des ornemens de leur dignité. Necker seul était en habit de ville richement brodé. A la droite du trône était le clergé, à sa gauche la noblesse, et le tiers-état en face. Le monarque offrait sur son visage ouvert et calme l'image de la bonté de son cœur. La reine, belle et pleine de dignité, s'assied sur un fauteuil hors du dais. Les princes, les pairs, et tous les grands dignitaires se rangent tout autour sur des plians ou

¹ GRIMM (*Correspondance littéraire du baron*), t. V, p. 124.

des banquettes recouvertes en velours violet, semées de fleurs de lis en or.

Le roi, en voyant le duc d'Orléans confondu avec les députés, le fit inviter d'approcher de sa personne. Le duc répondit : « Par ma naissance, j'ai toujours « le droit d'entourer le trône; mais dans cette occa-
« sion, je dois, par égard pour mon bailliage, me
« tenir dans le rang qui m'a été assigné ¹. » Ce respect pour la représentation nationale fut agréable au tiers-état. Il vit avec joie qu'un prince du sang était fier de répondre à la confiance qu'un grand peuple venait d'accorder à ses élus.

Bientôt après Louis XVI se lève, tenant en main son discours; un silence profond règne dans l'assemblée, chacun prête l'oreille et cherche à recueillir les premières paroles qui vont faire revivre ce langage paternel auquel Henri IV avait habitué les Français. Le roi, après avoir parcouru des yeux toutes les parties de l'assemblée, d'une voix bien articulée prononça ce discours, monument si précieux pour l'histoire, qu'elle doit le conserver tout entier.

« Messieurs, le jour que mon cœur attendait de-
« puis long-temps est enfin arrivé, et je me vois
« entouré des représentans de la nation à laquelle
« je me fais gloire de commander. Un long inter-
« valle s'était écoulé depuis les dernières tenues des
« états-généraux, et, quoique la convocation de ces
« assemblées parût être tombée en désuétude, je

¹ MONTJOIE (*Hist. de la Conjur. de Louis-Phil.-Jos. d'Orléans*), t. 1^{er}, p. 304-305.

« n'ai pas balancé à rétablir un usage dont le
« royaume peut tirer une nouvelle force, et qui peut
« ouvrir à la nation une nouvelle source de bonheur.
« La dette de l'Etat, déjà immense à mon avène-
« ment au trône, s'est encore accrue sous mon règne :
« une guerre dispendieuse, mais honorable, en a été
« la cause; l'augmentation des impôts qu'elle a néces-
« sités a rendu plus sensible leur inégale répartition.

« Une inquiétude générale, un désir exagéré d'in-
« novations, se sont emparés de tous les esprits, et
« finiraient par égarer totalement les opinions, si
« l'on ne se hâtait de les fixer par une réunion d'a-
« vis sages et modérés. C'est dans cette confiance,
« Messieurs, que je vous ai rassemblés, et je vois
« avec sensibilité qu'elle a déjà été justifiée par les
« dispositions que les deux premiers ordres ont
« montrées à renoncer à leurs privilèges. L'espérance
« que j'ai conçue de voir tous les ordres, réunis de
« sentiment, concourir avec moi au bien général
« ne sera point trompée. J'ai déjà ordonné dans les
« dépenses des retranchemens considérables; vous
« me présenterez encore à cet égard des idées que
« je recevrai avec empressement; mais, malgré la
« ressource que peut offrir l'économie la plus sévère,
« je crains, Messieurs, de ne pouvoir pas soulager
« mes sujets aussi promptement que je le désirerais.

« Je ferai mettre sous vos yeux la situation exacte
« des finances; et quand vous l'aurez examinée, je
« suis assuré d'avance que vous me proposerez les
« moyens les plus efficaces pour y établir un ordre

« permanent et affermir le crédit public. Les esprits
« sont dans l'agitation ; mais une assemblée des re-
« présentans de la nation n'écouterà sans doute que
« les conseils de la sagesse et de la prudence. Vous
« aurez jugé vous-mêmes , Messieurs , qu'on s'en est
« écarté dans plusieurs occasions récentes ; l'esprit
« dominant de vos délibérations répondra aux véri-
« tables sentimens d'une nation généreuse , et dont
« l'amour pour ses rois a toujours été le caractère
« distinctif ; j'éloignerai tout autre souvenir.

« Je connais l'autorité et la puissance d'un roi
« juste au milieu d'un peuple fidèle et attaché de
« tout temps aux principes de la monarchie ; ils ont
« fait la gloire et l'éclat de la France ; je dois en être le
« soutien , et je le serai constamment. Tout ce qu'on
« peut attendre du plus tendre intérêt au bonheur
« public , tout ce qu'on peut demander à un souve-
« rain , le premier ami de son peuple , vous pouvez ,
« vous devez l'espérer de mes sentimens. Puisse ,
« Messieurs , un heureux accord régner dans cette
« assemblée , et cette époque devenir à jamais mémo-
« rable pour le bonheur et la prospérité du royaume !
« C'est le souhait de mon cœur , c'est le plus ardent
« de mes vœux , c'est enfin le prix que j'attends de
« la droiture de mes intentions et de mon amour
« pour mes peuples. »

Tel est le discours que prononça Louis XVI , et qu'il offrit aux députés des états , comme le gage assuré de son adhésion à tout ce qui pourrait faire la félicité de ses sujets. Dans l'expression de ses

vœux pour le bien, meilleur père que grand roi, il parut disposé à autoriser ce qu'il aurait dû réprimer, et prêt à sanctionner tout ce qu'il devait craindre. Louis XVI avait invité la reine à s'asseoir, mais elle préféra l'écouter debout, comme le reste de l'assemblée. La grâce et la noblesse de son maintien, la modestie de sa parure, et la mélancolie empreinte sur tous ses traits, ajoutèrent de douces émotions à la vive impression que firent les paroles royales.

Le monarque, ayant cessé de parler, s'assit et se couvrit. Les membres de la noblesse, jaloux de conserver les prérogatives dont ils jouissaient aux premières assemblées d'états-généraux, remirent leur chapeau. Quelques députés du tiers, jaloux de ce privilège, voulurent en user. Les mots *couvrez-vous, découvrez-vous* retentirent dans la salle. Mais le roi, pour éviter qu'une séance aussi auguste fût troublée par un motif qui, quoique puéril, dénotait au fond des prétentions hostiles, eut la présence d'esprit de faire cesser le tumulte, et, feignant d'être incommodé par la chaleur, il ôta son chapeau. Personne alors ne pouvant rester couvert, tout le monde se découvrit¹. Cet incident n'eut aucune suite; bientôt après le calme se rétablit, et la cérémonie reprit son vrai caractère; chacun était ravi d'avoir entendu Louis XVI se déclarer le premier ami de son peuple.

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Histoire de la Révolut. de France*), t. 1^{er}, p. 166.

Le discours du garde-des-sceaux Barentin, considéré comme une formule d'étiquette, fut à peine écouté; cependant il n'exprima rien de favorable aux intérêts de la royauté, et donna au contraire une adhésion formelle aux principes nouveaux, en insinuant que la délibération par tête était le mode le plus raisonnable et le plus avantageux¹. L'assemblée se montrait impatiente d'entendre Necker; la lecture de son discours dura deux heures, mais il ne répondit point à l'attente de ceux qui étaient le plus disposés à l'admirer. Cherchant à concilier les prétentions de la noblesse qu'il ménageait, avec les intérêts de la nation qu'il désirait servir, il prouva que dans un aussi grand événement il n'avait point calculé la violence du choc des passions humaines; et qu'il ne se doutait ni de l'obstination de l'aristocratie, ni de la violence du parti populaire, puisqu'il se bornait à recommander l'importance de la loi à ceux qui la plaçaient au-dessous des privilèges, et l'importance de l'ordre public à ceux qui voyaient tout dans la seule liberté.

Quoique convaincu de la gravité de la question du vote, il craignit d'indisposer les esprits, et au lieu d'en écarter lui-même les difficultés, il préféra laisser aux états-généraux le choix et l'invention des moyens pour en sortir². Cette fatale indécision ouvrit un champ vaste aux passions, impatientes d'entrer en lutte; car la manière ambiguë dont le

¹ *Moniteur, séance des états-généraux, n° 1, col. 3.*

² RIVAROL (*Histoire de l'Assemblée constituante*), p. 13.

ministre en parla, loin de produire une conciliation désirable, jeta de nouvelles semences de division. Au lieu d'établir que le mal pouvait être réparé par des réformes utiles et de généreux sacrifices, Necker voulut endormir la nation, en lui faisant croire qu'il n'était pas nécessaire d'innover pour mettre ses dépenses en équilibre avec ses recettes. Le déficit annuel s'élevait à cinquante-six millions¹, et pour le couvrir il fit l'énumération des économies et des recettes qui devaient de beaucoup dépasser cette somme.

Les finances n'étaient au reste que le motif simulé de la révolution désirée. Le mécontentement prenait sa source dans les fatales dissensions excitées par les haines que suscitait depuis long-temps l'amour-propre blessé. Impatientes d'éclater, elles se manifestèrent le lendemain du jour où le roi fit inviter les députés à se réunir dans *le local destiné à les recevoir*²; chaque ordre devait avoir une chambre séparée pour ses séances particulières; celle des Menus, assignée au tiers-état, étant la plus vaste, devait servir aux assemblées générales, et portait avec elle le nom de *Salle des États-Généraux*³. Cette légère circonstance, que l'on croit avoir été adroitement calculée, était au fond très-importante, puisqu'alors le troisième ordre se trouvait à la fois dans son propre local et dans celui des états. Sa permanence au lieu assigné pour les assemblées générales,

¹ *Journées mém. de la Révolut.*, t. I^{er}, p. 63 *ter*.

² *Moniteur* du 6 au 14 mai 1789, p. 14, col. 1^{re}.

³ PUISAYE (*Mém. du comte J. de*), t. I^{er}, p. 197.

non seulement pouvait être interprétée comme un signe de possession, mais elle allait encore lui donner une apparence de soumission aux ordres du roi, et de plus l'attitude de celui qui reçoit et admet. Les députés du tiers parurent ainsi constituer essentiellement les états-généraux, et la noblesse et le clergé n'être plus que deux branches du même tronc qui ne devaient avoir de vie qu'autant qu'elles y demeureraient constamment attachées¹.

Ces deux premiers corps étaient secrètement affectés en songeant que par cette réunion leurs prérogatives allaient être sacrifiées aux vœux du tiers-état, avec lequel ils seraient confondus, sans droit de préséance; alors l'opération de l'examen des pouvoirs, quoique peu importante, le devint beaucoup du moment qu'elle dut trancher la question si les ordres délibéreraient ensemble ou séparément². La cour était si peu pénétrée de la gravité de cette affaire, qu'elle avait cru en lever la difficulté, en ordonnant à son grand-maître des cérémonies de vérifier les pouvoirs³.

Cependant la délibération en commun provoquait l'anéantissement des ordres, et devait décider si le tiers-état jouirait de la nouvelle existence que lui promettait la double représentation, ou si la noblesse et le clergé, en opinant à part, conserveraient leur *veto*; l'examen de cette question allait

¹ FERRIÈRES (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 26.

² BOISSY-D'ANGLAS (*Essai sur la Vie de Malesherbes*), t. II, p. 282.

³ FERRIÈRES (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 24.

être la première étincelle du vaste embrasement qu'allumèrent les états-généraux. Il ne s'agissait point en effet d'une fastidieuse vérification de pouvoirs d'individu à individu, mais bien de déterminer pour la première fois, et dans les formes les plus solennelles, le rang et la considération des trois grands corps constituant l'Etat.

Le tiers-état, grâce aux avantages de sa position locale, avec tous les dehors d'une religieuse obéissance aux volontés du roi, attendit pendant cinq heures les députés des deux autres ordres rassemblés dans les chambres voisines; le motif de leur absence étant connu, il excita une grande rumeur. Après un moment de trouble et de confusion, inévitable dans une assemblée de cinq cents personnes rassemblées de tant de lieux divers, sans chef et sans expérience dans la manière d'organiser un corps délibérant, une voix s'élève et exprime la nécessité d'établir une hiérarchie qui assigne l'ordre dans lequel chacun pourra parler. On demande le plus ancien d'âge, M. de Chomorceau se présente; sous le titre de doyen, il appelle un jeune homme pour être son secrétaire, puis des assesseurs pour conseillers; ces faibles commencemens constituèrent une assemblée qui allait changer les destinées de la France et celles du monde entier.

Alors les débats et les motions se succèdent avec rapidité. Malouet, de la sénéchaussée de Riom, l'un des plus sages de tous les membres du tiers-état, proposa d'envoyer aux deux ordres privilégiés

une invitation pour les engager à se réunir aux députés des communes *. Mounier, si connu par l'illustration qu'il s'était acquise aux Etats du Dauphiné pour avoir donné à son pays une constitution particulière digne de servir de modèle en plusieurs points à celle qu'attendait la France entière, émit l'avis qu'il ne fallait rien précipiter jusqu'à ce qu'on fût instruit du résultat des délibérations des deux premiers ordres, et qu'en attendant on devait se considérer seulement comme agrégation d'individus destinés à former la réunion complète de l'assemblée des états-généraux. Ce principe établi, on poussa la rigoureuse observation au point de refuser d'ouvrir les lettres adressées au tiers-état ¹.

La manière de se constituer amena également des orages au sein des deux autres assemblées. Dans celle du clergé, présidée par le cardinal de la Rochefoucault, cent trente-trois membres décidèrent que les pouvoirs seraient vérifiés par l'ordre, et cent quatorze furent d'avis qu'ils ne devaient l'être que dans l'assemblée générale; la même question, dé-

* Le titre de députés des communes indiquait qu'il existait dans le tiers-état un parti nombreux qui désirait pour la France un gouvernement semblable à celui d'Angleterre, c'est-à-dire les deux Chambres. Ce système, adopté dans l'origine par la seule fusion des deux premiers ordres, aurait mis fin à tous les débats, puisqu'alors l'intérêt populaire pouvait lutter à force égale contre l'intérêt aristocratique, et en cas de différens, le roi intervenait comme arbitre, et complétait ainsi l'union des trois pouvoirs. Mais les deux partis extrêmes ne voulaient point d'un moyen de conciliation aussi naturel et aussi en harmonie avec l'esprit du siècle. Néanmoins il est à déplorer que le gouvernement d'alors ne l'ait pas proposé.

¹ *Moniteur* du 6 au 14 mai 1789, p. 14, col. 2.

battue ensuite par la noblesse (11 mai 1789), souleva une violente opposition; mais cette assemblée dirigée par d'Epréménil, Bouthiller et Laqueille, sans attendre un grand nombre de membres dont elle était privée, se déclara suffisamment établie pour procéder à la vérification des pouvoirs; ce qui annonçait qu'elle ne se réunirait point aux députés du tiers-état¹.

Le lendemain, plusieurs nobles s'élevèrent contre les actes de leur assemblée. Parmi eux étaient les ducs de Levis et de Luines, le marquis de Blacons, les comtes de Montmorency, de Castellane, de Latouche, de Puisaye, le vicomte de Beauharnais. La protestation de Freteau, conseiller au parlement, fut remarquable par son énergie, il déclara que la conduite de la noblesse était attentatoire à la liberté publique et aux intérêts de la monarchie². Cette désunion, survenue avant même que les états-généraux eussent commencé leurs travaux, prouva combien le génie de Necker s'était abusé. Si ce pilote inexpérimenté eût mieux calculé l'effet du fameux rapport qu'il avait présenté au conseil cinq mois auparavant, il aurait évité et le scandale des discussions et l'animosité que se vouèrent les trois ordres, à la suite des débats que fit naître l'éclaircissement inopportun de leurs prérogatives et de leurs droits.

Avant de mettre en action les trois grands corps qui vont se disputer le pouvoir, il convient de

¹ *Moniteur* du 6 au 14 mai 1789, p. 15, col. 3.

² BEAULIEU (*Essai hist. sur la Révol. franç.*), t. 1^{er}, p. 123.

connaître quelques uns des membres du tiers-état dont je n'ai pas encore esquissé le portrait, et qui, dès l'ouverture de cette scène imposante, se placèrent au premier rang; parmi ceux-là nous citerons Barnave, jeune jurisconsulte. Il s'était fait remarquer dans les troubles de Grenoble et avait été un des députés de l'assemblée de Vizille; sous une stature frêle et petite, il renfermait une âme forte, et un caractère franc et généreux. Quoique protestant, l'archevêque de Vienne l'aimait, et c'est à sa recommandation autant qu'à celle de Mounier, qu'il obtint les suffrages des électeurs du Dauphiné; accueilli dans les salons de Necker, il s'était lié étroitement avec MM. d'Aiguillon, Duport, la Borde, les Lameth et plusieurs autres députés marquans par l'éclat de leur fortune ou la hardiesse de leurs opinions. Ces mêmes opinions, plus ardentes que celles de Mounier, l'avaient déjà séparé de ce sage compatriote, dont il avait été et l'élève et l'ami. Un esprit pénétrant, une élocution vive et facile, annonçaient en Barnave un rare talent pour la discussion; ces précieuses qualités, en lui donnant un grand ascendant sur l'esprit de ses collègues, devaient lui attirer une popularité rivale de celle de Mirabeau.

Chapelier et Thouret, légistes pleins de science et d'érudition, allaient obtenir de la célébrité dans l'examen approfondi des principaux articles de la future constitution. Les talens du premier, loyal fondateur du club breton, se développèrent dès l'ouverture de l'assemblée d'une manière si pro-

noncée que la voix publique lui assigna bientôt un rang distingué parmi les plus zélés défenseurs des droits de la nation. Le second, en exerçant avec honneur à Rouen la profession d'avocat, était devenu une des lumières d'un barreau très-éclairé; Mably et Montesquieu avaient été ses guides dans l'étude comparée de nos anciennes lois. Chapelier, vrai Breton sans le paraître, en employant des manières simples et des paroles insinuanes, était très-énergique et défendait ses déterminations avec une opiniâtreté extrême. La vérité embellissait la pureté de sa diction, et la droiture de ses vues jaillissait de la franchise de ses paroles. Thouret avait aussi un esprit juste, un sens droit, un talent rare pour la discussion et cette heureuse facilité qui nous fait écouter d'une grande assemblée. Il ne lui manquait, ainsi qu'à Chapelier, dont le caractère ressemblait beaucoup au sien, que l'expérience des révolutions, et la défiance qu'il fallait avoir des faveurs de la multitude qu'ils aimaient, mais dans un sens juste et utile à son bonheur.

Nul ne savait aussi bien qu'eux résumer une question et la dégager de tout ce qui lui était étranger; nul surtout ne connaissait mieux l'art de la ramener au seul point qui méritât d'être discuté, pour conclure ensuite avec une netteté et une force de raisonnement qui réduisit souvent leurs adversaires à ne pouvoir répondre que par des cris de fureur¹. Peut-être reprochera-t-on à ces sincères amis de

¹ MOUNIER (*de l'Influence attribuée aux Philosophes*, etc.), p. 95

nos institutions de n'avoir pas toujours usé de l'ascendant de leur talent pour donner plus de maturité aux délibérations importantes où ils demeurèrent impassibles. Thouret surtout très-réservé prit la modération pour règle de conduite, et plus prudent que Chapelier, sa modestie refusa souvent de combattre les erreurs des autres dans la crainte mal fondée d'accréditer les siennes.

Sieyes et Rabaud Saint-Etienne sont aussi restés en possession d'une très-haute renommée. L'un était déjà connu par ses écrits, où la violence des opinions se faisait jour à travers l'obscurité des idées; et nous verrons bientôt son caractère dissimulé se développer par des actions d'une nature éminemment factieuse. L'autre était cher aux amis de la liberté par l'intérêt qu'il sut inspirer à Lafayette, en lui racontant les malheurs qu'éprouva sa famille toujours constante à prêcher la religion réformée. Ecrivant bien et rempli de connaissances variées, il n'avait pas le don de la parole et ne pouvait s'annoncer élégamment sans y avoir été préparé. Avec un caractère vif et une imagination exaltée, son extérieur était calme et son esprit séduisant. Ses idées philosophiques n'avaient point affaibli sa foi évangélique, et conservant toute la ferveur de son éducation première, il nourrissait contre le catholicisme un ressentiment d'autant plus âcre qu'il avait pris naissance au sein des guerres civiles. Son ardeur pour la révolution lui fit composer avec Cerutti, ex-jésuite, et patriote par ressentiment, un journal

intitulé la *Feuille villageoise*, dans laquelle tous deux cherchaient à propager le nivellement successif des fortunes et à inculquer avec le style naïf des gens de la campagne les principes dangereux qui par la suite engendrèrent tant de maux. Camus, avocat du clergé, et Grégoire, curé d'Aubermesnil *, également versés dans les matières ecclésiastiques, doivent aussi sortir de la foule avec tous les hommes fameux qui attirèrent tant de tribulations à notre Église.

Après eux et Saint-Etienne, on pourrait placer, mais dans une classe plus révolutionnaire et bien plus démagogique, Pétion, Buzot, Barrère, Vadier, Dubois-Crancé et le fameux Robespierre : toutefois ces députés n'acquiescent une triste célébrité que lorsque les événemens se montrèrent sous des formes atroces. En les suivant pas à pas, on verra leur caractère se peindre par eux-mêmes avec les couleurs les plus sombres à mesure qu'ils entreront en scène pour devenir acteurs du grand drame qui leur a assigné une place si fatale dans le Panthéon de l'histoire.

Enfin, pour présenter l'assemblée du tiers-état sous l'aspect diversifié qu'offrait sa composition, nous verrons assis sur ses bancs un chartreux appelé D. Gerles, revêtu de l'habit de son ordre, et qui de la solitude du cloître se trouvait jeté tout à coup à travers un monde qu'il était appelé à diriger sans le connaître. On y verra aussi un vénérable cultivateur, appelé le père Gérard; il avait conservé le vêtement grossier du paysan breton. Homme plein

* L'abbé Grégoire se réunit un des premiers à l'assemblée du tiers-état.

de droiture dans le cœur et de raison dans la tête, il dédaignait l'ambition et désirait tout simplement le bien de son pays; aussi les factieux qui voulaient tout troubler parodièrent son langage sans pouvoir imiter ses vertus *. Heureux si de tels mandataires eussent été plus nombreux au sein d'une assemblée qui, s'égayant avec tant de lumières, aurait peut-être appris, en écoutant les laboureurs, que dans leur noble profession on fait le bien de son pays en aimant l'ordre, en observant les lois, sans pouvoir même comprendre ces viles intrigues, et ces fatales combinaisons qui sont le fléau des États civilisés.

Les députés du tiers-état continuaient à se montrer fidèles à leur système d'inertie; pendant plusieurs jours ils se bornèrent à conserver l'organisation d'une assemblée dont les membres, n'ayant pas vérifié leurs pouvoirs, attendaient la formation complète des états-généraux¹. La noblesse au contraire ne changea rien à sa marche, elle se déclara constituée conformément à ses mandats, et le 13 mai une députation de cet ordre se rendit à la salle du tiers pour y lire à haute voix un extrait de ses délibérations: mais les communes demeurèrent inébranlables, et lorsque l'archevêque d'Embrun se présenta avec quinze gentilshommes dissidens du Dauphiné, pour protester contre la constitution que cette province venait de se donner, les

* Collot-d'Herbois, dans un jargon populaire, osa publier sous le nom de *Père Gérard* un almanach pour les gens de la campagne.

¹ *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. I^{er}, p. 180.

membres du tiers-état déclarèrent qu'ils n'étaient encore rien, qu'ils ne formaient point un ordre, mais une simple aggrégation de citoyens réunis par une autorité légitime pour attendre d'autres citoyens ¹.

Lassés de rester dans cette attente, plusieurs d'entre eux proposèrent de protester contre la déclaration de la noblesse qui s'annonçait légalement constituée; des députés prudents, tels que Viguiier de Toulouse et Malouet, veulent auparavant qu'on attende ce que doivent proposer les commissaires que le clergé et la noblesse étaient sur le point d'envoyer auprès du tiers-état. « Vos volontés particulières, dit alors Boissy-d'Anglas, député de la « sénéchaussée d'Annonay, doivent être d'accord « avec celles des vingt-cinq millions de citoyens dont « nous avons reçu nos pouvoirs. Il viendra ce jour, « ajouta-t-il, où vous vous constituerez non pas « par ordres séparés, non pas en chambre du tiers-état, mais en Assemblée nationale..... Il viendra « ce jour où vous vous rappellerez que les prières « du peuple sont des ordres, que ses doléances sont « des lois, et qu'il est réellement la nation, tandis « que les autres ordres n'en sont que les dépendances; vous avez pour vous la raison et la force, « il faut donc agir avec modération..... Vous avez, « Messieurs, à lutter dans ce moment contre la « fierté naturelle à une noblesse courageuse, à laquelle il n'est pas permis de faire un pas en

¹ *Moniteur* du 6 au 14 mai, séance du 11, p. 15, col. 2.

« arrière. En vous présentant devant elle d'une
« manière directe, vous l'aigrissez et l'armez néces-
« sairement contre vous, tandis que la voix de la
« médiation peut la ramener en la faisant céder à la
« persuasion; marchons pas à pas, avançons douce-
« ment pour n'être jamais forcés de rétrograder¹. »

Rabaud Saint-Étienne proposa à l'assemblée d'autoriser un certain nombre de ses membres à conférer avec les commissaires nommés par la noblesse et le clergé pour obtenir la réunion des ordres, sans se départir de l'opinion par tête et de l'indivisibilité de l'assemblée. Chapelier, brusquant tous les moyens d'accommodement, voulait que dans une déclaration formelle on démontrât au clergé et à la noblesse l'irrégularité de leur conduite, et qu'on les instruisit des démarches que l'on serait forcé d'opposer à leurs prétentions.

Mais Mirabeau, destiné à devenir la plus forte puissance de l'assemblée, était impatient comme tous les transfuges de guider l'ennemi dans les retranchemens de ceux qu'il avait abandonnés. Pour la première fois il se présente à la tribune, et affectant une opinion ferme et modérée, il combat ces deux avis, l'un comme trop timide, l'autre comme trop exalté. Le premier lui paraît dissimuler la conduite outrageante de la noblesse, le second selon lui renferme un décret solennel du tiers-état avant d'avoir reçu une existence légale, et d'ailleurs confond deux ordres qui, en cette occasion, tenaient

¹ *Moniteur* du 14 au 25 mai 1789, séance du 15, p. 17, col. 2.

une conduite différente. Plein de cette idée, il s'attache à combattre la motion de Saint-Étienne dans la partie qui lui paraît donner aux communes une attitude suppliante. Ce fut la première *philippique* lancée contre la noblesse, et elle eut trop d'influence sur l'opinion publique et la marche de la révolution pour n'en pas rapporter les parties les plus remarquables.

« Peut-on sans aveuglement volontaire, dit Mira-beau, se flatter d'une union avec les membres de la noblesse, lorsqu'ils daignent laisser entrevoir qu'ils ne pourront s'y prêter qu'après avoir dicté des lois exclusives de toute conciliation ? lorsqu'ils font précéder leur consentement à nommer des commissaires de la fière déclaration qu'ils sont légalement constitués ? N'est-ce pas là joindre la dérision au despotisme ? Et que leur reste-t-il à concéder du moment où ils s'adjugent eux-mêmes leurs prétentions ? Laissez-les faire, Messieurs, ils vont nous donner une constitution, régler l'Etat, arranger les finances ; et l'on vous apportera solennellement l'extrait de leurs registres pour servir désormais de Code national..... Non, Messieurs, on ne transige point avec un tel orgueil, ou l'on est bientôt esclave.

« Si nous voulons essayer encore des voies de conciliation, adressons-nous au clergé, qui du moins a eu pour nos invitations l'égard de déclarer qu'il ne se regardait pas comme légalement constitué, et cela au moment même où la noblesse nous dictait

« ses décrets souverains ; c'est au clergé, qui montre
« le désir de rester fidèle au caractère de médiateur ,
« c'est au clergé, trop habile pour s'exposer au pre-
« mier coup de tempête, c'est au clergé qui aura
« toujours une grande part à la confiance des peu-
« ples, qu'il faut nous adresser, non pour arbitrer ce
« différent, une nation, juge d'elle et de tous ses
« membres, ne peut avoir ni procès ni arbitres,
« mais pour interposer la puissance de la doctrine
« chrétienne, des fonctions sacrées des ministres de
« la religion, des officiers de morale et d'instruction.
« Qu'il se consacre donc à faire revenir, s'il est pos-
« sible, la noblesse à des sentimens plus fraternels,
« à des principes plus équitables, à un système
« moins périlleux, avant que les députés des com-
« munes, obligés de remplir enfin leurs devoirs,
« ne puissent se dispenser de déclarer à leur tour
« les principes éternels de la justice et les droits
« imprescriptibles de la nation. »

Mirabeau propose d'envoyer au clergé sans
envoyer à la noblesse, car, selon lui, « la noblesse
« ordonne et le clergé négocie » ; toutefois il insiste
pour que les commissaires ne puissent, en aucun
cas, accepter la plus légère modification sur le
point fondamental de la vérification des pouvoirs.
Il vote pour qu'on avise le garde-des-sceaux que
la noblesse a rompu par le fait l'ajournement du
roi, et pour lui annoncer que tout étant fini, les
communes vont s'occuper des moyens d'exercer
leurs droits.

« Si le ministère est faible, dit-il en finissant,
« soutenez-le contre lui-même, prêtez-lui de vos
« forces, parce que vous avez besoin des siennes.
« Un aussi bon roi que le nôtre ne veut pas ce qu'il
« n'a pas le droit de vouloir..... Et quel intérêt,
« nous dit-on, avez-vous d'opiner plutôt par tête
« que par ordre?... Quel intérêt! je comprendrais
« ce langage, si ceux qui s'appellent les deux pre-
« miers ordres étaient de bonne foi; car comme ils
« n'ont pas un seul privilège au-delà des exemptions
« pécuniaires, comme hors de ce cercle tous nos
« intérêts sont évidemment semblables, ils n'au-
« raient pas un seul motif pour s'opposer à la dé-
« libération commune; voilà pourquoi je ne crois
« encore que faiblement à la sincérité de leurs
« sacrifices. Mais nous qui, malgré leur fierté dé-
« daigneuse, avons de grandes raisons de douter
« qu'ils aient le privilège exclusif de l'instruction
« et des lumières; nous qui savons qu'il est physi-
« quement impossible de s'assurer d'avoir obtenu le
« vœu national autrement que par la votation par
« tête, on ne nous désintéressera nullement du seul
« mode de délibérer et d'opiner, auquel nos pou-
« voirs nous autorisent et nos consciences nous
« contraignent. Ne compromettons pas ce principe
« sacré, Messieurs; marchons avec une circonspec-
« tion prévoyante, mais marchons.....¹ »

Après cinq jours de discussion provoquée par les motions de Rabaud Saint-Etienne et de Chape-

¹ *Moniteur* du 14 au 23 mai 1789, p. 18 et 19, col. 3 et 4.

lier, l'assemblée des communes arrêta à une très-grande majorité (18 mai) qu'elle nommerait des commissaires en nombre égal à ceux du clergé et de la noblesse réunis pour vérifier les pouvoirs en commun. Parmi les seize commissaires nommés par le tiers-état étaient Barnave, Rabaud Saint-Etienne, Chapelier, Thouret, Mounier et Target; ce dernier était un jurisconsulte de Paris, célèbre par ses talens en législation. Mais, ayant l'esprit sec, l'âme froide, il manquait de cette sensibilité qui vivifie la parole; aussi ses discours se ressentirent-ils toujours de l'emphase du barreau sans avoir jamais l'éloquence de la tribune. Les commissaires étaient tous si fortement résolus à n'accepter aucune modification sur la question de l'opinion par tête, qu'ils auraient regardé comme mauvais citoyen celui d'entre eux qui aurait manifesté un avis différent *.

Je n'entrerais point dans le détail de ces conférences, si elles n'avaient eu pour objet que la vérification des titres. Mais quoique la noblesse et le clergé n'aient jamais rédigé les procès-verbaux de leurs séances, les documens contemporains s'accordent à dire que cette opération, loin d'être purement matérielle, donna naissance aux discussions

* Dumouriez fit ressortir avec esprit la difficulté que présentait la solution de la question du vote, soumise aux états-généraux, en publiant une brochure dont l'épigraphe singulière était ainsi conçue : *« Comment votera-t-on pour décider comment il faut voter? Votera-t-on par ordre pour prononcer qu'il faut voter par tête? votera-t-on par tête pour décider qu'il faut voter par ordre? »*

les plus importantes et les plus relevées. Là, Target, Mounier et Thouret, s'appuyant sur les principes du droit naturel, et même sur nos anciennes coutumes, soutinrent que la vérification des pouvoirs devait être faite en commun, et que s'il existait des variations à cet égard, il n'en fallait accuser que le malheur des temps et l'ignorance des principes ; si la noblesse, disaient-ils, invoque les états de 1560, de 1588 et de 1614, où les ordres délibérèrent en chambres séparées, nous lui opposerons ceux tenus sous le roi Jean, et ceux de 1576, bien plus renommés par leur patriotisme, et où les députés votèrent par tête et en commun. De ces variétés sans nombre, ils concluaient que les formes, loin d'être immuables, loin d'être inflexibles, furent toujours soumises aux circonstances.

Un membre du clergé présenta un avis conciliateur, c'était de faire vérifier les pouvoirs par des commissaires pris dans chacune des trois chambres ; mais ni les chefs du tiers-état, ni ceux de la noblesse ne voulurent adhérer à ce projet. L'assemblée de la noblesse, après avoir entendu le rapport de ses commissaires, arrêta, sur la proposition de M. de Villequier, que, pour cette tenue d'états-généraux, les pouvoirs seraient vérifiés séparément. Cette décision fit sortir les députés de l'inertie où ils étaient jusqu'alors demeurés. L'acte de vigueur qu'avait proposé Chapelier fut reproduit avec un assentiment général, et à la suite d'une discussion longue et animée, Mirabeau, conséquent avec lui-même,

et sans s'écarter de la modération qu'il avait adoptée, prononça un discours énergique, dont les conclusions furent qu'il fallait envoyer vers le clergé une députation nombreuse et solennelle qui, résumant tout ce qui avait été dit et fait par les commissaires conciliateurs, adjurerait les ministres du Dieu de paix de se ranger du côté de la raison et de la justice, en se réunissant à leurs co-députés dans la salle commune¹. On adopta avec transport la proposition de Mirabeau, et sur-le-champ une députation, telle qu'il l'avait demandée, se rendit auprès du clergé; Target en était le chef, il appuya son invitation des motifs qui devaient déterminer à l'accueillir, et dit aux membres de cet ordre, « qu'il
« les engageait, au nom du Dieu dont ils étaient
« les ministres, à se réunir à eux dans l'assemblée
« générale, afin d'aviser aux moyens d'établir la con-
« corde si nécessaire à la chose publique. »

Le clergé, qui, par son instruction et ses habitudes, est doté d'une rare sagacité, mit encore beaucoup de réserve dans sa réponse. « L'invitation,
« répondit le doyen de cet ordre, est de la plus
« haute importance, et par cela même, elle exige
« un sérieux examen et une mûre délibération². »
Néanmoins la démarche du tiers-état produisit un tel effet, que l'évêque de Chartres demanda qu'on se rendit sur-le-champ à l'assemblée des communes; cette motion, accueillie avec acclamation, allait être

¹ *Moniteur* du 25 au 30 mai 1789, p. 22, col. 5.

² *Courrier de Provence*, par Mirabeau, lettre vi.

adoptée, lorsqu'un autre évêque, plus pénétrant, affirma que la réunion proposée avait pour but de délibérer en commun, et de recueillir les suffrages par tête : la proposition devint l'objet d'une vive discussion. Après de longs débats, les membres du clergé renvoyèrent la séance au lendemain. Dans cet intervalle, plusieurs prélats, de concert avec une portion du ministère, tinrent des conférences secrètes, et allèrent auprès du roi pour lui faire le tableau alarmant de la disposition des esprits. Ces détails, que j'extraits avec soin de nos annales les plus authentiques, ne paraîtront point déplacés si l'on songe que les premiers actes des états-généraux amenèrent les faits qui, par leurs hautes conséquences, précipitèrent la marche de la révolution.

L'assemblée de la noblesse, par sa résistance, manifestait l'intention positive de conserver son rang comme corps séparé et distinct des autres classes de la nation. Ayant consenti, dans le plus important de ses cahiers *, à l'abolition des lettres de cachet, à la suppression de la Bastille, à la liberté de la presse, à l'inviolabilité du secret des lettres, à la complète indépendance de l'administration locale des provinces, au retour périodique des états-généraux, avec nullité de l'impôt s'il n'était consenti par eux ; ayant enfin renoncé à ses droits féodaux moyennant une juste indemnité, la noblesse, disons-nous, croyait avoir assez fait pour la restaura-

* Noblesse de Paris. (*Voy. Hist. parlement. de la Révol. franç.*), t. I^{er}, p. 323.

tion du régime légal : mais , héritière des supériorités positives, elle ne respectait point assez l'excessif amour-propre des supériorités morales.

Cette assemblée, ressemblant plutôt à un conseil de guerre tumultueux qu'à une assemblée de législateurs, fut à peine informée du résultat des conférences (28 mai) que le marquis de Bouthiller se leva et dit avec véhémence : « Après avoir donné l'exemple du désintéressement, il est de notre devoir de nous rallier à l'ancienne constitution ; et de donner aussi l'exemple de la fermeté : je demande que la délibération par ordre et la faculté d'empêcher, qui appartient à chacun d'eux, soit constitutive de la monarchie ; oui, ajouta-t-il, la noblesse professera constamment les principes conservateurs du trône et de la liberté. » De Pouilly, de Montesson, de Laqueille et surtout Cazalès, que son éloquence va bientôt placer au rang des premiers orateurs, appuyèrent successivement la proposition du marquis de Bouthiller, et s'efforcèrent d'en prouver la nécessité ; en vain d'Harembure fit observer combien, dans une telle circonstance, il était imprudent de prononcer sur une question qui n'était pas agitée : « Toute voie de conciliation, dit-il, n'est pas encore fermée ; gardons-nous d'apporter de nouveaux obstacles, surtout au moment où le roi lui-même cherche à les aplanir. »

Ces raisons commençaient à convaincre plusieurs membres, quand d'Epréménil tonna avec tant de force contre les prétentions ambitieuses des mem-

bres du tiers-état qu'il ramena la majorité à l'opinion du marquis de Bouthiller. Cette opposition fut encore violemment appuyée par le comte d'Entraigues. On se souvient qu'autrefois, il avait dévoilé avec passion les excès du despotisme. Admis à représenter un ordre privilégié, il fut frappé de bonne heure du mouvement rapide de la révolution, dont il voulait faire un élément de fortune; mais dépité de n'y jouer qu'un rôle secondaire s'il suivait la même ligne que Mirabeau¹, il se rangea dans le parti aristocratique, et devint alors le plus ardent défenseur des prérogatives qu'il avait si vivement combattues.

La brusque décision de la noblesse venait d'être rendue lorsque le marquis de Dreux-Brézé, grand-maitre des cérémonies, apporte à l'assemblée une lettre du roi qui exprimait le désir que les commissaires des trois ordres reprissent leurs conférences sous les auspices du garde-des-sceaux. On lui objecte que la chambre étant constituée, la lettre doit être remise conformément au cérémonial d'usage. Le grand-maitre se retire, et un instant après il revient, prend séance, et remet la lettre selon les formes usitées². La noblesse reçoit d'abord la volonté du roi avec respect; mais, poussée par les ardents conservateurs des prérogatives de son ordre, elle s'écarte de la soumission qu'elle devait

¹ FAUCON-BORREL (*Mém. de*), t. 1^{er}, p. 46. — BRAULZIEU (*Biograph. univ.*), article d'Epréménil.

² *Moniteur* du 25 au 30 mai 1789, p. 23, col. 2.

au trône, et modifie le plan de conciliation projeté par Sa Majesté, en persistant dans la vérification séparée des pouvoirs, et en ne déférant aux ordres réunis et à la juridiction suprême du roi que les difficultés qui pourraient s'élever sur les députations entières de toute une province.

La conduite de la noblesse soulève l'opinion publique : de ce jour datent tous ses malheurs ; les membres du tiers lui reprochent la prétention de vouloir exercer dans toute leur plénitude les pouvoirs de cour souveraine qu'elle s'était arrogés ; ils la représentent comme une aristocratie dangereuse et rivale du trône ; ils vont même jusqu'à dire que la plupart des députés nobles sont ennemis du bien public, et qu'agens du comté d'Artois et des Polignac¹, ils travaillent ensemble au maintien des servitudes dont la nation cherche à se délivrer. Ainsi, dès le commencement de nos discussions politiques, il se formait un funeste accord entre les deux extrêmes pour porter les esprits à des exagérations et à des violences. Les uns espéraient obtenir la continuation des abus dont ils jouissaient en frappant de nullité les états-généraux, et les autres fondaient le triomphe de leur ambition sur les débris de la monarchie.

Les communes attendaient avec impatience le retour du message envoyé au clergé (28 mai), lorsqu'une députation de cet ordre annonça qu'il avait reçu une lettre du roi renfermant les mêmes inten-

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. I^{er}, p. 43.

tions que celles qui venaient d'être communiquées à la noblesse, et que, pour seconder ses vues, le clergé avait sursis à toute autre délibération. Bientôt après, une lettre du roi est apportée par le grand-maitre des cérémonies, et remise au doyen de l'assemblée du tiers-état. Elle était ouverte et sans adresse; ce qui prouvait que la cour ne reconnaissait pas l'organisation que la chambre s'était donnée. Cette lettre, conforme en tout à celles qui avaient été adressées aux deux premiers ordres, nécessitait une délibération. Le lendemain elle est reprise et devient l'objet de la plus importante discussion qui eût encore occupé l'assemblée.

(29 mai.) Barnave, Bureau, Camus et plusieurs députés de la Bretagne et de l'Artois, se prononcèrent contre les conférences. Selon eux, elles étaient inutiles, puisque la noblesse annonçait assez par son opiniâtreté qu'elle ne se départirait jamais de ses anciens principes, et que, quant au clergé, enveloppé d'un voile mystérieux, il prenait le rôle de conciliateur pour acquérir des partisans dans l'un et dans l'autre ordre. « Pressés entre la noblesse et le clergé, ils nous préparent, dirent ces orateurs, des maux plus grands encore que celui de leurs funestes privilèges. » D'autres députés sont d'un avis contraire, ils ne voient point l'avenir sous des couleurs aussi sombres, et assurent que se prêter au vœu du roi ne peut avoir rien de dangereux pour l'assemblée, puisqu'elle n'est pas légalement

constituée, et que Sa Majesté, en annonçant qu'elle se dispensera d'assister aux conférences, atteste assez qu'elle n'entend pas exercer d'influence sur cette matière.

Alors Mirabeau, tel que le dieu de la fable qui, d'un mot, d'un geste, apaise et soulève les tempêtes, monte à la tribune et déclare que la lettre du roi est un piège dressé par la main de ceux qui lui ont rendu un compte infidèle de la situation des esprits et des choses; un piège en tout sens, un piège ourdi de la main des druides. Piège si l'on défère aux ordres du roi, piège si l'on s'y refuse.... « Faisons route, dit-il, entre ces deux écueils, ren-
« dons-nous à l'invitation, mais faisons précéder
« les conférences d'une démarche éclatante, qui
« déjoue l'intrigue et démasque la calomnie. Le roi
« nous a envoyé un message rempli de bonté, por-
« tons-lui une adresse pleine d'amour, où nous
« consacrerons à la fois nos sentimens et nos prin-
« cipes. »

Les députés du tiers-état arrêterent que, pour répondre à des intentions aussi paternelles, les commissaires déjà choisis par eux reprendraient leurs conférences avec ceux de la noblesse et du clergé, et qu'il serait envoyé au roi une députation solennelle pour lui présenter les hommages respectueux de ses fidèles communes. Une adresse, basée sur les principes conservateurs de la monarchie, fut aussitôt rédigée, et après qu'elle eut été approuvée, M. d'Ailly, doyen de l'assemblée, se rendit auprès du

garde-des-sceaux pour le prier d'assigner l'heure à laquelle la députation serait admise (2 et 3 juin). Le ministre lui répondit que le roi allant partir pour la chasse, Sa Majesté fixerait à un autre jour le moment où elle voudrait la recevoir. La demande ayant été renouvelée, le garde-des-sceaux motiva le retard de cette admission sur le mauvais état de la santé du dauphin. Rewbell, député d'Alsace, fit observer qu'un pareil motif n'avait point empêché de recevoir les députations de la noblesse et du clergé, et que si cette réponse n'était pas un refus, elle était évidemment un moyen dilatoire. « La maladie du « dauphin, ajouta Chapelier, peut-elle empêcher les « représentans de la nation de se rapprocher de son « auguste père? c'est au milieu de son peuple que le « roi doit être placé dans les momens d'affliction et « de douleur! »

M. d'Ailly ayant renoncé aux fonctions de doyen des communes, on nomma, pour le remplacer, Silvain Bailly *, membre des trois académies, et premier député de Paris. Séduit, comme tous les Français, par les plus douces illusions de la philanthropie, son amour pour le bien public venait de l'arracher aux travaux de sa vie entière; mais ce

* *Moniteur* du 30 mai au 6 juin 1789, p. 26, col. 1 et 2.

* L'analogie entre les noms de d'Ailly et de Bailly a fait croire à plusieurs historiens que celui-ci avait été le premier président de l'assemblée du tiers-état; il ne fut que le troisième, en comprenant M. de Chomorceau, si l'on admet que, sous le titre de doyen, ils présidèrent réellement les premières délibérations de cette assemblée avant qu'elle se fût constituée.

savant, dont le noble caractère ne s'est jamais démenti, faute d'avoir été mêlé aux affaires publiques, était sans expérience sur la violence des passions révolutionnaires, quoiqu'il les eût autrefois signalées dans ses Œuvres. En vrai sage, il basait ses utopies pour la France sur les illusions les plus vertueuses, au point qu'il croyait que les idées de liberté n'iraient pas au-delà de la réforme des abus¹. Né avec une belle âme, il se guidait toujours d'après sa conscience, et sa modestie lui faisait croire que, dans les crises politiques, celle de tous les autres hommes serait aussi pure que la sienne.

Les députés du troisième ordre, irrités des difficultés que la cour faisait naître pour séparer le trône de la nation, déclarèrent ne pouvoir reconnaître d'intermédiaire entre le roi et son peuple; ils chargèrent leur nouveau doyen de s'adresser directement au roi pour le supplier d'indiquer aux représentans des communes le jour où il lui conviendrait de recevoir leur députation et leur adresse. L'assemblée tout entière se leva pour l'adoption de ce projet².

Sur ces entrefaites, la maladie du dauphin, âgé de sept ans, empira d'une manière alarmante; et, dans une circonstance si grave pour la France, devint un événement fatal. Comment pouvoir concilier les devoirs du monarque avec la sensibilité d'un père? Ainsi Louis XVI, accablé de douleur par l'état désespéré de son fils, et dévoré d'inquiétude sur

¹ MOUNIER (*De l'Influence des philosophes, etc.*), p. 95.

² *Moniteur* du 30 mai au 6 juin 1789, p. 26, col. 2.

le sort du royaume, ne trouvait plus que des larmes à répandre et ne voyait dans le lointain que l'avenir le plus triste. Bailly, s'étant présenté pour remplir sa mission (4 juin), reçut de Necker l'avis que le roi avait quitté son palais pour aller à Meudon recueillir les derniers soupirs de l'héritier de sa couronne; néanmoins, le garde-des-sceaux ayant demandé les ordres du roi, reçut un billet conçu en ces termes : « Il m'est impossible, dans la situation où je me trouve, de voir M. Bailly ce soir, ni demain, ni de fixer l'instant où je pourrai recevoir la députation du tiers-état. Montrez mon billet à M. Bailly pour sa décharge ¹. » A cette lecture, un morne silence régna dans l'assemblée et parmi la foule immense des auditeurs.

A la nouvelle de la mort du dauphin, les membres du tiers-état arrêterent à l'unanimité qu'ils iraient jeter de l'eau bénite sur ses dépouilles mortelles. Ils chargèrent aussi leur doyen d'aller annoncer au roi et à la reine combien ils partageaient leur profonde douleur. L'expression de ces regrets était alors sincère; mais les hommes ardents répandus parmi eux, dominés par des passions politiques, ne pouvaient s'arrêter long-temps au sentiment qu'inspirait cette perte. D'ailleurs la manière dont on accueillit l'hommage de leur sensibilité était faite pour exaspérer des âmes moins altières.

Dans ce second message, provoqué par un mouvement généreux, Bailly fut assujetti aux formes

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 120.

du plus rigoureux cérémonial, soit auprès de la maison du roi, soit auprès de celle de la reine. Le garde-des-sceaux même ne put lui dissimuler que les retards qu'il avait éprouvés jusqu'alors tenaient à l'étiquette, qui répugnait de tolérer une semblable innovation. *A la vérité, lui dit-il, le roi n'insistera pas sur l'ancien usage de lui parler genoux pliés, mais s'il le voulait, cependant, il faudrait bien s'y soumettre, puisque moi-même, dans les cérémonies d'apparat, je ne puis point lui parler autrement.* Tel était l'esprit de la cour lorsqu'elle était en deuil, et au moment où la France virile commençait avec tant d'énergie l'œuvre de sa constitution.

Enfin Bailly ayant obtenu une audience pour le lendemain (6 juin), rapporta à l'assemblée qui attendait son retour, séance tenante, qu'après la lecture de son discours au roi, et y avoir ajouté l'expression de la douleur publique sur la mort du dauphin, Sa Majesté avait répondu : « Je reçois
« avec satisfaction les témoignages de dévouement
« à ma personne et d'attachement à la monarchie,
« des représentans du tiers-état de mon royaume.
« Tous les ordres de l'Etat ont un droit égal à mes
« bontés; vous devez compter sur ma protection et
« sur ma bienveillance. Je vous recommande par-
« dessus tout de travailler à l'accomplissement du
« bien que je suis impatient de faire à mes peuples,
« et qu'ils attendent avec confiance de mes senti-
« mens pour eux ¹. »

¹ *Moniteur* du 30 mai au 6 juin 1789, p. 28, col. 5.

Les esprits étaient vivement agités pour savoir comment finiraient les difficultés qui jusqu'alors avaient arrêté les états-généraux, lorsque les conférences conciliatrices que les commissaires des trois ordres avaient d'abord tenues entre eux sans succès, furent reprises chez le garde-des-sceaux en présence des ministres et de MM. de la Michodière, d'Ormesson, de Nivernais, Vidaud de la Tour, de la Galaisière, conseiller d'Etat, et de Lessart, maître des requêtes. Là, au nom du roi, les ministres exprimèrent le désir qu'avait Sa Majesté de voir les différens ordres se porter à des ouvertures de conciliation. Mais les commissaires de la noblesse et du clergé persistèrent à déclarer qu'ils n'avaient à ce sujet aucuns pouvoirs.

Ces conférences ne pouvant amener le rétablissement de l'harmonie entre les trois ordres, les ministres proposèrent un projet d'arbitrage où il était dit que chacun des ordres, après avoir vérifié ses titres, les communiquerait aux autres; que s'il s'élevait des contestations, les commissaires en prendraient connaissance et en feraient un rapport à leurs chambres respectives, où elles seraient jugées séparément, et que si les états-généraux n'étaient pas d'accord sur le même objet, le roi prononcerait en dernier ressort.

Les deux premiers ordres applaudirent à ce plan de conciliation, et le troisième ordre l'aurait peut-être accepté, si la noblesse n'avait mis à son exécution un obstacle invincible, en le liant à ses précédentes

décisions et surtout à son arrêt relatif à l'opinion par ordre. Cependant l'historien impartial, après avoir blâmé les prétentions de la noblesse, doit faire remarquer qu'en cette circonstance les députés du tiers-état attentèrent aux prérogatives de la couronne, en alléguant que *tout arrangement qui rendrait le roi arbitre des différens des trois ordres, serait un arrangement destructeur de nos libertés*. Inhabiles dans l'art de balancer les pouvoirs, ces députés ignoraient que l'autorité souveraine ayant mis une égalité parfaite entre tous les ordres, par la double représentation du tiers-état, devait seule décider dans la lutte qu'allait entraîner le gouvernement représentatif. Imbus de leur faux système, ils arrêterent qu'il ne serait délibéré sur les propositions royales qu'après la clôture du procès-verbal des conférences, ce qui était une manière polie de les rejeter.

La capitale ne pouvait rester témoin impassible des événemens dont Versailles était alors le théâtre. A Paris le résultat des assemblées électorales fut si contesté, qu'à l'ouverture des états-généraux aucun des ordres n'avait encore achevé de nommer ses députés¹. Les élections du clergé ne se terminèrent que dans la soirée du 5 mai; celles de la noblesse ne le furent que le 10; et celles du tiers-état se prolongèrent jusqu'au 20. Ce qu'il y eut d'inconcevable, c'est que les électeurs de ce dernier ordre, dont les pouvoirs, comme ceux de toutes

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 169.

les assemblées électorales du royaume, se bornaient à la rédaction des cahiers et à la nomination des députés, au lieu de rentrer dans la classe des citoyens, une fois leur mission remplie, alléguèrent qu'il était de leur devoir de *sauver la patrie*. Sous ce prétexte, non seulement ils rédigèrent un plan de constitution, mais ils furent les premiers à réclamer les *droits de l'homme*, et à demander la démolition de la Bastille¹, que la population parisienne considérait comme l'emblème du despotisme.

Ni les ministres, ni les états-généraux, n'ordonnèrent la dissolution de ces réunions illicites; on se borna à interdire aux électeurs l'entrée de la salle où ils s'étaient primitivement assemblés; mais l'un d'eux, nommé Thuriot de la Rosière, avocat au parlement, par un trait d'audace sans exemple, installa ses collègues au sein de l'Hôtel-de-Ville², où ils se trouvèrent tous portés, tous établis, au moment où de graves événemens allaient signaler les commencemens de la révolution. Fortement appuyés par la population parisienne, ils continuèrent à délibérer et à tenir des séances journalières, sous le titre d'assemblée électorale du tiers-état de la ville de Paris. Ces dispositions, quoique factieuses, furent d'autant plus goûtées, que la capitale n'avait jamais joui de la franchise des communes. Le droit de bourgeoisie y avait toujours été sans attributions politiques³. Beaucoup de députés, et particulièrement ceux du

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 46, 47 et 56.

² DUSSAULT (*Mémoires de*), électeur, p. 270.

³ THIERRY (*Lettre XIII sur l'Histoire de France*), p. 263.

club breton, en instruisant l'assemblée électorale des dissidences qui régnaient au sein des états-généraux¹, entretenirent dans Paris un élément continu de fermentation. De là, les délibérations, les rumeurs, les émeutes, les insurrections enfin. Dès lors, on pouvait prédire que toute autorité céderait au pouvoir improvisé et illégal de l'assemblée des électeurs.

Le premier usage qu'ils firent de ce pouvoir usurpé, fut dirigé contre un arrêt du conseil des ministres, qui supprima le journal *des états-généraux*, rédigé par Mirabeau. Ils opposèrent à cet arrêt celui par lequel M. de Brienne avait consacré implicitement la liberté de la presse, en invitant les communes, et même les particuliers, à communiquer leurs lumières sur la nouvelle formation des états-généraux. Mirabeau, à la faveur de la protection que lui donnait sa qualité de député du tiers-état, n'hésita pas à continuer son journal, il ne fit qu'en changer le titre, et sous celui de *Courrier de Provence*, ses feuilles, brûlantes d'ardeur révolutionnaire, communiquèrent à toute la France l'enthousiasme dont elles étaient embrasées.

Pendant que la faiblesse du conseil laissait ainsi le trône à la merci des factieux, et que le dangereux exemple des électeurs de Paris apprenait à braver l'autorité, les débats entre les trois ordres continuaient à prendre de plus en plus un caractère envenimé. Dans cet état de crise, la France entière et

¹ DUSSAULT (*Mémoires de*), p. 268.

surtout les environs de la capitale, étaient en proie à une agitation qui tenait en suspens toutes les opérations commerciales. Déjà des alarmes sur les subsistances produisaient le renchérissement et même la disette des grains. L'assemblée des électeurs s'occupait de cet objet, étranger à ses attributions, lorsque les membres du clergé parurent vouloir partager ses sollicitudes; ils envoyèrent (6 juin) une députation au tiers-état pour lui annoncer que, touchés de la misère du peuple et du renchérissement du pain, ils croyaient ne pouvoir mieux remplir leurs devoirs les plus chers qu'en l'invitant à s'occuper également du même objet.

Cette proposition inattendue, et tout-à-fait hors de la discussion qui était alors agitée, outre le dessein qu'avait le clergé de se rendre populaire, cachait encore le but secret de détourner l'assemblée des communes de se constituer : cette assemblée saisit si bien cette intention, que plusieurs de ses membres, ne pouvant le dissimuler, firent observer que le meilleur moyen pour rendre l'aisance au peuple, était d'engager les évêques à renoncer au luxe qui offensait la modestie chrétienne. Les anciens canons, dirent-ils, portent « que l'on pourra vendre les vases sacrés pour soulager les pauvres; mais le clergé, pour accomplir le vœu qu'il expose, n'a pas besoin d'en venir à de telles extrémités; il lui suffirait seulement de renoncer à une faible portion des biens qu'il possède¹. »

¹ *Moniteur* du 6 au 10 juin 1789, p. 28, col. 1.

Toutefois les membres du tiers-état répondirent aux députés du clergé que la proposition d'adoucir la misère publique leur était également chère, et qu'ils priaient et conjuraient leur ordre de se réunir à eux pour délibérer ensemble dans la salle commune et aviser aux moyens de remédier à ces calamités. Toute l'assemblée se leva en signe d'adhésion; sur-le-champ une députation solennelle, entraînée par un mouvement généreux, se porta vers la chambre du clergé; mais le cardinal de La Rochefoucault, son président, éluda la question en déclarant qu'elle n'était pas en nombre suffisant pour pouvoir s'en occuper. Quant à la noblesse, à qui le clergé avait fait part aussi de sa délibération, elle n'y fit aucune réponse.

(8 juin.) Depuis cinq semaines, les états-généraux étaient ouverts, et les trois ordres s'éloignaient chaque jour de l'esprit de conciliation si nécessaire au bonheur de la France. La noblesse travaillait seule à la vérification des pouvoirs de ses membres; le clergé ne se désistait pas du rôle de médiateur, et le tiers-état s'occupait des moyens de se constituer définitivement, soit que les deux ordres consentissent à se réunir à lui, soit qu'ils s'y refusassent. Mais lorsqu'on apprit que les conférences des commissaires avec les ministres venaient d'être closes pour la seconde fois sans résultats, et que les députés de la noblesse n'avaient pas même voulu en signer le procès-verbal, ceux du tiers, irrités des obstacles qu'on leur opposait, profitèrent

avec habileté des fautes de la noblesse pour dire au roi : « Nous étions disposés à porter dans l'examen de la proposition de Votre Majesté l'esprit de confiance et d'amour qu'inspire à tous les Français la parfaite conviction de vos intentions bienfaisantes; mais l'ordre de la noblesse, par son arrêté, vient de rendre la proposition de conciliation absolument illusoire. »

Pendant ce temps Mirabeau étudiait l'esprit et la marche des événemens; sa conversation, animée, instructive et familière, ressemblait à une pierre à aiguiser dont il se servait pour entretenir ses outils. Il recueillait avec soin les bruits populaires; il s'appropriait les pensées, les lectures et les travaux de ses amis, et avec un art merveilleux employait les connaissances qu'il venait d'acquérir comme s'il les eût de tout temps possédées. Parlant, agissant, et mettant tout en œuvre, on le voyait dans les discussions grandir chaque jour et s'avancer imposant de talens, mais ivre d'ambition dans la carrière qu'il voulait parcourir avec l'audace du génie et le cynisme de l'immoralité.

Telle était la conduite que Mirabeau s'était tracée, quand l'assemblée du tiers-état se décida à sortir de son inaction. Profitant d'une disposition si conforme à ses vues, il se lève et ouvre la délibération en ces termes : « Tout projet de conciliation re-
« jeté par une partie ne peut plus être examiné par
« l'autre. Plus d'un mois s'est écoulé; les communes
« ne peuvent, sans s'exposer au plus grand danger,

« différer de prendre un parti décisif. Un député
« de Paris, ajouta-t-il, demande à faire à ce sujet
« une motion de la plus haute importance. »

(10 juin.) Ce député était Sieyes : enhardi par ce début, il monte à la tribune, et fait part à l'Assemblée de la proposition qu'il avait mûrie de concert avec Mirabeau. Orateur sec, froid, avec un caractère sombre et circonspect, il était prompt, décidé, et avait toute la violence d'un esprit ardent et courageux, parce que sa retenue tenait plus de la dissimulation que de la timidité. Comme tous les hommes qui mûrissent un système, ses pensées, long-temps concentrées, embrassaient un vaste horizon et devenaient hardies du moment qu'il se sentait appuyé par l'opinion publique. Sieyes expose en peu de mots la conduite des communes, il loue leur franchise, leur impassibilité, il rappelle leur longue condescendance, et assure qu'elles ne peuvent rester dans cette inertie sans trahir leurs devoirs et les intérêts de leurs commettans; il dit que, puisque tous moyens de conciliation ont été rejetés, il convient de s'ériger en assemblée active pour commencer à remplir l'objet de leur mission, qu'ainsi il ne reste plus autre chose à faire qu'à sommer les membres des deux chambres privilégiées de se rendre dans la salle des États pour assister, concourir et se soumettre à la vérification commune des pouvoirs ¹. Dès ce moment la révolution se mit

¹ *Moniteur* du 6 au 10 juin 1789, p. 32, col. 1.

en marche, et l'on ne sait si elle fut plus aidée par l'abbé Sieyes que par Mirabeau; car si celui-ci exécutait, Sieyes ordinairement concevait; et, dans ce jour décisif, ce dernier fit l'un et l'autre.

Toutefois les députés du tiers, avant de se déclarer constitués, se distribuèrent en vingt bureaux; ils arrêterent qu'on présenterait un Mémoire au roi, où seraient mentionnés les longs et vains efforts des communes pour tâcher d'amener les autres chambres à la réunion demandée. Ils résolurent aussi de faire encore une invitation aux membres du clergé et de la noblesse pour les engager de nouveau à se faire enfin reconnaître, et pour constater leurs refus s'ils persistaient à vouloir s'isoler. « Nous sommes chargés de vous engager, leur dirent « ces députés, tant individuellement que collective-
« ment, à venir dans la salle des Etats pour assister
« et concourir à la vérification des pouvoirs, et
« vous annoncer, pour la dernière fois, que l'appel
« de tous les bailliages convoqués se fera dans le
« jour, et que de suite il sera procédé à la vérifica-
« tion et donné défaut contre les non-comparans¹. »

Cet arrêté, accueilli avec transport et adopté à la presque unanimité, en consommant la rupture de toutes les voies de conciliation, n'ébranla point la noblesse qui, s'étant aussi déclarée constituée, s'occupait à délibérer sur divers objets relatifs à la magistrature. Il produisit au contraire une vive sen-

¹ *Moniteur* du 6 au 10 juin 1789, p. 32, col. 2.

sation sur l'ordre du clergé, composé en partie d'humbles curés de villages que leur naissance attachait au tiers-état. Partisans du presbytérianisme, ils connaissaient les abus de l'organisation ecclésiastique, ils brûlaient de les réformer, et se montraient par conséquent favorables à un nouveau régime.

La rédaction de l'adresse au roi fut confiée à Barnave; ce jeune député, impatient de se faire une réputation, mûrissait par un travail opiniâtre le germe des rares facultés dont il était doué, et leur développement rapide lui permit de répondre dignement à la haute confiance que ses collègues avaient en lui. Mirabeau commençait à le redouter, et selon son expression, il voyait en lui un jeune arbre destiné à devenir un mât de vaisseau¹. Barnave, après avoir exposé dans un style clair et concis les événemens qui avaient amené la discorde au sein des Etats, renouvela l'assurance des principes monarchiques et constitutionnels qui allaient guider la future assemblée. « Tous ses membres, dit-il au roi, font le serment de se dévouer à tout ce qu'exigera l'importante mission dont ils sont chargés; ils jurent de seconder de tout leur pouvoir les généreux desseins que Votre Majesté a formés pour le bonheur de la France, et afin d'y concourir avec plus de succès, afin que l'esprit qui vous anime puisse être sans cesse au milieu d'eux, et

¹ DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), chap. xiii, p. 248.

« conserver entre leurs vœux et vos intentions la
« plus constante harmonie, ils supplient Votre Ma-
« jesté de vouloir bien permettre à celui qui rem-
« plira les fonctions de doyen ou de président, dans
« leur assemblée, d'approcher directement de votre
« personne sacrée et de lui rendre compte de leurs
« délibérations et des motifs qui les auront déter-
« minées. »

(13 juin). Après l'envoi de cette adresse, les communes, abandonnant leur système d'inertie, commencèrent l'appel des bailliages et des sénéchaussées; pendant qu'on procédait à cette opération, MM. Lecesve, Ballard et Jallet, tous trois curés du Poitou, demandèrent à être reçus dans l'assemblée : ils sont introduits, et après avoir présenté leurs titres, ils se réunissent au tiers-état. « Nous accourons, dit ce
« dernier, à la voix de la patrie qui nous presse
« d'établir entre les ordres la concorde et l'har-
« monie d'où dépend le succès des états-généraux et le
« salut du royaume; puisse cette démarche être ac-
« cueillie par tous les ordres avec le même sentiment
« qui nous la commande, puisse-t-elle être généra-
« lement imitée, puisse-t-elle enfin nous mériter
« l'estime de tous les bons Français ! »

Ces paroles, convertes d'applaudissemens, excitèrent un véritable enthousiasme; chacun se pressait autour des nouveau-venus : on les embrasse, on les félicite de leur courage, et l'assemblée, mue par les sentimens que leur présence inspire, veut veiller à leur sort, et place l'un d'eux au bureau. « Fai-

« sons en sorte, disait-on de toute part, qu'ils ne
« soient pas victimes de leur dévouement; mettons
« ces vertueux citoyens à l'abri de la vengeance et
« de l'animosité des potentats de leur ordre; que
« leurs noms soient consacrés dans nos annales, ils
« ont vaincu les préjugés¹! »

Cette première conquête des communes en faisait présager de plus importantes. Le jour suivant, six autres ecclésiastiques, parmi lesquels était le curé Grégoire, suivirent cet exemple. Ces pasteurs étaient reçus au bruit des plus vives acclamations et embrassés par les députés. L'âge avancé de la plupart d'entre eux leur donnait un air vénérable et contribuait à exalter l'esprit public, fortement passionné pour la réunion des ordres. D'après l'observation de l'abbé Grégoire, tous ces curés retournèrent à la chambre du clergé, afin que leur absence n'affaiblît pas la force du parti qui pourrait adopter leurs principes.

La députation du tiers-état s'étant présentée pour porter l'adresse, fut mal accueillie; d'abord le roi fit dire qu'il allait à la chasse, qu'il ne rentrerait que fort tard; ensuite, d'après la demande faite au garde-des-sceaux, il consentit à la recevoir; mais à la suite du discours que pronouça Bailly en lui remettant l'adresse, Sa Majesté répondit: « Je ferai
« savoir mes intentions à la chambre du tiers-état
« sur le Mémoire que vous me présentez de sa part. »

¹ *Moniteur* du 10 au 15 juin 1789, p. 34, col. 3.

Les mots *chambre* et *Mémoire* déplurent vivement aux membres de l'assemblée; par ces expressions ils jugèrent que le roi n'approuvait point l'organisation qu'ils allaient se donner. Quant à la demande de communiquer directement avec le trône, elle resta sans réponse, et Bailly a avoué depuis que pendant la durée de sa présidence il ne put rien obtenir de positif sur ce point important ¹.

Le lendemain (14 juin), l'ordre du tiers-état, après avoir achevé de vérifier les pouvoirs de tous ses membres, résolut enfin de se constituer; à ce sujet de longs débats s'engagent pour savoir quelle dénomination doit prendre l'assemblée (15 juin).

Sieyès monte encore à la tribune, et propose de s'ériger en *assemblée active des seuls représentans connus et vérifiés de la nation*; puisqu'il est constant, dit-il, que notre assemblée se compose des représentans envoyés par les quatre-vingt-seize centièmes de la population. Divers orateurs se succèdent et s'abandonnent aux mouvemens impétueux et à la chaleur entraînant de l'éloquence de la tribune.

Mirabeau, au contraire, est froid et réservé; et par un artifice oratoire, il allègue une fièvre opiniâtre pour solliciter une indulgence dont son talent peut se passer; il s'attache fortement à combattre la division des ordres. « Cette distinction héréditaire, » dit-il, corrompt les mœurs, c'est à elle que les génés-

¹ BAILLY (*Mém. de*), t. 1^{er}, p. 182.

« rations passées doivent leurs calamités et les orages
« qu'elles ont essuyés ; elle a placé l'égoïsme dans le
« clergé, l'arrogance et l'orgueil dans la noblesse, la
« bassesse dans le tiers-état, l'avarice et la corruption
« dans toutes les classes de la société. » De ces tîfistes
vérités il conclut qu'après avoir redoublé de sagesse et
de persévérance, il fallait finir par se constituer, mais
sous quelle forme, sous quelle dénomination ? Le
mot d'*états-généraux* lui paraît impropre en ce qu'il
suppose trois ordres ; il s'élève contre le titre de *seuls*
représentans connus et vérifiés, il le trouve trop ex-
clusif, inexact et contraire à l'esprit de réunion
qu'il fallait faciliter dans tous les temps. Il veut que
l'assemblée adopte le titre de *représentans du*
peuple français.

« Ce n'est point assez, ajouta Mirabeau, de con-
« stituer notre assemblée, de lui donner un titre,
« il faut établir les principes sages et lumineux qui
« jusqu'à présent nous ont dirigés ; il faut montrer
« pourquoi et comment nous soutenons que les
« deux ordres ne peuvent se mettre en activité en se
« séparant de nous ; il faut montrer qu'ils n'ont
« aucun *veto*, aucun droit de prendre des résolu-
« tions séparées des nôtres. Il faut assurer par une
« marche sage, légale et graduée la solidité de nos
« mesures, maintenir les ressources du gouverne-
« ment tant qu'on les fera servir au bien national,
« et présenter aux créanciers de l'Etat l'espoir de
« cette sécurité qu'ils désirent, que l'honneur na-
« tional exige que nous leur offrions, mais toujours

« en la faisant dépendre de cette régénération nationale, qui est le grand et le premier objet de notre convocation et de nos vœux¹. »

Il développe ensuite une série de résolutions pour motiver le titre sous lequel il propose de constituer l'assemblée : « J'y ai long-temps réfléchi, dit-il, et plus j'y songe plus j'entrevois en sa faveur des motifs de préférence. Qui peut nous ôter le titre de *représentans du peuple*, si nous le prenons? qui peut nous le disputer? qui peut nous empêcher d'être ce que nous sommes? et cependant cette dénomination si peu alarmante, si peu prétentieuse, contient tout, renferme tout, répond à tout. Elle ne nous exposera point à des combats, à des chocs dangereux, et si même elle paraît peu fastueuse, croyez qu'elle sera grande, imposante et pleine de majesté, lorsque le peuple, relevé par nos efforts, aura pris le rang que l'éternelle nature des choses lui assigne. »

Mounier combat la motion de Sieyes et celle de Mirabeau; il déclare ne vouloir jamais concéder aux ordres privilégiés le droit de délibérer séparément², et propose de se constituer en *assemblée légitime de représentans de la majeure partie de la nation, agissant en l'absence de la mineure partie*. Quoique Thouret, Barnave et Malouet eussent adopté cette dénomination, sa longueur déplut et elle n'obtint point les suffrages de la majorité. Rabaud

¹ *Moniteur* du 15 au 16 juin 1789, p. 37, col. 1.

² MOUNIER (*Exposé justificatif*), p. 5.

Saint-Etienne, à la suite d'un discours fort étendu, présenta une série de résolutions dont la principale était d'arrêter, *sous le bon plaisir du roi*, la suppression de tous les impôts avec la close d'en créer de nouveaux qui seraient supprimés de plein droit si les états-généraux venaient à être dissous¹.

Target, Bergasse, Camus et Chapelier furent de l'opinion de Sièyes, c'est-à-dire dans un sens encore plus populaire que Mirabeau. « Vouloir compter les « citoyens par les propriétés, dit le premier, serait « un paradoxe; nous devons nous constituer selon « les têtes, et non pas selon les fortunes. Un système « contraire serait destructif de tout droit naturel, « il éteindrait l'amour de la patrie et nourrirait l'é- « goïsme. » Thouret également attaqua la définition de Mirabeau comme embrassant peu ou trop peu. « Si par le mot *peuple* vous entendez ce que les « Romains appelaient *plebs*, vous admettez dès lors « la distinction des ordres; si ce mot répond à celui « de *populus*, vous étendez trop loin le droit et « l'intention des communes. »

Mirabeau, pour défendre sa motion, prend de nouveau la parole; il donne le plus grand développement à ses principes. Sa pensée était que les trois ordres réunis devaient former l'assemblée du peuple français; ajoutant que le mot *peuple* ne devait pas être pris selon la signification de la langue absurde des préjugés, qui donne à ce mot une

¹ *Moniteur* du 15 au 16 juin 1789, p. 38, col. 1.

acception basse et grossière. « D'après le langage de
« la liberté on n'a jamais dit, le peuple Assyrien
« qui obéissait à des Satrapes, mais on comprend la
« juste signification de ce mot, lorsqu'on dit le peuple
« Romain *; ou bien, à l'exemple des Anglais, des
« Américains, qui ont toujours honoré le nom de
« *peuple* dans leurs déclarations, dans leurs lois,
« dans leur politique, et que Chatam a consacré
« par cette belle image qui renferme la charte des
« nations, *la majesté du peuple*. »

Quoique Mirabeau se fût prononcé contre la séparation des ordres, dans la crainte que la volonté de l'un n'infirmât celle des autres, il était loin de préconiser les doctrines républicaines, comme les royalistes exaltés l'en ont maladroitement accusé. Malgré son immense popularité, personne plus que lui n'appréhendait les excès populaires. Sans oser encore l'avouer, il voulait la constitution anglaise, qui, favorable aux discussions publiques, lui assu-

* Les malheurs de la révolution provinrent de ce que ceux qui la firent, voulant la modeler sur le gouvernement des Romains, ne comprirent point le sens du mot *populus*. Par ce mot, les grands hommes du Capitole entendaient la masse de la nation romaine, dont ils formaient une espèce de divinité, à laquelle ils donnaient les plus hautes attributions; mais ils distinguaient bien le *populus* de la *plebecula*, pour laquelle ils avaient le plus profond mépris, et qui est ce que nous appelons aujourd'hui *la populace*. C'est pour avoir voulu donner la souveraineté à la populace, que nos modernes républicains suscitèrent à leur patrie de si grands malheurs. Sous une monarchie représentative, le peuple, tel que l'entendait Cicéron, est véritablement le souverain, mais il délègue toute son autorité à des députés chargés de rédiger les lois, et d'en confier l'exécution à un magistrat héréditaire, inviolable et respecté comme chef d'une grande famille, dont il ne peut vouloir que le bien, puisque la prospérité de l'Etat est étroitement liée à son bonheur et à la sûreté de sa personne.

rait une influence proportionnée à son génie, et qui en même temps aurait satisfait au vœu de tous les Français éclairés. Plein de cette idée, il mit en avant la nécessité de la sanction royale. Barnave, n'ayant pas encore les lumières de l'expérience, s'éleva avec chaleur contre cette doctrine si salutaire aux gouvernemens représentatifs, et dans son ardeur pour l'indépendance et la démocratie, il s'oublia au point d'avancer que *la sanction* était inutile lorsque le peuple avait parlé.

Il fallait être familiarisé avec les principes constitutionnels pour bien apprécier l'opinion de Mirabeau. Mais, quoiqu'elle eût été combattue par des adversaires redoutables, il eut le courage de la défendre avec une énergie et une force de pensée qui prouvait à la fois sa rare pénétration et toute la profondeur de son génie. « Un des opinans, dit-il, « dont la jeunesse peut bien ajouter à mon estime « pour ses talens, ne croit pas que la sanction « royale soit nécessaire pour consacrer le vœu de « l'assemblée; et moi, Messieurs, je crois le *veto* du « roi tellement indispensable, que j'aimerais mieux « vivre à Constantinople qu'en France, s'il ne l'avait « pas : oui, je le répète encore, je ne verrais rien de « plus terrible que l'aristocratie souveraine de six « cents personnes qui, demain, pourraient se rendre « inamovibles, après-demain héréditaires, et finiraient, comme les aristocrates de tous les pays du « monde, par tout envahir¹. Si un principe aussi con-

¹ *Moniteur* du 13 au 16 juin 1789, p. 40, col. 2.

« servateur n'était pas strictement réservé à la royauté,
« la suite évidente de cette grande faute engendre-
« rait aussi le déchainement de toutes les vengeances,
« la coalition de tous les partis dominans, et de là
« naîtrait la hideuse anarchie qui toujours ramène
« au despotisme. »

(16 juin.) Il s'agissait de savoir si on se constituerait séance tenante, ou si on renverrait la discussion au lendemain. Une partie des députés pense qu'un acte aussi important et aussi solennel doit être fait en plein jour et en présence de la nation. Mais pour prévenir cette mesure hardie, le conseil des ministres pouvait, pendant la nuit, dissoudre les états-généraux, et faire arrêter les députés les plus influens. De là résultait parmi ceux-ci une volonté opiniâtre de se promptement constituer. Il était près de minuit, et l'assemblée n'avait point encore de titre; l'agitation redoublait, lorsqu'un député du Berry, nommé Legrand, au milieu des murmures et des cris, réclame un moment de silence, en annonçant qu'il veut émettre une opinion nouvelle. A la faveur de cette promesse, il parvient enfin à se faire écouter, et en forme de cinquième motion touchant le même objet, il propose la dénomination d'*Assemblée nationale*, qui, depuis la première assemblée des notables, avait été émise et adoptée par Lafayette et ses amis. D'unanimes acclamations accueillent l'orateur, et son avis est fortement appuyé par Pison du Galland, avocat du Dauphiné.

Le président veut aussitôt faire commencer l'appel nominal, mais de bruyantes réclamations l'interrompent, et chaque fois qu'il tente de le reprendre, les mêmes cris se renouvellent. Les deux partis, également animés, se menaçaient. Une grande table posée au milieu de la salle les séparait, et sans cet obstacle, peut-être on en serait venu aux mains¹. Bailly, placé au centre, est sommé par les uns de clore la séance, les autres le pressent de mettre aux voix le projet de se constituer. Impassible au milieu des cris et des violences, il reste long-temps immobile et silencieux. Le ciel était orageux, le vent soufflait avec furie, et faisant retentir les vitraux de la salle, rendait encore plus dramatique le mouvement de cette scène nocturne. Enfin un député de l'Auvergne, nommé Biauzat, fait observer que l'heure est avancée, qu'à chaque instant beaucoup de collègues se retirent, et qu'il ne convient pas de prendre sans eux une décision aussi importante. « Je vote, » ajouta-t-il, pour qu'on se constitue en assemblée « nationale, non pas à présent, mais lorsque nous « serons tous réunis. » Cette proposition, faite à des esprits moins échauffés, fut applaudie; et les députés, en se séparant, remettent la décision au lendemain.

Ce jour-là (17 juin), on convint de voter sur chacune des motions proposées; Sieyes avait consenti à la dénomination d'*Assemblée nationale*, et sa proposition ainsi modifiée fut adoptée à l'imposante ma-

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 193.

majorité de quatre cent quatre-vingt-onze voix contre quatre-vingt-dix. Il résultait de ce premier acte constituant, que l'Assemblée, en prenant le titre de *nationale*, se considérait comme représentant les intérêts de la presque totalité des Français, et qu'il n'appartenait qu'à elle d'interpréter et de présenter la volonté générale; qu'enfin, la représentation étant une et indivisible, aucun des députés, dans quelque ordre ou classe qu'il fût choisi, n'aurait le droit d'exercer ses fonctions séparément.

Toutes ces innovations furent autant de coups d'État; le changement de nom surtout était d'une importance majeure, et par cela seul résolvait plusieurs questions du plus grand intérêt. Il confondait d'avance tous les ordres, et donnait un caractère de domination à la masse représentative du tiers-état. Munie d'un titre qui rappelait continuellement son origine, sa force et ses droits, elle allait devenir la totalité de la nation, car l'histoire fixait bien l'étendue et les formes du pouvoir des états-généraux; mais une *Assemblée nationale* était ce que les Anglais et les Américains appellent *Convention*, c'est-à-dire un corps de citoyens légitimement choisis et envoyés par le peuple, avec des pouvoirs illimités pour faire une *constitution* *.

L'historien le plus porté en faveur des libertés publiques ne pourra disconvenir que le tiers-état, en se déclarant à lui seul assemblée nationale, en

* Ce ne fut cependant qu'en juin 1791, à l'époque du voyage de Varennes, qu'elle prit et conserva le titre d'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

affectant de se passer du concours des deux premiers ordres, renversait l'antique constitution, et qu'en méconnaissant l'utilité du contre-poids dans la balance du gouvernement représentatif, il prenait, dès l'ouverture des états-généraux, le caractère d'une puissance usurpatrice¹. Les deux premiers ordres parurent alors une superfétation; ils n'étaient plus rien sans le tiers-état, tandis qu'à la faveur de son titre nouveau, l'assemblée nationale, attirant à elle la force populaire, pouvait tout faire sans eux; aussi les violences qui s'ensuivirent n'en furent que les conséquences. Ce titre était d'ailleurs l'expression textuelle de la souveraineté du peuple que les novateurs voulaient établir.

L'assemblée, ainsi constituée, annonça que Bailly continuerait ses fonctions et prendrait le nom de président; Camus et Pison du Galland furent élus secrétaires; puis elle jugea que la première de ses opérations devait être un engagement solennel et propre à lier chacun de ses membres à l'accomplissement de ses devoirs. Dans cette intention, elle décréta qu'un serment serait prononcé selon la formule suivante : « Nous promettons et jurons à Dieu, « à la patrie et au roi de remplir avec zèle les fonctions dont nous sommes chargés². » Aussitôt tous les membres de l'assemblée, debout, la main droite levée, et au milieu d'un silence religieux, s'écrient d'une voix unanime : *Nous le jurons*. Ce premier serment

¹ NECKER (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 249, édit. in-12.

² *Moniteur* du 16 au 20 juin 1789, p. 42, col. 1^{re}.

de six cents députés animés de sentimens aussi ardens que généreux, et prêté au milieu d'une foule immense de spectateurs, en formant une cérémonie imposante, excita une émotion, un enthousiasme que partagèrent la généralité des Français. On versait des larmes de joie, on applaudissait avec ivresse. « Les préjugés de huit cents ans d'esclavage sont détruits, disait-on; la noblesse et le clergé pâli-
« ront devant le tiers-état devenu la nation. »

Mais ceux qui prévoyaient les graves conséquences de cette détermination hardie, se disaient entre eux, et avec douleur : « Non seulement les ordres, « les coutumes et les droits seront détruits, mais en-
« core la royauté elle-même sera bientôt anéantie. « En Angleterre, du moins, les pouvoirs se balan-
« cent; mais ici une seule assemblée n'ayant que ses « passions pour guides, entraînera tout dans l'a-
« bîme. » En effet, dès ce moment, le tiers-état se considéra comme investi de toute l'autorité des états-généraux, et pouvant se passer de la réunion des ordres. Impatient de faire acte de sa souveraineté, il apprécia l'importance des deux propositions faites par Mirabeau et Saint-Etienne. Se rappelant que sous Philippe-le-Bel la nécessité de payer les troupes soldées avait été la première cause de l'affranchissement du peuple, il voulut aussi que le besoin d'argent fût la garantie de son existence et le motif de sa conservation.

Dans ce but on décrète (17 juin) que les impôts perçus jusqu'alors n'ayant pas été consentis par la

nation, étaient illégaux, mais que néanmoins ils continueraient à être levés de la même manière jusqu'au jour seulement de la première séparation de l'Assemblée nationale, de quelle cause qu'elle pût provenir. La dette publique devint aussi l'objet d'une mesure. On s'empessa de mettre tous les créanciers de l'Etat sous la garde de l'honneur et de la loyauté française. Par ce moyen, le roi ne pouvait plus travailler à la dissolution de l'Assemblée sans s'attirer de nombreux ennemis et tarir tout à coup la source vivifiante de l'administration du royaume. Sur-le-champ Camus, l'un des deux secrétaires, se rend à Paris pour faire imprimer sous ses yeux et distribuer à la hâte les deux actes importants par lesquels l'Assemblée venait d'établir sa constitution et l'exercice des droits qu'elle s'était arrogés. Alors commencèrent ces funestes manœuvres contre la liberté des suffrages ; on publia la liste de ceux qui avaient rejeté la rédaction de Sieyes : en les présentant comme des traîtres, on les désignait à la vengeance publique.

Les partisans de l'antique monarchie remarquèrent¹ que l'Assemblée nationale, dans ses décisions, employa pour la première fois le mot *décréter* ; ils crurent que cette expression plus modeste, moins absolue que le mot *ordonner*, était l'effet d'une déférence pour la prérogative royale. C'est une erreur ; les Mémoires laissés par le président de l'Assemblée²

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 190.

² BAILLY (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 247.

nous apprennent qu'elle avait pris des *arrêts* tant qu'elle n'était pas organisée, mais qu'une fois constituée elle prétendait *décréter* comme souveraine *. Quoi qu'il en soit, dès ce jour les décrets de l'Assemblée nationale furent reçus avec un respect et une soumission encore plus illimités que les ordonnances royales.

Durant cette crise, Louis XVI affecta une indifférence ou plutôt une mansuétude qu'on ne saurait trop blâmer. L'assemblée de la noblesse ayant refusé de souscrire à ses ordres, il se borna à lui faire dire : « J'ai vu avec peine les réserves et modifications que vous avez mises au plan proposé par mes commissaires; plus d'égards pour ma volonté aurait peut-être amené la conciliation que j'ai désirée. » Ensuite il fit annoncer aux députés de l'Assemblée nationale qu'il ne refuserait jamais de recevoir aucun des présidents des trois ordres, après qu'ils auraient demandé audience par l'organe accoutumé du garde-des-sceaux. « Je désapprouve, leur dit-il, l'expression répétée de classes privilégiées. Ces expressions inusitées ne sont propres qu'à entretenir un esprit de division absolument contraire au bien de l'Etat. La réserve de la noblesse dans son acquiescement à l'ouverture faite de ma part ne doit pas empêcher l'ordre du tiers-état de me donner un témoignage

* Les arrêts de cours souveraines, les canons des conciles et les constitutions des papes, sont qualifiées de *décrets*; on dit même les décrets de la Providence.

« de déférence. L'exemple du clergé, suivi par celui
« du tiers, aurait déterminé sans doute l'ordre de
« la noblesse à se désister de ses prétentions. Plus les
« députés du tiers-état me donneront de marques de
« confiance et d'attachement, et mieux leurs démar-
« ches représenteront les sentimens d'un peuple que
« j'aime et dont je ferai mon bonheur d'être aimé¹. »

Le coup d'Etat opéré par l'assemblée des communes et accueilli avec transport par une immense population, obligea les deux premiers ordres à mettre tout en œuvre pour parer à leur défaite et prévenir la chute dont ils étaient menacés. Depuis six jours la chambre du clergé délibérait sur la manière de vérifier ses pouvoirs, lorsque l'archevêque de Paris déclara (19 juin) que la matière sur laquelle on discutait n'était plus la même; que la constitution des communes ayant changé la face des choses, il proposait 1° de vérifier les pouvoirs dans la chambre du clergé, et de se constituer en chambre active; 2° de persévérer dans l'adhésion au plan conciliaire proposé par les commissaires du roi; 3° de communiquer la présente délibération aux ordres du tiers et de la noblesse; 4° enfin de supplier le roi de vouloir bien établir une correspondance entre les trois ordres des états-généraux². Une partie de la chambre refusa d'admettre une motion aussi compliquée, et faite pour entraîner des discussions sans fin. Un curé la présenta même comme

¹ *Moniteur* du 16 au 20 juin 1789, p. 42, col. 2 et 3.

² *Moniteur* du 16 au 20 juin 1789, p. 44, col. 1 et 2.

contraire à l'esprit de concorde; mais les partisans de la séparation des ordres soutinrent qu'on ne pouvait se refuser à la mettre en délibération, puisqu'elle était appuyée par un grand nombre d'opinans.

Sur le soir, on fit le recensement des votes : cent trente-cinq appuyèrent la proposition de l'archevêque de Paris, et cent vingt-sept se déclarèrent pour la vérification en commun; douze autres voix avaient été de ce dernier avis, mais en adoptant les modifications proposées. Alors cent vingt-sept membres se lèvent et s'écrient par acclamation qu'ils acceptent les amendemens, et qu'ils ont la majorité. Cependant le président annonce que la pluralité est acquise pour se constituer en ordre du clergé; ceux de l'opinion contraire s'opposent à cette décision; ils veulent que la séance continue, et que, dût-on passer la nuit, on ne se sépare pas sans avoir constaté le nombre des suffrages et pris une décision. L'appel nominal recommence, et les évêques de Rhodéz, de Chartres, d'Orange, d'Autun et de Coutances, avec quelques curés, s'étant réunis à ceux qui avaient voté pour la vérification en commun, décidèrent, par une majorité de cent quarante-neuf voix sur cent quinze, que la vérification définitive des pouvoirs serait faite dans l'assemblée générale, sous la réserve de la distinction des ordres. Sur-le-champ, le cardinal de La Rochefoucauld, et M. de Juigné, archevêque de Paris, courent à Marly pour rendre compte au roi de cet événement.

La noblesse était encore plus alarmée que le

clergé de la formation de l'Assemblée nationale; au milieu d'une délibération très-agitée, d'Epréménil propose de demander au roi la dissolution des états-généraux, et il compare la conduite du tiers-état à celle des communes d'Angleterre sous Charles I^{er}. Le sage d'Harembure présente un nouveau plan de conciliation que l'on n'adopte point; enfin, la chambre souscrivit au projet d'une adresse rédigée par M. de Croy-d'Havré, dans laquelle on s'élevait contre le troisième ordre, pour s'être emparé de l'autorité entière des états-généraux, sans attendre le concours des deux premiers. Cette adresse contenait aussi la justification de la noblesse et la protestation solennelle de soutenir les intérêts du trône et de l'Etat, étroitement liés à ceux du peuple français¹. Le duc de Luxembourg, en la portant au roi, reçut une réponse qui prouva qu'on méditait un projet. « Le patriotisme et l'amour pour ses
« rois, dit le monarque, ont toujours distingué la
« noblesse française. Je connais les droits attachés
« à sa naissance, je saurai toujours les protéger et
« les défendre; je saurai également maintenir, pour
« l'intérêt de tous mes sujets, l'autorité qui m'est
« confiée, et je ne permettrai jamais qu'on l'altère.
« J'attends avec confiance de votre fidélité que
« vous adopterez les vues de conciliation dont je
« suis occupé pour le bonheur de mes peuples :
« vous ajouterez ainsi aux titres que vous avez

¹ *Moniteur* du 16 au 20 juin 1789, p. 44, col. 2 et 3.

« déjà à leur attachement et à leur considération ¹. »

Plusieurs nobles, oubliant les dangers auxquels l'Etat est exposé lorsque sa marche est contrariée par ceux qui devraient la protéger, moins peut-être par ambition que par le désir de céder à l'esprit du jour, crurent à la nécessité d'embrasser la cause populaire, pour y former au sein même de la chambre de la noblesse un parti d'opposition. Quarante-trois d'entre eux, parmi lesquels étaient les noms les plus illustres de notre monarchie, sur la proposition du baron de Wimpffen, rédigèrent une protestation opposée à celle de leur ordre (19 juin), dans laquelle ils invitaient la noblesse à écarter tout ce qui pouvait propager la discorde. Le duc d'Orléans écrivit à ce sujet, que si sa santé lui eût permis de se rendre à cette séance, il aurait concouru à un acte dont les principes étaient conformes aux siens ².

Dans ce fâcheux conflit, les membres du tiers-état, bien que novices dans les intrigues des assemblées délibérantes, se pénétrèrent dès leur début, avec une rare habileté, des formes parlementaires; malgré leurs mesures hardies, ils ne s'étaient encore guère écartés de la résistance autorisée par les règles du gouvernement représentatif; et quoique les prérogatives d'un prince absolu eussent reçu de graves atteintes dans ces violents débats, sa dignité

¹ *Moniteur* du 20 au 24 juin 1789, p. 45, col. 3.

² BRAULIEU (*Essai hist. sur la Rév.*), t. I^{er}, p. 202. — *Journées mém. de la Rév.*, t. II, p. 64.

et sa personne furent constamment respectées. D'après le principe, si délicat et si nouveau, de la responsabilité des ministres, on convint de leur attribuer tout ce qui émanerait de la volonté royale. Par-là on imposait à ces gardiens du trône l'obligation de donner satisfaction au peuple en conservant l'inviolabilité accordée au prince ; système de gouvernement favorable aux libertés publiques, en ce qu'il permet d'attaquer les erreurs du pouvoir sans s'écarter du respect que l'on doit à celui qui l'exerce. Une fois le principe constitutionnel établi qu'il fallait au roi des ministres responsables, c'était parmi les hommes de courage et de génie qu'il aurait dû les choisir.

Dès l'ouverture des états-généraux, on put entrevoir combien Mirabeau serait redoutable. Entouré d'habiles publicistes, lié avec les factieux de tous les pays, il accueillait les talens ignorés, et se les attachait par les insinuations de l'amitié et tous les stimulans de l'amour-propre. On peut dire qu'avec eux il se proposait de jouer à la révolution pour faire une grande fortune. Occupé à approfondir les plus hautes questions politiques qui allaient être traitées, ce fut par la publication d'un journal qu'il commença à faire sentir combien son influence serait à la fois utile ou dangereuse ; agissant avec réserve, il s'était abstenu jusqu'alors de se livrer aux fougueuses harangues qui provoquèrent son élection. Après avoir assisté aux comités nocturnes tenus par les amis du duc d'Or-

léans¹, il passait à ceux des républicains; et, au sortir de ces conférences secrètes, il allait frapper à la porte du cabinet des ministres. La cour affectait beaucoup de mépris pour lui; elle croyait le flétrir en l'appelant le comte *plébéien* : la reine seule, redoutant les suites d'une lutte prête à s'engager, prévoyait combien son inimitié serait dangereuse, et désirait se le rendre favorable.

L'exécution de ce projet était d'autant plus facile que Mirabeau, plein d'ambition, criblé de dettes et avide de célébrité, alla au-devant des séductions qu'on aurait pu tenter à son égard, et parla à peu près en ces termes à son collègue Malouet : « A
« travers votre modération je vous reconnais pour
« ardent ami de la liberté. Je ne suis point un homme
« à me vendre lâchement au despotisme, et loin de
« vouloir ébranler la monarchie, je veux une con-
« stitution libre; mais si l'on ne se met pas de bonne
« heure en mesure, il y a dans notre assemblée des
« esprits si faux, si turbulens, et une aigreur si in-
« considérée dans les deux premiers ordres, que
« tout me fait craindre d'horribles commotions.
« Vous êtes lié avec Necker et Montmorin? sans
« doute ils ont un plan et des idées fixes en politi-
« ques. Or, si ce plan est raisonnable, qu'ils me
« le communiquent, je le défendrai avec chaleur.
« Proposez-leur de s'entendre avec moi. » Malouet lui répondit qu'il ignorait si les ministres avaient

¹ MOUÏER (*De l'Influence attribuée aux philosophes, etc.*), p. 93.

des projets arrêtés, mais qu'il se chargeait de demander à Necker l'entrevue désirée.

Ce ministre, accoutumé à repousser d'une manière tranchante les idées qui n'étaient pas les siennes, manifesta une extrême répugnance à se lier avec un homme aussi immoral¹. Mirabeau voulait qu'on s'ouvrit à lui ; et ce ne fut qu'avec peine qu'on se résigna à l'entendre. Cependant Necker le reçut le lendemain dans son cabinet, avec une morgue et une défiance qu'il aurait dû déguiser, si sa prévoyance avait su lire dans l'avenir. « Vous voulez, lui dit-il, gouverner par la politique, et moi par la morale ; nous ne pouvons donc pas agir ensemble. » Après un début si peu approprié aux circonstances, la conversation fut courte et sèche. Mirabeau se retira très-mécontent, et bientôt après, rencontrant Malouet, il lui dit en parlant du premier ministre : « Je n'y reviendrai plus, mais il aura de mes nouvelles². » Alors Mirabeau, toujours tourmenté du désir de devenir le pilote de l'Etat, s'associa au projet de ceux qui croyaient ne pouvoir consolider l'œuvre de la révolution qu'en substituant une nouvelle branche à celle qui régnait. Et lorsqu'on le vit possesseur de brillants équipages, tout Paris supposa que le duc d'Orléans fournissait aux dépenses de sa maison³. S'associant aux projets que nourrissait la faction

¹ BEAULIEU et FOISSET aîné (*Biograp. univ.*), article *Mirabeau*.

² PAPON (*Histoire de la Révol. de France.*), t. I^{er}, p. 21 et 22.

³ *Histoire des Causes secrètes de la Révol.*, I^{re} part., p. 70 et 312.

de ce prince, tout prit alors un caractère ardent et séditieux.

Necker, voulant gouverner seul dans un moment où il aurait dû s'entourer de toutes les capacités, se flattait de pouvoir lutter corps à corps avec Mirabeau qu'il avait déjà vivement irrité en s'opposant à la publication de son journal des états-généraux. Il crut que lui et sa coterie réussiraient à neutraliser les talens et l'activité de cet homme infatigable; mais la suite prouva qu'en cette occasion la reine, quoique femme et légère, eut plus de pénétration que le ministre. A la vérité, celui-ci avait un projet raisonnable, sensé et même attrayant pour son âme candide; c'était de faire adopter au roi la constitution anglaise; mais les nobles qui se seraient crus humiliés de vivre égaux en droits avec les citoyens d'un pays libre, ne furent point séduits par les prérogatives de la pairie; ils préféraient la seule considération attachée au souvenir de leurs antiques privilèges; et sous prétexte de défendre le trône, ils parlent avec mépris de cette constitution qui leur semble trop limiter l'autorité royale. Selon leur expression, dictée par de funestes préjugés, ils considèrent comme un attentat la pensée de réduire un roi de France *au misérable sort d'un monarque britannique* ¹.

Quoique le roi par caractère ne fût nullement porté à désirer le pouvoir absolu, néanmoins il partageait l'opinion de sa cour, qui avait consacré

¹ STAËL (*Consid. sur la Révol. franç.*), t. 1^{er}, p. 249.

comme article de foi politique que la constitution anglaise ne pouvait convenir à un empire continental; et ce n'était qu'avec répugnance qu'il se soumettait aux changemens que nécessitaient tant de combinaisons nouvelles¹. La doctrine du droit divin, par l'effet de son éducation religieuse, était pour lui un dogme sacré, et cette doctrine, considérée en Angleterre comme un crime, était une croyance funeste à laquelle malheureusement il ne voulut jamais renoncer. Sa fermeté d'inertie pour tout ce qui touchait à ce principe était donc pour les ministres, et surtout pour Necker, un vif sujet d'inquiétude et d'embarras. D'un autre côté, les courtisans étaient sans cesse occupés à cacher à Louis XVI la marche des événemens, ou du moins à les lui présenter sous les couleurs les plus trompeuses. Souvent même les uns l'engageaient à résister, en lui assurant que l'autorité royale était perdue s'il faiblissait, tandis que d'autres plus timides lui faisaient une vertu de la résignation.

Les nouvelles conquêtes obtenues graduellement par le tiers-état firent entrevoir aux ministres l'imminence du danger. Après avoir épuisé les moyens de conciliation, ils exposèrent au roi leurs craintes². Le monarque, ne pouvant plus douter que l'Assemblée allait absorber l'autorité et se mettre entre le peuple et lui, jugea prudent et convenable d'intervenir entre la nation et l'Assemblée. Mais les plans

¹ PUISAYE (*Mém. du comte de*), t. 1^{er}, p. 220.

² NECKER (*Mém. de*), t. 1^{er}, p. 222.

du conseil étaient incertains, il craignait de s'égarer dans une fausse route; toutes les opinions étaient errantes et l'on ne savait à quel parti s'arrêter. On ne pouvait rien faire sans le roi, et, quoiqu'il ne respirât que l'amour du bien public, ses loyales intentions allaient être contrariées et même combattues par des intrigues déplorables; effrayé des dangers de sa position, il fuyait les affaires à mesure qu'elles réclamaient tout le poids de son autorité. Depuis la discorde survenue au sein des états-généraux, loin d'être attentif à étudier la direction que prenait la marche des choses, il s'abandonnait sans réserve à ses ministres, à ses frères, à la reine, ou aux directeurs de sa conscience : les uns lui dictaient ses réponses, les autres lui traçaient sa conduite, de sorte que, chaque jour, il parlait et agissait d'après des inspirations différentes, et passait alternativement des résolutions les plus hardies aux mesures les plus pusillanimes.

Enfin Necker se décide : placé entre les deux partis extrêmes, il paraît vouloir prêter à la cour un appui généreux; peu aimé du roi, haï de la reine, des princes, des Polignac, et n'ayant pour lui que le peuple et l'Assemblée, il croit prévenir de grandes calamités par un moyen prudent et sage. Au lieu d'appeler à Versailles la force armée, il proposait de paralyser l'assemblée du tiers-état en faisant émaner du trône même les réformes dont il était aisé de voir qu'elle allait s'occuper. Il voulait que le monarque, dans une séance royale, ordonnât la

réunion des ordres, mais seulement pour toutes les mesures d'intérêt général; et qu'après avoir improuvé tout établissement contraire à la monarchie tempérée, il proclamât l'abolition des privilèges, la liberté des cultes, l'égale admission de tous les Français aux emplois civils et militaires, etc. Enfin ce ministre terminait son rapport par ces paroles remarquables : « Sire, accédez aux vœux raisonnables des Français, vous n'éprouverez personnellement aucune contrainte par le règne des lois, car jamais elles ne vous imposeront autant de barrières que vos propres scrupules, et, allant au-devant des désirs de votre nation, vous accorderez encore aujourd'hui ce qu'elle exigera demain¹. »

Pour méditer la conduite qu'elle devait tenir, la cour, sous le prétexte de la mort du dauphin, prolongea son séjour à Marly. Là on s'empare de l'esprit de Louis XVI; on lui prouve qu'il n'a pas un instant à perdre pour arrêter les entreprises du tiers-état, que bientôt il ne lui restera plus que le nom de roi, s'il ne se hâte de rassembler une armée pour prévenir les insurrections et assurer le maintien des ordres. Le cardinal de La Rochefoucauld et l'archevêque de Paris, tous deux opposés au plan du gouvernement constitutionnel, encore émus de la scène qui s'était passée à l'assemblée du clergé, se jettent à ses pieds; ils le supplient de protéger la religion et ses ministres vivement menacés, et

¹ *Rapport de Necker au roi sur la situation de la monarchie.*

lui prophétisent le renversement de son trône¹. Le parlement envoie une députation secrète, et assure qu'à l'avenir il enregistra tous les édits, si l'on veut licencier les états-généraux²; en même temps le garde-des-sceaux arrive; la reine³, Monsieur et le comte d'Artois se joignent à ce ministre, et persuadent au roi qu'il suffira, pour contenter la nation, d'adopter dans une séance royale quelques unes des réformes demandées par les cahiers. Le clergé et la noblesse promettent de s'y soumettre. Cependant une séance royale n'était pas ce qu'on pouvait imaginer de plus heureux : la rigueur des formes allait encore la changer en lit de justice; et son nom seul devait nécessairement éveiller le souvenir de l'acte impopulaire qui se termina par l'exil du duc d'Orléans.

On convoque un grand conseil; les frères du roi en font partie et de nouveaux membres y sont appelés. Par l'organe de Vidaud de La Tour, et malgré l'avis de MM. de Montmorin et de Saint-Priest⁴, ils font subir au plan de Necker, qui avait été adopté, quelques modifications. A la vérité, elles ne portaient que sur des points relatifs aux circonstances du moment, et non sur le fond des choses⁵; néanmoins, le ministre, mécontent, résiste et retourne

¹ *Histoire des Causes secrètes de la Révolution*, 1^{re} part., p. 34.

² FERRIÈRES (*Mém. de*), t. I^{er}, p. 154. — MONTGAILLARD (*Histoire de la Révol. de France*), t. II, p. 39.

³ GIRARDIN (*Mémoires de Stanislas*), t. III, p. 85.

⁴ NECKER (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 253.

⁵ BOISSY-D'ANGLAS (*Essai sur la Vie de Malesherbes*), t. II, p. 279.

à Versailles. Sans doute il devait lui en coûter de ne pas voir adopter dans leur ensemble les mesures qu'il avait proposées; mais il aurait dû, comme homme sage et ministre prudent, se résigner à une coopération active. Ne devait-il pas, dans une crise pareille, faire un léger sacrifice au meilleur des rois, au salut de la monarchie? Mais l'infatuation de son amour-propre lui persuade que son œuvre, ainsi modifiée, ne produira plus le bien qu'il s'en était promis. A trois reprises différentes on lui communique les changemens, avec prières de les agréer. Craignant toujours d'avoir trop fait pour l'aristocratie, il demeure inflexible aux concessions qu'on lui propose, et allègue la maladie de sa belle-sœur pour se retirer lorsque sa popularité était indispensable au roi, et qu'il savait que son absence, le jour de la séance royale, serait aux yeux du public le désaveu formel des mesures conciliantes qui devaient être prises.

La cour, toujours aveugle, au lieu d'en être affligée, se réjouit de l'éloignement de Necker comme d'une victoire, et veut qu'on l'exile de nouveau; elle se flattait que les injonctions du trône suffiraient pour intimider l'Assemblée, et que la nation, satisfaite de quelques promesses de réformes, verrait ainsi avec indifférence arriver la clôture prochaine des états-généraux. Mais elle oubliait que les derniers hasards auxquels il faut exposer la royauté sont ceux de la désobéissance, et qu'une constitution, pour être consentie, devait être présentée

avec des formes populaires après lesquelles toute la France soupirait.

Le 20 juin, le public, prévenu que la majorité des membres du clergé devait se réunir à l'Assemblée nationale, se portait en foule à la salle des Menus, lorsqu'on entendit publier, par des hérauts d'armes, que le roi ayant résolu de tenir une séance royale le lundi 22 juin, les préparatifs à faire exigeaient que jusqu'à ce jour les assemblées fussent suspendues. Aussitôt un détachement de gardes françaises s'avance et s'empare de l'hôtel des Etats.

Dans la nuit, Bailly avait reçu une lettre du marquis de Dreux-Brézé, où il lui donnait avis de la mesure qui venait d'être prise¹. Cette démarche était tardive, et faite pour indisposer les esprits les plus soumis. Convenait-il d'avertir ainsi une assemblée, quelle que fût la dénomination qu'on voulût lui donner? était-il décent de l'instruire des intentions du roi et de la suspension de ses séances par des affiches et des crieurs publics? Il était évident qu'une mesure aussi brusque avait pour but d'arrêter les opérations du tiers-état; de l'empêcher de rendre d'autres décrets, et surtout de s'opposer à sa réunion avec le clergé.

Bailly, transporté de sa retraite silencieuse de Chaillot au milieu du vaste tourbillon des affaires politiques, était moins effrayé des dangers que de l'importance de ses fonctions; chéri de ses collègues,

¹ *Moniteur* du 16 au 20 juin 1789, p. 44, col. 3.

² BAILLY (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 232.

estimé de ses adversaires, avec les vertus les plus douces et les plus pures, il possédait cette énergie de caractère que donne aux âmes fortes le sentiment de l'injustice. Après avoir pesé les difficultés de sa position, il sentit que la lettre de M. de Brézé ne le dispensait point de ses devoirs envers l'Assemblée. La veille il avait annoncé à ses collègues qu'il y aurait séance le jour suivant, et rien ne pouvait le délier de cet engagement; il répondit au grand-maître des cérémonies qu'il n'avait reçu aucun ordre du roi pour la suspension de l'Assemblée, et que son devoir était de se rendre à la séance indiquée pour le lendemain. Ce jour-là, s'étant réuni dans la matinée aux secrétaires des bureaux et à plusieurs autres députés, ils convinrent d'agir comme s'ils ignoraient les mesures annoncées, et tous ensemble se présentèrent devant l'hôtel des Etats, dont les portes étaient fermées et gardées par des soldats.

Vers neuf heures, le président et les deux secrétaires demandent à parler à l'officier de garde; le comte de Vossan se présente et dit qu'il a pour consigne de ne laisser entrer personne. Bailly s'élève contre de pareils ordres; il veut protester, et déclare qu'il en rendra compte à l'Assemblée. Pendant ce temps, l'ardent Camus profite de la faculté laissée au président et aux secrétaires d'entrer dans la salle pour constater l'état des lieux, et il en retire les registres et procès-verbaux nécessaires à la conti-

¹ *Moniteur* du 16 au 20 juin 1789, p. 44, col. 3.

nuation des séances. Les nombreux députés qui suivaient auraient violé la consigne et seraient entrés de force, si Bailly, par ses prières et sa prudence, ne les eût contenus et ramenés à des sentimens plus modérés¹. Le président était dans la salle des Etats lorsqu'il reçut une seconde lettre du grand-maitre, qui, feignant de n'avoir pas reçu la réponse à sa première, lui mandait : « C'est par ordre positif du roi, que j'ai eu l'honneur de vous écrire ce matin, monsieur, et de vous mander que Sa Majesté, voulant tenir lundi une séance royale, son intention était qu'on n'y laissât entrer personne, et que les séances fussent suspendues jusqu'après celle que tiendra Sa Majesté. » Cette lettre n'empêcha point l'acte de protestation, et Bailly, après l'avoir rédigé, ne tarda pas à sortir de la salle et à rejoindre ses collègues, tumultueusement rassemblés sur l'avenue de Paris,

Là, les députés, rassemblés et partagés en divers groupes, se plaignent amèrement d'un acte qu'ils qualifient d'attentat contre leur droit et leur dignité; les uns annoncent la dissolution des états-généraux et pronostiquent la guerre civile; les autres font éclater leur indignation de voir, disent-ils, « la majesté de la nation profanée, avilie par un coup d'autorité sans exemple, même dans les règnes les plus oppressifs. Non, non, s'écriaient-ils avec feu, douze cents représentans d'une grande nation ne reste-

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 235.

« nont point soumis à la volonté d'un ministère
 « despotique. » Puis ils demandent entre eux ce qu'il
 faut faire dans des conjonctures aussi douloureuses.
 Les députés les plus attachés à la monarchie n'hé-
 sitent point à dire : « Allons tous à Marly ! Allons
 « au pied même du château tenir nos séances :
 « c'est là où nous renouvellerons l'Assemblée du
 « Champ-de-Mai. Que le roi nous voie et nous en-
 « tende, qu'il vienne prendre place parmi nous !
 « C'est au milieu des députés de son peuple, c'est
 « dans une communication libre avec eux qu'il ap-
 « prendra à connaître l'esprit qui les anime, et non
 « dans le morne silence d'une séance royale. »
 Ainsi parlaient les hommes vraiment dévoués au
 roi ; mais ceux qui étaient agités par des sentimens
 contraires proposaient de se rendre à Paris et d'aller
 en corps émouvoir sa population en lui demandant
 asile¹, et par-là amener une rupture éclatante entre
 le trône et la nation...

Les députés, entourés d'une foule immense, con-
 tinuaient à s'exprimer avec cette franchise plus voi-
 sine de la licence que d'une sage liberté. Le peuple,
 qu'un spectacle aussi nouveau a réuni, s'échauffe,
 s'anime et applaudit aux provocations les plus har-
 dies. La fermentation devient telle, que tous les dé-
 putés s'écrient : « Il faut à l'instant même ouvrir la
 « délibération. » La majorité d'entre eux repousse l'i-
 dée de quitter Versailles, et s'occupe à chercher dans

¹ LALLY-TOLLENDAL (*Biographie universelle*), article Mounier.

la ville un local convenable, pour pouvoir délibérer. « Rendons-nous au jeu de paume », s'écrie Guillotin; et les députés, ayant en tête leur président, se portèrent en foule vers le lieu indiqué.

Ils sont reçus avec joie par le maître de l'établissement; la salle était vaste, mais les murs sombres et dépouillés, inspiraient la tristesse; il n'y avait ni tables ni sièges; on offre un fauteuil au président; il le refuse et veut rester debout avec l'Assemblée; un banc sert de bureau; deux députés se placent à la porte pour la garder, et sont ensuite relevés par les prévôts de la salle qui viennent offrir leurs services¹. Le peuple accourt en foule, il applaudit au courage de ses représentants, et les conjure de ne pas l'abandonner. Aussitôt les délibérations commencent.

Bailly rend compte à ses collègues de sa correspondance avec le grand-maître des cérémonies, et leur soumet la résolution qu'il faut prendre dans un moment aussi décisif. Tous les députés sont d'avis qu'une lettre d'un grand-maître des cérémonies n'est pas suffisante pour changer les résolutions d'une assemblée nationale; qu'il fallait une lettre du roi, puisque le roi lui-même écrivait au premier président du parlement². Enfin on n'hésita pas à dire qu'il serait dangereux de reconnaître au roi le droit de suspendre les séances de l'Assemblée. Les esprits étaient irrités et portés à des résolutions

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 238.

² *Journées mémorables de la Révolution*, t. II^e, p. 21.

extrêmes, lorsque Mounier, appuyé par Target, Chapelier et Barnave, se plaint de l'intrigue et de l'acharnement avec lesquels on cherche à pousser le roi à des mesures désastreuses. Il propose aux représentans de la nation ; blessés dans leurs droits et dans leur dignité, de s'engager par serment, à la face du monde entier, de ne pas se séparer avant l'établissement d'une constitution¹.

Cette motion est accueillie avec transport, et au milieu d'applaudissemens unanimes, les députés arrêterent, d'après l'acte à jamais célèbre rédigé par Barnave et Chapelier², « qu'envoyés pour opérer
« la régénération de l'ordre public et maintenir les
« vrais principes de la monarchie, en quelque lieu
« qu'ils fussent forcés de s'établir, la serait l'Assemblée nationale, et que chacun d'eux prêterait à
« l'instant serment de ne jamais se séparer tant que
« la constitution du royaume et la régénération publique ne seraient pas posées sur des bases inébranlables. »

Pour confirmer cette résolution, le président et les secrétaires demandèrent l'honneur de prêter ce serment les premiers; les autres députés suivent cet exemple avec enthousiasme, et prononcent à haute et intelligible voix la formule adoptée, qui, répétée de bouche en bouche, retentit jusqu'au dehors de la salle³. Tous les bras sont tendus à la fois vers

¹ *Moniteur* du 20 au 24 juin 1789, p. 45, col. 2.

² LAMETH (*Histoire de l'Assemblée constituante*), t. 1^{er}, p. 24.

³ BAILLY (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 242, édit. de Levraut.

Bailly, qui, par sa haute stature, dominait sur tous ses collègues. Debout et immobile sur une table, il était imposant par une physionomie grave et pleine de dignité. Avec un calme religieux, il reçoit l'engagement solennel de maintenir les droits de la nation, et de n'en pas délaisser la garde jusqu'à ce qu'ils soient gravés sur les tablettes de la loi. L'ac-tion était de nature à produire une vive sensation sur les acteurs et les témoins de cette grande scène : tous les représentans de la nation, pleins d'ardeur, exprimaient par des gestes et des cris différens les sensations dont ils étaient animés. Pour marquer l'union qui devait régner parmi eux, quoique voués à un culte différent, un député prit la main du chartreux D. Gerles, et la plaça dans celle de Rabaud Saint-Etienne. La pluie tombait par torrens, les orages du ciel semblaient pronostiquer les orages de la terre. A travers les vitraux on voyait les éclairs sillonner la nue, tandis que d'épais nuages, en planant sur le château de Versailles, faisaient gronder la foudre sur la tête des princes et du roi.

Un seul membre, nommé Martin Docho, député de Castelnau-dary, refuse de partager cet enthousiasme; Camus, enflammé de colère, le dénonce à l'Assemblée¹. Des cris de fureur et d'indignation s'élèvent de toute part, lorsque Bailly fit observer qu'avant de blâmer ce courageux député, il conve-

¹ THIBAU (*Histoire de la Révolution de France*), t. 1^{er}, p. 69.

² DE CONRY (*Histoire de la Révol. de France*), t. 1^{er}, p. 101.

nait de l'entendre. Alors Martin Doche déclara ne pouvoir adhérer à des délibérations qui ne sont pas approuvées par le roi¹, et il signa sur le registre une protestation qu'il considéra comme l'accomplissement de ses devoirs. L'Assemblée, d'abord très-irritée, devint plus calme par l'absence de l'opposant que Bailly avait fait évader²; elle respecta ses motifs, et arrêta que cette opposition resterait consignée dans le procès-verbal, pour attester la liberté des opinions.

Lorsque la signature du serment fut apposée, Chapelier fit sentir qu'il était indispensable de faire parvenir au roi une adresse pour lui apprendre que les ennemis de la patrie obsédaient sans cesse le trône, et que leurs perfides conseils ne tendaient à rien moins qu'à placer le monarque à la tête d'un parti ennemi des libertés publiques. Mounier, pour atténuer la force de ces expressions, en proposa une rédaction plus mesurée; « L'Assemblée, ajouta-t-il, « s'est suffisamment vengée des procédés dont elle « avait à se plaindre. » Barnave et Gouy d'Arcy allaient rédiger l'adresse; mais l'Assemblée, encore timide dans ses hostilités, se borna seulement à ordonner que le procès-verbal de cette mémorable séance serait imprimé et publié à l'instant.

Sans doute le serment du jeu de paume, qui enlevait au monarque le pouvoir de dissoudre une

¹ Moniteur du 20 au 24 juin 1789, p. 45, col. 2.

² Dulaure (*Esquisse hist. des princip. événem. de la Révolution française*), t. 1^{er}, p. 64.

assemblée factieuse¹, en formant le peuple au mépris du pouvoir souverain ; à pu jeter les fondemens de cette puissance démocratique qui substitua l'anarchie au règne des lois. Mais le parlement lui-même n'avait-il pas un an auparavant donné un semblable exemple ? et les membres des communes, en agissant de la même manière et sur les mêmes lieux, protestèrent aussi qu'ils étaient unis d'esprit et de cœur avec le roi, et que tout ce qu'il pouvait y avoir d'hostile dans leur démarche était dirigé contre le despotisme ministériel et non contre la monarchie. Si cette promesse eût été fidèlement tenue, et surtout si le parti populaire n'eût pas abusé de son triomphe, l'histoire, loin de blâmer ce jour, l'aurait célébré comme l'un des plus mémorables dans les annales de nos libertés. Non seulement Bailly, Mounier, Bailly-Tollendat, Clermont-Tonnerre, et une foule de députés, également sages, prêtèrent le serment du jeu de patme, mais encore la presque totalité des Français approuva cette résolution, quoiqu'elle eût tout le caractère de la révolte.

(21 juin.) La déclaration que le roi se proposait de faire avait été si vivement débattue, qu'une nouvelle proclamation apprit au public que la séance royale était remise au 23 juin, et ce retard d'un jour consumma la réunion que l'on voulait prévenir de l'ordre du clergé à celui du tiers-état. Cette fois

¹ MOUKIER (*Recherches sur les Causes qui ont empêché les Français d'être libres*), note, p. 296.

² STAËL (*Considérations sur la Révolution française*), t. 1^{er}, p. 206.

Bailly en fut informé par une lettre autographe du roi. Malgré cette déférence pour le président de l'Assemblée, le monarque annonçait qu'il ne sanctionnait point l'organisation qu'elle s'était donnée, puisque dans cette lettre Bailly n'était qualifié que de président de l'ordre du tiers-état. Mais elle prouvait du moins qu'on voulait désormais faire cesser le mécontentement de l'Assemblée sur les formes du cérémonial.

Bailly se rendit néanmoins le lendemain matin (22 juin), à la tête des députés de son ordre, à la salle du jeu de paume, qui était déjà obstruée par le public qu'attirait le désir d'être témoin d'un acte de désobéissance aussi éclatant, et surtout par la nouvelle que la majorité du clergé devait se réunir à l'Assemblée nationale. La salle n'étant pas assez vaste ni assez décente pour une réception aussi solennelle, on crut convenable de chercher un local plus spacieux. Cette circonstance offrit le spectacle des représentants de la nation errant dans les rues de Versailles pour chercher un lieu où ils pussent continuer leurs délibérations. Le peuple en était ému, et la colère ajoutait encore à sa haine contre la cour, la noblesse et les membres dissidents du clergé.

En sortant du jeu de paume, les députés du tiers, en tête desquels marchait Camus, demandèrent aux récollets la permission de se réunir dans leur église ;

¹ *Moniteur* du 20 au 24 juin 1789, p. 45, col. 5.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 196.

sur le refus de ces religieux, ils se présentèrent de nouveau à la porte de la salle des États, dont l'entrée leur fut également interdite. Ils se rendirent alors dans l'église Saint-Louis, où il s'installèrent sans opposition au milieu du peuple, qui s'y précipite en foule et s'y établit de tous côtés. Là les députés reprirent le serment de ceux de leurs collègues qui ne s'étaient pas trouvés à la première séance du jeu de paume. A midi, Bailly annonça que la majorité du clergé allait se réunir à l'Assemblée nationale. Aussitôt plusieurs membres des communes quittèrent la partie supérieure de la nef, pour s'empresser d'offrir leurs places à quelques évêques et à un grand nombre de cures qui se réunirent dans le chœur de l'église pour faire demander au président de l'ordre du tiers si on accorderait au clergé les préséances d'usage; on répondit à l'évêque de Chartres qui était en tête des délégués, que l'Assemblée nationale, loin de porter atteintes aux honneurs qui étaient dus au premier ordre de l'État, s'empresserait de les défendre.

Sur cette assurance, l'évêque de Chartres ouvrit les portes du chœur; alors cent quarante-neuf membres du clergé vinrent se placer à la droite du président, et, par l'organe de Le Franc Pompignan, archevêque de Vienne, annoncèrent qu'ils se rendaient au sein de l'assemblée pour y donner et prendre communication des pouvoirs : « Cette démarche, ajouta l'orateur, doit être considérée « comme le prélude de notre union constante avec

« tous les ordres, et particulièrement avec celui des députés des communes. » Sur l'invitation de l'Assemblée, l'orateur, après avoir pris place à côté du président, demanda, au nom des membres du clergé, la vérification de leurs pouvoirs. Ceux-ci les déposèrent sur le bureau, et seize membres de cet ordre firent aussitôt partie du comité de vérification.

La joie que cette réunion excita dans l'assemblée se manifesta par des transports d'allégresse universelle, surtout lorsque pendant l'appel on entendit nommer les archevêques de Bordeaux, de Vienne, les évêques de Chartres, de Coutances et de Rhodéz, regardés comme les auteurs de cette démarche conciliante. L'abbé Grégoire, le curé de Souppes, et les trois autres curés du Poitou qui les premiers donnèrent l'exemple de la réunion, furent également reçus au milieu de bruyantes acclamations, toujours accompagnées des cris de vive le roi ! La sainteté du lieu rendait encore plus solennelle et plus touchante cette cérémonie ; il se mêlait à l'intérêt de la patrie quelque chose de religieux qui ajoutait à tout ce qu'elle avait d'auguste et de sacré. Ainsi, cet asile momentané, que le hasard fit choisir, devint le temple de la Concorde, et fit croire un moment qu'une réunion sincère et durable, en comblant les vœux de la nation, allait pour jamais assurer son bonheur.

Sur la fin de la séance, les marquis de Blacons et le comte Antoine d'Agoult, députés de la noblesse du

Dauphiné, se présentent; ils annoncent que la démarche du clergé avait levé les obstacles qu'offraient leurs mandats, et qu'ils venaient se soumettre à la vérification de leurs pouvoirs en commun¹; ils furent accueillis avec empressement, et on les considéra comme les précurseurs de la minorité de leur ordre. En même temps, six députés de Saint-Domingue, admis la veille, déclarèrent qu'après s'être soumis à Louis XIV, ils se donnaient à la nation. Cette journée, quoique moins éclatante que celle du jeu de paume, produisit une sensation plus vive encore², parce qu'elle imprimait aux actes de l'Assemblée le caractère de la légalité.

Les événemens survenus à Versailles furent applaudis dans Paris avec une ivresse qu'on ne saurait décrire; difficilement on aurait trouvé un homme qui ne s'en déclarât le partisan outré. Néanmoins les changemens que ces actes amenèrent dans les dispositions pour le maintien de la tranquillité publique excitèrent partout une vive fermentation. Les mesures de M. de Crogne, lieutenant de police, au lieu de rassurer les esprits, devinrent un nouveau sujet d'alarmes; la multitude, passionnée pour les progrès de la révolution, s'irritait de l'appareil menaçant que commençait à déployer le gouvernement pour chercher à la combattre. Tous ces préparatifs, loin de l'intimider, ne servaient qu'à re-

¹ *Moniteur* du 20 au 24 juin 1789, p. 46, col. 2.

² RABAUD SAINT-ÉTIENNE (*Précis hist. de la Révol. franç.*), p. 87.

LIVRE SECOND.

LA RÉUNION.

Séance royale. — Discours du roi. — De Mirabeau. — De Sieyès. — Triomphe de Necker. — Scission de la noblesse. — Le duc d'Orléans se réunit au tiers. — Discours de Barnave. — Réunion de la majorité du clergé. — Le roi et le duc de Luxembourg. — Réunion de la noblesse et du clergé. — Esprit de l'armée. — Délivrance des gardes françaises. — Clubs breton et Mont-Rouge. — Réclamation du clergé. — Protestation de la noblesse. — Présidence du duc d'Orléans. — Sieyès fait annuler les mandats. — Portraits de Talleyrand, Mounier et Lally. — Premier projet de constitution. — Portrait de Clermont-Tonnerre. — Le maréchal de Broglie. — Arrivée des troupes. — Proclamation pour les éloigner. — Renvoi de Necker. — Les électeurs. — Convocation des districts. — Lafayette présente les droits de l'homme. — Portrait de Camille Desmoulins. — Agitation et trouble dans Paris. — Bustes du duc d'Orléans et de Necker. — Nouveau ministère. — Discours de Mounier. — De Lally-Tollendal. — Nouveau ministère. — Message au roi. — Permanence de l'Assemblée.

DANS la matinée du 23 juin, les députés des trois ordres se rendirent à la salle des Etats, ainsi que le prescrivait la proclamation du roi. Les rues circonvoisines et la grande avenue de Paris étaient garnies de nombreux détachemens de gardes françaises, de soldats suisses et de gardes de la prévôté. Plusieurs brigades de maréchaussée, placées autour du bâtiment des Menus, empêchaient le peuple de s'at-

trouper. Toutes ces mesures, aux yeux des uns, paraissaient prudentes; les autres les interprétaient comme des actes de violence et de despotisme.

Pour éviter que les députés du tiers-état ne s'emparassent des places réservées au clergé et à la noblesse, ces deux ordres furent introduits les premiers¹. Les représentans de la nation supportaient ce cérémonial avec humeur; on leur avait assigné pour lieu de réunion une galerie en bois, ayant la forme d'un hangar, adossée au bâtiment, mais insuffisante pour les contenir tous. Une violente pluie les indisposa au point qu'ils en témoignèrent leur mécontentement par des murmures réitérés. Le président et les secrétaires allèrent se plaindre d'une attente si longue; et Mirabeau, indigné contre la cour qui ne lui tenait nul compte d'avoir été silencieux lors du serment du jeu de paume, frémissait de colère contre ce qu'il appelait le manquement du grand-maitre. Plusieurs fois, il pressa le président de les conduire à la rencontre du roi; les portes s'ouvrirent enfin, mais elles se refermèrent devant la foule qui se précipitait pour entrer. L'Assemblée nationale ayant toujours admis le public à ses séances, celui-ci considéra ce refus comme un affront que lui faisait la cour.

Bientôt après le roi parut, suivi du brillant cortège affecté aux grandes cérémonies. A sa vue les députés se découvrirent et se levèrent. On enten-

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 264.

² *Moniteur* du 20 au 24 juin, p. 46, col. 3.

daient le cri de *vive le roi!* que poussait au dehors la multitude : il fut répété dans l'Assemblée par la noblesse et le clergé; le tiers-état seul resta silencieux. Louis XVI, environné de toute la pompe du trône, avait à ses côtés les ecclésiastiques et les nobles. Les députés des communes occupaient la prolongation des deux rangs de droite et de gauche. Des tabourets, placés au bas de l'estrade sur laquelle le roi était assis, indiquaient la place des ministres : un seul était vacant, et annonçait l'absence de Necker; on n'y fit d'abord pas attention, quoique, dans la nuit, MM. de Menou, Mathieu de Montmorency et le duc d'Aiguillon eussent donné avis au président¹ que la discorde était au conseil, que Necker n'approuvait point les mesures qui avaient été prises, et qu'il n'assisterait pas à la séance royale. Bailly avait eu la prudence de dissimuler ces nouvelles à ses collègues, pour ne pas les rendre encore plus hostiles.

Aussitôt que le monarque eut pris place, les députés des trois ordres s'assirent à la fois, sans attendre, suivant l'antique usage, que Sa Majesté l'eût permis. Dans cette séance solennelle, convoquée pour reconstituer les trois ordres, Louis XVI prononça un discours affectueux, mais sévère, et renfermant l'expression apparente d'une volonté ferme et soutenue. Dans l'effusion de ses sentiments pour son peuple, il recommandait la paix et la con-

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 261.

corde, bien persuadé que l'édit qu'il apportait serait la base d'une union franche et durable.

Le premier article de la déclaration n'était pas propre à réaliser ces espérances; il consacrait la distinction des ordres, et rendait ainsi illégales les délibérations prises par les députés du tiers-état dans la fameuse séance du 17 juin. Le roi déclarait que dans la tenue des états-généraux les trois ordres délibéreraient ensemble sur les affaires d'une utilité générale, exceptant toutefois les droits antiques des trois ordres, qu'il considérait comme points constitutifs¹. Il exigeait aussi le consentement du clergé pour tout ce qui intéressait la religion et la discipline ecclésiastique. Quant aux délibérations en commun, elles ne pouvaient passer qu'à la pluralité des deux tiers de voix; enfin la publicité était enlevée aux séances des états-généraux.

Après la lecture de cette première déclaration, le roi reprit la parole et dit : « J'ai voulu aussi, « Messieurs, vous faire remettre sous les yeux les « différens bienfaits que j'accorde à mes peuples. « Ce n'est pas pour circoncrire votre zèle dans le « cercle que je vais tracer, car j'adopterai avec « plaisir tout autre vue de bien public qui sera « proposée par les états-généraux. Je puis dire, sans « me faire illusion, que jamais roi n'en a autant « fait pour aucune nation : mais quelle autre peut « l'avoir mieux mérité par ses sentimens que la na-

¹ *Moniteur* du 20 au 24 juin, art. vii, viii et ix de la première déclaration.

« tion française ! Je ne craindrai pas de l'exprimer :
« ceux qui par des prétentions exagérées , ou par
« des difficultés hors de propos , retarderaient en-
« core l'effet de mes intentions paternelles , se ren-
« draient indignes d'être regardés comme Français. »

Ce discours fut suivi d'une seconde déclaration intitulée *intentions du roi* ; elle renfermait dans trente-cinq articles les concessions suivantes : « Point
« d'impôts, ni même d'emprunts en temps de paix ,
« sans le consentement des représentans de la na-
« tion , publicité des recettes et des dépenses de
« chaque département » ; il soumettait même à cette
règle générale les fonds destinés à la liste civile.
« Plus de privilèges ni de distinctions dans le paie-
« ment des contributions , aussitôt que les pro-
« messes annoncées par le clergé et la noblesse
« auraient été réalisées par leurs délibérations.
« Abolition du mot de *taille* et du droit de *franc-fief* ,
« remplacés par des impôts levés d'après des pro-
« portions justes, égales, et sans distinction d'état ,
« de rang et de naissance. » Les états-généraux pro-
posaient aux emplois et charges qui donnaient le
droit de transmettre la noblesse , et ils étaient in-
vités d'indiquer les moyens pour concilier l'aboli-
tion des lettres de cachet avec le maintien de la
sûreté publique. Ils pouvaient aussi proposer la
liberté de la presse , pourvu qu'elle ne préjudiciât
point au respect dû aux mœurs et à l'honneur des
citoyens. On établissait « des états provinciaux com-
« posés des trois ordres ; ils devaient délibérer en

« commun, et le tiers-état avoir une double représentation. Les gouverneurs de province ne pouvaient plus être choisis que parmi les candidats présentés par les états provinciaux ; on confiait à ces États l'administration des hôpitaux, des prisons, des dépôts de mendicité, des enfans trouvés, l'inspection des dépenses des villes, la surveillance des forêts, etc... Les états-généraux devaient s'occuper de la suppression des douanes intérieures, d'adoucir les impôts indirects et du perfectionnement des lois civiles et criminelles. Enfin le roi abolissait pour toujours la corvée, le droit de main-morte, et engageait les nouveaux législateurs à rendre plus légales les formes du tirage de la milice, avec promesse de remédier lui-même à tout ce que les capitaineries pourraient avoir d'onéreux pour les cultivateurs. »

Comme garantie de ses dispositions bienfaisantes, Louis XVI déclarait que ces concessions, si favorables à son peuple, seraient placées à l'avance au rang des propriétés nationales qu'il voulait mettre, comme toutes les autres propriétés, sous la garde la plus assurée. Le monarque se réservait seulement l'organisation, la police et tout pouvoir sur l'armée, tels que ses ancêtres en avaient toujours joui. C'était enfin une véritable charte que le prince octroyait à la nation. Après quelques momens de silence profond qui suivirent la lecture de cette se-

¹ *Moniteur* du 20 au 24 juin 1789, p. 47, col. 1, 2 et 3.

conde déclaration , le roi termina la séance par le discours suivant :

« Vous venez, Messieurs, d'entendre le résultat
« de mes intentions, elles sont conformes au vif
« désir que j'ai d'opérer le bien public; et si, par
« une fatalité loin de ma pensée, vous m'abandon-
« neriez dans une si belle entreprise, seul je ferais le
« bien de mes peuples; seul je me considérerais
« comme leur véritable représentant; et connais-
« sant vos cahiers, connaissant l'accord parfait qui
« existe entre le vœu le plus général de la nation et
« mes intentions bienfaisantes, j'aurais toute la con-
« fiance que doit inspirer une si rare harmonie, et
« je marcherais vers le but que je veux atteindre,
« avec tout le courage et la fermeté qu'il doit m'in-
« spirer. Réfléchissez, Messieurs, qu'aucun de vos
« projets, aucune de vos dispositions ne peut avoir
« force de loi sans mon approbation spéciale; ainsi
« je suis le garant naturel de vos droits respectifs,
« et tous les ordres de l'Etat peuvent se reposer sur
« mon impartialité; toute défiance de votre part
« serait une grande injustice. C'est moi jusqu'à pré-
« sent qui fais tout pour le bonheur de mes peu-
« ples; et il est rare peut-être que l'unique ambi-
« tion d'un souverain soit d'obtenir de ses sujets
« qu'ils s'entendent enfin pour accepter ses bien-
« faits. Je vous ordonne, Messieurs, de vous séparer
« tout de suite, et de vous rendre demain matin
« chacun dans les chambres affectées à votre ordre,
« pour y reprendre vos séances. »

Si cette déclaration, qui accordait une grande partie des réformes réclamées par la majorité des cahiers, eût été faite dès l'ouverture des états-généraux, c'est-à-dire avant l'animosité survenue entre les trois ordres, elles auraient été accueillies avec une vive reconnaissance. C'était en effet les plus fortes concessions que jamais monarque eût faites à ses peuples ; mais alors la majorité des députés du tiers-état, et une partie du clergé, s'étaient déclarés contre la résistance de la cour, et leur autorité allait prêter aux factieux l'ascendant d'une opposition légale. Les esprits, vivement prévenus contre toutes les coutumes anciennes, remarquèrent que dans ce plan de constitution on ne trouvait point la réunion des ordres et la responsabilité des ministres, regardées comme point fondamental de tout gouvernement représentatif. On fut surtout mécontent du soin qu'on avait eu dans l'article xii, de soustraire au vœu national la réforme des dîmes, cens, droits féodaux et seigneuriaux, article sur lequel des membres de la noblesse s'oublièrent au point de donner une bruyante approbation. Alors le but de la cour parut être de frapper d'inaction les états-généraux : l'opinion, égarée par cette idée, ne considéra plus les bienfaits du trône que comme un acte de faiblesse, un sacrifice dégradant imaginé pour concilier à la fois les passions du peuple et les intérêts des courtisans; on se rappela

¹ DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. iv, p. 8 et 76.

que six semaines auparavant, Louis XVI avait tenu un langage contraire, en promettant d'exécuter ces réformes salutaires avec l'aide des représentants de la nation. On lui reprochait surtout de reproduire ces formes surannées du pouvoir absolu. Ces mots impératifs employés dans les lits de justice¹ : *Je veux, je défends, j'ordonne*, parurent déplacés dans un acte de conciliation, contraires au régime nouveau, et choquèrent des hommes encore irrités des anciennes servitudes, impatients de conquérir la liberté, et auxquels on demandait des conseils et des secours². Le ressentiment qu'en conçurent les députés du tiers détruisit totalement l'heureux effet qu'on pouvait attendre des promesses royales, et la séance fut qualifiée d'attentat aux états-généraux; d'ailleurs la précipitation avec laquelle la déclaration avait été rédigée y fit remarquer une contradiction manifeste : dans l'article vii, le roi voulait qu'en cette occasion les trois ordres délibérassent en commun, et en levant la séance il leur ordonnait de se séparer³.

Pendant que ces injonctions menaçantes indisposaient les députés déchus de leurs espérances, Mirabeau n'oublia pas de remarquer que, parmi les sièges destinés aux ministres, celui de Necker restait vide; il saisit aussitôt cet indice visible d'une

¹ RABAUD SAINT-ÉTIENNE (*Précis hist. de la Révol. franç.*), p. 88.

² CLERMONT DE GALLERANDE (*Mém. sur la Révol.*), t. 1^{er}, p. 78.

³ LALLY-TOLLENDAL (*Biograph. univ.*), article Necker. — NECKER (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 255.

défection dans le ministère pour en faire part à son voisin; de proche en proche, la nouvelle circula rapidement, et chacun se dit aussitôt : Si Necker n'assiste pas à la séance, c'est qu'il la désapprouve. Cette observation, devenue générale, produisit une rumeur extrême. A un abattement profond succéda l'esprit de sédition. « Tout n'est pas perdu, disaient avec joie les députés mécontents, puisque cette absence « marque improbation et division dans le conseil. » Cette pensée agitait surtout ceux de l'ordre du tiers et de la majorité du clergé qui, depuis l'essor qu'ils avaient pris aux séances du jeu de paume et de l'église de Saint-Louis, se regardaient comme les souverains arbitres des futures destinées de la France. C'était en effet mal connaître l'esprit humain que de compter sur l'appareil d'une autorité tant de fois méconnue pour obliger ces mêmes hommes à descendre de la hauteur où ils s'étaient placés, et leur faire oublier sitôt le serment qu'ils venaient de prêter.

Le roi rentra dans son palais suivi du même cortège qui l'avait accompagné; la multitude remplissait les cours du château; dans toutes les occasions elle avait été l'écho fidèle des sentimens du tiers-état. Informée que le discours du trône avait été reçu avec froideur, pour la première fois elle garda un morne silence; pas un signe de respect, pas un cri d'allégresse, n'accueillirent le monarque sur son

¹ BERTHAUD DE MOLLEVILLE (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 208.

passage; et le moment où il venait de se montrer plus digne que jamais de l'amour de ses sujets fut celui où ils commencèrent à lui refuser leurs hommages.

Les députés de la noblesse et une partie de ceux du clergé se retiraient selon les ordres du roi¹. Les autres, incertains, se regardaient et semblaient se concerter entre eux; l'effet des paroles royales était au moment de l'emporter, et un mouvement presque général dans la salle indiquait l'intention de se lever et d'obéir, lorsque Mirabeau, repoussé par le rigorisme de Necker, d'aristocrate par goût, continua son rôle de tribun par calcul. Irrité encore des dédains de la cour, son esprit s'enflamme à l'aspect de la pompe royale, et, ne gardant plus de mesure, il donne à son éloquence rapide, hardie, ces formes oratoires, si puissantes sur les hommes qu'il s'agit de subjuguier; craignant les conséquences d'une conduite sage qui aurait mis fin à sa carrière ambitieuse, il fit changer en un instant les dispositions de ses collègues par cette brillante improvisation, qui lui donna le premier rang parmi les orateurs de la révolution.

« J'avoue, s'écrie-t-il, que ce que vous venez d'entendre pourrait être le salut de la patrie, si les
« présens du despotisme n'étaient toujours dange-
« reux. Quelle est cette insultante dictature? l'ap-
« pareil des armes, la violation du temple national,

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 271.

« pour vous commander d'être heureux ! Qui vous
« fait ce commandement ? votre mandataire. Qui
« vous donne des lois impérieuses ? votre manda-
« taire, lui qui doit les recevoir de vous et de nous,
« Messieurs, qui sommes revêtus d'un sacerdoce po-
« litique et inviolable ; de nous enfin de qui seuls
« vingt-cinq millions d'hommes attendent un bon-
« heur certain, parce qu'il doit être consenti, donné
« et reçu par tous. Mais la liberté de vos délibéra-
« tions est enchaînée ; une force militaire environne
« les États. Où sont les ennemis de la nation ? Catil-
« lina est-il à nos portes ?... Je demande qu'en vous
« couvrant de votre dignité, de votre puissance lé-
« gislative, vous vous renfermiez dans la religion de
« votre serment ; il ne nous permet de nous séparer
« qu'après avoir fait la constitution. »

Ce discours, prononcé avec feu, électrisa l'Assemblée et lui imprima toutes les passions de l'orateur. Le grand-maître des cérémonies, voyant qu'on allait mettre en délibération si l'on obéirait aux ordres dont l'exécution lui était confiée, le chapeau sur la tête, s'approche du président et lui adresse quelques mots que personne n'entend. *Plus haut ! plus haut !* lui crie-t-on de toute part. Pendant cette altercation, le fougueux Mirabeau s'animait de plus en plus par la vivacité de ses paroles, interpellant tantôt l'un, tantôt l'autre ; et lorsque le grand-maître des cérémonies, se tournant vers les députés, leur dit : « Messieurs, vous avez entendu les intentions du roi », Mirabeau, bouillant

de colère, l'apostropha en termes véhéments, mais déçousus; après avoir invoqué la volonté du peuple, il s'écria qu'on était prêt à braver la force des baïonnettes¹; c'est ce qui donna lieu à composer le discours suivant, qui, inséré dans les journaux, retentit en Europe et s'accrédita au point qu'aujourd'hui il n'y a presque plus moyen de pouvoir le contester.

« Oui, monsieur, » fit-on dire à Mirabeau, avec le ton et les gestes de l'indignation, « nous avons entendu les intentions qu'on a suggérées au roi; mais « vous qui ne sauriez être son organe auprès des « états-généraux, vous qui n'avez ni place, ni voix, « ni droit de parler, vous n'êtes pas fait pour nous « rappeler son discours. Cependant, pour éviter « toute équivoque et tout délai, allez dire à votre « maître que nous sommes ici par la volonté du « peuple, et que nous n'en sortirons que par la « force des baïonnettes². »

La conduite de Mirabeau, dont la puissance devenait irrésistible dans une circonstance où toutes les têtes étaient en fermentation, prenait un caractère d'autant plus factieux, que c'était au président seul à répondre. Son audace intimida l'homme de cour, et produisit un élan d'enthousiasme que nulle description ne pourrait rendre: « Qui, oui, s'écrièrent « à la fois un grand nombre de députés, tel est le « vœu de l'Assemblée, il n'y a que la force qui puisse

¹ MONNEL (*Mém. de*), membre de l'Assembl. const., t. 1^{er}, p. 80-81.

² *Moniteur* du 20 au 24 juin 1789, p. 48, col. 1. — BEAULIEU (*Essai sur la Révol. franç.*), t. 1^{er}, p. 236.

« nous faire sortir d'ici. » Bailly, voyant que le marquis de Brézé ne se retirait pas malgré une si vive effervescence, lui dit, en sa qualité de président : « L'Assemblée a arrêté hier qu'elle resterait en permanence après la séance royale : je ne puis rien changer à cette résolution ; il faut que la Chambre en délibère. — Puis-je, dit le grand-maître, porter cette réponse au roi ? — Oui, monsieur », répliqua le président¹. Dès que M. de Brézé fut sorti, un profond silence régna dans la salle. Camus le rompit le premier par la motion de persister dans les précédens arrêtés ; il fut vivement appuyé par Barnave, Gleizen, Buzot, Grégoire et Garat l'aîné.

Mais de tous les opposans, le plus énergique fut l'abbé Sieyès. Jusqu'à quarante ans, il avait vécu dans la solitude, où il s'était fortifié dans un système de misanthropie qui le portait à haïr toutes nos institutions. La raideur avec laquelle il ramenait la question à ses principes, passait pour une forte logique ; et son obstination pour une grande puissance de raisonnement. Son ton rude, ses manières brusques, sa figure de puritain, et souvent la vigueur sombre de son style achevaient le prestige. Tous les esprits furent entraînés par le discours renfermant ces paroles virulentes : « Est-il sur la terre une puissance capable de vous ôter le droit de représenter vos commettans, qui puisse vous empêcher de délibérer sur les intérêts qui vous

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 272.

« sont confiés? Eh! Messieurs, ne sentez-vous pas
« pas que vous êtes aujourd'hui tout ce que vous
« étiez hier! Oui, nous continuerons nos travaux,
« nous suivrons notre sublime mission, nous dé-
« daignerons le triste appareil aulique qui vaine-
« ment aura souillé le sanctuaire national; les vertus
« de la liberté sauront bien le purifier des excès du
« despotisme. » Sieyès finit par conclure que toutes
les séances de l'Assemblée seraient publiques, et
qu'aucune autorité ne pourrait les rendre secrètes.
Lorsque dans une assemblée délibérante l'oubli du
respect pour le chef du gouvernement est porté à
un tel degré et qu'il reste impuni, on peut aisément
prévoir que l'anarchie sera le résultat de cette fa-
tale licence.

L'Assemblée, incertaine, délibère si elle soumet-
tra à l'approbation royale le maintien de ses précé-
dents arrêtés : « Aucun d'eux, dit Barnave, n'a be-
« soin de cette sanction. Le roi ne peut empêcher
« ce qu'il n'a pu consentir. » Dans ce moment, des
ouvriers arrivent pour enlever les banquettes; des
troupes armées traversent la salle : on espérait, par
des moyens aussi mesquins, faire lever la séance,
mais ils échouèrent devant la constance de l'Assem-
blée, qui, sans s'interrompre, demeure sur ses
bancs; elle met aux voix la motion de Camus, et le
résultat de ses suffrages annonça d'une voix una-
nime qu'elle persistait dans ses résolutions¹.

¹ *Moniteur* du 20 au 24 juin, p. 8, col. 2.

Un torrent d'éloquence sort de la bouche de Mirabeau; son génie, électrisé par la grandeur du péril et la force de la situation, lui inspire les résolutions les plus hardies. Dans son enthousiasme, il s'écrie : « Je bénis la liberté de ce
« qu'elle mûrit de si beaux fruits ! Assurons notre
« ouvrage en déclarant sacrés la personne des dé-
« putés. Ce n'est pas manifester de la crainte, c'est
« agir avec prudence, c'est un frein contre les con-
« seils violens qui assiègent le trône; en un mot,
« c'est assurer notre ouvrage. »

La proposition, quoique considérée par Bailly comme superflue, fut accueillie avec transport et adoptée à la pluralité de quatre cent quatre-vingt-treize voix contre trente-quatre. Cette inviolabilité fit disparaître en un instant toutes les inquiétudes dont pouvaient être atteints les premiers moteurs de l'insurrection de l'Assemblée. Encouragés par l'impunité, ils devinrent hardis à proclamer les principes dont leur exaltation était éprise. La royauté ne fut plus pour eux qu'un vain fantôme, une ombre gigantesque qui pouvait effrayer les esprits timides, mais dont les hommes courageux n'avaient rien à redouter.

Quel spectacle que celui du plus puissant souverain de la terre, déposant une portion considérable de son autorité illimitée aux pieds de députés qui, oubliant la majesté royale, veulent arracher par violence ce qu'ils auraient pu obtenir par l'ascendant de la raison ! Il n'y avait donc plus de doutes qu'un certain nombre d'entre eux parmi les plus

marquans, dès l'ouverture de leur carrière politique, n'eussent le dessein de changer la forme du gouvernement. Ils voulaient consacrer le principe de la souveraineté du peuple, et la faire prédominer sur les droits de la couronne. S'ils n'avaient eu des desseins hostiles, ces hommes appelés pour défendre les intérêts nationaux se seraient contentés des pouvoirs qui leur étaient confiés; ils auraient accepté avec reconnaissance les concessions faites par un monarque qui voulait seulement qu'on s'entendît avec lui pour les agrandir et les améliorer par une discussion franche et loyale : avec quel empressement ne devaient-ils pas applaudir aux renonciations des classes privilégiées, et consentir à une transaction qui terminait sans secousses toutes les divisions, et traçait en commun le cercle des droits et des devoirs !

Cette sage opinion n'a cessé d'être présentée par ceux qui, dans leurs projets de réforme, voulaient réellement le bien de leur pays. Nous-mêmes l'avons reproduite plus d'une fois, lorsque la révolution était encore dans l'œuvre de sa conception; mais à présent que le voile est déchiré, et que les ardens révolutionnaires ont proclamé cent fois, par leurs écrits, par leurs discours, par leurs actions, que l'apparence de modération qu'ils avaient jusqu'alors affectée n'était qu'une dissimulation imposée par la nature des circonstances, peut-on croire qu'il eût été possible de rétablir l'harmonie par des sacrifices ? Ceux qui voulaient substi-

tuer la république à la monarchie se seraient-ils contentés des réformes dictées par la sagesse et la prudence? Et s'il est vrai qu'en général les factions s'animent plutôt qu'elles ne se calment par des sacrifices, quelle transaction sincère pouvait-on espérer avec des hommes décidés à provoquer le meurtre, l'incendie et tous les fléaux, pour arriver à leur but¹. Quoi qu'il en soit, Mirabeau, dès ce jour, devint maître de la révolution, et sa renommée grandit en raison de la déconsidération qu'il avait déversée sur le trône. Jusque dans les contrées les plus lointaines son audace fut célébrée. Dominateur de la multitude, il put à son gré l'apaiser ou la soulever, et obtint ainsi dans toute l'étendue du royaume une immense popularité, tandis qu'au sein même de l'assemblée il allait exercer cette orgueilleuse domination dont il s'était montré l'implacable ennemi.

La résistance de l'ordre du tiers n'avait pas été prévue, et, lorsque M. de Brézé vint en rendre compte au roi, Louis XVI, au lieu de faire maintenir l'exécution de ses ordres souverains par les corps nombreux de troupes qui étaient alors à Versailles, et dont la fidélité n'était pas encore ébranlée, eut la faiblesse de penser que le jour où il avait donné à ses sujets des preuves aussi touchantes de son amour ne devait être marqué par aucun acte de sévérité. « Ils ne veulent pas s'en aller, dit-il froidé-

¹ SALLIER (*Essai pour servir d'introd. à l'Hist. de la Révol. franç.*), p. 172.

« ment en parlant des députés, eh bien ! il n'y a qu'à les y laisser¹. Je ne veux pas qu'il périsse un seul homme pour ma querelle. »

Ce prince, dont le caractère variait selon l'esprit de chaque ministre, oublia dans cette occasion que les devoirs d'un roi consistent à opposer aux factieux et au peuple séduit, non les ménagemens d'une coupable inertie, mais le déploiement d'une grande puissance, puisqu'en défendant les droits de sa couronne, il défend les droits de tous. Mirabeau avait défié l'autorité royale, elle s'avilit en reculant devant ce seul adversaire. Alors l'opinion publique ne reçut plus qu'avec dédain et mécontentement toute proposition émanée du trône ; tandis que les députés, par leur fermeté et leur unanimité courageuses, excitèrent l'enthousiasme, et passèrent pour des héros prêts à souffrir le martyre plutôt que d'abandonner les droits de la nation.

Cependant les membres de la noblesse, en quittant la salle, se rendirent au château. Le duc de Luxembourg, président de l'ordre, les conduisit d'abord chez le comte d'Artois à qui l'on devait en partie la séance royale. Ce prince les reçut avec toutes les démonstrations de la plus étroite sympathie. Il parla modestement de ce qu'il avait fait pour eux, fit l'éloge de leur conduite ferme depuis l'ouverture des Etats, et les engagea à y persister. Ils allèrent ensuite chez Monsieur ; mais celui-ci refusa

¹ FERRIÈRES (*Mémoires du marq. de*), t. 1^{er}, p. 58. — MONTLOSIER (*Mémoires du comte de*), t. 1^{er}, p. 199.

de les recevoir. C'était sur la reine que les deux ordres privilégiés portaient leurs espérances; les nobles se rendirent auprès d'elle; ils furent parfaitement accueillis. Marie-Antoinette, tenant son fils dans ses bras, dit avec grâce en le leur présentant : « qu'elle lui apprenait à chérir et à regarder la noblesse comme le plus ferme soutien du trône. »

Mais, tandis que la noblesse triomphait à la cour, les députés du tiers-état triomphaient à Paris comme à Versailles; l'absence de Necker leur prouva qu'il était disgracié pour son opposition aux changemens faits à la déclaration royale. La majeure partie d'entre eux, impatients d'aller le consoler, dès qu'ils eurent levé la séance se rendirent chez lui pour le féliciter d'avoir, de concert avec eux, su résister aux volontés de la cour. Tous le pressent et le conjurent de n'abandonner ni le roi ni la nation. M^{me} Necker, présente à cette réception, leur annonce que son mari avait donné la veille sa démission, mais qu'elle avait été refusée.

Dans la soirée on apprit que la reine, effrayée du mécontentement d'une foule immense répandue autour du château, après avoir fait appeler Necker, l'avait conduit elle-même dans le cabinet du roi, qu'il s'était laissé vaincre par les instances que Leurs Majestés daignèrent lui faire, avec la promesse qu'on éloignerait les troupes de Versailles et de Paris. Le désir d'apprendre quelle serait l'issue de cette conférence avait attiré les flots toujours croissans d'un peuple agité qui faisait retentir l'air de

murmures et de cris¹. Sur les sept heures, le ministre trouva les appartemens encombrés et ne put rentrer chez lui par le passage qui conduit du château à l'hôtel du contrôle général. En traversant les galeries remplies par une foule immense, il put voir des grands seigneurs, et même des dames attachées à la cour, contempler avec délices ce mouvement tumultueux, et s'écrier avec une orgueilleuse satisfaction : *On n'osera le renvoyer*².

Forcé de franchir à pied la cour royale, la multitude se précipite sur son passage; on l'entoure pour le questionner et l'entendre. Un homme du peuple tombe à ses pieds, lui embrasse les genoux en disant avec émotion : « *Monseigneur, restez-vous ?* » — « Oui, mon ami », répondit-il en le relevant; et, se tournant vers le public, il ajouta : *Oui, messieurs, je reste avec vous !* Ceux qui étaient près de lui le serrent dans leurs bras en lui disant avec effusion de cœur : *Nous aimons le roi et nous nous confions à lui et à vous.* D'autres l'élevèrent au-dessus de leur tête pour le montrer au peuple, et le portèrent ainsi en triomphe jusque dans ses appartemens. Là il demande de la main un instant de silence, et dit avec l'accent de la plus vive sensibilité : « Oui, « messieurs, dussé-je mourir, je reste avec vous; j'en « ai donné ma parole au roi, qui a bien voulu la « recevoir. Je vous engage, ajouta-t-il en s'adressant

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 218.

² SENAC DE MEILLAN (*Caract. des principaux personnages du règne de Louis XVI*).

« aux députés de l'Assemblée nationale, à employer
« toute la modération, tout le courage et la vertu
« dont vous êtes capables pour amener tout à bien ».
« Ne vous séparez point du gouvernement, et cher-
« chez avec lui les moyens de conciliation qui peu-
« vent assurer la paix et donner aux Etats une
« marche régulière. »

Cette scène émut profondément les spectateurs; en se retirant, ils propagèrent, au milieu de la foule rassemblée au-dehors, les vives impressions qu'ils avaient reçues. Alors les applaudissemens et les cris redoublent. Necker est redemandé, il se montre au balcon et salue le peuple, qui lui répond par des *vivat* prolongés. La multitude se répand aussitôt dans les rues; elle les parcourt dans tous les sens, elle allume des feux de joie sur les places; la ville retentit du bruit des fusées, des pétards et des acclamations publiques, pendant que sur toutes les portes et fenêtres étaient des transparens éclairés, au travers desquels se voyait dans des rayons lumineux le portrait du *ministre adoré* couronné de fleurs; une infinité de flatteuses devises célébraient aussi ses talens et ses vertus.

La révolution n'avait point encore commis de crimes; le peuple aimait son roi; il le croyait trompé: aussi tout était bon et vrai dans son enthousiasme. On voyait ce qu'il y avait de mobile et de grand dans le caractère des Français, à la facilité

¹ *Mouiteur* du 24 au 27 juin, art. *Paris*, p. 49, col. 1.

avec laquelle on pouvait les captiver ou les porter à la révolte, selon qu'on s'adressait bien ou mal à leur imagination exaltée. « Vous êtes les plus forts, » leur disait Necker, c'est donc à vous qu'il convient « d'être sages. » Ils le lui promettaient, mais aussi tous lui demandaient de répondre des intentions du roi¹. Le lendemain (24 juin) Necker écrivit à Bailly pour le remercier des marques de bonté, d'estime et d'attachement qu'il avait reçues de la part d'un ordre qui venait de se déclarer en guerre ouverte avec le souverain dont il était le ministre.

Après la séance royale, l'assemblée de la noblesse, au sein de laquelle régnait la discorde, voulut s'occuper de la déclaration du roi, lorsque Lally-Tollendal se lève et dit : « Allons au tiers, portons-lui « nous-mêmes cette communication de pouvoirs « que le roi nous invite à lui faire. Messieurs, ajouta-t-il, il est une force de choses qui l'emporte sur « celle des personnes; une grande révolution est « commencée, rien ne l'empêchera, il ne tient qu'à « la noblesse d'y concourir et de s'y assigner une « place d'honneur....—Vous venez d'entendre, répond « avec véhémence d'Epréménil, une grande révolution est commencée.... et c'est dans la chambre « même de la noblesse qu'on ose vous l'annoncer, « qu'on nous invite à nous y joindre! Non, messieurs; notre devoir est de conserver la monarchie que des factieux veulent détruire². »

¹ STAËL (*Considér. sur la Révol. franç.*), t. 1^{er}, p. 229.

² FERRIÈRES (*Mém. de*), t. 1^{er}, p. 62-63.

La dissidence d'opinion sur des considérations aussi relevées ne tarda pas à provoquer une rupture éclatante. Les gestes, les mouvemens n'étaient pas moins hostiles que les discours. Cazalès, sur le bruit qu'une partie de l'Assemblée devait se séparer de l'autre, dit avec chaleur qu'elle ne l'oserait pas. A ces mots des cris s'élèvent du côté de la minorité; le duc de Caylus, membre de la majorité, se place au milieu de la salle, porte la main à la garde de son épée et la dégage en partie du fourreau. La minorité tout entière répond à cette provocation; l'exaspération était telle que le duc de Luxembourg, sur l'avis prudent donné par Sillery, leva subitement la séance¹. Alors tous les nobles dissidens, au nombre quarante-sept, profitèrent de cet intervalle pour se rendre chez le marquis de Montesquiou: là, ils décidèrent que le lendemain on ferait part au duc de Luxembourg de la résolution, arrêtée au comité de Virofley, de se conformer aux intentions du roi, en se réunissant au tiers, pour constituer les états-généraux tels que la nation les avait demandés².

Ces mêmes membres de la noblesse, aussitôt après avoir fait leur déclaration, se rendirent à l'Assemblée nationale, et furent reçus avec transport. Quoique l'esprit de parti se soit acharné à couvrir ces nobles des plus noires calomnies, ce

¹ LALLY TOLLEBDAL (*Mém. du comte*), p. 51. — LAMETH (*Histoire de l'Assemb. const.*), t. 1^{er}, p. 412, note.

² *Moniteur* du 24 au 27 juin, p. 49, col. 2, séance de la noblesse.

n'étaient pas des hommes dont la fortune dérangée ou l'ambition mécontente pût leur faire désirer le renversement de l'Etat; ils appartenaient, pour la plupart, aux plus anciennes et aux plus opulentes familles de France, et leur détermination n'eut pour objet que le bonheur de leur pays¹. Les ducs d'Aiguillon, de La Rochefoucauld, de Launay, MM. de Crillon, Montmorency, Noailles, Montesquiou, Latour-Maubourg, Beauharnais, Lusignan, d'Agoult, Lally-Tollendal, Castellane, Marsanne, Rochechouart, d'Aguesseau, etc., en se réunissant à l'Assemblée nationale, ne se laissèrent point emporter à l'esprit factieux dont toutes les classes étaient alors plus ou moins atteintes; ils n'obéirent pas non plus aux volontés du duc d'Orléans, qui ne se joignit à eux que lorsque leur résolution eut été positivement arrêtée. On raconte même que, par excès de frayeur, ce prince en quittant la salle de la noblesse pour se rendre à celle du tiers-état, tomba en défaillance, et qu'en voulant le faire respirer on s'aperçut qu'il était plastronné².

« Nous cétons à notre conscience et à l'impulsion du patriotisme qui nous anime ainsi que vous », dit M. de Clermont-Tonnerre, en se présentant à la tête des nobles qui demandaient leur réunion au tiers-état. « C'est avec douleur que nous nous sommes séparés de nos frères, dont la plu-

¹ PUISAYE (*Mém. du comte Jos. de*), t. I^{er}, p. 218.

² *Journ. mém. de la Rév. franç.*, t. II, p. 53. Tous les Mémoires du temps sont unanimes dans la manière de raconter ce même fait.

« part sont retenus par des mandats impératifs et
« un serment rigoureux; mais ils n'en sont pas
« moins réunis de cœur et d'esprit à l'Assemblée
« nationale. Pour nous qui, comme eux, ne sommes
« pas enchaînés, nous vous apportons le tribut de
« notre zèle et de nos sentimens, et nous venons
« travailler avec vous au grand œuvre de la régéné-
« ration publique ¹. »

On était en effet extrêmement étonné de ne pouvoir compter parmi ces nobles le duc de Liancourt, Lafayette, Biron, le prince de Poix, le vicomte de Noailles, Charles Lameth, etc.; ces députés, malgré leur opinion, par un respect religieux pour leurs mandats, ne voulurent point s'associer à une démarche qu'ils avaient vivement approuvée. Ils furent donc calomniés lorsqu'on affirma qu'ils n'étaient restés dans l'Assemblée de la noblesse que pour y semer la division; le même esprit de moralité politique les empêcha de signer la protestation du 19 juin.

Chaque jour éclairait un nouveau triomphe de l'Assemblée. La cour, alarmée, fit entourer de soldats l'hôtel des Etats et en défendit l'entrée aux citoyens. Le peuple, irrité à la vue des baïonnettes, et impatient de jouir du spectacle de la réunion des trois ordres, força les consignes et envahit les tribunes au moment où l'on délibérait sur la proposition d'une adresse au roi pour lui demander le renvoi

¹ *Moniteur* du 24 au 27 juin, p. 49, col. 3.

² MONTLOSIER (*Mém. du comte de*), t. 1^{er}, p. 212.

des troupes. A l'occasion de ce tumulte, Barnave improvise ce discours : « Il est étrange et surprenant
« que l'on veuille défendre à la nation l'entrée de
« la salle nationale. C'est dans ce lieu auguste qu'on
« stipule ses intérêts, qu'on décide de son sort :
« c'est donc sous ses yeux que nous devons agir ;
« c'est en face de la nation que nous devons opé-
« rer. Nous environner de gardes, c'est manquer à
« la nation, c'est l'insulter dans ses représentans.
« Peut-on délibérer au milieu des armes ? sommes-
« nous au milieu d'un camp ? doit-on s'étonner
« après cela que les têtes se montent, que les esprits
« s'échauffent et s'aigrissent, que le peuple se ré-
« volte et que les émeutes soient fréquentes ? Tout
« rentrerait dans le calme et dans l'ordre si les re-
« présentans de la nation n'étaient pas environnés
« de soldats¹. » A ces mots l'agitation redouble : Bailly,
l'archevêque de Vienne et Clermont-Tonnerre sont
députés vers le peuple, et parviennent à l'apaiser en
lui donnant l'assurance qu'une députation allait être
envoyée pour demander au roi l'éloignement des
troupes et la publicité des séances de l'Assemblée.

Les nobles et le clergé, considérablement affai-
blis par la désertion de plusieurs de leurs membres,
étaient abattus et consternés ; mais d'Epréménil,
toujours ardent et toujours prononcé pour les
partis extrêmes, voué tout entier aux intérêts dont
il était naguère l'ennemi redouté, disait haute-
ment : « Les députés du tiers-état sont criminels

¹ *Moniteur* du 25 au 27 juin, p. 50, col. 2.

« de lèse-majesté, et c'est au ministère public à les « faire décréter. » Pour tenter ce grand coup il aurait fallu verser des torrens de sang. En effet, depuis deux jours la cause populaire avait fait des progrès immenses : l'attitude de l'Assemblée nationale, à la suite de la séance royale, ayant été un véritable appel adressé à la France entière, avait entraîné dans sa rébellion une foule innombrable de citoyens qui, au péril de leur vie, auraient défendu l'inviolabilité dont les députés s'étaient investis. L'exaspération était telle, que l'archevêque de Paris, passant près de l'église de Saint-Louis, fut assailli à coups de pierres par la populace que le club breton avait ameutée contre lui ¹. Le motif ou le prétexte qu'on donnait à cet attentat était le soupçon que le prélat avait suggéré la déclaration de la séance royale. Le lendemain un attroupement considérable se forma autour de la maison des Missionnaires, qu'il occupait. Des gardes françaises accoururent et firent mal leur devoir ; la vue de la force armée ne servit qu'à ranimer la fureur de la multitude, et l'on ne put prévenir ses excès qu'en lui faisant lecture d'une déclaration par laquelle l'archevêque promettait de se réunir à l'Assemblée nationale.

Il vint effectivement au sein de l'Assemblée, conduit par l'archevêque de Bordeaux. Des acclamations et des applaudissemens redoublés célébrèrent cette

¹ Aveu de Corrollor, député breton, et membre du club. (Voyez Procédure du Châtelet. Dépôts de Gilbert-Dufraisse et Taillardat de la Maison-Neuve, cxx^e et cxxvi^e témoins.)

nouvelle conquête du tiers-état. « Messieurs, dit le « prélat, l'amour de la paix me conduit aujourd'hui « au milieu de cette auguste assemblée. Heureux si « la démarche que je fais en ce moment peut opérer « cette conciliation qui sera toujours l'objet de mes « vœux ». — L'acte de paix et d'union que vous « venez de faire, lui répondit Bailly, 'était la dernière couronne qui manquait à vos vertus. » Aussitôt quantité de députés s'empressèrent de témoigner par les marques les plus ostensibles la haute vénération qu'ils portaient à M. de Juigné. Dès l'ouverture de la même séance, M. de Crécy, député de la noblesse, les évêques d'Autun, d'Orange et plusieurs curés soumirent leurs pouvoirs à la vérification commune. Le recteur de l'université de Paris et le prieur de Marmoutier vinrent aussi le même jour augmenter la majorité du clergé¹.

La minorité de cet ordre, effrayée de la marche des communes et surtout de voir diminuer le nombre de ses membres et celui de ses prosélytes, fatiguée d'être en butte aux plus violens outrages, paraissait décidée à demander au roi la permission d'opérer la réunion entière. Dans la chambre de la noblesse on avait aussi agité la même question. « J'ai treize mille livres de rentes, dit le descendant « de l'illustre Montcalm, j'en sacrifierais la moitié « pour obtenir cette réunion, et mes six enfans ne me

¹ *Moniteur* du 24 au 27 juin, p. 51, col. 2.

² *Histoire de la Révolut. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. I^{er}, p. 229.

« désavoueraient pas ». » Elan sublime de patriotisme dans la bouche d'un noble de province ! Ce qui prouve combien on aurait pu faire de grandes choses avec de tels sentimens, si des esprits pervers n'avaient pas fomenté la discorde.

Lorsqu'on vint annoncer à l'Assemblée nationale une députation de la noblesse portant son adhésion à quelques articles de la déclaration royale, Mirabeau fit observer au président qu'on ne pouvait recevoir ces députés que comme des collègues dont les pouvoirs n'étaient ni connus ni vérifiés, et on décida de ne point aller au-devant d'eux, comme on l'avait fait jusqu'alors. Mais les nobles, déjà réunis au tiers-état, dans un esprit de conciliation, allèrent à leur rencontre et sauvèrent ainsi de précoces hostilités. Les députés introduits annoncèrent que l'ordre de la noblesse, empressé de donner au trône une preuve de sa fidélité respectueuse, avait accepté, pour la présente tenue d'états-généraux seulement, et sans tirer à conséquence pour l'avenir, les propositions contenues dans sa déclaration. Toutefois elle suppliait le roi d'assembler la noblesse des bailliages, afin que les députés, liés par des mandats impératifs, pussent recevoir de nouvelles instructions.

Tout marchait au gré de la volonté populaire, et aucune puissance humaine ne pouvait plus arrêter la force irrésistible d'un pareil mouvement. L'assemblée des électeurs, toujours restée en perma-

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 343.

nence, enhardie par la faiblesse du gouvernement, donnait chaque jour plus d'extension à ses fonctions usurpées. Au mépris des autorités constituées de la capitale, elle envoya une députation pour porter à l'Assemblée nationale l'adhésion des habitans de Paris aux arrêtés qu'elle avait pris. Son adresse de félicitations, revêtue de six mille signatures des notables de la capitale, excita un tel enthousiasme, que jamais le président ne put interdire les signes d'approbation qui, partant des tribunes publiques, troublaient souvent le calme si nécessaire aux délibérations.

Cependant le roi, navré de la division qui régnait entre les trois ordres, ne désirait, en monarque honnête homme et en citoyen vertueux, que le repos de l'Etat et le bonheur de la nation. Mais, partagé entre ses propres sentimens et des suggestions étrangères, pressé par la volonté nationale, retenu par la dignité de sa couronne, il se voyait avec effroi engagé sur une mer orageuse si couverte d'écueils, que le pilote le plus habile ne pouvait en éviter les dangers. Les conseils se multipliaient autour de lui ; l'orgueil, la pusillanimité, l'amour-propre et l'impéritie, aussi fatale que la trahison, suggéraient chaque jour des mesures contraires et qu'il fallait révoquer aussitôt qu'elles avaient été arrêtées. Tant de faiblesse dans les moyens d'exécution, tant d'ignorance dans l'art de gouverner, n'échappaient point à ces moteurs de troubles, si habiles à manier les esprits, si experts dans l'art d'utiliser les cir-

constances ; sûrs d'obtenir par la force ce qu'on eût refusé à leurs supplications, ils redoublent d'audace, et par des menaces violentes, répandent l'épouvante dans le palais du roi.

Alors il s'établit au château de longues conférences ; tous les princes y assistèrent. Louis XVI, effrayé des malheurs de l'Etat, et surtout tremblant pour les dangers qui menaçaient sa famille, voulut à tout prix les faire cesser, et il adopta avec empressement le vœu de ses ministres qui se prononcèrent pour la réunion. Le 26 juin il fit appeler M. de Luxembourg, issu d'une des plus illustres familles de France, et lui dit qu'il attendait de la fidélité et de l'affection de l'ordre de la noblesse, qu'il présidait, sa réunion avec les deux autres. Alors le duc de Luxembourg, pénétré de la profondeur de l'abîme où sa caste allait être plongée, et prévoyant surtout les calamités qui allaient accabler la monarchie, développa en ces termes les hautes raisons politiques qui s'opposaient à cette réunion.

« L'ordre de la noblesse, dit cet homme d'Etat, « sera toujours empressé de donner à Votre Majesté « des preuves de son dévouement pour elle. Mais « j'ose dire qu'elle ne lui en a jamais donné de plus « éclatante qu'en cette occasion ; car ce n'est pas sa « cause, mais celle de la couronne qu'elle défend « aujourd'hui. Oui, Sire, la cause de la couronne. « La noblesse n'a rien à perdre à la réunion que « Votre Majesté désire. Une considération établie « par des siècles de gloire et transmise de généra-

« tion en génération, d'immenses richesses et aussi
« les talens et les vertus de plusieurs de ses mem-
« bres, lui assurent dans l'Assemblée nationale
« toute l'influence dont elle peut être jalouse; et je
« suis certain qu'elle y sera reçue avec transport;
« mais a-t-on fait observer à Votre Majesté les suites
« que cette réunion peut avoir pour elle? La no-
« blesse obéira, Sire, si vous l'ordonnez. Toutefois,
« comme son président, comme fidèle serviteur de
« Votre Majesté, j'ose la supplier de me permettre
« de lui présenter encore quelques réflexions sur
« une démarche aussi décisive. » Le roi lui ayant té-
moigné qu'il l'écoutait avec intérêt, il continua ainsi :

« Votre Majesté n'ignore pas quel degré de puis-
« sance l'opinion publique et les droits de la nation
« décernent à ses représentans : elle est telle, cette
« puissance, que l'autorité souveraine elle-même
« dont vous êtes revêtu demeure comme muette en
« sa présence. Ce pouvoir sans bornes existe dans
« les états-généraux, de quelque manière qu'ils
« soient composés; mais leur division en trois
« chambres enchaîne leur action et conserve la
« vôtre; réunis, ils ne connaissent plus de maîtres;
« divisés, ils sont vos sujets. Le déficit de vos finan-
« ces et l'esprit d'insubordination qui a infecté l'ar-
« mée arrêtent, je le sais, les délibérations de vos
« conseils; mais il vous reste, Sire, votre fidèle no-
« blesse. Elle a dans ce moment le choix d'aller,
« comme Votre Majesté l'y invite, partager avec ses
« co-députés l'exercice de la puissance législative,

« ou de mourir pour défendre les prérogatives du trône. Son choix n'est pas douteux : elle mourra, et elle n'en demande aucune reconnaissance ; c'est son devoir. Mais, en mourant, elle sauvera l'indépendance de la couronne et frappera de nullité les opérations de l'Assemblée nationale, qui certainement ne pourra être réputée complète lorsqu'un tiers de ses membres opposans aura été livré à la fureur de la populace et au fer des assassins.

« — M. de Luxembourg, reprit le roi avec fermeté, mes réflexions sont faites. Je suis déterminé à tous les sacrifices ; je l'ai dit et je le répète, *je ne veux pas qu'il périsse un seul homme pour ma querelle*¹. Dites donc à l'ordre de la noblesse que je le prie de se réunir aux deux autres. Si ce n'est pas assez, je le lui ordonne comme son roi : *je la veux.* »

Le cardinal de La Rochefoucauld, président du clergé, les archevêques de Reims et d'Aix avaient été également appelés au conseil du roi. Le monarque leur dit que les troupes étaient en défection et qu'il était forcé de céder au vœu du tiers-état. « Les troupes en défection ! » s'écria l'archevêque d'Aix, depuis quand ? dans quels lieux ? Sont-ce les gardes-du-corps ? sont-ce les Suisses ?... Votre Majesté n'en savait rien hier.... Est-ce l'ouvrage d'un jour... d'un moment ?... Les troupes en défection ! et Votre Majesté ne l'a appris qu'aujourd'hui.

¹ *Moniteur* du 4 au 6 juillet 1789, p. 61, art. *Versailles*.

« d'hui ! Les commandans, les officiers ont-ils tous
« été dans l'ignorance ou dans le complot ? ont-ils
« tous trahi le roi ? Non, Sire, cela n'est pas pos-
« sible, cela ne peut être vrai ; on trompe Votre Ma-
« jesté, on la trompe depuis trois mois. »

Le roi, embarrassé, ébranlé par la fermeté de ce prélat, fit passer les députés du clergé dans une autre salle où se trouvaient la reine, Monsieur, le comte d'Artois, le duc de Luxembourg et le prince de Croÿ. Là, l'archevêque d'Aix persévéra dans son opinion. « Oui, dit-il, on trompe le roi pour le faire
« céder. La déclaration de Sa Majesté marque des
« différences qu'on ne veut point admettre, elle
« réserve les intérêts du trône, ceux du clergé et de
« la noblesse ; mais on veut anéantir les ordres, et
« l'autorité royale tombera avec eux ¹. »

Cette conférence se prolongea encore quelques momens. Le roi, pour la terminer, fit annoncer qu'on recevrait ses ordres, et dans la matinée du même jour, Sa Majesté écrivit au président du clergé une lettre conçue en ces termes : « Uniquement occupé
« de faire le bien général de mon royaume, mais
« désirant par-dessus tout que l'Assemblée des
« états-généraux s'occupe des objets qui intéressent
« la nation, d'après l'acceptation volontaire de ma
« déclaration du 23 de ce mois, j'engage mon fidèle
« clergé à se réunir sans délai avec les deux autres
« ordres, pour hâter l'accomplissement de mes vœux

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. I^{er}, p. 246.

« paternelles. Ceux qui sont liés par leurs pouvoirs
« peuvent y aller, sans donner de voix, jusqu'à ce
« qu'ils en aient reçu de nouveaux. Ce sera une
« grande marque d'attachement que le clergé me
« donnera ¹. »

L'ordre de la noblesse, en recevant une lettre pareille, délibéra sur les intentions du roi ; plus de quatre-vingts nobles animés par d'Epréménil, prévoyant combien serait funeste la réunion des trois ordres et l'opinion par tête qui en était la conséquence, voulaient protester et ne point assister aux états-généraux, à l'exemple de la noblesse bretonne qui, comme on se le rappelle, n'avait pas envoyé de députés. D'autres persistaient à rester dans leur chambre conformément à la déclaration du 23 juin. Le vicomte de Mirabeau, aussi passionné pour les privilèges de la noblesse que son frère paraissait l'être pour les intérêts du tiers-état, fit plus encore, il jura de ne jamais quitter la chambre ². Le duc de Liancourt et le comte de Noailles, dans des discours où régnaient à la fois la force et la prudence, déclarèrent qu'ils étaient résolus de se rendre à l'invitation du roi et de mettre fin à une scission qui menaçait de bouleverser l'Etat.

La conférence durait depuis plusieurs heures lorsque le duc de Luxembourg, après en avoir conféré avec les secrétaires, lut par fragment une lettre

¹ *Moniteur* du 27 juin au 1^{er} juillet, p. 54, col. 3.

² *Hist. de la Rév. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. I^{er}, p. 239.

qu'il venait de recevoir du comte d'Artois ; elle annonçait qu'une plus longue résistance pourrait mettre en péril les jours du roi. A peine ces mots eurent été entendus que le comte de Saint-Simon s'écria avec transport : « Le roi est en danger, Messieurs ! montons au château, notre place est aux pieds du trône ! » Cazalès, loin de céder à la crainte, répond avec feu : « Si le monarque est en péril, la monarchie y est aussi ; notre premier devoir est de la sauver, et j'ajoute que la séparation perpétuelle des ordres en est la seule garantie. »

La délibération allait continuer, mais le duc de Luxembourg représenta aux membres de la noblesse les conséquences de cette obstination, l'embarras qu'elle causerait au roi, la situation pénible où il se trouverait, placé pour ainsi dire entre le peuple et la noblesse ; puis jetant un regard douloureux sur ses collègues, il leur dit : « Ne songeons plus à délibérer, il faut sauver le roi : sa personne paraît en danger, qui de nous pourrait hésiter à lui obéir ? » A ces mots on se regarde sans proférer une seule parole, et de concert avec la minorité du clergé on s'achemina d'un pas lent et pénible vers l'Assemblée nationale. Le vicomte de Mirabeau restait seul immobile sur son siège, et il ne se mit en marche avec ses collègues que lorsque le président, d'après le vœu de la chambre, l'eut délié de son serment.

Il était alors quatre heures et demie (27 juin), et

¹ BERTRAND DE MOULLEVILLE, t. I^{er}, p. 248.

² FERRIÈRES (*Mém. de*), t. I^{er}, p. 69.

il ne se trouvait dans la salle des Etats qu'un très-petit nombre de députés ; le président même était absent. Cette circonstance purement fortuite¹ contribua à ménager l'amour-propre des dissidens. Les deux ordres entrèrent en marchant sur deux lignes parallèles. Un silence profond régnait dans la salle. Bientôt après Bailly arrive ; il prend place sur l'unique fauteuil assigné au président, et fait demander au cardinal de La Rochefoucauld et au duc de Luxembourg s'ils voulaient parler ? D'abord ils s'y refusèrent avec une gravité qui exprimait toute l'étendue de leur affliction ; mais Bailly ayant insisté, ces deux doyens du clergé et de la noblesse prirent chacun la parole au nom de leur ordre, et se bornèrent à dire qu'ils étaient amenés par leur respect pour le roi et leur zèle pour le bien public. « Messieurs, » répondit le président de l'Assemblée nationale, le « bonheur de ce jour qui rassemble les trois ordres » est tel que l'agitation provoquée par une joie si « vive ne me laisse pas la liberté d'idées nécessaires » pour vous répondre dignement. Mais mon trouble « lui-même est une réponse. Nous possédions l'ordre » du clergé, l'ordre entier de la noblesse se joint à « nous. Ce jour sera célèbre dans nos fastes, il rend » la famille complète, il remplit le désir du roi, et « l'Assemblée nationale va s'occuper sans relâche » et sans distraction de la régénération du royaume » et du bonheur public². » En prononçant ces pa-

¹ BAILLY (*Mém. de*).

² *Moniteur* du 27 juin au 1^{er} juillet, p. 54, col. 5.

roles, ce sage citoyen, toujours calme et modeste, avait l'air plus affecté que radieux de son triomphe; mais le vulgaire célébrait avec orgueil cette circonstance qui donnait à un membre des communes la présidence sur un prince de l'Eglise et des prélats, sur un prince du sang et des seigneurs, dont le nom est si souvent lié à celui de nos rois. Ainsi fut consommée la réunion des ordres, quatre jours après la séance royale qui l'avait solennellement défendue.

A la nouvelle de cet événement, le peuple se porte en foule au château de Versailles; dans les transports de son allégresse, il oublie les motifs qui avaient fait hésiter le monarque, et il demande à grands cris le roi et la reine. Soldats, députés, peuple, femmes, officiers, prélats, tout était confondu. Point de rangs, point de distinctions, on ne voyait que des Français. Le souverain et sa compagnie se présentèrent à un des balcons de la cour de marbre, et des milliers d'acclamations s'élevèrent jusqu'aux cieux¹. Lorsque le dauphin parut, les mêmes applaudissemens recommencèrent; sa mère en fut touchée au point qu'elle versa des larmes, le roi aussi ne put retenir les siennes; chacun s'embrassait, et de toute part éclataient les démonstrations d'une ivresse et d'un ravissement universels.

La même population se rendit ensuite sous les

¹ RABAUD SAINT-ETIENNE (*Précis hist. de la Rév. franç.*), p. 93.

² *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. 1^{er}, p. 243. — *Journal de Paris* du 29 juin 1789.

fenêtres de Necker pour lui offrir son encens et ses bénédictions. C'était à ce ministre qu'on attribuait non seulement tout ce que le roi avait dit et fait pour accélérer la réunion des ordres, mais encore les avis donnés au comte d'Artois, et qui déterminèrent ce prince à prier le corps de la noblesse de ne pas compromettre les jours du roi par une résistance plus long-temps prolongée¹. Quelques groupes allèrent aussi rendre les mêmes hommages au duc d'Orléans, à Bailly et au ministre Montmorin que le public regardait comme l'unique ami qu'eût Necker dans le conseil.

La réunion de la noblesse et du clergé à l'ordre du tiers-état parut d'abord suffire à ce dernier et satisfaire au vœu de la nation, parce qu'elle renfermait implicitement le concours mutuel des trois ordres aptes à opérer des réformes utiles, et qu'on envisageait cette réunion comme un moyen de les effectuer sans obstacles. D'après les dispositions de la majorité des députés du tiers-état, s'ils fussent parvenus à se mettre à l'abri de l'influence des passions populaires, leurs principes et les sentimens dont ils étaient animés auraient contribué à préserver la France des résultats funestes que la concentration du pouvoir législatif dans un corps unique devait nécessairement amener². En effet, ils maintinrent la distinction des trois ordres par des bancs particuliers assignés à chacun d'eux dans le lieu des séances;

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. 1^{er}, p. 265.

² PUISAYE (*Mém. du comte Fos. de*), t. 1^{er}, p. 276-277.

le clergé continua à être placé à la droite du président, la noblesse à sa gauche et le tiers-état occupa le reste de la salle, comme il avait été pratiqué le jour de l'ouverture et celui de la séance royale. Malgré ces égards et ces témoignages de respect de la part du troisième ordre envers les deux premiers, la masse de la nation, par l'esprit d'égalité dont elle était imbuë, ne partagea point cette déférence, et elle considéra la réunion des ordres comme leur véritable dissolution. La capitale célébra cette victoire par de brillantes illuminations; toute la nuit du samedi au dimanche (27-28 juin) se passa en fêtes et en réjouissances; on voyait dans presque toutes les rues des feux de joie et des danses où les citoyens de toutes les classes confondaient leur commune allégresse.

Mais ceux qui voulaient précipiter les événemens et arriver à leur but par des voies promptes, couraient en foule pour provoquer l'ouverture des assemblées de districts qui avaient cessé de délibérer depuis la clôture des élections. Des orateurs, les uns de bonne foi, les autres charlatans soudoyés, semaient la discorde en exaltant les bienfaits de la liberté; et, malgré les misères dont le peuple était affligé, ce mot magique de liberté tournait toutes les têtes. A celui-ci il devait donner des richesses, à celui-là des plaisirs, à tous l'indépendance. Combien les vrais amis de la monarchie regretterent alors qu'on eût laissé échapper l'unique moment de soumettre cette réunion des ordres aux conditions

tutélaires exprimées dans la déclaration de la séance royale. Mais il n'était plus temps, et c'était beaucoup que l'on tint compte encore au roi de sa résolution tardive.

Aux signes manifestes d'une si grande révolution, le roi et la cour furent naturellement alarmés de la fermentation des esprits et des innovations qui chaque jour ébranlaient le trône. Dans leur anxiété, ils prirent la détermination que la marche des choses semblait devoir prescrire, ils firent venir autour de Versailles et de Paris de nouvelles troupes pour imposer aux factieux et mettre la majesté royale à l'abri des excès de la multitude. Cette pensée dominait l'esprit des courtisans; ils savaient que le soldat français, depuis une longue succession de rois, n'avait cessé de leur prodiguer son sang. Commandé par la noblesse, il avait contracté l'habitude de la révéler et de la regarder comme une pépinière de héros qui toujours le guidèrent dans le champ de l'honneur et de la gloire. Depuis plusieurs siècles l'armée n'avait pour ralliement que l'oriflamme, les fleurs de lis et la cocarde blanche; mais, quoique les militaires, par esprit de corps, tinssent encore à ces emblèmes vénérés, du moment qu'ils prirent part aux discussions politiques, ils s'accoutumèrent à raisonner sur leurs devoirs; et séduits par le contact des factieux que renfermait la capitale, ils se laissèrent entraîner au torrent irrésistible de l'opinion. On leur persuada qu'un dévouement aveugle à la discipline les rendrait

criminels envers leurs concitoyens, et que leur serment les liait à la nation encore plus qu'au monarque. Ces instigations étaient d'autant plus séduisantes qu'il y avait dans les rangs de l'armée, comme au sein de la société, un tiers-état, mécontent par la pensée qu'il ne profitait de rien, lorsqu'il croyait fermement que sa force suffisait à tout.

Les troupes qui défilaient dans Paris étaient conduites au Palais-Royal; là, on les accablait de caresses. On leur demandait si elles auraient le malheureux courage de se baigner dans le sang de leurs concitoyens, de leurs amis, de leurs frères, et de se rendre les instrumens serviles de ceux qui, pour prix de leurs services, les accablaient de leurs superbes dédains et les avilissaient par de cruels et honteux châtimens. « Votre cause, leur disait-on, est liée à celle du peuple; nés parmi le peuple, vous ne prêterez point vos bras pour lui forger des chaînes. »

Les soldats, émus par ces paroles, et gagnés par tous les genres de séductions, criaient *vive la nation!* et s'en retournaient à leur camp, enivrés de la cause populaire. Là, ils exposaient entre eux leurs griefs et déploraient leur triste condition: Flétris par la discipline allemande, qu'un fatal esprit d'imitation avait introduite dans nos rangs, au mépris de nos mœurs et de notre caractère national, ils témoignaient leur indignation à leurs sous-officiers; ceux-ci, à leur tour, fatigués du régime qui depuis si long-temps étouffait dans l'ar-

mée toute émulation et rendait les talens inutiles, rebutés par l'orgueil et la nullité des officiers supérieurs, soupiraient aussi après une organisation qui ouvrit enfin au mérite le chemin des honneurs et assurât une récompense à leurs services. Pleins d'idées de réformes, ces militaires propageaient leur mécontentement et ne se prêtaient qu'avec répugnance à des mesures dont le but était d'anéantir les espérances que leur donnait un régime nouveau.

Les corps même les plus rapprochés du trône partageaient cet indicible désir de changement. Les gardes françaises, autrefois si vantés pour la fidélité à remplir leurs devoirs, plus instruits que le reste de l'armée, allaient donner les premiers l'exemple de l'insubordination. Après la mort du maréchal Biron le commandement de ces gardes revenait de droit au duc de Lanzun, son neveu, héritier de sa fortune et de son nom; mais son inconduite, ses dépenses excessives, ses liaisons avec le duc d'Orléans, et surtout une fatuité qui aimait à propager le scandale, déplurent à la reine au point qu'elle enleva cette charge à la maison Biron pour la donner au duc du Châtelet¹, son favori.

Ce seigneur hautain, dur et minutieux pour le service, mécontenta par des mesures sévères ce corps d'élite, précisément à l'époque où il aurait fallu le

¹ CAMPAN (*Mém. de madame*), t. 1^{er}, p. 161.

captiver pour en faire le principal soutien du trône¹. Cependant, lors du pillage de la maison Réveillon, les gardes françaises firent preuve d'une obéissance passive, mais plus tard ils éprouvèrent du regret d'avoir agi contre le peuple, et se montrèrent sensibles à ses séductions. Les émeutes qu'ils étaient chargés de réprimer leur parurent provoquées par la résistance des ordres privilégiés et tenir plutôt de la défense légitime que de l'agression. A la faveur d'une fidélité aussi chancelante il fut aisé de leur faire envisager la défection comme un élan de patriotisme. Tous les apôtres d'une liberté licencieuse allaient les visiter dans leur caserne pour les instruire sur ce qu'on appelait *les droits de l'homme*, et sur ce qu'ils devaient à eux-mêmes et à la patrie². Leur mission ne fut point infructueuse; ces soldats devinrent bientôt des partisans passionnés de la révolution et se montrèrent disposés à abandonner la cause qu'ils auraient dû défendre.

Enfin les gardes du corps eux-mêmes, sans partager cette rébellion, s'abandonnèrent aux illusions du système nouveau. Une de leurs compagnies, ayant à se plaindre de la mauvaise administration de ses chefs, adressa un mémoire aux états-généraux³, dans lequel les gardes ajoutèrent au serment qu'ils avaient fait de défendre les jours du roi et de la reine, la promesse de ne rien faire contre le

¹ BEZENVAL (*Mém. du baron de*), t. II, p. 351.

² *Hist. de la Révol.*, par deux Amis de la Liberté, t. 1^{er}, p. 245.

³ ROUZET DE FOLMONT (*Révol. de Montjoie*), t. II, p. 13 et 15.

peuple, quelque chose qu'il tentât : « Etant nés Français, dirent-ils, nous ne devons point agir contre les intérêts de la France, et ne nous sommes point engagés à défendre les traîtres à la patrie, ni à protéger les jours des aristocrates¹. »

Tel était l'esprit de l'armée et des gardes appelés à défendre le roi à l'instant où le peuple était impatient d'exercer par lui-même la souveraineté que ses représentans venaient de lui donner, lorsque deux compagnies de gardes françaises, pour avoir refusé d'agir contre l'attroupement qui avait assailli l'archevêque de Paris, obligèrent le duc du Châtelet à envoyer à l'abbaye trente soldats des plus mutins, et à consigner dans leur caserne le reste des deux compagnies. Mais, chose inouïe jusqu'alors, ces soldats, au mépris de toutes les lois militaires, et à l'instigation du marquis de Valadi, un de leurs anciens officiers², rompent leurs arrêts et courent au Palais-Royal pour prendre part à l'effervescence publique. On les reçoit avec transport; on s'empresse de leur offrir de l'argent, du vin, des rafraîchissemens de toute espèce, et jusqu'à des billets de spectacles. Ravis de tant de libéralités, les gardes françaises donnent à la multitude une force nouvelle et joignent leurs acclamations aux siennes en criant : *Vive le tiers-état!*

Cet événement inattendu en amena un autre non moins surprenant et qui contribua beaucoup au

¹ MONTJOIE (*Hist. de la Conj. de d'Orléans*), t. II, p. 4.

² *Moniteur* du 4 au 6 juillet 1789, p. 61, art. *Versailles*.

succès de la révolution : le 30 juin, sur les sept heures du soir, un commissionnaire, passant devant le café de Foi, devenu le principal foyer des réunions séditieuses, déposa une lettre au milieu d'un groupe d'individus rassemblés dans ce lieu¹. Cette lettre fut ouverte et lue à haute voix ; elle était écrite par onze gardes françaises prisonniers à l'Abbaye pour avoir refusé, disaient-ils, de tourner leurs armes contre leurs concitoyens. Ils annonçaient que dans la nuit suivante on allait les transférer à Bicêtre, lieu destiné aux plus vils scélérats, pour être jugés et condamnés par un conseil de guerre.

Un nommé Loustalot, rédacteur du journal des *Révolutions de Paris*, jeune audacieux, plein de fanatisme pour la liberté, se trouvait toujours à la tête des mouvemens populaires. A la lecture de cette lettre, que lui-même avait sans doute provoquée, il entre dans le jardin du Palais-Royal, monte sur une chaise et s'adresse en ces termes à la foule ameutée autour de lui : « Les braves soldats qui ont épargné « à Versailles le sang de nos compatriotes sont détenus à l'Abbaye. Si nous n'allons pas les délivrer, « peut-être dans quelques heures ils n'existeront « plus. » Aussitôt la multitude animée se détache de l'orateur en criant : *A l'Abbaye ! à l'Abbaye !*

Bientôt de nouveaux spectateurs répétant le même cri, et tous ensemble se dirigent vers le lieu désigné. La troupe se grossit en chemin des bourgeois et des artisans qu'elle rencontre : munie

¹ *Hist. de la Révol.*, par deux Amis de la Liberté, t. 1^{er}, p. 248.

d'instrumens de toute espèce enlevés aux ateliers qui s'étaient trouvés sur son passage, elle se présente, au nombre d'environ quatre mille hommes, devant la prison, s'en fait ouvrir les portes et force le concierge à mettre en liberté les gardes prisonniers¹. Au retour de l'Abbaye, des hussards et des dragons arrivèrent sur eux au galop et le sabre à la main; mais le peuple saisit la bride des chevaux, parle amicalement aux cavaliers; on apporte du vin, et ces soldats remettant le sabre dans le fourreau, boivent à la santé du roi et de la nation. C'était ainsi qu'en ôtant à la loi la force qui lui sert d'appui on livrait l'Etat à tous les fléaux de l'anarchie.

Les prisonniers délivrés sont conduits en triomphe au Palais-Royal, ils soupent dans le jardin et couchent dans une salle de spectacle sous la sauvegarde des citoyens, qui, pendant la nuit veillèrent sur eux. Le lendemain matin (1^{er} juillet), leurs libérateurs instruisirent l'Assemblée nationale de l'affaire de l'Abbaye; mais elle déclara que son intervention dans cette affaire serait un empiétement sur les droits du pouvoir exécutif². Néanmoins, sur la motion de l'archevêque de Bordeaux, huit membres de l'ordre du tiers, et quatre de chacun des deux autres ordres, allèrent supplier le roi d'employer pour le rétablissement de l'union et de la paix les moyens infaillibles de la clémence.

¹ BRAULIEU (*Essai hist. sur la Rév.*), t. 1^{er}, p. 287.

² *Moniteur* du 27 juin au 1^{er} juillet, p. 56, col. 2.

Le roi, après s'être borné à blâmer la violence employée pour délivrer des soldats insubordonnés, dit aux députés conduits par l'archevêque de Paris, qu'il ne pouvait refuser une grâce lorsqu'elle était invoquée pour la première fois par l'Assemblée nationale. « En continuant à me donner ainsi des « marques de confiance, leur dit-il, j'espère que « tout ira bien. » Puis il ajouta : « Si l'esprit de li-
« cence, destructif de l'ordre, prenait encore de l'ac-
« croissement, non seulement le repos et le bonheur
« des citoyens seraient troublés, mais on finirait
« par méconnaître le prix des généreux travaux
« auxquels vont se consacrer les représentans de la
« nation. »

Les électeurs de Paris qui continuaient leurs délibérations illégales, instruits que le roi avait mis pour condition à la grâce des gardes françaises, qu'ils rentreraient en prison, arrêterent qu'une députation de vingt-quatre d'entre eux partirait pour Versailles, et *ne reviendrait qu'avec la grâce de ces soldats*. Ceux-ci s'étaient constitués prisonniers, le roi, satisfait, venait d'envoyer l'ordre de les mettre en liberté avant que la députation ne fût arrivée¹.

La mansuétude royale, au lieu de cimenter la paix, ranima l'audace des factieux profitant de l'enthousiasme des vrais amis de la liberté; ils provoquèrent l'agitation du peuple, et firent faire à l'anarchie des progrès alarmans. Les groupes du

¹ *Moniteur* du 4 au 6 juillet, p. 62, col. 1^{re}.

Palais-Royal devinrent chaque jour plus nombreux et leurs motions plus séditieuses; de leur sein s'élevait cette race d'hommes corrompus ou pervers qui affluent partout où règne le désordre. Messagers de discorde, ils allaient prêcher l'insurrection à la faveur de l'inquiétude que suscitait une disette réelle ou factice. Tout le royaume était dans l'agitation. A Metz, le peuple se souleva pour avoir du pain : le même jour (3 juillet) il y eut à Lyon des désordres graves : une foule immense, sans motif avoué, assiégea l'hôtel du gouverneur de la ville, fondit sur le bureau des fermes, et soutint un violent combat contre les troupes appelées à réprimer ces excès¹.

Tant d'effervescence prenait sa source dans les manœuvres d'un parti décidément résolu à renverser la monarchie pour établir la république². Dans l'origine, les chefs étaient peu nombreux, mais appartenant pour la plupart au club breton, ils se multiplièrent en raison de l'extension que prenait chaque jour cette association. Depuis l'ouverture de l'Assemblée nationale, plusieurs députés étaient dans l'habitude de discuter au sein de cette société les motions qu'ils méditaient; deux partis finirent par y dominer; l'un soutenait les idées américaines, l'autre défendait le principe républicain, et la métaphysique des philosophes du jour en passant dans leurs œuvres législatives, fit que ces mandataires,

¹ *Mémoires pour servir à l'Histoire de 1789*, t. III, p. 17.

² *Recueil des Pièces trouvées dans l'armoire de fer*, t. III, p. 26.

envoyés pour restaurer l'État, ne s'occupèrent qu'à créer une société nouvelle.

Barnave, Pétion, Buzot et Robespierre ne tardèrent pas à faire partie du club breton. Rabaud Saint-Etienne y fut aussi admis, et là, un des premiers il déclara que les institutions existant en France causaient les malheurs du peuple; que pour le rendre heureux il fallait changer ses idées, ses lois et ses mœurs; enfin, tout détruire, puisque tout était à recréer : il considérait l'autorité royale comme un obstacle; son avis était de la suspendre pendant qu'on travaillerait à la constitution. L'abbé Grégoire, autre membre du club breton, se lia d'une manière intime avec Lanjuinais, de Rennes, homme religieux, de mœurs sévères, et dont le caractère ferme abandonnait rarement les conséquences du principe qu'il avait une fois adopté. De leur propre aveu, tous deux se promirent d'abattre le trône et la féodalité¹; de même Coroller, convaincu d'avoir ameuté la populace de Versailles contre l'archevêque de Paris, fit l'aveu² que la société avait des affiliés dans tous les régimens, et que les Parisiens ne cessaient de lui offrir de l'argent et des bras. Bailly, convaincu de tous ces faits, n'a pas hésité d'avouer que le désir d'une liberté immodérée, nourrie et propagée par ce club, prépara une funeste division avec ceux qui voulaient la monarchie constitutionnelle³.

¹ *Moniteur* du 11 déc. 1794 (21 frim. an III), p. 540, col. 3.

² Déposition faite au Châtelet, sur les journées des 5 et 6 octobre.

³ BAILLY (*Mém. de*), t. 1^{er}, p. 551.

Cette société, composée d'hommes inébranlables dans leur opinion, parut aux révolutionnaires ardens un foyer précieux, autour duquel on viendrait s'électriser et se dépouiller des sentimens modérés que l'on qualifiait de lâches et de pusillanimes. C'est là que furent tramés les premiers excès de la révolution, et ce qui m'a manqué pour en compléter l'histoire, ce sont des Mémoires fidèles des hommes de ce parti ; mais tous, tels que des conspirateurs liés par des sermens inviolables, se sont renfermés dans un secret absolu ; cependant on peut se faire une juste idée de ce qu'était le club breton, puisqu'un jour Sieyes, le plus dissimulé de tous les hommes, en sortant d'un des conciliabules de cette société, ne put s'empêcher de dire à l'un des secrétaires de Mirabeau : « Je n'y retournerai plus, c'est une politique de caverne, on y propose des attentats comme des expédiens ¹. »

Non seulement les factieux de l'assemblée, mais encore une foule d'individus sans titres ni qualités, guidés par l'espoir d'attacher leur fortune à une révolution que chacun croyait pouvoir diriger à son gré, s'empressaient à l'envi de se faire inscrire au club breton. On y comptait aussi des hommes étrangers à la France, et qui, ayant une supériorité de talens, d'éloquence et surtout d'énergie et de subtilité, devaient si bien dominer les esprits, que beaucoup de députés n'eurent bientôt d'autre

¹ DUMONT. (*Souvenirs sur Mirabeau*), chap. v, p. 100.

conviction que la leur ; il en résulta que l'Assemblée, ombre infidèle de la représentation nationale, devint l'écho et l'instrument d'une réunion d'intrigans et de conspirateurs.

Outre le club breton, il y avait à Montrouge, près Paris, un autre conciliabule également dangereux : il se composait de Mirabeau, de l'abbé Sieyès, du comte de Latouche, de Sillery, du chevalier Laclos, qui, par son esprit méchant et dépravé, faisait dire au public qu'il était pour ses amis *la liaison la plus dangereuse* *. Ces trois derniers, ainsi que quelques autres personnages moins connus, attachés à la maison d'Orléans, dirigeaient ce vrai comité révolutionnaire ; c'est là qu'on prenait les plus importantes délibérations, et qu'on profitait de la facilité du prince pour lui tracer la conduite qu'il avait à tenir ¹. Le plan de ces ambitieux était de s'emparer de l'autorité sous son nom ². Mais peu nombreux, et dépourvus de l'estime et de la considération qui seules impriment aux actions des hommes un caractère respectable, ils étaient forcés de recourir à une popularité d'autant plus dangereuse, qu'elle leur donnait pour associés une foule d'anarchistes qui voulaient bien plus qu'un changement de dynastie. Cette première faute commise, il n'y eut plus à reculer : c'est ainsi que le duc d'Orléans, en donnant l'exemple de la félonie, allait

* Allusion à son roman intitulé *les Liaisons dangereuses*.

¹ BEAULIEU (*Essai hist. sur la révolut. franç.*), t. 1^{er}, p. 344.

² MOUNIER (*De l'Influence attribuée aux Philosophes*), p. 92.

lui-même détruire, aux yeux du peuple qu'il cherchait à corrompre, la considération que lui donnait son rang dans la hiérarchie monarchique.

Cependant la réunion des ordres avait fait espérer aux gens sages qu'on allait enfin, sous les auspices de la concorde et de la bonne foi, s'occuper de cette constitution, objet de tant de vœux : mais ce simulacre de rapprochement, ajoutant la gêne et la contrainte à l'aigreur des premières hostilités, fit que les esprits et les opinions devinrent plus désunis que jamais, et bientôt l'animosité des partis succéda à celui des castes. L'ordre de la noblesse nourrissait toujours l'espoir de retarder les opérations de l'Assemblée, et peut-être, à la faveur des événements qui pourraient survenir, d'en amener la dissolution. Le haut clergé n'apportait pas de meilleures intentions ; peu occupé de la chose publique, il ne cherchait qu'à s'affranchir des sacrifices qui pouvaient seuls la sauver. Ainsi que la noblesse, il gémissait de sa réunion à l'Assemblée nationale, et saisissait toutes les occasions pour bien rappeler que cette fusion n'était que momentanée, et l'effet d'une pure obéissance aux volontés du roi. Il demandait sans cesse le maintien de la distinction des ordres, alléguant que Bailly, en recevant les dissidens, avait donné à l'assemblée le titre d'*états-généraux*.

Cette réclamation fut renouvelée en pleine Assemblée le 2 juillet, par le cardinal de La Rochefoucauld, avec réserve des droits stipulés dans les art. VIII et IX

de la déclaration royale. L'archevêque de Vienne, parlant au nom des députés ecclésiastiques qui des premiers s'étaient réunis à l'ordre du tiers, annonça qu'il n'approuvait point ces réserves; que lorsqu'elles avaient été décidées, la majorité du clergé était absente, et que par conséquent cette délibération n'était point son ouvrage¹. Alors l'archevêque d'Aix, entraîné par son zèle pour la conservation des honneurs et privilèges attachés au sacerdoce, d'une voix entrecoupée prononça un long discours pour prouver que quoique les ordres fussent réunis ils ne devaient pas être confondus, et que le clergé n'avait cédé qu'afin de concourir aux vues de conciliation que le roi avait manifestées. Il fit sentir que chaque ordre avait ses droits et ses prérogatives, et qu'il fallait les maintenir si l'on voulait rester fidèles à l'ancienne constitution, qu'on pourrait perfectionner en réformant les abus; à ces conditions, le clergé promit de ne jamais négliger les moyens qui pouvaient se concilier avec les intentions du roi et le rétablissement de la tranquillité publique.

Pétion, avocat de Chartres, et l'un des membres les plus ardents du club breton, exprima combien il était étonné que le clergé osât avouer ne s'être rendu au sein de l'Assemblée que pour se conformer aux ordres du roi. Ses prétentions, ajouta-t-il, sont inadmissibles, puisqu'aucune puis-

¹ BAILLY (*Mém. de*), t. II, p. 12. — *Moniteur* du 1^{er} au 4 juillet, p. 58, col. 2.

sance ne peut soumettre une Assemblée nationale à des lois qui n'ont point été discutées et consenties par elle. Mirabeau, adoptant les mêmes principes, prit la déclaration du cardinal de La Rochefoucauld, la lut, et après l'avoir rejetée sur la table avec les gestes du plus profond mépris, la réfuta en manifestant sa surprise de ce que l'on se permettait de protester contre le vœu de la nation. « Nul, dit-il, ne peut « rester membre d'une Assemblée nationale, s'il n'en « reconnaît pas la souveraineté; aucune puissance « sous le ciel, pas même le pouvoir exécutif, n'a le « droit de dire, *je veux*, aux représentans de la nation ¹. » Enfin la majorité de l'Assemblée s'éleva contre des réserves, qualifiées de protestations téméraires : elles furent étouffées par la sommation faite aux réclamans de déclarer s'ils entendaient demeurer avec la majorité ou la minorité du clergé, ajoutant que dans tous les cas leurs protestations ne pouvaient être considérées que comme des actes d'individus isolés, dont l'Assemblée croyait ne devoir pas s'occuper. L'abbé de Montesquiou, vaincu ou plutôt ébloui par les assertions de Mirabeau, fit la rétractation d'erreurs qu'une lumière nouvelle venait, dit-il, de faire disparaître ².

L'ordre de la noblesse déclara également (5 juillet) n'avoir passé dans la chambre du tiers qu'en considération des dangers qui menaçaient la vie du roi; mais que cette réunion, aussi subite qu'imprévue,

¹ *Moniteur* du 1^{er} au 4 juillet, p. 58, col. 5; p. 59, col. 1.

² BERTHAUD DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. 1^{er}, p. 250.

ne pouvait tirer à conséquence pour l'avenir, et que, se considérant toujours comme un ordre distinct, il continuerait de s'assembler séparément. Au point où les choses étaient arrivées, cette protestation devenait un acte imprudent, dangereux, et fait pour ébranler l'Etat. Le duc de Luxembourg, le prince de Croi et la grande majorité des membres présents ne voulurent point la signer; quelques nobles seulement l'adoptèrent¹. On la soumit au roi, il refusa de la recevoir. Mais le comte d'Artois consentit à être le dépositaire de la minute de cet acte², qui constatait l'esprit de la noblesse, son attachement aux anciennes coutumes, et sa résistance aux volontés nationales. Avant cette protestation, la bienséance avait respecté la forme des coutumes établies, mais alors le tiers-état ne gardant plus de mesures, fit succéder à l'ancienne hiérarchie monarchique une égalité toute populaire. La noblesse et le clergé, par ce seul fait, n'existaient plus; la ruine même des états-généraux était consommée, puisque l'Assemblée, en s'intitulant *nationale*, allait se charger de la constitution qu'on demandait.

En se donnant un règlement pour la tenue de ses séances, la forme de ses délibérations, et la distribution de ses travaux, elle décida que tous les quinze jours on élirait un nouveau président, pris indifféremment dans les trois ordres. Cet honneur fut déferé au duc d'Orléans, à une immense majo-

¹ *Courrier de Provence*, par Mirabeau, lettre xvi^e.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém de*), t. 1^{er}, p. 260.

rité. Le fauteuil lui avait été offert comme une récompense de son patriotisme. Mais ce prince, au lieu de profiter d'une circonstance si favorable à l'ambition de ses amis, donna sa parole d'honneur qu'il renoncerait à la présidence, du moment qu'elle lui serait déférée¹. En effet, à peine élu, il se déclara peu propre à de pareilles fonctions, en disant aux députés assemblés : « Trouvez bon, messieurs, « que je m'en dispense, et ne voyez dans ce refus « que la preuve indubitable que je sacrifierai tous « jours mon intérêt personnel au bien de l'Etat. » Des sentimens aussi contraires à ceux qu'aurait dû manifester un chef de parti, furent différemment interprétés. La cour, toujours animée contre le duc, au lieu d'applaudir à cet esprit d'abnégation, au lieu de le louer et de se l'attacher pour l'arracher à ses perfides conseillers, taxa sa conduite d'impuissance et de faiblesse : elle l'irrita de nouveau en disant qu'il n'affectait cette extrême modestie qu'afin de se populariser.

A la suite d'un autre scrutin, l'archevêque de Vienne fut élu; c'était un prélat respectable, très-zélé pour la religion, qu'il pratiquait en véritable apôtre. Parmi les nombreux ennemis que lui attiraient sa tolérance et sa propension aux idées nouvelles, nul n'ose encore disconvenir qu'aucun ministre de l'Eglise n'eut plus que lui des mœurs austères et un plus grand détachement de toutes les passions humaines.

L'Assemblée nationale, après s'être occupée des

¹ MOUTIER (*Causes qui empêch. les Franç. de devenir lib.*), p. 14.

substances du royaume, se montra impatiente d'établir les bases d'une constitution dont la France ne pouvait plus se passer, et puisque, d'après un système nouveau puisé dans l'ordre naturel et politique, tout peuple a le droit d'intervenir dans le choix de ses institutions, il convient avant de blâmer ou justifier la révolution, de rechercher si, vers la fin du dix-huitième siècle, il existait en France une constitution qui pût suffire au bonheur de ses habitans.

On a vu dans l'Introduction de cet ouvrage que, sous la première race, la féodalité nous transmet les formes du gouvernement représentatif. Les progrès de la civilisation en changeant les coutumes altérèrent ces formes qui, tombées en désuétude, devinrent incompatibles avec les mœurs nouvelles; Le despotisme de Richelieu en profita pour rendre vague, incertaine, et par conséquent arbitraire, notre ancienne constitution, au point que les parlemens, seuls gardiens de nos libertés, furent forcés de se mettre en guerre avec la couronne toutes les fois qu'ils rappelèrent l'exercice de nos premières lois; et, comme l'avait dit Lally-Tollendal dans la chambre de la noblesse, les ordonnances suppléaient à la loi fondamentale de laquelle doivent dériver toutes les autres lois. Ces ordonnances, au lieu de remettre les vieilles chartes en harmonie avec les progrès de l'esprit humain, ne tendaient au contraire qu'à maintenir les abus et à nous ravir nos franchises.

Il n'y avait donc pas précisément de constitution ou loi écrite, car ce qu'on appelait autrefois constitution n'était que la tradition des coutumes telles qu'elles avaient été créées par la féodalité, les privilèges et les habitudes des peuples asservis tour à tour aux volontés des prêtres et des conquérans. La plupart des cahiers ou mandats étaient d'accord pour demander l'établissement d'une constitution sur les bases de l'ancienne. Les mandats même des provinces les plus exaltées en faveur de la révolution voulaient seulement des Etats provinciaux administratifs qui pussent correspondre avec l'administration générale du royaume et lui rendre ainsi un compte fidèle de leurs positions et de leurs besoins.

Aucun des mandats n'ayant demandé une constitution nouvelle, et aucun d'eux surtout n'ayant songé à proclamer la souveraineté du peuple, on voulut décider si les députés, sans en être spécialement chargés, avaient le droit de travailler à de si grands changemens. Cependant, du jour où le tiers-état se constitua lui-même en *Assemblée nationale*, les mandats avaient été annulés et il était superflu de faire de leur suppression une mesure spéciale. Néanmoins Maurice de Talleyrand, évêque d'Autun, disciple et ami de Mirabeau, fut chargé d'exposer et de combattre les difficultés que présentait ce point important, et il s'en acquitta avec une dextérité digne de l'adresse consommée qu'il déploya ensuite dans toutes les affaires les plus délicates; mais puisque, par sa longue et singulière existence

politique, survivant à tous les systèmes et conseiller de tous les partis, cet homme d'Etat est destiné à devenir le grand metteur en œuvre de toutes les scènes dramatiques qui doivent donner à la révolution une face nouvelle, il convient d'achever son portrait dont nous n'avons donné qu'une légère esquisse dans l'Introduction de cette histoire.

Dès l'enfance, condamné à l'Eglise sans en avoir la vocation, il n'en connut jamais les vertus. A peine entré dans le monde, il apprécia l'espèce humaine, et, pour mieux l'exploiter, de tous *ses vœux*, le seul qu'il ait suivi, fut de marcher avec elle et de la suivre dans toutes ses variations. Sa conduite, si relâchée sous le rapport des mœurs, eut bientôt dépassé les bornes que notre indulgence accorde à la naissance et à la jeunesse; mais, quelles que fussent ses habitudes, il savait les masquer par son adresse à observer les convenances. Sa prodigieuse facilité à bien juger lui donnait un ascendant marqué sur tous ses interlocuteurs. Familier, caressant, attentif aux petits soins pour plaire, il se rendait facile à vivre par une sorte d'indolence épicurienne; se vengeant de ses ennemis par de mordans sarcasmes, il savait, à la faveur d'un bon mot, faire oublier l'action la plus blâmable; ne se pressant jamais de parler, il choisissait ses expressions et les rendait si incisives qu'alliant souvent la profondeur de Sieyes à l'énergie de Mirabeau, il devint à la fois le guide des penseurs et l'oracle des beaux esprits.

A force de souplesse et de mobilité, son nom, quoique très-monarchique, acquit la faveur populaire, lorsqu'aux temps de licence il dédaigna la sagesse et la circonspection qui, au retour de l'ordre et du pouvoir, seront les élémens de sa carrière diplomatique. Habile à combiner l'intérêt général avec son intérêt personnel, sa sagacité s'exerça, avec une rare pénétration, à saisir le moment où il lui convenait d'abandonner les partis dès qu'il voyait leur étoile pâlir. Toujours caché pendant les orages, il reparut quand le ciel devint serain, et tout de suite, donnant tort aux vaincus, il se rangea prudemment du côté des vainqueurs. Dans ses vieux jours, le *fatalisme* devint son idée fixe, et, après l'avoir érigé en système, il le fit adopter à des historiens immoraux pour justifier les erreurs de sa vie et les crimes d'une révolution qu'en aveugle clairvoyant il avait par trop fidèlement suivie.

Tel était l'homme qu'on adjoignit à Sieyes et à Mirabeau pour donner à l'Assemblée nationale cet esprit exagéré d'innovation qui attira à la France de si nombreuses calamités. Dans le rapport qu'il fit au sujet des mandats, il émit l'opinion que chaque député devait user du même droit qu'aurait son bailliage, si la nation pouvait se convoquer, mais qu'il n'était pas permis à un bailliage de suspendre la volonté générale par des ordres contraires à cette volonté. Il approuva le mandat limitatif pour les choses propres à éclairer les discussions, mais

non le mandat impératif d'un vote précis sur une question donnée *. Ses conclusions furent qu'il fallait annuler tous les mandats impératifs opposés au plan d'une régénération politique. Cette opinion fut aussi celle des archevêques de Bordeaux et de Vienne, et des députés Biauzat et Barrère.

Quelques membres de la noblesse et du clergé, et surtout le duc de Mortemart, la combattent avec succès. Lally veut la constitution, mais il respecte le droit des électeurs, et demande un délai afin que ceux-ci puissent envoyer de nouveaux mandats aux députés porteurs de mandats impératifs. Cette opinion fut écoutée avec un respect religieux, quoiqu'elle contrariât l'impatience de l'Assemblée *. L'archevêque de Vienne, président, après avoir résumé les diverses motions sur le rapport de Talleyrand, allait les mettre en délibération, lorsque Sieyes se lève et tranche la question en ces termes : « La chose sur laquelle vous disputez est décidée par « l'engagement solennel que vous avez pris le 20 « juin ; il n'y a donc pas à délibérer sur des mandats « indiscrets et contraires à ce serment *. » Il déclare « que ni les mandats, ni l'absence volontaire de « quelques membres, ni les protestations de la mi- « norité, n'arrêteront l'activité de l'Assemblée, ni « n'atténueront la force de ses statuts. » La question

* *Moniteur* du 6 au 8 juill. 1789, p. 65, col. 3, et p. 66, col. 1 et 2.

* Plus tard (4 sept. 1789), Mounier, en faisant son rapport sur la sanction royale, approuva les mandats.

² *Moniteur* du 6 au 8 juillet 1789, p. 68, col. 1^{re}.

légalement jugée aurait été contraire aux vues de Mirabeau et au système de ses amis; aussi approuvait-il la manière absolue avec laquelle Sieyes l'envisagea, et il dit avec ironie, « que ceux qui croient « ne pouvoir rien faire sans mandat se retirent et « laissent leurs cahiers à leur place, ils équivaudront « à leur personne. » C'était en effet la conséquence matérielle du serment du jeu de paume, et elle fut adoptée à l'immense majorité de sept cents voix contre vingt-huit.

Ainsi, dans cette occasion, des résolutions spontanées, prises avec colère et enthousiasme, l'emportèrent sur un engagement contracté de sang-froid et qui liait pour toujours les députés à leurs commettans. Ce fut là leur faute la plus grave, car jusqu'alors ils n'avaient fait, comme le parlement, qu'une éclatante protestation. La constitution promise, même après le pacte du jeu paume, pouvait se faire légalement avec le concours du roi. Mais, en déchirant leurs mandats, les députés trahirent la nation, ils usurpèrent ses droits. De simples délégués, ils se firent constituans; et au lieu d'améliorations, ils s'occupèrent du triomphe d'un système.

Il fut donc décidé que les députés ne se conformeraient plus à leurs instructions, mais agiraient selon leur opinion individuelle; que chacun d'eux ne serait plus regardé comme le mandataire de tel ou tel bailliage, mais comme le représentant de la nation entière; dès ce jour tout représentant eut le droit de convertir en motion ses propres idées, et,

une fois adoptées par la pluralité, elles devenaient lois du royaume. Choiseul d'Aillecourt, député de Chaumont, après la suppression des mandats, écrivit aux électeurs de cette ville une lettre énergique pour leur annoncer qu'il considérait l'Assemblée comme ayant fini sa carrière de fidélité envers ses commettans, comme ayant abandonné le vœu national pour y substituer la volonté capricieuse de chacun de ses membres; que la nation ne les avait point élus pour former un corps constituant, et qu'il y avait usurpation, puisque les députés, en admettant le dogme de la souveraineté du peuple, ne pouvaient tenir que de la nation l'exorbitante prétention de s'emparer du pouvoir en ôtant tout concours au roi pour le rendre esclave de leur volonté.

Par un phénomène unique dans l'histoire, en moins de deux mois, une Assemblée, convoquée par la bienveillance du monarque, s'érigea en Assemblée nationale, donna l'inviolabilité à tous ses membres, opéra la fusion des grands corps de l'Etat, affranchit les députés de leurs engagemens envers leurs compatriotes, et d'elle-même se mit en pleine possession de la souveraineté. Toutes les secousses allaient donc être provoquées par la suprématie qu'une démocratie despotique voulait exercer sur une monarchie tempérée, et sur la nation dont elle changeait les volontés et usurpait les droits; car les mandats formaient une charte complète, sans donner lieu au ministérialisme, à la cen-

tralisation, au monopole des droits et à toutes les restrictions dont les rhéteurs modernes ont entravé l'exercice de nos franchises; ce qui prouve que, plus on annule le pouvoir souverain, plus on est obligé de restreindre les libertés publiques.

D'après le plan de la constitution future, l'Assemblée adoptait pour base le gouvernement monarchique, l'hérédité de mâle en mâle. L'attribution du pouvoir exécutif était dévolue au roi sous le gage de la responsabilité de ses agens. La nation et le prince devaient concourir à la confection des lois sur l'impôt et la liberté individuelle. On était incertain s'il convenait d'adopter la création d'une ou de deux chambres, si le corps législatif serait permanent, périodique, et de quelle manière on pourrait le dissoudre. L'Assemblée ne savait aussi comment se prononcer sur l'existence politique du clergé et des parlemens, et sur l'extension de la liberté de la presse¹. Les divergences dans la manière d'envisager les questions fondamentales de l'œuvre qu'on cherchait à créer prouvaient combien il était difficile de fonder une constitution nouvelle avec les élémens des vieux restes de notre législation, surtout au milieu de toutes les résistances et avec l'élan désordonné des esprits. Outre les dissentimens que devait produire la différence d'intérêts entre ceux qui allaient concourir à tous ces actes, il y avait encore à redouter la violence naturelle des

¹ *Rapport du Comité de constitution, contenant le résumé des cahiers relatifs à ce sujet, par Clermont-Tonnerre.*

opinions appelées pour la première fois à prononcer sur des matières aussi nouvelles et qui touchaient aux choses les plus importantes et les plus sacrées.

Pour l'exécution de cet immense travail, on nomma un comité chargé d'en mesurer l'étendue et d'en coordonner la distribution. Ce comité était composé des membres les plus modérés, parmi lesquels était Mounier, chef de l'insurrection calme et réfléchie du Dauphiné, homme sage et très-ferme dans ses opinions. Sa raideur lui nuisait dans l'esprit de ses collègues sans altérer toutefois sa réputation d'écrivain profond et d'administrateur à grandes vues. Il était, ainsi que Lally-Tollendal, recherché par les royalistes et les révolutionnaires. L'un et l'autre aimaient le trône, mais ils haïssaient l'absolutisme des ministres. En défendant sincèrement la monarchie, ils voulaient en faire chérir l'autorité par les formes du gouvernement représentatif. Tous deux actifs, laborieux, pleins de zèle pour le bien public, furent chargés de préparer les bases d'un si grand ouvrage; ils s'adjoignirent Clermont-Tonnerre. Ce député, né avec de l'esprit, du talent et une grande facilité à tout entreprendre, était plus homme de bien que profond politique; il jugeait de l'espèce humaine par la bonne compagnie qu'il avait seule fréquentée. Comme toutes les belles âmes, malgré le caractère extrême des Français, il croyait à la possibilité d'allier l'autorité d'une noblesse corrompue avec la liberté indéfinie de l'individu. Dans la discussion, son génie dominait

sa pensée, qu'il rendait avec éloquence et précision : partisan du principe fondamental de la charte anglaise, il voulait que le roi n'exerçât aucune juridiction sur le pouvoir législatif duquel il tient sa puissance.

Mais la constitution anglaise, que ces législateurs voulaient naturaliser en France, n'avait été fondée qu'après une lutte acharnée, qui, en traçant les limites des trois grands intérêts sociaux, établit l'équilibre entre la royauté, l'aristocratie et la démocratie. Cette transaction pouvait-elle s'opérer avec calme chez nous, lorsqu'aucun des trois pouvoirs ne croyait encore devoir faire des concessions ; ce n'était qu'après s'être long-temps combattus, après avoir épuisé leurs forces, que les partis plus raisonnables devaient s'entendre, et, comme en Angleterre, sentir la nécessité de se réconcilier par un pacte où tous les intérêts seraient reconnus et balancés.

En effet, la cour, revenue de sa frayeur, se repentait de s'être soumise à la réunion des ordres. D'ailleurs, la tactique des membres du tiers était connue ; ce qu'ils avaient fait annonçait assez ce qu'ils voulaient faire. Le plan d'une constitution démocratique, soutenu par l'immense volonté nationale¹, allait acquérir une force d'opinion à laquelle nulle institution ne résisterait, car il s'agissait de réformer tout-à-fait les bases constitutives du royaume.

¹ *Rapport du Comité de constitut. contenant le résumé des cahiers, par Clermont-Tonnerre.*

La plupart des députés nobles, effrayés par l'excès de tant d'innovations, voulaient se retirer, et par cette scission frapper de nullité les délibérations de l'Assemblée. Leur retraite eût affaibli le parti de la cour; pour les retenir, on leur promit que les choses changeraient bientôt de face, et que l'on allait enfin recourir à des mesures énergiques. Le comte d'Artois, la famille Polignac, M. de Breteuil et de nombreux courtisans attachés à la reine, regardaient comme une faute la convocation des états-généraux, et travaillaient avec ardeur à s'en débarrasser pour revenir au régime des parlemens combiné avec la déclaration du 23 juin. Ils voulaient combattre pour le régime absolu, dans la persuasion qu'il pouvait seul les sauver¹. Beaucoup de nobles et d'officiers fanfarons, par d'imprudens propos, excitaient la haine publique et faisaient ajouter foi aux bruits les plus absurdes et les plus atroces : ils ne parlaient que de jeter les députés par les fenêtres, ajoutant : « Ils nous en ont bien fait, mais cette fois nous avons aiguisé nos épées². »

Dans le dessein de se prémunir contre la violence des mouvemens populaires, plusieurs régimens étrangers furent répartis entre Versailles et la capitale. Vingt mille hommes étaient encore attendus; des camps furent tracés; on se méfiait des gardes françaises, et, sous le prétexte des dangers que

¹ MONTLOSIER (*Mém. du comte de*), t. I^{er}, p. 495.

² Note communiquée par un des premiers membres de la noblesse.

couraient le roi et sa famille, la cour fit venir des corps composés d'Allemands ou d'étrangers qui, n'entendant pas notre langue, ne pouvaient prêter l'oreille à la séduction. Cette mesure, en excitant la jalousie des gardes françaises, acheva de les mécontenter. On ne voyait à Versailles que des husards et des soldats aux gardes qui se sabraient dans les rues. Le peuple prenait parti pour ces derniers, et poussait des clameurs contre la cour en criant : *Il ne faut que des Français pour garder notre bon roi!*

Bientôt on s'assure de toutes les communications, on intercepte les promenades, les passages, et les ponts sont gardés militairement. Ces préparatifs menaçans frappent tous les yeux et remplissent les cœurs d'indignation. Plusieurs ministres n'eurent connaissance de ces mesures qu'au moment où il devint impossible de les tenir cachées; il y eut des ordres si secrets que le roi lui-même n'en fut pas informé¹. Le maréchal de Broglie, venu de la Lorraine, est nommé généralissime des troupes rassemblées dans l'Ile-de-France. Ce vieillard, célèbre par de beaux faits d'armes, mais à qui, sur la fin d'une longue et glorieuse carrière, la nature ainsi que la politique semblaient prescrire un honorable repos, devait ce commandement à l'offre qu'il fit au prince de Condé, directeur du conseil de la cour, « de dissiper avec cinquante mille hommes tous ces

¹ NECKER (*Mémoires de*), t. II, p. 14.

« loups affamés qui voulaient dévorer la haute noblesse. Une décharge de coups de fusils, lui disait-il, fera revivre la puissance absolue qui s'éteint, « à la place de l'esprit républicain qui se forme ¹. »

Son quartier-général est établi au château; une foule d'officiers supérieurs lui composent un brillant état-major. Jamais chef d'armée ne reçut de si grands pouvoirs; tout lui fut soumis, même les gardes du corps. Ces préparatifs militaires, déployés avec une fastueuse solennité, devaient donner de l'ombrage à une immense population, jalouse des droits dont elle ne jouissait encore qu'en espérance, et qui craignait qu'on ne lui ravît un bien qu'elle appelait de tous ses vœux. Les intentions de la cour à cet égard n'étaient ni douteuses ni cachées; les courtisans, encore enivrés d'une folle confiance dans le succès de leurs projets, s'empressaient eux-mêmes de les proclamer; ils croyaient que leur jactance frapperait de terreur non seulement le peuple de Paris, mais encore l'Assemblée : cependant la France entière, applaudissant à tous ses actes, se voyait avec orgueil représentée par elle.

L'arrivée du maréchal de Broglie produisit dans Paris la plus vive sensation, quoiqu'à ses talens, jadis si vantés, fussent paralysés par le froid des années et surtout par l'éloignement où sa piété l'avait tenu de l'esprit du siècle. Aussi était-il peu propre à diriger une entreprise pour laquelle il fallait qu'une

¹ Lettre du maréchal de Broglie au prince de Condé, imprimée à Paris et à Londres en 1789.

grande résolution imposât une aveugle obéissance ; et lors même qu'un pareil chef aurait été trouvé, était-il bien certain qu'il eût pu réussir ? L'armée partageait les opinions qu'on voulait lui faire combattre. Depuis vingt-cinq ans elle n'avait fait qu'une fois la guerre, et en faveur de la liberté ! Imbue des sentimens de la nation, elle était mieux disposée à obéir à une assemblée nationale qu'à un vieux général dont les habitudes et le langage n'étaient plus ceux du jour, et qui, chargé d'un rôle au-dessus de ses forces, était encore accablé par la divergence des ordres qu'il recevait de toutes parts et à tous les instans¹. Les courtisans, accoutumés à voir Paris contenu par un lieutenant de police et quelques cavaliers du gué, ne soupçonnaient pas qu'une résistance énergique pût entrer dans l'esprit de ses habitans ; loin de songer à s'assurer des soldats dont ils voulaient faire les instrumens de leurs desseins, et de chercher à les gagner par une prédilection marquée, ils n'eurent pas même l'idée d'engager le roi à les passer une seule fois en revue. Les révolutionnaires, au contraire, allaient les voir chaque jour : ils leur distribuaient des vivres et de l'argent, puis ils envoyaient dans leur camp des femmes de mœurs faciles, et qui, instruites dans l'art de les corrompre, ne cessaient de leur dire : « Camarades, soyez des nôtres, rien ne vous manquera. »

¹ ROCHAMBEAU (*Mém. du maréchal de*), t. 1^{er}, p. 330.

Quoique les agitateurs eussent la certitude que le monarque, en laissant faire les préparatifs hostiles, se refuserait constamment à leur exécution¹, néanmoins ils profitèrent des alarmes qu'excitaient ces mouvemens pour irriter encore les esprits et les porter à la sédition. Ils inondèrent la capitale et les provinces de circulaires où la cour était accusée des projets les plus sinistres. Par malheur les propos inconsidérés et les manœuvres maladroites du baron de Breteuil, qui exerçait une influence sans bornes sur l'esprit de la reine et des ministres, étaient faits pour entretenir et justifier les terreurs populaires. « Oui, disait-il dans des momens d'exaltation, « on brûlera Paris, on décimera ses habitans; aux « grands maux les grands remèdes². » Ces paroles atroces, répétées dans la capitale, motivaient le bruit déjà répandu que les états-généraux allaient être dissous, et qu'on sévirait contre les députés les plus prononcés en faveur des intérêts nationaux. Le duc d'Orléans, Lafayette, Mirabeau, Sieyes, Talleyrand, Barnave, Chapelier, Mounier, Lally - Tollendat, Clermont-Tonnerre et plusieurs autres étaient désignés comme des victimes impérieusement réclamées par le salut du trône et de l'État.

Pour mieux exaspérer le peuple, le *Moniteur*, journal imprimé aux frais du gouvernement, et sous la surveillance des ministres, mais qui n'en

¹ TOULONGEON (*Hist. de France*), t. Ier, p. 62.

² MONTGAILLARD (*Hist. de France*), t. II, p. 63.

était pas moins alors l'instrument d'une faction, osa avancer dans ces momens d'effervescence que la Lorraine allait être vendue à l'empereur Joseph II', faisant pressentir d'une manière perfide qu'elle serait payée avec les millions que la reine lui avait secrètement envoyés. On disait encore dans Paris que les troupes campées au Champ-de-Mars feraient feu sur le peuple s'il osait intervenir dans les affaires publiques; qu'elles seraient appuyées par la cavalerie du prince de Lambesc; et qu'après avoir enlevé les magistrats et les électeurs, les régimens d'artillerie de Besançon et de La Fère foudroieraient la capitale des hauteurs de Montmartre. Enfin, pour mettre le comble à l'irritation, on ajoutait que le pillage du Palais-Royal serait la récompense des troupes légères.

Telles étaient les intentions qu'on prêtait à la cour pour la rendre odieuse et soulever contre elle la populace de Paris. Les esprits turbulens, les êtres pervers et dangereux, dont la capitale était alors remplie, faisaient sonner bien haut ce barbare projet, et ne cessaient de crier qu'il fallait repousser la force par la force et enrégimenter les citoyens pour les opposer aux troupes de ligne. Mirabeau, alarmé au-delà de tous les autres des préparatifs de défense que faisait le trône contre ceux qui cherchaient à le renverser (8 juillet), se lève brusquement au milieu d'une des délibérations de l'Assemblée, et après avoir fait une peinture hideuse des mesures que

¹ *Moniteur* du 10-15 juillet 1789, p. 73, col. 2.

prenait le gouvernement pour rétablir son autorité méconnue, il l'insulta par ces reproches amers : « On montre plus de soldats menaçans à la nation « qu'une invasion de l'ennemi n'en rencontrerait « peut-être, et mille fois plus du moins qu'on n'en « a pu réunir pour conserver cette alliance des Hol- « landais, si précieuse, si chèrement conquise et si « honteusement perdue. » A ces mots, les acclamations retentirent dans la salle, et elles devinrent encore plus vives lorsqu'il proposa le renvoi des troupes de ligne, et de les remplacer dans les deux villes de Paris et de Versailles par une levée de gardes bourgeoises qui, sous les ordres du roi, maintiendraient l'ordre et la tranquillité, sans augmenter le nombre des consommateurs autour des deux villes, en proie à la disette.

Un comité fut chargé de s'occuper sans retard de la rédaction d'une adresse au roi. Mirabeau aussitôt donne lecture de celle qu'il avait préparée, et dans laquelle les conseils de la prudence étaient suivis d'injonctions et de menaces. L'enthousiasme qu'elle produisit fut tel, qu'on doit la considérer comme l'étincelle qui, peu de jours après, alluma un vaste incendie. Quoique terminée par un juste hommage rendu aux vertus du monarque, l'esprit public, enflammé par les circonstances, saisit avec avidité les parties séditieuses du discours et ne donna nulle attention à celles qui auraient dû maintenir le peuple dans les limites du devoir.

Vingt-quatre députés allèrent présenter au roi

cette adresse (10 juillet), dont l'éloquence populaire devenait puissante, et dangereuse par la grandeur du sujet et la gravité des circonstances; Louis XVI parut en deviner l'intention; aussi, cette fois, s'éloigna-t-il peut-être de sa franchise accoutumée. Après avoir rassuré les députés sur les mesures de précautions qu'exigeaient les événements, il leur proposa, si la présence des troupes causait encore de l'ombrage, de transférer les états-généraux à Noyon ou à Soissons, et qu'alors il se rendrait à Compiègne pour maintenir la communication entre l'Assemblée et lui.

Plusieurs des membres de l'Assemblée qui, par un principe noble et chevaleresque, n'osèrent jamais élever de la défiance sur les promesses royales, ne virent rien de suspect dans cette réponse. Mais la faction révolutionnaire, contrariée d'une translation qui aurait déjoué ses complots, la regarda comme un piège : un des descendants du brave Crillon s'écrie : « Fions-nous à la parole d'un roi hon-
« nête homme. » Mirabeau, pour détruire l'effet de ce beau mouvement, avoue qu'il faut respecter les vertus du roi, mais non pas les volontés ministérielles. Il ajoute « que la confiance habituelle des
« Français pour leur roi est moins une vertu qu'un
« vice, et c'est cette aveugle et mobile inconsidéra-
« tion qui nous a conduits, de siècle en siècle et de
« faute en faute, à la crise où l'on se trouve au-
« jourd'hui ». » Puis il assure l'Assemblée que sa

¹ *Moniteur* du 10 au 13 juillet 1789, p. 74, col. 1.

translation à Noyon ou à Soissons ne ferait qu'aggraver sa situation, en la plaçant entre les troupes de Paris et celles des frontières. Il l'invite à ne pas délibérer au milieu des armées, et à insister sans relâche sur le renvoi des troupes.

Pour amener les députés à le seconder dans l'accomplissement de ses vues secrètes, Mirabeau ne cessait de leur représenter la nécessité de mettre obstacle aux projets de la cour. Entouré de Mounier, Duport, Bergasse, Régnier, il voulut un jour sonder leurs dispositions, par ces paroles artificieuses : « Je viens de rencontrer M. le duc d'Orléans, et lui ai dit que, d'après la marche des choses, on pourrait bientôt avoir Louis XVII au lieu de Louis XVI, ou tout au moins un lieutenant-général du royaume. Là dessus, ajouta-t-il, le prince m'a répondu les choses les plus aimables. » Et pendant que Mirabeau travaillait à la rédaction d'une nouvelle adresse avec Buzot et Robespierre, il combattit l'opposition que Mounier avait manifestée à ses projets, en lui disant : « Bon homme que vous êtes, je suis aussi attaché que vous à la royauté, mais à défaut de Louis XVI, que ferons-nous d'un bambin pour nous gouverner ? » Mounier lui objecta alors qu'un pareil changement aurait de terribles conséquences, et qu'il faudrait, pour le justifier, qu'un prince se fût baigné dans le sang de ses sujets ; alors Mirabeau allégua que la déclaration du 23 juin était

¹ MOUNIER (*Appel à l'opinion*), p. 15.

un acte coupable, et qui, soumis à l'Assemblée, pouvait motiver la déchéance du roi.

Toutefois l'Assemblée se montra peu disposée à seconder les intrigues qu'on tramait en faveur du duc d'Orléans, et Lafayette qui les connaissait, tout en feignant de les ignorer, était celui dont le franc patriotisme s'apprêtait le plus à les contrarier; aussi la majorité des députés se montra calme et résignée. La question séditieuse que Mirabeau voulait soulever tomba d'elle-même, ainsi que le manifeste qu'il se proposait de lancer. Cependant le parti révolutionnaire se serait cru vaincu s'il eût cédé, et ce fut par des violences réitérées qu'il espéra contraindre le roi à éloigner les troupes appelées à la défense de son trône.

Pour y parvenir, on se hâta de répandre de nouvelles alarmes sur la disette que des journalistes affidés attribuaient à l'énorme consommation que faisaient les soldats cantonnés dans les environs de la capitale. Necker, au lieu de prendre les mesures efficaces que pouvait encore obtenir son crédit, représenta le mal comme sans remède, et, pour toute consolation, dit à un peuple mourant de faim : *Il faut se soumettre avec patience aux lois de la nécessité et aux décrets de la Providence.* Outre cette conduite timide et peu digne d'un homme d'Etat, la cour reprochait encore à Necker d'avoir enhardi l'Assemblée jusqu'à résister aux volontés du souverain. D'un autre côté, ses partisans semblaient le désigner comme l'auteur des

trames ourdies contre l'autorité royale, en lui disant sans cesse : « Vous avez efficacement préparé le salut de la nation, vous seul pouvez faire cesser les obstacles qui s'opposent encore à sa régénération. » En même temps une brochure, qu'on lisait avec fureur, entièrement consacrée à faire son panégyrique, osait demander pour lui le *protectorat*.

Quoique le roi et les courtisans eussent la conviction que la moralité de Necker et son intérêt ne lui permettaient pas de jouer un rôle aussi odieux, néanmoins ils l'accusaient, par ses démarches imprudentes, de les avoir entraînés vers un précipice dont lui-même ne pouvait plus sonder la profondeur. On reçut aussi l'avis certain que sous peu de jours un grand mouvement populaire éclaterait dans Paris. Les conjurés se proposaient de mettre le feu au Palais-Bourbon¹, et sous le prétexte de veiller à la sûreté publique, on voulait forcer les Parisiens à courir aux armes. A la faveur de l'insurrection générale de la capitale et des provinces, on espérait proclamer le duc d'Orléans, régent du royaume. Les députés factieux du tiers-état entraient dans le complot², et tous applaudissaient au changement du monarque dans l'espoir de tenir les rênes de l'Etat. Le duc, en allant se loger à Passy avec sa famille, semblait se rapprocher de Versailles pour favoriser cette conspiration.

¹ Aveu de Coroller, membre du club breton. (*Voy. Procédure du Châtelet, dépositions de Dufraisse-Duché et Tailhardat de la Maison-Neuve, députés, cxx^e et cxxvi^e témoins.*)

² *Histoire des Causes secrètes de la Révolut.*, 1^{re} partie, p. 44.

L'imminence du danger fit sentir la nécessité de recourir à des mesures répressives; mais à qui en confier l'exécution? La conduite de Necker avait été trop imprudente, et sa puérile popularité flattait trop son orgueil pour oser espérer l'abandon de ses principes au maintien du pouvoir. Frappés de cette vérité, les amis de l'ancien régime le redoutaient autant qu'un ennemi déclaré¹, et ils persuadèrent au roi qu'il devait éloigner un ministre aveuglé par la faveur publique, et dont le système affaiblissait graduellement l'autorité royale.

La noblesse, pleine d'ardeur pour tout ce qui tendait à raffermir la vieille monarchie, se réunit au comte d'Artois qu'elle considérait comme le chef de son parti. De concert avec le baron de Breteuil, non seulement ils obtinrent la disgrâce de Necker, mais même dans le conseil ils furent d'avis de le faire arrêter. Le roi dans sa sagesse, persuadé que cet acte sévère provoquerait une émeute, ne voulut point y consentir, et dit : « Non, il m'a promis de se retirer sans bruit, si ses services déplaisaient; je réponds de sa soumission et il obéira à l'ordre que je lui enverrai. »

Necker était à table (11 juillet), lorsque M. de la Luzerne, ministre de la marine, lui apporta la lettre par laquelle Sa Majesté, en le congédiant, mêlait l'expression de la bienveillance à celle du regret que lui causait son renvoi. Sans être troublé par un

¹ TOULONGEON (*Hist. de France*), t. 1^{er}, p. 72.

message auquel il s'attendait¹, il eut la présence d'esprit de dire à M. de la Luzerne en le quittant, *Nous nous reverrons au conseil*, et il continua à causer de sang-froid avec l'archevêque de Bordeaux et les autres personnes réunies chez lui². Il n'instruisit de cet événement aucune personne de sa société, pas même sa fille³. Sur le soir il se rendit à sa maison de campagne de Saint-Ouen, il y passa la nuit, et le lendemain matin il partit avec sa famille pour Bruxelles. C'est alors seulement qu'il lui communiqua l'ordre d'exil qu'il avait reçu. Cette rare sagesse prouva que la confiance du roi n'avait point été trompée. Il fallait en effet que ce ministre eût des vertus pour se soustraire aux transports d'un peuple dont il était aimé, afin d'obéir scrupuleusement aux volontés du souverain qui l'exilait.

Quoique Versailles fût le théâtre des événemens politiques, l'assemblée des électeurs, par la continuité de ses séances et l'audace de ses entreprises, provoquait au sein de la capitale une sinistre fermentation. Chacun de ses membres aspirait à commander, et quoique la révolution à son berceau eût plus besoin de sages conseillers que de flatteurs indiscrets, tous, sous prétexte de servir la liberté, lui exaltaient leur amour pour mieux masquer leur avidité du pouvoir. C'était enfin une autre assemblée des communes qui, par la hardiesse de

¹ STAËL (*Considérations sur la Révolut. franç.*), t. 1^{er}, p. 235.

² *Moniteur* du 17 au 20 juillet 1789, p. 83, col. 2.

³ *Journées mém. de la Révolut.*, t. II, p. 55.

ses délibérations, l'emportait sur l'assemblée de Versailles, au point qu'on y fit diverses motions pour demander l'établissement d'une garde bourgeoise. Cette idée, émise pour la première fois par l'électeur de Bonneville¹, et que Mirabeau communiqua à l'Assemblée nationale, fut encore renouvelée par l'électeur Bancal des Issarts, qui à cette occasion demanda, dans les termes les plus véhémens, que les districts fussent appelés à voter des fonds pour les dépenses de l'autorité municipale; enfin l'électeur Carra voulait la restauration du régime des communes, avec ses franchises, ses droits et ses moyens de défense. Ces motions étaient le prélude des grands événemens qu'on préparait pour les jours suivans²; elles furent toutes adoptées.

Sur ces entrefaites, le médecin Guillotin arrive de Versailles vers neuf heures du soir (11 juillet 1789); il assure que tout est calme, que Necker est établi plus que jamais dans la confiance du roi; que Lafayette a présenté à l'Assemblée une déclaration des droits de l'homme³, et qu'il n'y aura pas de séance royale le lundi comme on l'avait annoncé. Rassuré par ces nouvelles, le président de l'assemblée des électeurs propose de s'ajourner au jeudi suivant (16 juillet), lorsque M. de Leutres se lève

¹ *Procès-verbal des Electeurs de Paris*, t. I^{er}, p. 130 à 140.

² BAILLY (*Mémoires de*), t. II, p. 68.

³ C'est lui qui le premier en suggéra l'idée à l'Assemblée, quoique la déclaration des droits eût été demandée par la députation noble de Clermont en Beauvoisis. C'était de part et d'autre une reproduction du système américain.

et dit avec feu : « l'Assemblée nationale et la ville
« de Paris sont menacées de grands malheurs; des
« troupes nouvelles arrivent et vont se joindre à
« celles cantonnées autour de nous; ces préparatifs
« hostiles jettent l'alarme partout, et malgré l'assu-
« rance qu'on vient de nous donner, Versailles n'est
« pas tranquille; au lieu de nous retirer, il serait
« prudent de rester en permanence. » Ce discours
ramène l'inquiétude; mais cet avenir, que l'on pei-
gnait comme si terrible, ne parut pas croyable; on
ajouta plus de foi aux nouvelles consolantes du doc-
teur Guillotin qu'aux vagues terreurs de M. de Leu-
tres. L'Assemblée prit un terme moyen et renvoya
ses délibérations au surlendemain¹.

Dans la soirée du 11 juillet, correspondant au
jour où Necker avait quitté le ministère, des bri-
gands en nombre considérable, renforcés par les va-
gabonds de l'atelier Montmartre, s'étaient portés en
foule dans les quartiers de la Nouvelle-France et de
la Petite-Pologne, et terminèrent leurs excursions
par l'incendie des barrières de la Chaussée-d'Antin,
après avoir pillé les bureaux des receveurs et déchiré
leurs registres². La disgrâce de Necker n'était pas
encore connue; ainsi son exil ne fut ni la cause, ni
même le prétexte de l'insurrection qui était préparée
d'avance; car il a été prouvé d'après une instruction

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. II, p. 73. — *Procès-verbal des Elec-
teurs de Paris*, t. 1^{er}, p. 174.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 292, 293.

judiciaire¹ que les anarchistes voulaient profiter de la faiblesse de ce ministre pour tenter une de ces sanglantes journées qui, en s'effectuant plus tard, ébranlèrent le trône, et finirent par le renverser.

Le bruit du départ de Necker ne commença à se répandre dans Paris que le 12 juillet à neuf heures du matin ; mais on n'osait encore en parler qu'avec mystère et circonspection, comme de ces grands événemens dont il est prudent de ne pas paraître trop instruit. Le premier qui osa l'annoncer fut traité d'insensé ou d'émissaire des ennemis de la chose publique, il faillit même être jeté dans le bassin du Palais-Royal. A midi, cette nouvelle se confirme ainsi que le renvoi de MM. de Montmorin, Saint-Priest et de la Luzerne, soupçonnés d'avoir peu de répugnance pour le système de Necker. Enfin, on ajoutait que le duc d'Orléans allait partager la disgrâce du ministre exilé. Ces détails, en dissipant tous les doutes, répandirent une consternation générale ; l'absence d'un seul homme parut une calamité publique² ; laissant après lui une haute idée de son intégrité et de ses talens³, il emportait dans sa retraite une effusion peu commune d'amour et de regrets.

C'était un jour de dimanche, et le désœuvrement de la classe ouvrière, en multipliant les attroupe-mens, allait rendre l'insurrection plus prompte et plus facile. Les partisans de troubles saisissent cette cir-

¹ Procédure du Châtelet. Déposition des cxx^e et cxxvi^e témoins.

² GRIMM (*Correspondance littéraire par le baron*), t. V, p. 97.

³ PUISAYE (*Mém. du comte J. de*), t. I^{er}, p. 260.

constance, et ne parlent de la disgrâce du premier ministre qu'avec les accens de la fureur. Ils pronostiquent au peuple qu'elle amènera la famine, aux rentiers la banqueroute, aux marchands la guerre civile. Nous n'avions qu'un protecteur, ajoutaient-ils, et on nous l'enlève. L'ordre de suspendre les spectacles et les jeux publics s'élève du milieu de la foule qui remplissait le jardin et les galeries du Palais-Royal¹. Cet ordre, donné par des citoyens sans caractère public, est respecté et suivi mieux que ceux de la police. L'exaltation était au plus haut degré; au milieu des groupes on remarquait des figures portant sur leur front la rougeur de la colère et la pâleur du désespoir. C'était moins par amour pour Necker que par l'intime conviction que ce ministre avait des intentions pures et une conscience que rien ne pouvait faire plier.

Un jeune avocat de Guise, appelé Camille-Desmoulins, condisciple de Robespierre, et comme lui élevé aux frais du gouvernement, végétait jusqu'alors du produit des odes et des sonnets composés en l'honneur des ministres. Étourdi, méchant et colère, il se déclare l'orateur de la populace, et paraît dès ce jour destiné à devenir un des énergumènes les plus dangereux. Habitué du Palais-Royal, passant sa vie dans les cafés, il était chéri du peuple par des brochures périodiques où avec un style plein de verve il développait une foule d'idées brillantes, mais rem-

¹ *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. 1^{er}, p. 274.

plies de dévergondage. Entouré de cette jeunesse amie du bruit, du mouvement, et rêvant une réforme subite, radicale, il monte sur une table, et comme un forcené s'écrie à la foule rassemblée : « J'arrive
« de Versailles, Necker est renvoyé, c'est le signal de la
« Saint-Barthélemy des patriotes. Vingt barils de pou-
« dre vont faire sauter nos députés; cent canons, des
« hauteurs de Montmartre et de Belleville, sont bra-
« qués sur Paris. La Bastille est remplie de grilles à
« boulets rouges et de mortiers qui vont vomir sur
« nous le ravage et la mort; entendez les bataillons
« suisses et allemands, ils sortent du Champ-de-Mars
« pour nous égorger; hommes, femmes, enfans,
« personne ne sera épargné, nous n'avons plus qu'à
« courir aux armes. »

En disant ces mots, il sort de sa poche des pistolets et s'écrie : « Que tous les citoyens m'imitent. » Puis il arrache une feuille d'arbre dont il fait une cocarde verte et proclame la liberté en criant de nouveau *aux armes ! aux armes !* La multitude qui l'écoute, électrisée par son audace, pousse et répète au loin les mêmes cris; on s'anime, on s'excite, les arbres sont aussitôt dépouillés de leurs feuillages qui servent de signe de ralliement à des milliers de citoyens. La foule réunie dans les cafés, aux portées des théâtres, se joint à celle des spectateurs¹. Une tourbe d'hommes, dont les vêtemens annoncent la misère, avides de désordres, s'exhalent en horribles

¹ *Moniteur* du 17 au 20 juillet 1789, p. 85, col. 2.

² BEAULIEU (*Biographie universelle*, article *Desmoulins*.)

menaces contre les ministres, les princes et la reine, puis ils se dispersent et courent donner le signal de l'insurrection dans les quartiers les plus reculés de Paris.

En même temps un gros de citoyens enlève de l'atelier d'un mouleur en cire le buste de Necker; on y joint celui du duc d'Orléans, quoique leurs vues et leurs positions fussent bien différentes. On les couvre de crêpes et on les porte dans les rues au milieu d'un cortège nombreux, accompagné d'hommes armés de bâtons ferrés, de haches, de fourches et de pistolets, marchant sur plusieurs files, en criant *chapeaux bas! vive Necker! vive d'Orléans!* Il paraît que dans cette ovation l'image du prince n'avait été jointe à celle d'un ministre regretté que parce que tous deux avaient été mis en tête sur la liste de ceux que la cour voulait proscrire¹; mais ceux qui se disent bien informés assurent qu'à la vue de l'image du prince plusieurs de ses agens secrets devaient le proclamer lieutenant-général du royaume, pendant que Mirabeau en ferait la proposition à l'Assemblée nationale². Un fait bien propre à fortifier ces conjectures, c'est que Camille-Desmoulins, provocateur de l'émeute, se disposait alors à épouser la maîtresse de Sillery dont il était le protégé.

Cette troupe arrivait en tumulte sur la place Vendôme lorsqu'un détachement de royal-allemand,

¹ *Révolut. de Paris*, par Prudhomme, du 12 au 17 juillet, p. 2.

² *Hist. des Causes secrètes de la Révol. franç.*, 1^{re} part., p. 49.

envoyé pour la dissiper, court aussitôt dans la rue Saint-Honoré, fond sur le rassemblement, et les deux bustes sont mis en pièces. La populace, effrayée, se réfugie dans le jardin des Tuileries. Le prince de Lambesc avec quelques cavaliers de son régiment entre dans le jardin en criant au peuple de se retirer; il continue à s'avancer vers le Pont-Tournant; là il est arrêté par une barricade de chaises amoncelées. Pendant qu'on travaillait à lever cet obstacle, les cavaliers de royal-allemand essuyèrent du haut des terrasses une grêle de pierres. Le prince de Lambesc leur fit tirer en l'air des coups de pistolets; mais la multitude, loin d'être effrayée, redouble de fureur et crie qu'il faut couper la retraite aux troupes. Le prince, voyant l'impossibilité de revenir sur ses pas à travers la foule qui grossissait derrière lui, aperçut un homme qui s'acharnait particulièrement à vouloir fermer la grille du Pont-Tournant; il le frappa de son sabre et lui fit une blessure légère. Ce fait, provoqué par une légitime défense, servit à calomnier le prince de Lambesc, et il s'en défendit dans des termes¹ qui caractérisaient bien la faiblesse des hommes chargés de réprimer les premiers attentats de la révolution.

Parvenu sur la place Louis XV, le détachement de royal-allemand joignit le régiment suisse Château-Vieux qui venait d'arriver; et quoique insultés, me-

¹ *Précis hist. et justific. de Charles-Eugène de Lorraine, prince de Lambesc.* — LAMETH (*Hist. de l'Assemb. const.*), t. 1^{er}, note, p. 30.

nacés et frappés par la populace, ils respectèrent l'ordre de ne pas verser le sang des citoyens. Cette circonstance atteste évidemment que l'intention de la cour était sans doute d'arrêter la marche trop rapide de l'Assemblée nationale, mais qu'il n'entra jamais dans son plan de sévir contre les habitants de la capitale.

Il serait difficile de peindre l'état de désordre, de fermentation et d'alarmes où se trouvait Paris. Une ville prise d'assaut et livrée à la fureur du soldat n'aurait pu présenter une image plus effrayante. Qu'on se figure la cavalerie débouchant de toutes les rues au grand galop pour se rendre aux postes assignés : des bandes de brigands, courant çà et là, cherchant à piller, suivis de femmes enivrées d'eau-de-vie, qui, pour les exciter, poussaient derrière eux des cris féroces. Du côté des faubourgs, un attroupement immense se porte vers l'Hôtel-de-Ville, et demande qu'on autorise le peuple à s'armer et qu'on fasse sonner le tocsin. Les salles sont encombrées; les fonctions de prévôt des marchands, d'échevins, de conseillers de ville, n'inspiraient aucun respect, aucune considération¹; l'intendant de Paris, le lieutenant de police, sont en fuite : le Châtelet cesse de juger, et le parlement lui-même, si puissant, si populaire, n'est plus rien pour un peuple soulevé. L'assemblée des électeurs se réunit aussitôt; mais sans président elle ne pouvait délibérer.

¹ Alex. LARONDE (*sur l'Hôtel-de-Ville de Paris*), Livre des Cent-et-Un Auteurs, t. XII, p. 340.

Néanmoins les électeurs allaient ordonner de délivrer le peu d'armes renfermées dans l'Hôtel-de-Ville, lorsque le peuple, dans son impatience, brise les portes et enlève des fusils et des sabres¹.

La nuit qui suivit cette journée terrible fut plus effrayante encore. Le ciel, voilé par d'épaisses ténèbres, était sombre et orageux ; au roulement du tonnerre se joignaient les cris lugubres et les imprécations de la multitude mêlés et confondus à des coups d'armes à feu partant de tous côtés. Les brigands, encouragés par l'impunité des excès dont ils s'étaient souillés la veille, courent incendier les barrières des faubourgs Saint-Jacques, Saint-Marceau et Saint-Antoine. Leur marche est tracée par des brandons enflammés ; une horrible clarté éclaire les forfaits de cette troupe de forcenés qui, luttant contre les gardes, s'efforcent de réduire en cendres les autres barrières. Pendant ce temps, des milliers de contrebandiers profitent du tumulte pour s'introduire dans Paris et effectuer leurs entreprises cupides.

Tantôt on annonçait que l'insurrection était générale et que Paris marchait sur Versailles, tantôt que les troupes du roi allaient fondre sur Paris. Déjà on croyait entendre le canon, on plaçait l'oreille contre terre pour s'en assurer. Dans cet affreux désordre, des pelotons de soldats du guet, de gardes françaises, des piquets de cavalerie, parcourent en vain les rues pour apaiser une population agitée

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. II, p. 82.

par la crainte et la fureur. Il y eut aussi des patrouilles de citoyens de toutes les classes, de tous les âges ; ainsi qu'on l'avait vu durant les guerres civiles, des femmes parurent le mousquet ou la pique sur l'épaule. A la marche tantôt sourde, tantôt bruyante et animée de toute cette cohue, effrayante à voir, horrible à entendre, on eût dit que tout un peuple en colère et ivre de vengeance s'apprêtait à renverser un trône.

Au point du jour (13 juillet), des affiches annoncèrent le renouvellement du ministère. Le maréchal de Broglie était ministre de la guerre, la Galaisière remplaçait Necker, Foulon avait l'intendance de la marine, Lavauguyon les affaires étrangères, et le baron de Breteuil présidait ce nouveau conseil¹, où il n'y avait de conservé que Laurent de Villedeuil, pour le département de Paris, et M. de Barentin comme garde-des-sceaux ; tout se réunissait pour augmenter la crainte et redoubler l'effervescence, lorsque la nouvelle de ce grand changement mit le comble à l'indignation publique. M. de Breteuil, principal auteur d'un coup d'État auquel la politique prescrivait de ne recourir qu'après en avoir assuré les moyens d'exécution, avait été bien loin d'en prévoir les conséquences. Mais quand même on serait parvenu à éteindre par la force la violence des cris populaires, où aurait-on trouvé d'une ma-

¹ *Moniteur* du 13 au 15 juillet 1789, p. 77, col. 1^{re}. (Alors le *Moniteur* n'était pas quotidien. Sa publication était irrégulière, et quelquefois il renfermait les événemens de plusieurs jours.)

nière légale les ressources impérieusement réclamées pour le maintien de l'ordre et de la paix ? Des actes de rigueur auraient-ils ranimé le crédit ? Les impôts eussent-ils été plus aisément perçus, et après deux assemblées de notables, vainement convoquées, après des états-généraux dissous avec violence, les difficultés administratives et financières, qui menaçaient de tout paralyser, ne se seraient-elles pas reproduites sous des formes encore plus alarmantes ?

Le départ de Necker et l'élévation du baron de Breteuil, après avoir soulevé la capitale, produisit à Versailles la même sensation, et si la surprise et le mécontentement se manifestèrent avec moins de fureur, les mesures que ces événemens provoquèrent au sein de l'Assemblée contribuèrent aussi à renverser les espérances de la cour. Les députés consternés se rendirent de grand matin dans la salle des Etats ; ils étaient mornes, mais leur tristesse venait bien plus d'indignation que d'abattement. Mounier ouvrit la séance. Pour bien suivre la marche d'une révolution sans exemple, nous devons faire connaître le discours de cet orateur, dont le caractère ferme et l'esprit éclairé allaient être d'un si grand poids dans les déterminations de l'Assemblée.

« Messieurs, dit-il, le roi a convoqué les états-généraux pour la régénération du royaume. On a prononcé les mots : *Liberté, félicité publique* ; ils ont réveillé l'animosité de ceux qui sont intéressés à maintenir le peuple français dans la servi-

« tude. Ils se sont ligüés pour protéger les abus ; ils
« ont entouré le trône, et nous avons déjà plusieurs
« fois éprouvé les funestes effets de leurs intrigues ;
« ils sont parvenus à priver de la confiance du roi
« de vertueux ministres... Sans doute le roi a le
« droit de les changer, mais dans ce moment de
« crise, l'Assemblée doit lui rappeler les dangers
« auxquels on expose la France en remplaçant des
« fonctionnaires chéris par des hommes¹ qui ont
« manifesté des principes contraires au bien public.
« Par cette démarche vous prouverez que l'appareil
« militaire ne saurait vous intimider et qu'aucun
« obstacle ne peut enchaîner votre zèle. Je propose
« donc qu'il soit fait au roi une adresse pour le sup-
« plier de rappeler les ministres disgraciés, pour
« lui représenter que l'Assemblée nationale ne peut
« avoir aucune confiance dans ceux qui leur ont
« succédé, et pour lui déclarer enfin qu'elle ne con-
« sentira jamais à une honteuse banqueroute¹. »

Parmi les députés empressés à défendre la motion de Mounier, Lally-Tollendal se fait remarquer ; il s'avance d'un air triste, et prononce avec l'accent de la plus vive douleur un panégyrique éloquent de la conduite de Necker qu'il appelle *le ministre vertueux*, après l'avoir peint victime des conseillers pervers qui entouraient le trône ; il sollicite pour lui des témoignages solennels d'estime et de regrets. Le comte de Virieu, à la suite d'un discours où respiraient des sentimens conformes à ceux de Mou-

¹ *Moniteur* du 10 au 13 juillet 1789, p. 75, col. 2 et 3.

nier et de Lally, veut qu'on se rallie par un nouveau serment. « Confirmons, consacrons, dit-il, les cé-
« lébres arrêtés du 17 juin, unissons-nous à cette
« résolution magnanime prise au jeu de paume;
« jurons tous, oui, tous les ordres réunis, d'être fi-
« dèles à ces glorieux arrêtés qui seuls aujourd'hui
« peuvent sauver le royaume; à ces cris, à ces nom-
« breux applaudissemens que manifestent vos vœux,
« s'écria-t-il avec transport, puis-je hésiter plus long-
« temps? Oui, j'y serai fidèle, je m'y réunis de toutes
« les puissances de mon âme; jamais, jamais je ne
« me séparerai de vous que quand nous aurons
« rempli l'importante tâche qui nous est prescrite;
« oui, nous ferons trembler les coupables qui vou-
« draient faire perdre à la France le fruit des opéra-
« tions de cette noble assemblée ¹. »

« — Il est inutile de renouveler nos sermens, re-
« partit Clermont-Tonnerre, la constitution sera
« faite ou nous cesserons d'exister; mais il est des
« maux plus pressans, Paris est dans une affreuse
« fermentation; on s'y égorge, et les troupes y pré-
« sentent deux spectacles également effrayans; des
« soldats indisciplinés appartiennent à l'anarchie,
« et les soldats disciplinés sont dans la main du des-
« potisme: qu'on éloigne les troupes, qu'on rappelle
« les victimes de l'arbitraire, et tout rentrera dans
« l'ordre. » L'enthousiasme redouble pour les minis-
tres renvoyés, et l'on croyait n'avoir plus rien à

¹ *Moniteur* du 13 au 15 juillet 1789, p. 76, col. 2. — FERRIÈRES
(*Mémoires du marquis de*), t. 1^{er}, p. 115.

ajouter aux pompeux éloges donnés à Necker, lorsque Gouy-d'Arcy cite pour les lui appliquer les paroles éloquentes de Tacite, peignant dans ses *Annales* les regrets qu'excita dans Rome la mort violente de Burrhus¹. Bientôt le mot de constitution devint un cri de ralliement, auquel se réunirent MM. de La Rochefoucauld, Custines et Lepelletier Saint-Fargeau.

Il fallait écarter par la terreur les nouveaux conseillers du trône, jugés hostiles aux volontés nationales²; c'est ce que fit le député Biauzat, en prouvant la nécessité de rédiger sur-le-champ l'article constitutionnel de la responsabilité des ministres. Dans cette violente discussion, l'abbé Grégoire tonna contre les successeurs de Necker, avec une telle violence, que l'archevêque de Vienne se crut obligé de l'interrompre pour lui rappeler qu'il le voyait avec douleur se servir d'expressions qui ne devraient jamais sortir de la bouche d'un ministre de paix³.

La discussion était des plus animées lorsque le député Guillotin apporte une adresse des électeurs de Paris, qui, après avoir peint la situation cruelle de la capitale, demandaient l'établissement d'une milice bourgeoise pour rétablir la tranquillité. L'Assemblée allait délibérer sur cette demande, lorsqu'un courrier venu de Paris donna au président des dépêches; la circonspection qu'on mit à les tenir

¹ Taciti *Annalium*, lib. XIV, § LI.

² LALLY-TOLLENDAL (*Mémoires de*), p. 66.

³ *Moniteur* du 13 au 15 juillet 1789, p. 77, col. 5.

secrètes redoubla les alarmes; pendant plusieurs minutes les députés parurent frappés de stupeur¹. Peu à peu les esprits se raniment, l'imminence du danger exalte les courages, et à la suite d'une délibération unanime, l'Assemblée nomme deux députations, l'une pour aller solliciter l'éloignement des troupes et le retour des ministres disgraciés, l'autre pour porter à Paris la réponse du roi, si elle était favorable.

Louis XVI, instruit de la détermination qui venait d'être prise, admit la députation aussitôt qu'elle lui fut présentée; l'archevêque de Vienne, qui portait la parole, commença par ces mots : *l'Assemblée nationale*... « Dites les états-généraux », repartit le roi; mais le prélat, après avoir gardé un moment le silence, reprit son discours, et sans respect pour l'ordre qu'il venait de recevoir, répéta la même expression²; il termina en déclarant à Sa Majesté qu'il ne pouvait lui déguiser que le changement des ministres était la première cause des malheurs publics. Le roi répondit seulement en ces mots, au sujet de la demande faite par les électeurs : « Je vous ai déjà fait connaître mes intentions sur les mesures que les désordres de Paris m'ont forcé de prendre, c'est à moi seul à juger de leur nécessité, et je ne puis à cet égard apporter aucun changement. Quelques villes se gardent d'elles-

¹ *Moniteur* du 13 au 15 juillet 1789, p. 78, col. 2.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. I^{er}, p. 312. — BEAULIEU (*Essai hist.*), t. I^{er}, p. 328.

« mêmes, mais l'étendue de cette capitale ne permet pas une surveillance de ce genre. Poursuivez l'accélération de vos importans travaux, dont je ne cesse de vous recommander la suite. »

La fermeté inattendue de cette réponse ranima les espérances du parti de la cour, et lui persuada que la royauté se maintiendrait en déployant toute l'étendue de son autorité. Le comte d'Artois, chef impétueux de ce parti, avait réellement conçu le projet de s'assurer du duc d'Orléans, de faire arrêter soixante-quatre députés des plus ardents de l'Assemblée, et de forcer les autres à accepter la déclaration du 23 juin. Quelques jours auparavant, il dit à un de ses confidens, qui depuis s'en est fait un titre de gloire, qu'il était bien loin de désespérer du sort de la noblesse : *Il faut trancher le nœud*, ajouta-t-il; *sans doute il en coûtera bien des têtes, mais il faut qu'il en saute plus d'une*¹. Les mémoires du royaliste le plus loyal et le plus sincère attestent aussi que l'exécution du projet tramé par la cour fut remise au lendemain².

Réduits à cette extrémité, les députés, forcés d'opter entre le choix de la révolte ou d'une entière soumission aux volontés du trône, s'indignent de leur apparente modération au milieu de l'effervescence générale. On propose divers arrêtés sans pouvoir se fixer sur aucun. Enfin, Chapelier lève

¹ CLEMONT DE GALLERANDE (*Mém. sur la Révol. française.*), t. I^{er}, p. 98, et note *idem*.

² FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. I^{er}, p. 121.

toutes les incertitudes ; il reproduit avec art la motion si importante et si décisive de Biauzat, et fait déclarer que les nouveaux ministres seront responsables sur leur tête de toute entreprise contraire aux droits de la nation. Cette motion, dans une circonstance où le gouvernement avait peine à trouver des hommes assez fermes pour le faire respecter, intimida ceux qui voulaient le servir, et ranima le parti qui s'app préparait à le combattre. Elle fit surgir des mesures plus ou moins hardies qui, non seulement portèrent l'Assemblée à donner à Necker des témoignages éclatans d'estime et de reconnaissance, mais encore à lui faire décréter qu'il ne pouvait exister d'intermédiaire entre elle et le roi ; qu'elle persistait dans tous les actes et décrets précédemment promulgués, et que, jusqu'à nouvel ordre, elle resterait en séance permanente.

Le grand âge de l'archevêque de Vienne ne lui permettant pas de continuer sans interruption les pénibles fonctions de la présidence, il pria qu'on lui adjoignît un collègue capable de le remplacer : tout avait été concerté, et la demande de l'archevêque, et le choix de l'homme qui devait le suppléer. Lafayette obtint la vice-présidence à la grande majorité des suffrages ; il promit, au milieu des applaudissemens, d'employer tous ses efforts pour maintenir la paix et consolider la liberté publique¹. Ici les faits se pressent, les événemens surabondent,

¹ *Moniteur* du 13 au 15 juillet 1789, p. 78, col. 3.

et les pages nous manquent. La révolution va sortir de son ordre moral pour entrer dans son action rapide et violente; une insurrection de quelques heures renversera l'édifice d'une monarchie assise sur quatorze siècles d'antiquité!

LIVRE TROISIÈME.

LA BASTILLE.

Pillage du couvent Saint-Lazare. — Les prisons sont ouvertes. — Portrait du prévôt Flesselles. — Insurrection, des électeurs et des districts. — Armement des Parisiens. — Couleurs nationales. — Éthys de Corny. — Pillage des Invalides. — Attaque de la Bastille. — Défense du gouverneur. — Sa mort. — Assassinat de Flesselles. — Moreau de Saint-Méry. — Alarme dans Paris. — Sécurité et joie à Versailles. — Le duc de Liancourt. — Députation au roi. — Faction d'Orléans. — Discours du roi à l'Assemblée. — Joie du peuple. — Portrait de Lafayette. — De Bailly. — Rappel de Necker. — Départ du roi pour Paris. — Sa réception à l'Hôtel-de-Ville. — Son courage. — Retour à Versailles. — Émigration des princes et des ministres. — Armement des Français. — Plan de Mûnabeau et d'Adrien Dupont. — Il soulève la France entière.

QUE faisaient dans ces momens d'alarmes les ministres qui, en réunissant tant de moyens de défense, avaient soulevé les flôts d'une immense population? Quelques bataillons rassemblés sur les boulevards, pour seconder les troupes des Champs-Élysées et du Champ-de-Mars, y passèrent la nuit sous les armes, attendant vainement les ordres qu'on devait leur donner; et quoique le duc du Châtelet et le baron de Bezenval, avec leur état-major, fussent réunis à l'hôtel Bertin, ils ne prescrivirent

rien, et ne songèrent pas même à renforcer la garnison de la Bastille violemment menacée. Jamais ces militaires courtisans n'avaient vu tout un peuple animé d'une même pensée, ne poussant qu'un seul cri, et contre lequel l'appareil des forces militaires, le langage des lois et de l'autorité leur parurent être également impuissans. La cour, étonnée de la résistance, en fut effrayée; dépourvue de courage et n'osant effectuer des plans dont elle entrevoyait le danger, elle passa successivement de l'espérance à la crainte, et des menaces les plus violentes aux mesures les plus pusillanimes.

Les révolutionnaires, au contraire, dont la marche était ferme et assurée, ne firent aucune trêve à leurs hostilités. Le lundi, à trois heures du matin, une multitude armée de massues, de bâtons et de piques, sous prétexte de la disette, assiégea le couvent Saint-Lazare, en criant *du pain! du pain!* Les religieux leur firent distribuer des vivres. Lorsque les bandits se furent assouvis, ils demandèrent des armes pour défendre le tiers-état. Affirmant qu'il y en avait de cachées, ils pillèrent la maison. Rien n'échappa à leur rage : après avoir enlevé plusieurs charrettes chargées de provisions¹, ils auraient incendié le couvent, si des gardes françaises, accourus avec des pompiers, n'eussent arrêté les progrès des flammes. Sur un autre point, la populace fit ouvrir les portes du Garde-Meuble; les effets

¹ PAUDHONNE (*Révolutions de Paris*), lundi 13 juillet, p. 7.

précieux qu'il renfermait commençaient à être sac-cagés, quand une voix, sortie de la foule, s'écria : *Tout ceci est à la nation !* Ce mot magique fit cesser le désordre. Mais, sans rien dévaster, toutes les armes qu'on put trouver furent enlevées en un clin d'œil. On traîna sur la place de Grève deux canons d'argent envoyés autrefois à Louis XIV par le roi de Siam. Les riches armures de nos preux chevaliers tombent entre les mains du peuple. La lance de Dunois et l'épée d'Henri IV sont portées par le premier chiffonnier qui s'en empare.

En même temps l'hôtel de la Force est assiégé ; cette prison, étant mal gardée, la multitude en enfonce les portes, et tous les prisonniers renfermés pour dettes, ainsi que les filles de mauvaise vie, sont mis en liberté. Environ cinq cents criminels, détenus dans la Conciergerie, informés qu'on ouvrait les prisons, pour hâter leur délivrance dépavent la cour et s'arment comme ils peuvent. Les mêmes hommes qui venaient de délivrer les prisonniers de la Force, étant appelés au secours, firent une distinction entre ceux-ci et les criminels de la Conciergerie ; ils châtièrent les plus mutins, et, après avoir désarmé les autres, ils les remirent aux fers.

Les bandes insurgées, en parcourant la capitale, se multipliaient et se renforçaient à chaque instant. Leurs vociférations et leurs menaces épouvantaient les Parisiens de bonne foi. Ceux-ci, par l'adresse des instigateurs de la sédition, croyant avoir à se défendre et contre les malfaiteurs et contre le gou-

vernement, demandaient qu'on donnât des armes à tous les citoyens. Le tumulte et le désordre s'élevèrent à un tel degré de violence qu'on entendait à peine le bruit sourd et sinistre du tocsin qui, depuis le commencement de l'insurrection, n'avait cessé de sonner. Les soixante cloches des soixante districts, au signal de celles de l'Hôtel-de-Ville, s'ébranlaient toutes à la fois. A ce vacarme effrayant, les drapeaux de la cité sont déployés, les maisons sont fortifiées, les rues dépavées et coupées par des fossés ou des barricades¹; sur tous les points on établit des postes: hommes, femmes, enfans, se consacrent à les défendre, et tout cela fut l'ouvrage de deux heures²!

La populace assemblée demande aux électeurs en permanence du pain et des armes. Ceux-ci répondent qu'ils n'ont point l'administration de la ville; la multitude s'écrie: « Faites venir le *prevôt des marchands**. » C'était alors M. de Flesselles, qui, dans les troubles de Bretagne, comme maître des requêtes, avait pris parti pour d'Aiguillon contre La Chalotais. Trop attaché à la cour pour rien entreprendre contre elle, il était aussi trop faible pour combattre la sédition, et ce manque de courage lui devint aussi fatal qu'une résistance héroïque. N'ayant pas répondu à l'invitation de se rendre à

¹ CLERMONT DE GALLESBASSE, (*Mém. sur la Révol. franç.*), t. 1^{er}, p. 126 et 127.

² *Tabl. hist. de la Révol.*, par P. Quenard, représentant de la Commune de Paris en 1789-1790, t. 1^{er}, p. 44.

* Le *prevôt des marchands* avait alors les attributions qu'ont aujourd'hui les maires.

l'Hôtel-de-Ville, trois électeurs allèrent le chercher et l'amènèrent au milieu des applaudissements. Bientôt après Ethys de Corny, procureur du roi, et les échevins Buffaut, Vergne, Rouen et Sageret, avec le greffier Veitard, se réunirent au bureau des administrateurs de la ville.

Les électeurs réunis au corps municipal, dont la plupart des membres se montraient favorables aux idées nouvelles, s'installent comme magistrats provisoires¹, et nomment M. de Flesselles pour leur président. D'après le plan tracé par Mirabeau et ses amis², ils deviennent les intermédiaires entre l'Assemblée nationale et les acteurs d'une révolte dont ils vont se déclarer les véritables régulateurs. Sans eux elle n'eût été qu'une horrible confusion, qu'un vrai chaos, capables de faire détester le motif pour lequel on l'avait entreprise. Aussi, quoique le mouvement fût dirigé contre les institutions monarchiques, ils le firent au nom de l'intérêt du monarque; car il fallait, pour que l'insurrection fût soudaine et générale, qu'aucun corps, aucune administration, ne pût, par sa résistance, offrir un point d'appui à l'autorité dont on voulait s'affranchir.

Au bruit du tocsin, les citoyens des soixante districts de Paris accoururent aussitôt dans les soixante églises où ils s'étaient rassemblés pour choisir les

¹ *Procès-verbal de l'Assemb. des Électeurs de Paris*, t. I^{er}, p. 186.
— DULAURE, t. I^{er}, p. 108.

² BEAULIEU (*Essai hist. sur la Révol. franç.*), t. II, p. 36.

électeurs. Ils se constituent en autant d'assemblées délibérantes, et nomment dans chaque district un comité permanent. C'est à l'imprudence de Necker qu'appartenait l'honneur de cette funeste organisation qui, devenue la base du gouvernement populaire, donna naissance au pouvoir monstrueux que s'arrogèrent par la suite les comités et la commune de Paris.

Les électeurs, forts d'un appui qui assure leur empire sur toute la population parisienne, se hâtent d'organiser l'insurrection en établissant une correspondance réglée entre eux et les districts; ils forment aussi un comité permanent chargé de veiller à l'approvisionnement de la capitale. Alors l'autorité passa tout entière dans leurs mains. Au milieu du désordre, tout devint action; mais les électeurs, qui se croyaient les chefs suprêmes, étaient forcés d'obéir aux comités de districts dont ils n'étaient que les mandataires, de sorte que ces fonctionnaires improvisés, obéissant à la multitude, allaient se trouver complices des plus affreux attentats.

La première chose dont ils s'occupèrent fut la prompte formation d'une milice bourgeoise, que depuis plusieurs jours on ne cessait de demander, et dont la force fut provisoirement fixée à quarante-huit mille hommes. Les soixante arrondissemens ou districts de Paris s'organisent en seize quartiers ou sections; chaque arrondissement fournit un bataillon, et les soixante bataillons devaient former seize légions portant chacune le nom de sa

section *. Le comité se réserva la nomination des officiers d'état-major ; on laissa seulement aux districts la faculté d'élire les officiers de leur bataillon. M. de La Salle d'Offremont, directeur de l'Arsenal, qui avait brigué les honneurs d'un libéralisme précoce, fut appelé au commandement en chef de cette armée, appelée jusqu'alors *milice parisienne* **.

Les clercs du Châtelet, ceux du Palais, les élèves en droit et en médecine vinrent comme corporation offrir leurs services. Les hommes de toutes les conditions, des vieillards même sous le nom de vétérans, accoururent aussi pour se faire inscrire. Les pères présentaient leurs enfans à peine adolescents. On eût dit qu'une puissance invisible frappait la terre pour faire sortir de son sein des soldats prêts à combattre. Et cette immense force publique allait être à la disposition de toutes les autorités, hormis celle du roi ! La cocarde verte jusqu'alors avait été à la mode, mais elle fut proscrite en haine du comte d'Artois, dont la maison portait cette couleur, et qu'on accusait d'avoir provoqué le renvoi de Necker. On adopta le ruban rose et bleu, couleurs de la ville¹, auxquelles on joignit la couleur blanche des militaires pour mieux marquer

* L'Université voulant jouer un rôle, comme autrefois, formait le soixante-unième district, mais elle ne comptait que pour avoir nommé deux électeurs.

** Nous verrons plus tard que Lafayette fut le premier à donner à cette milice le nom de *garde nationale*.

¹ ANQUETIL (*Histoire de France*), t. IX, p. 250.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. I^{er}, p. 308.

l'alliance étroite qui devait exister entre les citoyens et les soldats *. L'union de ces trois couleurs fut adoptée avec empressement par l'Assemblée nationale; elle vit dans ce signe de ralliement l'image symbolique de la fusion des trois ordres en une seule assemblée. Telle est la véritable origine de la *cocarde tricolore*; dès lors personne ne put sans danger se dispenser de la porter. Les femmes même l'adoptèrent, ainsi que les magistrats et les ecclésiastiques. Les plus honnêtes gens s'associèrent à ce mouvement. L'enthousiasme était pur et sincère; car chacun croyait agir dans l'intérêt du roi.

Il manquait à cette milice de l'argent et des armes; au moyen de la caisse de l'Hôtel-de-Ville) où se trouvaient trois millions, on fit face aux dépenses les plus urgentes; des fusils furent commandés, et cinquante mille piques devaient être fabriquées en trente-six heures. Depuis la veille, les enclumes ne cessaient de retentir sous les coups redoublés du marteau. Tout le fer disponible était forgé et métamorphosé en instrumens meurtriers. Le plomb fondu se changeait en balles. Des faux tranchantes, des lances acérées étaient fixées aux bouts de longs bâtons; enfin, des haches, des marteaux et jusqu'à de pesantes massues sortaient de toute part pour armer des bras nerveux.

Ces moyens, quoique rapides et extraordinaires, étaient encore insuffisants; la multitude, dans son

* Note communiquée par le général Lafayette.

impatience, voulait qu'on lui ouvrit les arsenaux. M. de Flesselles, à la tête du comité permanent de la commune, répondait vaguement à tout ce qu'on lui demandait; ses promesses ne s'effectuant pas, on commença à murmurer contre lui. Il avait indiqué le couvent des Chartreux comme renfermant des armes, on y courut, et l'on revint sans en avoir trouvé. Cette déception accroît la méfiance contre le prévôt des marchands; le peuple l'accuse de vouloir tromper ses administrés, et, dans sa fureur, désarme les soldats du gué et enlève de la boutique des arquebusiers toutes les armes qui s'y trouvaient.

En organisant la milice, le comité des électeurs envoya des députés aux gardes françaises, pour les exciter à seconder le mouvement populaire. Quoique peu disposés à défendre les intérêts de la cour, ces soldats ne pouvaient néanmoins se décider à trahir leurs devoirs, et c'était en vain que le marquis de Valadi continuait auprès d'eux ses moyens de séduction. Un sentiment honorable les attachait encore à leurs drapeaux, lorsqu'un nommé Gouchon, appelé depuis l'orateur du faubourg Saint-Antoine, parvint à consommer leur défection en leur parlant le langage du peuple. Après une longue résistance, ces gardes, au nombre de douze cents, vinrent s'unir aux citoyens insurgés, et selon l'expression de ces temps-là, ils eurent la gloire de donner aux autres régimens *le signal et l'exemple du patriotisme*¹. Les gardes françaises, privés de

¹ DAUON (*Éloge du général Hocke*)

leurs officiers qu'ils ne voyaient à leur compagnie que les jours de parade, affranchis de toute discipline, en partageant les transports de la multitude, reçurent d'elle le titre de soldats de la patrie, et la promesse des places d'officiers dans la milice parisienne. Tout ce que l'homme désire avec le plus d'ardeur, l'argent, les femmes, le vin, tout leur était prodigué, et ce fut au sein de l'intempérance que des militaires, modèles de l'ancienne armée, abjurèrent cette admirable discipline qui faisait la force de l'Etat.

Tandis que les électeurs et les districts achevaient de briser les ressorts du gouvernement, et s'appropriaient le pouvoir pour renverser l'autorité royale, les nouveaux ministres, plus présomptueux que capables, attribuant tous les excès commis la veille à une poignée de brigands facile à dissiper, n'en avaient, ou du moins n'en témoignaient aucune inquiétude, et paraissaient ne s'occuper que des détails de leur installation. Cependant la population que l'on avait organisée militairement, fière de ses succès et de son attitude, s'écriait dans son impatience : « A quoi sert qu'on nous donne le « titre de *soldats*, si nos mains sont privées des « armes qui peuvent seules assurer le repos et con- « quérir la liberté. » On savait qu'il y en avait un dépôt considérable aux Invalides, et que même on y avait fait transporter récemment celles de l'Arse-
nal ; alors les agitateurs du Palais-Royal se rendent sur la place de Grève, obstruée par une foule im-

mense et crient à la multitude : *Allons aux Invalides !* Bientôt ce cri devient unanime, et marque l'impérieuse volonté d'un peuple furieux, qui déjà s'irritait de la lenteur que ses chefs apportaient à lui procurer des armes.

Ethys de Corny, d'après l'ordre du comité¹, descend aussitôt de l'Hôtel-de-Ville pour se mettre à la tête du peuple (13 juillet), et sans être retenu par la crainte des troupes qui campaient au Champ-de-Mars, il s'avance vers les Invalides et demande à parler au gouverneur : c'était Sombreuil, vieillard presque octogénaire, et qui, gardien d'un dépôt de trente mille fusils, se trouvait depuis deux jours dans une anxiété extrême. Ce général avait déclaré au baron de Bezenval qu'il ne fallait point compter sur la résistance des invalides, et que si les canonniers recevaient l'ordre de charger leurs pièces, ils les tourneraient contre l'appartement de leur gouverneur².

Dans ce moment, on lui annonce qu'Ethys de Corny, suivi d'un grand nombre de citoyens, demande à lui parler. Sombreuil, sachant qu'il allait recevoir le procureur du roi et plusieurs bourgeois honorablement connus, s'avance à la tête de son état-major, leur fait ouvrir la grille et leur permet d'entrer. Cette députation introduite déclare qu'elle a pour mission de faire une recherche dans l'hôtel et de distribuer aux citoyens les armes

¹ *Moniteur* du 20 au 21 juillet 1789, p. 90, col. 1.

² BEZENVAL : (*Mém. du baron de*), t. II, p. 364 et 365.

qu'elle trouverait. Sombreuil répondit : « Les de-
« voirs de ma place ne me permettent pas d'adhé-
« rer à cette demande, mais je viens d'envoyer un
« courrier à Versailles, et les instructions qu'il
« m'apportera décideront de ma conduite. »

Durant cette négociation, quarante mille hommes rassemblés, furieux de ce retard, demandaient à grands cris à enlever d'assaut l'hôtel des Invalides. Ethys de Corny devint plus pressant et le vieux Sombreuil plus timide, au point qu'il rentra dans ses appartemens pour consulter son état-major. La multitude attribua cette démarche à des préparatifs de défense. Animée par une voix qui s'écrie que l'hésitation ne servait qu'à multiplier les difficultés, elle s'élance dans les fossés, escalade les parapets et les grilles en poussant des hurlemens affreux. Sombreuil avait l'ordre de repousser la force par la force, si des brigands se portaient aux Invalides; mais que pouvait-il faire avec des soldats peu disposés à lui obéir, et lorsqu'il voyait que les dix mille hommes campés au Champ-de-Mars ne s'ébranlaient pas pour le défendre? D'ailleurs cette foule de citoyens, conduits par un fonctionnaire public, n'étaient point les brigands spécifiés dans ses ordres; ces circonstances réunies auraient placé le gouverneur le plus ferme dans une cruelle perplexité.

Sombreuil, forcé de céder aux événemens, fit ouvrir les portes de l'hôtel; en un instant les salles, les caves, les greniers, les chambres et les jardins

furent livrés à un peuple furieux. L'impulsion était si générale et si conforme à la direction des esprits, que les invalides eux-mêmes s'empressaient d'indiquer les dépôts d'armes qu'on leur avait confiés. Le plus considérable était dans le souterrain du dôme de l'église. Cinq à six mille forcenés s'y précipitent. Les premiers entrés sous ces voûtes sombres, pour n'être pas étouffés en sortant, sont réduits à se frayer un passage en menaçant de leurs baïonnettes la foule qui obstruait les issues¹. Tout fut enlevé, et une grande partie de la milice parisienne se trouva armée en un instant. Vingt bouches à feu, dont dix de gros calibre, disparurent des Invalides comme par enchantement; de simples ouvriers surent les manier et s'en servir. On vit même le curé de la paroisse de Saint-Etienne-du-Mont conduire les canons dont on venait de s'emparer². En même temps un bateau chargé de poudre qu'on faisait sortir de Paris fut arrêté au port Saint-Nicolas; cette poudre, portée en triomphe à l'Hôtel-de-Ville, fut aussitôt distribuée au milieu de la plus effroyable confusion.

Tous les postes importants furent aussitôt gardés, et l'on plaça des pièces en batterie sur les points les plus exposés à l'attaque, ou désignés comme favorables à la défense. Un corps nombreux de citoyens armés, après s'être rangé en bataille vis-à-vis les régimens campés au Champ-de-Mars, semblait les

¹ HUMBERT (*Journal de J.-Bapt.*), p. 7 et 8.

² PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), nos du 12 au 17 juill. 1789, p. 10.

défier; mais leur inaction prouva combien la cour s'était abusée en comptant sur eux. Dès ce moment les communications sont interrompues avec Versailles; on arrête plusieurs courriers qui en venaient; leurs dépêches sont ouvertes et lues publiquement : une d'elles était adressée à Delaunay, gouverneur de la Bastille; elle lui ordonnait de tenir jusqu'à la dernière extrémité.

La connaissance de cet ordre était d'autant plus importante pour les insurgés, que leurs chefs se proposaient d'attaquer cette forteresse. Bâtie vers la fin du quatorzième siècle entre la capitale et le faubourg immense de Saint-Antoine, elle paraissait n'avoir été construite que pour contenir et brider les habitants. La Bastille, après avoir joué un grand rôle durant les guerres civiles, était alors une prison d'Etat. Voltaire, Sainte-Foix, Mirabeau, Linguet et plusieurs autres écrivains du dix-huitième siècle, en parlant des rigueurs qu'on y éprouvait, les avaient exagérées au point que ce lieu passait aux yeux de la multitude pour le sanctuaire du despotisme le plus cruel et le plus ombrageux. Le peuple, en voyant ses hautes tours, ses énormes ponts-levis et ses épaisses murailles, avait pris l'habitude d'en regarder la conquête comme une allusion à la victoire que l'indépendance voulait remporter sur la royauté.

Dans la nuit du 13 au 14 juillet quelques coups de fusils avaient été tirés sur les sentinelles du rempart de la Bastille. Cet acte d'hostilité n'eut

aucune suite; mais vers les dix heures du matin, des jeunes gens, excités par les instigateurs de l'insurrection, demandèrent à parler au gouverneur. Le factionnaire leur ayant refusé l'entrée, une députation plus nombreuse succéda à la première. Delaunay, l'ayant reçue sur le petit pont-levis, on le somma de donner des armes et des munitions. Il s'y refusa, en ajoutant toutefois qu'il en délivrerait si elles étaient exigées par des agents de l'autorité municipale¹. Mais l'impatience de la foule témoin de cette scène était si grande qu'elle essaya de forcer l'entrée. L'injonction de se retirer ayant été répétée trois fois inutilement, et même quelques coups de fusils étant partis du côté des assaillans, Delaunay fit faire deux décharges qui, sans blesser personne, dissipèrent cet attroupement. Au bruit des coups de fusils, de nouveaux groupes se forment et arrivent de toutes parts, les uns se disant envoyés par l'assemblée des électeurs, les autres par les districts.

Delaunay donna l'ordre de laisser entrer M. Belon, officier de l'*Arquebuse*, député par l'Hôtel-de-Ville, et l'avocat Thuriot de la Rozière, qu'envoyait le district du quartier Culture Sainte-Catherine, pour inviter le gouverneur à faire changer la direction des canons qui, braqués sur Paris, excitaient l'alarme dans plusieurs quartiers. Il les reçut avec politesse, et leur déclara qu'il n'avait aucune intention hostile; il eut même l'imprudence d'avouer

¹ *Annales parisiennes*, p. 27.

que les canons placés sur les remparts n'étaient pas chargés, et qu'il les ferait retirer de leurs embrasures. Ayant été avec eux pour leur en fournir la preuve, il vit, du sommet de la tour qui dominait l'arsenal, accourir un peuple immense. Delaunay pâlit, et saisissant Thuriot par le bras, il lui dit d'une voix émue : « Ah ! monsieur, vous abusez d'un « titre sacré pour me trahir ! »

Le gouverneur ayant les intentions les plus pacifiques, recommanda à sa très-faible garnison de ne faire usage de ses armes que dans le cas où elle serait attaquée. Cependant, par mesure de précaution, il fit tirer des magasins douze fusils de rempart. On porta sur les tours plusieurs voitures de pavés, de vieux ferremens et boulets, pour défendre les approches du pont¹. Dans cet intervalle, la foule des assaillans augmente et se grossit de citoyens de tout âge, de toutes conditions, beaucoup d'ouvriers sans armes arrivent confusément; on voyait aussi au milieu d'eux un grand nombre de femmes, de militaires et d'abbés; enfin, comme au temps de la ligue, apparaissent des guerriers en froc et en capuchon², tous sortis des différens quartiers de Paris; mus par une impulsion commune, ils se précipitent par cent chemins divers sur la Bastille. Le faubourg Saint-Antoine, entraîné par la proximité, y afflua tout entier.

¹ DUSSAULT (*Mémoires de*), sur la Bastille, p. 408.

² MARGUERIT (*Biogr. univers.*), article *Delaunay*.

³ PRUDHOMME (*Révolut. de Paris*), du 12 au 17 juill., p. 22.

MM. Belon et Thuriot, après s'être convaincus de la franchise du gouverneur, se retirèrent satisfaits; mais durant leur conférence, le rassemblement s'était accru au point que, méconnus de la foule, en allant à l'Hôtel-de-Ville pour y communiquer ce qu'ils avaient observé, ils furent pris pour des émissaires de Delaunay, et n'échappèrent qu'avec peine à la fureur du peuple. Dans cet intervalle, deux anciens soldats, nommés Louis Tournay et Aubin Bonnemère, en montant sur la toiture d'une maison adossée aux remparts, pénétrèrent dans une cour étroite de la Bastille qu'ils trouvèrent déserte; leur premier soin fut de briser les chaînes du petit pont-levis destiné aux gens de pied; dès qu'il fut baissé, plusieurs autres individus armés de haches et de marteaux abattirent aussi le tablier du pont qui fermait la principale entrée de la forteresse; dans le désordre de l'action, un homme fut écrasé et plusieurs autres blessés. Néanmoins la foule se précipite en avant, elle envahit l'hôtel du gouverneur et saccage tout ce qu'elle ne peut emporter.

Delaunay, pour dissiper les assaillans, ordonna une décharge de mousqueterie; le feu atteignit ceux qui étaient dans la cour ou le long des fossés. En voyant tomber quelques uns des leurs, les plus braves se réfugièrent derrière les murs et sous les portes, pendant que les fuyards criaient d'une voix éperdue que la garnison se préparait à une défense terrible. Mais que pouvaient trente-deux Suisses, mal secondés par quatre-vingt-deux inva-

lides se battant à regret ? car c'était là toute la force que le malheureux Delaunay avait à opposer à une populace immense, non disciplinée il est vrai, mais innombrable, terrible par son enthousiasme, et soutenue par des gardes françaises habitués au maniement des armes. Sur ces entrefaites, un bataillon incomplet de ce corps d'élite, amenant avec lui les canons pris aux Invalides, vint ranimer le combat¹. En tête de ce bataillon marchait le sergent Hullin, à qui d'une voix unanime on défera le commandement des bourgeois armés ; les assaillans, électrisés par l'ardeur de ce militaire, se précipitèrent sur ses pas. Leurs pièces de canons sont pointées sur le château, pendant que des fenêtres et du haut de la toiture des maisons voisines on tirait sur les invalides qui se montraient sur les remparts.

L'hôtel du gouverneur était la proie des flammes, lorsqu'une troupe de furieux s'empara d'une jeune personne, belle d'attraits et d'innocence. Dans la persuasion qu'elle était fille du gouverneur, on s'écrie qu'il faut la brûler vive ; si son père ne veut rendre la place ; on la traîne aussitôt sur un tas de paille pour lui servir de bûcher ; l'officier Monsigny, l'un des assiégés, véritable père de cette infortunée, voit du haut des tours ce spectacle horrible ; il pousse des cris douloureux, et s'avançant vers les barbares, il tombe percé de deux coups de feu². Cependant la jeune personne est arrachée des mains

¹ Lettre de M. de Laizer, commandant ce bataillon.

² *Histoire de la Rév. fr.*, par deux Amis de la Liberté, t. 1^{er}, p. 330

de ses bourreaux par le même Aubin Bonnemère qui le premier avait franchi le pont-levis.

Une députation des électeurs de Paris, conduite par Ethys de Corny, s'étant présentée devant la première porte de la Bastille, précédée d'un drapeau blanc, le peuple se presse autour de ces députés, les conjure de ne pas s'exposer au feu des assiégés, et les oblige à rétrograder. Delaunay, qui avait aperçu le drapeau, crut qu'on venait lui proposer un arrangement; la disparition du signe de paix ayant détruit cette espérance, et voyant l'acharnement avec lequel on cherchait à enlever le deuxième pont, il fit tirer quelques coups de fusils sur ceux qui dévastaient ses appartemens. La fusillade n'ayant atteint personne, il ordonna une nouvelle décharge, et fit même tirer du haut des tours, dans la rue Saint-Antoine, un coup de canon chargé à mitraille, qui produisit peu d'effet. Ce fut le seul qui retentit des remparts de la Bastille pendant les cinq heures que dura le combat¹.

La députation des électeurs ayant annoncé qu'elle n'avait pu remplir sa mission, le comité permanent décréta que le gouverneur de la Bastille remettrait cette place sous la garde des citoyens. Une seconde députation, en tête de laquelle marchait l'abbé Fauchet, reçut l'ordre d'aller signifier ce décret. Celui-ci se laissa également persuader qu'il y avait du danger à se présenter devant la forteresse, même comme

¹ *La Bastille dévoilée*, livre II, p. 87 et 101.

négociateur, et revint à l'Hôtel-de-Ville où il fit le rapport le plus effrayant de sa pacifique mission. Enfin une troisième députation fut encore envoyée, et alléguant l'impossibilité d'approcher, elle n'eut pas plus de succès que les deux autres¹. Cependant le découragement était général parmi les assiégés; les Suisses seuls exhortaient le gouverneur à la résistance. L'état-major, les officiers et les invalides le sollicitaient aussi de se rendre, mais la multitude ardente et colère voulait que la force seule assurât sa conquête.

Au spectacle effrayant de tout un peuple en fureur, Delaunay sentit l'impossibilité de résister plus long-temps²; le premier pont ayant été enlevé, il se hâta d'entrer dans le réduit de la place, où il espérait recevoir les secours qui lui avaient été promis par le baron de Bezenval; mais les troupes sur lesquelles on comptait se prêtaient mal à ce qu'on attendait d'elles. Ce général, au moment décisif, ne recevant lui-même point d'ordres de la cour ni du maréchal de Broglie, ne prit que des demi-mesures, et après avoir ordonné quelques vagues dispositions, se replia sur Sèvres, d'où bientôt après il se rendit à Versailles. C'était tout ce qu'on pouvait attendre d'un courtisan heureux et adroit qui, abusant de la confiance que lui accordait la reine, ne s'en était servi que pour lier les fatales intrigues qui avaient eu pour

¹ *Moniteur* du 13 au 15 juillet 1789, p. 80, col. 1.

² *Hist. de la Révolut. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. 1^{er}, p. 335.

but de faire remplacer les ministres habiles par des ministres complaisans.

L'infortuné Delaunay, que Bezenval eut l'injustice de taxer d'imprudence, était poussé par une force irrésistible vers la catastrophe qu'il cherchait à éviter. Quelque résolution qu'il prit, il ne trouvait que des abîmes. Trompé dans son attente, pressé par les efforts et l'acharnement de la multitude, en digne et brave militaire, il ne prend plus conseil que de son désespoir. Pendant qu'un porte-clef distribuait du vin aux soldats, il saisit la mèche d'une pièce de canon, et court à la sainte-barbe pour y mettre le feu; un sergent le repousse et le menace de sa baïonnette. Alors il descend à la tour de la Liberté, où était en dépôt une partie des poudres qu'il avait reçues la veille; mais un autre sous-officier l'oblige encore de renoncer à ce projet. Le gouverneur, désespéré, demande vainement, à titre de grâce dernière, qu'on lui accorde un seul baril de poudre, puis il s'adresse à sa faible garnison et lui rappelle qu'il vaut mieux, pour des braves, se faire sauter que de s'exposer à la fureur du peuple.¹ « Ramontons, disait-il, sur les tours, et, s'il faut mourir, ensevelissons-nous sous les débris de la Bastille, et rendons notre mort funeste à nos implacables ennemis. »

Mais les soldats lui répondent qu'ils ne veulent pas combattre plus long-temps contre leurs conci-

¹ *Détails sur la prise de la Bastille*, publiés par le comte d'Agay, gendre du gouverneur Delaunay.

toyens, et qu'il faut sans tarder demander à capituler. « Eh bien ! leur dit Delaunay, battez la chamade, arborer le drapeau blanc, et obtenez, si vous le pouvez, qu'on ne vous massacre pas. » Sur cette réponse, M. de Flue, officier suisse, fit passer au travers de la lucarne du pont-levis un papier sur lequel étaient écrits ces mots au crayon : « Nous avons vingt milliers de poudre, nous ferons sauter la Bastille et tout le quartier si vous n'acceptez pas la capitulation. » L'éloignement empêchant de lire, il cria de toutes ses forces : « Nous voulons bien nous rendre si vous promettez de ne pas massacrer la troupe. » Un particulier courut chercher des planches pour s'avancer et saisir le papier; mais le pied lui ayant manqué, il tomba et expira dans le fossé. Alors un nommé Maillard, fils d'un huissier au Châtelet de Paris, que nous verrons figurer d'une manière exécrable dans la plupart des insurrections de la capitale, s'avança assez près du pont pour saisir cet écrit. Il le remit à Hullin, qui le fit lire à Elie, officier du régiment de la reine, et, comme lui, acteur très-actif de cette sanglante journée. Celui-ci, ayant suspendu le billet à la pointe de son épée, l'éleva assez haut pour que ses camarades pussent en prendre connaissance. Aussitôt tous crièrent aux soldats de la Bastille : *Foi de militaires français, il ne vous sera fait aucun mal ; baissez les ponts*¹. D'après cette promesse, Delaunay fit ouvrir le

¹ *Moniteur* du 25 juillet 1789, p. 94, col. 3.

réduit de la place : quinze ou vingt personnes s'y précipitèrent, et toute la foule aurait suivi si quelques gardes françaises ne s'y étaient opposés. Malgré leurs efforts, un grenadier, nommé Arné, ayant forcé le passage, fut suivi par toute la populace que rien ne pouvait plus contenir. La Bastille ainsi enlevée, la faible garnison, sans armes, et rangée sur deux rangs, reçut les vainqueurs chapeau bas. Ceux qui s'étaient constitués les chefs de la populace abordent ces soldats avec humanité, et, en signe de réconciliation, serrent la main aux officiers. Mais ceux qui les suivent ne respirent que carnage et vengeance; ils traitent la place comme prise d'assaut. Transportés de fureur, ils se jettent sur les invalides, les accablent de mauvais traitemens; quant aux Suisses, le sarrau de toile dont ils étaient couverts et les applaudissemens qu'ils donnèrent à la multitude, les fit prendre pour des prisonniers d'Etat : loin d'être battus et molestés, ils furent choyés et caressés; bientôt le peuple, revenu de son erreur, voulait les massacrer; mais, placés sous la protection des gardes françaises, commandés par M. de Laizer, on parvint à les soustraire, ainsi que les invalides, à la fureur des assassins.

Les assaillans demandaient à grands cris le gouverneur; un des soldats le fit reconnaître; il n'était point en uniforme : vêtu d'un frac gris, avec le ruban de l'ordre de Saint-Louis, il portait une canne à épée dont il voulut se percer en voyant qu'on

s'avançait pour l'arrêter. Le grenadier Arné, et un marchand de vin du faubourg Saint-Jacques, nommé Chollat, la lui arrachèrent. Bientôt après Hullin, Elie et quelques autres le saisirent au collet pour le conduire à l'Hôtel-de-Ville; ils prirent la direction de la place de Grève, escortés d'une foule immense. Elie, en uniforme, ouvrait la marche, portant la capitulation à la pointe de son épée. Maillard, avec un drapeau, précédait Delaunay sans chapeau, tenu par Hullin et Arné. Tous ceux qui composaient cette escorte faillirent être victimes de l'acharnement de la populace contre le prisonnier. Les uns lui arrachaient les cheveux, d'autres lui jetaient des pierres ou le meurtrissaient de coups. Le malheureux, saisi des angoisses de la mort, disait d'une voix éteinte à Hullin : « Ah ! monsieur, ne m'abandonnez pas, « restez avec moi. » D'autres fois, s'adressant à Arné, il s'écriait : « *Est-ce là ce que vous m'aviez pro-*
« *mis ?* »

La fureur du peuple allait toujours croissant, et Hullin, par un mouvement de générosité, rare au milieu de tant de barbarie, ôta son chapeau pour en couvrir la tête du gouverneur, dans l'espoir que ce stratagème tromperait ses assassins. Alors tous les coups se dirigèrent sur lui, et il y aurait succombé si Delaunay ne lui eût rendu son chapeau. A l'entrée de la place de Grève, Hullin, malgré sa vigueur et sa taille colossale, ne put résister à des

assauts réitérés; épuisé, harassé de fatigue, il ne peut plus défendre son prisonnier, et Delaunay, couvert de sang et de blessures, fut arraché avec la rapidité de l'éclair des marches de l'Hôtel-de-Ville pour être suspendu à la fatale lanterne placée vis-à-vis, et alors décorée du buste de Louis XIV. Les factieux, en se livrant au crime, affectaient de braver les regards de notre plus grand monarque.

On ne trouva sur Delaunay que deux lettres du baron de Bezenval qui lui ordonnaient de faire une vigoureuse résistance, et qu'il serait secouru¹. La tête de ce malheureux gouverneur était portée au bout d'une pique, lorsque de Losme, son major, arriva sur la place de Grève, comme lui traîné par le peuple. Le marquis de Pelleport, qui avait éprouvé pendant une détention de cinq ans la bonté du major, était accouru pour le défendre; il s'élance au milieu de la foule en criant : « Arrêtez ! vous allez immoler le meilleur des hommes. J'ai été enfermé à la Bastille, et de Losme fut mon père. » Mais ce digne militaire lève les yeux et lui dit avec sang-froid : « Jeune homme, vous allez vous perdre sans me sauver. » Pelleport en effet brave la fureur des assassins pour délivrer son bienfaiteur. Il arrive exténué, meurtri de coups au pied de l'escalier de l'Hôtel-de-Ville où il tombe sans connaissance. Pendant ce temps une troupe de tigres, rugissante et

¹ *Procès-verb. de l'Assembl. des Élect. de Paris*, t. 1^{er}, p. 549.

affamée de carnage, se jette sur sa victime. De Losme fut égorgé près de l'arcade Saint-Jean, et sa tête mise au haut d'une pique. On massacra aussi l'aide-major de Miray, et de Persan, lieutenant de la compagnie des Invalides; l'un périt dans la rue des Tournelles, l'autre sur le port au blé, et leurs dépouilles sanglantes furent portées en triomphe dans tous les quartiers de Paris. Le sergent qui avait arrêté le bras du gouverneur prêt à faire sauter la Bastille périt victime d'une méprise. Mutilé et percé de coups, son corps fut trainé sur la place de Grève et resta long-temps suspendu au gibet¹.

Les gardes françaises, qui avaient pris sous leur protection les Suisses et les invalides, parvinrent difficilement à les conduire sains et saufs jusqu'à l'Hôtel-de-Ville, où ils parurent devant les électeurs réunis. Un de ces prétendus magistrats osa prononcer contre eux une sentence de mort²: un cri général de haine et de vengeance semble sanctionner ce jugement. Mais les gardes françaises, pour prix de leurs services, demandent la vie de leurs prisonniers. Elie assure qu'il préfère cette grâce à tous les honneurs qu'on veut lui rendre; ses camarades s'unissent à lui, et tous, d'une voix unanime, crient *grâce! grâce!* Cette acclamation fut à l'instant répétée par l'aveugle multitude; elle retentit des voûtes de l'Hôtel-de-Ville jusqu'à la foule qui assiège ses portes, et qui un instant au-

¹ *Moniteur* du 23 juillet 1789, p. 94, col. 3.

² *Moniteur* du 23 au 24 juillet 1789, p. 97, col. 2.

paravant poussait sur la place de Grève ses imprécations féroces.

Pendant que les gardes françaises sauvaient les restes de la garnison de la Bastille, on continuait à tirailler autour de la place comme si elle tenait encore; il s'engagea même un combat meurtrier entre ceux qui étaient entrés les premiers et ceux qui arrivèrent ensuite. Ce désordre fut plus funeste aux assaillans que ne l'avait été le feu des assiégés, dont la défense fut si lente et si modérée que les journalistes les plus démagogues ne parlèrent que d'un très-petit nombre d'individus tués par les fusils des remparts : on porta à quatre-vingts le nombre de ceux qui succombèrent par accident ou sous les coups involontaires de leurs camarades¹.

A une époque où tant de mouvemens séditieux, de complots, de libelles et de dangers, pouvaient entraîner le gouvernement à user de l'arbitraire comme moyen de répression, on ne trouva que sept prisonniers dans les tours de la Bastille, parmi lesquels étaient trois faussaires, deux vieillards en démente; et les comtes de Solage et de Sades; l'un avait assassiné un paysan du Rouergue, et l'autre était enfermé à la demande de ses parens, qui déjà prévoyaient les horreurs où le porterait son imagination dépravée. C'était sans doute une irrégularité d'avoir soustrait ces derniers à leurs juges naturels; mais ces exemples prouvent qu'un despotisme nécessaire

¹ DUSSAULT (*Mémoires de*), notes, p. 447.

a souvent sa clémence, et qu'il y avait une certaine sagesse à respecter le préjugé salutaire qui fait retomber sur la famille des coupables la honte des peines infamantes. Aucun de ces prisonniers n'éleva la moindre plainte contre le gouverneur que la populace ne cessait de calomnier même après l'avoir égorgé. Les clefs de la Bastille furent confiées à Brissot de Warville, l'un des électeurs les plus exaltés, et destiné à jouer un grand rôle dans la révolution où il commençait à prendre une part très-active*. Trois mille hommes gardèrent cette forteresse, en attendant qu'un arrêté de la ville eût confirmé le vœu du peuple qui voulait qu'elle fût démolie.

Quoique M. de Flesselles, en sa qualité de président de l'assemblée des électeurs, eût signé plusieurs délibérations, le regret qu'il en éprouvait faisait contraste avec l'enthousiasme de ceux dont il était entouré; et ceux-là furent les premiers complices de l'attentat tramé contre leur président : « Il court sur votre compte des bruits très-fâcheux, « lui dit l'un d'entre eux, je vous conseille de vous « justifier. » Flesselles, absorbé par la douleur que lui causait le massacre des malheureux dont on lui présentait les sanglantes dépouilles, environné

* On assure que Lafayette envoya ces clefs à Washington, qui les fit placer sous verre dans une des salles de Mont-Vernon. La prise de la Bastille excita dans toute l'Europe un enthousiasme général. La poésie et les arts s'empressèrent de la célébrer comme un prodige. L'université de Cambridge en fit le sujet d'un prix à ses élèves, et la Muse épique d'Alfieri la chanta dans une de ses plus belles odes.

de victimes et de bourreaux, ne répondit rien à ce propos.

Alors un autre électeur, d'un caractère très-passionné, prenant son silence pour un aveu, lui adressa avec fureur ces paroles de sang : « M. de Flesselles, vous avez trahi la patrie, la patrie vous abandonne. » Sensible à cette cruelle apostrophe, il se lève brusquement en disant, « Messieurs, puis-
« que je suis suspect à mes concitoyens, je me
« retire. » Il resta un moment confondu parmi les électeurs, lorsqu'un député de l'assemblée du Palais-Royal, dont le maintien annonçait quelque chose de sinistre, apporta un ordre de cette assemblée qui exigeait que M. de Flesselles vînt auprès d'elle justifier sa conduite. Pour le sauver, les uns proposaient de le garder comme otage ; mais d'autres, voulant le perdre, insistèrent pour qu'on l'emmenât.

Cet avis étant devenu général, le prévôt des marchands répond avec calme : « Eh bien, messieurs, allons au Palais-Royal¹. » En disant ces mots, il traverse la salle et sort. La foule se presse sur ses pas, elle l'accable de questions et de reproches. « Venez chez moi, disait-il, je vous ferai connaître
« ma conduite, je vous donnerai toutes les expli-
« cations que vous pouvez désirer. » A peine était-il au coin du quai Pelletier, qu'un orfèvre nommé Moraire² lui tira un coup de pistolet derrière la

¹ Procès-verbal de l'Assemblée des Élect. de Paris, t. 1^{er}, p. 361.

² MORTJOIE (Hist. de la Conjur. de Louis-Phil.-Jos. d'Orléans), t. II, p. 88. — Histoire secrète des Causes de la Révol., 1^{re} part., p. 52.

tête, en disant : « Traître, tu n'iras pas plus loin ! » L'homme de bien tombe mort sur la place, et les nombreux assistans ne témoignèrent aucune indignation de ce lâche assassinat.

Pour atténuer ce crime, les électeurs le considérèrent comme la vengeance naturelle et presque légitime d'une trahison dont ils avaient la preuve. Ils soutinrent qu'on avait trouvé dans les poches de Delaunay une lettre de M. de Flesselles, où il lui disait : « *J'amuse les Parisiens avec des co-cards et des promesses : tenez bon jusqu'à ce soir, et vous aurez du renfort.* » Mais cette prétendue lettre, qu'on aurait publiée si elle eût existé, n'a jamais été vue de personne. Flesselles, suspect à ses collègues et surveillé par eux, n'aurait eu ni le temps de l'écrire ni les moyens de la faire parvenir au gouverneur investi de toute part. Enfin, Bailly lui-même a toujours assuré qu'il n'avait jamais eu connaissance de cette lettre, et qu'il lui aurait été impossible de citer quelqu'un qui eût dit l'avoir lue¹.

Moreau de Saint-Méry arrivait depuis peu des États-Unis, lorsqu'il fut nommé électeur de Paris. Passionné pour la révolution, il remplaça l'infortuné Flesselles. Pour se faire une idée de l'activité et de l'agitation qui suivirent la prise de la Bastille, il suffit de dire que ce nouveau président expédia plus de trois mille ordres sans bouger de son fauteuil.

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mémoires de*), t. 1^{er}, p. 342.

Munitions de guerre et de bouche, administration, police, tout était du ressort de l'Assemblée, qui, s'étant fait apporter les dépêches confiées à la poste, se trouva pour ainsi dire avoir dans ses mains les secrets du monde entier¹.

Les chants d'allégresse que poussait un peuple féroce en se pressant autour des têtes sanglantes portées par d'odieux assassins, les patrouilles allant en sens divers et se croisant de tous côtés, enfin le désordre, le tumulte inséparables d'une aussi grande crise, tout annonçait qu'à cette rude journée, si pleine d'événemens douloureux, succéderait une nuit plus orageuse et peut-être encore plus sanglante. Vers la fin du jour les maisons sont illuminées : hommes, femmes, vieillards et enfans veillent pour la garde de leurs foyers, tandis que le reste des citoyens se rassemble sur les quais et les places publiques. A minuit la nouvelle se répand que des soldats se présentent aux barrières, qu'on en a vu à celle d'Enfer; quinze cents bourgeois y courent, conduits par des gardes françaises et précédés de quelques pièces de canon. En même temps le cri *aux armes ! aux armes !* retentit de tous côtés. A l'instant les habitans qui veillent se rendent aux différens postes, le reste marche à la découverte; les rues sont barricadées, des excavations profondes sont faites à l'entrée des barrières pour fermer le passage à la cavalerie. Les fenêtres restent ouvertes,

¹ DUSQULT (*Mémoires de*), p. 315.

on attend l'ennemi pour l'écraser sous une grêle de pierres et sous le poids des meubles, s'il ose pénétrer dans la ville. Toute la nuit les grilles sont frappées du son des cloches, elles retentissent sans interruption, et leur bruit lugubre n'est couvert que par le fracas des canons de la Bastille que l'on traîne sur tous les points par où pouvaient déboucher les troupes restées fidèles. Le silence de la nuit rend les alarmes encore plus sinistres; elles se succèdent, se multiplient et deviennent terribles, par ces mots effrayans prononcés d'une voix lamentable: *Ne vous couchez pas, soignez vos lampions.* Cette terreur n'était excitée que par l'effroi qu'éprouvaient les auteurs de la révolte; car du reste aucune expédition n'était à craindre. Les patrouilles envoyées pour observer Paris n'osèrent y pénétrer. Les soldats, loin de vouloir arrêter l'effervescence populaire, se disposaient à la partager, beaucoup abandonnaient leurs drapeaux pour aller grossir l'insurrection, et tous auraient probablement déserté, si on ne les eût pas éloignés; ceux des régimens de Vintimille et de Provence, méprisant les ordres de leurs officiers, se réunirent les premiers aux Parisiens¹.

Telle fut l'issue d'une journée qui à elle seule était une révolution entière en ce qu'elle souleva tous les esprits, même ceux qui jusqu'alors s'étaient accoutumés à l'obéissance; mais la faute la plus

¹ CLERMONT DE GALLERANDE (*Mém. sur la Révol.*), t. 1^{er}, p. 125.

funeste en ce qu'elle fut irréparable pour la royauté, fut d'avoir donné la mesure de sa force militaire, par l'usage restreint qu'elle se borna d'en faire. Si cette force fut restée dans le vague, elle aurait pu servir l'autorité royale; mais lorsqu'une épreuve malheureuse eut dissipé les illusions, eut fixé les incertitudes, tout fut dit, tout fut connu, un seul jour apprit que la volonté des masses populaires était la puissance suprême.

La cour se livrait encore à ses illusions, elle jugeait de Paris par ce qui se passait à Versailles. Là les régimens de royal allemand et de royal étranger, tenus en réserve avec des hussards, paraient sur la place du château. Les gardes du corps étaient avec eux et les excitaient à combattre pour la royauté. Avec de si faibles moyens de défense, les courtisans par leur gaieté semblaient insulter aux malheurs des temps; les plus connus d'entre eux, conduits par le comte d'Artois, se promènent sur la terrasse de l'Orangerie et font jouer la musique des régimens. Les soldats, auxquels on avait prodigué tout ce qui pouvait les satisfaire, se livraient à la joie et dansaient au bruit des fanfares. Une troupe de dames élégantes et d'hommes, dévoués à la cour, regardaient ce spectacle d'un oeil satisfait et cherchaient à le rendre plus animé en prenant part à cette fête improvisée.

Lorsque d'aveugles courtisans bravaient avec

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. I^{er}, p. 130.

hilarité la direction de l'esprit publique ; d'autres plus timides , connaissant la bonté du roi , ne songeaient qu'à lui voiler l'affreux tableau des forfaits dont le peuple venait de se souiller. Berthier , intendant de Paris , qui allait devenir une des plus déplorables victimes de l'insurrection , lui assura que les événemens survenus dans la capitale n'avaient été qu'un mouvement tumultueux , et que tout était rentré dans l'ordre et la tranquillité. Les spectacles étaient fermés , et cependant chaque jour on lui en montrait les affiches. Enfin , malgré tant de sujets d'alarmes , on ne craignait pas de danser dans le palais ; la reine et les princes qui autorisaient ces divertissemens ¹ , en se montrant aux chefs de corps invités à ces fêtes , espéraient exciter leur courage et se créer d'intrépides défenseurs. Ainsi le soleil du 14 juillet éclairait de ses derniers rayons les fêtes de Versailles et les massacres de Paris.

Les communications entre ces deux villes étaient presque interrompues par l'arrestation des courriers et des voyageurs. Depuis la journée du 13 l'Assemblée nationale n'avait cessé de siéger. Dans la soirée du lendemain , pendant qu'elle s'occupait d'un plan de constitution , elle fut informée d'une partie des attentats qui se commettaient dans Paris ; le vicomte de Noailles , qui en arrivait , annonça le premier que l'hôtel des Invalides avait été pillé , que les bourgeois étaient armés , et qu'on attaquait

¹ MONTGAILLARD (*Hist. de France*), t. II, p. 70.

la Bastille. Bientôt le baron de Wimpfen apprit qu'elle avait été enlevée par le peuple, dont l'enthousiasme et la fureur ne connaissaient plus d'obstacles.

D'après ces nouvelles, l'assemblée ajouta foi au bruit répandu que l'intention des ministres était de faire investir la salle la nuit suivante, et d'augmenter la solde des troupes pour s'assurer de leur fidélité. Au milieu de l'agitation, Mirabeau propose de ne s'occuper que du renvoi des troupes. Sur-le-champ on décrète que la même députation qui avait été admise le jour précédent sous les auspices de l'archevêque de Vienne, retournerait auprès du roi pour lui demander qu'on éloignât les régimens rassemblés autour de Versailles et de Paris. M. de Noailles devait se joindre à la députation; pour expliquer, comme témoin oculaire, les faits qu'il venait de raconter¹.

Tout ce qui entourait le roi gardait le silence de la consternation; il fallut pour l'éclairer, et lui apprendre enfin la vérité, un de ces actes de dévouement dont les courtisans donnent rarement l'exemple. Le duc de Liancourt, grand-maitre de la garde-robe, alliant un ardent amour pour Louis XVI aux principes d'une sage liberté, osa le premier lui parler avec franchise. Au milieu de la nuit, lorsque les divertissemens eurent cessé, et que le délire de l'exaltation eut fait place au calme

¹ *Moniteur* du 15 au 15 juillet, p. 79, col. 3.^o

de la raison; de seigneuriser dans les appartemens du roi; et qui expose la situation alarmante de Paris; il lui représente l'influence de la capitale, les progrès de l'esprit public, le pont de fer qu'on pouvait faire sur l'obéissance et la fidélité des troupes; enfin il lui apprend la défection des gardes françaises et la prise de la Bastille. Au récit de ces étranges nouveautés, le roi paraît interdit, et après un moment de réflexion, il lui dit d'un ton surpris : « *C'est une révolte!* » Non Sire, reprit le duc, *c'est une révolution* ; et ce mot, d'après l'acception du jour, exprimait la manifestation éclatante de la volonté nationale.

Les ministres sont aussitôt convoqués; persévérant jusqu'alors dans l'idée que tant d'insurrections diverses n'étaient en réalité qu'une émeute passagère, ils avaient refusé d'ajouter foi aux nouvelles qu'on leur apportait; lorsqu'enfin ils ne purent plus douter de la gravité des événements, leur consternation devint aussi profonde que leur confiance avait été aveugle. Le roi lui-même, effrayé du nombre des coupables, jugea qu'on ne pourrait les punir qu'avec des flots de sang, et il préféra étouffer la révolte à force de clémence. Se rappelant que le comte d'Artois proposait l'exécution de mesures violentes, il lui écrivit : « Mon frère, vous n'êtes pas roi; de ce ciel, en me plaçant sur le trône, m'a donné un

¹ TOULONGEON (*Histoire de la Révolution franç.*), t. I^{er}, p. 78. — WEBER (*Mém. de*), t. I^{er}, p. 285. — LAMETH (*Histoire de l'Assemblée constituante*), t. I^{er}, p. 57.

« cœur et les sentimens d'un bon père, ne me par-
« lez plus d'un coup d'autorité, d'un grand acte de
« pouvoir; je crois plus prudent de temporiser, de
« céder à l'orage, et de tout attendre du temps, du
« réveil des gens de bien, et de l'amour des Fran-
« çais ». » Déjà ce malheureux prince était convaincu
qu'il n'y avait que l'excès du mal qui pût ramener
le bien.¹

Pendant que Louis XVI. délibérait avec ses mi-
nistres, la députation de l'Assemblée arriva au châ-
teau. Le défaut de plan, l'imprévoyance et l'irrésolu-
tion de ceux qui entouraient le roi rendaient sa
position si critique, qu'il était impossible de rejeter
sans danger les pressantes réclamations du peuple et
de l'Assemblée. Troublé par l'abattement des mêmes
hommes qui lui avaient conseillé l'énergie, il se rap-
pela ce qu'il venait d'écrire à son frère, et revint à
la tendance naturelle qu'il avait à repousser tous
les moyens violens; il promit aux députés de don-
ner l'ordre au prévôt des marchands, et aux offi-
ciers municipaux de Paris, de se rendre auprès de
lui pour écouter et accueillir les dispositions néces-
saires au rétablissement de la tranquillité; il ajouta
qu'il placerait à la tête de la garde bourgeoise des
officiers généraux capables de l'aider de leur expé-
rience, et qu'il allait également ordonner aux trou-

¹ *Correspond. politique et confident. de Louis XVI*, t. 1^{er}, p. 88.
Billet de Louis XVI au comte d'Artois, *idem*, p. 99. *Lettre au même*.

² CLERMONT DE GALLERANDE (*Ném. sur la Révol. franç.*) t. 1^{er}, note,
p. 199.

pas de s'éloigner de Paris. Cette décision contenta peu les esprits incandescens; ils ne voulaient point d'officiers nommés par le roi; ils voulaient la sanction formelle de la révolution, c'est-à-dire que le pouvoir devint populaire de monarchique qu'il était.

Tandis que l'Assemblée attendait le retour de sa députation; des électeurs de l'Hôtel-de-Ville sont annoncés comme messagers de nouvelles sinistres. A ces mots, la délibération resta suspendue. On les vit de loin s'avancer dans l'obscurité; à leur aspect un silence lugubre et religieux régna dans la salle, et l'Assemblée, inquiète, demeura dans une anxiété profonde. MM. Ganilh et Bancal des Issarts, envoyés par les comités pour lui rendre compte de ce qui s'était passé à la Bastille¹, communiquèrent la lettre où M. de Bezenval recommandait au gouverneur de se défendre jusqu'à la dernière extrémité; ils accusèrent Delaunay d'avoir fait tirer sur une députation qui s'était présentée avec un tambour et un drapeau blanc en signe de paix. Ce rapport infidèle excita dans l'Assemblée une indignation si vive que Mirabeau, furieux, s'écria : « Je demande la tête du maréchal de Broglie². » Ces mots, prononcés d'une voix de tonnerre, furent suivis du silence de l'effroi et glacèrent de terreur ceux même qui provoquaient les fatales conséquences de la guerre civile.

¹ LALLY-TOLLENDAL (*Mém. de*), p. 68.

² *Moniteur* du 15 au 15 juillet, col. 1.

³ BERTHARD DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. II, p. 9.

Lafayette, qui présidait en l'absence de l'archevêque de Vienne, répondit aux électeurs que l'Assemblée s'occupait nuit et jour des moyens de prévenir ou d'arrêter les malheurs publics, qu'une députation était au château pour le même motif, et qu'il les invitait à assister à la délibération qu'on allait prendre à ce sujet. La réponse du roi qu'on attendait, et que transmitt l'archevêque de Vienne, n'ayant pas satisfait les esprits, on décida qu'une troisième députation, conduite par l'archevêque de Paris, se rendrait auprès du trône pour annoncer que l'éloignement des troupes placées au Champ-de-Mars ne suffisait pas, et qu'il fallait aussi renvoyer celles qui étaient cantonnées aux environs de Versailles. En même temps, Louis XVI, consterné des scènes d'horreur qui se passaient à Paris, continuait à délibérer avec ses ministres sans pouvoir s'arrêter à un parti définitif; la diversité des évènements nouveaux se succédant avec rapidité changeaient d'un moment à l'autre l'état de la question. Le conseil était dans ce conflit d'incertitude et d'embarras lorsque la seconde députation amenée par l'archevêque de Paris fut annoncée et introduite sur-le-champ. Ce prélat, après avoir dépeint la situation de la capitale dans les termes les plus pathétiques, conjura le roi de se rendre au vœu de l'Assemblée. « Vous déchirez mon cœur par le récit que
« vous me faites, répondit Louis XVI, il n'est pas
« possible de croire que les ordres qui ont été don-
« nés aux troupes en soient la cause; vous connais-

«sez ma réponse à votre précédente députation, je
«n'ai rien à y ajouter.»

L'émotion avec laquelle le roi prononça ces paroles toucha vivement la députation, et l'archevêque les rendit à l'Assemblée de manière à les faire accueillir sans prévention. Sur ces entrefaites, MM. d'Ormesson et Duport arrivèrent de Paris; ils confirmèrent toutes les circonstances de la prise de la Bastille, et donnèrent de nouveaux détails sur la mort de Delaunay et de Flesselles. La majorité des députés, animés par l'importance de ces nouvelles, ne gardèrent plus de mesures; dans leur emportement, les paroles royales leur parurent renfermer des intentions perfides; et, quoiqu'il fût plus de deux heures du matin, ils résolurent de continuer la séance. Les deux électeurs, toujours présents, demandèrent une réponse positive à l'arrêt qu'ils avaient apporté. Pour les satisfaire, l'Assemblée leur permit de renouveler ses instances au roi d'une manière encore plus pressante.

Le 15 au matin, après une courte interruption, Lafayette reprit la séance. Custines, député de la noblesse de Lorraine, proposa une adresse au roi, où il le conjurait d'éloigner de lui des conseillers pervers¹. Sillery en proposa une autre qui fut très-applaudie, et où l'on remarqua ces expressions: «Ils

¹ *Moniteur* du 15 au 15 juillet 1789, p. 80, col. 2.

² *Histoire de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 18.

« Français himent leur roi, mais ils ne veulent pas
« avoir à le réduire. »

Le député d'André, malgré sa tendance pour les réformes, en homme franc, loyal et sincèrement attaché à la monarchie, fut d'avis, au lieu de perdre un temps précieux en vains discours, d'aller au roi et de l'entraîner par l'impression du sentiment. Mirabeau approuva le projet d'adresse soumis par Sillery ; mais, informé que les princes avaient été visiter le camp, il voulut arrêter l'effet que pouvait produire cette démarche, et au moment où vingt-quatre députés, ayant en tête Lafayette, venaient d'être désignés pour aller de nouveau exprimer au roi les vœux de l'Assemblée, il leur adressa ces paroles énergiques : « Dites au roi que les hordes « étrangères dont nous sommes entourés ont reçu « hier la visite des princes, des princesses, des favo- « ris, des favorites, et leurs caresses, et leurs exhor- « tations, et leurs présens ; dites-lui que, toute la « nuit, ces satellites étrangers, gorgés d'or et de « vin, ont prédit dans leurs chants impies l'asser- « vissement de la France, et que leurs vœux brutaux « invoquaient la destruction de l'Assemblée natio- « nale ; dites-lui que, dans son palais même, les « concubins ont mêlé leurs danses au son de cette « musique barbare, et que telle fut l'avant-scène de « la Saint-Barthélemy. Dites-lui bien que cet Henri, « dont l'univers bénit la mémoire, celui de ses

« aïeux qu'il voulait prendre pour modèle, faisait « passer des vivres dans Paris révolté, qu'il assié-
« geait en personne, et que ses conseillers féroces
« font rebrousser les farines que le commerce ap-
« porte dans Paris fidèle et affamé ! »

Cette virulente apostrophe, dans une circon-
stance si critique, avait, dit-on, pour but d'accroître
les embarras du roi et les alarmes de ses ministres,
afin de les forcer à quitter Versailles pour se retirer
à Metz au milieu de l'armée du maréchal de Broglie.
Alors Mirabeau eût saisi cette circonstance pour
exposer que le roi, n'ayant pas les moyens de réta-
blir l'ordre et la paix dans la capitale, il convenait
de conférer au duc d'Orléans la dignité de lieute-
nant-général du royaume¹. Pour concilier de plus
en plus à ce prince l'affection du peuple, on ré-
pandait le bruit que s'il était placé à la tête du con-
seil, l'influence de son crédit rétablirait l'état dés-
espéré des affaires : en même temps on criait dans
les rues de Paris une motion du duc, dans laquelle
on supposait qu'il avait offert des secours au comité
des subsistances, afin d'empêcher l'augmentation du
prix du pain et arrêter les progrès de la disette. Pour
cela seul, on lui prodigue les éloges les plus pom-
peux, on l'appelle l'ange tutélaire de la France, et,
oubliant que les frivolités et les vices avaient usé
la vie de ce prince, on le présentait comme ardent
et généreux pour le bonheur de la nation : « Ennemi

¹ *Moniteur* du 15 au 16 juillet 1789, p. 81, col. 1.

² FERRIÈRES (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 135.

« des abus et de l'aristocratie, il sera, disait-on, le soutien des institutions nouvelles et le défenseur de la cause du peuple. »

Tous ces faits attestaient évidemment l'existence d'un parti dévoué au duc d'Orléans. L'opinion même d'un grand nombre de constitutionnels était que le nouveau mode de gouvernement ne pouvait se cimenter que par une déviation de la ligne d'hérédité, et qu'il fallait placer à la tête de la constitution un prince qui lui devrait le trône au lieu d'un roi qui croirait toujours avoir été dépouillé par elle¹. Beaucoup de révolutionnaires adoptaient aussi ce projet, mais ils tenaient à le présenter comme le résultat d'une impérieuse nécessité, d'une volonté nationale, et non point comme l'œuvre d'une faction, qui au fond tenait bien moins à changer de dynastie qu'à éloigner du trône la tribu patricienne dans laquelle l'antique monarchie était accoutumée à choisir ses ministres.

Le duc d'Orléans était peu propre au rôle qu'on voulait lui faire jouer. Il ne comptait pas assez sur l'amour et la confiance de la nation française pour oser profiter de l'effervescence de cette époque, où avec de l'audace il lui eût été facile de se faire élire lieutenant-général par acclamation; le coup manqué par sa timidité, il s'en défendit en disant : « Cette place m'aurait donné tous les dangers du trône sans m'en assurer l'inviolabilité. » Il paraît en effet

¹ STAËL (*Considérations sur la Révolution française*), t. 1^{er}, p. 306.

trarié dans ses projets, en conçut une humeur telle, qu'il s'écria : « Connaissions-nous les intentions du roi ? Le sang de nos frères coule à Paris ; en attendant, qu'un morne respect soit le premier accueil fait au monarque dans ce moment de douleur. » Durant cette inconvenante discussion, l'évêque de Chartres cita sentencieusement ces mots du sermon de Beauvais, évêque de Senes, à Louis XV, *Le silence des peuples est la leçon des rois*¹.

Bientôt Louis paraît, sans pompe et presque sans cortège, accompagné seulement de ses deux frères. Alors, ce respect, cet amour, cet attendrissement irrésistible qu'excite toujours un bon prince lorsqu'il est malheureux, se manifestèrent par des démonstrations touchantes ; tous les députés se levèrent à la fois. Ceux mêmes qui avaient proposé de garder le silence, en éprouvèrent l'impossibilité, et mêlèrent leurs applaudissemens à ceux des amis du roi qu'on distinguait aux larmes dont leurs yeux étaient baignés.

Arrivé devant le fauteuil qui lui était destiné, Louis XVI, debout et découvert, prononça ce discours avec la dignité d'un roi et la bonté d'un père : « Messieurs, je vous ai rassemblés pour vous consulter sur les affaires les plus importantes de l'Etat. Il n'en est pas de plus instante et qui affecte plus sensiblement mon cœur que les désordres affreux qui règnent dans la capitale. Le chef de la nation

¹ FERRIÈRES (*Mémoires de*), t. I^{er}, p. 138.

« vient avec confiance au milieu de ses représentans,
« leur témoigner sa peine, et les inviter à trouver
« les moyens de ramener la paix. Je sais qu'on a
« osé publier que vos personnes n'étaient pas en
« sûreté : serait-il donc nécessaire de vous rassurer
« sur des bruits aussi coupables, démentis d'avance
« par mon caractère connu ? Eh bien ! c'est moi,
« qui ne suis qu'un avec ma nation, c'est moi qui
« me fie à vous ! Aidez-moi donc, dans cette cir-
« constance, à assurer le salut de l'Etat ; je l'attends
« de l'Assemblée nationale : le zèle des représentans
« pour le salut commun m'en est un sûr garant ; et,
« comptant sur l'amour et la fidélité de mes sujets,
« j'ai donné ordre aux troupes de s'éloigner de
« Paris et de Versailles. »

Le roi s'exprima d'un air si pénétré, si confiant, et d'un ton si affectueux, que l'Assemblée ne put l'entendre sans l'interrompre par des témoignages de joie et de reconnaissance¹. Lorsqu'il prononça ces mots touchans : *Eh bien ! c'est moi qui me fie à vous !* tous les spectateurs furent attendris ; ils oublièrent les froids calculs de l'ambition, de la vanité, et des acclamations retentirent de toutes les parties de la salle. L'archevêque de Vienne, en qualité de président, remercia le roi des paroles de paix qu'il venait d'apporter aux représentans de la nation, et de l'ordre qu'il avait donné aux troupes de se retirer : « Ce ne sera pas, dit le prélat, « un simple éloignement à quelques distances, mais

¹ *Moniteur* du 15 au 16 juillet 1789, p. 81, col. 2.

« un renvoi dans les garnisons. » Après avoir affirmé que les changemens survenus dans la composition du ministère étaient une des principales causes de l'insurrection, il renouvela, au nom de l'Assemblée, la demande d'une communication toujours libre, toujours immédiate avec le trône. Le prince le promit, et dit aux députés : « Je ne refuserai jamais de vous entendre. »

Lorsque le roi sortit, l'Assemblée entière, sans s'être concertée, mais pénétrée des mêmes sentimens, se précipite sur ses pas, et les trois ordres se confondent sans distinction avec les gardes du corps et se groupent autour de sa personne en criant *vive le roi!* Une joie universelle avait remplacé cet aspect triste, ce sombre silence qui la veille annonçaient l'effrayante crise du désespoir. Louis XVI était à pied entre ses deux frères; les nombreux habitans de Versailles, accourus sur son passage, obstruent sa marche et obligent les députés, ayant en tête le duc d'Orléans, à former une chaîne pour préserver le roi d'une trop grande affluence. Jamais fête aussi simple ne fut plus belle et plus imposante. Les grilles, les statues, les arbres étaient chargés de spectateurs; les drapeaux flottans dans les airs, le bruit des tambours et des trompettes, le son vif et animé des fanfares militaires, les cris de *vive le roi! vive la nation!* donnaient à cette marche toute pacifique l'appareil d'un triomphe national¹. Le monarque paraissait heu-

¹ FERRIÈRES (*Mém. de*), t. I^{er}, p. 141.

reux d'avoir l'amour de la nation pour garde et ses représentans pour cortège. Plusieurs voix s'écrièrent : *Plus de gardes !* et le duc de Villeroi, qui les commandait, partageant l'allégresse publique, répondit d'un ton pénétré : « Je puis cesser mes fonctions, la nation les remplit¹. »

Arrivé au château, un tableau attendrissant vint encore fixer tous les regards ; la reine, placée sur le balcon de la cour de marbre, tenait le prince royal dans ses bras, le pressait contre son sein et présentait au peuple le royal enfant, espoir d'une grande nation. La jeune Marie-Thérèse, sa fille, debout à ses côtés, jouait naïvement avec les cheveux de son frère. Rentré dans ses appartemens, mille cris appellent le roi ; il paraît pour recueillir les bénédictions publiques ; elles sont pour lui la plus douce récompense des sacrifices qu'il venait de faire à la patrie. La musique des Suisses, placée dans la cour des ministres, émut tous les cœurs par un heureux à propos : d'une manière spontanée ; et pour la première fois², elle fit la juste application du fameux air de Grétry : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille ?*

Louis XVI, dans sa piété, considéra cette belle journée comme un bienfait du ciel, et s'empressa d'aller dans sa chapelle rendre à Dieu de solennelles actions de grâce de lui avoir conservé l'amour de ses sujets. Le lieu saint retentit de nouveaux cris de

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. II, p. 172.

² *Moniteur* du 15 au 16 juillet 1789, p. 81, col. 3.

joie, et le peuple mêle aux chants religieux les accens de la reconnaissance. L'Assemblée nationale, après avoir accompagné le roi, décida qu'une députation de quatre-vingt-huit membres irait annoncer à la capitale les événemens de la journée, et qu'elle userait de son influence pour rétablir l'ordre et consolider l'organisation de la garde nationale. Barnave propose ensuite d'insister pour le renvoi des nouveaux ministres, qu'il déclare indignes de la confiance publique. Mirabeau applaudit à cette demande; mais elle fut écartée par l'effet que produisirent ces paroles de Clermont-Tonnerre : « Dans « une si belle journée laissons goûter à Sa Majesté, « pendant vingt-quatre heures, la joie et le bonheur « d'être roi d'une nation fidèle ¹. »

Quoique MONSIEUR eût renoncé à son esprit d'opposition pour rentrer dans le système de la vieille monarchie, néanmoins il fit offrir ses voitures et ses gens à la députation prête à partir pour Paris. Elle accepta; mais, sur le point d'arriver, elle fut arrêtée par des bateliers qui ne consentirent à la laisser passer qu'après s'être assurés que les voitures à la livrée de MONSIEUR ne contenaient que des membres de l'Assemblée nationale. La première chose qui frappa la vue de ces députés fut les débris fumans des barrières qui avaient été incendiées la veille. Ils traversèrent le jardin des Tuileries et se rendirent à pied à l'Hôtel-de-Ville entre une double

¹ *Moniteur* du 15 au 16 juillet 1789, p. 81, col. 3.

haie d'environ cinquante mille hommes pour la plupart armés d'instrumens aratoires transformés en instrumens de mort.

Pour marquer l'alliance du clergé, de la noblesse et du tiers-état, les députés de chaque ordre marchaient par trois, formant chacun un groupe représentant l'union des trois ordres. L'affluence des citoyens était immense, et l'on criait de toute part : *Vive le tiers-état!* Target comprit que cette acclamation exclusive devait blesser les deux autres ordres, et se tourna vers la foule en disant : « Il n'y a « plus de *tiers-état*, de *noblesse*, de *clergé*, il n'y a « qu'une *nation* ¹. » A l'instant le cri de *Vive la nation!* partit de la capitale et se propagea dans les provinces; bientôt il devint patriotique parce qu'il exprimait un sentiment d'unité qui était alors celui de la généralité des Français. Les quais, la place de Grève et les rues aboutissant à l'Hôtel-de-Ville, se remplissent d'une multitude de citoyens empressés de jouir de la vue des députés et de participer aux paroles de paix qu'ils venaient apporter. Tous les bras étaient tendus vers eux, tous les yeux étaient mouillés de douces larmes : chacun les comblait de vœux, de bénédictions, et la beauté, détachant de son sein les bouquets dont elle était parée, du haut des balcons et des fenêtres, les couvrait de fleurs et d'applaudissemens. Jamais enthousiasme plus touchant et plus sincère n'avait animé les Parisiens.

¹ Alex. LAMETH (*Hist. de l'Assemb. constit.*), t. 1^{er}, p. 62.

Un vrai patriotisme inspirait cet inconcevable délire, et cependant de nouvelles scènes, où la bizarrerie se mêlait à l'atrocité, achevaient de donner à tous ces événemens l'aspect le plus singulier qui eût encore frappé les yeux et les esprits.

Auprès de l'Hôtel-de-Ville, les députés furent accueillis par un rassemblement tumultueux. Un soldat aux gardes françaises était porté en triomphe par le peuple au bruit de la musique et la tête couronnée de lauriers : c'était le grenadier Arné qui le premier entra dans la Bastille. A sa boutonnière était suspendue la croix de Saint-Louis trouvée dans les dépouilles du malheureux Delaunay. Les députés s'arrêtèrent pour saluer ce soldat qu'on qualifiait de héros. En même temps on rendait les honneurs funèbres à ceux qui étaient morts en combattant. Dans cette cérémonie l'abbé Fauchet, après avoir jeté l'aube, la chasuble et l'étole sur son habit de garde national, enveloppant ses doctrines impies d'un voile religieux, prostitua les maximes sacrées du divin rédempteur, et s'écria du haut de la chaire : *Oui, mes frères, c'est l'aristocratie qui a crucifié le fils de Dieu*¹. A ces mots, les nombreux auditeurs sont transportés de joie et le ramènent en triomphe au milieu des fanfares et des acclamations publiques.

L'immense population parisienne ne cessait d'être agitée par la brûlante exaltation qu'excitait sa vic-

¹ DE CONNY (*Hist. de la Révol. de France*), t. II, p. 6.

toire. La méfiance, la crainte, les grandes idées de salut public, en suggérant de nouvelles mesures, préoccupaient tous les esprits. Chaque parti commençait à élever des murmures contre les électeurs ; les uns leur reprochaient l'ambition, les autres un enthousiasme qui avait provoqué de grands crimes. Les électeurs, effrayés de ces accusations, écoutèrent la voix de leur conscience et cherchèrent enfin à légaliser leur autorité usurpée. Rejetant les malheurs qu'on leur imputait sur l'indécision de M. de Flesselles, ils s'occupèrent de le remplacer par un homme sage et d'un patriotisme éprouvé. Ils songèrent aussi à donner une organisation régulière à ces rassemblemens nombreux de citoyens armés, et qui, pour la plupart sans chefs et sans discipline, avaient déjà commis des excès déplorables.

Plusieurs corps s'étaient organisés d'eux-mêmes sous différentes dénominations, et leurs officiers demandaient à être confirmés. Le comité permanent y consentit sous la condition que ces corps seraient aux ordres de M. de Lasalle-d'Offremont ; mais les électeurs étaient mécontents de l'inertie de ce chef, et ils s'occupèrent de la nomination d'un autre commandant. On fit sonder le duc d'Aumont, d'une opinion opposée à celle du duc de Villequier son frère ; il avait embrassé le parti de la révolution, et deux jours auparavant il était venu avec MM. de Sémonville, Talon, Barquier et Boucher d'Argis, électeurs nobles, joindre les autres électeurs au

moment du péril¹ ; mais il refusa sous le prétexte que ses rapports avec la cour feraient toujours suspecter son dévouement au nouvel ordre de choses.

Alors Moreau de Saint-Méry, président de l'assemblée des électeurs, montre un buste, envoyé par l'Amérique affranchie à la ville de Paris; c'était celui du marquis de Lafayette, vice-président de l'Assemblée nationale. On pouvait dire de lui ce qu'on a dit de Washington. Son extérieur annonçait presque son histoire : simplicité, calme et bonté étaient le fond de son caractère; il avait un maintien noble, une taille élevée; sa physionomie douce et riante était le reflet de son âme et avait une espèce de transparence au travers de laquelle on lisait sa pensée.

Issu d'une famille ancienne, citée comme ayant conservé sa pureté au milieu de la corruption des grands, il continuait sous les auspices d'une femme vertueuse à rendre son nom distingué par cette bienséance de mœurs que la noblesse française avait trop oubliée. Doué d'une imagination vive, il voulait allier l'esprit chevaleresque à la simplicité du caractère américain. Sans un fol amour de popularité qui toujours lui fit sacrifier la vraie gloire à des triomphes éphémères, son désintéressement, sa rare probité et la pureté de ses intentions, auraient pu reproduire en lui un de ces grands hommes d'autrefois que nos mœurs cor-

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. II, p. 407.

rompues nous font considérer comme des êtres fabuleux. Souvent il disait avec l'expression de la vertu la plus pure : « La révolution me replacera au point où elle m'a pris¹. » Passionné pour le gouvernement des Etats-Unis, il était dans l'honorable erreur qu'une constitution faite pour un peuple vierge pouvait être pratiquée par un peuple vieilli dans les habitudes monarchiques ; aussi l'avons-nous vu, lors des premières délibérations de l'Assemblée nationale, offrir comme modèle sa déclaration des droits de l'homme, dont l'interprétation métaphysique allait servir de texte aux brigands pour justifier leurs plus affreux forfaits. Enfin ses idées et ses principes étant dans une conformité parfaite avec ceux du jour, un cri général le proclama commandant de la garde nationale. Lafayette, par une modération aussi rare que belle dans un chef militaire, déclara à la commune de Paris qu'il ne se permettrait jamais d'arrêter personne sans avoir préalablement satisfait à toutes les formes de la justice.

Ensuite on s'occupa de nommer un successeur au malheureux Flesselles. Les circonstances exigeaient que le prévôt des marchands réunît à ses fonctions celles de lieutenant de police, dont M. de Crosne venait de se démettre ; il fallait donc lui donner un nouveau titre ; on proposa celui de *maire*, et sous cette dénomination toute l'autorité

¹ BOUILLÉ (*Mémoires de*), p. 106.

municipale de Paris fut confiée à Bailly, passionné pour le bien public, et possédant au plus haut degré le courage civil, première vertu du magistrat. L'histoire lui reprochera peut-être de s'être mis à la tête de l'assemblée du tiers-état, le jour où elle donna le dangereux exemple de sa désobéissance au roi; mais sa nomination après l'assassinat de Flesselles ne peut nuire à sa mémoire, puisqu'il allait employer toute son autorité à réprimer des excès que repoussait son caractère prudent et modéré¹. En cette occasion les électeurs violèrent leurs principes, ils usurpèrent les droits des districts; cependant comme on était satisfait de leurs choix, l'approbation publique fit momentanément oublier cette irrégularité.

A l'arrivée des membres de l'Assemblée nationale, l'Hôtel-de-Ville fut aussitôt rempli par une foule immense de gens de toutes les conditions dont les hommages bruyans étaient l'indice de leur esprit désordonné; tous s'approchaient des députés pour les féliciter et leur distribuer des cocardes tricolores; chacun voulait embrasser l'abbé Sieyes et Lafayette. Ce dernier, chargé de porter la parole au nom de ses collègues, après l'exposé rapide et fidèle des événemens survenus à Versailles, dit qu'il fallait oublier les malheurs passés, ou plutôt ne les rap-peler que pour en éviter de pareils à l'avenir². Il

¹ BEUCHOT (*Biogr. univers.*), article *Bailly*.

² *Procès-verb. de l'Assembl. des Élect.*, t. 1^{er}, p. 455.

termina par la lecture du discours que le roi avait prononcé à l'Assemblée, et dont chaque phrase excita les plus vives acclamations.

Lally Tollendal voulut ensuite calmer l'effervescence populaire ; dans cette tâche difficile l'orateur fut forcé de flatter le peuple pour gagner sa confiance ; mais il n'aurait jamais dû vanter ses attaques audacieuses et surtout l'ordre de sa police¹ : c'était autant d'actes de licence qu'on ne pouvait louer sans nuire à l'autorité royale, contre laquelle ils avaient été dirigés. Mais Lally, encore jeune, vif, enthousiaste, partageait l'élan de joie causé par le renversement du despotisme, dont la Bastille était le véritable symbole ; et du lieu même où il parlait, il voyait cette place de Grève, où son malheureux père, victime de l'injustice des cours, avait péri de la main du bourreau, un bâillon à la bouche.

MM. de Liancourt et de Clermont-Tonnerre eurent aussi le don de persuader au peuple le maintien de l'ordre et de la paix. « Dites au roi, leur répondit Moreau de Saint-Méry, qu'il acquiert aujourd'hui le titre de père de ses sujets, que ceux qui lui ont inspiré des terreurs l'ont trompé : dites-lui que nous sommes prêts à tomber à ses pieds ; dites-lui enfin que le premier roi du monde est celui qui a l'honneur de régner sur des Français. » L'archevêque de Paris, après avoir parlé avec une tendresse paternelle des calamités qui avaient affligé

¹ *Procès-verbal des séances de l'Assembl. des Élect.*, t. 1^{er}, p. 455.
— *Moniteur* du 15 au 16 juillet 1789, p. 82, col. 5.

la capitale, se rendit à la Métropole, accompagné des envoyés de l'Assemblée et d'une foule innombrable de citoyens, pour remercier Dieu du premier jour de bonheur qui venait de luire après dix jours d'alarmes. Au moment où les députés se préparaient à sortir, Bailly et Lafayette furent solennellement installés au milieu des acclamations publiques. Le nouveau maire de Paris veut exprimer sa reconnaissance, mais sa voix émue peut à peine faire entendre qu'il ne se croit pas digne d'un si grand honneur, ni capable de porter un tel fardeau. Lafayette accepte aussi ses fonctions avec respect et enthousiasme; au bruit du canon, des tambours et d'une musique militaire, il tire son épée et prête le serment de sacrifier sa vie à la conservation de la liberté dont on daignait lui confier la défense.

En sortant de l'église de Notre-Dame, le peuple mêle à ses cris de joie l'expression de deux autres vœux. L'un était de voir son souverain; l'autre avait pour objet le retour au ministère de Necker, qu'on jugeait être une victime de sa fidélité au roi et à la nation. Les députés, en rendant compte de leur mission à l'Assemblée nationale, attestèrent que la capitale était unanime dans tout ce qu'elle demandait. Mirabeau saisit ce moment pour soumettre un projet d'adresse tout préparé, qu'il fit précéder d'un virulent discours; sa diatribe ne concluait qu'au renvoi des ministres, sans rien dire en faveur de Necker, dont le retour contrariait ses espérances.

Depuis le 12 juillet on n'entendait parler que de Necker; sa disgrâce l'avait pour ainsi dire voué à la vénération publique. Son nom était dans toutes les bouches; on plaçait son portrait à côté de celui de Sully, et souvent dans le même cadre que l'image de Louis XVI. Les membres de l'Assemblée, partageant cet enthousiasme, demandèrent son rappel avec une telle passion qu'au refus du roi ils allaient, dirent-ils, le décréter spontanément. Mounier et même Barnave exposèrent des idées plus conformes à la sagesse du gouvernement représentatif, en cherchant à préciser l'influence que devaient avoir les représentans de la nation, sur le choix et sur la nomination des ministres. Ils prouvèrent que l'Assemblée pouvait bien conseiller le retour de Necker aux affaires, mais qu'elle n'avait pas le droit de l'exiger; qu'en agissant ainsi ce serait une usurpation manifeste sur la prérogative royale. « L'indépendance du pouvoir exécutif
« fait le bonheur du peuple, dirent-ils; cette indé-
« pendance cesse du moment que l'Assemblée veut
« impérieusement lui dicter le choix de son con-
« seil. » Ils finirent par conclure qu'on devait se borner à exprimer au roi le vœu de l'Assemblée et celui de la ville de Paris. Alors Lally se lève et s'écrie : « Messieurs, vous l'avez entendu, dans les
« rues, sur les quais, sur les places, il n'y avait
« qu'une voix, le *rappel de Necker*! Tout un
« peuple nous priait, nous conjurait de le de-
« mander, et les prières du peuple sont des or-

« dres¹. » Il fut donc décidé qu'on enverrait une députation au roi pour l'engager à restituer sa confiance au ministre exilé.

Pendant qu'on délibérait sur le projet d'adresse proposé par Mirabeau, on remit en question dans le conseil des ministres si le roi se rendrait à Paris, où s'il irait à Metz sous la protection de l'armée. Ses ministres étaient irrésolus et le roi lui-même partagea long-temps leur indécision²; mais lorsqu'il entrevit qu'en quittant Versailles les factieux profiteraient de cette circonstance pour essayer de changer la forme du gouvernement, il reprit toute la dignité d'un vrai Bourbon, et bravant les dangers il dit à ses ministres : « Je suis décidé à rester. » Cette résolution fermement arrêtée, Louis XVI reçut Bailly en audience particulière et lui annonça qu'il l'avait fait venir pour être instruit de l'état de Paris; qu'affecté douloureusement des criminels effets de l'effervescence populaire, il voulait aller en personne au sein de sa capitale pour tâcher de ramener un peuple égaré.

MM. de Brôglie, Barentin et Villedieu, voyant l'impossibilité de résister à la violence de l'opinion publique irritée contre eux, donnèrent leur démission. Le baron de Breteuil et le duc de Lavau-guyon suivirent leur exemple. Dès que le roi eut fait part à l'Assemblée de cette importante nouvelle l'adresse qui demandait le renvoi de ses ministres

¹ *Moniteur* du 15 au 16 juillet 1789, p. 84, col. 2.

² CAMPAN (*Mém. de madame*), t. II, p. 53.

fut changée en remerciemens; une nombreuse députation fut chargée d'aller les lui porter. L'archevêque de Vienne, à la tête de ce message, revint bientôt après annonçant que le roi partirait le lendemain, et qu'il agréait la députation chargée de l'accompagner. Il apprit aussi que Necker venait d'être rappelé, et que Sa Majesté, en témoignage de sa sympathie pour les vœux de la nation, communiquait à ses représentans la lettre destinée au ministre, et conçue en ces termes :

« Je vous avais écrit, monsieur, que dans un
« temps plus calme je vous donnerais des preuves
« de mes sentimens; le désir que les états-généraux
« et la ville de Paris témoignent m'engage à hâter
« le moment de votre retour. Je vous invite donc à
« revenir le plus tôt possible reprendre auprès de
« moi votre place. Vous m'avez parlé en me quittant
« de votre attachement; la preuve que j'en demande,
« est la plus grande que vous puissiez me donner
« dans cette circonstance ¹. »

Le président écrivit aussitôt à Necker pour l'inviter à accélérer son retour. On chargea Dufresne Saint-Léon, son ami, d'aller lui porter à Bruxelles ces importantes dépêches. On procéda ensuite à la nomination de cent députés qui devaient accompagner le roi à Paris. Tous ambitionnaient cet honneur; Louis XVI, faisant abnégation de son autorité, leur paraissait le meilleur des rois; on ne se barmait

¹ *Moniteur* du 29 au 30 juillet 1789, p. 123, col. 2.

pas à le comparer à Louis XII, à Henri IV, mais encore Rabaud de Saint-Etienne, dans son journal, le plaçait à côté de Charlemagne.

Tandis que l'Assemblée se réjouissait de voir tout succéder au gré de ses désirs, le voyage du roi et le rappel de Necker répandirent au sein de la cour une consternation profonde; déjà la reine avait brûlé une partie de ses papiers, et plaçait ses diamans dans une cassette de voyage¹. La crainte et l'agitation avaient un tel caractère, qu'à Paris même les préparatifs du départ des troupes furent pris pour des dispositions hostiles. Dès qu'elles s'ébranlèrent on crut que leur retraite était une feinte, et que par des marches combinées elles viendraient fondre sur la capitale. Dans cette appréhension on se fortifie de nouveau, on barricade les ponts et les barrières, on place des canons à toutes les avenues; le lugubre tocsin appelle encore les citoyens aux armes, toutes les maisons sont éclairées, et ces dispositions provoquées par une terreur panique annoncent assez à quelles convulsions la ville était alors livrée.

Louis XVI qui, dans les excès populaires, n'aimait à voir que les erreurs d'une multitude égarée, espérait ramener le peuple et le désarmer par une grande marque de confiance. Juste, bienfaisant, sa bonté l'emportait sur la crainte qu'on ne cessait de lui inspirer. Des rapports secrets, faux ou vérita-

¹ CAMPAN (*Mém. de madame*), t. II, p. 52.

bles, annonçaient qu'il serait massacré en arrivant à Paris¹. Mais le monarque, quoique d'un caractère indécis, ne fut jamais accessible à la crainte, et nous verrons par la suite que dans toutes les circonstances périlleuses il montra un rare sang-froid, soit dans les délibérations du conseil, soit dans les actes de sa vie. Il fallait en effet être résigné à souffrir pour s'exposer même à la seule humiliation de se présenter au milieu d'un peuple furieux, qui croyait faire grâce à son roi allant s'offrir à lui dans une attitude suppliante.

Prêt à braver le danger, Louis passa une partie de la nuit (16-17 juillet) à ordonner des dispositions dictées par la prudence. Le matin de bonne heure après s'être confessé, il entendit la messe et communia. Puis il s'entretint avec sa famille, et remit à MONSIEUR, en présence de la reine, une protestation contre tout ce qu'il serait peut-être contraint de faire; dans le cas où il ne pourrait plus exercer son autorité, il déléguait à son frère la lieutenance générale du royaume².

Au moment de partir, le duc de Villeroi trouva le monarque pensif, le coude appuyé et la main posée sur son front. Au bruit qu'il entendit le roi se retourne et lui dit : « Le refus de me rendre aux instances des habitans de la capitale entraînerait des conséquences plus malheureuses encore que

¹ HUE (*Dernières années du règne de Louis XVI*), p. 60.

² BEAUCHAMP (*Vie de Louis XVIII*), t. 1^{er}, p. 49 et 50. — HUE (*Dernières années du règne de Louis XVI*), note de la page 62.

« celles qu'on veut me faire craindre; ah! si chaque citoyen doit à son pays le sacrifice de sa vie, le souverain doit aussi faire à sa patrie le sacrifice de la sienne. Ainsi, le sort en est jeté, j'ai promis d'aller à Paris, j'irai; mon peuple doit savoir que je l'aime, je me confie à lui; partons. »

A onze heures le roi monte en voiture avec MM. de Villeroy, d'Estaing, de Beauveau, de Villequier et le marquis de Nesles. Dans un second carrosse étaient les marquis de Chauvelin, de Tourzel, de Brézé. Escorté par un petit nombre de ses gardes, il s'avance lentement vers Paris, suivi d'une nombreuse députation accrue d'une foule d'autres députés qui, par ce trait de fidélité, voulurent affaiblir les alarmes de la reine et de la famille royale. Depuis sept heures du matin tout était en rumeur dans la capitale, plus de cent mille hommes sous les armes allèrent au-devant de Sa Majesté. La milice bourgeoise se rendit à Sèvres pour relever celle de Versailles. Sur la route une foule de paysans, armés de fourches et de bâtons ferrés, accourut des campagnes voisines pour se joindre à l'escorte. Cependant le temps s'écoulait et le roi ne paraissait pas. Ce retard fait douter de son arrivée; alors les soupçons se réveillent et la défiance tourmente de nouveau les imaginations ardentes. Les uns craignent que Louis XVI n'ait suivi l'armée dans sa retraite, les autres soupçonnent qu'on l'aura enlevé; ses amis appréhendent un assassinat; toutes les suppositions sont admises, et dans ce moment

de méfiance et d'exaltation, tout paraît vraisemblable.

Enfin vers les trois heures un tourbillon de poussière annonce dans le lointain l'arrivée du cortège, et chacun se hâte de courir à son poste. La cavalerie ouvrait la marche, suivie de gardes françaises, et précédée des canons et des drapeaux de la Bastille. A la suite d'un détachement nombreux de cavaliers volontaires venait Lafayette qui, en qualité de commandant, était à cheval l'épée à la main. La garde de Paris accompagnée de sa musique, les femmes de la halle, vêtues de blanc, parées de rubans tricolores et portant dans leurs mains des fleurs et des branches de lauriers, faisaient partie de l'escorte composée de deux cent mille âmes, de tout sexe, de tout âge; des filles publiques et jusques à des moines portant des épées ou des mousquets, figurèrent dans cette cohue; il y eut des religieux tels que les Mathurins, qui portèrent la bannière de leur ordre, comme drapeau du district¹.

Le roi allait être reçu à la barrière Chaillot, lorsque le corps municipal demanda si selon l'antique usage le maire se mettrait à genoux pour lui offrir les clefs de la ville? « La nation s'est relevée, répondit Bailly, et le maire de la capitale ne prendra plus une attitude humiliante². » Bailly, en présentant au roi les clefs dans un plat de vermeil, lui

¹ PAPON (*Histoire de la Révolution de France.*), t. I^{er}, p. 177. — BAILLY (*Mém. de*), t. I^{er}, p. 233-234.

² GIRARDIN (*Mém. de Stanislas*), t. III, p. 38.

dit : « Ce sont les mêmes qui furent présentées à
 « Henri IV ; il avait reconquis son peuple, ici c'est le
 « peuple qui a reconquis son roi. Sire, ajouta-t-il, ni
 « votre peuple, ni Votre Majesté, n'oublieront jamais
 « ce grand jour ; c'est le plus beau de la monarchie,
 « c'est l'époque d'une alliance auguste et éternelle
 « entre le monarque et le peuple. Ce trait est unique,
 « il immortalisera Votre Majesté. J'ai vu ce beau
 « jour ; et comme si tous les bonheurs étaient faits
 « pour moi, la première fonction de la place où me
 « conduit le vœu de mes concitoyens, est de vous
 « porter l'expression de leur respect et de leur
 « amour. »

Le monarque, en entrant dans Paris, marcha au milieu d'une triple haie de gens armés. Quatre cents gardes-du-corps, n'ayant que leur épée, demandèrent vainement la permission de l'accompagner ; ils furent consignés aux barrières et elles se fermèrent devant eux¹. Une partie de l'Assemblée nationale allait à pied autour de la voiture royale. Les plaies étaient si profondes, si récentes, et l'avenir si incertain que, malgré l'allégresse publique, les gens sages étaient plus disposés à se livrer à la crainte qu'à s'abandonner à la joie. Pendant cette marche triste et douloureuse on criait sans cesse, *vive la nation !* et l'on gardait un silence injurieux pour un roi qui, dans des vues bienfaisantes, s'avancait au sein de sa capitale en délire pour y sanctionner une insurrection.

¹ *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 46.

Jamais roi de France ne fit une entrée si modeste ; Louis XVI, sans aucun appareil, n'ayant d'autres gardes que ses vertus, venait au milieu de son peuple tel qu'un père au milieu de ses enfans. La pâleur de son teint, la simplicité de son costume et son air de mélancolie ajoutaient une expression touchante aux sentimens de bonté et de confiance répandus sur tous ses traits. Au moment où le cortège longeait les Champs-Élysées, un coup de fusil partit du quai Bourbon. Une dame, placée sur la même ligne que la voiture du roi, en fut atteinte et mourut bientôt après ¹. On établit mille conjectures sur cet événement : les uns le considérèrent comme une tentative criminelle, d'autres l'attribuèrent à l'inexpérience de tant d'hommes qui maniaient des armes pour la première fois ². Quoi qu'il en soit, le roi ne manifesta aucun sentiment de crainte à la vue de l'appareil effrayant d'une foule tumultueuse qui, de tous côtés, s'offrait à ses yeux sous un aspect menaçant.

A quatre heures, il arriva sur la place de Grève, et descendit au bas du perron dont les marches portaient encore l'empreinte du sang des défenseurs de la Bastille. Les nombreux électeurs, émus aussi par toutes les passions qu'ils avaient soulevées, décidèrent qu'il fallait recevoir Louis XVI selon le rite

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. II, p. 254. — *Annales parisiennes, politiques et critiques*, p. 51.

² *Moniteur* du 28 au 29 juillet 1789, article *Paris*, p. 144, col. 1. En effet, la victime fut tuée, non par une balle, mais par un tire-bourre. — *Journées mémorables de la Révolution*, t. III, p. 58.

maçonnique; rangés sur deux rangs, ils croisèrent leurs épées sur sa tête pendant qu'il montait le grand escalier, de sorte que le roi passa réellement sous *la voûte d'acier**. Une réception aussi inconvenante qu'inattendue, le cliquetis des armes, la confusion des voix, et même les clameurs du dehors que le peuple poussait et que le retentissement des voûtes du palais rendait encore plus effrayantes, auraient pu troubler l'âme la plus aguerrie; néanmoins la sérénité du monarque n'en fut point altérée, et dans ce moment terrible il conserva la plus noble assurance¹. Ce trait de courage produisit un grand effet et lui ramena les cœurs les plus rebelles. De toute part éclatèrent les cris de *vive le roi!* Les regards des spectateurs attendris sont tournés vers lui; chacun, touché de sa résignation, lui tend les mains en signe de dévouement.

Parvenu dans la grand'salle, Louis XVI s'assied, quelques larmes coulent de ses yeux; il veut parler, un attendrissement involontaire étouffe sa voix, et il ne peut prononcer que ces mots : « Mon peuple « doit toujours compter sur mon amour. » Alors les acclamations redoublent et les applaudissemens deviennent unanimes. Une voix partie du fond de l'assemblée prononça ces mots avec élan : *Vive notre roi! vive notre père!* Le silence ayant succédé à cet enthousiasme, on fit lecture du procès-verbal

* Ce fait est mentionné dans le procès-verbal des séances des électeurs. On sait qu'à cette époque tous les Français portaient l'épée.

¹ Note communiquée par le général Lasfayette.

des délibérations de la veille contenant la nomination de Bailly à la dignité de maire, et celle de Lafayette à la place de commandant-général.

Moreau de Saint-Méry assura dans sa harangue qu'un peuple qui faisait éclater des transports si vrais et si universels ne méritait pas qu'on osât calomnier la pureté de ses intentions. Et lorsque relativement aux conseils qui avaient déterminé l'arrivée des troupes, l'orateur eût dit quelques mots sur les craintes qu'on avait conçues dans la capitale, le roi l'interrompit par une dénégation formelle et prononcée d'un ton et avec un geste si naturel que tous les témoins de cette scène renoncèrent à croire qu'on avait tramé contre Paris des projets de violence et de dévastation¹. Ethys de Corny proposa, pour éterniser ce grand jour, d'élever sur l'emplacement de la Bastille démolie un monument à Louis XVI, régénérateur de la liberté publique, père du peuple français².

Le roi voulut prendre la parole, mais la vive émotion dont il était pénétré étouffa sa voix, et ce silence éloquent exprimait l'effusion de ses sentimens généreux. Après qu'il eut confirmé la nomination du maire et celle du commandant de la garde parisienne, Bailly, pour calmer les inquiétudes qui pouvaient encore subsister, annonça que la paix et la concorde allaient renaître, et que s'il survenait quelque nouvelle infraction aux lois les

¹ LALLY-TOLLENDAL (*Mém. du comte*), p. 75.

² *Moniteur* du 28 au 29 juillet, p. 114, col. 2.

coupables seraient sévèrement punis. En présentant au roi une cocarde aux trois couleurs semblable à celle que les citoyens avaient adoptée, il lui dit : « Sire, j'ai l'honneur d'offrir à Votre Majesté le signe distinctif des Français. » Louis XVI la reçut et la plaça sur son chapeau. Alors Lally-Tollendal, en proie à l'exaltation la plus vive, prononça un discours dans lequel il fit ressortir les vertus de ce prince, de ce prince qui, en abdiquant une partie de sa souveraineté, ne s'en réservait que ce qui lui était nécessaire pour le bonheur des Français. Cette improvisation, plus digne du sénat que de la tribune populaire, fournit aux ennemis des institutions nouvelles l'occasion de le calomnier; ils établirent une similitude maligne entre la situation de Louis XVI et celle de Jésus-Christ lorsqu'il fut couronné d'épines et bafoué par les Juifs¹, et depuis on a considéré le discours de Lally-Tollendal comme une paraphrase de l'*Ecce homo*.

Une foule immense couvrait la place de Grève, les fenêtres et même les toits des maisons, lorsque le roi portant la cocarde tricolore se montra au peuple qui le demandait. Tous les citoyens, ravis de lui voir adopter le signe de l'alliance contractée avec eux, se livrèrent à de nouveaux transports, et les cris de *vive le roi!* se prolongèrent jusqu'aux extrémités de la ville.

Le jour était à son déclin quand il fut permis à

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mémoires de*), t. II, p. 59.

Louis XVI de rejoindre sa famille. Son retour offrit un spectacle bien différent de celui de son arrivée. Les Parisiens ivres de joie, mais oubliant le respect qu'ils devaient à la majesté royale, ne se bornèrent pas à entourer la voiture, ils mirent les couleurs tricolores sur les panneaux, ils en couvrirent les chevaux. Ensuite la populace monta sur le derrière, sur le siège du cocher et jusque sur l'impériale¹. On entendait encore quelques cris de *vive la nation ! vive la liberté !* mais ceux de *vive notre roi ! notre ami ! notre père !* étouffaient tous les autres. « *Chérissez notre bon roi*, criaient les députés, *il nous rend Necker.* » Mirabeau, déconcerté dans ses plans désorganiseurs, étonné surtout de la mobilité des Parisiens, malgré son dépit ne put s'empêcher de dire à un de ses confidens : « Celui qui a conseillé cette démarche est un ingé-
« nieux mortel, sans cela le roi n'aurait pas revu sa
« capitale². »

Le prince reprit à la barrière le cortège qui l'avait amené jusqu'à Paris, et vit à Sèvres tous les gardes-du-corps accourir de la montagne où ils s'étaient rassemblés pour l'attendre; plusieurs d'entre eux se détachèrent pour aller annoncer l'arrivée du roi à sa famille, qui depuis son départ gémissait dans le palais de Versailles; là les craintes étaient extrêmes et l'on redoutait de sinistres événemens:

¹ *Moniteur* du 28 au 29 juillet 1789, p. 114, col. 3. — *Histoire de la Révolution de France*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 54-55.

² DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), chap. v, p. 114 et 115.

La reine, suffoquée par les pleurs, ne pouvait prononcer que ces mots douloureux : *Ils ne le laisseront pas revenir!* mais au bruit de la voiture du roi roulant sous les voûtes du palais, elle courut au devant de lui, tenant le dauphin dans ses bras, et se précipita presque évanouie dans ceux de son époux¹. Louis XVI, rendu à sa famille, offrit un tableau touchant : entouré des objets qui lui étaient les plus chers, il abandonnait une de ses mains aux caresses de ses enfans, essuyait de l'autre les larmes de la reine et de M^{me} Elisabeth et en adoucissait l'amertume en y mêlant les siennes! Ses réponses à toutes leurs questions, et les détails de son voyage, rendirent enfin à leurs cœurs agités la joie, le bonheur, et surtout l'espérance.

Les amis du gouvernement représentatif eurent la faiblesse de se croire victorieux. Aucun d'eux ne s'apercevait que la faction populaire s'était affranchie des devoirs sur lesquels se fonde la monarchie constitutionnelle. Mais les hommes des deux partis opposés furent assez pénétrants pour comprendre que le roi venait d'ébranler son trône jusqu'en ses fondemens; quoique sa démarche eût été jugée nécessaire, elle n'était que le pompeux avant-coureur d'une chute terrible; et ce jour-là même aurait anéanti son autorité si le calme et la sérénité qu'il fit paraître au milieu du peuple agité n'avait fait rendre à sa personne les hommages empressés

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mémoires de*), t. II, p. 62-63.

que l'on disputait à son rang¹. C'est dans ce sens que Mirabeau, après y avoir bien réfléchi, envisagea l'événement qu'au premier aspect il avait jugé de même que le vulgaire; en écrivant à ses commettans il leur dit : « L'antique édifice est tombé pour ne se relever jamais, et l'aire est nettoyée pour y bâtir sur un plan nouveau². »

D'après cette opinion judicieuse de Mirabeau, il était naturel que la vieille monarchie tint sa cause pour compromise. En effet, pendant que le roi s'était réconcilié avec la nation, une partie de la cour faisait scission avec elle. Depuis trois jours les grands, les favoris et les ministres, moins confians que leurs malheureux maîtres, ou plutôt oubliant les devoirs attachés à leur condition, abandonnaient le royaume. M^{me} de Polignac céda sa charge de gouvernante des enfans de France à la marquise de Tourzel, et travestie en femme de chambre elle se sauva avec son mari par-delà le Rhin. Le prince Lambesc en voulant regagner les quartiers de son régiment fut assailli de coups de pierres et de coups de fusils. Le ministre Laurent de Villedeuil, le garde-des-sceaux Barentin, MM. Lenoir, Vidaud de la Tour, le président d'Aligre, Lefebvre-d'Amecourt et le fameux abbé de Vermond dont la populace demandait la tête, trouvèrent un asile au milieu de l'armée du maréchal de Broglie qui levait son camp de Saint-Denis pour retourner en Lorraine, au milieu de la

¹ NECKER (*Mémoires de*), t. II, p. 27.

² MIRABEAU (*Lettre à ses commettans*), n° 19.

haine et du ressentiment des paysans aimentés contre elle, pour avoir, disaient-ils, coupé les blés en herbes. Cette armée fut aussi le refuge de M. de Breteuil que le roi chargea de pouvoirs et d'instructions secrètes auprès des cours étrangères. Mais Foulon, abhorré des Parisiens, qui lui reprochaient d'avoir fait une fortune immense dans le monopole des grains, au lieu de chercher son salut dans la fuite, crut échapper à la haine publique en faisant répandre le faux bruit de sa mort.

Le prince de Condé, en quittant Chantilly, faillit, au pont Saint-Maxence, être précipité dans l'Oise. Les princes de Bourbon, d'Enghien et de Conti, beaucoup moins redoutés, mais connus pour leur attachement à l'ancien régime, ne pouvaient demeurer sans danger, et ils quittèrent aussi leurs palais enchantés : eux qui naguère marchaient à l'égal des souverains de l'Europe, furent forcés d'aller demander un asile aux plus petits princes d'Allemagne. Enfin le comte d'Artois, dont la tête avait été mise à prix, quoiqu'attaché au roi par les sentimens du devoir et par les liens de la nature, se détermina, après en avoir obtenu l'approbation de son frère, à quitter sa patrie. L'idée chevaleresque qu'il rétablirait un jour la monarchie sur ses antiques bases le consolait dans sa fuite. Protégé par un régiment, il profita du sommeil des habitans de Versailles, et les yeux mouillés de larmes, à la faveur des ténèbres il s'éloigna du palais de ses aïeux : de ce palais où il avait reçu le jour, et qu'il aban-

donnait avec ses jeunes enfans, victimes comme lui de nos discordes civiles, pour se dérober au ressentiment des Français, dont il eût été l'idole s'il ne se fût fait un point d'honneur de ne jamais changer! MONSIEUR, dont le nom avait encore conservé sa popularité, ne voulut point abandonner le roi, et; se détermina aussi à la résignation.

Plusieurs députés, peu rassurés sur leur inviolabilité, et redoutant la furie d'un peuple déchaîné, à l'imitation des ministres et des princes, crurent, en s'échappant, éviter des périls que la fuite rendait plus grands encore. Le duc de Luxembourg, quoique zélé partisan d'une noble indépendance, et le maréchal de Castries, ami de Necker, malgré les gages qu'ils avaient donnés au régime constitutionnel, allèrent voyager, l'un en Angleterre, l'autre en Allemagne. De même cherchèrent à s'éloigner l'ardent d'Epréménil et Cazalès, dont l'élocution brillante faisait présager ses succès à la tribune. Ce dernier, député de Caussade, arrêté dans son pays par une troupe de jeunes gens exaltés, revint à l'Assemblée pour y défendre, avec une rare éloquence, la cause dont il avait trop tôt désespéré. D'Epréménil reparut aussi après une courte absence; le peuple, qui avait applaudi à sa violente opposition, s'indigna lorsqu'il vit que ce député, par un grand dévouement à la cour, cherchait à faire oublier la conduite factieuse dont il donna le premier le dangereux exemple. L'abbé Maury, fougueux défenseur de l'autel et du trône, fut éga-

lement arrêté en Picardie; mais l'Assemblée réclama sa liberté, sous prétexte que sa présence était nécessaire aux intérêts de ses commettans.

Telle fut la cause première du découragement moral auquel cédèrent trop tôt une foule d'hommes dont le rang, la naissance et le mérite n'étaient pas encore de nature à éveiller la crainte ou la jalousie du parti populaire. Cette fuite prématurée était une énorme faute en politique; elle motiva toutes les accusations dont la cour avait été l'objet, et devint le signal de la triste et fatale vogue d'émigration, qui, en faisant sortir du royaume des sommes immenses, accrut la misère publique. En s'éloignant de la France, l'élite de la nation allait laisser le reste sans défense, sous le couteau des assassins. Sans doute, plus attachés à la patrie, beaucoup de nobles auraient péri, mais avec gloire, avec honneur, au sein de leur foyer domestique; et le plus grand nombre, échappé au désastre, opposant toujours une forte barrière aux progrès de la démagogie, eût repris insensiblement l'influence conservatrice qui s'attache à l'éducation, aux talens et à la fortune.

Oui, les nobles, par un exil volontaire, perdirent tous les avantages de leur position : en abandonnant le pays qu'il était de leur devoir de défendre, ils augmentèrent la haine qu'on vouait aux institutions monarchiques, et la fermentation, croissant par une insultante résistance, se changea contre eux en sentiment patriotique et national. « Pour-

« quoi n'ont-ils pas obéi au roi, disait-on, lorsqu'il
« leur demandait à faire des sacrifices au bonheur
« et à la paix publique? Ce n'est point encore assez
« du mal qu'ils ont fait, ils entraînent avec eux un
« jeune prince que son bon cœur et son inexpé-
« rience va rendre leur victime. En allant soulever
« l'Europe contre la France, ils compromettront le
« roi, puisqu'ils osent dire que c'est par son ordre
« qu'ils vont exciter nos ennemis à venger leur
« injure. »

Mirabeau, joignant la profondeur de Machiavel à l'immoralité de Sylla, prévoit les orages que la résistance de la noblesse va bientôt attirer au tiers-état, et pour l'exécution d'un projet analogue à son génie¹, il s'associe à Adrien Duport, qui avait acquis une expérience consommée de la conduite des passions politiques, dans les luttes que le parlement avait soutenues contre le ministère²; tous deux sentirent qu'il fallait empêcher l'ardeur publique de se ralentir, et ne pas licencier le peuple dont on allait avoir besoin. Pour essayer ses dispositions et le contraindre à se former partout en garde nationale, ils expédièrent des courriers sur toutes les routes pour répandre la nouvelle que les princes fugitifs et les émigrés qui les accompagnaient, se proposaient d'attaquer la France³, et qu'en même temps

¹ TOULONGEON (*Hist. de France depuis la Révol. de 1789*), t. I^{er}, p. 95.

² FERRAND (*Théorie des Révolut.*), t. III, p. 77, 78, 283 *passim*.

³ RABAUD SAINT-ÉTIENNE (*Précis histor. de la Rév.*), p. 118.

de nombreux corps de brigands, excités par les nobles, s'avançaient sur tous les points pour sacager les villages et les hameaux. Au moyen de ce bruit, artificieusement semé, l'imagination des Français s'alarme et s'enflamme; l'éclair ne sillonne pas aussi vite un horizon rembruni que ne le fait le spectre de la peur, en parcourant nos provinces jusque dans les hameaux les plus reculés. Toute la population, imbue en même temps d'idées révolutionnaires, à jour fixe et pour ainsi dire à la même heure, se trouve spontanément armée : deux millions d'hommes se lèvent pour garder leurs foyers. Dans ce but légitime, pleins d'enthousiasme, ils sont prêts à marcher au combat, avec cette confiance qu'inspire la défense de la patrie et l'amour de la liberté. Les femmes aussi partagèrent cet élan; les couleurs nationales devinrent un ornement à leur parure, et dans plusieurs villes, après avoir excité aux armes leurs époux, leurs fils ou leurs frères, elles déclarèrent qu'au moment du péril elles seraient prêtes à partager leurs dangers, plutôt que de rester dans une honteuse inaction.

LIVRE QUATRIÈME.

L'ANARCHIE.

Garde nationale. — La commune. — Émeute à Poissy. — Projet de proclamation. — Portrait de Robespierre. — Meurtre de Foulon et de Berthier. — Aristocrates. — Opinion de Lally. — Comité des recherches. — Hommage du parlement. — Inviolabilité du secret des lettres. — Affaire de Brest. — Lord Dorset. — Banquier Pinet. — Les électeurs et les représentans de la commune. — Retour de Necker. — Révocation de l'amnistie. — La commune érigée en municipalité. — Émeutes à Rennes, Caen, Strasbourg et Marseille. — Rapport sur la nouvelle constitution par l'archevêque de Bordeaux. — Droits de l'homme. — Opinions de Mounier. — De Malouet. — De d'Entraignes. — De Sillery et de Grégoire. — Massacre des seigneurs. — Motion du vicomte de Noailles. — Discours de d'Aiguillon. — Son portrait. — Extinction des droits féodaux. — Discours de Lally. — Réflexions sur la nuit du 4 août.

DEPUIS Charlemagne et Louis-le-Gros, aucun roi de France n'avait eu la magnanimité de faire marcher la liberté civile et politique des Français avec les progrès de l'esprit humain. Louis XVI, en voulant suivre un si noble exemple, prouva combien il est dangereux pour les princes faibles de céder aux volontés du peuple. Ainsi, la démarche qui venait d'exposer sa personne à la discrétion d'une multitude armée, plutôt que de faire couler une seule goutte de sang, loin de toucher les factieux, ne put

rétablir la tranquillité publique, ni arrêter le cours des assassinats. Lorsque toute la France rendait hommage à son amour pour la justice, à sa touchante humanité, les hommes qui voulaient la destruction du trône donnèrent le signal de haine et de discorde qui allait précipiter l'Etat et le prince dans un gouffre de maux.

Mais quoique les excès populaires soient une tache pour la cause de la liberté, le parti monarchique n'en aura pas moins à se reprocher d'avoir dès le commencement indisposé les représentans du peuple par des manières hautaines et des procédés injurieux; de les avoir entourés de soldats menaçans, au lieu de chercher à les ramener par les voies de la conciliation¹, et surtout d'avoir montré plus d'indulgence envers les agens de l'anarchie que de propension à s'unir de bonne foi à ceux qui voulaient l'alliance du trône avec la liberté. La conduite des courtisans a prouvé qu'aucun d'eux n'avait prévu ni compris ce que devaient être des états-généraux accordés après tant de prières, tant de sujets de mécontentement, et après de si longues déprédations.

Oui, sans doute, les grandes fautes politiques jusqu'à 1789 appartiennent à l'imprévoyance des deux premiers ordres². Mais après le changement des états-généraux en Assemblée nationale, et surtout après la déclaration du 23 juin, le parti triomphant

¹ RIVAROL (*Mém. de*), p. 60. — Voyez aussi les *Mém. du marquis de Ferrières*.

² *Histoire des Causes secrètes de la Révolution*, 1^{re} part., p. 30 et 31.

devint seul comptable de toutes les délibérations qui préparèrent la ruine de la monarchie. Ce parti, loin de profiter de la confiance du roi et de l'enthousiasme des Parisiens, pour étouffer les principes subversifs qui devaient substituer l'anarchie aux bienfaits d'une liberté réelle, entretenait l'agitation par la peur en prêtant au fantôme de la vieille aristocratie une consistance qu'elle était bien loin d'avoir.

Pendant que l'Assemblée délibérait à Versailles et favorisait l'insurrection par une attitude hostile à la royauté, Paris était toujours livré à une agitation violente, et prouvait que la conquête de la liberté, lorsqu'elle est confiée à la multitude, ne peut jamais s'acquérir sans bouleversemens et sans crimes. Les chefs principaux de la révolution étaient Necker, Bailly et Lafayette, tous trois hommes de bien, pleins de droiture, de candeur, et d'une probité antique; mais tous trois n'ayant point les qualités qui constituent l'homme d'Etat. Epris de bonne foi d'une liberté idéale qui les égara dans de fausses routes, ils s'étaient imaginés qu'il resterait toujours assez de puissance à l'autorité royale, et ils se bornèrent à la faire consacrer en paroles, sans prendre le soin de l'investir des prérogatives et des attributs essentiellement liés à son existence. Associant le système de l'égalité à la conception d'un gouvernement monarchique, ils supposaient qu'un roi pouvait régner sans aucune des hiérarchies sociales qui entretiennent chez les hommes l'habitude de l'obéissance et du respect, sans aucune des

pompes qui, en relevant la majesté du trône, lui prêtent cette assistance morale, si nécessaire à l'administration d'un grand empire.

Depuis la prise de la Bastille, beaucoup de soldats de la garde du roi abandonnaient leur poste pour venir se joindre à la milice parisienne : ceux des autres régimens, attirés par l'espérance d'une plus forte paie, et surtout par l'attrait de la licence que favorisait la révolution, arrivaient tous les jours en foule à Paris. Accourir à la défense de la liberté était une excuse à leur indiscipline. Lafayette partageait cette erreur, et répondait à ceux qui donnaient à ces militaires le nom de déserteurs : « Les seuls déserteurs sont ceux qui n'ont pas encore abandonné leurs drapeaux¹. » Son plan était d'absorber l'armée du roi dans une armée citoyenne, comme celle des Etats-Unis.

Peu de jours après, ce général demanda que le nom de *garde nationale* fût donné à la milice parisienne. Lorsqu'il soumit son projet d'organisation au milieu de la multitude assemblée à l'Hôtel-de-Ville, il prononça ces paroles mémorables : « Messieurs, je vous apporte une cocarde qui fera le tour du monde, et une institution à la fois civile et militaire qui vaincra toutes les armées et tous les gouvernemens arbitraires de la vieille Europe, puisqu'elle les mettra dans l'alternative d'être battus s'ils ne l'imitent pas, ou d'être renversés s'ils

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. II, p. 251.

« osent l'imiter¹. » Les gardes nationales en effet devinrent l'appui de nos institutions nouvelles ; quoiqu'elles aient causé des désordres partiels, elles furent l'immense pépinière de nos armées, et formèrent une telle masse de résistance, que la France trouva en elles sa gloire et sa conservation.

D'après le plan présenté par Lafayette, l'infanterie de la garde nationale de Paris devait s'élever à trente-un mille hommes, dont mille officiers. Les soldats étaient divisés en deux corps : l'un de six mille hommes soldés, et l'autre de vingt-quatre mille non soldés. Dans les premiers étaient placés les ci-devant gardes françaises que leur défection avait mis dans la nécessité d'assurer le triomphe de la révolution. Des compagnies de chasseurs et un corps de cavalerie portèrent cette armée à plus de quarante mille hommes. On laissa au commandant-général la présentation des officiers de l'état-major ; le général Gouvion qui, comme lui, avait combattu avec gloire en Amérique, en fut nommé le chef. Bientôt on ne vit plus que des uniformes et des épaulettes : de tous côtés on formait des réunions militaires, on donnait des fêtes civiques. Ces cérémonies, nouvelles pour les Parisiens, leur inspirèrent un enthousiasme qui saisit tous les rangs, tous les âges, et entretint l'esprit guerrier sans lequel il n'y a point de peuple libre.

L'autorité royale abattue, consternée, n'opposa plus qu'une barrière désormais impuissante contre

¹ Note communiquée par le général Lafayette.

les excès de la multitude. Alors tout s'émeut, tout s'agite dans cette immense capitale, où une autorité improvisée venait de s'établir. Le même mouvement qui avait porté l'élite de la nation à disputer le pouvoir au trône poussait les classes inférieures à une insubordination plus grande encore. Les hommes nés dans la condition la plus obscure, réunis sur les quais, sur les places, délibéraient en forme, malgré les défenses de la police. Au milieu de cette agitation, le corps électoral, combattu par les districts, inquiet par les assemblées tumultueuses du Palais-Royal, suffisait à peine aux exigences populaires; il réunissait à lui seul tous les pouvoirs. Les juges, incertains sur leurs attributions, lui renvoyaient les accusés. On lui accorda même la puissance législative par la faculté qui lui fut laissée de se donner une constitution. Mais il arriva à ce corps ce qui survient dans toutes les révolutions; il allait être dominé par les élémens fougueux de l'insurrection triomphante qu'il croyait pouvoir toujours diriger.

Pour satisfaire aux besoins de leur immense administration, les électeurs s'étaient partagés en divers comités. Ceux de la police et des subsistances étaient occupés du soin le plus difficile et le plus dangereux; la rareté des denrées de première nécessité, accrue par la méfiance et le désordre, excitait sur tous les points une irritation et un mécontentement favorables aux fauteurs de troubles; semant partout de nouvelles défiances, de nouvelles

terreurs, ils faisaient faire chaque jour de rapides progrès à l'effervescence populaire. La multitude, ignorante et cruelle, ne tarda pas à élever des clameurs contre ceux qu'on lui désignait comme auteurs de ses misères. Déjà elle convoitait ses victimes, et bientôt les exécutions allaient recommencer avec plus de férocité sur cette même place où le peuple et les électeurs venaient de renouveler leurs protestations d'amour à leur souverain, suivies de la promesse solennelle qu'ils seraient désormais les fidèles gardiens de l'ordre et de la paix.

Les députés qui avaient accompagné le roi à Paris rendaient compte de leur mission, lorsque l'Assemblée fut informée de plusieurs crimes commis à main armée. Sous prétexte de l'accaparement et du monopole des grains, un habitant de Saint-Germain était tombé sous les coups de scélérats inconnus. A Poissy, un riche fermier des environs, appelé Thomassin, arrêté pour le même motif, et sur le point d'être livré à des brigands qui demandaient sa tête, implora le secours de l'Assemblée. Elle répondit qu'il y avait un pouvoir exécutif et des tribunaux pour assurer le maintien des lois.

C'était un hommage rendu à l'autorité souveraine; mais les événemens prouvèrent combien cette autorité avait besoin d'être étayée par le concours du pouvoir législatif. La vie de Thomassin courait les plus grands dangers, et cependant l'Assemblée, loin de donner force à la loi, se borna à

¹ *Moniteur* du 17 au 20 juillet, p. 87, col. 3.

envoyer une députation à Poissy pour obtenir la grâce du malheureux fermier.

Déjà on l'avait arraché de sa prison, et, pendant qu'on dressait l'instrument de son supplice, M. de Lubersac, évêque de Chartres, chef de la députation, arrive avec ses collègues, et à force de larmes et de supplications, il obtient pour cet infortuné la faveur d'être jugé. Ce prélat, accompagné de quelques députés et d'une escorte armée, amena Thomassin à Versailles, et bientôt l'instruction du procès attesta son innocence. L'Assemblée, au récit de ces faits, donna des éloges au courage et à la sagesse de ses commissaires et leur décerna une couronne civique. Mais à quel prix l'avaient-ils obtenue? En faisant subir à la représentation nationale la plus honteuse humiliation; en la prosternant aux pieds d'une horde mutinée, qui eût été promptement dissipée si on n'eût pas avili le pouvoir suprême en le confiant à la populace dont on avait imprudemment proclamé la souveraineté.

Dans la même séance, l'Assemblée ayant appris qu'au bruit du renvoi de Necker de nouvelles insurrections avaient éclaté en Dauphiné, en Normandie, en Bourgogne et à Pontoise, écouta avec faveur (20 juillet 1789) un projet de proclamation que lui soumit Lally-Tollendal, tendant à sévir contre quiconque oserait troubler l'ordre en cherchant à soulever le peuple. Mirabeau, et Gleizen, avocat de Rennes, opposèrent des obstacles insurmontables à la motion de Lally; ils firent observer qu'on ne

pouvait qualifier de rebelles des citoyens courageux armés pour la défense de la patrie. Blézeau, député breton, et Buzot, soutinrent que les insurrections étaient des contrariétés qu'il fallait savoir supporter au moment d'une régénération politique. « Qui nous répondra, dit ce dernier, que le despotisme ne puisse pas renaître auprès de nous? Et, si un jour il rappelait ses forces pour nous terrasser, quels seraient les citoyens qui oseraient s'armer pour défendre l'Etat, braver l'opinion publique, et se dévouer à l'ignominie qui d'ordinaire accompagne la rébellion ? »

C'est dans cette discussion que le trop célèbre Maximilien Robespierre, en blâmant les mesures répressives proposées par Lally, prit la parole pour la première fois. A son avis, c'est condamner le peuple qui veut défendre sa liberté, et rien n'est plus légitime que de se soulever contre les ennemis de la nation. Mais avant d'aller plus loin, il convient de faire connaître les mœurs et le caractère de cet homme qui, dans le cours de nos débats les plus solennels, apparaîtra sans cesse comme le génie du mal. Bientôt chacun de ses discours, sous des formes graves, spécieuses, provoquera un meurtre, élèvera un échafaud, jusqu'au moment où, devenu le maître, il dictera les proscriptions, et portera la TERREUR aux générations les plus éloignées. Le régime qu'il créa répand encore aujourd'hui l'effroi, et nous fait répugner à embrasser la noble

¹ *Moniteur* du 20 au 21 juillet 1789, p. 92, col. 4^{re}.

liberté, dans la crainte de retrouver en elle cette sanglante prostituée dont le monstre osa faire une divinité.

Maximilien Robespierre naquit à l'Abbassée, village voisin de la petite ville de Lens en Artois, d'un père d'origine irlandaise *. L'évêque d'Arras ayant trouvé en lui d'heureuses dispositions, le fit placer gratuitement au collège de Louis-le-Grand. Dès son enfance il se montra défiant et jaloux. Il avait le teint bilieux et la figure grêlée ; une humeur morose le portait à vivre isolé ; son extrême irritabilité, se développant avec l'orgueil, fit prendre à son corps des contractions nerveuses. Méchant et vindicatif, il avait l'abord froid, et son regard mal assuré était celui de la haine †, que provoquait un amour-propre tourmenté par l'envie.

Sous des dehors graves et des habitudes laborieuses, Robespierre dissimulait si bien ses défauts, qu'il entra dans le monde avec distinction en exerçant à Arras la profession d'avocat. La première cause qu'il plaida fut contre les échevins de Saint-Omer qui s'opposaient à l'érection d'un paratonnerre. Cette cause lui permit de parler de Francklin, de la liberté de l'Amérique, et par-là de célébrer les vertus du prince malheureux dont il devait être un jour le juge et l'assassin. Son plaidoyer, conforme à l'esprit du temps, eut un succès prodigieux et lui attira la bienveillance de M. de Beaumetz,

* De là vient qu'on l'appelait communément *M. de Robertspierre*.

† ROLAND (*Mém. de madame*), t. 1^{er}, p. 364.

procureur-général du conseil de l'Artois, au point que ce magistrat recherchait les occasions de faire ressortir les talens du jeune Robespierre *.

L'accueil qu'il recevait dans la haute société accrut sa vanité, il sacrifia aux préjugés et prétendit à la noblesse. Non seulement il ajoutait une particule à son nom, mais il disait encore que sa famille avait été attirée en France par sa fidélité pour les Stuarts. A l'aurore de la révolution la convocation des états-généraux excita son ambition; après quelques tentatives inutiles pour être le député des habitans d'Arras, il dirigea ses intrigues vers les gens de la campagne : en se présentant à eux, il leur annonce qu'il va éclairer le peuple sur ses droits, sur ses intérêts; il déclame contre les impôts et les abus de la milice; il attaque les autorités, il inculpe l'intendant, et au moyen de ses hypocrites doléances sur le sort des malheureux cultivateurs, il réussit à se faire élire par cette classe d'hommes dont la bonne foi est si souvent trompée par l'intrigue et le mensonge. En arrivant à Versailles son astuce et son hypocrisie le firent remarquer, mais on l'évitait parce que sa conversation était sans grâce, dépourvue d'intérêt, et son esprit toujours sec et tranchant. Un son de voix aigre, un débit embarrassé, des gestes brusques, guindés, des expressions de mauvais goût et surtout un accent artésien très-prononcé l'exposaient au ridicule. Enfin un style froid, une logique fautive, et toujours

* Notes recueillies à Arras et communiquées à l'époque par les notables de la ville ayant connu Robespierre.

étayée par des sophismes et des phrases d'emprunt répétées à satiété, rendaient ses discours monotones et sans couleur.

Pendant la discussion provoquée dans l'intention de comprimer les factieux, on reçut une lettre de Lafayette, annonçant les mesures qu'il avait prises pour assurer la tranquillité de la capitale. Cette lettre ferma la bouche aux partisans de la motion de Lally et ralentit la discussion. Cependant les moyens employés par ce général étaient insuffisants, et leur inefficacité ne tarda pas à se manifester par deux exemples effrayans de barbarie que l'innexorable histoire doit raconter dans tous ses détails, afin de montrer à quels excès odieux se livre la populace dès qu'elle est amentée au cri de liberté.

L'assemblée des électeurs cherchait à ramener l'ordre qu'elle-même avait troublé, lorsque dans la soirée deux officiers municipaux, venus de Compiègne, lui annoncèrent qu'ils avaient fait arrêter M. Berthier de Sauvigny, intendant de Paris, fils du premier président *du parlement Maupeou* et gendre de Foulon. Bailly et la plupart des électeurs, n'ignorant pas les motifs de haine qui subsistaient contre cet ancien intendant, décidèrent que n'étant ni accusé, ni détenu d'une manière légale, la municipalité de Compiègne serait invitée à lui rendre la liberté. Mais les deux envoyés de cette ville firent observer que Berthier, administrateur des troupes placées sous les ordres du maréchal de Broglie, était accusé d'être un des principaux agens de la conspi-

ration des ministres contre la population de Paris ; qu'on lui reprochait d'avoir fait couper les blés en herbes pour nourrir la cavalerie, et que ces circonstances avaient irrité le peuple au point qu'il se porterait à de violens excès si on ne lui donnait pas satisfaction. Cet avis prévalut, et il fut décidé que deux électeurs, avec une forte escorte de cavalerie, iraient prendre à Compiègne l'infortuné Berthier.

Foulon, son beau-père, était comme lui l'objet de l'animosité publique, et les moyens ingénieux qu'il avait pris pour s'y soustraire ne purent le sauver. Réfugié dans la terre de Viry, appartenant à M. de Sartines, son intime ami, il y serait peut-être demeuré oublié si les précautions qu'il prenait pour cacher sa présence ne l'eussent rendu suspect ; les paysans de Morangiés, guidés par le syndic du village, l'arrêterent et firent éprouver à ce vieillard septuagénaire les plus indignes traitemens ; ils lui mirent un collier d'orties, un bouquet de chardons sur la poitrine et une botte de foin derrière le dos¹, pour le punir, disaient-ils, d'avoir souvent répété que *le peuple n'était bon qu'à manger de l'herbe*.

A la vue d'un vieillard de soixante-quatorze ans, déjà victime des plus lâches tortures, la férocité des bourreaux de Delaunay et de Flesselles se réveille et sa mort est jurée. Après avoir souffert toutes sortes d'outrages, il arrive à l'Hôtel-de-Ville de Paris, un comité l'interroge, et décide qu'il

¹ *Moniteur* du 29 juillet, p. 117, col. 1.

sera envoyé en prison (22 juillet), mais on ne pouvait le faire sortir sans l'exposer à être mis en pièce. Une foule immense, accourue sur la place de Grève, demandait à grands cris son supplice; il eût fallu la disperser, et aucune force n'était capable d'y parvenir. Le comité crut qu'en gagnant du temps la fureur du peuple serait calmée et qu'il se retirerait; dans cette espérance on retint Foulon. Pour éviter que ces mêmes attroupemens ne devinssent funestes à l'intendant Berthier qui allait arriver, on envoya l'ordre à l'électeur Etienne de Larivière, qui le conduisait, de s'arrêter au Bourget et de n'entrer à Paris que le lendemain matin ¹.

En attendant, plusieurs membres du comité, et Bailly surtout, essayèrent de faire entendre au peuple la voix de la justice et de l'humanité : « Foulon, disaient-ils, peut être très-coupable, mais il « ne faut pas le condamner sans l'entendre. Il était « associé au dernier ministère, on tirera donc de « lui des lumières précieuses sur le complot tramé « contre le peuple. Au nom de la patrie que vous « chérissez, au nom du roi qui vous a prodigué « tant de marques d'amour, nous vous en con- « jurons, ne violez pas vos sermens, ne troublez « point la paix tant désirée, et ne déshonorez pas la « liberté que vous venez de conquérir, en vous « souillant du sang d'un malheureux ². »

Ces paroles firent impression sur le petit nombre

¹ BAILLY (*Mém. de*), t. II, p. 280.

² *Moniteur* du 29 juillet, p. 117, col. 2.

de personnes qui étaient à portée de les entendre. Mais la faveur dont Bailly jouissait auprès de cette multitude n'était pas un frein suffisant pour la retenir, car, si peu de gens voulaient le désordre, tout le monde le souffrait; d'ailleurs l'irritation populaire était sans cesse ranimée par des personnages d'un extérieur décent qui se portaient rapidement aux lieux mêmes où elle semblait se calmer. La populace, excitée par ces artisans de discorde, s'irrite de la lenteur des délibérations du comité, et avec des hurlemens effroyables demande qu'on lui livre sa victime.

Dans l'espoir de sauver cet infortuné vieillard, Moreau de Saint-Méry et l'électeur Osselin, après avoir exposé la nécessité d'une instruction préalable, improvisèrent un espèce de tribunal, mais voyant la difficulté d'asseoir un jugement équitable d'après des imputations vagues et passionnées, les membres de ce tribunal se récusent. On en nomme d'autres, ils étaient absens. Le peuple impatient demande avec une fureur nouvelle, *qu'on juge Foulon, pour être pendu de suite*¹. Amené devant le président, il commençait à être interrogé, lorsque Lafayette, un des juges désignés, arrive. La confiance dont il jouissait, le pouvoir armé dont il était investi, semblaient rassurer les amis de l'ordre. Instruit du motif d'un si grand tumulte, il espère calmer la foule assemblée, en parlant ainsi : « Je ne puis

¹ *Procès-verbal des séances de l'Assemblée générale des Électeurs*, t. II, p. 306 et suiv.

« blâmer votre colère et votre indignation contre
« Foulon, je ne l'ai jamais estimé, je l'ai toujours
« regardé comme coupable; vous voulez qu'il soit
« puni, nous le voulons aussi et il le sera; mais il a
« des complices; il nous importe de les connaître.
« Je vais le faire conduire à l'Abbaye, là nous in-
« struirons son procès et il sera condamné, suivant
« les lois, au châtimement qu'il n'a que trop mérité. »

Cette harangue aurait obtenu le succès que Lafayette s'en était promis, si le malheureux vieillard, égaré par la joie que lui causait ce stratagème, n'avait eu l'imprudence de battre aussi des mains. Alors le peuple s'écrie : « Ils sont d'intelligence, on
« veut le sauver ¹ ! — Est-il besoin de jugement, dit
« une voix sortie de la foule, pour un homme con-
« damné depuis trente ans ² ? » Les plus forcenés, excités par ces paroles qui se propagent avec rapidité, disent de tous côtés qu'on veut faire évader Foulon; plusieurs d'eux affirment même qu'il est en liberté. Alors la rage monte à son comble, et les assassins, furieux, criant qu'ils veulent voir le prisonnier, se précipitent sur la garde et forcent les portes de l'Hôtel-de-Ville. Quinze cents électeurs, magistrats ou témoins, sont renversés sur leurs banquettes ou refoulés jusque vers le siège du président. Au milieu de cette horrible confusion, des égorgeurs se saisissent de l'accusé, placé devant ses juges, et dans un clin d'œil le portent sous la fatale lanterne.

¹ Note communiquée par le général Lafayette.

² *Procès-verbal de l'Assemblée des Électeurs*, t. II, p. 314.

A la vue des apprêts pour son supplice, le vieillard est saisi de terreur; pâle, tremblant, ses forces et son courage l'abandonnent; il descend aux plus humbles supplications¹. On lui ordonne de se mettre à genoux et de demander pardon à Dieu, à la nation et au roi. Il obéit; un de ses bourreaux lui donne sa main à baiser; il s'y prête sans résistance, il se soumet à tout, et supplie en grâce qu'on veuille bien l'enfermer et lui laisser seulement la vie². On répond à ses prières en lui jetant autour du cou une corde à nœud coulant. Foulon est à peine un moment suspendu que la corde casse; il tombe sur ses genoux et implore de nouveau la commisération du peuple. On l'élève une seconde fois, la corde cassé encore. Des assassins, moins cruels que les autres, présentent des épées pour abréger son supplice; mais on le prolonge durant plus d'un quart d'heure pour lui faire attendre une corde neuve³. Enfin elle arrive et termine cette affreuse agonie.

Les meurtriers se saisissent de son corps et se le disputent comme des loups affamés; ils le dépouillent, s'arrachent à l'envi ses vêtements, et courent les porter aux électeurs assemblés. Ceux-ci, froidement, dressèrent un procès-verbal de cet attentat, sans oser sévir contre les monstres qui s'en

¹ LACRETELLE (*Hist. de l'Assembl. constit.*), t. I^{er}, p. 117.

² *Moniteur* du 29 juillet 1789, p. 117, col. 2.

³ *Procès-verbal de l'Assemblée des Électeurs*, t. II, p. 516 et suiv.
— *Annales parisiennes, polit. et crit.*, p. 60 et 61.

déclaraient les auteurs. Enhardis par l'impunité, les assassins placent une poignée de foin dans la bouche de cette tête coupée¹, qu'ils promènent au bout d'une pique, et traînent dans la fange le corps nu, mutilé et couvert des empreintes de leur barbarie. Pendant ce temps, des femmes déguenillées couraient les rues et demandaient l'aumône, en reconnaissance, disaient-elles, de ce que leurs maris faisaient pour la liberté².

Ce crime était à peine consommé qu'on apprit l'arrivée de Berthier, accompagné d'une nombreuse escorte. Les outrages, les imprécations n'avaient cessé de le poursuivre sur sa route; à Louvres on brisa l'auvent de sa calèche, pour le mieux exposer aux insultes. Afin de parer les coups qu'on lui portait, Etienne de Larivière se mit à son côté; obligé de céder à la force, il ne put exécuter l'ordre de s'arrêter au Bourget, et malgré lui il fallut s'acheminer vers Paris. On savait que Berthier était gendre de Foulon. Cette seule circonstance suffisait pour le dévouer à la fureur des bourreaux qui venaient d'égorger son beau-père. Mais ce que l'on ignorait, c'est que Berthier s'était occupé toute sa vie de rendre heureux le peuple de Paris, en le sauvant de la misère par des institutions philanthropiques³. Cet homme de bien avait huit enfans, tous recommandables par leurs mœurs, leurs talens précoces,

¹ PRUDHOMME (*Révolutions de Paris*), n° II, p. 25.

² PAPON (*Hist. de la Révol. de France*), t. I^{er}, p. 192.

³ *Correspond. politiq. et confid. de Louis XVI*, t. I^{er}, lett. xviii°.

et par la plus heureuse physionomie¹; l'aîné d'entre eux, prévoyant le sort affreux dont son père était menacé, courut à Versailles implorer la protection de l'Assemblée nationale. En arrivant, il se jette dans les bras de Lally-Tollendal, et lui dit, les yeux baignés de larmes : « Ah! monsieur, votre piété filiale, votre éloquence ont sauvé la mémoire de votre père; sauvez, sauvez la vie du mien, je vous en conjure². »

L'infortuné Berthier approchait de Paris lorsque, en avant de sa voiture, paraît une charrette couverte d'inscriptions destinées à provoquer contre lui la fureur populaire. Les principales étaient : *Il a volé la France. — Il a été l'esclave des riches et le tyran des pauvres. — Il a bu le sang de la veuve et de l'orphelin. — Il a trompé le roi. — Il a trahi sa patrie³.*

Jamais on ne vit de spectacle pareil à celui qu'offrit l'entrée de cet odieux cortège dans la capitale : des soldats de divers corps, des ouvriers couronnés de feuillage, suivaient ou allaient en avant de la voiture, avec des massues et des drapeaux, et au son d'une musique qui exécutait tour à tour des airs gais ou lugubres, des femmes, ou plutôt des furies, chantaient et dansaient autour de

¹ *Hist. de la Révol.*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 73.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. II, p. 83. — LALLY-TOLLENDAL (*Mém. de*), p. 85.

³ *Moniteur* du 29 juillet, p. 117, col. 3. — BAILLY (*Mémoires de*), t. II, p. 122. — *Procès-verb. de l'Ass. des Elect.* t. II, p. 321 et suiv.

la victime qu'elles brûlaient d'immoler. Berthier, placé dans une calèche découverte, avait, à chacune des portières, un soldat qui tournait vers lui sa baïonnette. Sur sa figure respirait l'indignation ; mais sa contenance était ferme et calme. Auprès de Saint-Méry, des monstres lui présentent la tête de Foulon¹, et veulent la lui faire baiser ; il se détourne avec horreur, jusqu'à ce qu'Etienne de Larivière eût fait éloigner cet objet horrible. Puis il lui demanda avec intérêt quel était le malheureux qu'on venait d'égorger. L'électeur, pour lui cacher l'assassinat de son beau-père, lui dit : « C'est la tête du gouverneur de la Bastille. » Berthier, dans ce moment affreux, conserva le plus grand sang-froid, et s'exprima sur l'assassinat de Delaunay en termes qui annonçaient une âme forte et supérieure à sa situation.

Arrivé à l'Hôtel-de-Ville, Bailly l'interroge sur sa conduite et sur ses desseins. « J'ai obéi à des ordres supérieurs, répond-il avec assurance, et les papiers de mon administration vous éclaireront bien mieux que je ne pourrais le faire. » Pendant qu'on délibère, la populace, animée par un premier meurtre, ne respire que le carnage ; elle pousse des clameurs qui font retentir l'édifice et portent l'épouvante dans le cœur des magistrats. On propose à Berthier de l'envoyer à l'Abbaye. Il y consent. Mais comment l'y conduire, à travers les flots d'une

¹ FAUDRONNE (*Révol. de Paris*), n° II, p. 27.

multitude furieuse? Bailly se présente à la foule; tout ce que la raison et l'humanité peuvent inspirer de touchant et de persuasif est inutilement employé. Lafayette se joint à lui; ils se prosternent tous deux devant le peuple; mais leurs discours et leurs prières ne font qu'irriter les assassins. Sourds à la pitié, ils ne peuvent attendre le résultat d'un jugement; ils veulent se venger eux-mêmes, et la haine leur fait tout sacrifier au plaisir d'être bourreaux.

La victime descend au milieu d'une garde nombreuse; mais des forcenés la dispersent. Mille bras saisissent Berthier, l'enlèvent et le portent sous le reverbère où son beau-père vient de périr; à la vue de la corde encore ensanglantée, ses yeux étincellent de colère, et, dans sa généreuse indignation, il s'écrie : « Scélérats ! je saurai mourir autrement. » Il veut saisir le fusil d'un de ses assassins, mais au même moment il tombe percé de coups. Il respirait encore lorsqu'un vrai cannibale, revêtu d'un uniforme de dragon, lui ouvre la poitrine, y fouille, en arrache le cœur, et porte cet affreux trophée aux membres du comité des électeurs¹, comme pour les punir d'oser exercer des fonctions dont ils ne pouvaient accomplir les devoirs. Quel affreux spectacle pour Lafayette, qui n'avait accepté le commandement qu'à condition qu'on ne jugerait jamais sans accorder aux accusés un défenseur, la communication des pièces et la confrontation des té-

¹ *Procès-verbal de l'Assemblée des Électeurs*, t. II, p. 325.

moins ! Bailly aussi ne s'est-il pas condamné en s'écriant : *Quelle magistrature que celle qui n'a pas l'autorité d'empêcher le crime commis sous ses yeux* ! Mais tous deux n'avaient-ils pas assez étudié l'histoire pour savoir que la punition de ceux qui soulèvent le peuple, c'est de ne pouvoir plus le diriger ?

Ces magistrats, atterrés par la grandeur du forfait, laissent l'assassin reprendre le cœur de Berthier ; il le place à la pointe de son sabre, et court le porter en triomphe dans les rues de Paris, suivi de ses nombreux complices. Un dernier trait manquait à ces anthropophages, ils le consomment en donnant dans un café le spectacle du plus abominable festin¹. Là le cœur est jeté dans une liqueur spiritueuse ; pendant qu'elle brûle, ils la boivent rouge de sang ; puis, les bras nus et le verre à la main, tenu sur cette flamme tricolore, ils jurent de mettre à la lanterne tous les *aristocrates* : alors et pour la première fois on entendit dans toute l'étendue du royaume une chanson barbare et sanguinaire dont le refrain vouait à ce supplice quiconque oserait résister aux volontés du peuple.

Pendant le généreux Lally s'était rendu à l'Assemblée nationale. Là il déplore qu'on n'ait pas adopté les mesures énergiques que deux jours auparavant il avait proposées. Nulle décision n'était en-

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. II, p. 83.

² *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 134. — PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° II, p. 30. — MONTGAILLARD (*Histoire de France*), t. II, p. 403.

core prise, et le crime était consommé; Lally, consterné, au nom de l'humanité demande vengeance; il émeut tous les cœurs, hors celui de Robespierre qui, dans cette discussion touchante, développa ce naturel féroce et cruel qui bientôt ensanglanta la France. Après avoir répondu qu'il fallait par-dessus tout aimer la liberté, il osa faire l'apologie du meurtre par cette exclamation hypocrite: « Peuple vertueux! voudrait-on te punir, après « avoir souffert si long-temps, de t'être vengé un seul « jour! » Et le jeune Barnave, emporté par la chaleur d'un mouvement passionné, laissa échapper ces mots : « L'objet principal est de faire la constitution et d'assurer la liberté¹. La multitude « peut avoir eu raison de se faire justice... peut-être « le sang versé n'était-il pas si pur..... » Ces paroles déplorables firent le desespoir d'une vie si courte², et dont la fin devait être employée à réparer les erreurs d'un talent encore sans expérience.

Vainement Lally s'écria qu'il déchargeait sa conscience des malheurs qui étaient résultats du refus de l'Assemblée, et qu'il se lavait les mains du sang qui venait de couler; des cris de fureur s'élevèrent contre lui; un député osa même dire avec emportement qu'il abusait de sa popularité. Mirabeau lui reprocha de *sentir* lorsqu'il ne fallait que *penser*; ce qui inspira à Lally cette belle repartie : *Tibère*

¹ *Moniteur* du 23 au 24 juillet 1789, p. 99, col. 1.

² LACRETELLE (*Hist. de l'Assemb. const.*), t. I^{er}, p. 120.—FERRIÈRES (*Mémoires du marq. de*); t. I^{er}, p. 160.

pensait avec profondeur, et Louis XIII sentait vivement. Enfin l'Assemblée, qui depuis trois jours consumait un temps précieux à modifier le projet de proclamation proposé par Lally, se détermina à l'adopter, mais avec des modifications plus sévères pour les proscrits que pour les persécuteurs. En effet, le peuple était simplement invité au maintien de l'ordre et de la tranquillité, sous la promesse que l'Assemblée s'occuperait sans relâche de poursuivre les dépositaires du pouvoir qui auraient causé ou causeraient les malheurs de la nation. Cette timide proclamation, lorsque toutes les lois étaient méconnues, ne parut aux gens de bien que l'expression de l'impuissance.

C'est à l'occasion de ces meurtres qu'Adrien Duport mit entre les mains des révolutionnaires une arme terrible; il demanda l'établissement d'un *comité de recherches* destiné à recevoir les dénonciations contre les agens civils et militaires et les conseillers du roi entrés dans la conspiration du 14 juillet, ou qui oseraient dans la suite tenter des entreprises contre les intérêts du peuple. L'Assemblée effrayée balança; mais, ne pouvant s'opposer à la formation de cette œuvre inique, elle voulut du moins diminuer l'effroi qu'avait causé l'idée de mettre la fortune, la vie, l'honneur des citoyens entre les mains de six personnes. Douze membres, renouvelés tous les mois, formèrent le fameux co-

¹ *Moniteur* du 23 au 24 juillet, p. 99, col. 3.

mité des recherches créé pour punir des délits jusqu'alors inconnus : les tyrans avaient inventé le crime de *lèse-majesté*, et le peuple imagina celui de *lèse-nation*. Ce conseil d'inquisiteurs allait servir de type à ces odieux comités répandus dans toute la France, et qui, au nom de la liberté, furent les modèles achevés de la plus affreuse tyrannie¹.

Le lendemain, Mirabeau, dans son journal, fit l'apologie des assassins de Foulon et de Berthier². L'acharnement que l'on mit à immoler ces deux victimes porte à croire que l'on avait formé le projet de les faire périr. Cependant, quel était leur crime? Le tort de l'un était d'avoir été constamment dévoré par l'ambition de gérer un ministère : dans son humeur sévère et brusque, il avait adopté le dicton, *bête à manger du foin*, dont il se servait souvent lorsqu'il voulait exprimer la sottise du peuple. Cette expression, quoique insignifiante par son absurdité, était sans cesse répétée dans le public, et servit de prétexte aux ennemis de Foulon pour lui prêter l'idée ridicule de réduire le peuple à ne manger que de l'herbe. Quant à son gendre, chargé de pourvoir aux besoins d'une nombreuse cavalerie, la disette des fourrages le força sans doute à tolérer, selon l'usage militaire, la coupe des blés verts, et cette circonstance, nouvelle pour les habitans de Paris, au moment où l'on cherchait à les affamer, contribua beaucoup à exalter leur haine et leur

¹ FERRIÈRES (*Mém. de*), t. Ier, p. 166.

² XIX^e Lettre de Mirabeau à ses commettans.

fureur. Telles furent les causes apparentes du meurtre lamentable de ces deux infortunés; mais depuis, le temps a découvert que Foulon avait remis à Louis XVI deux Mémoires dans lesquels il conseillait au roi de ne jamais se séparer de son armée. Il lui proposait de faire arrêter, juger et exécuter sur-le-champ plusieurs des députés les plus révolutionnaires. Ces Mémoires furent lus en présence de Louis de Narbonne, qui en donna connaissance à M^{me} de Staël, avec laquelle il était lié d'une manière intime; et cette dame, par une indiscretion plus conforme à la légèreté de son sexe qu'à la force de son mâle caractère, commit l'imprudence d'en parler à des hommes liés avec Mirabeau, qui ne tarda pas à en informer les principaux moteurs des mouvemens insurrectionnels¹.

L'aspect de la capitale, en ces temps d'anarchie, faisait frémir les gens de bien : leur indignation se manifesta hautement contre l'horrible dictature de la multitude; dans leur douleur, ils ne cessaient de dire : « Les crimes de la tyrannie arment tous les citoyens contre elle, tandis que les forfaits du peuple n'offrent point de coupables; on ne peut ni se plaindre ni se venger de lui. Le mot de *liberté* suffit pour opprimer l'innocence et sert d'excuse à ses bourreaux ! Ah ! combien n'est pas à craindre cette force brutale, accoutu-

¹ CAMPAN (*Mém. de madame*), t. II, p. 62. — MONTGAILLARD (*Hist. de France*), t. II, p. 103. — Opinion de M. Devaisnes. — Voy. *Mémoires* publiés sous le nom de Condorcet, t. 1^{er}, p. 259.

« mée à tout immoler à la violence de ses passions,
« invariable dans ses préventions, irrésistible par sa
« masse ! Sourde à la justice, à la pitié, elle menace
« indistinctement toutes les têtes, et tend à dis-
« soudre la société, en attaquant la sûreté person-
« nelle qui en est le premier lien. »

Lafayette, désespéré d'avoir été spectateur passif de tant de scènes affreuses¹, indigné de n'avoir pu trouver parmi cinquante mille hommes armés assez de citoyens courageux pour prévenir des assassinats, parut humilié de son impuissance ; il écrivit à Bailly : « Le peuple n'a pas écouté mes avis, et le jour où il manque à la promesse qu'il m'avait faite, je dois quitter un poste où je ne peux plus être utile. » Mais les supplications des principales autorités et un nouveau serment de ses bataillons firent qu'il se résigna à garder son pénible commandement. Ses amis, tous passionnés pour la révolution, lui représentèrent qu'un si grand événement ne pouvait s'opérer sans de violentes crises, et que, s'il n'est point de biens que le despotisme n'empoisonne, il n'est aussi point de maux dont la liberté ne console.

Cette maxime prévalut et entraîna la majorité de la nation ; quelques infortunes privées furent oubliées à l'aspect du bien général que les réformes semblaient promettre. Le parlement de Paris partagea ces illusions ; il alla complimenter le roi de sa confiance envers l'Assemblée nationale, et après

¹ *Hist. de la Rév. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 75.

avoir loué le zèle et le patriotisme de celle-ci, comme le plus sûr garant de la félicité publique, il sanctionna la destruction de l'ancienne monarchie par une adhésion solennelle¹. La plupart des autres cours souveraines suivirent cet exemple, et même l'Université, *filles des rois de France*, vint féliciter l'Assemblée et lui offrir « l'hommage du respect et de la vénération profonde qu'inspirait « l'union des vertus sublimes et patriotiques dont « elle offrait chaque jour le spectacle éclatant. » Tous ces grands corps donnaient aux députés le titre de *messeigneurs*, et leur demandaient « l'achèvement « de l'édifice majestueux dont ils posaient les bases « solides². »

Une sorte de mortification fut le seul fruit que retira le parlement de sa démarche inconvenante. Son adhésion aux nouveaux principes n'étant constatée que par une lettre adressée au président de l'Assemblée nationale par son premier président³, on blâma sa prétention de vouloir traiter de puissance à puissance avec les représentans de la nation. Plusieurs membres, tels que MM. de La Rochefoucauld, d'Aiguillon, de Luynes, Praslin, Dionis du Séjour, Saint-Fargeau, Roederer, Fitz-Gérald et même d'Épréménil, se joignirent à Clermont-Tonnerre pour censurer un corps dont ils faisaient partie, et le parlement humilié se hâta aussi d'offrir

¹ *Moniteur* du 15 au 16 juillet 1789, p. 84, col. 5.

² *Idem* du 29 au 30 juillet 1789, p. 123, col. 1.

³ Bochart de Saron.

en personne l'hommage de son respect à ceux qu'il avait appelés les vrais dépositaires des droits de la nation ¹ :

Chaque jour l'Assemblée recevait des provinces une foule d'adresses, de remerciemens et d'adhésions à ses décrets. Toutes les autorités civiles, militaires et religieuses la félicitaient d'avoir fait revivre l'esprit public; toutes déclaraient vouloir la seconder et concourir avec elle à ses projets de régénération. Enfin, rien ne paraissait plus s'opposer aux améliorations qu'elle avait promises. Heureux si, pour réaliser cette espérance, elle n'eût été entraînée et égarée par de faux dogmes jusqu'à croire qu'elle augmenterait les libertés publiques de tout ce qu'elle ôterait à la prérogative royale!

Bientôt après, un événement inattendu souleva dans son sein une haute et importante question, dont la solution prouva les nobles sentimens qui animaient l'Assemblée lorsqu'elle n'était pas maîtrisée par l'influence des passions. Le peuple de Paris était encore agité par la crainte des complots dont on l'avait menacé, quand M. de Castelnau, résident de France à Genève, mais en congé à Paris, fut arrêté sur le Pont-Royal (24 juillet). Au moment où on le saisit, il était porteur de plusieurs lettres dont l'une cachetée de lord Dorset, ambassadeur d'Angleterre, était adressée au comte d'Artois. Ces lettres furent remises au président de

¹ *Hist. de la Révol.* , par deux Amis de la Liberté, t. II , p. 89 .

l'Assemblée nationale; mais M. de Liancourt les renvoya au maire de Paris, sans s'être permis de lire, même celles qui étaient ouvertes.

Le premier mouvement de l'Assemblée fut d'applaudir à cette pureté de principes; bientôt après, plusieurs députés demandèrent si, dans les circonstances graves où l'on se trouvait, l'Assemblée n'avait pas le droit de faire ouvrir des lettres qui pouvaient jeter de vives lumières sur les conspirations tramées contre la liberté publique. Rewbell et Gouy d'Arcy furent pour l'affirmative. Camus se montra religieux pour la correspondance privée, qu'il regarda comme une propriété sacrée. L'évêque de Langres et Adrien Duport développèrent un grand talent en soutenant la même opinion. Le premier rappela le mouvement généreux de Pompée envers Sertorius; et le second cita l'exemple récent du vertueux Turgot, que de lâches calomnieux perdirent dans l'esprit du roi à la faveur de la violation du secret des lettres¹. Robespierre combattit ces deux orateurs, et mit au rang des droits du peuple la faculté d'employer tous les moyens de découvrir les crimes de ses ennemis. Mirabeau lui imposa silence avec le ton supérieur de son éloquence accoutumée, en affirmant qu'un peuple, pour devenir libre, ne devait point emprunter les maximes et les procédés de la tyrannie. Les puissans motifs qu'il développa firent décider qu'on ne violerait point les

¹ *Moniteur* du 24 au 25 juillet, p. 103 et 104, col. 3 et 1.

correspondances privées. Ainsi, le sénat français, à l'exemple du peuple d'Athènes, consacra ce principe moral, que ce qui n'était pas honnête ne pouvait pas être utile.

Cette conduite parut d'autant plus magnanime que la noblesse bretonne, persistant à faire scission avec l'Assemblée, était alors accusée de vouloir, de concert avec les émigrés ¹, livrer le port de Brest aux Anglais. L'opinion s'en accrédita, au point que l'ambassadeur d'Angleterre écrivit à M. de Montmorin (26 juillet) ² pour justifier sa cour. Les nobles bretons se disculpèrent aussi en protestant que ce complot était encore une fable inventée pour nourrir la haine du tiers-état contre le second ordre.

Des bruits de conspirations répandus tour à tour par les deux partis, une disette factice imputée à des malveillans et présentée comme le résultat du monopole des grains, le détail journalier des plaintes de toute la France, où les lois étaient sans force et les juges sans autorité; enfin ce conflit inouï d'obstacles, de moyens violens, de systèmes hardis qui ne s'étaient d'aucun antécédent ni des lois de l'expérience, ne présageaient aux Français qu'une longue suite de calamités. Pour comble de maux, la ville de Paris fut encore frappée d'un désastre qui, durant quelques jours, fit trêve aux graves discussions politiques.

Un nommé Pinet, agent de change, ancien tré-

¹ MONTJOIE (*Hist. de Louis-Phil.-Jos.*), t. III, p. 22 et suiv.

² *Moniteur* du 27 au 28 juillet 1789, p. 111, col. 2 et 3.

sorier de la compagnie chargée d'accaparer les grains, fut assassiné dans la forêt de Saint-Germain. Avant d'expirer, il déclara avoir dans son portefeuille des gages suffisans pour satisfaire ses nombreux créanciers. Ce portefeuille n'ayant jamais été trouvé, la mort de Pinet fournit matière aux conjectures les plus hasardées, aux assertions les plus contradictoires ; on disait que cet homme donnait jusqu'à soixante pour cent sur les sommes qu'on lui prêtait. L'emploi mystérieux de ces fonds fit supposer que Pinet était tombé sous les coups des factieux dont il avait été l'agent secret¹ ; d'autres, au contraire, assurèrent, et avec plus de vraisemblance, que ce banquier, toujours lié d'intérêt avec les membres du *Bail de famine*, avait voulu profiter d'une grande commotion politique pour continuer ses entreprises sur un plan encore plus vaste ; mais, privé de l'appui du pouvoir arbitraire, il échoua dans ses spéculations. Sur ces entrefaites survint le massacre de Foulon et Berthier dont il avait aidé les projets. Forcé de manquer à ses engagements, il se suicida pour éviter l'animadversion du peuple et les poursuites de ses créanciers². Quoi qu'il en soit, la fin tragique de Pinet amena une banqueroute de cinquante-quatre millions et la ruine de quinze cents familles.

¹ MONTJOIE (*Hist. de la Conj. de Phil. d'Orl.*), t. II, p. 14, 18.
— ROUZET DE FOLMONT (*Réfut. de Montjoie*), t. 1^{er}, p. 86-88 ; t. II, p. 80-84. — *Biographie des Contemporains*, article *Pinet*.

² *Histoire des Causes secrètes de la Révol.*, 1^{re} part., p. 41. Voy. note.

La capitale était en proie aux alarmes de tous genres, lorsqu'on éleva des plaintes sur la conduite et les intentions des électeurs, qui continuaient à exercer une espèce de dictature usurpée. Le titre de comité permanent, qu'ils avaient donné à leur réunion, annonçait l'intention de vouloir toujours se conserver en corps pour diriger le peuple de Paris. Mais d'autres factieux, encore plus ardens, trouvaient leur action trop lente et cherchèrent à leur tour à conquérir l'autorité par les mêmes moyens, c'est-à-dire en rappelant à la multitude le sentiment de sa force.

Bientôt les districts, interprètes de la voix publique, ayant été convoqués, s'élevèrent contre l'administration irrégulière des électeurs dont le titre seul condamnait l'existence. La majorité de ces assemblées populaires déclara que la faculté de constituer l'administration appartenait de droit aux administrés, et qu'il serait nommé deux députés par chaque district pour travailler à l'organisation d'un corps municipal et en exercer provisoirement les fonctions. Ces cent vingt députés, désignés sous le nom de *Représentans de la commune*, d'après le vœu des districts, voulurent que la sanction du peuple l'emportât sur celle du roi, et ils proclamèrent de nouveau Bailly maire de Paris, et Lafayette commandant en chef de la garde nationale. Ensuite ils se rendirent en corps à l'assemblée générale des électeurs pour faire reconnaître le pouvoir dont ils étaient investis. Mais par égard pour ces premiers

auteurs de la révolution, et surtout dans la crainte de compromettre l'approvisionnement et la sûreté de la capitale, ils les prièrent de continuer leurs travaux¹. Malgré cette apparente union, ces deux autorités jalouses étaient sur le point de troubler la paix qu'elles devaient maintenir, et nous verrons bientôt les tristes conséquences de leur rivalité.

Au milieu de tant d'événemens survenus à la fois, Necker se préparait à recueillir le fruit de la victoire que le peuple venait de remporter. En se rendant à son château de Copet, il ne s'était point arrêté à Bruxelles, comme on l'avait conjecturé. Arrivé à Bâle, il ignorait encore la révolution dont sa disgrâce avait été le prétexte et le signal, lorsque, par un jeu bizarre de la fortune, il descendit dans le même hôtel où venait d'arriver la duchesse de Polignac. Fugitive et proscrite, elle lui apprit le soulèvement que sa retraite avait causé, la prise de la Bastille, les meurtres qui s'en étaient suivis, la dispersion d'une partie de la cour et de quelques membres de l'Assemblée nationale. Bientôt après, un courrier apporta à Necker la lettre du roi et les décrets de l'Assemblée; il y répondit en termes dévoués²; et surmontant sa répugnance à retourner sur un théâtre ensanglanté et encore agité par la tempête, on doit dire à sa louange que sa première pensée fut de rentrer en France pour arrêter les excès d'un peuple égaré.

¹ *Procès-verb. de l'Ass. des Élect. de Paris*, t. II, p. 433 et suiv.

² *Lettre de Necker au roi*. Bâle, le 23 juillet 1789.

Ministre de la nation, disgracié pour elle et rap- pelé par elle, son voyage de Bâle à Paris fut un véritable triomphe. Sur sa route on l'accueillait comme un libérateur ; on ne l'appelait que le *bon ministre* ! le *ministre adoré* ! Partout la foule accourait sur son passage et le suivait jusqu'à la ville voisine, où l'on dételait ses chevaux pour trainer sa voiture. Cependant l'aspect effrayant que présentait une population armée et violemment agitée, mêlait quelque amertume à sa joie. Le nom du roi avait perdu toute son autorité, et lui-même avoua depuis qu'alors il était sage de ne le prononcer qu'avec circonspection¹.

Arrivé au village de Villenoxe, on vint solliciter sa puissante intervention en faveur du baron de Bezenval. Ce général, après avoir donné sa démission, ainsi que la plupart des favoris de la reine, se retirait en Suisse sa patrie, lorsqu'il fut arrêté aux environs de Provins. Déjà un sinistre cortège se préparait à le conduire à Paris en l'accablant de menaces horribles. Quoique dans la journée du 14 juillet il n'eût rien fait contre l'insurrection, il avait figuré parmi les ennemis de Necker, et son intimité avec la maison Polignac devait lui faire appréhender un sort affreux. Le nouveau ministre n'ignorait point les atrocités commises par la populace de Paris ; il savait que Foulon et Berthier avaient trouvé des bourreaux sans pou-

¹ NECKER (*Mém. de*), t. II, p. 33.

voir obtenir des juges ; il n'hésita point à se montrer humain et généreux ; il ordonna au commandant du détachement qui conduisait le baron de Bezenval, de suspendre sa marche jusqu'à nouvel ordre.

La prochaine arrivée de Necker excita au sein de la capitale un enthousiasme voisin du délire. Le parti révolutionnaire jouissait avec ivresse de son triomphe sur la volonté souveraine. Versailles également fut en rumeur ; la population entière et les quatre compagnies des gardes du corps allèrent à la rencontre du ministre, tous les corps civils et militaires vinrent le féliciter sur son heureux retour. Au milieu de ce mouvement général des esprits, Necker, après avoir donné au roi des consolations pour le passé et des espérances pour l'avenir, se rendit au sein de l'Assemblée nationale, qui le reçut avec appareil, et lui accorda des honneurs qu'elle aurait refusés au chef de la monarchie. On peut dire que, dans ce jour, les hommages rendus au ministre éclipsèrent tout-à-fait la majesté du trône.

Necker désirait vivement se montrer à l'immense population parisienne, qui lui avait donné des preuves si éclatantes d'attachement, et qui exigea son retour avec tant d'énergie. Et si, comme on l'a dit¹, la vanité, si naturelle à l'homme, put lui faire désirer un triomphe dans une capitale

¹ LAMETH (*Histoire de l'Assemb. const.*), t. 1^{er}, p. 84.

où peu de jours auparavant le roi avait reçu des humiliations, il n'en est pas moins vrai que Necker fut entraîné dans sa démarche par une pensée dominante : c'était d'émouvoir les cœurs pour les rappeler à la clémence.

Le 30 juillet, il se rendit dans cette ville accompagné du comte de Saint-Priest : de nombreux détachemens d'infanterie et de cavalerie le reçurent aux barrières. Le peuple, qui le considérait comme le témoignage et le résultat de sa victoire, se pressait sur ses pas et faisait éclater sa bruyante allégresse. On ne pouvait se lasser de le voir, de l'applaudir; hommes, femmes, enfans, vieillards, couraient au-devant de lui; les uns lui présentaient des bouquets, d'autres lui offraient des couronnes, et tous ne cessaient de l'appeler le *père du peuple*, le *sauveur de la nation*. Arrivé à l'Hôtel-de-Ville, Bailly et Lafayette le reçurent dans la grande salle, où étaient rassemblés les électeurs et les cent vingt représentans de la commune de Paris.

Le maire lui rappela que son éloignement avait été le signal de grands désordres, mais que son retour serait celui de l'union et de la paix¹. On lui présenta la cocarde tricolore; en l'acceptant, il répondit par des marques de sensibilité aux témoignages de la faveur publique; mais dans l'expression de sa gratitude, il adressait au corps municipal les mêmes discours qu'à l'Assemblée nationale, con-

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), 26 juillet au 1^{er} août 1789, p. 32.

fondant ainsi dans un seul et même hommage deux pouvoirs si différens¹; bien plus, il ne dit rien du roi; l'encens populaire lui faisait oublier ce qu'il devait à la couronne.

En rendant compte aux magistrats des dispositions qu'il avait prises touchant le baron de Bezenval, il leur fit sentir qu'on ne devait ni blâmer ni punir ceux qui, obéissant à leur souverain, avaient défendu un ordre de choses établi depuis des siècles. Après s'être élevé avec force contre les meurtres et les proscriptions, il demanda amnistie pour le passé, réconciliation pour l'avenir, avec tant d'instances et dans des termes si touchans, qu'il fit passer dans l'âme de tous ceux qui l'entendirent les sentimens dont il était pénétré.

Le peuple, rassemblé sur la place qu'il avait souillée par tant de crimes, appelait à grands cris son ministre adoré, et l'obligea à se montrer pour jouir des transports que sa présence excitait. Clermont-Tonnerre, qui était auprès de lui, saisit ce moment pour prononcer avec enthousiasme ces paroles dignes d'une grande nation : « Voici, dit-il en montrant Necker, voici entre le trône et nous l'homme sur lequel nous pouvons compter : tout nous relève, tout nous soutient; la puissance des choses et l'énergie de notre courage; daignerons-nous encore haïr nos ennemis quand nous n'avons plus à les craindre? Que peut-on nous opposer? des ar-

¹ RIVAROL (*Mémoires*, de), p. 202.

« mées? nous les battons; des injures? nous nous
« tairons. Montrons à l'Europe le Français dans tout
« le charme de son caractère; je le vois, je le sens ,
« ce vœu de mon cœur est celui de tous les vôtres ¹. »

Necker, du haut du balcon, prononça à haute voix les saintes paroles de paix et d'union entre les Français de tous les partis. La multitude attendrie, poussée par sa mobilité naturelle, lui répond par ces cris : *Grâce, grâce, pardon!* Un projet d'amnistie générale, dicté par cent mille voix, est à l'instant rédigé, signé par les électeurs et approuvé par les représentants de la commune ², qui expédièrent des ordres pour remettre en liberté M. de Bezenval et le conduire jusqu'aux frontières de la Suisse.

Bailly était non moins ennemi que Necker des mesures de rigueur; mais, religieux observateur des formes, il prévint que cette disposition, obtenue par entraînement, serait bientôt après révoquée comme illégale et contraire à l'esprit constitutionnel ³. Le ministre sentait aussi l'inconvénient de s'arroger un pouvoir fondé sur sa seule popularité; mais, ravi d'un résultat si favorable, il n'était frappé que de la beauté de son triomphe, qui était aussi celui de l'humanité. Il revint à Versailles au bruit des mêmes acclamations qui avaient signalé son arrivée, et aussitôt il instruisit le roi et la reine du bonheur

¹ *Moniteur* du 31 juillet 1789, p. 125, col. 2. — DUSSAULT (*Mém. de*), p. 425.

² *Hist. de la Rév. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 153.

³ BAILLY (*Mémoires de*), t. II, p. 176.

qu'il avait eu de cimenter la concorde en proclamant une amnistie.

La première chose dont Necker eut à s'occuper, fut la formation d'un ministère. En homme sage et prudent, il résolut de n'y appeler que des personnes prises au sein de l'Assemblée et choisies parmi les membres les plus signalés par leur patriotisme. On remit les sceaux à l'archevêque de Bordeaux, qui s'était montré favorable à la réunion des ordres : la feuille des bénéfices donnait rang de ministre ; l'archevêque de Vienne l'ayant obtenue, eut ainsi ses entrées au conseil du roi ; le département de la guerre fut confié à M. de Latour-Dupin ; le maréchal de Beauveau, ami particulier de Necker, fit aussi partie d'un ministère dans lequel MM. de Saint-Priest, Montmorin et de la Luzerne conservèrent les portefeuilles qu'ils avaient déjà.

Necker profita de cette circonstance pour faire sanctionner par l'Assemblée la nomination des ministres choisis par le roi ; il espérait par-là mettre le nouveau conseil à l'abri des intrigues de cour, et s'assurer une longue possession de pouvoir, si la faveur populaire n'eût été aussi changeante et encore plus aveugle que l'affection des rois. Quoi qu'il en soit, Louis XVI souscrivit à cette innovation, pour marquer le désir qu'il avait d'entretenir avec l'Assemblée une constante et parfaite harmonie¹. La lettre qu'il écrivit à ce sujet fut reçue avec les plus

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. II, p. 120.

vifs applaudissemens ; l'Assemblée en redemanda la lecture, et vota à l'unanimité une adresse de remerciemens, en reconnaissance de cet acte d'union entre les deux pouvoirs.

La joie de Necker ne tarda pas à être troublée ; à peine arrivé, les factieux regrettèrent d'avoir provoqué son retour. Ce ministre se flattait qu'avec une conduite prudente il ramènerait l'opinion en faveur de la royauté, et qu'en atteignant ce but il rendrait au gouvernement la considération qu'il avait perdue. Mais chef momentané d'un parti que la victoire enivrait, il ne pouvait se maintenir qu'en servant ses passions, et s'il cherchait à les combattre, les orateurs du peuple, en déclamant contre lui, rendaient sa chute inévitable. Une sourde agitation fit bientôt évanouir ses douces illusions. A peine l'acte de clémence publié par les électeurs fut-il connu des soixante districts, qu'une fermentation violente éclata dans la plupart de ces réunions tumultueuses. Necker avait institué cette administration anarchique, et elle allait devenir le plus grand obstacle à l'exécution du bien qu'il s'était promis.

Mirabeau se rappelait encore avoir été éconduit par ce ministre ; jaloux d'une popularité rivale de la sienne, et surtout de l'adoption d'un système contraire à ses projets, il peignit la délibération de l'Hôtel-de-Ville et le discours qui l'avait provoquée comme une transaction avec l'aristocratie ; il décria la clémence, il insulta la bonté, et jetant de la dé-

fiance sur tous les partisans des voies de conciliation, il rattacha les esprits aux idées de sévérité et de vengeance. En liant artificieusement ces principes à l'amour de la liberté, il posa les fondemens du système terrible d'insurrection, dont on ne s'écarta plus pendant le cours de la révolution.

Après avoir provoqué la discorde entre le corps des électeurs et l'autorité des districts, Mirabeau fit prendre l'initiative de la sédition au district de l'Oratoire, où il avait beaucoup d'amis¹. « Quoi
« donc! s'écrièrent les chefs de ce district, l'Assemblée nationale vient de former un comité pour la
« recherche des crimes de lèse-nation; elle a pro-
« mis d'établir un tribunal pour punir les auteurs
« de la conspiration contre le peuple; et une assem-
« blée d'hommes sans pouvoirs, sans titre, sans
« caractère, ose prononcer une amnistie, un pardon
« général!... Les électeurs pardonnent... Ils ont donc
« le droit de punir? mais qui les a institués juges
« des ennemis de l'État? qui leur a donné le droit
« d'annuler les décrets de l'Assemblée nationale? »
Les ennemis de Necker, et plus particulièrement encore les ennemis de l'ordre et de la paix, irrités de son esprit modérateur, insinuaient ainsi au peuple que ce ministre sacrifiait la chose publique aux intérêts de son ambition; qu'il voulait soustraire le baron de Bezenval au supplice pour s'en faire un titre, et acquérir à ce prix les faveurs

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. II, p. 370-375.

de la cour; qu'en échange de cette déférence, il céderait aux électeurs une forte portion de l'administration publique.

Jamais impressions ne furent aussi avidement reçues et propagées avec plus de rapidité; en moins de deux heures, la capitale est soulevée. Le tocsin sonne, les placards d'amnistie sont arrachés, et la place de Grève retentit de nouveau des cris les plus sinistres. Au milieu de la nuit, les districts s'assemblent; ils accusent les électeurs d'intelligence avec les ennemis du peuple, et jusque sur les marches de l'Hôtel-de-Ville, on les menace de tirer vengeance de leur trahison. Les électeurs, effrayés de ce soulèvement, ont la faiblesse de modifier leur acte de clémence; ils déclarent que l'amnistie ne s'étend point au crime de *lèse-nation*; qu'en voulant proscrire les violences contraires aux lois, ils n'ont jamais pensé à s'attribuer le droit de faire grâce. Enfin les cent vingt représentans de la commune, après avoir agréé l'acte d'amnistie en faveur du baron de Bezenval, donnèrent l'ordre de s'assurer de sa personne et le firent conduire à Brie-Comte-Robert.

Les électeurs chargèrent aussitôt une députation d'aller rendre compte de leur conduite à l'Assemblée nationale et de prévenir Necker des événemens qui venaient de les contraindre à révoquer la mesure qu'ils avaient prise. Mais lassés d'une autorité qui leur était contestée par tous les partis, après avoir délibéré toute la nuit, ils cédèrent leurs fonctions aux cent vingt représentans de la commune,

qui s'organisèrent régulièrement en autorité municipale¹. Dans la crainte que leur nombre fût insuffisant, les districts nommèrent chacun trois suppléans. Ces trois cents individus se partagèrent en deux conseils. L'un, de soixante membres divisés en bureaux, forma le corps administratif; les deux cent quarante restans formèrent un grand conseil qui se reconstitua en nouvelle assemblée des représentans de la commune² ayant droit de révision sur les actes du premier.

Ces deux conseils recevaient tout ce qui avait été discuté ou arrêté dans les assemblées de chacun des soixante districts, et rendaient des arrêtés d'après la majorité vérifiée des districts. Souvent même la commune prenait l'initiative et soumettait ses décisions à la volonté de ces assemblées populaires. Nous verrons ses membres, forts de cette autorité, s'intituler les représentans de Paris, et se déclarer chargés de faire une constitution pour la capitale, comme l'Assemblée nationale en préparait une pour le royaume. Telle fut la première organisation de la municipalité de Paris, pouvoir monstrueux qui, après avoir ébranlé le trône, rivalisa avec toutes les autorités, et acquit, sous les auspices de la populace, une puissance formidable. Au reste, ce corps municipal, formé de tels élémens, était destiné à offrir, pour les communes de France, le type d'une

¹ *Moniteur* du 31 juillet 1789, p. 126, col. 2.

² *PAUQUOTTE (Révol. de Paris)*, t. II, n° XIV, p. 19.

organisation fédérale¹ ; preuve manifeste que déjà l'esprit républicain présidait à toutes les nouvelles institutions.

Le passage rapide d'un sentiment de commisération et de clémence aux transports de la colère et de la vengeance effraya un ministre humain et philosophe. La calomnie qui s'attachait à ses meilleures intentions devait lui faire entrevoir une longue suite de désordres et de malheurs. Si la disposition des esprits lui eût été plus connue, s'il eût été vraiment homme d'Etat, il aurait saisi cette circonstance pour demander à l'Assemblée de s'unir avec le ministère, afin de mettre un frein aux prétentions populaires et de raffermir la monarchie en lui donnant pour appui le règne des lois. Au lieu d'adopter cette marche vigoureuse et salutaire, Necker faiblit sous le poids des contrariétés ; son âme pure, mais timide, en fut accablée ; et lorsqu'il apprit que son premier acte d'humanité avait été blâmé par ses anciens partisans, il s'écria douloureusement : *Mon bonheur n'a guère duré.*

Le duc de Liancourt, président de l'Assemblée nationale, ouvrit la séance sous ces tristes auspices (31 juillet). Elle était à peine commencée que des commissaires du district des Blancs-Manteaux vinrent rappeler aux députés qu'après avoir ordonné des recherches et promis des jugemens et des peines contre les ennemis de la chose publique, des

¹ BAILLY (*Mém. de*), t. III, p. 71.

citoyens sans mission s'étaient permis d'accorder un pardon général. « Cette mesure illégale, dirent-ils, a soulevé le peuple; mais afin de calmer son agitation, nous venons de prendre un arrêté pour désavouer celui des électeurs, et réclamer le maintien de tout ce qui a été décrété par l'Assemblée nationale. »

Alors s'éleva, au sujet du baron de Bezenval, une importante discussion : Mounier, Lally, Clermont-Tonnerre et Garat le jeune, soutinrent la doctrine sacrée de la liberté civile, qui veut que personne ne soit arrêté sur de simples soupçons; Mirabeau et Robespierre répondirent qu'un peuple était toujours en droit de punir ses ennemis. Ce dernier surtout s'exprima avec une rigueur conforme à l'apreté de son caractère; il réclama dans toute leur extension les principes qui devaient soumettre les hommes suspects à des perquisitions sévères¹. Après de longs débats sur un point aussi majeur, une nouvelle députation vint annoncer que les délibérations prises à l'Hôtel-de-Ville avaient été annulées.

Quoique la responsabilité des fonctionnaires publics, adoptée par l'Assemblée, et la création d'un tribunal chargé de punir ceux qui seraient convaincus d'avoir attenté au salut de l'Etat, fussent des dispositions contraires aux sentimens de clémence que Necker avait voulu propager, néanmoins ces mesures seules pouvaient mettre fin à des excès déplo-

¹ *Moniteur* du 31 juillet 1789, p. 128, col 2 et 3.

rables. Mais tel était l'esprit d'indépendance, qu'on taxait d'arbitraire et de tyrannie tout ce qui se rattachait à l'ordre et aux principes organiques de la société; les fauteurs de l'insurrection prétendirent que les juges ne seraient que les agens salariés du pouvoir. Plusieurs membres de l'Assemblée, quoique amis de l'ordre, mais rigides observateurs d'une liberté mal définie, adoptèrent cette injurieuse croyance, et firent rejeter la formation d'un tribunal qui, quoique sévère en apparence, aurait du moins ôté à la populace le droit odieux de substituer sa volonté au langage des lois.

Pendant que l'Assemblée nationale se refusait à prendre les mesures conservatrices de la société, dans la crainte d'attenter au principe dangereux de la souveraineté du peuple, les masses soulevées, en France, se livraient à l'application de cette doctrine : de là survinrent des meurtres, des révoltes et des insurrections qu'il convient de raconter et d'offrir comme autant d'exemples frappans du danger qu'il y avait à agiter de semblables questions lorsqu'on appelait une nation à tracer elle-même les limites de sa liberté.

Les habitans de la petite ville de Saint-Denis, voisine de Paris, avaient pour adjoint du maire un nommé Châtel. Malgré le zèle qu'il déployait pour assurer la subsistance de ses administrés, le pain qu'ils mangeaient était grossier; toutefois ils s'en contentaient dans la persuasion que cette souffrance était générale. Mais un jour, des individus arrivés de

la capitale racontèrent que le pain y était excellent et que l'abondance y régnait¹. Aussitôt un soulèvement se manifesta contre le malheureux Châtel. Une multitude furieuse sortie des cabarets investit la maison de ce fonctionnaire. Parvenu à s'échapper, il court se réfugier dans le clocher d'une église. Les brigands l'ayant découvert, le saisirent par les cheveux et lui enfoncèrent à plusieurs reprises un couteau dans le sein. A peine le malheureux Châtel eut-il expiré, que les cannibales lui scièrent la tête, l'élèvent au bout d'une pique et s'acheminent vers Paris, afin de montrer à ceux qu'ils appelaient leurs frères combien ils étaient dignes de leur être assimilés.

Les troupes de ligne, loin de maintenir l'ordre, se refusaient à prêter secours aux magistrats. A Rennes, la jeunesse s'étant ameutée au cri de liberté, le général Langeron fit avancer des soldats; mais rangés en bataille, ils crièrent *vive la nation!* et plus de huit cents d'entre eux se réunirent aux habitants. La jeunesse de Saint-Malo, toujours unie à celle de Rennes, ne montra pas moins d'ardeur révolutionnaire; après s'être emparée des armes renfermées dans le fort de la Cité et dans celui de Château-Neuf, elle força le lieutenant de roi à abandonner son poste.

La ville de Caen éprouva les mêmes désordres, mais avec des suites bien plus funestes. A la pre-

¹ *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 172.

mière nouvelle de la prise de la Bastille, tous les citoyens arborèrent la cocarde nationale, et décorèrent une médaille à quelques soldats de la garnison, pour prix de leur dévouement à la cause populaire. Mais ceux-ci, ayant été outragés par des grenadiers du régiment de Bourbon, le peuple irrité court aux armes et s'excite à la vengeance. Aussitôt le tocsin sonne, les habitans des campagnes accourent, et à minuit plus de vingt mille hommes investissent la caserne du régiment de Bourbon. Le jeune Belzunce, nom cher à l'humanité, en était le major-commandant, et jusqu'alors l'avait maintenu dans une discipline parfaite. Mais cet officier, d'un caractère ferme et courageux, s'était attiré la haine en manifestant une grande aversion pour l'Assemblée nationale; ses soldats, réduits à capituler, le livrèrent à une populace féroce, qui, après l'avoir massacré, exerça sur son cadavre les plus horribles mutilations, et se fit servir dans un repas les restes encore palpitans de cet infortuné.

Strasbourg devint aussi le théâtre de plusieurs scènes sanglantes. Cette grande ville, depuis sa réunion à la France, avait vu tomber en désuétude son antique gouvernement qui, de ville libre, s'était changé en pure aristocratie. A l'époque des élections pour les états-généraux, la bourgeoisie fit des tentatives afin de recouvrer ses anciens privi-

¹ LACRETELLE (*Hist. de l'Assemb. const.*), t. II, p. 129. — DUMOU-
RIEZ (*Mém. de*), t. II, p. 54-55.

lèges. Ces mouvemens, quoique comprimés, n'attendaient qu'une occasion pour éclater. Elle ne tarda pas à se présenter; au bruit de l'insurrection du 14 juillet, une violente exaltation se propagea dans la ville. On illumine spontanément; et les maisons de ceux qui s'y refusent sont menacées d'être envahies. Le lendemain (21 juillet) se passa en négociations avec l'autorité; mais le jour suivant, l'Hôtel-de-Ville est investi; à la foule des habitans soulevés se joignent un grand nombre de bandits¹, qui donnent à cette révolte un caractère hideux. En vain le gouverneur invite les mutins à se retirer, on ne l'écoute point, et au signal convenu, des échelles sont dressées; six cents hommes envahissent l'Hôtel-de-Ville, mettent en fuite les magistrats, et se livrent au pillage.

Alors le désordre devient affreux, les principaux quartiers de la ville sont menacés d'un incendie. On bat la générale, les troupes courent aux armes, mais les officiers et les soldats restent dans l'inaction et se bornent à veiller aux arsenaux, aux édifices publics et à garantir les maisons des particuliers les plus notés. Enfin, comme à Paris, les bourgeois s'arment et chassent les gens sans aveu; après s'être formés en garde nationale, ils firent le service de la place conjointement avec les troupes de ligne.

Le même esprit qui avait imprimé une commo-

¹ *Moniteur* du 3 au 4 août 1789, p. 137, col. 1.

tion violente dans les villes du Nord éclata aussi à Marseille. Cette ville, dès l'aurore de la liberté, l'accueillit avec transport; mais son enthousiasme fut souvent réprimé par le parlement d'Aix, qui profita d'une émeute pour faire casser le conseil des trois ordres et ordonner la réorganisation de la milice sur des élémens tous différens des premiers. A la nouvelle de la prise de la Bastille, M. de Caraman, gouverneur de la province, sentit la nécessité de calmer les esprits; il appela le conseil des trois ordres, et six mille citoyens rédigèrent une adresse pour dénoncer les ministres. Néanmoins le parlement, malgré la déclaration du roi, se permit de faire arrêter plusieurs individus. Mais le peuple indigné court aux armes, se rend à Aix, délivre les prisonniers, et les conduit en triomphe à Marseille, où ils furent accueillis avec transport. Pour gage de leur union, les habitans des deux villes échangèrent leur drapeau, et bientôt après une amnistie pour les délits politiques vint encore ajouter à l'allégresse publique.

Il ne restait plus aux Marseillais qu'à organiser leur garde nationale sur le modèle de celle qui s'établissait dans tout le royaume. C'était le vœu de la majorité des citoyens et de M. de Caraman lui-même, qui, ne pouvant arrêter cet élan populaire, se bornait à le diriger. Ce vœu n'était pas celui des classes privilégiées, et dans le conseil des trois ordres leur influence s'opposa à la formation de cette garde. Les esprits mécontents s'aigrirent, une

milice créée par le corps municipal, voué au parlement, après avoir été huée par des femmes et des enfans, sous un léger prétexte, fit feu et blessa mortellement un pacifique citoyen. Alors le peuple se souleva, attaque la milice et la disperse; pour s'exciter à la vengeance, il porte dans les rues le cadavre de l'homme tué, et, dans les transports de sa rage, plusieurs maisons sont saccagées.

Le grand prévôt, chargé de réprimer les mouvemens populaires, voulut rétablir l'ordre et assurer le triomphe des lois. Il comptait sur l'appui que l'Assemblée nationale avait promis à l'autorité. Mais Mirabeau défendit les séditieux avec chaleur; il fit remarquer que dans cette malheureuse affaire, il s'agissait moins de trouver des coupables que de sauver des amis de la liberté. Après une lutte violente qu'il eut à soutenir contre l'abbé Maury, il obtint des formes judiciaires si favorables aux malfaiteurs, qu'elles annulèrent la procédure ¹.

L'enthousiasme primitif qu'inspira la révolution se répandit avec non moins d'éclat dans la plupart des autres villes du Midi. A Bordeaux, plusieurs membres du parlement prirent l'habit de garde national; les soldats se mêlèrent aux bourgeois et les exerçaient aux manœuvres. Le commandant du château Trompette, effrayé par le triste exemple du gouverneur de la Bastille, envoya les clefs de la forteresse aux électeurs assemblés ². Lyon et Grenoble mani-

¹ *Moniteur* du 10 novembre 1789, p. 338, col. 3.

² *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 83.

festèrent aussi leur adhésion ; mais , par une conduite prudente , leurs habitans maintinrent l'ordre et la tranquillité. De concert avec leurs magistrats , ils s'honorèrent par des mesures aussi sages que courageuses. Enfin presque toutes les villes du royaume exprimèrent les mêmes sentimens , et la totalité de l'armée les partagea. La cocarde tricolore devenait pour tous les Français un signe de ralliement sous lequel chacun voulait combattre et jurait de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour assurer sa liberté.

Pendant que la France entière , semblable à un camp immense rempli de légions de citoyens , se livrait aux transports du délire et de l'exaltation , l'esprit qui déjà régnait au sein de l'Assemblée n'était guère propre à ramener ni à rétablir au milieu d'elle l'harmonie tant recommandée par le roi. Les grands principes du gouvernement représentatif étaient encore dans l'enfance. Parmi les législateurs , les uns , mus par les passions ou par l'intérêt du moment , ne pouvaient avoir que de faibles lueurs sur les principes élevés qui sont la sauve-garde des empires ; les autres , de bonne foi , mais sans expérience , étaient pressés de travailler à une grande régénération politique sans entrevoir les dangers qu'entraînait une si brusque métamorphose. La révolte de la capitale , propagée dans les provinces et suivie d'un enchaînement de désordres et de calamités sans exemple , avait entravé la marche de l'Assemblée nationale. Mais , persévérante dans le

but qu'elle s'était proposé, elle profita des premières apparences de tranquillité pour reprendre ses travaux constitutionnels. Son règlement de police venait d'être achevé et discuté, les protestations de la noblesse et du haut clergé avaient été déclarées nulles. Presque tous les bailliages, entraînés par l'esprit du jour ou séduits par les pratiques artificieuses des révolutionnaires, en révoquant les premiers mandats, en avaient envoyé d'illimités à leurs représentans, sous la seule condition de ne voter ni emprunts, ni impôts, que la constitution ne fût achevée. Ainsi les secours les plus pressans pour l'Etat allaient dépendre de la plus épineuse des entreprises.

A la faveur de toutes ces circonstances, l'Assemblée, divisée en comités nombreux, se préparait à coordonner les divers élémens de son grand ouvrage. Toute la France attendait avec impatience le résultat de ses opérations, et se flattait qu'elle assurerait la paix à la patrie au moyen d'une constitution qui lui rendrait ses franchises sans la séparer de son souverain. Pour accomplir une mission si belle, il convenait sans doute de faire reposer les bases de la nouvelle constitution sur les fondemens de l'ancienne. Mais les hommes appelés à la construction de ce grand ouvrage, avec une connaissance approfondie de l'histoire et du droit politique, en séparant l'étude de celle-ci de l'étude du cœur humain, tombèrent dans une erreur déplorable; ils envisagèrent la vieille monarchie sous le seul aspect

de ses défauts, au lieu de chercher si ce gouvernement antique et vénérable, considéré dans son ensemble et dans ses parties avec le génie et le caractère national, pouvait être modifié sans être bouleversé de fond en comble.

Lorsque, pour justifier une réforme radicale, on opposait que la France n'avait jamais eu de constitution, les amis de l'ancienne monarchie alléguaient : « Qu'un grand royaume, triomphant des siècles et des revers, ne serait jamais parvenu au premier rang des puissances de l'Europe sans avoir des principes constitutifs. » Selon eux, « trois ordres étaient la base de cette constitution, et tous trois, combinés ensemble, constituaient d'une manière exacte cette hiérarchie et cette subordination, sans lesquelles nul Etat social ne peut se maintenir. Oui, disaient-ils, la France doit sa longue prospérité à une religion vénérée; à une noblesse puissante qui, par amour pour la gloire, préfère toujours l'honneur à la fortune; à l'esprit national du peuple dont le caractère belliqueux assure son indépendance. » Puis ils énuméraient les points fondamentaux de notre organisation civile, l'ordre de la justice, l'instruction publique, les provinces s'administrant d'elles-mêmes et répartissant l'impôt avec une équité parfaite, les communes se régissant d'une manière paternelle avec des fonctionnaires de leur choix, pleinement instruits du besoin des localités et des facultés de chaque individu, de sorte que nul n'osait briguer un emploi au-dessus

de sa capacité. Enfin les états-généraux qui librement blâmaient les abus, consentaient les subsides et les emprunts sous les formes les plus parlementaires, et, à leur défaut, des cours souveraines chargées de censurer les volontés royales et de les astreindre au joug des lois. « Si tout cela, ajoutaient « ces vieux Français, ne forme pas précisément une « véritable constitution, ce sont du moins des éléments dignes d'entrer dans la composition du « grand ouvrage qui se prépare, et nous n'avons « qu'à leur donner ce caractère grave, noble et philosophique qui a pu leur manquer pour les mettre « en harmonie avec les progrès de notre intelligence. »

Ces observations judicieuses étaient combattues en ces termes par les partisans d'un régime nouveau. « Peut-on prendre pour base l'ancienne constitution, lorsqu'on sait qu'elle est un sujet continuel « de discussions et de controverses pour les annalistes les plus érudits? La religion que l'on invoque « n'a-t-elle pas été altérée au point que ses ministres « se sont mis en hostilité avec l'ordre social par la « prétention qu'ils ont émise de posséder le droit de « donner et d'ôter les couronnes? Peut-on, dans l'intérêt même de la royauté, faire intervenir les nobles, « lorsqu'on sait qu'après avoir obtenu l'hérédité de « leurs fiefs, ils réduisirent graduellement l'autorité « royale à une vaine représentation pendant les trois « cents ans que dura le régime féodal? Et, en supposant que l'ancienne constitution ait été réintégrée

« par la convocation des états-généraux sous Phi-
« lippe-le-Bel, qu'est-elle devenue lorsque tant de
« rois, après lui, ne songèrent plus à ces Etats, et
« que plusieurs d'entre eux levèrent des impôts
« énormes de leur autorité privée ou par l'entremise
« des parlemens? Ceux-ci, à leur tour, usurpant les
« droits des états-généraux, n'ont-ils pas à eux seuls
« statué sur les régences? et, après avoir cassé le
« testament d'un grand monarque, combien de fois
« ne se sont-ils pas soumis à enregistrer les injustes
« volontés d'un successeur avili? Bien que les rois
« ne pussent entreprendre la guerre sans la volonté
« nationale, ne l'ont-ils pas toujours faite sans ja-
« mais la consulter? Les ministres aussi devaient être
« responsables des actes du roi, et cependant aucun
« d'eux a-t-il jamais subi la peine des actes illégaux
« qu'il a pu contresigner? De même, les juges ne
« devaient pas obéir aux ordonnances royales, lors-
« qu'elles étaient contraires aux lois, et néanmoins
« les cours souveraines ne pouvaient combattre les
« volontés absolues du monarque sans que leur
« résistance légale fût qualifiée de forfaiture.

« On ne tarirait pas, poursuivaient les ennemis
« de l'ancien régime, si l'on entreprenait d'indiquer
« toutes les altérations apportées en divers temps
« aux formes les plus essentielles du gouvernement
« français; aussi peut-on dire qu'il n'y avait de
« stable et de constitutionnel en France que l'hé-
« rédité du trône et de la noblesse. » Au lieu de
« s'éclairer de tout ce que le raisonnement de chaque

parti offrait de plus judicieux, les fondateurs de la constitution nouvelle allaient la faire reposer sur les principes vagues et abstraits des droits primitifs de l'homme, et, croyant qu'en France tout était à refaire, ils s'occupèrent du beau idéal plutôt que du bien réel qu'ils pouvaient accomplir.

Ce fut par la question grande et hardie du besoin d'une constitution que l'archevêque de Bordeaux termina les travaux législatifs qui précédèrent son entrée au ministère (27 juillet). « Jusqu'à ces « derniers momens, dit ce prélat, ce vaste et superbe empire n'a cessé d'être la victime de la « confusion et de l'indétermination des pouvoirs¹. « Le temps est arrivé où une raison éclairée doit « dissiper d'anciens prestiges; cette raison publique « a été réveillée, et elle sera secondée par un monarque qui ne veut que le bonheur de la nation, « qu'il se fait gloire de commander. » Après avoir parlé du dévouement à la patrie qui devait animer tous les citoyens et rendu compte de la méthode sévère et des méditations profondes auxquelles s'étaient assujettis les députés pour tracer les fondemens de l'édifice qu'ils voulaient élever à la liberté, l'orateur ajouta :

« Nous avons jugé, d'après vous et selon la proposition déjà soumise au comité par le général « Lafayette, que la constitution devait être précédée « d'une déclaration des droits de l'homme et du

¹ *Moniteur* du 25 au 27 juillet 1789, p. 106, col. 2.

« citoyen. Non, dit-il, que cette exposition puisse
« avoir pour objet d'imprimer à ces vérités pre-
« mières une force qu'elles tiennent de la morale
« et de la raison, qui les a rendues inséparables de
« l'essence et du caractère de l'homme; mais c'est à
« ces titres mêmes que cette déclaration sera, pour
« la nation française, une garantie continuelle, puis-
« qu'il lui suffira, si un jour ses législateurs s'éga-
« rent, de comparer chacune de leurs lois à ce type
« originel¹. »

Mounier lut ensuite un projet du premier chapitre de la constitution, et Clermont-Tonnerre, un extrait des cahiers de tous les bailliages qu'il convenait de consulter, quoiqu'ils eussent été annulés. Il résultait du dépouillement de ces cahiers que tous les bailliages avaient déclaré d'un commun accord : 1^o que le gouvernement français était un gouvernement monarchique; 2^o que la personne du roi était inviolable et sacrée; 3^o que la couronne était héréditaire de mâle en mâle; 4^o que le roi était dépositaire de la puissance exécutive; 5^o enfin que la nation faisait la loi avec la sanction royale*. « Tel est, « messieurs, dit Clermont-Tonnerre, le compte que « votre comité a cru devoir vous rendre de la partie « qui traite de la constitution; vous y trouverez sans « doute toutes les pièces fondamentales de l'édifice

¹ *Moniteur* du 25 au 27 juillet, p. 106, col. 3.

* C'était l'application de l'ancien principe de la monarchie française qui fit dire à Charles-le-Chauve : *Lex fit consensu populi et constitutione regis*. (CAPIT., t. II, p. 178.)

« que vous êtes chargés d'élever à toute sa hauteur.
« Peut-être vous n'y trouverez pas cet ensemble de
« combinaisons politiques sans lesquelles le régime
« social présentera toujours de nombreuses défec-
« tuosités; mais de notre travail naîtront ces grands
« résultats. La nation a voulu être libre, et c'est
« vous qu'elle a chargés de son affranchissement.
« Hâtez-vous donc, messieurs, de donner une con-
« stitution à la France; le roi et le peuple la deman-
« dent, l'un et l'autre l'ont méritée¹. »

Fallait-il une déclaration des droits, ou n'en fallait-il pas? et s'il en fallait une, devait-elle être séparée de la constitution? Tel fut, pendant plusieurs séances, le sujet d'une grave et intéressante délibération. MM. Crénière, Grandin, Biauzat et l'évêque de Langres, montrèrent les inconvéniens d'une déclaration des droits de l'homme et du citoyen dans une monarchie où l'état des choses était si souvent en opposition avec les principes naturels : une déclaration des droits, selon eux, n'était pas nécessaire pour rompre les fers de la tyrannie. « Ce
« sont de bonnes lois que la nation vous demande,
« disaient-ils à leurs collègues, et non des maximes
« abstraites de métaphysique, inutiles à la multitude.
« Il nous faut des lois pour l'homme en société, et
« non pour l'homme en état de nature. La législa-
« tion primitive est un secret qu'il faut cacher jus-
« qu'à ce que les lumières et une bonne constitution

¹ *Moniteur* du 25 au 27 juillet 1789, p. 108, col. 1.

« nous permettent de la faire connaître sans danger.
« On cite à ce sujet un exemple puisé dans un autre
« hémisphère; mais peut-on comparer une nation
« vieillie dans les habitudes monarchiques à celle
« qu'une civilisation naissante a fait, pour ainsi dire,
« surgir au milieu d'un désert? Le peuple américain
« étant un peuple vierge, a pu se choisir un gou-
« vernement; là, tous sont cultivateurs, tous sont
« propriétaires, tous sont égaux. Le peuple français,
« au contraire, depuis quatorze cents ans, au moyen
« de droits acquis, ne subsiste que par l'inégalité
« des conditions. Depuis huit siècles, ajouta Lally-
« Tollendal, il est soumis à une dynastie qui n'a
« jamais cessé de mériter l'amour de la nation
« française. »

Malouet, non moins sage, fit sentir avec quelles précautions doit marcher un législateur. « Commen-
« çons, disait-il, par faire des lois qui rapprochent
« les hommes, qui les accoutument à porter docile-
« ment le joug de la société, qui diminuent surtout
« l'indigence de la classe la plus nombreuse; jus-
« qu'alors une déclaration des droits, si elle est illi-
« mitée, sera dangereuse, et fautive si elle est res-
« treinte. » MM. de Montmorency, Castellane, Virieu, Delandine, Desmeuniers, Custines, Target, Durand-Maillane et Mounier, exprimèrent la nécessité de faire précéder la constitution d'une déclaration des droits. Ils établirent que, pour former une nation libre, il fallait lui montrer en quoi consistaient ses droits et sa liberté.

Toutefois, Mounier, en disant que tous les pouvoirs étaient confondus, qu'aucune limite ne les séparait, convint que la France n'était pas dépourvue de lois fondamentales; ainsi, de l'aveu même du chef le plus éclairé du parti constitutionnel, les états-généraux n'avaient pu être convoqués pour renverser les institutions et faire *table rase*. Ce qui étonna le plus, c'est que dans ce plan de constitution, destiné pour un peuple qui devait au christianisme sa liberté et les progrès de sa civilisation, la religion n'entraît pour rien. Le comte de Choiseul-d'Aillecourt, l'ayant fait observer, Mirabeau l'interrompit par un mot qui eût fait la fortune du jésuite le plus délié: « Gardons-nous, dit-il, de faire la part « de Dieu, dans la crainte de ne pas la faire assez « bonne' ». »

Au reste, dans la grave question des droits de l'homme, il se tint en garde contre l'enthousiasme philanthropique de ses collègues; loin de prendre part à la discussion publique, il ne cessait dans ses conversations familières de représenter le danger de ces déclarations fantastiques du droit naturel lancées au milieu d'une population sans expérience. Sachant *pour quoi et pour qui* la révolution était faite, il dit en riant à ses voisins: « Les droits que « le bon Lafayette appelle *imprescriptibles* ne durent « ront pas plus d'une année. »

D'Entraigues, né pour l'intrigue, aurait conduit

¹ PAPON (*Hist. de la Révol. de France*), t. 1^{er}, p. 141.

la révolution avec les mêmes principes que Mirabeau, si celui-ci ne lui eût pris son rôle; ses doctrines n'étant que l'objet d'un calcul mercenaire, il ne pouvait apporter dans ses opinions ni bonne foi ni loyauté. Celle qu'il émit en cette occasion était si contraire à l'aristocratie, dont il était alors le défenseur, qu'elle sembla lui donner le triste mérite d'avoir été l'inventeur du système suivi depuis par l'opposition royaliste, et qui consiste à triompher de l'anarchie en favorisant ses excès. Dans ce but immoral, mais infailible, d'Entraignes adopta la déclaration des droits de l'homme comme une pomme de discorde jetée au milieu des factieux; reprenant son rôle de pamphlétaire, elle était, selon lui, indispensable pour arrêter les ravages du despotisme. « Et si le ciel, dit-il, dans sa « colère nous punissait une seconde fois du fléau « de la tyrannie, alors on pourrait montrer au « tyran l'injustice de ses prétentions, ses devoirs et « les droits de ses peuples¹. »

Dans cette discussion transcendante, Barbave, à peine majeur, improvisa un brillant discours, moins fait pour ramener à son opinion que pour être la preuve du déplorable abus des facultés de l'esprit, quand elles ne sont pas mûries par l'expérience des hommes et des choses. Par une fausse application de connaissances mal digérées, il osa affirmer, et avec bonne foi, que d'après les leçons de l'histoire,

¹ *Moniteur* du 1^{er} au 3 août, p. 435, col. 1.

le peuple n'abuse point de ses droits lorsqu'il les connaît ; que les nations éclairées sont tranquilles , et que les nations ignorantes s'agitent dans l'inquiétude. Mais il finit par cette sage et puissante considération : « Si un homme doué de génie et « d'audace , habitué à produire l'enthousiasme et à « enlever les délibérations , montait à la tribune , et « qu'à la faveur de l'influence acquise par ses talens « et ses services il proposât le nivellement des fortunes par l'adoption d'une loi agraire , la déclaration « des droits serait là qui détruirait l'effet funeste de son « éloquence. Je crois , dit-il en finissant , que notre « législation serait défectueuse si elle ne contenait « pas une déclaration des droits de l'homme ; mais « je veux qu'elle soit formée de maximes claires , « incontestables et à la portée de tous les esprits , « afin qu'elle devienne un *catéchisme national*¹. »

Sillery et Grégoire, quoique réellement attachés au parti populaire, émirent une opinion bien sage; dans la crainte que le peuple n'abusât promptement de ses droits et de sa force, ils voulaient que cette déclaration fût suivie de celle des *devoirs de l'homme*². Une incroyable effervescence empêcha d'accueillir une pensée dont la justesse aurait dû frapper tous les esprits sensés. L'Assemblée, fatiguée par une longue discussion, l'aurait abandonnée de lassitude, si des incidens nouveaux ne l'eussent obligée à la renvoyer à des temps plus tranquilles.

¹ *Moniteur* du 31 juillet au 1^{er} août 1789, p. 132, col. 1.

² *Idem*, du 3 au 4 août, p. 138, col. 3.

Pendant qu'elle s'occupait à faire des droits de l'homme la base de ses lois constitutives, l'immense population que l'on avait armée contre de prétendus brigands, veillait avec trop de passion à ses plus chers intérêts pour pouvoir se maintenir dans une attitude à la fois forte et légale. Bientôt ce bruit de brigands, sans cesse répété, jeta la terreur dans tous les partis¹; les nobles, effrayés par des récits exagérés, abandonnent leurs vieux manoirs et courent se réunir aux premiers émigrés. Pour détruire les prémices de la révolution, ils désertent leurs donjons héréditaires; mais en partant ils oublient qu'ils laissent le trône dépouillé de tous ses prestiges, le roi sans défenseurs et leurs familles sans appui. Cette faute, en brisant le talisman de la noblesse, changea les mœurs de la population des campagnes, et lui fit perdre ce respect qui jusqu'alors l'avait maintenue docile et soumise.

Lorsqu'au milieu de son élan spontané le peuple apprit qu'il était libre, il n'avait encore aucune idée précise de la nature de ses droits. Le reste d'orgueil d'une noblesse délustrée et dégénérée l'avait accoutumé à ne voir autour de lui que des oppressions et des oppresseurs²; sa force aveugle, n'étant dirigée dans ses mouvemens que par la haine, était impatiente de renverser tout ce qu'elle soupçonnait être un obstacle à son entier affranchissement. Depuis qu'on ne cessait de lui dire

¹ MONTGAILLARD (*Hist. de France*), t. II, p. 111 et 112.

² FAUCHÉ-BOREL (*Mém. de*), t. I^{er}, p. 47.

que le trésor était dilapidé par les profusions de la cour et l'avidité des traitans, il ne concevait plus la nécessité de payer, et ne voyait dans les tributs qu'on exigeait que la récompense de la bassesse, l'aliment du faste et le salaire des désordres les plus scandaleux. De toutes les charges qui pesaient sur la nation, aucune n'était aussi dure pour elle que ses redevances envers les nobles. Les unes, qualifiées d'utiles, obligeaient les paysans à des rétributions ruineuses; les autres, appelées honorifiques, les soumettaient envers leurs seigneurs à des servitudes humiliantes. Parmi les tributs de tant d'espèces, les paysans exaltés par la déclaration des droits de l'homme, propagée jusque dans les cabanes les plus obscures, ne purent distinguer ceux qui n'étaient qu'une suite des abus de la force, de ceux qui étaient le gage d'une concession ou d'un échange. Dans plusieurs provinces ils se refusèrent à toute espèce de paiement; dans d'autres, ils firent plus encore : pour les anéantir tout-à-fait, ils résolurent d'en brûler les titres. Le renversement de l'ordre établi amena des calamités déplorables; et c'est le moment d'en présenter le hideux tableau, puisqu'elles décidèrent l'Assemblée nationale à prendre une détermination qui caractérisa d'une manière célèbre le plus éclatant de tous ses actes législatifs.

Un accident déplorable survenu dans les Vosges acheva de porter au plus haut degré l'exaspération contre les nobles. M. de Mesmay, magistrat du parlement de Besançon, voulut donner une fête aux

paysans des environs de son château, près Vesoul; tous les villageois voisins s'y rendirent : ils se livraient à la joie, lorsque, par imprudence, on porta de la lumière dans un réduit obscur où était un baril de poudre destiné à faire sauter des rochers pour les convertir en vignobles; le feu s'étant communiqué au baril, l'explosion fut terrible. Le peuple épouvanté vit dans cet événement fortuit l'effet d'un odieux complot; bientôt l'esprit de haine, fomenté par la révolution, s'en empara; on publia des relations mêlées d'affreux commentaires. L'Assemblée nationale, jugeant d'après des procès-verbaux inexacts, adopta d'abord le bruit populaire et demanda à toutes les cours l'extradition du conseiller de Besançon; mais par la suite, mieux instruite, elle proclama son innocence.

En même temps de nombreux écrits, précurseurs du pillage et de l'incendie des châteaux, accrédi- taient les idées les plus fausses sur les droits seigneuriaux et la manière dont ils étaient exercés. On y représentait chaque seigneur dans sa terre comme un despote tout-puissant, jouissant pour ainsi dire de l'autorité souveraine sur la personne et les biens de ses vassaux, les gouvernant au gré de ses caprices, n'ayant de frein que sa volonté, et s'abandonnant à tous les excès de l'orgueil, de la dureté et de l'avarice. Ces tableaux, tracés dans une intention criminelle, d'après des suppositions erronées et des faits pour la plupart mensongers, exaltaient les têtes et excitaient les paysans à de grandes cruautés.

Alors les terres seigneuriales devinrent le théâtre des plus horribles brigandages. De tous côtés les châteaux étaient pillés ou livrés aux flammes. Cette fureur, après s'être exercée sur les propriétés, se tourna contre les propriétaires qui n'avaient pu se résoudre à quitter leur patrie; elle agit avec une telle violence que les femmes, les enfans et les vieillards n'en furent point à l'abri. Au Mans, on fusilla M. de Montesson, après avoir égorgé son beau-père; en Languedoc, M. de Barras, percé de coups, expira sous les yeux de sa femme près d'accoucher; en Normandie, un vieillard paralytique fut placé sur un bûcher ardent; à un autre on brûla les pieds pour lui faire livrer ses titres; c'est la hache sur la tête, qu'en Franche-Comté on força M^{me} de Batteville à faire l'abandon des siens; la princesse de Listenay y fut également contrainte, ayant la corde au cou et ses deux filles évanouies à ses pieds¹; le baron de Montjustin, suspendu pendant plus d'une heure dans un puits, entendit délibérer si on le laisserait tomber ou s'il fallait le faire périr par un genre de mort encore plus cruel; M. et M^{me} de Montessu, pendant trois heures, furent torturés le pistolet sur la gorge; après avoir demandé la mort comme une grâce, on les arracha de leur maison pour les jeter dans un étang²; parlerai-je de M^{me} de Tonnerre, de M. de Lallemant, du chevalier d'Ambly? ce dernier fut porté nu sur du fumier, pendant que des

¹ *Moniteur* du 3 au 4 août 1789, p. 138, col. 1.

² LALLY-TOLLENDAL (*Mémoires de*), p. 104 et 105, note.

furieux, dansant autour de lui, venaient lui arracher les cheveux et les sourcils. Ma plume se refuse à raconter une plus longue suite de forfaits semblables, qui ne diffèrent que par le plus ou moins de barbarie. Presque toutes les villes virent couler le sang ; les campagnes étaient dévastées pendant le jour, et la nuit elles étaient éclairées par les feux qui consumaient les châteaux.

Ces nouvelles effrayantes parvinrent à l'Assemblée au moment où, occupée des bases de la constitution, elle s'enfonçait dans les discussions abstraites des droits de l'homme et de la nature. Mirabeau qualifia ces crimes de contrariétés locales, inséparables d'une grande régénération politique, et reprocha au vertueux Lally de les dénoncer comme des actes de férocité. Selon Rabaud Saint-Etienne, le ravage des châteaux était une vengeance publique mêlée de vengeances particulières, au milieu desquelles le tiers-état se débattait contre les privilèges et la tyrannie réunis. Pour bien d'autres, c'étaient des actes d'un ardent patriotisme. Ils s'en amusaient, et jouant sur les mots, ils disaient que les incendiaires ne portaient des brandons enflammés que pour réchauffer le patriotisme des seigneurs.

L'Assemblée, quoique impatiente de donner au royaume une constitution, sentit qu'un des points les plus pressans était de protéger la vie et les propriétés des citoyens ; qu'il fallait arrêter ces atrocités et mettre un frein aux désordres qui s'élevaient pendant ce long sommeil des lois. Dans ce dessein,

Target, après avoir présenté le tableau des malheurs publics et particuliers, proposa à l'Assemblée de manifester son improbation sur le refus du peuple de payer exactement les impôts, les cens, les rentes et autres redevances féodales, avec la déclaration formelle que jusqu'à ce qu'on eût statué sur ces objets, il n'existait aucun motif pour laisser tomber les finances de l'Etat dans une détresse absolue.

Ce rapport donna lieu à de graves débats ; les uns, pour excuser le peuple, alléguèrent la misère générale, les autres l'inégale répartition des impôts, et dans cette occasion, les nobles, réunis les premiers au tiers-état, se prononçaient avec chaleur pour les réformes, onéreuses à leur fortune, mais favorables au bien public. Presque tous furent d'avis qu'il fallait détruire la cause qui produisait le mal, et par conséquent réformer sur-le-champ celles de nos anciennes lois qui blessaient le plus vivement le peuple et le disposaient davantage à se soulever. Après une longue délibération, l'Assemblée décida que de toutes les idées émises le comité de rédaction en composerait une adresse qui serait discutée le lendemain, 4 août.

Cette séance fameuse, si importante par ses résultats, et si célèbre dans l'histoire de notre révolution, s'ouvrit à huit heures du soir, à la suite d'un dîner somptueux donné aux chefs de l'Assemblée par M. Laborde de Méreville¹. Les esprits, échauffés

¹ Huz (Dernières années du règne de Louis XVI), p. 80.

par un fervent patriotisme, étaient plus portés à l'exaltation qu'à la maturité nécessaire pour consommer de sages réformes et de judicieux sacrifices; mais on outragerait la mémoire de ces hommes généreux si l'on donnait à leur conduite d'autres motifs que celui d'un sincère amour pour le bien public.

D'après le projet de déclaration rédigé par le comité, les anciennes lois encore en vigueur devaient être exécutées jusqu'à ce que l'autorité en eût substitué de nouvelles. On y proclamait que tous les impôts, toutes les redevances et prestations accoutumées devaient être payées comme par le passé. Les jeunes législateurs dont l'Assemblée était en grande partie composée, dans leur enthousiasme, trouvèrent la déclaration insuffisante, et presque tous se levèrent à la fois pour la combattre. « C'est
« peu, dirent-ils, de ramener le peuple par la force,
« il faut détruire le motif de son mécontentement;
« et l'agitation qui en est la suite sera aussitôt calmée. Tel qu'une divinité irritée, il faut l'apaiser
« par de nombreux sacrifices; soyons les premiers à
« en donner l'exemple, et toute la noblesse s'empressera de nous imiter. »

Parmi eux était le vicomte de Noailles, beau-frère de Lafayette; comme lui il avait servi avec ardeur et distinction en Amérique, et comme lui il était épris d'un système de liberté et d'égalité mal défini, et dont l'application était impraticable. Franc, loyal, passionné pour son pays, il préférerait

¹ TILLY (*Mém. du comte de*), t. II, p. 348.

à tout l'honneur d'une belle renommée. Séduit par le désir de proclamer le premier les franchises nationales, il prit la parole dès l'ouverture de cette séance vraiment dramatique.

« Pour confirmer les propriétaires dans leurs véritables droits, et faire cesser l'insurrection dans le royaume, commençons, dit-il, par apporter un remède au mal qui l'agite. » Puis il ajouta : « Depuis trois mois nous nous occupons de la chose publique, mais la chose publique consiste dans les choses que le peuple souhaite ardemment; or le peuple désire l'égalité de la répartition des impôts, l'abolition des droits féodaux et le rachat de ceux portant sur les terres. » Décrétez donc tous ces articles comme base de votre constitution.

Le duc d'Aiguillon se présente aussitôt pour appuyer la suppression des privilèges de son ordre. Il était fils du ministre dont le despotisme affligea le règne précédent; mais élève d'Helvétius et de Diderot, et cédant au besoin de venger la mémoire de son père de l'inimitié que lui avait jurée le parti de la reine, il se mit à la tête de ces jeunes seigneurs de la cour qui, dans leur amour pour le système constitutionnel, firent en d'autres occasions entrer le ressentiment de leurs injures personnelles. Son patriotisme ardent, si contraire à ses anciens rapports sociaux, lui attira des ennemis sans nombre et le mit en butte aux plus odieuses imputations¹. Toutefois rien ne put l'ébranler; fort de l'appui

¹ PAUDHOMME (*Révolut. de Paris*), t. III, n° XXVIII, p. 38 et 39.

d'une conscience pure, il crut toujours être guidé dans sa conduite par un amour vrai de la liberté fondée sur les lois; son désintéressement était si sincère qu'il conçut le premier le projet que venait d'émettre le comte de Noailles, et dont la veille il avait fait lecture au club breton¹. On regretta d'autant plus de lui voir ravir ce noble exemple de patriotisme que personne ne se trouvait placé dans une position aussi imposante pour proposer la suppression des propriétés féodales : c'était après le roi le seigneur le plus riche en biens de cette nature, tandis que le vicomte de Noailles, simple cadet de famille, n'avait point de sacrifices de ce genre à faire à la patrie; et s'il en eût laissé l'honneur à celui qui l'avait mérité, le dévouement de la noblesse eût paru encore plus magnanime.

Impatient de réparer le tort fait à ses sentimens généreux, le duc d'Aiguillon se hâta d'appuyer la proposition du vicomte de Noailles; et en lui donnant plus de latitude il excita un enthousiasme universel. « Il n'est personne, dit-il, qui ne « gémissé des scènes d'horreur dont les provinces « offrent le spectacle. Cette effervescence du peuple « qui a affermi la liberté lorsque des ministres « coupables voulaient nous la ravir, est un obstacle « à cette même liberté dans le moment présent; « mais il faut l'avouer, Messieurs, ces excès, « quoique affreux, peuvent trouver leur excuse « si on songe aux vexations dont ce peuple est

¹ LAMETH (*Hist. de l'Assembl. const.*), t. 1^{er}, p. 96.

« la victime. Dans ce siècle de lumière où la saine
« philosophie a repris son empire; à cette époque
« fortunée où, réunis par le bonheur public et dé-
« gagés de tout intérêt personnel, nous allons tra-
« vailler à la régénération de l'Etat, il faudrait con-
« vaincre tous les citoyens que notre intention bien
« positive est d'aller au-devant de leurs désirs et
« d'établir promptement cette égalité de droits qui
« doit exister entre tous les hommes, et qui peut
« seule assurer leur liberté. Pour prouver au peuple
« combien nous nous occupons de ses plus chers
« intérêts, mon vœu serait que l'Assemblée na-
« tionale déclarât que les impôts seront supportés
« également par tous les citoyens, et que désor-
« mais les droits féodaux des fiefs et terres sei-
« gneuriales seront rachetés par les vassaux de ces
« mêmes fiefs¹. »

Ces deux motions, présentées avec l'accent du plus vif intérêt pour adoucir le sort des habitans des campagnes, furent accueillies par des transports de joie inexprimables. Au même instant une foule de nobles se précipitèrent vers le bureau pour y proclamer leur offrande². Malgré ces généreuses concessions, les auteurs de l'anarchie n'en continuèrent pas moins à attaquer les nobles avec les armes les plus déloyales. Et comme l'antique féodalité avait aussi sa mythologie, ils transformèrent plusieurs seigneurs en vrais Procuste, en nouveaux

¹ *Moniteur* du 3 au 4 août 1789, p. 144, col. 2.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. II, p. 124.

Basiris. De là des anecdotes d'une horreur incroyable, inventées tout exprès pour rendre plus odieux le système qu'on voulait renverser.

Deux orateurs populaires se chargèrent de cette triste mission; l'un d'eux, nommé Leguen de Kéren-gal, cultivateur de la Bretagne, et que les factieux voulurent opposer à l'honnête simplicité du père Gérard, se présente à la tribune avec l'habit des paysans de son pays pour faire un tableau effrayant des calamités déversées par la féodalité sur les malheureux agriculteurs. Il rappelle ces droits horribles contraires à la pudeur et à l'humanité, mais qui depuis des siècles n'existaient plus que dans les chartriers poudreux des antiques manoirs. A cet orateur en succède un autre encore plus passionné: c'était Lapoule, avocat de Besançon; dans une intention coupable, oubliant que Louis XVI avait affranchi les derniers serfs du Jura, il retraça les horreurs de la servitude du temps des rois de la première race, comme subsistant toujours dans certains cantons; il dit que souvent le seigneur, au retour de la chasse, était dans l'habitude, pour se délasser, de mettre les pieds dans le corps de deux vassaux qu'il avait fait éventrer.

Ce tableau hideux et dégoûtant produisit son effet : des cris d'effroi et d'indignation s'élevèrent de toute part contre la noblesse, mais les hommes de bon sens se récrient contre des imputations méchantes, calomnieuses, et prouvent combien il est pitoyable, sous un siècle éclairé, d'aller fouiller dans

les archives des premiers temps pour y exhumer d'aussi révoltantes absurdités. Le tumulte devint si grand que Lapoule, honteux de son amplification, n'osa pas achever son discours* ; cependant les tribunes, agitées par cette affreuse peinture, continuèrent à retentir de ces exclamations : « Qu'on nous « apporte ces titres qui humilient l'espèce humaine « en exigeant que les hommes soient attelés à une « charrette comme les animaux du labourage ! Qu'on « nous apporte ces titres qui obligent les paysans « à passer la nuit à battre les étangs pour empêcher « les grenouilles de troubler le sommeil de leur « voluptueux seigneur ! »

Malgré cette insigne mauvaise foi, les nobles ne renoncèrent point à leurs intentions généreuses ; l'un d'entre eux, le marquis de Foucault, quoique très-attaché à la vieille monarchie, se lève et, en parlant de la noblesse de cour à laquelle lui-même appartenait, dit avec feu : « C'est sur nous que « doivent porter les sacrifices par lesquels on veut « ramener l'ordre dans le royaume. Eh bien ! nul de « nous ne prétend s'y refuser. Autant nous souten- « drons avec une constance inflexible l'autorité « royale, autant nous irons au-devant des sacrifices « qui nous sont personnels. Je réclame donc contre « l'abus des pensions militaires, et je demande que

* Ce discours parut si extravagant et si nuisible à l'esprit d'harmonie nécessaire au bonheur des Français, qu'il n'a point été inséré dans le *Moniteur*, quoique ce journal fût alors placé sous une influence tout-à-fait révolutionnaire.

« le premier des sacrifices soit celui que feront les
« grands, et cette partie de la noblesse très-opulente
« par elle-même, qui vit sous les yeux du prince,
« et dont la fortune s'alimente, se relève et s'accroît
« par les faveurs de la cour¹. »

Les ducs de Mortemart et de Guiche répondent à cette interpellation en déclarant que toute la partie de la noblesse qu'on venait de désigner s'estimerait heureuse d'alléger les charges de l'Etat, en renonçant aux bienfaits du roi. Alors, pour imiter l'exemple donné par les gens de cour, chacun, saisi d'enthousiasme, consacre par des dons extraordinaires et surnaturels le noviciat d'un parfait désintéressement. Tout s'émeut, tout s'empresse à porter avec joie la hache et la coignée sur l'arbre antique de la féodalité, qu'il eût fallu sagement émonder au lieu de le déraciner; et l'on remarque plus d'empressement à le frapper dans ceux qu'il nourrit de ses derniers fruits, que dans ceux auxquels il nuit par une ombre funeste². Le duc d'Orléans, huit ducs et pairs donnèrent en cette circonstance l'exemple des plus généreux sacrifices.

Le duc de Guiche voulut que le prix du rachat des droits féodaux fût mis à un taux plus modéré que celui fixé par le duc d'Aiguillon³; le duc du Châtelet, après avoir témoigné que dans cette proposition on n'avait été qu'au-devant de ses

¹ *Moniteur* du 4 au 6 août 1789, p. 142, col. 3.

² LACRETELLE (*Hist. de l'Assemb. const.*), t. I^{er}, p. 138.

³ Au denier trente.

seul, selon les canons; Adrien Duport, vivement touché du désintéressement des curés, dont l'état de médiocrité était voisin de l'indigence, réclama pour cette classe estimable l'accroissement des *portions congrues*, et cette motion si juste fut accueillie par les membres de tous les ordres.

L'effusion des sentimens généreux dont l'Assemblée présentait le tableau le plus animé pouvait à peine laisser le temps de stipuler les mesures de prudence qu'il fallait employer pour réaliser ces réformes salutaires. L'administration gratuite de la justice, la suppression des jurandes et maîtrises, l'admission aux emplois civils et militaires, sans distinction de naissance, et l'égalité des peines pour toutes les classes de citoyens, furent décrétées sur la proposition du vicomte de Beauharnais. On voulut aussi l'extinction absolue des droits de main-morte pour la Franche-Comté, la Bourgogne et aux autres lieux où ils existaient encore. A ce sujet, l'archevêque d'Aix, quoique très-attaché aux anciennes lois, dépeignit avec énergie les maux de la féodalité; il prouva la nécessité de les prévenir par la prohibition de toutes les clauses et servitudes que la misère des colons leur faisait contracter. Il rappelle ensuite les maux non moins effrayans que l'extension arbitraire des impôts et surtout des droits prétendus domaniaux, de la gabelle et des aides produisent dans tout le royaume; il fait sentir que l'esprit de fiscalité corrompt la loyauté et la droiture du peuple, altère la sincérité des contrats

et des actes, absorbe l'aisance des familles et arrête la circulation des fonds¹.

L'évêque d'Uzès, élevant la voix au milieu des cris de joie qui retentissent dans la salle, reconnaît les droits de la nation sur les propriétés du clergé : « Il me serait bien doux, dit-il, d'être possesseur d'une terre seigneuriale pour en faire le sacrifice, en la remettant entre les mains de ses habitants. » Les évêques de Nîmes et de Montpellier adhérèrent à cette déclaration, et M. de Ballore, le premier des deux, demanda expressément l'exemption de toute espèce de charges en faveur des artisans et des manœuvres privés de propriété. Enfin les ducs de Castries, de Villequier, le comte d'Egmont et MM. de Latour-Maubourg, d'Estourmel et de Lameth, renoncèrent aux baronnies qu'ils possédaient dans le Languedoc, dans l'Artois et la Normandie.

Le champ si vaste des réformes semblait être parcouru dans toute son étendue, lorsque l'attention de l'Assemblée continua à être fixée par des offres d'un ordre nouveau. Le Dauphiné, qui le premier avait conçu l'idée d'un gouvernement représentatif, fut encore le premier à donner l'exemple du généreux abandon des intérêts privés à l'intérêt général. Le marquis de Blacons et le comte d'Agoult rappelèrent la promesse que leurs compatriotes firent à Vizille de renoncer à leurs privilèges parti-

¹ *Moniteur* du 4 au 5 août 1789, p. 445, col. 1.

culiers, et exprimèrent le désir que tous les députés des pays d'Etat se déclarassent à leur exemple, satisfaits des droits et du nom glorieux de *citoyen français*. A peine eurent-ils cessé de parler, que les représentans du peuple breton, rivaux du patriotisme des Dauphinois, se pressèrent autour du bureau pour donner leur adhésion, selon la nature de leurs nouveaux mandats. Chapelier, l'un d'entre eux, en sa qualité de président, réclame l'honneur de présenter les vœux de sa province, en exprimant le désir que les droits antiques et révévés de la Bretagne soient confondus dans les droits plus solides encore, et plus sacrés, que les travaux de l'Assemblée allaient assurer en s'occupant de la régénération uniforme de l'empire français.

L'impatience des députés de Provence et de Forcalquier leur permit à peine d'attendre la fin de cette déclaration; ils s'avancèrent tous ensemble, ayant M. d'André en tête, et à l'exemple de leurs collègues dauphinois et bretons, ils abandonnent à titre d'offrande patriotique les privilèges de leurs provinces : « Bien persuadés, dirent-ils, que nos « commettans n'auront pas moins de zèle et de patriotisme que les autres Français, et qu'avec un « empressement égal ils réuniront leurs intérêts « à ceux de tout le royaume. » Les députés de la Bourgogne consommèrent le même sacrifice avec la même ardeur, et se rendirent garans de l'approbation de leurs bailliages.

Pour s'associer au nouveau régime que la France

entière allait adopter, la députation du Languedoc, par l'organe du baron de Marguerites, déclara que non seulement ses commettans s'empresseraient de se conformer aux décrets dictés par la sagesse du roi et celle de l'Assemblée, mais encore qu'ils s'estimeraient heureux de renoncer à leur admirable constitution en faveur de celle qui allait être donnée à la totalité des Français¹. On vit alors les députés de toutes les grandes villes et provinces, transportés d'une généreuse émulation, s'approcher en foule du bureau, en couvrir les degrés, et déposer à l'envi les privilèges honorifiques ou pécuniaires de leurs cités. Tous déclarèrent qu'il n'y avait plus en France qu'une seule loi, une seule nation, une seule famille; enfin les coutumes des peuples, conformes à leurs mœurs, les distinctions favorables à leur esprit, à leur industrie, tout fut offert en holocauste à l'égalité nouvelle; et si la clarté du jour n'eût rappelé la longue durée de cette séance mémorable, on allait d'un trait de plume décréter l'affranchissement des colonies.

On raconte en effet que Lally-Tollendal, pénétré des dangers d'une impulsion si rapide, voulut arrêter l'excès de toutes ces offrandes jetées avec tant de profusion sur l'autel de la patrie, et fit passer un billet au président, conçu en ces termes : *« Il faut tout redouter de l'entraînement de l'Assemblée, levez la séance. »* Au même instant un

¹ *Moniteur* du 4 au 5 août 1789, p. 145, col. 2 et 3.

député du côté droit lui serrant la main avec émotion lui dit : « *Livrez-nous le veto, et nous sommes amis*¹. » Lally comprit alors la nécessité de faire intervenir le roi dans la révolution, et proposa de le proclamer restaurateur de la liberté française. L'opinion de cet excellent citoyen, dont l'éloquence a tour à tour défendu son père, sa patrie et son roi, doit être recueillie par l'histoire, comme le témoignage le plus propre à donner une juste idée de l'ivresse que manifestaient les bons citoyens, toutes les fois qu'il s'agissait de confondre le respect dû au prince avec l'amour qu'on portait à la constitution.

« Au milieu de ces élans, au milieu de ces transports qui confondent tous nos sentimens, tous nos vœux, toutes nos âmes, ne devons-nous pas nous souvenir du roi, s'écrie le généreux Lally, du roi qui nous a convoqués lorsque les assemblées nationales étaient interrompues depuis près de deux siècles ; du roi qui nous a invités le premier à cette réunion fortunée que nous venons de consommer ; du roi qui nous a abandonné de lui-même tous les droits que sa justice a reconnu ne pas devoir conserver ; du roi enfin qui est venu se jeter dans nos bras, et qui hier encore nous offrait et nous demandait une constante et amicale confiance ? Dans ce beau jour il faut que l'union du monarque et du peuple couronne l'union de tous

¹ LALLY-TOLLENDAL (*Mémoires de*), ou 2^e *Lettre à ses commettans*, p. 112 et 113.

« les ordres , de toutes les provinces et de tous les
« citoyens. C'est au milieu des états-généraux que
« Louis XII fut proclamé *père du peuple*; je pro-
« pose qu'au milieu de cette Assemblée nationale,
« la plus auguste , la plus utile qui fut jamais ,
« Louis XVI soit proclamé le *restaurateur de la*
« *liberté française.* »

Cet avis fut adopté aux cris de *vive le roi ! vive Louis XVI, restaurateur de la liberté française !* Bientôt un sentiment religieux élève les âmes vers la source de tout bien , et l'Assemblée entière applaudit au vœu de l'archevêque de Paris , qui demande qu'un *Te Deum* solennel soit chanté en présence du roi dans la chapelle du château , en action de grâce des généreux sacrifices que l'intérêt particulier venait de faire à l'intérêt public. Enfin , sur la proposition du duc de Liancourt , on arrêta qu'une médaille serait frappée pour consacrer cette séance de patriotisme et de désintéressement unique dans les annales des nations. Elle se termina à quatre heures du matin par les félicitations mutuelles du peuple , des députés , et par l'envoi d'un message au roi pour lui annoncer les sacrifices dont ses vertus avaient donné l'exemple.

Si beaucoup de nobles applaudirent aux nouveaux décrets de l'Assemblée nationale , un plus grand nombre encore par leur éducation , leurs principes ou leur position , tenaient fortement au maintien des coutumes d'autrefois. Ils se réunirent à ceux dont les intérêts étaient blessés par ces ré-

formes, et d'une voix unanime élevèrent des cris d'indignation contre un système qui allait les assujettir aux lois communes. « De quel droit, disaient-ils, les députés de la noblesse et du clergé ont-ils sacrifié les privilèges et les propriétés des deux premiers ordres de l'Etat à une vaine ambition de popularité? Quoi! de si graves représentans emploient plusieurs jours à discuter s'ils donneront l'exposé des droits de l'homme pour préambule à leur constitution, et dans une seule nuit ils changent la forme d'un empire et renversent des institutions aussi anciennes que la monarchie! N'est-il pas évident que ces décrets rendus tumultueusement, sans aucune des formes destinées à prévenir les décisions précipitées, sont le produit de l'ivresse et non l'ouvrage d'une assemblée de sages législateurs? » Par une épigramme moins juste que piquante, les uns appelèrent cette séance la Saint-Barthélemy des propriétés; d'autres la qualifièrent d'orgie législative.

Mais les partisans d'une sage révolution, seulement entreprise pour achever d'extirper les abus, répliquaient avec feu que les législateurs, excités par leur patriotisme, ne s'étaient rien réservé; qu'ils avaient tout sacrifié à l'ineffable honneur d'affranchir leur pays des vieilles servitudes que la conquête avait jadis imaginées, et qu'une raison éclairée faisait tout à coup disparaître. Quant à la précipitation tant reprochée, elle était produite par l'impulsion d'une générosité naturelle

au caractère de la jeune France. La haine pour les siècles passés provoqua ce mouvement soudain. Les restes barbares de la féodalité auxquels se rattachaient encore tant de préjugés civils, politiques et religieux, ne pouvaient être abolis par une discussion approfondie. Il était beau de les anéantir par un élan subit, inspiré et assez puissant pour exciter tous les intéressés à s'en dépouiller eux-mêmes. D'ailleurs l'Assemblée nationale voulait aussi être peuple, l'électricité des pensées s'y communiquait en un instant, parce que l'action passionnée des hommes sur les hommes est irrésistible, et que rien n'enflamme davantage l'imagination qu'une volonté spontanée lorsqu'elle brise d'antiques chaînes. « Ah ! « oui, sans doute, disait-on, l'Assemblée était dans « l'ivresse, mais dans cette ivresse qu'inspire un « saint ravissement qui élève l'âme au-dessus des « sens et s'allie si heureusement avec l'effervescence « du patriotisme et de la générosité. » Tel était alors l'esprit de la nation, tout se faisait par enthousiasme ; la constitution devait être conçue ainsi que la révolution s'était faite au 14 juillet. Et quoique le mouvement populaire fût tout-à-fait contraire à l'intérêt des nobles, comme il y avait néanmoins dans l'insurrection un principe de courage et d'intrépidité, ils regrettèrent de n'en avoir pas fait partie, et ils voulurent, semblables aux vainqueurs de la Bastille, dont on faisait alors des héros, enlever d'assaut un reste d'institutions féodales, regardé comme le dernier réduit de l'injustice et de l'oppression.

Cependant l'ancienne organisation féodale depuis long-temps avait été détruite; ce qui en restait encore était purement honorifique, et à part les libéralités individuelles de quelques grands seigneurs, et l'inconcevable abandon de l'administration locale des provinces, on se convaincra que dans cette séance célèbre il n'y eut réellement d'immolé que l'amour-propre; mais c'était beaucoup, car ce grand sacrifice, basé sur l'abnégation de la noblesse héréditaire, était le trait fondamental de la révolution, puisqu'il marquait la chute complète du vieil esprit français. Honneur donc à ceux qui, quoique nourris dans de mortels préjugés, crurent que les supériorités sociales, nivelées par le progrès des opinions justes et raisonnables, ne devaient point hésiter à renoncer, en faveur du bien public, aux immunités personnelles attachées à leur condition. Ah! combien la nation eût été heureuse et libre si, appréciant cet admirable dévouement, elle eût tenu compte aux âmes généreuses des nobles sentimens que leur inspirait l'ardent amour de la patrie.

LIVRE CINQUIÈME.

LE VETO.

Désordres et approvisionnemens. — Rapport sur les finances. — Discours de Camus, de Lally. — Opinion de Barnave, Lacoste et Alexandre Lameth sur les biens du clergé. — Portrait d'Alexandre Lameth. — Emprunt. — Rédaction des décrets de la nuit du 4 août. — Aspect de la capitale. — Lafayette et Bailly. — Les districts et la commune. — Côté gauche, côté droit. — Portraits de Duport et de quelques constitutionnels. — De Montmorency, de La Rochefoucauld. — De Maury et de Cazalès. — Droits de l'homme. — Lally propose les deux chambres. — Premiers articles de la constitution. — Troubles qu'excite le veto. — Discours de Mirabeau et de Pétion pour et contre le veto. — Portraits de Camille-Desmoulins, Tintot, Saint-Huruge, Danton, Marat, Loustalot. — Discours de d'Entraigues et de Beaumetz. — Le duc d'Orléans et Danton. — Sanction et veto suspensif. — Discours de Sieyes contre le veto. — Rejet des deux chambres. — Discours de Rabaud Saint-Étienne. — Premier projet de dissolution. — Succession au trône. — Régence. — Réponse du roi aux décrets du 4 août. — Discours des deux Mirabeau. — Le roi accepte. — Conduite de l'Assemblée à l'égard du roi.

Tout paraissait calmé, les oppositions semblaient être détruites, et les difficultés vaincues. Le roi avait cédé à la violence de l'orage; son nouveau conseil était composé d'hommes d'Etat chéris du peuple et de l'Assemblée nationale, qui influèrent sur ses délibérations par leur savoir et leurs vertus. Il ne restait

plus, pour satisfaire au vœu de la nation et couronner les généreux sacrifices dont la noblesse venait de donner un si bel exemple, qu'à rédiger selon les formes les divers articles arrêtés dans la nuit du 4 août. Mais une foule d'événemens lamentables, trop nombreux pour être tous racontés, vinrent encore partager l'attention de l'Assemblée, et retardèrent la promulgation des lois destinées à faire partie de la charte promise à la France.

Lorsque le ressort d'un Etat est brisé, il s'établit une crise durant laquelle la multitude, se croyant dégagée du joug des anciennes lois par l'approche des lois nouvelles, viole les premières conditions sociales, et la passion, succédant à la raison, substitue la force à la justice. Ainsi, malgré le désintéressement des nobles et leur amour pour le bien, le peuple, loin de rentrer dans le devoir, continua à brûler les châteaux et à proscrire leurs seigneurs. Affranchi des servitudes féodales, il se crut aussi exempt de toute espèce d'impôt : on ne pouvait lui faire comprendre que les redevances publiques sont un devoir du citoyen, et qu'il doit acquitter avec zèle ce tribut pour prix de sa liberté et de sa sûreté. Le sang coulait dans tout le royaume, le fer et la flamme menaçaient les personnes et les propriétés; les tribunaux, devenus impuissans, enhardissaient les coupables et ne laissaient aux victimes que la douleur et le désespoir.

Tout ce que la méchanceté peut inventer de manœuvres et d'artifices était mis en usage pour allumer la guerre civile. Des courriers, dépêchés par les

agens de ténébreux complots, parcouraient les villes et les campagnes, et, par des édits mensongers, soulevaient au nom du roi¹ les dernières classes du peuple contre les citoyens paisibles. Armant de torches et de poignards les malfaiteurs du royaume, ils entraînaient par-la séduction ou par l'autorité du nom sacré qu'ils profanaient, cette partie du peuple qui, abruti par la misère et la cupidité, avait perdu tout sentiment moral. Tantôt c'étaient des bandes de voleurs prêtes, disaient-ils, à fondre sur les bourgs et les cités, ou bien des Anglais qui, profitant de nos discordes, venaient brûler nos ports et envahir nos provinces. Si des magistrats courageux sévissaient contre les coupables, on leur reprochait d'attaquer la nation. Les administrateurs de Mâcon, pour avoir eu la fermeté d'user de leur autorité contre les incendiaires, furent accusés d'avoir dépassé la limite de leurs pouvoirs. Les provocations au meurtre passaient pour des mouvemens vertueux, et les actes sacrilèges semblaient être l'effet d'une raison supérieure aux vieux préjugés. Enfin les soldats, destituant et massacrant leurs officiers, se mirent à l'abri du châtimement que méritait leur crime en donnant à l'insubordination le nom de patriotisme.

Pour arrêter les progrès de l'anarchie, il répugnait à l'Assemblée nationale de faire usage contre les citoyens d'une force essentiellement destinée à repousser l'agression des puissances étrangères.

¹ *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 233.

D'ailleurs, la prudence ne permettait pas de compter sur la sagesse des municipalités, à qui l'on était obligé de confier la direction de la milice nouvellement armée. Pour parer à ces inconvénients, l'Assemblée, par une continuation de son honorable crédulité, crut lier et rattacher aux bons principes les milices et l'armée en leur ordonnant, sous la foi du serment, d'être fidèles à *la nation, au roi et à la loi*; avec cette seule garantie elle leur prescrivit (10 août) de prêter main-forte aux agents de l'autorité chargés de veiller au maintien de la sûreté publique. Le roi, en sanctionnant ce décret, adressa aux officiers et aux soldats une lettre pleine de bienveillance pour rappeler à chacun ses devoirs de citoyen.

Le but des perturbateurs était de soulever la nation et de la tenir armée, dans la crainte que les régimens, malgré les séductions, ne restassent fidèles à l'autorité du roi. Dans ce but, on avait formé des gardes nationales jusque dans les plus petits hameaux, et l'Assemblée, en partageant l'erreur de Lafayette, les mettait à la disposition d'un pouvoir municipal qui, formé sous de si tristes auspices, devait bientôt se changer en pouvoir révolutionnaire. Aussi, malgré le serment imposé aux troupes de ligne, et l'organisation des gardes nationales, les vrais brigands n'en continuèrent pas moins à piller les fermes et les greniers, à livrer aux flammes les blés en gerbes, et à réduire des familles entières à la plus horrible mendicité. Alors, la défiance uni-

verselle, la crainte de la famine et le récit de la liberté dont le peuple jouissait à Paris, firent refluer dans son sein une foule de malheureux fugitifs, accourus dans l'espoir d'y trouver un refuge; mais sans secours, sans moyens d'existence, ils erraient au milieu de la capitale, et le désespoir dans lequel on les avait jetés leur imposait la cruelle nécessité de mourir ou de s'associer au crime.

Cette immense population, enflammée par sa victoire, tourmentée par le besoin, exigeait pour ses approvisionnements une vigilance particulière, et la grande commotion dont la France était alors agitée tarissait les sources d'où la capitale retirait sa subsistance, base première de sa tranquillité. Toute circulation était interrompue; les routes et les canaux abandonnés; le commerce enfin était paralysé. On ne pouvait assurer la consommation journalière qu'en employant la force armée pour faire arriver les denrées arrachées par violence à la stagnation générale, et souvent tout ce qui remontait ou descendait la Seine était saisi par les habitans des villes situées sur ce fleuve.

On était réduit à cet état de détresse lorsque les habitans du quai Saint-Paul arrêteront un bateau chargé de tonneaux de poudre, sortis de l'arsenal, sur lesquels était écrit en gros caractères, *poudre de traite*, destinée pour les côtes de Guinée. Aussitôt le peuple attroupé crie qu'on vient de saisir de la *poudre de traître*¹. Quarante mille âmes, réunies

¹ BAILLY (*Mém. de*), t. II, p. 30, 36.

sur la place de Grève, demandent la tête du directeur de l'Arsenal, Lasalle d'Offremont. Le fatal réverbère est descendu; un bandit, tenant d'une main une corde neuve et de l'autre un flambeau allumé, attendit long-temps qu'on lui amenât pour victime cet ancien chef de la garde nationale¹. Mais cette fois Lafayette avait pris de meilleures dispositions, l'attroupement fut dissipé et l'innocence de M. Lasalle promptement reconnue. A Versailles, on fut moins heureux : par une dépravation inouïe dans les annales des peuples civilisés, un parricide, enlevé de l'échafaud fut porté en triomphe par une troupe effrénée qui, se disant la nation, pendit au même instant une femme innocente².

Pendant que l'Assemblée nationale siégeait dans une ville où de pareils attentats restaient impunis, elle continuait à délibérer aux portes d'une capitale dont l'administration n'était établie par aucune ordonnance du roi, ni par aucun pouvoir législatif. Elle était environnée d'un corps immense de citoyens armés qui, abusant de sa force, pouvait la dissoudre et renverser le trône. Sous ces tristes auspices elle allait s'occuper à publier en forme de lois ses décisions du 4 août, lorsqu'on annonça l'arrivée des ministres envoyés par le roi, pour « déposer au sein » de l'Assemblée les inquiétudes dont son cœur paternel était agité. » C'est ainsi que l'archevêque de

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n° IV, du 2 au 8 août 1789, p. 29.

² BAILLY (*Mémoires de*), t. III, p. 66. — MOUNIER (*Exposé justificatif*), p. 55.

Bordeaux exprima l'objet de son message¹. Après ce triste exorde, il fit le tableau de l'état déplorable où la France se trouvait réduite. La licence sans frein, les lois sans force, les tribunaux sans activité, remplacés par des proscriptions et des massacres. L'industrie et le commerce suspendus, la terreur et la désolation répandues dans tout le royaume, enfin les asiles de la piété même n'étant plus à l'abri des fureurs meurtrières d'une populace abjecte.

« Après vous avoir entretenus, Messieurs, de la sub-
« version générale, il convient, ajouta le ministre, de
« vous demander l'emploi de tous vos moyens pour
« son rétablissement ; et le roi compte assez sur la
« sagesse de vos résolutions pour vous annoncer
« d'avance qu'il s'empressera de les sanctionner. Le
« ministre vertueux qu'il a rendu à vos regrets et à
« votre estime, va vous montrer sous une nouvelle
« face les funestes effets de ces mêmes désordres en
« mettant sous vos yeux l'état actuel des finances. »

Après cette vive peinture des maux de la patrie, Necker exposa la pénurie complète du trésor royal, résultant des retards dans le paiement de toutes les impositions, qui ne rentraient plus, ou ne s'acquittaient qu'avec des valeurs fictives ; lorsqu'il eut démontré les fatales conséquences de la dispersion des registres et de la contrebande faite à main armée dans plusieurs provinces, il démontra l'urgence d'un emprunt de trente millions pour subvenir pendant deux mois aux besoins les plus pres-

¹ *Moniteur* du 6 au 7 août 1789, p. 152, col. 1 et 2.

sans¹; cette durée de deux mois semblait devoir suffire à l'Assemblée pour achever ou du moins pour avancer les grands travaux dont elle et Necker attendaient le rétablissement stable de l'ordre.

L'Assemblée, émue par les considérations pressantes et les tableaux divers qui venaient de lui être présentés, répond par des applaudissemens aux discours des ministres. M. de Clermont-Lodève, dans l'excès de son patriotisme, se lève et dit : « Sauvons
« l'Etat, et avant même que les ministres ne se re-
« tirent, votons l'emprunt en leur présence et par ac-
« clamation. » M. de Foucault, ne pouvant d'après son mandat voter d'emprunt², offrit six cent mille francs. « C'est ma fortune, s'écrie ce généreux citoyen, et
« je l'engage comme caution, si je n'obtiens pas la
« ratification de mes commettans. » Un si rare désintéressement excita une admiration universelle; mais dans la crainte que le corps législatif ne s'habituaît à trop de condescendance aux volontés ministérielles, Mirabeau s'élève contre cette déférence qu'il qualifie de servilité et demande que la délibération ait lieu en l'absence des ministres; plusieurs voix prépondérantes se joignent à la sienne.

Lorsque les ministres se furent retirés, le président annonça que douze membres s'étaient ins-

¹ *Moniteur* du 6 au 7 août 1789, p. 152, col. 1 et 2. — *Idem*, du 7 au 8, p. 153, col. 1.

² On se souvient que, quoique les mandats eussent été annulés, presque toutes les nouvelles instructions données aux députés leur prescrivaient de ne voter ni impôts ni emprunts, jusqu'à l'achèvement de la constitution.

crits en faveur de l'emprunt et que personne ne demandant à parler contre, il semblait inutile de les entendre. Alors Camus se lève et s'exprime ainsi : « C'est un beau mouvement sans doute de venir au secours de l'Etat, dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons; mais il ne s'agit pas ici de se livrer à un élan de générosité. La nation nous a établis ses représentans afin que tout soit pesé et mûrement examiné; faites donc vérifier l'exactitude des comptes qui viennent de vous être soumis, et demain vous délibérerez de sang-froid sur l'emprunt. Il est d'ailleurs des articles qu'il importe de discuter. La déclaration que cet emprunt n'est sujet à aucune retenue me paraît contraire au grand principe que toutes les propriétés doivent être également imposées. Enfin, pouvons-nous oublier que nos commettans ne nous ont permis d'emprunter qu'après la constitution? »

A ce discours si sage, si sensé, Lally-Tollendal, toujours entraîné par le mouvement dangereux d'une imagination ardente et d'une âme expansive, répondit en ces termes : « On nous demande si nous pouvons accorder un emprunt : je demande au contraire si nous pouvons refuser lorsque sans cet emprunt il est impossible de remplir les engagements de la nation? Serait-il de sa dignité que le premier instant de sa réunion en corps législatif fût signalé par la violation des engagements de l'Etat? Serait-il digne d'une nation loyale et fidèle, quand son roi s'est livré à ses conseils, et s'en est reposé sur son

« amour, de le délaisser au milieu de la crise ac-
 « tuelle? et qu'oppose-t-on à cette nécessité de
 « venir au secours de la chose publique qui périt?
 « des cahiers; des cahiers, dans lesquels on n'a ni
 « prévu ni pu prévoir l'état actuel des choses; des
 « cahiers, qu'on a mis à l'écart jusqu'à présent, et
 « qui, quand même on les suivrait fidèlement, de-
 « vraient être oubliés dans ce cas; des cahiers enfin
 « que l'on contredirait en leur obéissant; puisqu'ils
 « n'ont pas ordonné que nous fissions une consti-
 « tution pour un Etat qui n'existerait plus, et de
 « nous rendre coupables aux yeux de l'univers et de
 « la postérité de la dissolution du plus bel empire
 « qui ait jamais existé ». L'Assemblée, pour prou-
 « ver qu'elle ne s'abandonnait pas à des impulsions
 « subites, et voulant concilier la prudence avec l'in-
 « térêt public, décida que le comité des finances lui
 « ferait un rapport.

Le duc d'Aiguillon, un des membres de ce co-
 mité, en ayant été chargé, exprima avec force et
 clarté l'urgente nécessité de l'emprunt. Pour l'exer-
 cice des deux mois d'août et de septembre, la
 recette ne devait s'élever qu'à trente-sept mil-
 lions, et la dépense était de soixante¹. Le duc de
 Levis parla un des premiers pour démontrer l'ab-
 solu nécessité de secourir promptement l'Etat.
 Buzot demanda un examen sévère des comptes
 de finances et se promit de ne voter l'emprunt

¹ *Moniteur* du 7 au 8 août 1789, p. 155, col. 2 et 3.

² *Idem*, p. 156, col. 1.

que lorsqu'il serait accompagné de tous les décrets passés dans la nuit du 4 août. Selon Barnave, l'emprunt ne serait réalisé qu'autant qu'on assurerait aux prêteurs un gage indépendant du produit de l'impôt, qui malgré son insuffisance ne pouvait plus être augmenté.

Ces propositions, qui allaient directement au but proposé, furent accueillies avec faveur; celle de Barnave surtout était solide, puisque c'était des biens du clergé dont il entendait parler¹. Cette idée depuis long-temps méditée par les principaux meneurs, et qu'on présentait comme jetée au hasard, fixa à tel point l'attention de toute l'Assemblée, que les débats demeurèrent un instant suspendus, lorsque le marquis de Lacoste, député du bailliage de Charolles, en développant la pensée de Barnave, les ouvrit par une motion hardie. Après avoir prouvé l'impossibilité d'échapper aux convulsions inséparables des grandes révolutions, il ajouta: « La foi publique
« est chargée d'une dette immense; le peuple accablé d'impôts désigne ouvertement ceux qui lui
« sont devenus intolérables. Déjà une grande vérité
« s'est fait entendre dans cette enceinte. Les biens
« ecclésiastiques appartiennent à l'État, le moment
« est venu de les revendiquer. » Une fois ce principe posé, il en déduisit comme conséquence la suppression des dîmes et celle des ordres monastiques; enfin M. de Lacoste proposa de laisser aux titulaires

¹ LANETH (*Hist. de l'Assemblée const.*), t. I^{er}, p. 101.

un revenu viager égal à leurs bénéfices, de fixer les honoraires des évêques, et d'augmenter la dotation des curés qui, selon sa doctrine, étaient les seuls ministres vraiment nécessaires à l'exercice du culte¹.

Cette opinion excita de nombreux applaudissemens et de bruyans murmures; Alexandre Lameth l'appuya par des réflexions étendues sur la nature des fondations religieuses. Ce député, quoiqu'élevé au sein de la cour, était l'ennemi de ce faste déprédateur qui multipliait autour du trône tant d'êtres inutiles. Dans des vues généreuses, il embrassait ainsi que ses frères les conséquences d'une révolution qui détruisait leurs espérances de fortune; mais lui et les siens ayant été comblés des faveurs de la reine, leur opposition avait cela de fâcheux, qu'elle ressemblait à une ambition trompée, lorsqu'elle n'avait pas les couleurs de l'ingratitude. Un patriotisme, poussé jusqu'à l'exaltation, allait les exposer, ainsi que le duc d'Aiguillon, aux poisons de la calomnie; mais la rigidité de leurs opinions ne continua pas moins à s'imposer de pénibles sacrifices et à être toujours sévères sur tout ce qu'ils considéraient comme des abus ou des préjugés funestes au bonheur des Français.

Pénétré de ces principes fondamentaux, Alexandre Lameth établit une grande différence entre les propriétés des citoyens et celles des corporations. « Per-
« sonne, dit-il, ne refusera à la nation le droit de

¹ *Moniteur* du 8 au 9 août 1789, p. 439, col. 2.

« supprimer de son sein les corps religieux qu'elle
 « juge inutiles et de tourner leurs biens à l'usage le
 « plus avantageux à la société, puisque primitivement
 « ces biens n'ont été donnés ou acquis que
 « dans le dessein d'être profitables à cette même so-
 « ciété. » Il rappela que l'autorité du roi et des par-
 lemens avaient suffi pour disposer de ceux des jé-
 suite; « et certes, ajouta-t-il, les décrets de l'Assem-
 « blée, sanctionnés par le roi, doivent bien avoir la
 « même force, surtout appliqués à un objet essen-
 « tiellement utile ». » Il finit par demander que les
 propriétés ecclésiastiques fussent données en gages
 à tous les créanciers de l'Etat.

L'évêque de Chartres se présente pour réfuter ce
 système qui excite une grande rumeur parmi les
 membres du clergé; en vain l'abbé de Montesquieu
 fait observer qu'il est dans leur intérêt d'écouter
 patiemment la discussion, rien ne peut les calmer.
 Prévoyant ensuite les graves conséquences de la
 nouvelle motion, ils firent offrir par l'organe de
 l'archevêque d'Aix de se charger de l'emprunt, en
 hypothéquant tous leurs biens pour le paiement des
 intérêts et pour le remboursement du capital. Ces
 deux propositions furent écartées d'après l'avis de
 Clermont-Tonnerre; selon son opinion on ne devait
 s'occuper que de l'emprunt en suivant les voies et
 moyens présentés par les ministres.

¹ LAMETH (*Hist. de l'Assemb. const.*), t. I^{er}, p. 108.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. II, p. 136. — *Moniteur*
 du 9 au 10 août 1789, p. 161, col. 2.

Au reste, quoique le projet de s'emparer des biens du clergé n'eût pas été l'objet d'une discussion particulière, cette motion inattendue, lancée au sein de l'Assemblée, retentit dans toute la France : elle germa dans les esprits, et ne tarda pas à être accueillie avec enthousiasme par la généralité des citoyens qui virent dans cette mesure l'extinction de la dette publique, et par suite la diminution des impôts.

L'Assemblée nationale, excitée par le sentiment de la confiance qu'elle croyait inspirer, et par l'intérêt évident qu'avait chaque citoyen à faire cesser les malheurs de l'Etat, pensa qu'après avoir donné le généreux exemple de tous les sacrifices, chacun s'abandonnerait à cet élan qui ne calcule rien lorsqu'il s'agit du salut de la patrie. Dans cette honorable illusion, elle décréta l'emprunt sans assigner de gage, sans indiquer le terme du remboursement; non seulement elle diminua le taux de l'intérêt, mais encore elle retrancha tous les petits détails imaginés par le ministre pour servir de véhicule aux combinaisons des prêteurs.

Le succès ne répondit pas aux sentimens généreux qui avaient dicté l'esprit du décret; alors l'Assemblée eut la conviction que le gouvernement était trop ébranlé pour inspirer la moindre confiance à des spéculateurs. L'émigration, en faisant passer chez l'étranger des capitaux immenses, augmenta de plus en plus la rareté du numéraire. Vingt jours après l'emprunt décrété, et malgré les dons du roi, il n'y avait encore que deux millions six cent mille livres

portés au trésor royal. Afin de se procurer un secours de quarante millions, on fut forcé de voter un nouvel emprunt de quatre-vingts millions à cinq pour cent, payables moitié en effets publics, et remboursables en dix années; le succès n'en fut pas plus heureux. On fit des lois pour remédier à cette détresse, elles restèrent sans exécution.

L'embarras des finances était encore l'objet pressant des vives sollicitudes de l'Assemblée, lorsque la rédaction des décrets qui devaient consommer l'abolition des privilèges ne tarda pas à être reprise, et avec d'autant plus d'ardeur qu'elle allait mettre le gouvernement à même de s'approprier une grande partie des ressources dont les deux premiers ordres avaient fait l'abandon. Toutefois, il ne faut pas croire que la suppression des droits onéreux dut profiter toute entière au profit des propriétaires; elle fut consacrée seulement dans le but d'améliorer le sort des cultivateurs; et si par les malheurs de l'anarchie, la prospérité agricole ne s'accrut pas d'abord en raison des concessions qui lui furent faites, du moins verrons-nous, par la suite, qu'il y a moyen de la réforme de tant d'abus le trésor s'enrichit et prélève pour le compte du gouvernement ce qui auparavant était donné soit à des individus, soit à des corps souvent rivaux dangereux de la couronne*.

* La dîme prélevée par le clergé sur les produits enlevait le dixième du moyen fruit; tandis qu'aujourd'hui le sixième du revenu net, en servant de base à l'impôt territorial, atteint seulement le propriétaire, et entre tout entier dans le Trésor public, sans léser l'industrie agricole.

La conduite de la noblesse, dans cette épreuve décisive, justifia d'une manière tout-à-fait honorable l'opinion qu'elle ne cessa jamais de manifester. L'historien impartial manquerait à la dignité de son ministère s'il ne s'empressait de faire remarquer qu'il est beau pour le caractère français de voir que dans l'origine la résistance de ce corps illustre avait plutôt pour motif la conservation des prérogatives honorifiques que la maintenance des avantages pécuniaires; aussi son patriotisme ne se démentit point dans les discussions que nécessita l'importante rédaction des décrets rendus dans la nuit du 4 août. Ses membres confirmèrent de sang-froid tout ce qu'ils avaient voté dans un moment d'exaltation.

Les provinces, non plus, n'élevèrent aucune réclamation contre les aveugles sacrifices faits par leurs députés. Les parlementaires eux-mêmes, membres de l'Assemblée, disputèrent de générosité; ils firent offrande à la nation de la propriété de leurs charges et consentirent à la gratuité de la justice. Mirabeau et Sieyès, qui ne travaillaient à la révolution que dans des vues personnelles, ne pouvaient comprendre ces abandons, fruits d'un noble enthousiasme. « Voilà bien nos Français, dit-il le premier; ils sont un mois entier à disputer

Le système de l'administration locale des provinces allait être conservé par l'Assemblée constituante. Ce n'est que sous l'Empire que les franchises apolenniques et modernes disparurent pour faire place au régime de concentration qui fait d'aujourd'hui des départemens de véritables fermes modèles, tributaires de la capitale.

« des syllabes, et dans une nuit ils renversent tout
« l'ancien ordre de la monarchie ».

Mais la question des dîmes, si importante par ses conséquences, excita de longs et violens débats (10 août). L'article proposé à ce sujet par le comité de rédaction confondait les dîmes ecclésiastiques avec celles inféodées, qui sont de véritables propriétés. Il oubliait que les premières n'étaient autrefois que des rétributions volontaires que le clergé parvint à transformer en impôt; modifiées par mille usages divers, interprétées contradictoirement par une foule d'arrêts, elles ne reposaient sur aucune base fixe et déterminée. Le comité ne distinguant point ces deux espèces de dîmes, les convertissait en redevances pécuniaires et rachetables à la volonté des débiteurs.

Cependant l'Assemblée avait jugé la dîme ecclésiastique essentiellement injuste, elle enrichissait des prélats jouissant d'une fortune immense, sans dispenser les ministres de la religion de réclamer, des pauvres même, un salaire pour les fonctions les plus sacrées et les plus indispensables¹. Enfin la partialité des décimateurs ne rougissait pas de laisser les églises et les curés de village dans un état voisin de l'indigence pour enrichir de voluptueux bénéficiers; outre cela, cet impôt si mal appliqué affectait moins la terre elle-même que l'industrie du laboureur; n'étant pas supporté par le propriétaire

¹ DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), chap. VII, p. 146.

² SAVINES, évêque de Viviers (*Const. civ. du Clergé*), p. 3 et 8.

lorsqu'il laissait ses terres en friche, il devenait une prime pour la paresse et une amende contre le travail. L'article qui supprimait les dîmes ne remplissait donc point le vœu de l'Assemblée; elle voulait la franchise des terres, le soulagement des cultivateurs; et l'on substituait à une contribution en nature une redevance en argent. D'un impôt arbitraire on faisait une dette légitime; ainsi la nation n'aurait retiré de cette suppression qu'un rachat plus onéreux que la dîme elle-même.

Plusieurs orateurs développèrent ces vérités avec beaucoup de force et de pénétration; mais l'opinion de Chasset, député de Villefranche, parut encore plus énergique, et l'emporta sur toutes les autres. Il prouva que les dîmes ecclésiastiques n'offraient point le caractère de la propriété, puisque dans les mains du clergé elles n'avaient jamais pu être vendues ni transmises en succession; il conclut à ce qu'elles fussent entièrement supprimées, sauf à aviser aux moyens de pourvoir à la dépense du culte divin. Le clergé de son côté ne manqua pas d'habiles défenseurs; Lanjuinais, dont le caractère républicain était stimulé, autant par les statuts de sa province que par ses opinions jansénistes, se montra très-attaché au presbytère; il regarda l'établissement des dîmes comme sacré¹, et chercha à le prouver par une discussion savante. L'abbé Grégoire, fidèle aux mêmes principes, voulait que le rachat fût fait en biens-fonds et donné aux curés,

¹ *Moniteur* du 9 au 10 août 1790, p. 163, col. 5.

qui auraient par là plus de moyens pour secourir leurs paroissiens. L'abbé de Montesquiqui, dans le même intérêt, plaida cette cause avec une logique pressante. Il rappela la consécration de la dîme à toutes les époques de la monarchie, depuis Charlemagne jusqu'à nos jours. Il soutint qu'elle n'était pas un impôt établi sur la nation, mais une redevance mise sur les biens par leurs premiers propriétaires, et qu'ainsi la nation ne pouvait pas la supprimer au profit de ceux qui avaient acheté leurs terres avec la condition expresse ou tacite d'acquiescer à cette dette*.

On fut étonné de compter l'abbé Sieyès parmi les partisans de la dîme, d'autant plus qu'une pareille opinion paraissait tout-à-fait opposée à ses doctrines antécédentes. La chaleur avec laquelle il défendit les intérêts pécuniaires du clergé, après en avoir repoussé les dogmes sacrés, prouva que le mépris des richesses ne devait pas être compté au rang de ses vertus. On ne vit en lui qu'un bénédictin qui payait un tribut d'erreur à sa robe et à son amour pour l'argent. Cet esprit, quoique juste et profond, ne pouvait concevoir la différence établie par Chasset entre les dîmes inféodées en faveur des laïcs, et celles concédées aux ecclésiastiques à titre gratuit. Dans son humeur contre ses collègues, il s'écria : *Ils veulent être libres et ne savent*

* Voilà pourquoi l'impôt foncier fut augmenté au profit de l'Etat et à la charge des propriétaires de terre qui n'avaient acquis qu'avec la servitude de la dîme.

pas être justes ! Jamais plus belle pensée ne fut plus mal appliquée, car rien ne démontrait mieux l'abus des dîmes que de les voir consacrées à payer l'abbé Sieyes qui, un jour, refusa d'officier parce que les dames de France n'assistaient pas à sa messe. Plein d'un amer ressentiment, il courut exhaler sa mauvaise humeur chez Mirabeau, qui lui dit en riant : « Mon cher abbé, vous avez déchaîné le taureau, et vous vous plaignez qu'il frappe de la corne ! » D'autres ecclésiastiques, sans prononcer de discours, mais avec un ressentiment plus légitime, s'exprimèrent avec la même franchise et la même véhémence que Sieyes : « Quoi ! s'écria l'un d'entre eux aux députés assemblés, lorsque vous nous avez invités à nous réunir à vous au nom d'un Dieu de paix, c'était donc pour nous égorger ? » Alors les préventions devinrent si fortes contre le clergé, qu'elles excitèrent les rumeurs des tribunes et les menaces de la populace qui, formée en groupes tumultueux, reprochait aux prêtres leur cupidité, et s'écriait : « À quoi leur servent les biens de ce monde qu'ils veulent nous ravir en échange de ceux de la vie future ? ont-ils, comme nous, des familles à nourrir, des enfans à élever ? Sans cesse ils nous prêchent l'humilité, l'abnégation des choses d'ici-bas, lorsque eux-mêmes sont les premiers à s'en montrer avides ? Qu'ont-ils besoin de dîmes et de propriétés, puisqu'aux trois

¹ *Moniteur* du 10 au 14 août 1789, p. 463, col. 1.

² DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. VII, p. 448.

« grandes époques de la vie, ils tiennent l'homme
« sous leur dépendance, et que jamais ils n'adminis-
« trent un sacrement ou ne célèbrent un sacrifice
« sans lui en faire payer le rigoureux salaire? »

A ces clameurs de la multitude irritée, succédè-
rent bientôt des raisonnemens plus modérés : mais
l'opinion générale ayant établi en principe que la
dîme ecclésiastique ne pouvant ni s'aliéner ni s'ar-
rérer, n'était pas une propriété, la grande majo-
rité des esprits se rangea de l'avis de Chasset, que
bientôt après Mirabeau fortifia de tout l'ascendant
de son éloquence et du poids de sa renommée. Après
lui on resta convaincu que cet impôt était oppres-
sif, qu'il enlevait au cultivateur le tiers de son pro-
duit : « Non, Messieurs, dit ce grand orateur, la
« dîme n'est pas même une possession, comme on
« l'a dit, ce n'est qu'une contribution sans profit
« pour l'Etat et absorbée par l'intérêt personnel.
« L'histoire offre mille exemples de suspension de
« dîmes ecclésiastiques et de leur application en fa-
« veur des seigneurs. Ainsi les dîmes n'ont été pour
« le clergé que des libéralités annuelles, de simples
« jouissances, révocables à la volonté du souverain.
« Si les Capitulaires de Charlemagne n'avaient pas
« été altérés, on pourrait acquérir la certitude, d'a-
« près le texte même, que la dîme n'était pas une
« chose due, mais une chose donnée à titre gratuit ».

¹ *Moniteur* du 9 au 10 août 1789, p. 164, col. 2. (Voy. l'Introduc-
tion de cet ouvrage, chap. II, p. 51 et 52, où sont cités à l'appui David
Blondel, Hénault, Millot, Fleury, Montesquieu, Thouret, et le synode
de Francfort, en 794.)

« D'ailleurs, puisque le clergé est convenu qu'elle
 « pouvait être rachetée par chacune des commu-
 « nautés en particulier, à plus forte raison elle peut
 « l'être par la réunion de toutes les communautés,
 « c'est-à-dire par la nation. »

Mirabeau ayant défini la dîme, un subsidé avec lequel l'État *salarierait les officiers de morale et d'instruction religieuse*, il s'éleva de violens murmures parmi les membres du clergé, violemment choqués d'une expression qui, selon eux, blessait la dignité du sacerdoce. Mais l'orateur, sans se troubler, repartit vivement : « Il serait temps, Mes-
 « sieurs, dans cette révolution qui fait éclore tant
 « de sentimens justes et généreux, que l'on abjurât
 « ces préjugés d'ignorance orgueilleuse qui atta-
 « chent quelque chose d'humiliant aux mots de
 « *salaire* ou de *salarisés*. Oui, je le répète, tous les
 « fonctionnaires ne sont que les salariés du corps
 « social. » Il établit ensuite que la dette du culte
 étant celle de tous, il convenait de la faire peser
 sur tous les contribuables et non sur les seuls agri-
 culteurs.

L'Assemblée s'était séparée sans avoir rien décidé sur la question des dîmes; plusieurs députés, même parmi les plus novateurs, furent d'avis qu'il fallait suspendre une discussion remplie d'aspérités et qui causait de si pénibles débats, lorsqu'un avocat de la sénéchaussée de Toulon, nommé Ricard de Séalt, la ranima au moyen d'un incident tout-à-fait inattendu (11 août). Pendant qu'il

réfutait les prétentions du clergé, on lui apporte plusieurs lettres; après en avoir pris lecture : « Ce sont, dit-il, des actes par lesquels des curés déclarent que la conversion des dîmes en argent serait onéreuse au peuple, et ils en font l'abandon ». Messieurs, ajouta-t-il, je vais déposer sur le bureau les pièces dont je m'honore d'être le dépositaire. »

Aussitôt plusieurs curés, qui n'avaient point eu connaissance de ces désistemens, se lèvent pour annoncer qu'ils adhéraient à cet acte de patriotisme. Bientôt après les autres membres du clergé s'empresrent d'y apposer leurs signatures. Parmi les premiers signataires on compta l'archevêque d'Aix, plusieurs évêques, l'abbé d'Abbecourt et un grand nombre de riches bénéficiers. Durant une heure le bureau fut rempli de prêtres et de prélats qui allèrent signer leur déclaration au milieu des applaudissemens et des transports de joie que faisaient éclater l'Assemblée et les tribunes.

Lorsque l'ordre fut rétabli, M. de Juigné, archevêque de Paris, se lève et dit d'un ton pénétré : « Nous remettons toutes les dîmes ecclésiastiques entre les mains d'une nation juste et généreuse. Que l'Evangile soit annoncé, que le culte divin soit célébré avec décence et dignité, que les églises soient pourvues de pasteurs vertueux et zélés, que les pauvres soient secourus, voilà la destination de nos dîmes; voilà la fin de notre ministère et

¹ *Moniteur* du 10 au 14 août 1789, p. 163, col. 3.

« de nos vœux. — Oui, c'est le vœu de tout le clergé, » ajouta le cardinal de La Rochefoucauld, et il met « toute sa confiance dans la magnanimité de la nation. » L'évêque de Perpignan et celui d'Autun partagèrent d'une manière ostensible ces mêmes sentimens. Cet abandon, quelque indispensable qu'on puisse le supposer, n'en était pas moins un acte de paix et d'union. Il est à remarquer qu'après avoir été combattu par Lanjuinais, Sieyès, Grégoire et Pétion, il fut ratifié par tout le clergé avec l'assentiment d'un prélat très-orthodoxe, le plus élevé en dignité et issu d'une des plus illustres maisons de France.

La suppression des annates, des déports des vacats, du denier de Saint-Pierre et autres impôts que la cour de Rome prélevait sur la France, n'éprouva d'autre obstacle que la puérile observation des banquiers expéditionnaires, qui présentèrent cette mesure comme impolitique et nuisible à nos relations commerciales avec l'Italie. Enfin l'Assemblée, après avoir délibéré sur toutes les décisions prises dans la nuit du 4 août, proclama l'abolition de toutes les servitudes et des justices seigneuriales; elle déclara que les rentes foncières de main-morte étaient rachetables, que la vénalité des offices de magistrature était supprimée, et qu'à l'avenir la justice serait rendue gratuitement; que tous les Français, égaux devant la loi, pouvaient prétendre aux emplois civils et militaires; que les droits casuels des curés ne devaient plus être payés. En

retour la nation s'engageait à subvenir par un traitement convenable aux besoins des églises et des prêtres qui ne seraient pas suffisamment dotés ¹.

Ce décret, de dix-neuf articles, et formant à lui seul une charte entière, fut présenté deux jours après, au roi, avec la plus grande solennité, comme le premier monument de la régénération politique de la France (13 août). L'Assemblée, en corps, était à peine arrivée à la galerie du château, que Louis XVI vint recevoir les représentans de la nation avec toute la cordialité du meilleur des pères. Le président Chapelier prononça un discours analogue à la circonstance, qu'il termina en donnant au roi le titre que des acclamations unanimes lui avaient déjà décerné, celui de *restaurateur de la liberté française*.

« J'accepte ce titre avec reconnaissance, répliqua le prince avec bonté; il répond aux motifs qui m'ont guidé lorsque j'ai réuni autour de moi les représentans de la nation. Allons prier le ciel de nous accorder son assistance, et rendons-lui des actions de grâce pour les sentimens généreux qui règnent dans votre Assemblée ². » Le monarque se rendit dans sa chapelle avec les députés, marchant sans distinction de rang, ayant à sa droite le président de l'Assemblée; il fut reconduit dans ses appartemens par le même cortège, au milieu des acclamations du peuple qui bénissait le

¹ *Moniteur* du 10 au 14 août 1789, p. 167, col. 2.

² *Idem*, p. 168, col. 2.

souverain magnanime dont les efforts, réunis à ceux des députés, venaient d'affranchir la nation d'un reste de servitude qui agitait les esprits et troublait son bonheur.

Un moment la France entière présenta à l'Europe un spectacle imposant. De toutes parts éclataient des scènes rapides et variées qui, rapprochées les unes des autres, se prêtaient un intérêt mutuel et contribuaient à entretenir les douces illusions des amis de la concorde. Les villes surtout offraient un tableau mouvant dont l'œil avait peine à saisir l'ensemble et à suivre le développement. Les meurtres avaient cessé; les habitans, dans leur ivresse de liberté et d'égalité, disaient que tout était commun; ils se qualifiaient de frères, d'amis; à tout propos ils s'embrassaient, mangeaient ensemble sur leur porte, et présentaient cet aspect d'union qui jadis caractérisait le peuple des anciennes républiques.

Ce n'étaient plus les Parisiens d'autrefois, mais bien une population nouvelle qui, spontanément, changea ses mœurs et son caractère. Là des citoyens armés, placés entre leurs pères et leurs enfans, faisaient eux-mêmes la police. Les places publiques, devenues des places d'armes, retentissaient du bruit des exercices militaires; les occupations, les habitudes, les modes, tout se ressentait de cette étrange métamorphose. On fréquentait peu les spectacles, mais la foule s'y précipitait lorsque les sujets dramatiques offraient quelques allusions aux circonstances. Les jardins et les promenades n'étaient plus

le rendez-vous d'hommes oisifs et de femmes frivoles, mais d'une multitude de personnes de tout rang, de tout sexe, de tout âge, profondément occupés des intérêts publics. La bouillante jeunesse se livrait avec ardeur aux manœuvres guerrières; les jeunes femmes, les jeunes filles, croyaient aussi servir la patrie par les signes manifestes d'un enthousiasme sans bornes. Se mêlant à tous les jeux et à toutes les fêtes, vêtues de robes blanches et parées des couleurs nationales, elles se rendaient dans les temples, au milieu des citoyens devenus soldats, qui, au bruit d'une musique harmonieuse mêlée de fifres et de tambours, allaient dans les jours solennels remercier le ciel des bienfaits de la liberté que l'on croyait avoir conquise.

Quoique par sa dernière déclaration l'Assemblée nationale eût posé les bases et tracé les limites du gouvernement constitutionnel qui devait nous régir, chacun, selon la nature de son esprit audacieux ou timide, prétendait à son gré étendre ou resserrer les bornes de l'autorité. On était bien d'accord sur les principes, mais tous variaient sur leur application. Un sentiment d'indépendance agitait tous les cœurs; peu de personnes avaient assez de sagesse pour se renfermer dans une opinion modérée; les assemblées politiques et les attroupemens du peuple recevaient sans cesse des impulsions séditieuses. L'exaltation achevant de tout confondre, de tout troubler, finissait par porter l'anarchie, là où il fallait au contraire penser avec maturité et agir avec

un profond discernement. C'est ce qu'on éprouvait d'une manière sensible depuis la nouvelle organisation de la municipalité de Paris.

L'esprit des hommes élevés et formés avec l'ancien régime se reportait toujours vers l'administration d'autrefois; l'autorité d'un maire ne leur présentait rien de mieux qu'un prévôt des marchands ou qu'un lieutenant de police, et dans les officiers municipaux ils ne voyaient que des échevins. Ceux au contraire qui s'étaient fait une loi de tout changer, se prévalant d'un système qui annulait la royauté et l'Assemblée nationale, prétendaient faire de Paris une espèce de république dont le maire eût été le doge, la municipalité le sénat, et les districts l'assemblée du peuple. Selon eux, le pouvoir devait être concentré au sein de la capitale, *non dans le roi des Français, mais dans la reine des cités.*

Lafayette et Bailly, alors idoles des Parisiens, avaient un crédit illimité pour faire le bien. Appelés à jouer un grand rôle, ils étaient doués de qualités sociales et de mœurs politiques qui auraient suppléé à tout, si tout eût été fait avec bonne foi. L'un avait l'activité militaire et l'assurance tranquille du courage dans les émotions politiques; mais plein d'idées romanesques sur la liberté et l'égalité, il voulait y subordonner l'autorité souveraine et établir des tempéramens qui missent le monarque dans l'impossibilité d'attenter jamais à ce qu'il appelait les droits inaliénables de la nation. L'autre, sans

autre prétention ni ambition politique que celle de la dignité et de la représentation municipale, était l'ami vrai du peuple, l'appui des gens sages, des hommes éclairés. Ce n'était pas dans des vues intéressées que tous deux aimaient la liberté, c'était dans l'esprit d'une véritable philanthropie. Leurs principes étaient si purs qu'ils furent longtemps pour leurs détracteurs un sujet de raillerie; rien de matériel n'entrait dans leurs conceptions. Un dévouement sans bornes, une sérénité d'âme inaltérable, et des formes populaires propres à tout concilier, auraient fait de ces deux hommes deux chefs vénérés; mais au milieu d'un siècle si corrompu, ils manquèrent des qualités indispensables à ceux qui sont appelés à maîtriser les passions. Leur éloignement pour les mesures répressives, en donnant à leur caractère une apparence de timidité, les rendait toujours incertains, au moment d'exécuter les plans qu'ils avaient conçus, ou ceux qu'on leur proposait. Les routes ténébreuses leur étant inconnues, ils s'y égarèrent lorsque la force des événemens les obligea à les suivre pour pouvoir déjouer les complots.

La position de Bailly surtout devint alors de jour en jour plus embarrassante: jeté malgré lui, au milieu du torrent révolutionnaire, dont il avait autrefois révélé les dangers¹, n'ayant pas assez de caractère pour prendre l'ascendant que devaient lui

¹ 11^e Lettre de Bailly à Voltaire sur l'*Atlantide* de Platon.

donner ses fonctions, il dominait moins qu'il n'était dominé, et par système attira sur la capitale des malheurs qu'il a trop cruellement expiés pour oser lui en faire crime. Persuadé que la volonté du peuple était toujours légitime, il crut la diriger en l'intéressant au gouvernement, et en soumettant tout à la sanction de son suffrage. En voulant opposer cette volonté à celle de ses collègues, dont l'esprit factieux lui semblait tant à craindre, il n'évita un danger que pour tomber dans un plus grand encore; et si Necker commit la faute d'avoir organisé l'insurrection en instituant les districts, Bailly eut à se reprocher de l'avoir développée par sa déférence pour ces foyers de discorde; à force de les consulter, il leur donna des idées fausses sur la nature et l'étendue de leur pouvoir.

Ces districts, se prévalant de la souveraineté du peuple, s'arrogèrent le droit de tout gouverner. La France entière en était couverte, et leurs prétentions se propageant de ville en ville, occasionèrent un délire universel. Composés d'hommes d'une ignorance grossière, d'une impéritie absolue dans les matières d'administration, ils voulaient tout subordonner à leurs décisions, tous avaient un *comité permanent*, un *comité de police*, un *comité militaire*, un *comité de subsistance*, etc. Chaque comité avait son président, ses secrétaires; chaque district s'attribuait le pouvoir législatif, chaque comité le pouvoir exécutif. Toute corporation, tout individu se croyait l'Etat et la nation. Ces fonctionnaires im-

provisés, ignorant que dans un Etat libre la magistrature impose de sévères devoirs, affectaient une supériorité personnelle, et voulaient exercer le despotisme sous les formes de la liberté.

Avec un pareil esprit l'harmonie ne pouvait longtemps subsister entre la commune de Paris et les districts. Bientôt ceux-ci prétendirent que les députés délégués pour former l'assemblée de l'Hôtel-de-Ville, et qui avaient pris le nom de représentants de la commune, n'étaient que de simples commis, révocables à volonté; ils affirmèrent que leurs décisions devaient être cassées toutes les fois qu'elles ne convenaient pas au peuple, dont les districts étaient les organes. D'après ce principe anarchique, les districts prenaient des délibérations contraires à celles de la commune : souvent ce qui était rejeté par l'un d'entre eux était admis par l'autre. Et l'on voyait surgir une foule d'arrêtés contradictoires qui jetaient l'administration dans un désordre affreux¹. De là prirent naissance les insurrections, qui, en attaquant la royauté, établirent dans Paris un pouvoir si monstrueux qu'il fit trembler les assemblées législatives, et asservit pendant plusieurs années nos provinces entières.

Tandis que la confusion et l'anarchie régnaient au sein du parti populaire, une violente opposition se manifestait parmi les législateurs. La suppression des costumes distinctifs des trois ordres, quoiqu'elle n'eût pas encore été ordonnée, avait été

¹ BAILLY (*Mémoires de*), t. III, p. 138, 139 et suiv.

décidée. Cette innovation confondit les députés, et tous siégèrent indistinctement. Mais dans la discussion des actes fondamentaux qui devaient servir de base à l'immense édifice de la constitution, on vit se former au sein de l'Assemblée deux partis désignés sous les noms de *côté droit* et de *côté gauche*, selon qu'avec une opinion différente les députés siégeaient par rapport à la place qu'occupait le président¹. Les révolutionnaires se rangèrent à gauche et les plus ardents du parti opposé prirent la droite. Depuis lors les représentans de la nation se formèrent dans le lieu de leur séance, comme dans deux camps en présence l'un de l'autre.

La même division partagea bientôt la totalité des Français : alors furent propagées, avec une animosité sans exemple, les dénominations de *patriote* et d'*aristocrate*; l'une était appliquée aux défenseurs des intérêts nouveaux, l'autre aux partisans de l'ancien régime, ou plutôt à tous ceux qui par leur position sociale excitaient l'envie des prolétaires. On ne tarda pas à la donner aux classes élevées de la bourgeoisie, du commerce, et à la multitude de ceux qui d'abord s'étaient ralliés sous les drapeaux de la révolution et qui l'abandonnèrent dès qu'elle se fut écartée des voies de l'équité.

Les membres du côté gauche aspiraient au titre de chefs du parti populaire, sur lequel ils exercèrent long-temps une grande influence; habiles à devan-

¹ RABAUD SAINT-ETIENNE (*Précis hist. de la Rév. franç.*), p. 130

cer l'Assemblée dans le chemin que ce parti voulait prendre, ils semblaient le lui indiquer et l'y conduire. Jouets de quelques députés voués au système républicain, ils ouvrirent la route du crime à une foule de factieux et même à Robespierre qui, renchérissant sur eux, n'avait point encore proposé, la hache à la main, son régime de sang, en suivant le coupable système de flatter le peuple, dans l'espoir qu'en le faisant régner il régnerait par lui.

Parmi ces constitutionnels exaltés étaient plusieurs jeunes gens dignes d'une meilleure destinée. Duport, l'un d'entre eux, conseiller au parlement, avait déjà figuré dans le parti opposé à la cour : il était ardent, passionné, et réunissait à l'élévation des pensées une force de caractère prématurée : d'avance il calculait toutes les chances de l'attaque et de la résistance. Pour surmonter les difficultés, sa moralité ne lui offrait aucun obstacle touchant les moyens de mettre ses théories en pratique : prompt à faire face aux événemens, sa précision était effrayante dans la manière de les combiner¹, et froidement il supputait combien il faudrait d'émeutes pour faire passer tel ou tel décret; aussi est-ce sur ses propositions publiques ou secrètes, que de concert avec Mirabeau furent conçues et arrêtées toutes les grandes mesures qui imprimèrent à la révolution son mouvement subversif et rapide.

Les frères Lameth, engagés dans le même système,

¹ FERRAND (*Théorie des Révolut.*), t. III, p. 283.

étaient doués tous deux de la rare union des talens militaires et des qualités de l'orateur; Alexandre surtout, avec une politique fine et déliée, avait du calme, du sang-froid, et une assurance sans égale. Audacieux dans l'exécution, il ne reculait jamais devant les obstacles qu'il était chargé d'aplanir et de surmonter. Son éloquence, moins véhémence que pure, consistait principalement dans une économie et une logique d'expressions qui, en donnant à son style toutes les chaînes du joug académique, lui permettait de penser tout haut, et d'exprimer avec décence des vérités que nul orateur avant lui n'aurait osé proclamer. Son frère Charles ayant plus d'exaltation avait moins de mesure, une ambition plus ardente et par conséquent une conduite passionnée qui souvent nuisit à sa réputation et altéra le caractère de ses actions les plus pures.

Enfin Barnave, le plus jeune de tous, avec un vrai talent d'orateur, était l'âme de leur conseil; il avait de l'exaltation et un esprit fécond en subtilités. Des moyens prodigieux suppléaient à son manque d'études; sa brillante élocution, semée de traits ingénieux, était surtout remarquable par une clarté élégante et concise. Dans leur association les rôles étaient partagés; Duport imaginait ce qu'il fallait faire, Barnave le disait, et les Lameth l'exécutaient¹. Ces trois noms formant une trinité politique donnèrent à l'esprit public une fatale direction : en attachant aux

¹ TOULONGEON (*Histoire de la Révolution franç.*), t. 1^{er}, p. 109.

succès de la tribune une importance funeste, ils firent de la popularité une mode irrésistible, au point que depuis l'estime d'un roi vertueux fut toujours sacrifiée aux applaudissemens de la multitude.

A eux se joignirent les députés qu'une communauté d'opinion ou d'intérêt rattachait à leur système. Le duc d'Aiguillon, par son ressentiment contre la cour, n'en pouvait plus tolérer les abus; Menou, qui par son inconstance et sa légèreté était incapable d'adopter un système politique, suivait néanmoins par l'habitude le chemin que lui traçaient ses amis. Victor de Broglie eût cru manquer à un nom célèbre, en n'y ajoutant pas la célébrité du moment, et dans ce sens embrassait les idées nouvelles que son père le maréchal avait voulu combattre avec tant d'énergie. Le jeune Mathieu Montmorency s'était d'abord livré à l'abbé Sieyès, qui lui inculqua ses principes. Mirabeau dirigeait alors sa conduite, et le parti constitutionnel le flattait et l'accueillait, parce qu'il était politique de lier aux intérêts nationaux le beau nom d'un Montmorency; mais il s'en éloigna dès qu'il entrevit les dangers d'un enthousiasme irréfléchi.

Enfin le duc de La Rochefoucauld siégeait aussi au côté gauche; sa haute réputation de vertu et de véritable philosophie faisait rejaillir sur ses amis la considération dont il jouissait lui-même; c'était un homme d'un âge mûr, d'un esprit sain, et d'une inaltérable pureté d'intentions; grand seigneur sans ostentation, il avait un physique peu avantageux;

la seule noblesse de son caractère donnait à sa personne la dignité nécessaire à son rang. Il ne fréquentait point la cour, et ne voulait aucune de ses faveurs pour lesquelles il affectait le plus noble dédain; imbu des doctrines philanthropiques professées par Adam Smith, créateur de la secte des économistes, son hôtel devint le rendez-vous de tous les coryphées de la philosophie nouvelle. Condorcet son ami, en lui donnant sa passion pour les systèmes, lui inspira encore celle des gouvernements libres. L'amour du bien public était la plus douce des jouissances de La Rochefoucauld, et ses actions avaient pour mobile une rigoureuse justice et un parfait désintéressement¹. Le désir qu'il avait d'améliorer le sort des hommes le rendit indulgent sur leurs vices; comme tous les sages amis de la révolution, il pécha par trop de confiance; mais ce défaut n'était-il pas une vertu, lorsqu'on songe que lui-même allait périr victime de l'ingratitude de ceux dont il fut toujours le bienfaiteur?

Le duc de Liancourt, issu de la seconde branche des La Rochefoucauld, sous une couleur moins prononcée, s'était lié à ce parti par conviction, et au détriment de son rang, de sa fortune et de ses plus chers intérêts. Attaché au roi, moins par les devoirs de sa charge, que par les marques de bonté et de préférence qu'il en avait constamment éprouvées, il lui en témoignait sa reconnaissance par

¹ BOISBY-D'ANGEAS (*Essai sur la Vie de Malesherbes*), t. I^{er}, p. 14.

une conduite noble et des sentimens analogues à son rang. Son amour et son attachement pour la famille royale se manifestaient dans les grandes occasions, et il l'informait de toutes les déterminations populaires capables de compromettre sa sûreté. Mais il avait pour système de céder aux volontés de la nation, et surtout de lui faire le sacrifice de tous les préjugés nobiliaires qui, n'étant plus compatibles avec les mœurs nouvelles, provoquaient une irritation dont la violence pouvait renverser les principes, sous le prétexte de détruire les abus. C'est pour avoir embrassé ces opinions sages, modérées et conciliantes, que la plupart de ceux de sa caste ne lui pardonnèrent jamais d'avoir dévié de la route que lui traçait sa position. Ceux-ci, guidés par le ressentiment, l'accablèrent de sarcasmes, et même de calomnies; mais le sage Liancourt, ferme dans sa marche, loin d'être abattu par tant d'injustices, se renferma toujours dans le poste étroit et difficile qui lui prescrivait de combattre avec impartialité les ennemis de son roi et ceux de sa patrie.

Les Lameth, quoique voués aux intérêts constitutionnels, avaient des opinions de liberté absolue qui n'étaient point partagées par Lally et Mounier, noms si chers aux vrais amis du gouvernement représentatif. Avec ceux-ci, marchait Clermont-Tonnerre, dont le noble caractère eût brillé avec bien plus d'éclat, si sa position sociale ne l'eût condamné à des ménagemens. Quant à Mirabeau, en garde contre l'enthousiasme idéologique des

jeunes seigneurs, il formait à lui seul un parti indépendant; libre dans son essor, il se portait vers chaque côté, qu'il courtisait ou désertait tour à tour¹, selon les vues que lui suggérait le besoin de jouer un rôle; flottant entre le duc d'Orléans et le roi légitime, un changement de dynastie offrait un grand appât à son avenir; mais allant au plus pressé, il portait ses regards vers l'or dont il était avide, et que la cour pouvait lui procurer.

Le côté droit, quoiqu'accablé par l'animosité de la populace, luttait avec persévérance contre la majorité de l'Assemblée; néanmoins la plupart de ses membres, réunissant à la réputation d'hommes de talens celle de loyaux députés, se conciliaient l'estime des collègues dont ils étaient les courageux adversaires. Tels furent dans le clergé les archevêques d'Aix et de Paris, les évêques de Langres, de Clermont, d'Agen et l'abbé de Montesquiou : toujours opposés aux opinions dominantes, ces prélats unis à plusieurs autres ne cessaient d'être écoutés avec intérêt et attention².

Le plus célèbre d'entre eux, mais ayant une moralité moins pure, était l'abbé Maury; alliant à la fois l'Evangile et la philosophie³, il était académicien et prédicateur du roi. A ce double titre, il avait acquis des droits à la réputation et aux faveurs

¹ DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. xii, p. 247.

² TOULONGEON (*Hist. de France*), t. I^{er}, p. 12.

³ Réponse du duc de Nivernais au discours de réception de l'abbé Maury.

de la cour. Une imagination méridionale, appliquée à l'éloquence persuasive de la chaire, lui rendait faciles ces mouvemens oratoires, ces images fortes, ces déclamations brillantes et heurtées qu'autorise le langage impérieux d'une religion révélée. Un corps robuste, un jugement sain, un esprit prompt et pénétrant, le mettaient à portée de parler sur-le-champ, et avec précision, sur tout ce qui était du ressort de l'histoire, de la théologie, des finances et de la politique; sa prononciation était sonore et bien sentie, son débit séduisant, et ses discours pleins de force et d'harmonie.

Introduit chez les premiers fonctionnaires de l'Etat, il se trouvait lancé dans les discussions politiques lorsque, élu député à l'Assemblée nationale, il entra dans la carrière législative avec une excessive ambition et un caractère dont il cachait la violence sous les formes d'une grande indépendance d'esprit. Né dans une des conditions obscures de la société, on pouvait croire qu'il se prononcerait pour les améliorations que les besoins du temps prescrivaient; mais il jouissait de riches bénéfices, et à ce titre il devint le plus intrépide et peut-être le plus éloquent défenseur des abus qui s'étaient glissés dans l'Eglise et dans l'Etat.

Dans ses opinions, il n'entrait aucune idée d'avenir pour la France¹; un sentiment d'intérêt personnel guidait toutes ses actions. Occupé de l'effet

¹ MONTLOSIER (*Mémoires du comte de*), t. II, p. 255.

que ses discours produiraient à Rome, la fortune qu'il en attendait devait être le mobile et le régulateur de sa conduite. Tour à tour il se montrait orateur habile, exercé, inépuisable, rempli du courage militaire et du sang-froid apostolique, qu'il possédait par caractère et non par esprit de religion. Nul ne savait contredire plus souvent et plus long-temps que lui, ni suppléer aux argumens solides par des formes oratoires savamment combinées¹. Mais son talent manquait de cette conviction intime qui l'anime et le vivifie. Sachant affronter le tumulte, il résistait à l'évidence, et souvent même avec audace bravait les coups de la raison.

Lorsque de sa place il parlait, il avait toute la verve et le mordant de Beaumarchais : s'il montait à la tribune, c'était la dialectique de Barnavé, et souvent même l'éloquence et la vigueur de Mirabeau. A l'art de l'orateur, il joignait les passions de l'homme de parti et toute l'intrépidité du guerrier. Vrai soldat de l'église militante, il donnait peu de repos à l'ennemi lorsqu'il entrait en campagne. Son attaque était impétueuse et rapide. Il avait surtout le talent de bien connaître son terrain et de diriger ses forces à volonté, ou par masses, ou par fractions; et lorsque la fortune de la guerre parlementaire lui prescrivait la retraite, cette retraite, savamment combinée, lui ménageait toujours d'habiles hostilités. Enfin, digne antagoniste de Mirabeau, il pé-

¹ MIGNET (*Hist. de la Révol. franç.*), t. 1^{er}, p. 155.

tillait de saillies, et par d'heureuses répliques se relevait avec gloire toutes les fois que l'Alcide de la révolution l'accablait par la hauteur de ses pensées et la violence de ses apostrophes.

Mais l'homme supérieur du côté droit était Cazalès; son exemple prouva que les circonstances font naître le génie. Ancien militaire, la noblesse depuis peu l'avait admis dans ses rangs, et elle trouva en lui le plus habile de tous ses défenseurs. Son éloquence était d'autant plus étonnante qu'elle n'était pas le fruit de longues études; c'était un pur don de nature¹. En homme sage, il s'étayait des principes de Montesquieu, qu'il avait profondément médité, et cette seule étude lui suffit pour arriver à la perfection. Il voulait la conservation de l'ancienne monarchie, en faisant disparaître tout ce qui pouvait l'avilir et compromettre les intérêts d'une sage liberté.

La première fois qu'en comité il discuta avec Mirabeau, il parut craintif et ne s'exprima qu'en balbutiant; peu à peu il se rassure, répond avec plus d'assurance, et ses paroles, qui d'abord n'arrivaient que lentement, devinrent promptes et abondantes; sa langue, docile à la vivacité de sa pensée, donna une telle souplesse à l'élégance de son expression, que le Démosthènes français, étonné, en le regardant fixement se lève tout à coup pour lui dire avec feu : *Monsieur, vous êtes orateur* ! Peu de

¹ THIRIAS (*Histoire de la Réolut. franç.*), t. 1^{er}, p. 151.

jours après Cazalès paraît à la tribune, et la prophétie de son rival s'accomplit.

Précis et simple, il avait une telle lucidité d'esprit et une si merveilleuse facilité de langage que, sans s'y être préparé, il disait tout ce qu'il fallait dire. Sa rare capacité lui faisait entrevoir sur-le-champ toutes les conséquences d'un principe; il les enchaînait les unes aux autres avec un ordre si parfait qu'on en déduisait tout de suite les avantages ou les dangers. Son débit facile, animé par une grande franchise d'expression, présentait ses raisons sous un aspect si favorable qu'elles paraissaient toujours les meilleures; au point que Mirabeau disait souvent : « Si les connaissances de Cazalès répondaient aux charmes de son éloquence, nous ferions tous d'inutiles efforts pour lutter contre lui. »

Dans les questions qui intéressaient son parti, sa droiture lui faisait prendre le côté juste, et il laissait le côté déclamatoire à Maury, qui souvent ajoutait aux erreurs inséparables de sa cause celles de son esprit. Cazalès au contraire était franc, consciencieux, et si une ou deux fois il s'écarta de sa rectitude accoutumée, ce fut la faute de sa position et non celle d'une conduite calculée. Enfin ce caractère si loyal, si sensé, devint admirable quand la persécution ajouta la puissance de l'intérêt à la force de ses raisons.

Telle était la composition de l'Assemblée nationale lorsque, après avoir supprimé les abus et apporté du soulagement aux maux les plus pressans,

elle revint au grand ouvrage d'une constitution libre, à qui ces heureuses prémices devaient servir de fondement. Mais elle avait promis de la faire précéder d'une déclaration des droits de l'homme; et l'esprit public d'alors avait si peu d'expérience qu'il voulait que toutes les lois constituant qu'on allait décréter fussent déduites comme de simples corollaires des principes naturels qu'exposait cette déclaration.

L'exécution de ce plan, suspendue par les résolutions spontanées qui anéantirent tout-à-fait les restes de la féodalité, fut reprise quelques jours après (17 août). Dans ce court intervalle, les projets de déclaration soumis à l'Assemblée s'étaient considérablement multipliés; chaque Français exposait son système et proposait son utopie. Mais les vérités qu'ils renfermaient étant de pures abstractions inapplicables dans un sens absolu aux combinaisons si mobiles et si variées de l'ordre social, inspiraient de justes craintes aux esprits sensés. Retenus par l'incertitude du sort de la future constitution, ils craignaient d'applaudir moins à une déclaration des droits de l'homme qu'à une guerre contre toute espèce d'autorité. Rien en effet n'était plus difficile que de proclamer hautement ces grands principes au milieu d'un peuple vieilli dans des institutions monarchiques, surtout lorsqu'on songe qu'un pareil exposé était destiné à former le préambule d'une constitution qui n'existait pas encore.

Parmi les nombreux projets des droits de l'homme

présentées à l'Assemblée, trois surtout fixèrent son attention : ce furent ceux de Lafayette, de l'abbé Sieyès et de Mounier. Le premier, à l'exemple de la constitution américaine, rendait les vérités populaires en les présentant comme une suite de faits immuables, mais il parut incomplet; celui de Sieyès en s'emparant de la nature de l'homme dans ses premiers élémens, et la suivant sans distinction dans toutes ses combinaisons sociales, était une œuvre qui, quoique savante, fut jugée trop métaphysique pour un peuple ennemi des théories compliquées; Mounier se rapprocha beaucoup de l'acte présenté par Lafayette, mais on ne lui trouva ni assez de fermeté dans les principes, ni assez de précision dans les termes. L'Assemblée, après de longs débats, chargea spécialement un comité de revoir tous les plans présentés sur cette matière, de les analyser, et de les lui soumettre sous la forme d'une nouvelle rédaction, claire et concise. Mirabeau, organe de ce comité, proposa une déclaration des droits en dix-neuf articles¹; elle eut le sort de toutes les autres, après avoir été vivement combattue, on la rejeta.

Mirabeau, frappé des difficultés que présentait cet acte, sans l'avoir préalablement combiné avec la constitution qui devait s'ensuivre, voulut en faire renvoyer la rédaction définitive au temps où les autres parties de la constitution seraient elles-

¹ *Moniteur* du 14 au 17 août 1789, p. 170, col. 1 et 2.

mêmes convenues et fixées. Cette proposition excita les murmures et les réclamations des chefs de la démocratie; ils pensèrent que tous ces retards étaient sollicités dans le dessein de faire disparaître la déclaration des droits. Ils élevèrent même des clameurs contre Mirabeau, se récrièrent contre la versatilité de ses principes, et insistèrent pour faire reprendre le projet. En cette occasion, Bergasse, Desmeuniers et Mirabeau, dans de longs discours, développèrent un grand savoir, une érudition profonde sur la théorie des gouvernemens, et ramenèrent ainsi la discussion sur les points importants de la future constitution. Le parti qui voulait conserver à la monarchie un reste de vigueur et de majesté, désirait la constitution anglaise avec ses deux chambres, sauf les inconvéniens d'une perpétuelle hérédité; il pensait qu'une chambre haute en donnant à ses membres l'éclat qu'avait perdu l'ancienne noblesse, établirait une noblesse nouvelle qui, en sa qualité d'ordre politique, tiendrait la balance entre les prétentions d'un seul et la volonté de tous. Une chambre ainsi composée, en supposant que l'effervescence du jour lui eût permis de s'asseoir sur des bases solides, aurait servi de digue entre la couronne et le flot populaire. Le roi n'aurait point été réduit à la nécessité périlleuse de combattre sans bouclier les principes démocratiques de la constitution.

Bien pénétré de cette idée conservatrice des Etats, Lally-Tollendal développa un plan de con-

stitution d'après lequel le gouvernement serait composé du roi, d'un sénat à vie nommé par le prince, et d'une chambre élective que le monarque pourrait dissoudre, pourvu qu'il en fit aussitôt réélire une nouvelle. Les représentans de la nation accordaient seuls les subsides, et le sénat devait consentir ou rejeter purement l'acte qui les décrétait. La première chambre était accusatrice des agens supérieurs, et déférait aux sénateurs le droit de les juger; l'initiative appartenait aux deux chambres, elles avaient le *veto* l'une sur l'autre, et le roi sur toutes les deux¹; sans la sanction royale, aucun acte législatif ne pouvait être promulgué.

Ce projet de gouvernement, comme l'avait dit Lally, à l'exemple de celui de l'Angleterre, offrait pour base la balance des trois pouvoirs; seulement la chambre haute était changée en sénat; changement de titre nécessité par la répugnance qu'on avait pour les distinctions de la pairie et surtout pour l'hérédité de la noblesse dont personne ne pouvait supporter l'idée. Toutefois les talens, la probité et les services rendus à la chose publique par Mounier, auteur de ce plan, engagèrent les amis de la constitution à le mitiger plutôt qu'à le combattre. Ils lui offrirent comme pacte de voter pour les deux chambres et de ne pas s'opposer au *veto* de la couronne, pourvu que celui du sénat ne fût que suspensif. Ils exigeaient qu'on ne conférât point au

¹ *Moniteur* du 19 août 1789, p. 176 à 182. — *Idem*, du 19 au 24 août, p. 481, col. 2 et 3.

roi le droit de dissoudre l'Assemblée, et que par une loi fondamentale on convoquât des réunions nationales à des époques fixes pour revoir la constitution et y apporter tous les changemens qui seraient jugés nécessaires. Mounier trouva ces conditions trop démocratiques ; l'inflexibilité de ses opinions ayant fermé toute voie d'accommodement, l'Assemblée résolut de discuter les principes dans toute leur rigueur, et elle chargea les vingt bureaux, dont elle était composée, de lui présenter de nouveaux projets de déclarations, pour servir de préambule à la constitution.

Lorsqu'on les lui soumit elle adopta celui du sixième bureau, rédigé en vingt-quatre articles, dont la discussion se prolongea pendant quinze séances. L'art. xviii par lequel nul homme ne devait être inquiété par ses opinions religieuses, ni troublé dans l'exercice de son culte, amena une dissension si vive (23 août) que le président, voyant son autorité méconnue, voulut deux fois se retirer. Cette séance offrit un tel désordre et une si grande confusion, que les rédacteurs même du *Moniteur* ont avoué n'avoir pu ni la suivre, ni la rendre avec exactitude¹. Enfin au milieu d'un tumulte difficile à décrire, après un choc d'opinions violent et continuel, la liberté des cultes ne put être consentie qu'avec les modifications proposées par M. de Castellane. Presque tous les autres articles

¹ *Moniteur* du 23 au 26 août 1789, p. 189, col. 1.

furent également amendés, sauf celui qui déterminait la séparation des pouvoirs sur lequel l'Assemblée décida qu'il n'y avait pas encore lieu à délibérer¹.

De là naquit une espèce de code naturel où se trouvaient renfermées les bases d'une monarchie démocratique qui proclamait l'égalité de tous les hommes, la liberté des personnes, des consciences, et de la presse, le libre consentement des impôts et l'inviolabilité des propriétés. Mais un principe destructeur contenu dans cette déclaration, et qui devait un jour renverser et détruire l'ouvrage de l'Assemblée, c'était celui de la souveraineté du peuple. Principe vrai abstractivement, mais inexécutable dans la pratique, car le peuple, incapable d'exercer cette souveraineté, est forcé de la déléguer à un chef sous des conditions réciproques; sans cela l'existence de deux souverains entraînerait une lutte qui finirait par fixer le pouvoir, non pas entre les mains du plus juste, mais bien entre les mains du plus fort. Sans ce vice radical, la constitution qu'on préparait eût été justement admirée, puisqu'elle renfermait toutes les bases de la charte qui, après tant de vicissitudes, donna à la France quinze années de prospérité.

L'importante publication des droits de l'homme fit croire que les principales difficultés que présentait la régénération politique étaient heureuse-

¹ *Moniteur* du 26 au 28 août 1789, p. 193, col. 1.

ment franchies, et qu'on pouvait avec sécurité travailler à la constitution, ardent objet des vœux et des espérances du roi et de toute la nation. Mais l'opinion des législateurs était partagée sur la manière d'entreprendre ce grand ouvrage. Les uns voulaient qu'on s'occupât sur-le-champ de la création ou de la réforme des corps judiciaires, de l'organisation des municipalités, de l'établissement des assemblées électives et des administrations provinciales, de la milice et de l'armée, de l'obéissance qu'elles devaient au roi et de la fidélité que la nation avait droit d'en attendre; enfin de la conversion des impôts en de nouveaux moins onéreux, et mis en balance avec les besoins de l'Etat.

D'autres pensaient que ce serait élever un édifice sans fondement, si l'on s'occupait de ces objets secondaires avant d'avoir posé les principes constitutifs du gouvernement. L'avis de ces derniers était de fixer l'existence des assemblées législatives et les conditions du *veto*, questions de la plus grave conséquence, et desquelles devait dépendre la promulgation des décrets qu'avait rendus jusqu'à ce jour l'Assemblée nationale. Elle était d'autant plus intéressée à approfondir cette importante matière que tous les ennemis des réformes faisaient reposer leurs espérances sur la sanction royale¹. Ils se persuadaient qu'en conservant au prince une prérogative inhérente à sa puissance, ils en pro-

¹ *Histoire de la Révolut. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 330.

fiteraient pour l'engager à refuser son assentiment aux mesures destructives de leur grandeur et de leurs richesses.

Dans ce but quelques nobles et plusieurs prélats du côté droit circonvinrent les députés des communes avec beaucoup d'adresse; se flattant de les diriger à leur gré, ils louèrent leurs talens, leur patriotisme et leur amour pour le roi : ces séductions étaient d'autant plus faciles que la majorité des députés du tiers, même après avoir voté la suppression des dîmes et l'extinction de la féodalité, pensait que l'autorité royale serait totalement anéantie si, déjà privée de la faculté de faire des lois, on lui ôtait la seule prérogative qui lui restait encore, celle de les sanctionner.

Après de longs débats sur l'ordre que l'on devait suivre, Mounier, qui était le flambeau du comité de constitution, donna lecture de six articles devant servir de base aux travaux de l'Assemblée (28 août). Ces six articles renfermaient des principes simples, peu susceptibles de discussions, et dont la plupart se trouvaient énoncés dans les mandats et cahiers remis à chaque député¹. Ils déclaraient le gouvernement français monarchique, et la sanction du roi nécessaire à tous les actes législatifs. La loi salique était de nouveau proclamée, le pouvoir exécutif résidait exclusivement dans les mains du prince. On assurait l'inviolabilité de sa

¹ *Moniteur* du 26 au 28 août 1789, p. 195, col. 3.

personne; ses ministres seuls étaient responsables.

Dans la discussion des deux premiers articles, de graves objections s'élevèrent touchant le mot *monarchique* dont l'expression illimitée paraissait consacrer le pouvoir absolu. Sur les quarante-cinq rédactions nouvelles présentées à ce sujet, deux seulement intéressèrent l'Assemblée; l'une, du baron de Wimpfen, définissait le gouvernement de France une *démocratie royale*; l'autre, de M. Roussier de Marseille, était ainsi conçue : « La France est un État « monarchique dans lequel la nation fait la loi, et le « roi la fait exécuter¹. » Cette dernière rédaction fut très-applaudie, et une grande partie de l'Assemblée se réunit pour demander en sa faveur la priorité; mais comme elle semblait exclure la sanction royale et priver le monarque de toute participation au pouvoir législatif, plusieurs même de ceux qui ne partageaient pas la sagesse du comité sentirent les graves conséquences de cette définition, et furent d'avis de l'écarter.

Le plan développé par Mounier, dans ses *Considérations sur les gouvernemens*, avait ramené beaucoup de membres du côté gauche au système de la véritable monarchie constitutionnelle. Leur alliance avec le centre et le côté droit forma un parti considérable qui fit élire à la présidence l'évêque de Langres, ardent défenseur de la sanction royale, et très-porté pour les deux chambres. Cette élection

¹ *Moniteur* du 28 au 31 août 1789, p. 197, col. 2, article *Paris*.

fut à peine connue dans Paris, que les réunions du Palais-Royal, continuel foyer d'anarchie¹, déclarèrent, ainsi qu'elles l'avaient fait pour la présidence de Thouret, que rien ne devait faire tolérer ce triomphe de l'aristocratie. Le ministre Saint-Priest annonça à l'Assemblée qu'un rassemblement considérable de citoyens se formait (30 août au soir), et qu'il menaçait de se porter sur Versailles. Bientôt après, la réunion dite *patriotique du Palais-Royal*, et que nous devons considérer comme l'horrible caverne d'où sortirent tous les maux de la révolution, écrivit au président de l'Assemblée, que si la faction aristocratique, formée par une partie du clergé, une partie de la noblesse, et cent vingt membres des communes, ignorans ou corrompus, continuait à troubler le repos public en demandant la sanction absolue, dix mille hommes étaient prêts à éclairer leurs châteaux et les siens particulièrement. On écrivit aussi aux secrétaires : « Vos majestés répondent de votre opinion ; les anciennes leçons recommenceront : songez-y, et sauvez-vous. »

A cette lecture, l'indignation fut universelle, et l'Assemblée demeura quelque temps dans une espèce de stupeur. Clermont-Tonnerre la ranima par ce discours courageux : « Ces nouvelles sont affligeantes, mais nous nous sommes trouvés dans des circonstances plus périlleuses encore. Lorsque

¹ MOUNIER (*Exposé justificatif*), p. 27.

« trente mille soldats voulurent nous réduire à l'es-
« clavage, vous déclarâtes que vous n'obéiriez point
« au despotisme armé. Obéirez-vous à l'efferves-
« cence populaire ? L'un commandait des bassesses,
« l'autre vous commandera des crimes¹. Nous ferons
« le bien, ou nous périrons; mon avis est que la
« liste des membres menacés soit connue, afin que
« l'opprobre des méchants serve de gloire aux hon-
« nêtes gens. Oui, s'écria-t-il, la France défendra
« ceux que le Palais-Royal a proscrits. »

Mounier, rapprochant les troubles de Paris de ceux des provinces, fit voir la liaison des uns et des autres : il en tira la conséquence que tout annonçait les intentions perverses d'hommes assez coupables pour vouloir exciter des désordres et élever leur fortune sur les débris de la prospérité publique. Dans sa généreuse indignation, il demande qu'on assure une récompense de cinq cent mille francs à ceux qui donneront les preuves de tout complot contre la liberté du roi et la sûreté de l'Assemblée².
« Quoi ! s'écria Goupil de Préfeln, Catilina est aux
« portes de Rome, Catilina menace d'égorger les
« sénateurs, et l'on demande s'il est permis de déli-
« bérer ! » Allusion foudroyante contre Mirabeau, qu'on savait être l'agent provocateur de tous les mouvemens insurrectionnels. Mais la majorité des membres de l'Assemblée crut devoir mépriser ces

¹ *Moniteur* du 28 au 31 août 1789, p. 200, col. 3.

² MOUNIER (*Exposé justificatif*), p. 40.

menaces, et ne pas se compromettre en délibérant sur des injures et des lettres anonymes.

Malgré cette courageuse résolution, les manœuvres des factieux troublèrent les députés timides, pénétrés de la nécessité du *veto*, et excitèrent ceux qui étaient complices de ces trames odieuses à reproduire les questions délicates que la prudence ne permettait pas encore d'aborder; alors les débats recommencèrent. Généralement on accordait au roi le droit d'apposer aux décrets de l'Assemblée le sceau qui les consacre; mais les uns prétendaient que c'était un acte purement matériel: les autres le considéraient au contraire comme la seule portion de puissance laissée au prince, disant avec raison que puisqu'il ne concourait pas à la confection de la loi, il devait du moins y participer par son adhésion volontaire, ou en empêcher l'effet par son refus. Toutefois le plus grand nombre, en accordant ce droit ou *veto*, voulait qu'il fût seulement suspensif.

Beaucoup d'orateurs discutèrent ces diverses opinions, et chacune d'elles trouva en eux d'illustres défenseurs. Lally-Tollendal, quoique menacé par les factieux du Palais-Royal, déclara que, vivement attaché à la cause de la liberté, il regardait la sanction comme un de ses premiers remparts. Le duc de Liancourt établit qu'elle était essentielle à la nature du gouvernement monarchique, et qu'elle devait faire partie de la législation constitutionnelle. M. de Salm-Kirbourg fut d'un avis contraire; il affirma que le peuple était digne de jouir de la souverai-

neté¹. Plus tard ce souverain le punit de mort, par cela seul qu'il était riche et prince.

Parmi les députés hostiles à la royauté, Pétion se fit remarquer. Quoiqu'il eût le calme et l'embonpoint d'un homme indolent, avec toute l'allure de la franchise et de la loyauté, il était vain, et orgueilleux. Improvisant avec une certaine facilité, il se croyait le premier orateur de son parti; mais il n'y avait dans ses discours que peu d'esprit et aucune force d'expression ni de pensée. A la manière de Robespierre, il s'apprêtait à traiter les questions dans le sens absolu d'une pure démocratie. Bien pénétré du système qui était alors celui de tous les novateurs, il s'attacha à prouver que le *veto* royal serait un moyen destructif de la liberté; il combattit les inductions que l'on voulait tirer des exemples puisés chez les autres gouvernemens, et assura qu'on était dans une erreur complète si l'on croyait que les représentans de la nation fussent obligés, par leurs mandats, à reconnaître une sanction royale telle que la proposait le comité de constitution. « Nos commettans, dit-il, n'ont « jamais entendu que le roi pût exercer un *veto* « absolu contre la volonté générale des citoyens. »

Ce discours dangereux produisit dans les esprits une vive sensation et fut pour son auteur le commencement de la faveur secrète que lui voua depuis la maison d'Orléans. L'Assemblée elle-même,

¹ *Moniteur* du 31 août au 2 septembre, p. 202, col. 4.

en parut ébranlée, et allait se déclarer contre la sanction royale lorsque Mirabeau, toujours dominé par le désir d'être ministre du roi constitutionnel, irrité surtout de la popularité qu'acquerrait Pétion, parut s'étonner que la cour tardât si long-temps à le conjurer de cesser ses attaques contre la monarchie. Il saisit ce moment pour faire revivre avec courage l'opinion qu'il avait autrefois émise en faveur du *veto*, et tenant à cœur de sauver l'autorité royale et de se justifier des injurieux soupçons qu'on élevait sur sa conduite, il attaqua les antagonistes du *veto* par une éloquence forte et persuasive.

Si on rassemble dans une analyse concise les pensées profondes de cet orateur célèbre qui, après avoir ébranlé l'ordre, s'offrait pour le raffermir, en faisant une guerre aussi franche qu'habile à tous les prestiges de la fausse liberté¹, on en déduit que deux pouvoirs sont indispensables à l'existence et aux fonctions du corps politique, celui de *vouloir* et celui *d'agir*. Par le premier, la société établit les règles qui doivent la conduire au but qu'elle se propose; par le second, ces règles s'exécutent et la force publique fait triompher la société des obstacles que pourraient opposer les volontés individuelles. Chez une grande nation, les deux pouvoirs ne peuvent être exercés par elle-même; de là résulte la nécessité d'une puissance législative et d'une puissance exécutive. Ces deux puissances doivent

¹ LACRETELLE (*Hist. de l'Assembl. const.*), t. 1^{er}, p. 164.

être indépendantes l'une de l'autre, et se balancer mutuellement. Pour prévenir les usurpations de la première, il faut que le chef suprême examine ses actes, afin de leur donner ou de leur refuser le caractère sacré de la loi. Cette prérogative du monarque est indispensable pour combattre l'aristocratie des représentans de la nation, qui, sans elle, tendraient sans cesse à acquérir une autorité hostile pour le prince à qui ils voudraient s'égalier, et pour le peuple qu'ils chercheraient à dominer. A ce sujet il cita l'exemple récent de la Suède, tombée sous le despotisme de la noblesse pour avoir soumis son roi aux décrets du sénat.

« Ce n'est donc point pour son avantage particulier, ajouta Mirabeau, que le monarque intervient dans la législation, c'est pour l'intérêt même du peuple, et c'est dans ce sens que la sanction royale est la propriété et le domaine de la nation; sans cela, qui empêchera les députés d'éterniser leur députation et de renverser les libertés publiques, de réduire l'autorité royale à n'être qu'un instrument passif de leurs volontés et de replonger le peuple dans la servitude? Or, le roi ne peut refuser sa sanction que dans deux cas, ou parce que la loi blesse les intérêts de la nation, ou parce qu'il serait trompé par ses ministres. Dans la première supposition, ce serait un bien pour l'Etat; dans la seconde, l'effet de la loi ne serait que suspendu; car le roi ne peut résister à la volonté nationale lorsque cette volonté est approuvée

« par l'expérience du temps et par la force de l'opinion. D'ailleurs, la législature peut refuser au prince l'impôt, et frapper ainsi de paralysie le pouvoir exécutif. On objectera peut-être que ce pouvoir a la faculté puissante de dissoudre l'Assemblée; mais si son retour annuel est aussi solidement assuré que la couronne sur la tête du prince qui la porte, ne faudra-t-il pas qu'à une seconde session le prince obéisse? »

Après avoir établi qu'il fallait rendre la couronne héréditaire pour empêcher qu'elle ne devînt une cause perpétuelle de bouleversement, Mirabeau poursuivit en ces termes : « N'armons donc pas le roi contre le pouvoir législatif, en lui faisant entrevoir l'instant où l'on se passerait de sa volonté, s'il ne voulait être l'exécuteur aveugle et forcé de celle de l'Assemblée; persuadons-nous que la nation trouvera plus de sûreté et de tranquillité dans des lois expressément consenties par son chef, que dans des résolutions qui contrasteraient avec la puissance dont il faut le revêtir. Dès que nous avons placé la couronne dans une famille désignée, que nous en avons fait le patrimoine de ses aînés, il est imprudent d'alarmer ceux qui la portent, en les assujettissant à un pouvoir législatif dont la force reste entre leurs mains, et où cependant leur opinion serait méprisée; et le dépouillement des forces de l'empire français ne peut pas être méprisé sans les plus grands dangers. Je me résume, dit Mirabeau en finissant : annualité de

« l'Assemblée nationale, annualité de l'impôt, responsabilité des ministres, sanction royale sans restriction, mais limitée de fait, voilà le palladium de nos libertés ¹. »

Dans une si grave circonstance, ce discours, où l'orateur semblait s'être surpassé par la force et l'énergie de ses pensées, produisit un effet merveilleux. Les amis du roi s'étonnaient d'avoir trouvé un si puissant défenseur dans celui qu'ils considéraient auparavant comme un tribun du peuple. Ils s'applaudissaient de voir cet homme d'Etat abandonner à Pétion le rôle de factieux, et ceux même qu'indignait sa versatilité ne purent lui refuser les éloges qu'arracha de tous côtés une opinion aussi judicieuse.

Les violens débats qui troublaient l'Assemblée continuaient à exciter dans Paris une grande fermentation; les agitateurs ne pouvaient souffrir qu'elle osât mettre en délibération des questions depuis long-temps résolues par le Palais-Royal et le faubourg Saint-Antoine; ils persuadèrent au peuple que si le roi avait le *veto*, il arrêterait la marche de la constitution. La crainte de retomber dans l'ancien régime exaspérait les esprits, et l'immense population de la capitale se révoltait en apprenant que les législateurs se proposaient de conserver à l'autorité royale un droit qu'elle consacrerait à arrêter les progrès de la régénération nationale. Dans

¹ *Moniteur* du 31 août au 2 sept., p. 202, 203 et 204.

cet état d'inquiétude, tous ceux qui professaient des principes de sagesse et de modération étaient exposés aux insultes les plus outrageantes; vouloir ou ne pas vouloir le *veto*, c'était approuver ou combattre la tyrannie. Pour accroître l'effervescence, des perturbateurs répètent qu'il existe une coalition contre le peuple, que la vie des représentans patriotes est menacée. On n'ignorait pas que Mirabeau s'était prononcé pour le *veto*; toutefois ses amis, afin de lui conserver la faveur publique, ont recours à un artifice; ils répandent le bruit qu'il vient de payer de son sang l'attachement qu'il portait à la cause publique, et qu'un assassin l'a frappé d'un coup d'épée. Ils firent même circuler un prétendu billet de ce député, dans lequel on lui faisait dire que la patrie était en danger, et qu'il dénonçait quatorze personnes coupables du crime de *lèse-nation*. Alors on s'écrie qu'il faut punir les mandataires infidèles et donner une garde à Mirabeau.

Les motions les plus exaltées se succèdent, on ne veut voir que perfidies, que trahisons. Camille-Desmoulins, le provocateur des émeutes, venait de souiller la morale publique et la philanthropie si vantée, en faisant un jovial panégyrique des massacres populaires. Instrument aveugle d'une faction incapable et perturbatrice, il se complut si bien à cette hideuse gaieté de bourreau qu'il prit dans son journal le titre odieux de *procureur-général de la lanterne*, et il ne cessait de poursuivre par de lâches fureurs et d'ignobles sarcasmes tous les

hommes proscrits par le Palais-Royal. Mirabeau le faisait mouvoir pour l'exécution de ses plans désorganiseurs¹, mais il le dédaignait sur tout le reste; car il était sans réflexion, sans jugement; ne connaissant que les auteurs classiques, il ne possédait pas alors les premiers élémens de l'art de gouverner². Un aventurier espagnol, nommé Gusman; un baron prussien, appelé Cloots, qui plus tard, sous le nom d'Anacharsis, se fera remarquer par son extravagance; enfin deux Belges, Proly et Pereira, et le polonais Lazowski, formaient le cortège ordinaire de Camille-Desmoulins.

Celui-ci, entouré de ses compagnons, dans la chaleur de son exaltation, rejette la cause des troubles sur quelques prélats; il demande leur tête, et ajoute qu'il faut enfermer la reine à Saint-Cyr, prendre le dauphin en otage et amener le roi à Paris, où l'on serait plus sûr de sa personne³. « Pour cela, dit-il, envoyons à Versailles une députation de quinze mille hommes, sous la forme de pétitionnaires. » Aussitôt on rédige, dans le café de Foi, un arrêté portant en substance qu'il sera envoyé à l'instant même une députation à Versailles pour annoncer à l'Assemblée que si elle ne renonce au *veto* absolu, quinze mille hommes marcheront contre elle, et qu'on suppliera le roi et son fils de se rendre au Louvre pour y demeurer en sûreté au

¹ *Histoire des Causes secrètes de la Révoluf.*, 1^{re} partie, p. 71 et 72.

² DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), chap. ix, p. 168.

³ Procédure du Châtelet, déposition du 317^e témoin.

milieu des Parisiens ¹. Un certain marquis de Saint-Huruge, ancien officier aux gardes françaises, homme mal famé, long-temps détenu à la Bastille par les personnes puissantes qui avaient su plaire à sa femme ², conduisait le rassemblement. Irrité contre l'autorité jusqu'à l'aliénation, sa voix était forte, ses formes robustes; véritable stentor de la révolution, il fut chargé d'aller porter à l'Assemblée cette singulière adresse. Son front large et ses yeux où se peignait une extravagante audace, inspirèrent de la confiance à ceux qui le suivent ³.

Cette tourbe d'aventuriers formait encore une troupe à part; elle obéissait au terrible Danton, ami de Camille, et dont la voix retentissante, encouragée par les séductions de Lacroix et de Sillery, appelait ces factieux à tous les crimes. A leur tête était un homme dont l'instinct féroce devait donner au nom de Marat une si épouvantable renommée; mais il n'était encore connu que par ses fureurs et son cynisme. Derrière lui marchait une foule de bandits plongés dans tous les vices d'une grande capitale, c'étaient des écrivains sans talents, des histrions flétris par le dédain public, déplorable avant-garde révolutionnaire destinée à former le club des Cordeliers, et plus tard cette armée de brigands, qui eut pour drapeau le fer de la guillotine. Tous ces

¹ PRUDHOMME (*Révolut. de Paris*), t. VIII, p. 10.

² BEAULIEU (*Essai hist. sur la Rév.*), t. II, p. 120.

³ DULAURE (*Essai hist. sur les évén. de la Révol. franç.*), t. 1^{er}, p. 290.

hommes, dans leur impatience farouche, ne pouvaient se contenter des innovations de l'Assemblée; elle marchait trop lentement au gré de leurs passions. Avides de recueillir les fruits de leur continuelle effervescence, ils cherchaient à établir leur domination bien plus que celle du duc d'Orléans, auquel ils ne donnaient, en retour de ses caresses et de ses diners, que de l'avilissement à son rang et du mépris pour sa personne.

Il était dix heures du soir quand la députation se mit en marche au nombre d'environ quinze cents hommes. La garde nationale ayant arrêté cette horde factieuse, ceux qui la conduisaient allèrent à la commune demander que les barrières leur fussent ouvertes. On refuse de les entendre. Une seconde députation, conduite par un capitaine de la garde nationale, est introduite: elle expose au maire, dans les termes les plus impérieux, la crainte qu'inspire aux citoyens réunis au Palais-Royal l'admission probable du *veto absolu*. On les invite à ne point troubler l'ordre public par des attroupemens, et s'ils ont des projets utiles, de les présenter à leurs districts.

Les députés revinrent au Palais-Royal où l'affluence était extrême, et où les motions de la veille se reproduisaient avec chaleur (31 août), lorsque le jeune Loustalot, le même qui avait fait ouvrir aux gardes françaises les prisons de l'Abbaye, éleva la voix au milieu du café de Foi; chacun le reconnut, et quoique son zèle et son ardeur ne fussent

point mûris par la raison, la confiance qu'il inspirait amena un grand silence. Il fait entendre à la troupe amentée que la force de la nation résidait dans celle de ses représentans, que la liberté consistait dans le combat des opinions, et que, lorsque les opinions étaient esclaves, la nation ne tardait pas à être asservie. « Ignorez-vous, dit-il, que sans
 « la liberté des suffrages, il ne peut émaner d'actes
 « légitimes d'une assemblée délibérante, et qu'un
 « décret arraché les armes à la main ne peut jamais
 « être appelé une loi? Priez donc les représentans de
 « la commune d'indiquer une assemblée générale
 « de districts pour délibérer sur le *veto* et sur vos
 « sujets de mécontentement contre vos députés¹. »

Le Palais-Royal retentit aussitôt de ces cris : *L'assemblée générale ! point de veto ! point de tyrans !* On chargea l'auteur de la motion, réuni à d'autres personnes, d'aller à l'Hôtel-de-Ville solliciter l'exécution de ce qu'il avait proposé. Ces députés, avant d'être introduits, parlèrent à Lafayette qui, après les avoir dissuadés de se rendre à Versailles, les présenta au corps municipal, et l'un d'eux prononça ces paroles qui peignent si bien les conséquences d'une première insurrection : « Mes-
 « sieurs, vous regardez les rassemblemens du Palais-
 « Royal comme dangereux ; cependant si les ci-

¹ BEAULIEU (*Essai hist. sur la Rév.*), t. II, p. 120.

² DULAURE (*Essai histor. sur les princip. événem. de la Révolution française*), t. I^{er}, p. 290.

³ PUDHOMME (*Révolutions de Paris*), n^o VIII, p. 14.

« toyens qui les composent eussent strictement
« observé les lois, la Bastille subsisterait encore, et
« vous n'auriez pas l'honneur d'être nos représen-
« tans. » Les conclusions de l'orateur furent de de-
mander la convocation d'une assemblée générale de
districts, pour délibérer sur le *veto* et sur le rappel
ou la confirmation des députés de Paris.

Les représentans de la commune répondirent
qu'ils s'étaient fait une loi de ne point recevoir de
députation, à moins qu'elle ne fût envoyée par un
corps légalement constitué, et qu'ils n'avaient écouté
celle-ci que dans la persuasion qu'elle venait indiquer
les moyens de rétablir le calme¹. Le lendemain, un
arrêté vigoureux imposa silence aux agitateurs et
suspendit pendant quelques jours ces mouvemens
séditieux, provoqués par des hommes intéressés à
égarer l'esprit public. Le commandant général en
fit arrêter plusieurs dans le Palais-Royal; parmi eux
étaient Saint-Huruge et le baron de Tintôt. Les
perturbateurs, irrités d'être ainsi abandonnés, re-
prochent au duc d'Orléans de ne pas savoir faire
respecter les immunités attachées à son palais² :
« Ah! disait Danton, la bouche écumante de colère,
« si ce lieu n'est pas un asile pour les patriotes,
« pourquoi permet-on à M^{re} de Genlis de faire
« danser dans le jardin M^{lle} d'Orléans avec les en-
« fans du peuple³? »

¹ PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), t. I^{er}, n° VIII, p. 17.

² *Idem*, *idem*, p. 23.

³ RIVAROL (*Hist. de l'Assemblée const.*), p. 252.

Pendant qu'à Paris on luttait contre la révolte, Mirabeau continuait à embrasser la défense de la royauté par des moyens constitutionnels, et le comte d'Entraigues prêtait secours à la faction nobiliaire par des moyens anarchiques. Dans un long discours tout-à-fait populaire, ce dernier, sans contester la prérogative du *veto*, soutint que tout pouvoir légitime émanait du peuple, et que le peuple avait deux moyens pour ne rien appréhender de la sanction du roi, l'insurrection et le refus des impôts¹.

Beaumetz, ancien protecteur de Robespierre, et l'un des plus beaux talens de l'Assemblée, homme sage, et surtout constitutionnel de bonne foi, combattit ce discours, et s'attacha particulièrement à faire ressortir l'immoralité politique des deux moyens proposés par d'Entraigues pour paralyser les effets salutaires du *veto*. Target réfuta les principes émis par Mirabeau; et Barnave, prenant un milieu entre ces deux opinions, se prononça avec énergie pour la nécessité de la sanction suspensive. MM. Crénieres, Goupil de Préfeln, Castellane et Charles Lameth, parlèrent aussi pour le *veto* suspensif, ou contre toute espèce de *veto* : la faculté de dissoudre le corps législatif leur paraissait imprimer à la royauté le caractère du despotisme, et donner au peuple le signal de la guerre civile.

L'abbé Maury et Mirabeau, quoique toujours en opposition, cette fois se trouvèrent d'accord; tous

¹ *Moniteur* du 2 au 3 septembre 1789, p. 203, col. 2 et 3.

deux s'appuyaient sur l'opinion de Montesquieu qui a dit : « Si la puissance exécutive n'a pas le droit d'arrêter les entreprises du corps législatif, celui-ci sera despotique, car, comme il pourra se donner tout le pouvoir qu'il peut imaginer, il anéantira toutes les autres puissances ¹. » Mirabeau avait démontré les inconvéniens du *veto* suspensif, et pour balancer la force que la sanction donnait au trône, il voulait que l'Assemblée, élue pour une année seulement, eût la faculté de refuser l'impôt et la formation de l'armée, sauf au monarque à dissoudre cette Assemblée pour en faire réélire une autre. Il donnait ainsi plus de latitude à l'autorité royale que ne lui en accordait l'abbé Maury lui-même, qui voulait la permanence du pouvoir législatif. En cela Mirabeau se montrait plus profond, car rien ne tend à affaiblir l'autorité souveraine comme l'existence prolongée des assemblées délibérantes. Toutefois, le vœu de Maury, s'il était sincère, atteste les immenses concessions que le parti royaliste était disposé de faire à la révolution.

Les amis d'une sage liberté, inquiets de l'opposition qu'apportaient des hommes aussi éclairés que bons citoyens, ouvrirent des conférences dans l'espoir de les rapprocher et de réunir leurs efforts vers un même but. On y débattit de nouveau les avantages et les inconvéniens des différens systèmes ; on

¹ *Esprit des Loix*, livre II, ch. vi.

chercha comme voie de conciliation des moyens termes et des compensations pour les sacrifices imposés aux diverses nuances d'opinions. Mais la question du *veto* était si grave et si compliquée qu'on reconnut l'impossibilité de la résoudre sans la faire marcher avec plusieurs points de législation non moins délicats, et surtout avec l'organisation de la représentation nationale. Quelques uns voulaient que son renouvellement fût annuel; mais le plus grand nombre se persuadait qu'une chambre unique et permanente contiendrait aisément le pouvoir exécutif par la force morale que lui donnerait l'importance de ses délibérations; si au contraire elle était suspendue, disaient-ils, son intermittence exigera des ordonnances qui feront renaître les abus, et livreront encore la France à tout l'arbitraire du régime ministériel.

Alors Mounier, au nom du comité de constitution, fit un long rapport sur l'organisation du corps législatif. Dans ce rapport lumineux, la nécessité de la sanction royale était démontrée par des argumens pleins de force et de profondeur¹. Desèze, médecin de Bordeaux, fit aussi ressortir les effets salutaires du *veto*; Desmeuniers et Rabaud Saint-Etienne se prononcèrent pour la permanence de l'Assemblée, et dans ce cas accordèrent au roi un espèce de *veto* suspensif. Alexandre Lameth, Dupont de Nemours, Clermont-Tonnerre, Thouret, Montmorency, La Rochefou-

¹ *Moniteur* du 3 au 4 sept. 1789, p. 210, 211, 212, 213 et 214.

cauld et plusieurs autres moins connus, embrasèrent la question sous ces trois points de vue, et se montrèrent plus ou moins favorables aux prérogatives royales. Mounier, en les défendant, prouva combien était grande l'erreur de ceux qui voulaient sans cesse comparer la France aux Etats-Unis. « Ces provinces, dit-il, avaient brisé tous les liens qui les attachaient à l'Angleterre, il n'y avait aucun pouvoir à maintenir et tout était à créer, tandis que le peuple français, en supposant même qu'il n'eût pas de constitution, ne devait pas cependant être considéré comme dépourvu de tout gouvernement¹. »

Malouet, l'un des zélés partisans de la sanction royale, voulut ramener l'Assemblée à son opinion en employant le langage des orateurs populaires. « Dans tous les pays, dit-il, où un homme s'est prétendu supérieur à la loi, la superstition et l'ignorance ont qualifié sa puissance d'émanation divine. Alors des formules religieuses ont été imaginées pour sanctionner ses volontés, et cette doctrine impie a fait du gouvernement despotique une véritable théocratie. Mais chez les peuples mêmes qui s'y sont soumis, la souveraineté primitive de la société s'est manifestée, malgré les obstacles, toutes les fois que la multitude a pu se réunir. Ainsi on a vu, dans diverses contrées, des révolutions soudaines ébranler les trônes et avertir fréquemment

¹ *Moniteur* du 4 au 7 sept. 1789, p. 219, col. 5.

« les princes de leur faiblesse et les peuples de leur
« force. » Il finit par conclure que la sanction était
une prérogative nationale, conférée au chef par la
nation elle-même, afin de déclarer et garantir par-
là que la loi émanée de ses représentans est ou
n'est pas l'expression de la volonté générale¹.

Barnave émit à peu près les mêmes principes;
mais il voulait le *veto* suspensif comme établissant
une émulation réciproque entre le prince et les re-
présentans du peuple. « Le *veto* absolu, ajouta cet
« orateur, établirait au contraire entre le roi et la
« nation un état de défense et de guerre. D'un côté
« le gouvernement, armé du pouvoir militaire, op-
« poserait une résistance redoutable. De l'autre, le
« peuple aurait recours à deux moyens funestes,
« l'insurrection et le refus des impôts. Dans un tel
« gouvernement, un ministre audacieux pourrait
« mettre en question la servitude et la liberté; il lui
« suffirait d'exciter un conflit qui ne laisserait point
« de milieu entre la servitude et le renversement du
« trône. Pour courir les chances d'une pareille lutte,
« gardez-vous de croire qu'il n'y aurait qu'un car-
« dinal de Richelieu qui oserait la tenter! N'avez-
« vous pas vu dernièrement les hommes élevés au
« ministère se nourrir du chimérique espoir de
« rétablir en France le pouvoir absolu? »

Mais le discours qui produisit la plus vive sensa-
tion fut celui de l'abbé Sieyès. Impatient de recou-

¹ Alex. LAMETH (*Hist. de l'Assemb. constit.*), t. 1^{er}, p. 156.

vrer la popularité qu'il avait perdue en défendant la dîme ecclésiastique, il ouvrit un avis net et tranchant¹. En déclarant qu'il ne voulait aucune espèce de *veto*, que toutes les volontés exprimées dans ce sens devaient être considérées comme nulles; que le roi devait être étranger à l'action du pouvoir législatif; qu'il pouvait tout au plus, dans certaines délibérations, proposer son avis, sans jamais donner son vote, et cela, dit-il, par une raison toute simple et toute arithmétique, c'est que le roi n'étant qu'un seul individu, ne peut avoir qu'une seule volonté. Or la volonté d'un seul ne peut pas prévaloir sur celle de douze cents députés qui représentent d'une manière absolue vingt-six millions d'individus².

Je ne le suivrai point dans les régions abstraites et diffuses où il se perdit pour soutenir une théorie incompatible avec la stabilité des Etats; tout ce qu'on put saisir de sa métaphysique obscure, c'est que le peuple, en remettant le pouvoir entre les mains d'un seul, s'était réservé l'autorité législative dont il laissait l'entier exercice à ses représentants. Que le gouvernement exercé par tous, au nom de tous, devait toujours être républicain, lors même que le gouvernement était monarchique. Que rien ne devait arrêter le vœu national, et que le *veto* entre les mains du prince serait une véritable lettre de cachet lancée contre la volonté nationale tout entière. Des paroles

¹ *Moniteur* du 7 au 8 sept. 1789, p. 223, col. 2.

² LACRETELLE (*Histoire de l'Assemblée constituante*), t. 1^{er}, p. 166.

du roi : *Je ne suis qu'un avec la nation*, il en tira une chaîne non interrompue de conséquences qui toutes s'éloignaient de l'idée d'une sanction royale.

Quoiqu'une chambre permanente lui parût nécessaire, il n'en dit qu'un mot; mais il s'étendit sur l'organisation du corps législatif. De là il prit occasion de parler des portions inégales de la France partagée en provinces, en généralités. Il proposa d'établir un comité qui serait chargé d'aviser à une meilleure division géographique, afin d'éviter les pactes fédératifs et de rattacher les parties du royaume à un seul tout qui devait être indivisible. En lisant ce discours que Sieyes intitula, *Son dire*¹, on le prendrait pour un des premiers pamphlets consacrés à l'établissement de la république; et il n'y a pas de doute qu'il l'aurait proclamée des premiers, s'il n'eût craint de ruiner tout-à-fait les espérances de son parti qui cherchait à transiger avec la royauté, pourvu qu'elle lui assignât la totalité du pouvoir. Il eût voulu, comme en Pologne, un chef électif, point de noblesse, mais un clergé richement doté. Cette seule opinion, si contraire à l'esprit public, aurait fait tomber son auteur dans une disgrâce complète, si Mirabeau, débrouillant le chaos des idées de Sieyes, n'y eût trouvé des vues de concentration favorables à ses projets. Aussi lui donna-t-il des éloges publics si éclatans, que depuis la renommée, en accordant à son génie une capacité mys-

¹ LACRETELLE (*Histoire de l'Assemb. const.*), t. 1^{er}, p. 167.

térieuse, lui laissa la faculté, au moyen d'un silence prolongé, de se donner tour à tour aux constitutionnels et aux jacobins. Après plusieurs jours de débats très-animés, on prononça la clôture sur l'article de la permanence: elle fut presque unanimement décrétée (8 septembre). De plus, on décida que l'Assemblée conserverait le nom de *nationale*.

La discussion simultanée des trois principes fondamentaux qui occupaient depuis long-temps les députés permit aux amis de Lally de reproduire l'idée qu'il avait déjà émise d'appliquer à la France la constitution anglaise; mais le moment n'était pas encore arrivé pour bien apprécier les vues judicieuses de ces hommes d'Etat. Les chefs de parti comprirent que l'établissement d'une chambre haute, en faisant revivre l'esprit d'aristocratie sous une forme nouvelle, mettrait un frein à leur esprit de nivellement, et dans la crainte de perdre leur influence, ils ne virent de sauve garde à la liberté publique que dans la permanence d'un seul corps législatif, où ils étaient assurés de conserver la majorité. Pour faire échouer le projet, les uns dirent que le roi, par son alliance avec cette chambre, aurait une influence plus redoutable que toutes celles dont il avait joui¹. Les autres, qui ne voulaient point de législateurs inamovibles, s'écrièrent qu'on allait donner à la France le sénat de Venise².

D'un autre côté, les partisans du système améri-

¹ *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 556.

² MOUTIER (*Exposé justific.*), p. 41.

cain, à la tête duquel on doit placer Lafayette et les Lameth, quoique plus purs dans leurs principes de liberté, n'étaient pas moins exagérés dans l'application qu'ils en faisaient. La constitution des Etats-Unis était à leurs yeux le prototype de tout contrat social bien ordonné. L'alliance des trois pouvoirs leur paraissait un foyer de séduction pour l'Assemblée nationale, par l'appât que la chambre haute offrirait à chacun de ses membres. Ils étaient surtout effrayés de la renaissance des distinctions et des prééminences si contraires aux doctrines de la révolution. « Les pairs ou sénateurs, disaient-ils, n'ayant
« plus rien à espérer ni à craindre de la nation, se
« rangeront du côté de la cour, attentive à se les at-
« tacher par de grands dons et des espérances plus
« grandes encore. » La plupart des Français qui voulaient alors un gouvernement représentatif étaient dans une telle ignorance de la distribution des pouvoirs, qu'aucun d'eux ne se doutait qu'en concentrant l'autorité dans une Assemblée unique, ils allaient ouvrir la porte au despotisme de la démocratie, qui est le plus affreux de tous, à cause de la mobilité de ses caprices et de la corruption de ses agens.

Le parti monarchique lui-même était divisé sur l'institution si salubre d'une chambre haute, lorsqu'elle n'est pas livrée aux hasards de la succession naturelle, et au vice de l'adoption. La noblesse de province entendait que l'ordre entier nommât à la pairie; celle de cour voulait de droit en faire partie,

et toutes deux craignaient que par un mode prévu et combiné, la chambre haute ne fût principalement composée des membres de la minorité de leur ordre qui s'étaient librement réunis à l'Assemblée nationale¹; il résultait de ces incertitudes une espèce d'obscurité sur cette institution, qui faisait oublier les avantages qu'on pouvait en retirer.

La question de la division en deux chambres, par sa gravité et son importance, ayant été soumise à un nouvel examen², excita beaucoup de rumeurs; l'esprit public n'était point équivoque, il se déclarait hautement contre elle, et au sein de l'Assemblée le mécontentement se manifestait par des murmures qui dégénérèrent en clameurs. En vain les plus modérés des deux partis veulent ramener l'ordre, mille cris s'élèvent à la fois, et le tumulte devient effrayant. Mirabeau s'oppose à la discussion, il déclare que l'Assemblée, en votant la permanence, a décrété l'unité³. Regnault de Saint-Jean-d'Angély et Clermont-Tonnerre luttent avec feu contre cette opinion; peu à peu la sensation qu'elle avait produite diminue; de Virieu profite d'un moment de silence pour représenter les dangers d'une Assemblée unique; puis il ajoute avec véhémence : « Faut-il qu'une Assemblée nationale soit emportée par des démagogues et une fougue populaire ! » Ces mots excitent le plus violent orage dans toutes les parties de la

¹ RABAUD SAINT-ÉTIENNE (*Précis histor. de la Rév.*), p. 135.

² *Histoire de la Rév. fr.*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 595.

³ *Moniteur* du 8 au 12 sept. 1789, p. 225, col. 2 et 3.

salle; chacun interpelle l'orateur et lui adresse des reproches et des menaces; dans ce choc animé on ne peut distinguer ni les raisons ni les injures.

Au milieu d'une confusion qu'on ne saurait décrire, Lally-Tollendal paraît à la tribune; il veut parler, on s'y oppose; il persévère; vains efforts! sa voix est étouffée par des cris tumultueux; dans leur fureur, ceux qui lui refusent la parole se plaignent du président, l'évêque de Langres. En butte à l'imité des factieux du Palais-Royal, on l'incolpe personnellement, et on s'écrie que c'est à son instigation que Lally demande la parole. Un membre alors peu connu, nommé Dubois-Crancé, donna en cette occasion une idée des violences auxquelles il se porterait un jour, en manquant aux égards que l'on devait à l'auguste caractère d'un vieillard vertueux; il se lève et s'oublie au point de lui dire : « M. le président, n'êtes-vous pas las de fatiguer l'Assemblée ? » L'évêque de Langres, au lieu de demander justice de cette insulte, en fut si vivement affecté qu'il abandonna brusquement le fauteuil (9 septembre); l'Assemblée, pour réparer l'outrage, lui fit annoncer par son suppléant qu'elle l'invitait à venir reprendre ses fonctions.

On allait mettre aux voix l'unité ou la pluralité des chambres, lorsqu'une adresse rédigée à Versailles par Chapelier, puis envoyée en Bretagne et déposée sur le bureau de l'Assemblée sous le titre imposant

¹ *Hist. de la Révolut. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 394. — FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. I^{er}, p. 220.

de pétition des villes de Rennes, de Vannes et de Dinan, vint encore détourner l'attention des législateurs¹. Les municipalités de ces trois villes, excitées par l'influence du club breton, soutenaient qu'un seul *veto* était admissible, le *veto populaire*, et qu'elles déclareraient traître à la patrie quiconque soutiendrait un système contraire.

Cette manière d'exprimer son vœu sur une question soumise à la délibération du corps législatif, parut un acte inconvenant et téméraire; Garat l'ainé, député du bailliage de Labour, plus courageux et d'un caractère moins équivoque que celui de son frère, se montrait dans toutes les occasions pénétré de l'esprit d'indépendance et de justice qui peut seul fonder l'empire des lois. Il dénonce cet acte comme attentatoire à la liberté de l'Assemblée. Mirabeau également le censura, mais il crut qu'il n'était pas de la dignité de l'Assemblée de s'arrêter sur un pareil objet. Il demanda le renvoi de cette adresse à ses auteurs. Chapelier, dont les franchises s'étaient altérées en fréquentant le club breton et les maisons de jeu de Paris, honteux d'avoir trempé dans cette intrigue, prit la défense des municipalités qu'il avait excitées à cette démarche. Le député de Dinan, porteur des adresses, proposa de les retirer, et l'Assemblée, guidée par un sentiment d'indulgence, y consentit.

Après cet épisode dont les circonstances impri-

¹ *Moniteur* du 8 au 12 sept. 1789, p. 226, col. 1 et 2.

maient un caractère particulier à ce tableau plein de vie, Rabaud Saint-Etienne, partisan très-prononcé de l'unité du pouvoir législatif, émit une opinion qui produisit un grand effet. Il affirma que l'établissement d'une chambre haute serait une espèce de capitulation entre l'orgueil des grands et l'esprit de liberté de la nation : « C'est un reste du gouvernement féodal, ajoutait-il, et nous avons pros crit la « féodalité. » L'Assemblée surtout fut séduite par ces mots : *Un seul Dieu, une seule nation, un seul roi, une seule Assemblée.* L'enchaînement de ces premières unités formait une phrase imposante et sonore, qui pouvait être facilement retenue et répétée; ces mots firent fortune, et devinrent bientôt de ces maximes populaires auxquelles rien ne peut résister. On recueillit enfin les voix sur une question où toute espèce de raisonnement avait été épuisé, et il fut décidé, à une très-grande majorité, que la représentation nationale resterait composée d'une seule chambre ¹. Il est à remarquer que dans cette circonstance les deux partis extrêmes se réunirent pour faire échouer un plan qui aurait mis fin à la révolution ²; Mounier en acquit la certitude, lorsqu'après avoir dit à l'abbé Maury : « J'espère que cette fois vous voterez avec nous, celui-ci lui eut répondu : Non vraiment; si votre projet était approuvé, la constitution durerait ³. »

¹ *Moniteur* du 8 au 12 sept. 1789, p. 327, col. 1.

² LALLY-TOLLENDAL (*Biogr. univ.*), article *Mounier*.

³ MOUNIER (*De l'Influence attribuée aux philosophes*), p. 103. — CONDORCET (*Mém. de*), t. II, p. 328.

Si le roi, la noblesse et le tiers-état l'avaient voulu, on aurait eu tout de suite le gouvernement d'Angleterre perfectionné. Cette réflexion est si naturelle qu'il m'est impossible de ne pas la reproduire; mais à ce sujet, je répète encore qu'une constitution opposée aux principes d'une monarchie de plusieurs siècles, devait dans ses commencemens être moins un traité d'union entre les divers corps de l'Etat, que la déclaration de la guerre intestine qui allait déchirer le pays jusqu'à ce que les grands intérêts sociaux eussent trouvé leur règle de conduite par l'équilibre de leurs diverses prétentions. A cette époque les partis en présence se promettant tous la victoire, ne pouvaient fixer leurs droits ni écouter les conseils de la prudence et de la modération qu'après une expérience acquise à la suite de longs combats; alors seulement les uns et les autres devaient sentir la nécessité d'adopter enfin une charte, comme un traité de capitulation qui assurait à chacun la légitimité de ses droits.

Dans l'espoir d'amener un rapprochement touchant la question du *veto*, qui fut reprise le lendemain, Necker avait imaginé (11 septembre) de faire demander le *veto suspensif* par le monarque lui-même, et il soumit à ce sujet un mémoire émané du conseil. Cette demande conciliante était une preuve nouvelle des intentions bienveillantes de Louis XVI en faveur des libertés publiques, puisqu'il consentait à restreindre une autorité dont il avait joui jusqu'alors d'une manière illimitée. Non

seulement la proposition fut froidement accueillie, mais même elle parut inconvenante. « Le roi ne doit
« point intervenir dans l'œuvre de la constitution,
« dirent les députés républicains, et il est temps
« de prouver que la nation, pour être heureuse, n'a
« besoin d'autre volonté que la sienne; une fois
« qu'elle a parlé, qu'importent les observations du
« monarque? » Ceux qui voulaient le *veto* absolu, sachant que Necker cherchait à faire adopter le *veto* suspensif, se récrièrent aussi contre l'expédient qu'il employait, et firent décider que le mémoire ne serait pas lu. Ainsi, peu de personnes voulaient un terme moyen; chacun préférerait le danger d'une liberté illimitée aux avantages d'un pouvoir tempéré, et cette obstination enleva au monarque la faculté de concourir avec l'Assemblée à la formation de la loi.

Cependant, la publicité donnée au rapport de Necker lui mérita le suffrage de tous les gens sages. Dans ce mémoire, dont l'Assemblée avait refusé d'entendre la lecture, le ministre préseptait le *veto* suspensif comme plus efficace que le *veto* absolu des rois d'Angleterre. « Une négation complète,
« disait-il, ne peut être exercée sans danger et sans
« provoquer la jalousie qu'excite son étendue; tandis
« qu'une négative qui cède à la voix de la nation
« peut être véritablement utile. »

Après avoir établi la différence entre la *sanction* et le *veto*, dont l'expression impérative blessait la susceptibilité des esprits, on délibéra, la sanction

ayant lieu, si elle serait suspensive ou indéfinie. A la suite d'une discussion longue et fastidieuse par ses détails, Guillotin ramena l'Assemblée à décider si le roi pourrait refuser son consentement à la constitution, aux actes législatifs, et, dans ce dernier cas, quel serait le terme assigné à la durée de ce refus. La question ainsi posée amena de nouveaux débats; divers amendemens furent proposés et rejetés. Enfin, après avoir décrété qu'il n'y avait pas à délibérer sur le premier point, il fut spécifié que le pouvoir constituant était supérieur au pouvoir constitué; que la sanction ne pourrait s'exercer que sur les actes *législatifs* et non sur les actes *constitutifs*, qui ne devaient être que promulgués. D'après ces bases, si favorables à la démocratie, le droit de suspension fut aisément concédé; sur près de mille votans, six cent soixante-treize se déclarèrent pour ce simulacre de vote suspensif¹, d'autant plus illusoire pour la couronne qu'au moyen de la distinction entre les actes constitutifs et législatifs, il allait fournir matière à toute espèce de controverse.

Il restait à fixer la durée du refus de la sanction, à déterminer celle des sessions du corps législatif, ainsi que le mode de renouvellement des députés. La seconde question, agitée par Lepelletier-Saint-Fargeau (12 septembre), donna occasion à l'abbé Maury de demander pour la législature une durée de quatre ans, et d'exprimer la nécessité de conserver

¹ *Moniteur* du 8 au 12 sept. 1789, p. 228, col. 3.

les assemblées provinciales. Buzot et de Virieu auraient voulu qu'on assignât un terme moins long aux fonctions des députés, et à ce sujet des acclamations unanimes retentirent dans la salle quand Lepelletier-Saint-Fargeau manifesta le désir que la totalité de l'Assemblée nationale fût renouvelée au mois de mai. Alors Target rappelle aux députés le serment qu'ils ont fait de ne pas se séparer avant d'avoir achevé la constitution¹. Cette réflexion modère leur empressement à résigner leurs fonctions; plusieurs incidens survenus au milieu des débats retardèrent la décision définitive de tous ces points importants.

Barnave, et le parti dont ce jeune orateur était l'organe, ne se dissimulant pas l'attachement du clergé pour l'institution de la dîme, ni l'affection de la noblesse pour les redevances féodales, entrevirent que le premier usage qu'allait faire le roi de son droit suspensif serait de s'opposer aux décrets destructeurs de ces deux impôts². Pleins de cette idée, ils proposèrent de différer la discussion relative à la durée de la sanction royale jusqu'à ce que le pouvoir exécutif eût promulgué les arrêtés du 4 août. Cette motion, dont les événemens semblaient justifier la prévoyance, donna lieu à de violens débats; ceux dont elle contrariait les vues secrètes la qualifièrent d'injure faite à la loyauté du roi et à la noble confiance qui devait caractériser l'Assemblée.

Alors s'engagea la question de savoir si on de-

¹ *Moniteur* du 12 au 14 sept. 1789, p. 230, col. 3.

² LAMETH (*Hist. de l'Assembl. const.*), t. I^{er}, p. 140.

manderait la sanction ou la simple promulgation, en considérant ces articles comme *législatifs* ou *constitutifs*. Maury, et même Lally-Tollendal, soutinrent qu'ils étaient législatifs, et avec eux tous les membres du côté droit réclamèrent la sanction, dans l'espoir que leur vœu serait favorisé par le trône; mais Mirabeau prouva qu'on devait considérer ces actes, les uns comme base de la constitution, puisqu'ils abolissaient le régime féodal, et que quant aux autres qui consacraient les libéralités du clergé et de la noblesse, ces deux corps ne voudraient pas sans doute que le roi pût révoquer les effets de leur mouvement généreux. La proposition de Barnave, sans être adoptée, fut néanmoins mise à exécution. Chapelier affirma que l'adoption de ces articles était prouvée d'une manière virtuelle par le *Te Deum* chanté en cette occasion, auquel Sa Majesté avait solennellement assisté¹. « Ainsi, dit-il, le président « n'a plus qu'à se retirer vers le roi pour le supplier « de vouloir bien promulguer les arrêtés des 4, 6, 7, « 8 et 11 août. »

On allait en finir sur la sanction (15 septembre), lorsque l'attention de l'Assemblée fut encore détournée par une question des plus importantes, et qui de nouveau donna matière aux discussions les plus ardues. Le baron de Juigné, membre de la minorité de la noblesse, effrayé de la disposition factieuse des esprits, entrevit que la démarche qu'on

¹ *Moniteur* du 14 au 15 sept., p. 235, col. 2.

venait de faire portait le caractère d'une défiance outrageante pour un prince qui avait si bien mérité de la patrie; convaincu des dangers du trône, il s'en alarma, et se levant spontanément, il agite son chapeau et demande qu'avant tout on déclare points fondamentaux de la constitution l'inviolabilité de la personne royale, l'hérédité et l'indivisibilité de la couronne. Cette proposition fut à peine énoncée que toute l'Assemblée applaudit avec transport et prononce par acclamation le décret qui consacrait ces principes.

Mais avant de décréter l'ordre de la succession au trône de France, Target veut qu'on décide si la branche des Bourbons en Espagne, par sa renonciation lors du traité d'Utrecht, en serait exclue ou non. « Le point de droit qu'on veut agiter pourrait donner à l'Europe une commotion générale, répond l'évêque de Langres, puisqu'elle intéresse l'Europe dont le sort est lié à la succession des couronnes. Sans doute ce n'est pas nous qui appartenons aux monarches, ce sont les monarches qui nous appartiennent. La loi salique est aussi ancienne que la monarchie; mais dans les circonstances actuelles et dans l'état où est la France, est-il utile, est-il prudent d'agiter de telles questions? Pour moi, j'y trouve inutilité et danger. » Desmeuniers et le duc du Châtelet sont aussi du même avis. Au milieu de la discussion on demande un ajournement de trois jours. « Il devrait durer trois siècles! » s'écria de Virieu.

« Nos liaisons politiques, repartit Mirabeau, nous imposent un respect superstitieux sur une question aussi majeure et aussi délicate; mais vous aurez bientôt à décider si le pacte de famille ne doit pas être changé en pacte de nations; c'est dans ce sens que je réclame l'ordre jour. » Target, blâmé par Sillery d'avoir émis une motion aussi imprudente, voulut la retirer¹; mais plusieurs membres de la noblesse, impatients de connaître l'opinion de l'Assemblée sur ce point important, s'opposent à ce retrait et demandent à embrasser la question dans toutes ses conséquences. Selon Rewbell, les termes vagues du projet semblaient préjuger la succession en faveur de la branche d'Espagne, et par conséquent vouloir exclure la maison d'Orléans de ses droits légitimes. On savait qu'en effet cette maison, dans un esprit peu français, n'était placée par la noblesse dans l'ordre d'hérédité qu'après tous les infans nés à Madrid, à Naples ou à Parme.

Alors un très-grand nombre de députés persévère à demander que la motion de Target soit remise en discussion. Le tumulte allait toujours croissant, lorsque Mirabeau se joint à eux et déclare que, d'après la connaissance qu'il a de la *topographie de l'Assemblée*, l'ajournement pourrait bien être une proposition autrichienne qui aurait pour but d'introduire en France une domination étrangère². Puis, jetant

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. I^{er}, liv. III, p. 234.

² *Moniteur* du 14 au 15 sept. 1789, p. 256, col. 1.

avec adresse une motion incidente à travers les différentes opinions, il demanda que l'on joignît la question de la régence à celle de l'hérédité, qu'il assura être connexes, en posant ainsi la question : *Nul ne pourra exercer la régence s'il n'est pas né Français* ; et il insista pour que l'Assemblée eût à s'en occuper sur-le-champ. En entendant prononcer cet amendement, chacun jeta les yeux sur la place où siégeait le duc d'Orléans¹ ; mais il était sorti, ne voulant pas être présent à la délibération.

Le duc de Mortemart soutint que, même d'après le traité d'Utrecht, la renonciation de Philippe V n'empêchait pas le souverain d'Espagne de régner en France, mais seulement de réunir les deux couronnes. « Cette assertion blesse nos droits politiques, » répartit Mirabeau avec vivacité, elle blesse la dignité des nations, en donnant à entendre que quelques individus peuvent léguer les peuples comme « de vils troupeaux ». » Sillery, confident des projets du duc d'Orléans, opposa aux interprétations du traité d'Utrecht, de M. de Mortemart, la renonciation positive du roi d'Espagne, et les lettres patentes de 1713. Dans le cours de cette discussion, d'Epréménil et Mirabeau se lancèrent de vives apostrophes. Ce dernier fut rappelé à l'ordre pour s'être moqué de la loi salique et avoir insulté à la mémoire de Louis XIV, qu'il qualifia de monarque asiatique.

¹ BEAULIEU (*Essai hist. sur la révolut. franç.*), t. II, p. 143.

² *Moniteur* du 14 au 15 septembre 1789, p. 256, col. 2.

Le lendemain le député Bouche, à l'ouverture de la séance, lut une nouvelle rédaction de la loi, propre à flatter la vanité des tribunes; elle était ainsi conçue : « La personne du roi est inviolable et sacrée; le trône, indivisible, est héréditaire dans la maison des Bourbons régnans à l'exclusion des femmes et de leurs descendans; et en cas de défaillance d'enfans mâles et légitimes dans cette maison, la nation française nommera ses représentans pour en délibérer. » Cette motion, faite par un des membres du parti démocratique, prouva que ce parti n'avait point soulevé la question dans des vues favorables à la maison d'Orléans, et Target, auteur de la motion primitive, confirma cette opinion en proposant d'ajouter ces mots au décret, *sans rien préjuger de l'effet des renonciations*. Enfin l'Assemblée nationale, après avoir accru toutes les défiances, et donné matière à de graves soupçons par une discussion inopportune, vota sur l'ensemble de la loi de la succession au trône, amendée à la fois par Bouche et par Target; sur neuf cent trente-huit voix, cinq cent quarante-une l'adoptèrent¹. Sillery, vivement contrarié, crut rendre hommage au désintéressement du prince dont il était le défenseur officieux, en demandant que l'on inscrût dans le procès-verbal que le décret avait été rendu hors de la présence du duc d'Orléans. Le marquis de Mirepoix lui répondit par cette plaisanterie : « Je

¹ *Moniteur* du 16 au 18 sept. 1789, p. 243, col. 2.

« demande qu'il soit dit aussi que le décret a été rendu en l'absence du roi d'Espagne ¹. »

Cette question fut une des circonstances qui contribua le plus à accréditer le bruit que les partisans du nouveau système aspiraient à décerner la régence au duc d'Orléans. Cependant il est certain que la discussion fut engagée malgré la volonté du prince, et que ses amis ne furent portés à la soutenir que par l'intention secrète où l'on était de faire prévaloir à son préjudice les droits d'une branche étrangère qui, quoique la plus proche du trône, après les frères du roi, avait cessé d'être française en contractant des mœurs incompatibles avec nos institutions et notre caractère.

On a dit et supposé que la décision de l'Assemblée réduisit le prince à n'avoir d'autre parti à prendre que d'exciter une tempête populaire ². Cependant Louis XVI était brillant de santé, il avait de nombreux héritiers ³ dont les droits étaient incontestables avant que la branche espagnole eût à faire valoir les siens. Ces raisons sont si puissantes qu'elles rendraient la supposition absurde, si le même jour Mirabeau n'avait répondu à M. de Virieu, qui lui faisait l'observation que nous reproduisons ici : « L'état pléthorique du roi et celui de « MONSIEUR peut abrégér leurs jours, et fait dépendre cette question de l'existence du dauphin, qui

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marquis de*), t. I^{er}, liv. III, p. 239.

² RIVAROL (*Mém. de*), p. 231.

³ Le dauphin, MONSIEUR, le comte d'Artois et ses deux fils.

« est un enfant. Quant au comte d'Artois, il est fugitif avec ses fils, et, d'après ce qui s'est passé, on peut les regarder comme à peu près *extra legem*. » Ces paroles sont d'autant plus significatives qu'elles concordent parfaitement avec les aveux des confidens de Mirabeau, qui depuis nous ont révélé qu'il était en relation avec Camille-Desmoulins, avec Lacroix; qu'il parlait toujours du duc d'Orléans avec éloge, avouant toutefois qu'en morale il avait perdu le goût, et ne sentait plus la différence du bien au mal.

L'Assemblée attendait avec impatience la sanction du roi sur les arrêtés du 4 août; elle lui fut demandée le 12 septembre, et il avait paru y consentir; mais touché de la grandeur du sacrifice des deux premiers ordres de l'Etat, il l'admirait sans pouvoir se résoudre à le confirmer : « Je ne consentirai jamais, écrivait-il à l'archevêque d'Arles³, à priver mon clergé de droits acquis par une antique possession, par le vœu des fidèles, par les dons des rois mes aïeux; à souffrir que l'on dépouille ma noblesse du prix de ses vertus civiles et guerrières. Ces deux ordres, par de belles actions, ont mérité des privilèges; le roi de France doit les leur conserver. »

¹ Procédure du Châtelet (déposition de M. de Virien), à l'appui de laquelle il invoqua le témoignage du duc d'Havré, du comte d'Égmont, et des marquis d'Amby et de Fournes.

² Du MONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. ix, p. 170.

³ Lettre à l'archevêque d'Arles, 26 août 1789. (Voy. *Correspond. polit. et confident. de Louis XVI*, t. I^{er}, p. 92.)

Le roi était d'autant plus disposé à maintenir ces privilèges, que le libéralisme de Necker ne lui faisait pas de leur suppression une loi absolue. Tous les ministres se prononcèrent contre des décisions qui anéantissaient la noblesse, sans la remplacer par un patriciat. Tous lui dirent qu'il perdrait sa considération s'il n'usait de la seule prérogative qui lui eût été laissée pour arrêter des décrets destructeurs de la monarchie. Mais l'Assemblée, considérant ces décrets comme des points constitutifs auxquels le roi devait se soumettre, parut excessivement surprise lorsqu'au lieu d'une promulgation pure et simple, elle reçut (18 septembre) une lettre du roi conçue en ces termes : « Quoique
« j'approuve l'esprit général de vos déterminations,
« il est cependant des choses auxquelles je ne pour-
« rais donner qu'une adhésion conditionnelle. Je ne
« m'éloignerai jamais qu'à regret de la manière de
« voir et de penser de l'Assemblée, et afin de lui
« prouver mon désir de concourir avec elle au bien
« de l'Etat, je modifierai mes opinions, j'y renon-
« cerai même sans peine, si par la suite je le recon-
« nais nécessaire. »

Après ce préambule sage et bienveillant, le roi examinait si les suppressions faites dans la nuit du 4 août étaient toutes également justes. L'article relatif aux droits féodaux lui paraissait réclamer quelques modifications, et les redevances personnelles ne dégradant pas l'humanité, selon lui, ne pouvaient être abolies sans indemnités. L'aboli-

tion des justices seigneuriales n'était approuvée par le roi qu'autant qu'il aurait connaissance de la sagesse des dispositions qui seraient prises à l'égard de l'ordre judiciaire chargé d'y suppléer. Il acceptait comme l'Assemblée, avec reconnaissance, le généreux sacrifice fait par l'ordre du clergé. Mais au sujet de la dîme, son ministère tombait dans une grande erreur, en assurant que ce sacrifice serait gratuit en faveur des propriétaires, et que l'Etat n'en retirerait aucun profit*. Quant aux droits perçus en France par la cour de Rome, il rappelait que ces droits étaient fondés sur le concordat de la France avec le Saint-Siège, et qu'à cet égard il entrerait en négociation avec Sa Sainteté.

Quoique cette lettre renfermât des réflexions dont on ne saurait contester la sagesse, des murmures se firent entendre pendant qu'on la lisait, et bientôt après furent suivis des signes d'un mécontentement très-prononcé. En vain Goupil de Préfeln et Lally réclamèrent la formation d'un comité pour examiner la réponse du roi; Chapelier entraîna tout par la vivacité de ses répliques. « Il nous faut une promulgation et non un Mémoire. » Ce député proposa de décider à l'instant dans quels termes la sanction devait être donnée ou refusée, et d'envoyer le président auprès du roi pour l'obtenir séance tenante.

Le vicomte de Mirabeau rejette avec énergie cette

* Cette erreur a été relevée p. 375, et note de la p. 379.

¹ *Hist. de la Révol.*, par deux Amis de la Liberté, t. III, p. 28.

² *Moniteur* du 16 au 18 sept. 1789, p. 224, col. 2.

motion et veut qu'on rouvre la discussion sur les arrêtés du 4 août. « Ils contiennent des dispositions « sages, dit-il, mais ils rompent trop brusquement « les liens qui attachaient toutes les classes à l'ordre « public, ils coupent des nœuds qu'on pourrait « démêler. On vous a dit qu'il fallait décombrer « avant de rebâtir; mais les fondemens anciens sont « souvent très-solides, et d'habiles architectes savent « les conserver. » Mirabeau, le vénal Mirabeau, qui s'était moqué du désintéressement de la noblesse, alors vendu à la faction d'Orléans, embrasse avec feu l'opinion que son frère cherche à combattre, et dans un discours véhément, soutient que les décrets du 4 août ne sont pas des lois, mais des bases constitutionnelles, puisqu'elles consacraient à jamais le principe de l'égalité. Il prédit que la cour avait le projet de résister aux opérations de l'Assemblée, et que sa résistance amènerait une autre catastrophe¹. « Je le répète encore, dit-il, on aurait pu « se dispenser de demander la sanction du roi; mais « puisque les imaginations sont en jouissance de ces « arrêtés, nous sommes tous intéressés à ce que « leur sanction rétablisse l'harmonie et la concorde. » Enfin la motion de Chapelier ayant été approuvée, Clermont-Tonnerre fut contraint, en qualité de président, d'aller de nouveau exiger la sanction pure et simple des arrêtés du 4 août.

Le roi, voyant qu'on ne lui permettait pas même

¹ *Moniteur* du 18 au 21 sept., p. 246, col. 1 et 2

de donner des conseils pour la formation d'un gouvernement dont il devait être le principal pouvoir, voulut encore résister. Mais, soit que lui ou ses ministres fussent effrayés des mouvemens populaires et de la violence des délibérations de l'Assemblée, ou plutôt cédant aux menaces du Palais-Royal, il se soumit enfin (20 septembre), et déclara qu'il allait ordonner la publication de ces arrêtés.

L'Assemblée satisfaite s'occupa bientôt après de fixer la durée de la législature. On admit le terme de deux années comme tenant un milieu entre l'extrême mobilité d'une assemblée élue annuellement et la stabilité dangereuse d'un corps trop long-temps dépositaire de l'autorité. Sans fatiguer le peuple par des élections trop fréquentes, on l'entretenait ainsi dans la vigilance nécessaire au maintien de ses droits. La courte existence du corps législatif fit renoncer aux avantages du renouvellement partiel. Quant à la prérogative du refus de sanction accordé au trône, il devait cesser si la législature succédant à celle qui avait proposé la loi, la reproduisait. On jugea que cette persévérance à redemander la même chose serait l'expression évidente du vœu national, et qu'alors le roi ne pouvait plus s'y opposer. Mounier et Lally-Tollendal, dont la pensée était franche et loyale, mécontents des nombreux changemens qu'on avait fait subir à leur projet, donnèrent leur démission de membres du

¹ BERTHAUD DE MOLLEVILLER (*Mémoires*), t. II, p. 160-161.

comité de Constitution. Cette résolution, vraiment parlementaire, était conséquente; auraient-ils pu diriger la construction d'un édifice dont ils n'approquaient point les bases?

La véritable cause de l'incompatibilité qui régnait entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif reposait sur des prétentions réciproques que ni l'un ni l'autre ne voulaient reconnaître, on n'osait franchement avouer. L'Assemblée nationale, en s'occupant d'une réforme complète, ne pouvait, sous les auspices du droit divin, constituer à la France ses franchises et ses libertés sans blesser les principes religieux et politiques du monarque. Au lieu du roi idéal qu'elle avait en vue durant l'œuvre de sa régénération, on lui opposait sans cesse un roi absolu. Mais les députés, croyant avoir reçu de la nation le droit de reconstituer l'Etat et de donner à son chef une autorité appropriée aux lois nouvelles, refusaient à celui-ci la faculté de s'opposer à une volonté populaire reconnue comme souveraine; ils disaient que la loi sur la sanction ne regardait que l'état futur des choses, et que le prince ne devait pas censurer la constitution, mais bien l'accepter ou se retirer.

Toutefois, l'Assemblée n'osa point mettre en pratique la doctrine que professait le club breton et que Rabaud Saint-Etienne avait hautement proclamée. Dans sa sagesse, elle prévoyait les dangers de changer la dynastie; elle ne fut point séduite par la fausse pensée qu'elle pourrait prendre pour

gouverner le peuple français un homme qui recevrait à titre de bienfait cette royauté constitutionnelle que la rude ancienne regardait comme un outrage. Louons sa prudence, au lieu de lui en faire un reproche, et attribuons sa timidité à la conviction de cette haute raison d'Etat qui lui fit entrevoir que le temps seul mûrit les races royales, et que la légitimité devait être respectée comme le solide appui de l'existence morale de tout gouvernement représentatif, puisqu'elle seule en garantit le repos et la durée.

Sans ce dogme sacré, l'Assemblée nationale ne se serait-elle pas mise en opposition avec son principe? ne semait-elle pas le germe d'une continuelle perturbation, puisqu'elle aurait donné à un seul ce qu'elle avait déclaré appartenir à tous? Mais l'Assemblée, après avoir jeté un voile religieux sur ces principes hardis dont l'examen compromet la sûreté des empires, aurait dû couronner sa sage retenue en se pénétrant bien que l'adhésion du roi tranchait les difficultés de son ouvrage, et que sans elle tout changement exciterait parmi nous d'horribles convulsions; car il fallait, pour que les transactions fussent légales et assurées, qu'il y eût consentement mutuel entre les deux parties contractantes, et que cet heureux accord fût amené par une confiance réciproque. Si l'Assemblée nationale en eût agi ainsi, elle aurait sans doute vaincu les scrupules d'un prince qui cessa de résister toutes les fois qu'on opposa la félicité publique à ses opinions personnelles.

En formant une alliance avec lui, l'Assemblée eût permis à nos plus précieuses institutions de s'affermir et de s'améliorer. Dès les commencemens elle aurait obtenu la liberté des cultes et celle de la presse, la liberté individuelle et une législation nationale, toutes choses que le monarque était décidé à accorder et qui auraient suffi au bonheur de la France¹. Au moyen de la jouissance progressive de ces droits politiques sagement circonscrits, nous aurions atteint graduellement la consistance nécessaire pour nous dégager sans secousses des vexations féodales, du joug ecclésiastique, de l'arbitraire ministériel et de la pernicieuse influence des gens de cour; tandis qu'en nous exposant sans pilotes sur une mer remplie d'écueils, nous allions abandonner les traditions de la vraie monarchie représentative pour des théories de liberté indéfinie dont le résultat amena une sanglante anarchie, ou pour des abstractions qui substituèrent la tyrannie à un pouvoir juste et bienfaisant.

¹ Lettre de Jefferson au marquis de Lafayette. Monticello, le 14 février 1815.

LIVRE SIXIÈME.

LE 6 OCTOBRE.

Manœuvres des deux partis. — Offrandes patriotiques. — Discours de Mirabeau pour l'emprunt. — Il accable Goupil de Préfelix — Comité militaire. — Exaltation contre la cour. — Projet de départ pour Tours. — Le régiment de Flandre. — Repas des gardes-du-corps. — Réponse du roi aux articles constitutionnels. — Opinions de Muguet de Nantou, de Robespierre et de Duport. — Sortie de Mirabeau et de Barbantane contre les aristocrates. — Conduite du duc d'Orléans — Portrait de Théroigne. — Insurrection dans Paris. — Départ de Lafayette pour Versailles. — Arrivée des femmes. — Mirabeau à Mounier. — Le roi et les ministres. — Les femmes à l'Assemblée. — Conduite de Lafayette. — Attaque du château. — Assassinat des gardes-du-corps. — Dangers de la reine. — Les brigands sont chassés. — Consternation de Necker. — Le duc d'Orléans arrive après l'événement. — La reine et Lafayette. — Départ pour Paris. — Le roi à l'Hôtel-de-Ville. — Réflexions sur le 6 octobre.

Le parti voué à la vieille aristocratie ne pouvant triompher du penchant invincible qui emportait tous les esprits vers la liberté, s'était fait un système d'entraver la marche du corps législatif, de retarder l'achèvement de la constitution, et de fatiguer, par une longue suite de calamités, une nation inconstante et facile à se rebuter. Il espérait que de cette lassitude naîtraient des chances favorables au

maintien de sa domination. Dans sa haine, il qualifiait d'attentats tous les actes d'une assemblée qui frappait les nobles, les prêtres et les rois, et qui, sans respect pour la mitre et l'épée, voulait que les prélats fussent les salariés et non les chefs de l'État; que les seigneurs renonçassent à leur justice arbitraire pour ne plus reconnaître que des lois consenties par la nation et basées sur des principes applicables à tous les hommes.

Les mêmes manœuvres étaient aussi pratiquées par la faction républicaine, impatiente de renverser une monarchie dont les institutions opposaient un rempart invincible aux ambitions nouvelles. Sa marche était encore plus dangereuse que celle de l'absolutisme. L'un, en voulant la conservation d'un système de privilèges, portait avec lui son remède, au lieu que l'autre, s'annonçant au nom de la liberté, exaltait les espérances et les vœux au point que l'indépendance devenait pour le peuple une passion terrible, qui le portait à donner un libre cours à ses sentimens de haine et de vengeance. La vie du corps politique était donc en proie à la fièvre la plus délirante. Tout faisait présager qu'une cruelle anarchie ou un sombre despotisme serait par la violence des partis le déplorable résultat d'une régénération entreprise dans les intentions les plus pures.

Depuis que les espérances de Necker avaient été déçues par l'inutile appel qu'il fit aux capitalistes pour ses deux derniers emprunts, l'Assemblée n'a-

avait encore proposé aucun moyen pour remédier à la pénurie du trésor public; le déficit devenait de jour en jour plus grand par le mépris des lois. Le peuple des campagnes, interprétant les *droits de l'homme*, se croyait affranchi de toute espèce d'impôts, et résistait par la force aux poursuites qui pouvaient l'y contraindre. Toutes les branches de l'administration, toutes les sources de revenus, étaient desséchées, et quoique la cour eût perdu son luxe et sa splendeur, la cassette royale était encore plus obérée qu'au temps où elle étalait ses pompes et ses prodigalités.

Dans l'état de crainte où l'on vivait, les métaux précieux étaient enfouis ou transportés en pays étrangers. Le roi, touché de la misère publique, envoya à la monnaie une partie de sa vaisselle; la reine suivit cet exemple, malgré les instances de l'Assemblée qui supplia le roi de s'en abstenir. Mais Mirabeau, toujours méfiant et ennemi déclaré de Marie-Antoinette, donnant à ce sacrifice un motif caché, craignit que ce numéraire ne fût employé à renverser son ouvrage¹. « Je ne m'apitoie pas aisément, » dit-il, sur la faïence des grands et la vaisselle des rois; surtout lorsque j'ai la certitude qu'on ne porte pas une pièce d'argenterie à la monnaie qui ne soit aussitôt mise en circulation à Londres.

Si les capitalistes s'étaient montrés plus prudents que patriotes, en refusant de seconder Necker dans

¹ *Moniteur* du 21 au 23 sept. 1789, pp. 250; col. 14.

ses opérations financières, la majorité des Français n'imita point leur avarice et ne cessa de donner à l'Etat les preuves d'un zèle ardent et désintéressé; quoique portés par esprit d'indépendance à s'affranchir de toute espèce de rétribution forcée, ils étaient toujours prêts à tout sacrifier au seul nom de liberté. Pendant plus d'un mois les listes nombreuses et honorables des offrandes lues à l'ouverture des séances de l'Assemblée, attestaient combien était grand le nombre des bons citoyens¹. L'enfance donnait le fruit des libéralités qu'elle avait reçues; la vieillesse par ses dons renonçait au soulagement si nécessaire pour arriver au terme de sa carrière. L'indigence ajoutait encore à sa pauvreté par des tributs volontaires. On vit des domestiques et des ouvriers se cotiser entre eux et consacrer une portion de leur faible pécule pour venir au secours de l'Etat. Enfin, vingt-sept dames, épouses ou filles d'artistes les plus distingués de Paris, furent des premières à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale les parures si chères à leur sexe, en déclarant qu'elles rougiraient de les porter du moment que la patrie en commandait le sacrifice. « Imitez ce noble exemple », s'écria-t-on de toutes les parties de la salle; et sur la motion de M. d'Ailly, unanimement appuyée, le président décréta que tous les députés faisaient dons de leurs boucles d'argent. Cet empressement à voler au-devant des

¹ Voy. les séances de l'Assemblée nationale, insérées dans le *Moniteur* pendant le mois de septembre 1789.

besoins publics rappelait les vertus austères des anciennes républiques, et ce fut là l'origine des dons patriotiques. Dans la multitude d'offrandes faites par l'opulence, on remarqua celle de cent mille francs du duc Béthune-Charost, assimilé par sa bienfaisance au vertueux La Rochefoucauld; Beaupoil de Sainte-Aulaire signala aussi son civisme en donnant une forêt pour la construction de nos vaisseaux.

Tristes et inévitables effets des discordes civiles, lessacrifices, qui dans d'autres circonstances auraient assuré notre prospérité, semblaient ajouter à nos malheurs et creuser l'abîme au lieu de le combler. Chaque jour amenait de nouveaux besoins, le déficit absorbait tout, le vide était dans toutes les caisses, et quoique quatre-vingts millions eussent pu suffire aux dépenses du reste de l'année, on n'entrevoyait nulle possibilité de les recouvrer dans les trois mois de perception qui restaient encore. Alors les alarmes succédèrent aux alarmes, les attentats aux attentats; des bruits de guerre et de banqueroute, artificieusement semés, rouvrirent toutes les plaies et glapèrent tous les cœurs.

Dans cette interruption de l'ordre social, Necker se hâta de présenter à l'Assemblée nationale des remèdes efficaces (24 septembre); ils consistaient en réductions sur les dépenses publiques, et en diverses vues d'économies, les unes certaines, les autres indéterminées. Il fit entrevoir l'accroissement facile de l'impôt par la contribution des privilégiés et par

l'augmentation naturelle que la suppression de la dîme permettait de faire porter sur toutes les propriétés qui en étaient auparavant grevées; ce moyen assurait au trésor une restauration complète; mais pour arriver à ces jours de prospérité, il fallait combler le déficit. En attendant les moyens d'y parvenir, le ministre proposa une contribution extraordinaire du quart du revenu net, libre de toute charge. Pour en donner le premier exemple, il déposa sur le bureau du président cent mille francs en billets de caisse, déclarant que cette somme excédait le quart de son revenu. Le président répondit à Necker que l'Etat avait encore trois grandes ressources, l'Assemblée nationale, le roi et le ministre qui méritait si bien de la patrie¹.

Cependant les vastes combinaisons de Necker semblaient être impraticables à la commission chargée de présenter un rapport sur cet important objet (26 septembre); le sacrifice qu'il demandait était exorbitant, et l'Assemblée ne paraissait pas disposée à le consentir. Alors Mirabeau, sensible aux dangers de l'Etat, vint noblement au secours du roi et de son ministre, qu'il n'aimait pas. Alarmé sur les désordres qui allaient résulter d'une aveugle opposition, il se lève et s'écrie avec cette vivacité qui caractérisait ses discours: « Les revenus de l'Etat » sont anéantis, le trésor est vide, la force publique » est sans ressort, et c'est demain, c'est aujourd'hui,

¹ *Moniteur* du 25 au 26 sept. 1789, p. 253, col. 4.

« c'est à cet instant même que l'on a besoin de votre
« intervention. La confiance sans bornes de la na-
« tion pour un ministre que ses acclamations ont
« appelé, vous autorise à lui en montrer une illi-
« mitée. Acceptez ses propositions sans les ga-
« rantir, puisque vous n'avez pas le temps de les
« juger, et croyez qu'en lui déférant cette espèce
« de dictature provisoire, vous remplirez vos de-
« voirs de citoyens et de représentans de la na-
« tion. »

Mirabeau s'étant retiré pour rédiger le projet d'acceptation qu'il avait proposé, toute l'Assemblée se lève et demande à voter par acclamation, lorsque M. de Jessé monte à la tribune et combat une opinion qui allait être convertie en décret. « L'en-
« thousiasme, dit-il, est un des plus beaux mouve-
« mens du cœur humain ; mais la justice doit être
« encore plus respectée. Ce n'est point par des in-
« spirations subites, mais par des actes réfléchis que
« doit se conduire une assemblée de législateurs. »
Après avoir exposé que la contribution du quart du revenu ne pouvait être exigée que lorsqu'on aurait épuisé toutes les ressources imaginables, il proposa de convertir en numéraire l'argenterie des églises et des riches monastères. « Un habile calcu-
« lateur, dit-il, a fait monter à plus d'un milliard
« l'argent ouvragé du royaume ; évaluons celui des
« églises au septième de cette somme, et nous aurons
« plus de cent quarante millions. Le luxe de l'Être-
« Suprême, ajouta-t-il, est dans la magnificence de

« la nature, et non dans les présens mesquins de la
« vanité des hommes. »

Aussitôt l'archevêque de Paris offrit au nom du clergé la portion de l'argenterie des églises superflue à l'exercice du culte. Cet abandon généreux fut accueilli par des transports de joie et des applaudissemens unanimes. L'arrivée de Mirabeau apportant son projet de décret ne permit pas de mettre aux voix la motion de M. de Jessé. Dès qu'il en eut fait la lecture, un cri général s'éleva contre sa rédaction. Les partisans de Neckér, incrédules à l'égard de la sincérité de Mirabeau, lui supposèrent l'intention secrète de vouloir rendre responsable des événemens un ministre qui ne pouvait répondre que de la pureté de ses intentions. Mais le plus grand nombre des députés ne douta point que Mirabeau n'eût été gagné, et que tant de confiance, tant d'éloges prodigués à un homme d'État dont il était auparavant l'adversaire le plus dangereux, devaient fortement engager à se méfier du prestige de son éloquence. Le vicomte de Mirabeau son frère et d'Epréménil laissèrent même percer ce soupçon assez clairement pour l'autoriser à s'en expliquer avec une adroite franchise.

« S'il est difficile de répondre à des imputations
« contradictoires, il me sera très-facile de mettre à
« leur aise ceux qui font de grands efforts pour
« tâcher de me deviner. Je n'ai point l'honneur

Moniteur du 25 au 28 sept. 1789, p. 259, col. 1. — *Hist. de la Rév. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. II, p. 38 et 39.

« d'être l'ami du premier ministre des finances;
« mais je serais son ami le plus tendre, que citoyen
« avant tout, et représentant de la nation, je n'hé-
« siterais pas un moment à le compromettre plutôt
« que l'Assemblée nationale. Non, dit Mirabeau, je
« ne crois pas que le crédit d'une Assemblée na-
« tionale doive être attaché à la tête d'un mortel
« quelconque. Je ne crois pas que le royaume fût
« en péril quand M. Neckér se serait trompé; et je
« crois que le salut public serait très-compromis si
« une ressource vraiment nationale était avortée, si
« l'Assemblée avait perdu son crédit et manqué
« une opération décisive. Il faut donc, à mon avis,
« que nous autorisions une mesure profondément
« nécessaire, à laquelle nous n'avons, quant à pré-
« sent, rien à substituer; malheur à qui ne souhaite
« pas au ministre des finances tout le succès dont
« la France a un besoin si éminent! Malheur à qui
« pourrait mettre des opinions et des préjugés en
« balance avec la patrie! Malheur à qui n'abjurerait
« pas toute rancune, toute méfiance, toute haine
« sur l'autel du bien public! Malheur enfin à qui
« ne seconderait pas de toute son influence les pro-
« positions et les projets de l'homme que la nation
« elle-même semble avoir appelé à la dictature! »

La discussion se surchargeait de nouveaux inci-
dents : au milieu de cette espèce de combat, tous les
chefs de partis cherchaient à renverser le ministre

¹ *Moniteur* du 25 au 28 sept. 1789, p. 259, col. 2 et 3.

qui les tenait enchaînés. En le harcelant, on pouvait le décourager et ruiner sans retour les derniers et faibles ressorts de l'ordre social. Mirabeau le comprit et, grand citoyen en cette occasion, il voulut qu'à lui seul fût réservé l'honneur de fixer les destinées du pays en subjuguant les opinions, les haines, les préjugés; et ce qui est plus difficile encore, les prétentions de la vanité, par un de ces prodiges d'éloquence qui rappelât les triomphes de Démosthènes et de Cicéron.

Les esprits étaient épuisés par la fatigue d'une discussion orageuse qui durait depuis plus de huit heures. La voix des députés opposans se perdait au milieu du bruit qui retentissait de tous côtés. Mirabeau seul, toujours maître de la tribune, força bientôt l'attention et commanda le silence au moyen d'une improvisation d'autant plus belle que l'orateur, devenu plus véhément par les contrariétés qu'il avait essuyées, la prononça encore plein du dépit que lui faisait éprouver une résistance à laquelle il n'était pas accoutumé. L'auditoire était ému, et il acheva de l'enlever par cette brillante péroraison, où il peignit avec une si haute élévation de pensées et d'images les honneurs de notre position financière.

« Et moi aussi je ne crois pas les moyens de M. Necker
« les meilleurs possibles; mais le ciel me préserve,
« dans une situation si critique, d'opposer les miens
« aux siens! Il faut donc revenir aux plans de ce
« ministre. Deux siècles de dépredations et de bri-
« gandages ont creusé le gouffre où le royaume est

« près de s'engloutir; il faut le combler, ce gouffre
« effroyable; eh bien! voici la liste des propriétaires
« français, choisissez parmi les plus riches, afin de
« sacrifier moins de citoyens; frappez, immolez
« sans pitié ces tristes victimes; précipitez-les dans
« l'abîme, il va se reformer... Vous reculez d'horreur...
« hommes inconséquens, hommes pusillanimes; et
« ne voyez vous pas qu'en décrétant la banqueroute,
« vous vous souillez d'un acte mille fois plus criminel.
« Contemplateurs stoïques des maux incalculables
« que cette catastrophe vomira sur la France, êtes-
« vous bien sûrs que tant d'hommes sans pain vous
« laisseront tranquillement savourer les mets dont
« vous n'aurez voulu diminuer ni le nombre ni la
« délicatesse?... Non! vous périrez, et dans la confla-
« gration universelle que vous ne frémissez pas
« d'allumer, la perte de votre honneur ne sauvera
« pas une seule de vos détestables jouissances...

« Votez donc ce subsidé extraordinaire, et puisse-t-il
« être suffisant! votez-le parce que les circonstances
« publiques ne souffrent aucun retard, et que nous
« serions coupables de tout délai. Gardez-vous de
« demander du temps, le malheur n'en accorde ja-
« mais!... Eh! Messieurs! à propos d'une ridicule
« motion du Palais-Royal, d'une risible insurrection
« qui n'eût jamais d'importance que dans les imagi-
« nations faibles ou les desseins pervers de quel-
« ques hommes de mauvaise foi, vous avez entendu
« naguère ces mots forcenés : *Catilina est aux portes*
« *de Rome, et l'on délibère!* Certes, il n'y avait autour

« de nous ni Catilina, ni périls, ni factions, ni
« Rome. Mais aujourd'hui la banqueroute, la hideuse
« banqueroute est là, elle menace de consumer
« vous, vos propriétés, votre honneur..... et vous
« délibérez....¹ ! »

Il est impossible de rendre l'impression que ces paroles produisirent sur l'Assemblée. Des acclamations universelles, des trépignemens de joie et des cris d'admiration retentissent de toute part. Un seul député n'applaudit point (c'était probablement Goupil de Préfeln). « Je demande à répondre à l'orateur », s'écria-t-il..... Mais interdit et glacé de crainte par la difficulté d'exécuter son impraticable entreprise, il demeura à la tribune les bras tendus, immobile et sans pouvoir parler. Jamais l'éloquence n'avait obtenu un triomphe plus éclatant, plus honorable; et comme si chaque député se fût empressé de rejeter de dessus sa tête la redoutable responsabilité dont le menaçait une voix foudroyante, toute l'assemblée spontanément se lève, demande à aller aux voix, et rend le décret suivant dont la rédaction appartenait à Mirabeau. « Vu l'urgence et oui le
« rapport du comité des finances, l'Assemblée nationale accepte de confiance le projet du premier
« ministre. »

Le plan de Necker, adopté dans son ensemble, présenta dans ses détails plusieurs difficultés. Presque toutes les nouvelles instructions données aux

¹ *Moniteur* du 25 au 28 sept. 1789, p. 260, col. 1 et 2.

députés par leurs commettans leur défendaient de voter des emprunts ou des impôts, si préalablement la constitution n'était établie. Pour concilier ce qu'on devait aux besoins de l'Etat et à la volonté de la nation, MM. Broustaret et Toulangeon demandèrent qu'on fit accepter au roi la partie de la constitution déjà décrétée, avant de lui porter le consentement de l'Assemblée pour la taxe extraordinaire. Cet avis fut adopté : les vives réclamations de Cazalès et de d'Epréménil ne purent obtenir qu'on laissât au monarque une entière liberté dans l'exercice de ses droits.

L'Assemblée voulut aussi que les ordonnances du roi fussent contre-signées par des ministres, responsables de toutes les conséquences qu'elles pourraient entraîner. Cette garantie, quoique base du gouvernement constitutionnel, devenait funeste alors que l'autorité royale était méconnue, et ôta au pouvoir exécutif le peu d'énergie qui lui restait. Les ministres, effrayés par la grandeur du danger, abandonnèrent les affaires à leur pente naturelle ; de crainte qu'en faisant un acte de vigueur, nécessaire à l'intérêt général, ils ne fussent exposés à être mis en accusation par les malveillans, qui auraient bien su, à force de subtilités, les trouver en contradiction avec une loi quelconque.

On gardait si peu de ménagemens avec la royauté, qu'à cette époque le général Wimpfen renouvela la motion qu'il avait faite de créer un comité militaire pour s'occuper de l'organisation de l'armée, déter-

minier le nombre des soldats et des officiers, régler leur solde et fixer par des lois leurs droits à l'avancement. Cazalès, l'évêque de Langres, et le vicomte de Mirabeau, soutinrent que si on voulait faire quelque chose de plus que de limiter le nombre des troupes nécessaires et les sommes destinées à leur entretien, c'était empiéter sur l'autorité royale. Mais Toulangeon, Dumetz et Mathieu de Montmorency, établirent qu'au moment où l'on faisait une constitution politique et civile, il fallait assurer au dedans l'exécution de la loi, et au dehors la sûreté de l'empire. Le comité militaire fut établi pour remplir ce double objet. Ainsi l'Assemblée nationale, en s'emparant des différentes parties du gouvernement, habitua le peuple et tous les corps de l'Etat à considérer le roi comme un pouvoir inutile, et à porter sur elle seule leur attention et leurs espérances.

Le corps législatif ne se borna pas à faire oublier que le monarque était un des représentans du peuple et l'un des gardiens du dépôt sacré de la constitution; il voulut encore le contraindre à sanctionner des décrets que la loi fondamentale lui permettait de rejeter pendant la durée d'une législature. Cette violation d'un principe établi avait cela d'odieux, qu'elle était un appel fait au peuple contre l'autorité royale. Toutes les fois que le roi parlait d'user de ce droit de suspension que la constitution lui avait concédé, et qu'on osait encore qualifier de *veto*, des cris de rage éclataient parmi

la populace. Par allusion à cette ombre d'autorité, on lui donnait, ainsi qu'à la reine, les surnoms injurieux de *M.* et de *M^{me} Veto*. Des brochures outrageantes étaient lancées contre eux et répandues avec profusion par des colporteurs qui, dans toutes les directions, faisaient retentir leurs cris d'alarme et frappaient les imaginations par l'annonce de quelque événement nouveau, toujours imaginé dans le but de faire naître des soupçons contre d'augustes personnages, et par-là les livrer à l'animosité publique. Alors l'horizon se couvrit d'une teinte sombre, partout gronda l'orage. La majorité des citoyens, qui avaient effarouchés les premiers crimes de la révolution en prétendant de plus terribles : ne sachant plus où trouver un ralliement pour s'y opposer, ils bornèrent leur fidélité à n'en être point complices, et le trône, privé de défenseurs, se trouva exposé chaque jour à des menaces, à des attaques.

Les décrets de l'Assemblée et le récit des faits, en passant de bouche en bouche, étaient interprétés d'une manière sinistre. Il fallait voir à quels excès les esprits étaient portés, quelle véhémence il régnait dans les conversations, quel mouvement dans les rues, dans les cafés, dans les places publiques, et surtout au Palais-Royal. Là les hommes les plus ardents se réunissaient par un attrait commun; ils formaient des groupes tumultueux, échauffés par des novellistes infidèles, des orateurs enthousiastes, ou par la lecture de quelque écrit séditieux.

Des capitalistes intéressés, des agioteurs avides, des esprits novateurs, formaient le noyau de ces rassemblements. L'homme titré et corrompu, le soldat déserteur, l'artisan désœuvré, le bourgeois crédule, la fille publique, l'étranger sans aveu, le malfaiteur sorti de prison, y venaient puiser une fièvre brûlante qu'ils propageaient ensuite dans les carrefours les plus reculés. Chaque jour on voyait partir, par détachemens, une infinité de personnes qui se succédaient sur le chemin de Paris à Versailles, pour aller influencer les délibérations du corps législatif et lui dicter ses décrets¹.

Deux foyers de sédition, placés dans ces deux villes, s'alimentaient réciproquement au moyen de ces êtres pervers qu'une cabale infernale tenait à sa solde. Alors s'élevèrent deux puissances terribles qu'il suffisait de savoir diriger pour devenir maître de la France, la *faveur* et la *fureur* du peuple : les factieux s'en emparèrent. Avec ces deux puissances irrésistibles qu'ils maniaient à leur gré, ils étaient sûrs de renverser toutes les combinaisons des royalistes ; pour les attaquer, ils épiaient une faute, une imprudence, et ceux-ci ne faisaient point de fausses démarches dont leurs adversaires ne fussent habilement profiter.

L'occasion devait se présenter avec d'autant plus de facilité, que d'incorrigibles courtisans, loin de chercher à calmer les inquiétudes, et dissiper les

¹ PAROT (*Histoire de la Révolution de France*), t. I^{er}, p. 86.

soupons; s'attachaient au contraire à les provoquer en accréditant les bruits qui avaient accompagné et suivi le départ des premiers fugitifs. A les entendre, l'émigration allait exciter les puissances étrangères à marcher contre la France pour rétablir l'autorité absolue; et, selon leur expression favorite, *le roi ferait rentrer le peuple dans le devoir et remonterait sur sa bête*. A ces propos imprudens on joignait toujours la menace d'infliger, dès qu'on en aurait le pouvoir, des punitions, des châtimens; de faire, en un mot, ce qu'on appelait pompeusement *des exemples*. En même temps ils affectaient de repousser la cocarde aux trois couleurs pour en prendre une noire en signe du deuil qu'ils portaient de la monarchie outragée.

Les factieux, irrités d'une telle opposition, luttaient contre elle avec non moins de véhémence, et résolurent de la dompter par la terreur. Mais la populace parisienne, leur instrument essentiel, ne pouvait se déplacer que difficilement et à très-grands frais pour aller à Versailles épouvanter la cour; afin d'avoir constamment à leur disposition ce moyen violent et efficace, ils résolurent d'exécuter le plan qui depuis près d'un mois avait été arrêté dans les réunions du Palais-Royal, et que les représentans de la commune, aidés par Lafayette, avaient fait avorter en faisant arrêter Tintôt et Saint-Huruge. Ce plan consistait à amener le roi à Paris pour

¹ De l'Assemblée constituante, ou Réponse à M. de Lacretelle, p. 45.

l'intimider au moyen d'une population immense, toujours prête à se soulever toutes les fois que la royauté voudrait résister à ce qu'on appelait alors la volonté du peuple.

Lorsqu'on eut la certitude qu'un mouvement éclaterait bientôt dans le but de faire violence au roi, plusieurs députés royalistes et constitutionnels, parmi lesquels étaient, d'un côté, Maury, Cazalès, d'Epréménil, Montlosier, et, de l'autre, Mounier, Lally, Bergasse, de Bonnay, de Virieu, se réunirent chez Malouet, digne conciliateur des deux partis. A la suite d'un entretien très-animé, ils jugèrent que la position du roi aux environs de Paris n'était plus tenable, et qu'il fallait proposer à Sa Majesté de se transporter à Tours avec la majorité de l'Assemblée. Pour obtenir cette majorité, quinze de ces députés entrèrent en relation avec trois cent quarante membres de l'ordre du tiers, auxquels ils communiquèrent le projet que semblait prescrire la circonstance. Trois cents d'entre eux y consentirent.

MM. de Lally et de Virieu s'assurèrent que l'ordre du clergé et celui de la noblesse consentiraient aussi à ce départ. L'évêque de Langres et Malouet, chargés d'en faire la proposition au roi, pour éviter le danger qu'aurait entraîné la publicité de cette démarche, prièrent MM. de Montmorin et Necker de vouloir bien la faire eux-mêmes. Le conseil fut assemblé;

¹ MONTLOSIER (*Mém. du comte de*), t. I^{er}, p. 277-278. — BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. II, p. 172.

après avoir long-temps discuté les avantages et les inconvénients de cette translation, les deux ministres annoncèrent que le roi s'y était refusé, sous le prétexte que cette mesure faciliterait les projets de ses ennemis¹. « Il est douteux, dit-il, que mon évacuation pût me mettre en sûreté, et il est hors de doute qu'elle serait le signal d'une guerre qui ferait verser des torrens de sang. »

Ne pouvant décider le roi, la cour prépara d'autres mesures dont l'événement n'a que trop prouvé l'insuffisance et le danger. Le comte d'Estaing, commandant la garde nationale de Versailles, quoique dévoué à la monarchie, était contraire à ces projets. Informé du dessein qu'on avait d'enlever le roi, il écrivit à la reine (14 septembre) pour la supplier de calculer dans sa sagesse tout ce qui pourrait en résulter. « Ce projet, lui disait-il, est connu de Lafayette, il me l'a dit tout bas, et j'ai frémi qu'un seul domestique l'entendit. » D'Estaing annonçait dans sa lettre qu'il se faisait une souscription parmi la noblesse et le clergé pour faciliter la retraite du roi à Metz, sous les auspices de Bouillé, commandant en Lorraine. Toute cette intrigue, ajoutait-il, est conduite par M. de Breteuil; les ambassadeurs d'Espagne et d'Autriche lui en avaient fait l'aveu, tandis que des personnes marquantes et dignes de foi le sollicitaient pour faire partie de cette association. Après avoir fait envi-

¹ Note de M. de Malouet.

sager à la reine les suites d'un projet qui conduisait à la guerre civile, d'Estaing exhortait cette princesse à céder à la violence du torrent qu'on ne pouvait, selon lui, diriger *qu'en le flattant*. Puis il disait à Marie-Antoinette qu'elle rallierait tous les cœurs en usant, à l'imitation de son auguste mère, des moyens que la nature lui avait prodigués; il finissait par demander une audience. Elle lui fut accordée; mais la reine qualifia ses alarmes de fausses terreurs, et lui dit en termes vagues que le but de l'association dont il paraissait effrayé tendait uniquement à pourvoir à la sûreté du roi et de la famille royale¹.

Pendant ce temps l'agitation faisait de jour en jour dans Paris les progrès les plus alarmans. A la faveur des bruits d'évasion qui eurent bientôt transpiré, il fut aisé de persuader au peuple qu'il existait un plan formé pour conduire le roi, malgré lui, dans une place forte où les ministres et les cours souveraines devaient se rendre, et où l'on formerait une nombreuse armée destinée à combattre les patriotes et les représentans de la nation. Selon les ennemis de la cour, une souscription était ouverte pour faire assassiner les bons citoyens; les ambassadeurs étrangers, d'anciens ministres, des prêtres et des nobles marchaient à la tête de ce complot; la disette des grains, la rareté du numéraire, causés par les accaparemens qu'on faisait pour assurer la

¹ FERRIÈRES (*Mém. du marq. de*), t. I^{er}, liv. IV, p. 265-267.

subsistance et le paiement de cette prétendue armée, étaient encore des motifs de soulèvement. La calomnie osait même empoisonner les bienfaits du roi et de la reine, en adoptant l'opinion émise à la tribune, qu'ils n'avaient fait monnayer leur argenterie qu'afin de subvenir aux dépenses secrètes de cette conspiration. Le peuple, que l'horreur de la guerre civile, mêlée à la peur de manquer de pain et d'ouvrage, rendait encore plus crédule, ajoutait foi à ces propos envenimés, et se disposait à une nouvelle insurrection.

Les gardes françaises, dont la populace parisienne provoqua la défection, se voyaient déchus de leurs anciens honneurs, depuis qu'on les avait fait entrer dans la garde nationale sous le nom de compagnies soldées. Mécontents de leur sort, ils parlaient d'aller à Versailles s'emparer du service ordinaire du château, privilège qui leur appartenait, à les entendre, quoiqu'ils l'eussent volontairement abandonné et que leur corps eût été légalement supprimé. Ils prétendaient, par ce moyen, prévenir l'évasion projetée et déjouer les complots qui devaient en être la suite; mais au fond leur rébellion les affectait, et malgré les honneurs, les médailles et les gratifications qu'on leur avait accordés, ils sentaient que le roi seul pouvait les absoudre en leur confiant encore sa personne sacrée.

Lafayette écrivit à ce sujet une lettre confidentielle à M. de Saint-Priest pour lui annoncer qu'il était parvenu à détourner les gardes françaises du

projet qu'ils avaient formé¹. Malgré cette assurance, le dévouement de M. de Saint-Priest lui fit un devoir de communiquer la lettre du général Lafayette au comte d'Estaing. Celui-ci rassembla les officiers de son état-major, et la majorité d'entre eux croyant ne pouvoir résister à dix-huit cents gardes françaises soutenus par une foule de malintentionnés, décida que le secours d'un régiment était nécessaire, conjointement avec la garde nationale, pour prévenir l'agression dont on était menacé. La municipalité de Versailles, jalouse de conserver le roi, souscrivit à cette demande, et sur l'indication du comte d'Estaing, on fit choix du régiment de Flandre qui, après s'être bien conduit à Douai, ne devait inspirer au peuple aucune inquiétude, étant commandé par le marquis de Lusignan, membre de l'Assemblée nationale, et dont les opinions patriotiques n'étaient point équivoques. Cette mesure, toute faible qu'elle était, contrariait vivement l'exécution du projet d'amener le roi à Paris, et Mirabeau fit tous ses efforts pour la combattre. Néanmoins l'Assemblée ne put s'y opposer, puisqu'un décret formel autorisait les municipalités à demander des troupes lors qu'elles le jugeraient convenable, et que celle de Versailles avait poussé la défiance jusqu'à décider que le régiment de Flandre remettrait entre les mains de la garde nationale son artillerie et ses munitions.

¹ Note communiquée par le général Lafayette.

² MOURIER (*Exposé justific.*), p. 56.

La prochaine arrivée de ce régiment agita la populace de Paris autant qu'aurait pu le faire une armée nombreuse. Cependant, que pouvaient deux faibles bataillons contre quarante mille hommes que la capitale venait d'enrôler? Toutefois, les alarmes furent si vives que Bailly envoya auprès du ministre de la guerre Condorcet et Dussault, anciens électeurs, pour lui demander, au nom de ses administrés, de faire révoquer la décision¹. Barnave et Alexandre Lameth, pour le même objet, recoururent aussi à M. de Saint-Priest; mais les ministres demeurèrent inflexibles, et le même jour (23 septembre) le régiment de Flandre fit son entrée à Versailles. Après avoir prêté serment entre les mains des officiers municipaux et de la garde nationale, on lui fit faire le service concurremment avec elle.

Cet événement excita dans tout Paris une agitation extrême : il se lie dans l'esprit du peuple à tous les soupçons qu'il avait conçus. Alors on se détermine à envoyer à Versailles une légion de filles publiques choisies parmi les plus séduisantes et les mieux exercées au jargon révolutionnaire. Pour corrompre les soldats, elles leur prêchent les droits de l'homme, le devoir de l'insurrection, et les invitent à venir prendre part aux plaisirs de la capitale. Chaque jour des émissaires inconnus leur distribuent, en secret de l'argent. *Les courtisans*

¹ *Abrégé des circonstances du départ de Louis XVI pour Paris, le 6 octobre 1789, par M. de Saint-Priest.*

veulent enlever le roi, leur disaient-ils, mais gardez-vous de protéger sa fuite.

Les gardes-du-corps, témoins du succès de ces manœuvres, voulurent prévenir une défection vraiment attentatoire à la sûreté du prince qu'ils étaient chargés de défendre. Dans ce dessein, ils cherchèrent à inspirer au régiment de Flandre et à la garde nationale de Versailles des sentimens favorables au roi. Suivant l'usage pratiqué dans les garnisons pour cimenter l'union entre les militaires, ils résolurent de donner un repas où ils invitèrent les officiers de ces deux corps et ceux des chasseurs des trois évêchés cantonnés à Versailles. Le roi permit que ce repas se donnât dans la salle de spectacle du château, qui, depuis le mariage du comte d'Artois, ne s'était ouverte qu'au passage de l'empereur Joseph II.

Le but unique de cette fête était donc de réveiller l'amour des soldats pour la personne du roi, et de les exciter à soutenir le trône qui croulait sous les efforts sans cesse renaissans de ses nombreux ennemis. Sans doute la reine alarmée, et craignant qu'on attentât aux jours de son époux et de ses enfans, put recourir, pour s'attacher des hommes spécialement chargés de les protéger, aux moyens de séduction employés par les républicains eux-mêmes ; mais que le roi et ses ministres aient espéré consommer avec quelques centaines d'hommes animés par la joie d'un banquet, une contre-révolution qu'ils n'avaient point osé tenter à la tête de trente mille

hommes, sous un général expérimenté, c'est ce qu'il est impossible d'imaginer. Néanmoins, tout en exprimant le haut degré d'estime qu'inspireront toujours le dévouement et la fidélité, il est des circonstances où un zèle héroïque, quoique provoqué par le sentiment du devoir, n'en doit pas moins être qualifié d'imprudence, surtout lorsqu'il se manifeste avec des formes passionnées, dans des moments de troubles, où la fureur, prête à suivre les soupçons, n'a besoin pour éclater que du plus léger prétexte¹.

Le jour de la fête fut fixé au jeudi 1^{er} octobre, et le lieu du rendez-vous au salon d'Hercule. Les convives, étant réunis au nombre d'environ trois cents, passèrent dans la salle où le repas était servi. Une illumination brillante, des loges remplies de dames richement parées, et une musique harmonieuse, formée de celles de tous les corps réunis, en faisant revivre l'éclat et la pompe des anciennes fêtes royales, portaient à l'enthousiasme et rappelaient aux défenseurs du trône le souvenir d'une splendeur prête à s'éteindre. La plupart des gardes-du-corps étaient dévoués aux principes constitutionnels, et même le jour de la séance royale ils avaient donné des preuves de leur patriotisme². Mais leur attachement pour la famille royale s'était noblement accru avec ses périls; bientôt ils proposèrent de boire à la santé du roi, aux acclamations de tous

¹ *De l'Assemblée constituante, ou Réponse à M. de Lacretelle*, p. 46.

² MOUÏER (*Exposé justificatif*), p. 61.

les spectateurs , et particulièrement des dames. Quelques voix proposèrent un toast en l'honneur de la nation ; mais au milieu de cette joie bruyante on les entendit à peine¹. On accueillit avec plus de faveur ceux des convives qui exprimèrent le désir que leurs Majestés vinssent au milieu d'eux pour recueillir leurs expressions d'amour.

Dans ce moment le roi revenait de la chasse ; ravi, ainsi que la reine, de cette union, tous les deux cédèrent aux instances du duc de Luxembourg*, et ils se rendirent dans une loge de l'amphithéâtre² ; puis ils firent le tour de la table en saluant tout le monde avec affabilité. En même temps le vicomte d'Agoult monte sur une chaise, et, en signe d'allégresse, il arbore sa serviette au bout de sa canne de commandement³. Un peu auparavant on avait laissé entrer une foule de soldats qui, pour remercier la famille royale du contentement que sa présence inspirait, joignirent leurs acclamations à celles des convives. Le roi marchait seul ; derrière était la reine, suivie du dauphin que portait un garde-du-corps ; elle donnait la main à sa jeune fille. M^{me} Elisabeth, dont l'angélique beauté était le fidèle miroir de ses vertus, les accompagnait

¹ BERTHARD DE MOLLEVILLE (*Mémoires de*), t. II, p. 181.

* Ce seigneur, qui avait émigré après le 14 juillet, rentra en France à la suite d'un court voyage en Angleterre.

² CAMPAN (*Mém. de madame*), t. II, p. 72. — FERRIÈRES (*Mémoires du marq. de*), t. 1^{er}, p. 276.

³ Procédure du Châtelet, déposition de F. Cannecaude, 341^e témoin.

dans ce jour de consolation, comme elle les suivit dans toutes leurs infortunes.

L'aspect d'un roi malheureux, au milieu d'un petit nombre de soldats fidèles, d'une reine offrant à la protection de ses guerriers un fils unique, tendre espérance d'une grande nation, enflamma tous les cœurs et produisit un enthousiasme qu'on ne saurait décrire. Des larmes coulèrent de tous les yeux ; on se sentait heureux de donner un instant de bonheur à une famille éprouvée par de si rudes vicissitudes, et de lui faire oublier à force d'amour les amertumes dont elle était abreuvée. La figure du roi, si long-temps voilée par de sombres nuages, se montrait enfin épanouie. Quel charme pour son cœur de se trouver au milieu de sujets qui ne lui imposaient point de conditions hautaines ni de sacrifices humiliants, et de se voir plus honoré au déclin de son pouvoir qu'il ne l'avait été aux jours de sa puissance !

La reine fut vivement touchée de ces démonstrations de fidélité. L'émotion visible qu'elle en éprouva parlait puissamment aux cœurs ; toutes ses fautes étaient effacées par le pressentiment de ses futures infortunes. On ne voyait plus en elle une princesse frivole, mais bien la fille des Césars devenue toute française par ses grâces, sa bonté et sa bienfaisance ; aujourd'hui cruellement calomniée, accablée de malédictions, entourée de poignards, et suppliante, implorant le secours des âmes généreuses contre l'effrayante révolution qui menaçait d'engloutir le

trône et sa famille. Quand les regards se portaient sur Madame royale, à peine sortie de la première enfance pour commencer à souffrir des malheurs dont elle était environnée, ensuite sur le dauphin, faible héritier d'une couronne chancelante, auquel le crime préparait déjà d'affreux poisons¹, on éprouvait cette pitié et cet attendrissement qu'inspirent les augustes victimes, et qui deviennent des sentimens sublimes lorsqu'il s'y mêle la résolution de mourir pour les défendre.

Au moment où toutes les âmes étaient vivement agitées, les musiciens redoublèrent les émotions en faisant entendre cet air si pathétique et si passionné, *O Richard! ô mon roi! l'univers t'abandonne*; exécuté avec pompe et dans une circonstance où l'application en était aussi juste qu'heureuse, il excita une espèce de délire parmi tous les spectateurs. Après le départ du roi, les militaires, tenant le verre d'une main et de l'autre leur épée, exhalent sans retenue leur bruyante allégresse : les santés se succèdent, les têtes s'échauffent; bientôt les trompettes sonnent la charge, les dames applaudissent à ces transports; des militaires vifs et ardens, animés par l'esprit français, si sensible à ces signes d'approbation, escaladent les loges, et en vrais chevaliers se disputent le plaisir et l'honneur d'aller offrir au beau sexe le tribut de leur zèle et de leur dévouement.

¹ LACRETELLE (*Hist. de l'Assembl. constit.*), t. I^{er}, p. 187-188.

L'ivresse est à son comble et se répand sur la terrasse du château. Dans la cour de marbre, M. de Perceval, aide de camp du comte d'Estaing, escalada, comme Blondel dans la pièce de *Richard Cœur-de-Lion*, le balcon de l'appartement du roi; cette allusion fut saisie avec enthousiasme. D'autres gravirent sur le haut des balustrades pour donner aux dames de la cour l'image d'un assaut. Enfin, la confusion devint si grande et les expressions de joie si tumultueuses, que la garde nationale courut aux armes pour empêcher la propagation du désordre¹.

La fête recommença le lendemain dans la salle du Manège. L'affluence y fut grande et ne se borna pas aux personnes invitées. La conversation, d'abord paisible, devint bruyante et emportée lorsque les vins fumeux circulèrent. Aux protestations d'attachement pour le roi et sa famille se mêlèrent des imprécations contre ceux qu'on prétendait être leurs persécuteurs; on assure que quelques convives se permirent des injures contre l'Assemblée nationale, et que même plusieurs d'entre eux, après avoir foulé aux pieds la cocarde tricolore, cherchèrent à lui substituer l'ancienne. On remarqua des cocardes blanches dans la galerie du château de Versailles; on citait aussi des dames de la cour qui détachèrent des rubans blancs de leur parure pour les attacher au chapeau des officiers. Mais ces circonstances ont été formellement niées, dans tout ce qu'elles avaient

¹ ANQUETIL (*Histoire de France*), t. IX, p. 268.

² MOUTIER (*Exposé justific.*), p. 62.

de plus grave, par le président même de l'Assemblée.

Les députés qui, du lieu de leur séance, entendaient ce vacarme, parurent d'abord ne pas s'en inquiéter; ils s'occupèrent d'une adresse à leurs commettans et d'autres objets d'un faible intérêt. La tranquillité n'était qu'apparente; non seulement des commissaires, mais encore beaucoup d'amis de la royauté étaient allés porter la nouvelle de ces événemens à Paris, et tous, quoique dans un but différent, s'accordaient à les raconter avec des détails bien propres à motiver l'irritation d'une multitude querelleuse et malintentionnée.

Quelques jours après, lorsque les émissaires, de retour de la capitale, eurent donné l'assurance qu'on pouvait compter sur de nombreux auxiliaires, la plupart des députés, irrités contre la cour, ne dissimulèrent plus leur ressentiment; ils étaient sur le point d'éclater quand le président lut la réponse du roi touchant la déclaration des droits de l'homme et des dix-neuf premiers articles de la constitution qui avaient été décrétés. Le monarque, au lieu de donner la sanction pure et simple comme on l'avait précédemment exigée pour les décrets du 4 août, n'envoya son adhésion à ces premiers articles qu'en l'accompagnant de conseils qui lui donnèrent une forme conditionnelle.

« Dans l'ordre actuel des choses, disait-il, je ne
« puis protéger efficacement ni le recouvrement des
« impositions légales, ni la libre circulation des

« subsistances, ni la sûreté individuelle des citoyens.
« Je veux cependant remplir ces devoirs essentiels
« de la royauté : le bonheur de mes sujets, la tran-
« quillité publique et le maintien de l'ordre social
« en dépendent. Je ne m'explique pas sur la déclara-
« tion des droits de l'homme ; elle contient de
« très-bonnes maximes, propres à guider vos tra-
« vaux, mais elle renferme des principes suscep-
« tibles d'applications et même d'interprétations
« différentes, qui ne peuvent être justement appré-
« ciées qu'au moment où leur véritable sens sera
« fixé par les lois auxquelles la déclaration doit servir
« de base¹. »

Cette réponse, lue à l'Assemblée dans la matinée du 5 octobre, quoique exprimée avec modération, et même avec la faiblesse d'un prince qui n'a plus les moyens de se faire obéir, excita de violens débats, et prouva à quel degré d'exaltation le parti dominant était arrivé, puisqu'il s'irritait et se révoltait même contre des avis aussi sages. Muguet de Nantou déclara que, si on laissait au roi la faculté de modifier la constitution, il parviendrait à la détruire. « La liberté, selon lui, étant le plus grand, le plus précieux des biens, tout, absolument tout, devait céder devant cet intérêt suprême. » Il fut d'avis de refuser l'impôt, si le roi persistait dans sa réponse ambiguë. « La réponse du roi, ajouta Robespierre, est destructive de l'esprit fondamental de

¹ *Moniteur* du 1^{er} au 5 octobre 1789, p. 276, col. 2 et 3.

« nos nouvelles institutions. Celui qui peut imposer
« une condition à une constitution, a le droit de
« l'empêcher; il met sa volonté au-dessus du droit
« de la nation. On vous a dit que vos articles con-
« stitutionnels ne présentaient pas tous l'idée de la
« perfection; on ne s'explique pas sur la déclaration
« des droits; est-ce au pouvoir exécutif à critiquer
« le pouvoir constituant de qui il émane? Vous ne
« pouvez plus éviter les obstacles qu'en les brisant.
« Quelle espèce de religion y a-t-il à couvrir les
« droits de la nation d'un voile qui ne sert qu'à
« favoriser les atteintes qu'on voudrait y porter? Il
« faut donc examiner franchement s'il est une puis-
« sance humaine qui puisse s'opposer à la constitu-
« tion qu'un peuple veut se donner ¹. »

Bouche, Prieur et tous les membres du club breton, non contents d'altérer les phrases du roi par des interprétations fausses et perfides, mêlèrent à cette discussion des allégations calomnieuses, des griefs imaginaires qui semblaient avoir pour objet de fournir au peuple de nouveaux prétextes d'insurrection. Adrien Duport fit observer que les ministres, n'ayant point contre-signé la réponse du trône, échappaient, par cette forme vicieuse, à la responsabilité. « Messieurs, dit-il, lorsque je rapproche
« cette réponse de ces orgies insensées dont la prudence s'effraie, dont la misère murmure, je me
« place dans le fond des provinces, et je me de-

¹ *Moniteur* du 1^{er} au 5 oct. 1789, p. 276, col. 3.

« mande si ces nouvelles arrivant à la fois en rassureront les habitans et ne détruiront pas la confiance? Il est probable, ajouta-t-il, que si l'armée se fût trouvée ici, elle n'aurait pas adhéré aux projets insensés dont on veut la rendre complice..... » A ces mots, les membres les plus passionnés du côté gauche, les yeux étincelans, les bras levés, crient tous à la fois : « Oui.... oui, des orgies..... des menaces!.... des cocardes patriotiques foulées aux pieds!... les injures les plus grossières prodiguées aux représentans de la nation! »

Le vicomte de Mirabeau veut défendre les prérogatives royales, mais il irrite l'Assemblée en se servant de quelques expressions énergiques qu'il est forcé de désavouer pour faire cesser un tumulte que Pétion ramène en renchérissant encore sur la dénonciation de Duport. Il affirma que, dans le repas des gardes, on avait proféré des imprécations contre l'Assemblée nationale. M. de Monspey, pour venger l'honneur d'un corps dans lequel il avait servi, demande que Pétion soit tenu de signer ce qu'il ose avancer.

La discussion devenait brûlante, lorsque Mirabeau, irrité de ce que ni les ministres ni la cour ne lui savaient gré des services qu'il leur avait rendus en soutenant la sanction et la loi sur les finances, vint au secours de Pétion avec une assurance fatale à ceux qui dédaignaient des talens entachés d'immoralité, mais dont l'influence était alors incalculable. Comme à dessein il s'enve-

loppait d'expressions sombres et mystérieuses, on lui crie : « Expliquez-vous, nommez les coupables ! » — Je suis prêt à le faire, répondit Mirabeau avec son audace accoutumée, si l'Assemblée déclare que, hors la personne du roi, nul ne peut jouir du privilège de l'inviolabilité¹. » C'était désigner clairement la reine, et il prononça son nom à voix basse, en y joignant celui du duc de Guiche².

La sortie inattendue de Mirabeau fit taire le côté droit de l'Assemblée, enhardit le côté gauche, et donna lieu à des propos violens. « Ces messieurs veulent donc encore des lanternes ? » dit le comte Pujet de Barbantane³ ; et, jetant un regard menaçant vers les bancs où se plaçaient les évêques et les nobles, il ajouta : « Eh bien ! ils en auront... — Oui, oui, répliquèrent des jeunes gens placés dans la tribune des députés suppléans, il faut encore des lanternes³ **. — C'est abominable, répondirent d'un ton indigné MM. de Raigecourt et de Beauharnais, que l'on ose tenir ici de semblables propos... » La discussion allait devenir encore plus orageuse, si le président Mounier n'avait eu l'adresse de calmer les esprits, en se hâtant de déclarer qu'il ne consentirait point à laisser interrompre

¹ *Moniteur* du 5 au 8 oct. 1789, p. 277, col. 3.

² Procédure du Châtelet, déposition de M. Digoine, 168^e témoin.

³ Suppléant de la députation de Paris.

³ FERRIÈRES (*Mémoires du marq. de*), t. 1^{er}, liv. IV, p. 295. — MOUNIER (*Appel à l'opinion publique*), p. 253-254. — Déposition de MM. de Raigecourt et de Beauharnais, 204^e et 242^e témoins.

** Rouzet de Folmont passe sous silence ce grave épisode.

l'ordre du jour, et qu'aucun membre ne devait rien se permettre d'étranger à la réponse du roi. M. de Monspey retira sa motion, et après que Maury, Garat l'ainé et le baron de Montboissier eurent élevé la voix en faveur du monarque, l'Assemblée, d'après une habitude séditiense, décréta que le président, à la tête d'une députation, irait dans la journée demander au roi l'acceptation pure et simple de la déclaration des droits de l'homme et des articles constitutionnels. Empruntant à Robespierre son langage, elle soutint comme lui que les lois fondamentales n'avaient pas besoin de sanction royale; que la constitution étant antérieure au trône, le roi n'existait que par elle; libre à lui de se retirer s'il ne voulait pas accepter les conditions auxquelles il lui serait permis de régner.

La fête militaire donnée au château de Versailles fut racontée aux Parisiens d'une manière encore plus perfide qu'elle n'avait été présentée à l'Assemblée. Les journalistes Gorsas, Prudhomme, etc... la peignirent avec des circonstances qui pouvaient la faire considérer comme un attentat. Lecointre, marchand de toiles de Versailles, homme d'un caractère jaloux et méchant, n'ayant pas été invité à cette réunion, quoique officier de la garde nationale, devint l'ennemi acharné de la cour, et publia sur ce fatal repas les circonstances les plus propres à irriter la populace.

Alors la fermentation devint extrême dans tout Paris : le Palais-Royal, les faubourgs, les marchés

retentirent d'affreuses calomnies. « On avait, disait-on, foulé aux pieds la cocarde tricolore, aiguisé des sabres et voué à l'extermination l'Assemblée nationale et les Parisiens. » Enfin, pour offrir un aliment nouveau et plus propre encore à soulever les flots populaires, on assura que le roi, protégé par les conjurés du banquet, allait se rendre à Metz, et que là, de concert avec les princes émigrés, sous la protection des troupes de Bouillé, il se réunirait à celles des étrangers pour dissoudre l'Assemblée nationale et marcher sur la capitale.

Les députés révolutionnaires et tous ceux qui avaient contribué au succès des séditieux entrevirent que l'instant était favorable pour agir. Le repas des gardes-du-corps et une disette factice furent les ressorts qu'ils employèrent pour soulever le peuple et assurer la réussite du coup audacieux qu'ils méditaient. La cherté et la rareté du pain, en augmentant d'une manière effrayante, commencèrent à produire dans Paris une famine véritable; les portes des boulangers étaient assiégées avant le jour, le peuple s'y portait en foule, et une multitude d'ouvriers, après avoir perdu des heures entières, s'en retournaient, le désespoir dans le cœur, sans avoir pourvu aux besoins de leur famille¹. Des agens de discorde attisaient la colère des citoyens, au point que tous voulaient une insurrection, les

¹ MOUNIER (*Appel à l'opinion publique*), p. 74-75.

² BAILLY (*Mémoires de*), t. III, p. 204, 239 et suiv.

uns contre l'Assemblée nationale, les autres contre la cour.

Cette famine, amenée par une affreuse combinaison, était d'un grand secours pour la faction qui se flattait toujours que du sein des émeutes s'élèverait pour le duc d'Orléans un trône populaire. Vieilli dans la mollesse et la dépravation, ce prince ne pouvait comprendre l'impossibilité d'établir un trône sur de pareils fondemens. N'ayant ni la force ni l'habileté d'entrer d'une manière active dans la conspiration que l'on tramait pour lui, il se reposait sur des amis audacieux et pervers qui s'attachaient à sa personne, parce qu'il leur fallait un drapeau, et que, chef commode, il donnait un peu d'argent et beaucoup d'espérances. Mirabeau, associé à toutes ces machinations, s'entendait avec Laclos, leur inventeur. Mais celui-ci qui, sous le régent même, aurait été le modèle des roués en fait de corruption, était encore supérieur à son complice, et son habileté se garda bien de tout confier à l'indiscrétion d'un homme si mobile, si passionné : s'il s'ouvrit à lui, ce fut avec ménagement et en se laissant l'un à l'autre beaucoup d'issues pour la retraite. Or, le plan était d'effrayer le roi, de le forcer à prendre la fuite; alors Mirabeau devait proposer ou appuyer l'avis que le duc d'Orléans fût fait lieutenant-général du royaume, et le titre de premier ministre aurait été la récompense de son zèle.

Les auteurs du complot comprirent qu'un attrou-

pement d'hommes serait, comme tous les autres, dissipé par la garde nationale, dont le chef était étranger à ces sourdes menées ; mais ils pensèrent qu'aucun Français armé n'oserait sévir contre un sexe faible et sans défense : ce fut donc par des femmes qu'on voulut préluder à cette grande scène. Dans la matinée du 5 octobre, le pain manqua tout-à-fait chez les boulangers des quartiers les plus populeux : alors une jeune fille du voisinage de Saint-Eustache entre dans un corps-de-garde, y prend un tambour, et parcourt les rues battant la caisse, en publiant qu'il n'y avait point de pain. Au même instant une multitude de femmes la suivent en poussant d'horribles lamentations : à la voix de ces furies, les halles assoupies s'éveillent, les districts s'assemblent, et peu d'heures suffisent pour faire sortir des boues de Paris une armée de bandits, de poissardes et de prostituées qui demandent avec fureur à marcher sur Versailles en criant . *Du pain ! du pain !* Dans leurs rangs impurs se mêlèrent aussi quelques femmes de condition, et qui, poussées par un esprit de vengeance contre la reine, venaient déguisées en poissardes pour multiplier les clameurs de la faim, entonner des chants homicides, et répéter les quolibets du crime ¹.

Parmi les instrumens d'insurrection était une jeune fille appelée Théroigne de Méricourt ; sa jolie figure semblait être la compensation de la noirceur de son âme. Forcée par son inconduite de quitter

¹ LACRETELLE (*Hist. de l'Assemb. const.*), t. 1^{er}, p. 195.

la maison de son père, riche fermier du pays de Liège, elle était venue à Paris faire oublier une première faute par de plus grands égaremens. Pour mieux se faire remarquer, elle prit un costume d'amazone aux trois couleurs, et se coiffa d'un chapeau à la Henri IV. Avec ce costume, elle se mêlait au milieu des groupes populaires pour y débiter les vers des poètes qui ont le plus exalté les sentimens républicains. Plusieurs députés fréquentaient cette courtisane, entre autres Pétion, avec lequel elle avait souvent des conférences¹. Mais celui avec qui elle vivait dans une intimité parfaite était le frère de l'abbé Sieyès²: toute vouée à ce dernier, publiquement elle lui adressait ses hommages, et ne cessait de vanter ses talens et ses vertus. Plusieurs des chefs de la sédition, voulant faire donner le signal par des femmes, en prirent les habits, et se jouant d'un déguisement que trahissaient leur barbe, leur stature et leur maintien, ils hurlent d'une voix tonnante des vaudevilles féroces : à la manière des anthropophages, les chants sont le prélude du sang qu'ils vont bientôt verser. Ces attroupemens monstrueux se portèrent, dès sept heures du matin, avec une effroyable rapidité sur l'Hôtel-de-Ville, en criant *du pain et Versailles!* assemblage de mots bien étranges, et qui prouvait que la disette n'était réellement que le prétexte du complot.

¹ BEAULIEU (*Essai hist sur la Révol. franç.*), t. II, p. 52.

² *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté. Voy. notes du t. III.

Le général Gouvion envoya sur-le-champ l'ordre de faire avancer vers la place de Grève les bataillons qu'on pourrait rassembler. Avant l'arrivée de ces secours, une multitude de femmes attaquèrent un poste de troupes à cheval, et le mirent en fuite. La garde à pied, se formant en carré sur le perron de l'Hôtel-de-Ville, les contint un moment; mais une grêle de pierres la dispersa bientôt, et, dans l'instant, elles envahissent l'édifice, parcourent les salles, et demandent, avec d'affreuses imprécations, du pain et des armes. Des bandits, munis de haches, de leviers et de marteaux, réunis à d'autres hommes non moins affreux, déguisés en femmes¹, brisent les portes d'un magasin d'où l'on sortit huit cents fusils et trois pièces de canon que ces prétendues femmes firent manœuvrer avec habileté.

L'argent, les munitions étaient au pillage, et l'Hôtel-de-Ville allait être brûlé, lorsque le jeune Maillard, le même qui avait joué un des principaux rôles dans l'attaque de la Bastille, parvint à arracher des torches ardentes des mains de deux de ces furies, prêtes à mettre le feu aux archives de la commune; il sauva aussi un ecclésiastique nommé Lefebvre qu'elles allaient accrocher à la fatale lanterne, et qui, en sa qualité d'électeur, veillait à l'approvisionnement de Paris. Ces femmes en voulaient surtout à Bailly et à Lafayette², qu'elles qualifiaient

¹ RABAUD (*Précis de la Révol. franç.*), p. 148.

² *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. III, p. 153.

de mauvais citoyens, en accablant leur nom d'injures. Maillard descend aussitôt sur la place de Grève, se saisit d'un tambour, bat l'appel, et se met à la tête de ces femmes groupées autour de lui. Elles l'appellent leur capitaine, et lui disent de les conduire à Versailles.

Réunies au nombre de cinq à six mille, portant des bâtons, des fourches, des fusils et des piques, elles veulent se rendre à l'arsenal pour achever de s'armer; mais Maillard leur représenta que, pour aller auprès du roi demander du pain, il convenait de prendre une attitude suppliante. Dociles à la voix de ce chef, elles renoncèrent à se procurer de nouvelles armes, et consentirent même à laisser celles qu'elles avaient déjà; enfin, par une pluie battante, cette étrange et bizarre milice, après s'être donné rendez-vous aux Champs-Élysées, se mit en marche, précédée de quelques tambours et suivie d'une compagnie de volontaires de la Bastille, commandée par Hullin.

Au bruit du tocsin et de la générale, retentissant dans tous les quartiers, les citoyens, en proie à la plus violente agitation, se rendent tumultueusement à l'assemblée de leurs districts, les gardes nationaux à leur bataillon. Les compagnies des ci-devant gardes françaises marchent en ordre vers la place de Grève, suivies d'un peuple immense qui poussait ses clameurs accoutumées : *du pain! du pain! à Versailles! à Versailles!* Chaque minute augmentait l'embarras des représentans de la com-

muné; Lafayette était avec eux, il leur dictait des lettres pour l'Assemblée et pour les ministres, où il dépeignait l'état de crise de la capitale. Dans ce moment, quelques gardes françaises, détachés par leur compagnie, demandent à lui parler : « Quoi ! leur dit ce général, vous auriez le projet « de faire la guerre au roi ? — Non, répliquèrent-ils, « car nous l'aimons beaucoup ; mais le peuple est « malheureux, la source du mal est à Versailles, il « faut aller chercher le roi et l'amener à Paris ; il « faut exterminer le régiment de Flandre et les « gardes-du-corps, qui ont osé fouler aux pieds la « cocarde nationale. Si le roi est trop faible pour « porter sa couronne, qu'il la dépose, nous aurons « le dauphin, nous aurons un conseil de régence, et « tout en ira mieux¹. »

Lafayette résista long-temps aux instances des grenadiers. N'étant pas encore familiarisé avec les difficultés réservées aux généraux révolutionnaires, il ne pouvait se soumettre à l'idée de faire violence au roi, lorsque M. Collard, officier du district de Saint-Germain-l'Auxerrois, dit en élevant la voix : « Il est étonnant que M. de Lafayette veuille com- « mander la commune, tandis que c'est à la com- « mune à lui donner des ordres. Il faut qu'il parte, « nous le voulons² ; s'il ne part pas, un grenadier « le remplacera, et saura bien nous conduire. »

¹ *Histoire des Causes secrètes de la Révol.*, 1^{re} part., p. 78.

² *PRUDHOMME (Révolutions de Paris)*, t. 1^{er}, n^o XIII, p. 13; t. II, n^o XIV, p. 21.

Lafayette sort et se rend sur la place, se mêle parmi les troupes, et cherche à faire entendre raison aux plus exaltés. Il leur rappelle leur serment; mais sa voix se perd au milieu des cris des soldats citoyens, des menaces et des imprécations de la populace. Sur ces entrefaites, les nommés Hoche * et Cadignan, commandant un poste de gardes françaises, préviennent Lafayette du départ de Maillard pour Versailles †. Alors il n'hésite plus, et après avoir envoyé un courrier à Versailles, il demande les ordres de l'assemblée municipale. L'assemblée délibère un instant, et déclare que, vu les circonstances et le désir du peuple, elle autorisait le général Lafayette à se rendre à Versailles : c'était un acte de sagesse de mettre le commandant de la force armée, et l'homme le mieux fait pour concilier les deux partis, à la tête d'un mouvement irrésistible; car Lafayette ne pouvait plus douter du motif impérieux qui nécessitait ce pénible voyage. S'il savait que la cour voulait enlever le roi, il n'ignorait pas non plus qu'une *faction ambitieuse et perturbatrice* ** cherchait à profiter de cette faute pour proclamer roi le duc d'Orléans; c'est ce qui lui fit dire : « Si le prince veut la couronne, il ne la prendra du moins que la main gantée comme un bourreau †. »

Lafayette fit choix des compagnies bourgeoises

* Alors sergent aux gardes et depuis un de nos plus célèbres généraux.

† Notes communiquées par le général Lafayette.

** Propres expressions du général Lafayette à l'auteur.

‡ SÉNART (*Mém. de*), p. 9. — DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. ix, p. 174 et 175.

qu'il croyait les plus dévouées au maintien de l'ordre. Il vainquit les scrupules de plusieurs royalistes constitutionnels qui craignaient de paraître attenter à la liberté du roi, et il les décida à marcher comme lui pour la protection de la famille royale¹. Vers cinq heures du soir cette armée défila avec un appareil tumultueux : un bataillon de grenadiers formait l'avant-garde; ce corps, commandé par M. Collard², marchait sur trois colonnes avec de l'artillerie et des chariots de munitions.

Aucun récit ne pourrait exprimer l'ivresse du peuple parisien en voyant sa milice chargée de lui amener son roi; les applaudissemens et les transports de joie l'accompagnèrent jusqu'à la barrière; chacun formait des vœux pour le succès de l'entreprise. Cependant la marche incertaine de la garde nationale faisait appréhender de sinistres événemens, surtout lorsqu'on se rappelait qu'elle avait été devancée par un corps hermaphrodite de filles et de vagabonds, à figures sinistres, bizarrement armés, et tous proférant contre la reine et ses gardes les propos les plus atroces. Aussi beaucoup de Parisiens, se refusant à partager cette ivresse, disaient à voix basse à ceux qui ne s'étaient mis dans les rangs qu'avec l'intention de réprimer les malfaiteurs : « Sauvez le roi, » « sauvez la reine. » Dès que la troupe se fut éloignée et qu'on cessa d'entendre les tambours, de tristes pressentimens, de vives inquiétudes s'emparèrent des

¹ LACRETELLE (*Hist. de l'Assembl. const.*), t. I^{er}, p. 201.

² PRUDHOMME (*Révol. de Paris*), n^o XIII, p. 15.

Parisiens et firent succéder un morne silence aux transports bruyans de la joie ou de la fureur; la nuit était obscure, le temps pluvieux. Ces circonstances ajoutaient encore à l'inquiétude des mères, des épouses, toutes agitées par les dangers qu'allaient courir leurs enfans, leurs maris; quelques unes même frémissaient à la pensée qu'ils seraient peut-être forcés de participer aux attentats qu'un triste avenir semblait faire augurer.

Malgré la gravité des événemens, la cour n'avait rien changé à sa manière de vivre, et se livrait aux habitudes contractées durant les temps calmes de la vieille monarchie. La sécurité était poussée si loin que, ce jour-là même, le roi, sans songer aux avertissemens qui lui avaient été donnés, était allé comme un homme plein de loisir prendre le divertissement de la chasse dans les bois de Meudon.¹ Cependant M. de Saint-Priest, informé que la phalange de femmes, conduite par Maillard, s'avancait avec rapidité, envoya le marquis de Cubières au roi, pour lui annoncer qu'un attroupement considérable marchait sur Versailles, et qu'il fallait rentrer sur-le-champ. Bientôt après un chevalier de Saint-Louis, nommé La Devèze, qui venait de quitter la route de Paris, est introduit auprès du monarque; il se jette à ses pieds et lui dit qu'il vient de rencontrer une multitude armée de bâtons et de piques, proférant contre la famille royale les pro-

¹ MONTLOSIER (*Mém. du comte de*), t. 1^{er}, p. 290.

pos les plus odieux. Le roi remercie ce fidèle officier et monte à cheval pour rentrer au palais. « Les femmes de Paris viennent me demander du pain, » dit-il à ceux qui l'entouraient, hélas ! si j'en avais, « je n'attendrais pas qu'elles vinssent m'en demander¹. » Le roi arriva au moment où les gardes-du-corps étaient commandés pour aller à sa rencontre; le duc de Luxembourg se présente aussitôt pour lui demander ses ordres. « Allons donc ! pour des femmes ! répondit Louis XVI en riant, vous vous moquez de moi². »

L'absence de précautions contribua à faire croire que le danger était imaginaire ou du moins fort exagéré. On aurait pu faire venir de Ruel ou de Courbevoie les Suisses, troupes fidèles et braves; on se borna à faire mettre en bataille sur la place d'armes le régiment de Flandre et les chasseurs des trois évêchés; la garde nationale était commandée par le comte d'Estaing; mais cet amiral, chargé de la sûreté de Versailles, n'osait rien entreprendre; mal vu des deux partis, il se bornait à donner à la reine des conseils qu'il savait n'être jamais suivis. Le manque de confiance, faisant paître en lui l'indécision, altéra tout-à-fait le caractère d'un homme dont on citait auparavant les beaux faits d'armes. Jadis on l'avait vu affronter les périls avec le plus grand courage, et dans cette occasion le bouillant vainqueur de la Grenade montrait une timidité

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mémoires de*), t. II, p. 202.

² RIVAROL (*Travaux de l'Assembl. const.*), p. 301.

extrême. Enfin, pour le peindre en peu de mots, il suffit de dire que son génie tremblait devant celui de Lafayette qui, à son tour, obéissait aux volontés de la multitude.

Les auteurs du mouvement insurrectionnel avaient prévenu ceux de leurs complices faisant partie de l'Assemblée nationale. A ce titre Mirabeau s'y rendit de très-bonne heure¹, et sa conduite cauteleuse en cette circonstance fut d'autant plus remarquable, qu'à l'instant où le président Mounier s'occupait à former la députation qui devait être envoyée auprès du monarque pour lui demander d'adhérer sans réserves aux premiers articles de la constitution, il s'approcha de son fauteuil et lui dit à voix basse de le placer sur la liste. Mais Mounier, qui voyait en lui le boute-feu de Paris², lui répondit avec humeur : « Non, vous n'y serez pas. — Je puis
« vous être utile. — Vous ne pouvez être que dan-
« gereux. — Tout dangereux que vous me croyez,
« laissez-moi vous conseiller de lever la séance; le
« temps presse; quarante mille hommes arrivent de
« Paris et marchent sur nous; il n'y a pas une minute
« à perdre, croyez-moi, montez au château et don-
« nez cet avis à la cour. — Paris marche sur nous!
« répondit froidement Mounier, eh bien! c'est une
« raison de plus pour que l'Assemblée reste à son
« poste. — Mais on vous tuera. — Tant mieux; si

¹ DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), ch. ix, p. 183.

² MOUNIER (*Appel à l'opinion publique*), p. 502.

« l'on nous tue tous sans exception, nous serons
« plus tôt en république¹. »

L'intérêt du trône n'avait pas suggéré ce conseil à Mirabeau; en le donnant il avait pour but d'effrayer le roi pour le déterminer à quitter Versailles. Cette fuite, que conseillaient aussi les courtisans, facilitait et même motivait d'une manière toute naturelle la nomination du duc d'Orléans à la lieutenance-générale du royaume, objet principal de la faction qui entrevoyait dans l'accomplissement de ses desseins la faculté de s'emparer des places éminentes dont tous ses membres étaient avides. Les novateurs, flattés de voir abonder dans leurs principes un prince devenu comme eux l'objet de la haine des royalistes, trouvaient en lui toutes les garanties et le plaçaient au premier rang dans leurs divers projets. Mirabeau surtout travaillait avec ardeur à son élévation, dans l'assurance qu'il serait à la fois son ministre et son maître².

L'assertion de Mirabeau à Mounier ne tarda pas à se réaliser. Vers trois heures, des milliers de femmes parurent dans l'avenue de Paris et s'arrêtèrent vis-à-vis le bâtiment des Menus, où siégeait l'Assemblée. Maillard était à leur tête. Sur la route

¹ MOUNIER (*Exposé justific. ; Appel à l'opinion publ.*, p. 302. — LALLY-TOLLENDAL (*Dictionn. de la Biogr. univ.*), article Mounier².

² GARAT (*De la Conspiration d'Orléans*), écrit en 1797.

³ D'après cet article, Mounier lui aurait répondu : « La chose publique en ira mieux. » Mais la première version est la plus authentique. Voyez les Mémoires de Mirabeau, et son discours en réponse au rapport de Chabroud. (*Moniteur* du 4 octobre 1790, p. 1150, col. 1.)

il avait prévenu les graves désordres que pouvait occasionner l'effervescence de ces hordes. Celles-ci arrêterent tous ceux qui voulaient les dépasser, dans la crainte qu'ils n'annonçassent à Versailles leur prochaine arrivée. Un député, que ces femmes soupçonnèrent être un agent de la cour, faillit être assassiné¹; lorsqu'elles reconnurent en lui Châtelier, les applaudissemens succédèrent aux menaces, et plusieurs hommes armés se présentèrent pour l'escorter; mais elles forcèrent quelques cavaliers à cocardes noires d'abandonner leurs chevaux et de les suivre à pied.

Maillard prit avec lui quelques unes de ces redoutables bacchantes, et après avoir engagé les autres à attendre son retour, il se présente à la barre de l'Assemblée en veste, le cou nu et l'épée à la main². Il amena aussi un ancien soldat des gardes françaises, qui s'exprima en ces termes : « Depuis « trois jours Paris est sans pain. Nous sommes venus « à Versailles pour en demander et en même temps « pour faire punir les gardes-du-corps qui ont « insulté la cocarde patriotique. — Nommez, nom- « mez les coupables, lui cria-t-on de toutes les « parties de la salle. — Nous ne pouvons les nomi- « mer, reprit Maillard, nous ne voulons pas être « dénonciateurs. » On insiste; il cède et mêle à ses propos l'archevêque de Paris; ses regards indiquent

¹ *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. III, p. 177.

² LAMETH (*Histoire de l'Assemb. const.*), t. I^{er}, p. 148. — *Journ. mémor. de la Rév. franç.*, t. IV, p. 23.

en outre Mounier, Malouet, Lally, Virieu, Clermont-Tonnerre... On lui répond par un cri d'indignation et de mépris; mais Maillard conserve un impassible sang-froid, et, entouré de femmes qui arrivent et se pressent autour de lui, il s'écrie : « Hâtez-vous de nous satisfaire, ou le sang va couler... Oui, ajouta-t-il avec un ton plus modéré, je vous supplie, si vous voulez ramener la paix et prévenir des malheurs, envoyez une députation à messieurs les gardes-du-corps pour les engager à prendre la cocarde tricolore et à faire réparation de l'injure faite à cette même cocarde. » Ensuite Maillard se fâcha violemment contre les cocardes noires; il en tira une de sa poche, disant qu'il voulait avoir le plaisir de la fouler aux pieds. La grossièreté de quelques unes de ses expressions lui attira de la part du président l'injonction de se renfermer dans les bornes du respect. Maillard se justifie avec le même emportement, et tous les spectateurs applaudissent à l'excès de son audace.

Il parlait encore lorsqu'on lui remit une cocarde nationale de la part des gardes-du-corps. Maillard la fit voir aux femmes qui l'entouraient comme un gage des dispositions pacifiques de ces officiers, et elles s'écrient : *Vivent le roi! vivent les gardes-du-corps!* Un grand nombre d'entre elles s'étant introduit dans la salle, elles montèrent sur les banquettes et demandèrent toutes à la fois du pain et le renvoi du

¹ *Moniteur* du 5 au 8 octobre 1789, p. 278, col. 2.

régiment de Flandre; les unes voïssaient d'horribles imprécations contre la reine, d'autres tutoyaient et insultaient les députés, particulièrement ceux de l'ordre du clergé. Elles remplissaient les loges, chantaient, buvaient et offraient le spectacle le plus singulier et le plus révoltant. On assure qu'elles montrèrent un morceau de pain noir et moisi, en ajoutant : « Nous le ferons avaler à l'*Au-trichienne* et nous lui couperons le cou. » Une de ces femmes, remarquable par sa taille et ses manières viriles, s'empara du fauteuil du président, et, la sonnette à la main, en parodia les fonctions¹. Pendant cette séance scandaleuse, et trop dégoûtante pour être rapportée avec plus de détails, l'Assemblée chargea son président d'aller, avec une députation, présenter au roi le tableau affligeant de la situation publique, et exiger de lui une abondance subite, lorsqu'il ne pouvait pas même conjurer l'orage qui s'apprêtait à fondre sur lui.

Beaucoup de poissardes n'ayant pu pénétrer dans la salle de l'Assemblée, s'avancèrent vers le château; mais les troupes rangées en bataille leur en interdirent les approches. Aussitôt qu'elles aperçurent Mounier en tête de la députation, ces femmes, courant dans la boue avec une pluie battante, s'écrièrent dans les termes les plus énergiques qu'elles voulaient aussi parler au roi. En même temps plusieurs hommes, armés de fusils, de vieilles piques,

¹ TOULORGON (*Hist. de la Révol. de France*), t. 1^{er}, p. 158.

de haches et de bâtons ferrés, grossirent le cortège. Les gardes-du-corps, alarmés, accoururent pour disperser la multitude; mais ayant reconnu les députés, ceux-ci furent reçus avec honneur et ils s'avancèrent vers le château. Le comte d'Estaing vint lui-même en faire ouvrir la grille.

Mounier fit consentir les femmes dont il était entouré à être représentées par six de leurs compagnes. Après les avoir choisies parmi celles dont la physionomie annonçait le plus de réserve et de décence, elles montèrent avec lui dans les appartemens du roi¹; les autres, qui étaient restées sur la place d'Armes, réunies à la populace de Versailles, insultèrent grièvement les gardes-du-corps²; mais, fidèles observateurs des ordres du roi, ils dédaignaient les provocations, lorsqu'un homme, portant l'uniforme de la garde parisienne, pénétra dans leurs rangs, le sabre à la main, suivi de huit ou dix femmes qui voulaient aussi approcher du château. Trois officiers des gardes-du-corps courent sur lui, le repoussent et veulent le faire arrêter; mais l'un d'eux, nommé Savonnières, reçut d'une sentinelle de la garde nationale de Versailles un coup de feu qui lui cassa le bras³, et dont il mourut trois jours après. Les gardes-du-corps, indignés de tant d'outrages, ne cessaient de demander des cartouches, et au péril de leurs jours voulaient dissiper l'é-

¹ MOUNIER (*Exposé justificatif*).

² Procédure du Châtelet, dépositions des 19, 128, 203, 214, 235, 300, 307, 370 et 374^e témoins.

³ Procéd. du Châtelet, dépositions des 75, 115, 284 et 384^e témoins.

meute¹. Des coups de pistolets et de fusils furent tirés de part et d'autre², de sorte que l'on peut dire que les hostilités étaient réellement commencées entre le peuple et les gardes du roi. Pour prévenir une lutte sanglante, le duc de Luxembourg donna l'ordre à ceux-ci de rentrer.

On insultait aussi le régiment de Flandre, mais avec moins d'acharnement : on cherchait plutôt à le séduire, et plusieurs députés ont été accusés d'avoir parcouru ses rangs pour l'engager à se réunir aux séditeux. Une nuée de femmes venues de Paris bravaient les ordres que donnaient les officiers, et prodiguaient l'argent aux soldats³. La fameuse Théroigne, les serrant dans ses bras, achetait par ses caresses leur honteuse inaction, puis dans les rangs elle faisait circuler des libelles et des chansons, en ajoutant qu'on ne manquerait pas de pain si l'on avait le duc d'Orléans pour roi⁴.

Les femmes qui étaient entrées au château avec la députation de l'Assemblée, furent vivement touchées de la sensibilité que témoigna le roi en écoutant le récit de la misère où était plongée la capitale. L'une d'elles, âgée de dix-sept ans, en fut émue au point qu'elle s'évanouit. Pour témoigner sa reconnaissance au roi qui l'avait secourue, elle

¹ Procéd. du Châtelet, dépositions des 247, 294, 347 et 364^e témoins.

² Lettre du comte d'Estaing à la reine (7 oct. 1789). Dans cette lettre, il invitait la reine à être la *première citoyenne* de son royaume.

³ Procéd. du Châtelet, dépositions des 20, 89, 182, 294 et 317^e témoins.

⁴ *Hist. des Causes secrètes de la Révol. franç.*, 1^{re} part., p. 84.

demanda à lui baiser la main, et dans des termes si bien exprimés, qu'on a toujours cru que cette fille cachait sous ses vêtemens grossiers une jeune personne appartenant à la première classe de la société ¹. « Vous méritez mieux que cela », lui dit le prince avec bonté, et il l'embrassa ².

Les autres femmes, attendries par un accueil si gracieux, se retirèrent enchantées, en criant : *Vive notre bon roi !* demain nous aurons du pain. » La multitude qui les reçut conçut des doutes sur la fidélité de leur rapport, et les accusa d'avoir été gagnées ; à ces mots, d'autres femmes surviennent, les accablent de mauvais traitemens, se saisissent de l'une d'elles, et lui passent leurs jarrettières au cou, en criant qu'il faut la pendre au premier réverbère ; elle fut délivrée par la fermeté des gardes du château. Mais ces femmes, craignant toujours le ressentiment de leurs compagnes, supplièrent M. de Saint-Priest de les ramener chez le roi ; cet excellent prince, pour les sauver, consentit à signer et à leur remettre un ordre pour faire lever tous les obstacles qui semblaient s'opposer à l'approvisionnement de Paris. Mirabeau accusa M. de Saint-Priest d'avoir dit à ces femmes : « Quand vous n'aviez qu'un roi, vous ne manquiez pas de pain ; aujourd'hui que vous en avez douze cents, c'est à eux qu'il faut en demander ³. » Et le ministre

¹ MONNEL (*Mém. de*), membre de l'Assembl. nation., t. 1^{er}, p. 90.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. II, p. 213-214.

³ LALLY-TOLLENDAL (*Observ. à la lettre de Mirabeau au comité des recherches*), p. 11.

ne put confondre la méchanceté de son accusateur qu'en niant la malice d'un propos bien naturel lorsqu'on songe à la conduite de l'Assemblée. Bientôt on ne s'entretint plus que de la bonté paternelle de Louis XVI. Malgré l'opposition de plusieurs brigands qui voulaient le retenir, Maillard, étranger aux desseins secrets de ceux qui l'avaient envoyé, demanda à retourner à Paris pour porter au peuple la réponse consolante du roi. Quelques femmes venues avec lui voulurent absolument l'accompagner, et elles montèrent dans les voitures que la cour leur avait fait préparer¹.

Le ministre Saint-Priest, voyant une partie de la garde nationale de Versailles associée aux séditions de Paris, et la famille royale réduite à n'avoir plus pour elle que les gardes-du-corps et le régiment de Flandre, déjà à moitié séduit, peignit au roi avec énergie sa position périlleuse; après lui avoir soumis les dispositions qu'il avait prises, il lui proposa de partir sur-le-champ avec sa famille pour Rambouillet. Mais le roi, se promenant à grands pas dans ses appartemens, répéta plusieurs fois avec un ton de colère et d'indignation : *Un roi de France fugitif* ! Puis, calculant toutes les chances de son départ, il ajouta : « Si je quitte Versailles, ils couronneront le duc d'Orléans. »

Le monarque, peu touché de ses dangers personnels, tremblait à l'idée de ceux qui menaçaient sa

¹ Procéd. du Châtelet, déposition de Maillard, 81^e témoin.

² NECKER (*Mémoires de*), t. II, p. 73.

famille. De son cabinet il entendait les clameurs d'une multitude féroce qui, dans ses horribles imprécations, mêlait le nom de la reine à celui des gardes-du-corps. Les officiers et dignitaires de la couronne qui n'avaient pas émigré remplissaient les appartemens; toutes les figures portaient l'empreinte de la consternation; les ministres, mornes et pensifs, n'osaient rien prendre sur eux; la terrible responsabilité qui pesait sur leur tête semblait les avoir paralysés. Une foule de déterminations se présentaient à la fois; et quoique la plus courageuse fût alors la meilleure, personne alors n'osait l'ordonner. La consternation présidait aux conseils, et on peut dire que l'épouvante donnait des conseils à la peur.

Necker se tenait au milieu du cercle, immobile et rêveur; triomphateur oublié, son nom n'était pas même prononcé par cette multitude dont il avait été l'idole, et qui alors maudissait et vouait au supplice ses amis les plus intimes; ni la chaleur de son âme, ni sa popularité chérie, ne purent lui inspirer une résolution énergique¹. On eût dit qu'il ne se montrait au peuple que pour obtenir de lui des ovations ou des couronnes. Son seul espoir était que l'Assemblée nationale se rendit tout entière auprès du souverain menacé.

Chaque instant augmentait l'embarras des conseillers du trône; la reine seule montrait un grand caractère; et faisait admirer son courage à ceux

¹ LACRETELLE (*Hist. de l'Assemb. const.*), t. 1^{er}, p. 220.

même que l'esprit de parti ou les intrigues de cour prévenaient le moins en sa faveur ; elle semblait aussi protéger et rassurer ceux qui tremblaient pour elle. « Je sais, disait la fille de Marie-Thérèse, qu'on « demande ma tête ; mais j'ai appris de ma mère à « ne pas craindre la mort, et je l'attendrai avec fer-
« meté. » Lorsqu'on lui proposait de se dérober par la fuite à la haine des assassins, elle répondait : « Si « l'on vient pour me massacrer, je serai aux pieds
« du roi, mais je ne le quitterai pas ¹. » Le roi, toujours incertain, ayant dit : *Il faut réfléchir. — Il vau-
drait mieux agir*, ajouta la reine.

Un militaire proposa de placer quelques pièces de canon en avant du château, mais Louis XVI ne put supporter l'idée de verser le sang d'une troupe de femmes ; sans cesse il répétait : « Je veux à tout prix « éviter la guerre civile. » Enfin, MM. de Beauveau et de la Luzerne, en insistant encore auprès du roi et de la reine, firent adopter l'avis de M. de Saint-Priest ; on décida que deux voitures se tiendraient prêtes auprès de la grille de l'Orangerie pour conduire la famille royale à Rambouillet. L'attroupe-
ment sur ce point étant diminué, le marquis de Cubières alla porter l'ordre au comte d'Estaing d'en faire dissiper les restes ; mais celui-ci alléguait l'impossibilité de réussir et la volonté du roi qui répugnait à l'exécution des mesures violentes ². Pendant

¹ Déposition du comte d'Estaing, devant le tribunal révolutionnaire.
— MOUNIER (*Exposé justific.*), p. 71.

² SAINT-PIEST (*Abrégé des circonstances du départ de Louis XVI pour Paris, le 6 octobre 1789*).

ce temps, le peuple remarqua des préparatifs de départ, Lecoindre en avertit la garde nationale, et dans peu la fuite devint impossible.

Lorsque Mounier se présenta au roi avec les femmes de la halle, il n'osa pas parler devant elles de la sanction des articles constitutionnels et de la déclaration des droits de l'homme. Persuadé que cette adhésion déjouerait les projets des factieux, il demanda à entretenir Louis XVI dans son cabinet, et là, ce député lui soumit le plan de conduite qu'il croyait devoir le sauver¹ : c'était l'acceptation sans réserves de ce qu'on lui demandait. Le conseil délibéra long-temps; enfin le roi, se flattant qu'il rétablirait le calme en cédant aux désirs de l'Assemblée, chargea Mounier, qui depuis cinq heures attendait le résultat des conférences, d'aller annoncer à ses collègues qu'il acceptait sans restrictions la déclaration des droits de l'homme et les dix-neuf articles constitutionnels; il le chargea aussi d'exprimer à l'Assemblée nationale le vif désir qu'il aurait de la consulter, et de l'inviter à se rendre au château.

Mounier courut prévenir ses collègues; il en trouva peu dans la salle; la frayeur qu'inspiraient le désordre ou des desseins cachés en avait fait sortir le plus grand nombre; la pluie tombait par torrens; et c'est au sein de l'Assemblée que les femmes et les brigands venus de Paris trouvèrent un abri. Pour

¹ MOUNIER (*Exposé justific.*), p. 73.

apaiser les clameurs de cette insolente cohue, les députés firent distribuer du pain, du vin et des viandes froides, et ils assistèrent à ce hideux banquet. Lorsque Mounier annonça l'acceptation du roi, cette populace cria : *Cela nous fera-t-il avoir du pain*¹ ? Au même moment on lisait à l'Assemblée une pétition des forçats de Toulon, condamnés pour délit de contrebande et de braconnerie, et qui, amnistiés par une conséquence des mesures nouvelles, offraient le secours de leurs bras pour la défense de la cause populaire. Le tumulte allant toujours croissant, Mirabeau s'éleva contre un tel désordre : « Prétend-on, s'écria-t-il, nous dicter des lois ? » Puis il ajouta : « Si les représentans de la nation veulent bien permettre au public d'assister à leurs délibérations, le respect et le silence doivent être le premier devoir des citoyens². » Son geste, son air, sa voix imposent à la multitude. Les femmes, après avoir applaudi, se montrèrent plus calmes; sans cesser leurs cris, toutes demandaient à la fois la suppression des gardes-du-corps, le renvoi du régiment de Flandre, la destruction des parlemens, enfin un grand rabais dans les denrées de première nécessité.

Il était impossible de se faire entendre au sein de l'Assemblée nationale, quand Mounier proposa d'obéir aux intentions du monarque en se rendant au château. Mais la majorité des députés se refusa

¹ MOUNIER (*Exposé justific.*), p. 74.

² TOULONGEON (*Histoire de la Révolut. de France*), t. 1^{er}, p. 159.

à secourir un roi malheureux, une reine courageuse, et un enfant qui souriait quand le glaive était si près de lui. Mirabeau surtout alléguait l'indépendance des pouvoirs pour n'y envoyer qu'une députation. « Eh quoi ! lui dit Mounier, est-ce le moment de consulter l'étiquette ? y a-t-il un devoir supérieur à celui de défendre un monarque en danger ? » Aussitôt ce député se lève et s'avance vers le château avec ceux de ses collègues que réunissait une même opinion. Parmi eux étaient Lally, Malouet, Clermont-Tonnerre, de Virieu, l'évêque de Langres, Bergasse, Henri de Longueville, Frondeville, Deschamps et Feydel. Au milieu d'une obscurité profonde ils trouvent une foule mutinée, qui souvent les arrête, le poignard à la main, et leur demande, avec des yeux enflammés de colère, où sont les traîtres Lally, Mounier, Clermont-Tonnerre, Malouet, de Virieu ?...

Ces députés, arrivés chez le roi, le pressent de se soustraire au danger. « On a beau égarer le peuple, » répondait-il, jamais on ne pourra l'entraîner au « plus affreux des crimes. » Ce prince, confiant dans la sécurité que lui donnaient des vertus dignes d'un autre siècle, était en effet lui-même peu menacé par les cris des révoltés ; mais on tremblait pour les jours de la reine, devenue l'objet d'une haine féroce. Les députés en furent si émus que tous la conjurèrent de sortir par le parc et de se retirer à Rambouillet. Le roi exigeait aussi qu'elle partît avec ses enfans, mais elle déclara vouloir mourir aux

pieds du roi plutôt que de s'en séparer; et, lorsque le président de Frondeville insista pour qu'à tout événement on eût des chevaux prêts dans ses écuries, elle lui répondit : « Je consens à donner l'ordre que vous me demandez, si les jours du roi sont en danger; mais si moi seule je suis en péril, vous n'en userez pas¹. »

Onze heures étaient sonnées, et tout paraissait tranquille, lorsque le bruit du tambour et les torches allumées qui éclairaient la marche de l'armée parisienne annoncèrent l'arrivée de l'avant-garde sous les ordres du duc d'Aumont. Cette armée, exaltée par le fanatisme de la liberté, semblait ne projeter que des actes de violence. Mounier, dans l'intention de l'apaiser, envoya Gouy-d'Arcis au-devant de Lafayette pour l'informer que le roi venait d'accepter la déclaration des droits². A la réception de cette nouvelle, ce général mit à profit le temps que lui laissait un moment de halte à Virofley pour exhorter à la modération des hommes dont il subissait la volonté; il leur fit ensuite jurer d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi. C'était tout ce qu'il pouvait exiger de soldats citoyens, étrangers à la discipline. Rassuré par ce serment, il dépêcha un de ses aides de camp au président Mounier, en lui faisant espérer que le calme serait bientôt rétabli, puisque le roi acceptait la constitution.

¹ *Histoire de la Révolut. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. III, p. 212.

² MOUNIER (*Exposé justificatif*), p. 75.

Cependant la cour était fortement prévenue contre Lafayette; elle ne lui pardonnait pas la popularité attachée à son nom, et, loin d'agréer ses offres de service, elle ne dissimulait point l'extrême méfiance que lui inspiraient à la fois et le commandant et sa milice. On dit même qu'un grand personnage s'oublia au point de lui donner l'épithète la plus injurieuse¹. Dans cet intervalle, Lafayette, arrivé à la tête de ses troupes, leur fit faire halte devant le palais de l'Assemblée nationale; en entrant dans la salle, il la trouva livrée au tumulte et ne renfermant plus qu'un petit nombre de députés, tous pour la plupart ennemis de la famille royale. Lafayette dit à celui qui pour la forme occupait le fauteuil : « Vous pouvez être tranquille, mes soldats ont juré de m'obéir, et je ne souffrirai aucune violence. » Il se rendit ensuite au château; la cour se pressait sur son passage pour observer sa contenance et lire dans ses regards s'il apportait la paix ou la guerre. En traversant l'OEil-de-Bœuf rempli d'une foule de courtisans, quelques voix s'écrièrent : *Voilà Cromwell!* Lafayette, se retournant, répondit d'un ton modeste, mais assuré : « Cromwell ne serait pas en-
« tré seul ici². »

En butte à tant d'animosités, Lafayette croyait avoir plus à craindre du retour du vieux despotisme que de l'anarchie naissante. Une victoire du roi sur la révolte, en donnant trop d'énergie aux roya-

¹ MONTCAILLARD (*Hist. de Franç.*), t. II, p. 160.

² Note communiquée par le général Lafayette.

listes, lui serait devenue funeste; aussi voulait-il faire adopter au roi ses projets, qu'il espérait concilier avec un sentiment d'amour pour le monarque et pour son autorité limitée. Cette aveugle méprise poussait ce général à exiger pour prix de son zèle beaucoup d'abandon et une extrême confiance.

Plein de cet esprit, on l'introduit dans le cabinet du roi; là, avec un respect mêlé de douleur et de courage¹, il expose la situation des choses, et assure que l'ordre ne sera point troublé; il en donne pour garant le serment que ses soldats venaient de renouveler². Ensuite il demande, comme un gage de paix, que les gardes françaises reprennent au palais le service qu'elles avaient abandonné³. Cette concession était le triomphe des principes que Lafayette avait lui-même proclamés. A cette condition, il promet au roi que l'armée, satisfaite, repartirait le lendemain au point du jour. En sortant, il dit à ceux qui l'entouraient : « J'ai fait faire au roi des « sacrifices. » S'adressant ensuite au duc de Guiche, il ajouta : « Reposez-vous entièrement sur mes soins, « je réponds de tout. » Il serra la main à plusieurs gardes-du-corps : « Tout est arrangé, ajouta-t-il; « le roi permet que les gardes françaises repren-
« nent leur poste : son intention est que demain
« vous preniez la cocarde tricolore. »

¹ LALLY-TOLLENDAL (*Mémoires de*), p. 164.

² CONNY (*Hist. de la Révol. de France, par le vicomte de*), t. II, p. 118.

³ Procédure du Châtelet, témoignage de Lafayette.

Les commissaires de la municipalité de Paris qui accompagnaient le général, interrogés par le roi et par le prince son frère sur le vœu des Parisiens, supplièrent Sa Majesté de ne confier la garde de sa personne qu'aux gardes nationales de Paris et de Versailles; de calmer l'immense population de la capitale en assurant ses subsistances; de ne jamais refuser sa sanction aux travaux des représentans de la nation; enfin de donner une preuve de son amour pour les Français en venant à Paris habiter le plus beau palais de l'Europe, au milieu de la plus nombreuse réunion de ses sujets¹.

Aussitôt que Lafayette fut sorti, Louis XVI fit appeler les députés qui, amenés par Mounier, s'étaient rendus à son invitation; il leur annonça que les assurances données par ce général et les dispositions convenues avec lui avaient changé la face des affaires : « Je n'ai plus rien à vous dire, ajouta-t-il, si ce n'est que je n'ai point l'intention de partir, et que je ne m'éloignerai jamais de l'Assemblée nationale². » Les députés, tranquilisés par ces paroles, se retirèrent; les capitaines des gardes allèrent aussi se reposer, après avoir reçu l'ordre du roi de continuer à défendre toute voie de fait à leurs subordonnés. Enfin les ministres, le roi, la reine et toute la famille royale, d'après les rapports qui leur

¹ DULAURE (*Esquisse des principaux évén. de la Révol. franç.*), t. 1^{er}, p. 324.

² MOUNIER (*Exposé justific.*), p. 76. — *Moniteur* du 5 au 8 octobre 1789, p. 278, col. 2. — *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. XI, p. 246.

avaient été faits, rentrèrent dans leurs appartemens.

Un moment après, les ci-devant gardes françaises arrivèrent tambour battant dans la cour des ministres, et reprirent la garde des mêmes postes qu'ils occupaient avant leur défection. Par suite du déplorable système qui entraînait toujours la cour à ne céder qu'à la force et à ne rien faire sans restrictions, les postes intérieurs avaient été refusés à l'armée parisienne. Cette méfiance envers Lafayette et ses troupes causa tous les malheurs du lendemain. Les gardes nationaux, privés d'un service honorable, excédés de fatigues au milieu d'une nuit orageuse, se dispersèrent dans la ville, et ne songèrent plus à leur service.

Quoique la conduite de la cour envers Lafayette eût pu l'affranchir de toute sollicitude pour elle, néanmoins il se souvint de ses promesses au roi, et n'alla point se coucher, comme on l'a dit méchamment. Il courut prévenir l'Assemblée nationale des mesures qu'il avait prises pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique, et, sur cette assurance, elle se sépara à quatre heures du matin. A la même heure, ce général sortit de chez M. Montmorin, se retira dans l'hôtel Noailles, non loin du château, et ce ne fut qu'après avoir écrit à la municipalité de Paris qu'il se livra un instant au repos. Cette sécurité tant reprochée était fondée sur le respect et l'inviolabilité que nos mœurs n'avaient cessé d'accorder au palais de nos rois. Mais d'horri-

bles malheurs vinrent bientôt l'arracher à son fatal sommeil ¹.

Pendant que tout dormait, une partie de la multitude, réunie dans les cabarets, les cafés ou dans la salle de l'Assemblée, faisait entendre d'affreuses vociférations; une autre partie, renfermée dans les corps-de-garde, s'efforçait d'en corrompre les soldats; mais la portion la plus considérable, la plus grossière et la plus irritée, veillait sur la place d'Armes et le long de l'avenue de Paris, autour d'un grand nombre de feux allumés. Au milieu de ce bivouac, la colère des brigands était encore excitée par les incommodités d'une nuit froide et pluvieuse; ils ne cessaient de tirer des coups de fusils, et d'occuper leurs loisirs en attaquant tous ceux qui s'annonçaient pour vouloir défendre le trône. Un garde-du-corps, saisi par une troupe de gens armés, eût été décapité, sans le secours d'un officier de la garde nationale de Versailles nommé Debaleine. Ne pouvant satisfaire leur vengeance sur ce malheureux, trois mégères assouvirent leur rage sur son cheval; elles le dépecèrent en morceaux qu'elles firent rôtir ². Ce n'était point la faim qui les pressait, mais bien le besoin de s'entretenir dans des sentimens féroces, en attendant les forfaits qu'elles allaient commettre.

Depuis minuit, l'église de Saint-Louis et toutes

¹ *Moniteur* du 12 octobre 1789, p. 293, col. 1.

² BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mémoires de*), t. II, p. 222. — *Moniteur* du 10 octobre 1789, p. 289, col. 3.

les maisons adjacentes étaient remplies de gens à piques et de gardes nationales; là chacun se livrait aux jurmens et aux blasphèmes, tandis que des orateurs séditieux vociféraient du haut de la chaire évangélique des motions effroyables. A cinq heures du matin, ils firent appeler le curé, et lui demandèrent une messe, à laquelle ils assistèrent, et pour mieux dissimuler leurs projets et inspirer une plus grande sécurité, ils chantèrent paisiblement le *Domine salvum fac regem*¹; la messe dite, ils se séparèrent et se confondirent avec ceux qui méditaient l'attaque du château.

Le jour commençait à poindre (6 octobre), lorsque des colonnes de femmes et une nuée de bandits armés de haches et de lances débouchèrent sur la place d'Armes. Des tambours les rappellent; ils se réunissent à un étendard semé de flammes rouges et bleues: cette troupe s'agite en tous sens; puis elle se divise en plusieurs pelotons, comme si elle obéissait à différens chefs, mais en se dirigeant vers le château². Dans le trouble général causé par les événemens de la veille, soit que le manque de vigilance ou la trahison se fussent emparés de ceux qui par devoir devaient veiller à la sûreté du palais, les précautions les plus ordinaires avaient été négligées³, et on ne donna pas même la consigne aux

¹ HUE (*Dernières années du règne de Louis XVI*), p. 114. — MONTJOIE (*Hist. de la conjur. de Louis-Phil.-Jos. d'Orléans*), t. II, p. 240.

² FERRIÈRES (*Mémoires du marquis de*), t. 1^{er}, p. 322.

³ MONTLOSIER (*Mém. du comte de*), t. 1^{er}, p. 295.

Suisses, en sentinelle devant la façade du jardin, d'empêcher les brigands d'approcher du château. Les grilles de la cour des princes étaient restées ouvertes, deux hommes et deux femmes en profitèrent pour pénétrer dans le jardin; bientôt d'autres les suivirent et se réunirent à un grand nombre de bandits, restés cachés dans les bosquets du parc.

En même temps, les femmes et les vagabonds rassemblés sur la place d'Armes, après s'être gorgés de liqueurs fortes, s'avancèrent vers le château. Ce mouvement audacieux décida l'officier de service à faire prendre les armes; il sort à la tête d'un détachement, la foule l'accable de propos injurieux; on vit même des forcenés diriger contre lui les fusils dont ils étaient armés. Le major d'Aguesseau, n'imaginant pas qu'une invasion fût à craindre, se borna à placer deux gardes-du-corps à chacune des grilles, en leur disant : « Le roi vous ordonne de « ne pas tirer, de ne frapper personne, enfin de « ne point vous défendre. — Monsieur, répondit « l'un d'eux nommé Lhuilier, assurez notre mal- « heureux maître que ses ordres seront exécutés; « mais nous allons être massacrés¹. »

Les gardes-du-corps se rendaient aux postes qui leur étaient assignés, lorsque les brigands, venus par le jardin et par la cour des princes, formèrent deux colonnes qui se dirigèrent vers la cour royale. Aussitôt les deux gardes-du-corps, Deshuttes et

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. II, p. 235.

Moreau, qui venaient d'être placés aux premiers vestibules de cette cour, sont environnés et saisis par une foule d'assassins; le premier, percé de mille coups, est traîné expirant dans la cour des Ministres. Alors arrive, avec un horrible empressement, un véritable monstre nommé Nicolas Jourdan, qui servait de modèle dans les ateliers de peinture. Il était remarquable par sa longue barbe et par deux plaques blanches qu'il portait, l'une sur la poitrine et l'autre sur le dos *. C'est lui qui dirigea les bourreaux de Foulon et de Berthier ¹. Armé d'une hache et les bras nus jusqu'aux coudes, il détache à coups redoublés la tête de l'infortuné Deshuttès, et la place au bout d'une pique. La multitude applaudit à cet acte de férocité, et cette tête sanglante devient pour elle l'étendard du meurtre et le signal du carnage ².

Les brigands, dont le nombre grossissait à chaque instant, poursuivent le garde-du-corps Moreau échappé à leur fureur. Des hurlemens effroyables annoncent que les assassins arrivent en foule au grand escalier pour envahir les appartemens royaux; on les entend proférer des imprécations et des menaces sanguinaires contre le roi et la reine ³. Afin de donner le temps à cette princesse de se sauver, des gardes s'avancent, ils descendent même les pre-

* Ce misérable, qu'on appela depuis Jourdan *Coupe-Tête*, a été confondu avec le Jourdan d'Avignon qui, par ses cruautés, mérita le même surnom.

¹ QUÉNARD, représentant de la commune de Paris (*Tableau de la Révolut. franç.*), p. 48.

² *Moniteur* du 12 octobre 1789, p. 295, col. 2.

³ MOUÏER (*Appel à l'opinion publique*), p. 180.

mières marches, et cherchent à calmer le flot populaire : *Rendez les armes!* est l'unique réponse qu'on leur fait en fondant sur eux. Accablés par le nombre, ces défenseurs fidèles sont forcés de se retirer; ils entrent dans l'appartement de la reine, et en ferment la porte d'entrée avant que les sicaires puissent s'y présenter : ceux-ci ébranlent cette porte avec violence et parviennent à l'enfoncer¹. Alors, s'ouvrant un passage, ils renversent et brisent tout ce qui s'oppose à leur fureur. Un garde nommé Varicourt, après avoir lutté contre eux, tombe frappé d'un coup mortel entre les bras du chevalier Dassas. Des cruautés inouïes sont exercées sur son cadavre. Au même instant, une nouvelle colonne de brigands arrive par la salle des Cent-Suisses, et se réunit à celle qui était entrée par le grand escalier.

Forcés de céder au nombre, plusieurs gardes-du-corps se replient vers le salon de l'Œil-de-Bœuf, et s'y retranchent. Durepaire, l'un d'eux, chargé de garder la reine, se jette au-devant des meurtriers, armé de sa carabine. Trente bandits se précipitent sur lui, le désarment et le traînent jusque sur le grand escalier; d'autres, tenant le fer levé sur sa tête, allaient trancher ses jours, lorsque ses camarades parviennent à l'arracher aux mains de ses bourreaux. Cependant, à l'approche du danger, M. de Miomandre court à la porte de la chambre à

¹ *Hist. de la Rév. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. III, p. 221.

coucher de Marie-Antoinette ; il frappe avec précipitation, et crie à une des femmes qui lui ouvre : « Sauvez la reine ! deux mille tigres s'avancent pour la mettre en pièces ¹. » A peine a-t-il proféré ces paroles, que les forcenés se jettent sur lui et le terrassent : l'un d'eux, écartant la foule, porta sur ce généreux serviteur un coup de crosse si violent, qu'on le crut mort ². Ses assassins l'abandonnent pour courir s'emparer de quelques fusils qui avaient été trouvés dans la grande salle.

La reine, avertie par ses femmes, se jette hors du lit épouvantée ; on la couvre d'un léger vêtement ³, pendant que cinq ou six gardes rangés sur son passage, ayant à leur tête le jeune officier Latour-Maubourg, jurent de faire assez de résistance pour lui faciliter les moyens de se retirer auprès du roi. Dans ce court trajet, elle entendit les clameurs les plus menaçantes et les plus obscènes : « C'est une « Messaline, disaient des femmes qui faisaient mé-
« tier de l'impudicité ; elle a trahi la patrie, criaient
« des hommes dont toutes les espérances reposaient
« sur le bouleversement de l'Etat. Il faut la pendre !
« il faut l'égorger ! il faut lui manger le cœur ⁴ ! » Elle quittait à peine ses appartemens, que ces monstres parurent dans son antichambre avec leurs

¹ *Moniteur* du 12 octobre 1789, p. 293, col. 1.

² MOUNIER (*Appel à l'opinion publ.*), p. 182.

³ CAMPAN (*Mém. de madame*), t. II, p. 76 et suiv.

⁴ *Moniteur* du 12 oct. 1789, p. 293, col. 2. — *Histoire de la Révolution franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. III, p. 224. — Procédure du Châtelet, dépositions des 9^e, 18^e et 375^e témoins.

maines et leurs piques sanglantes; ils ne se retirèrent qu'après avoir acquis la certitude que la victime leur était échappée. Quoique la chose paraisse incroyable, il ne faut pas craindre de l'avouer; l'esprit de vengeance était si notoire parmi certains grands seigneurs, que plusieurs d'entre eux ont été long-temps accusés par la voix publique de s'être déguisés pour exercer sur la reine d'odieux attentats.

Le roi n'était plus chez lui; éveillé par les hurlemens que poussaient les assassins, il les avait vus d'une fenêtre se précipiter en foule vers le grand escalier. Craignant pour les jours de la reine, il s'habille en toute diligence, sort par un passage dérobé, pratiqué sous l'Oeil-de-Bœuf, et arrive chez elle au moment où les bandits venaient d'en sortir¹. Inquiet sur le sort de son fils, il court à l'appartement du dauphin que madame de Tourzel, avertie par M. de Sainte-Aulaire, se hâtait d'habiller; il l'emmène avec lui. En repassant sous un corridor obscur, la lumière s'éteignit, et ce fut à tâtons que ce malheureux prince arriva dans son appartement. La reine, glacée d'effroi, le cherche et veut partager ses dangers; dans sa course incertaine, des coups de fusils et de pistolets retentissent sous les voûtes qu'elle parcourt. Tremblante, elle frappe chez le roi; on ne lui répond pas.... Quelques mortelles minutes s'écoulent dans cette attente terrible. A chaque instant elle croyait voir les assassins se

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. II, p. 259.

précipiter sur ses pas. Bientôt un valet de chambre ouvre la porte et le roi paraît. Elle se jette dans ses bras ; le voyant seul, elle fond en larmes et s'écrie vers ceux qui l'entourent : *Mes amis, mes chers amis, où sont mes enfans ?* Mais ses douleurs se calmèrent en voyant le dauphin que sa gouvernante tenait dans ses bras. La famille royale, rassurée par son entière réunion, attendait avec résignation le sort dont elle était menacée. Alors le roi et la reine s'habillèrent dans le costume qui convenait à leur dignité, et résolurent de se montrer au peuple, afin de succomber noblement sous les coups d'une troupe forcenée, ou d'être délivrés par leurs sujets fidèles.

Cependant les brigands, maîtres du château, se livraient à tous les crimes. Dans la mêlée, un coup de feu qu'ils avaient dirigé contre Durepaire enlève le crâne à un homme du peuple. Son cadavre est porté dans la cour de Marbre, et de toute part on publie qu'il a été tué par les gardes-du-corps. Cette nouvelle, propagée avec rapidité, redouble la fureur de la populace. Excitée par le désir du pillage, par les liqueurs qu'on lui distribuait, et surtout à la vue des têtes des deux gardes égorgés, placées au sommet d'une pique, elle veut que tous les autres soient immolés sur le cadavre du misérable qu'elle regrette. Jourdan, l'affreux Jourdan fait parade des deux horribles trophées que suit la multitude.

¹ *Moniteur* du 12 octobre 1789, p. 293, col. 2.

Ecumant de rage et marchant en tête, il montrait ses bras nus couverts de sang; puis, élevant sa hache et la faisant brandir vers le château, il semblait demander de plus illustres victimes.

Au récit effrayant des scènes désastreuses dont le palais était alors le théâtre, Lafayette, qui reposait à peine depuis quelques instans, désespéré de son sommeil, de sa crédulité et de ses vaines promesses, s'élance sur le premier cheval qu'il trouve, se précipite au milieu de la foule et cherche à rassembler ses gardes nationaux dispersés dans Versailles, et qui, soldats bourgeois et sans énergie contre la multitude, croyaient avoir rempli leurs devoirs en ne se faisant pas factieux. Ses bataillons formés, il ordonne aux grenadiers de monter dans les appartemens du château; puis il se porte vers l'avenue de Sceaux, où dix-sept gardes-du-corps allaient être immolés¹. Les réverbères étaient déjà descendus. Dans son indignation, il dit à des grenadiers parisiens qu'il rencontre : « J'ai donné ma parole « au roi qu'il ne serait fait aucun mal à ses gardes; « si vous les laissez égorger, vous me ferez manquer à ma parole, et je ne serai plus digne « d'être votre chef. » A ces mots, les Parisiens se jettent au milieu des groupes de furieux, leur arrachent les gardes-du-corps et les placent sous leurs drapeaux comme sous une égide sacrée.

Les brigands redoublaient de violence dans l'en-

¹ MONTLOSIER (*Mém. du comte de*), t. I^{er}, p. 298.

ceinte du palais, lorsqu'un des plus zélés serviteurs du monarque, le marquis de Vaudreuil, accouru au bruit de ses périls, cherche par des paroles énergiques et toutes militaires à dissuader les gardes françaises de la croyance où ils étaient que les gardes-du-corps étaient les agresseurs. « Eh bien ! » répliquèrent les grenadiers, qu'ils prennent la « cocarde nationale, et nous serons leurs frères ; » leurs défenseurs ! » En disant ces mots ils se dirigent vers la salle où les gardes étaient barricadés¹. M. de Chavannes, commandant du poste, ne connaissant pas leurs bonnes intentions, se présente à eux comme une victime résignée ; mais le médecin Gondran, capitaine d'une des compagnies de Saint-Philippe-du-Roule, qui s'étaient réunies aux gardes françaises, se jette dans ses bras : « Loin d'en vouloir à votre vie, lui dit-il, nous venons vous sauver. » Les gardes françaises imitent son exemple ; ils tendent la main aux gardes-du-corps, et, en vrais camarades, font échange de leur uniforme. Puis, ils repoussent ensemble les brigands et les chassent des appartemens royaux. Enfin les capitaines Gondran et Doazan, secondés par les grenadiers de l'Oratoire, étendirent leur vigilance jusque sur les écuries que les bandits avaient envahies², et ils les contraignirent à laisser les chevaux dont ils voulaient s'emparer, ainsi que le riche butin dont ils étaient chargés.

¹ MOUNIER (*Appel à l'opinion publique*), p. 186.

² RABAUD (*Précis histor. de la Révol. franç.*), p. 135.

Au milieu de l'effroi que provoquait l'irruption du château, les membres de l'Assemblée nationale, agités par le désordre et la crainte, s'étaient rendus au lieu ordinaire de leurs séances; en trop petit nombre pour délibérer, ils étaient incertains; mais Mounier, Malouet, Lally, de Virieu, Sérent et Blacons, dont la conduite avait été si loyale envers le tiers-état, se rappelant le désir que le roi avait manifesté la veille, ne cessaient de dire : « Allons « auprès du roi; on égorge ses défenseurs, c'est aux « députés à lui servir de garde. Allons tenir nos « séances dans le salon d'Hercule. » A ce noble mouvement qu'excitait l'ardeur de prévenir la chute du trône et le déchirement de l'Etat, Mirabeau opposa encore l'indépendance des pouvoirs et surtout la dignité de l'Assemblée. Mounier lui répondit : « Notre « dignité consiste à remplir nos devoirs¹. » L'Assemblée qui venait de dévorer tant d'outrages, qui avait servi de jouet à des femmes rebut de leur sexe, pouvait-elle manquer de dignité en bravant une populace furieuse et en protestant contre des crimes dont la responsabilité allait peser sur elle? Enfin Mirabeau, après avoir dit que l'air respiré dans le palais des rois était mortel pour la liberté, et que là les délibérations seraient suspectes, fit adopter une demi-mesure conforme à la marche incertaine des événements; une députation de trente membres fut envoyée au château. Malgré ces fastueuses remon-

¹ MOUNIER (*Exposé justific.*), p. 81.

trances, plusieurs députés marquans du tiers-état sortirent indignés, et par un mouvement spontané allèrent offrir leurs services au roi. Ce malheureux prince paraissait accablé; la reine seule conservait son noble caractère. La grandeur de son âme s'élevait en raison des progrès et de l'imminence du danger; elle consolait les uns, encourageait les autres; placée au milieu de ses enfans, elle les invitait à des jeux pour les distraire; le dauphin, âgé de cinq ans, pouvait seul s'y livrer. Debout sur une chaise, il montrait ses joujoux à sa sœur, puis interrompant ce badinage, il dit avec tristesse : *Maman, j'ai bien faim!* — *Il faut*, lui dit la reine, *attendre la fin du tumulte.* A ces mots, tous les yeux se mouillèrent de larmes.

Les ministres, à l'exception de M. de la Luzerne, n'étaient point encore rendus auprès du roi; ils n'arrivèrent que lorsque les brigands eurent été chassés. Necker, retiré dans un coin du cabinet, les deux mains sur le visage, paraissait plongé dans une douleur profonde¹. S'il eût été vraiment zélé pour la cause royale, pendant que le sang des gardes-du-corps coulait encore, il aurait rempli ses devoirs de ministre et avec bien moins de danger que ne le fit M. de la Luzerne, en haranguant la multitude. « Ministre adoré, ange tutélaire, semblaient lui dire les amis de l'ancienne monarchie, montrez-vous aux forcenés dont vous êtes encore chéri, exposez

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. II, p. 251.

« cette tête qu'ils ont eux-mêmes chargée de couronnes ; employez l'ascendant de votre popularité et le prestige de votre réputation pour les faire rentrer dans l'ordre, en leur rappelant le respect et l'amour qu'ils doivent à leur roi. » Ainsi devait agir Necker, et s'il n'eût pas réussi il aurait eu du moins le mérite de réparer les torts de son inexpérience, en cherchant à empêcher la flétrissure d'une cause qu'il avait si ardemment embrassée. Mais il ne sut que se taire ou gémir.

MONSIEUR ne parut point durant ces scènes cruelles, et aucun mémoire n'a fait connaître où il se trouvait pendant que des forcenés bouleversaient le château. Tout était fini lorsqu'il se rendit auprès du roi, habillé avec sa recherche ordinaire, et revêtu de ses ordres¹. Cette indifférence fut sans doute un tort de la part du frère du roi, il serait cependant injuste de la mal interpréter. Ce prince, peu courageux, d'une grande fixité d'esprit, invariable à suivre les lois de l'étiquette, ne manqua jamais à ses devoirs ; mais ne pouvant rien obtenir du caractère indécis de Louis XVI, et depuis la déclaration du 23 juin, étant en opposition avec Necker, il avait cessé de prendre part aux délibérations du conseil.

Quant au duc d'Orléans, quoiqu'il fût resté impassible dans la journée du 14 juillet, où avec un peu d'énergie il lui eût été facile de profiter des dispositions que le peuple manifestait en sa faveur,

¹ MONTGAILLARD (*Hist. de France*), t. II, p. 163.

l'opinion publique ne continua pas moins à le considérer comme le chef de cette nouvelle insurrection. Cependant sa conduite durant ces jours désastreux fut également timide, et dans l'exécution du plan qui avait été concerté on ne trouvera aucun fait matériel qui puisse l'impliquer. Ce prince était à Passy le 5 octobre, d'où il observait tous les évènements, attendant surtout quelle serait l'issue de l'intervention de Lafayette. Le 6 à huit heures du matin, lorsque tout était à peu près consommé, il partit pour Versailles¹. Au sortir de Sèvres il rencontra la troupe de malfaiteurs qui portait à Paris comme trophée la tête des deux malheureux gardes-du-corps; là, arrêté par un grand encombrement, il fut salué par M. Victor de Broglie, qu'il fit monter dans sa voiture, et tous deux n'arrivèrent que pour assister au rétablissement de l'ordre².

Cependant quelques députés ont affirmé avoir vu le prince en frac gris, chapeau rond, une badine à la main, se promenant au milieu des groupes de conjurés qui couvraient la place d'armes et les cours du château³, souriant aux uns, parlant aux autres, et agréant les affreux témoignages de leur zèle. Des témoins oculaires de ces sinistres évènements l'ont même accusé d'avoir encouragé la révolte en excitant la fureur du peuple, en répan-

¹ *Correspond. de Louis-Phil.-Jos. d'Orl. avec Louis XVI, la reine, Montmorin, etc.*, p. 34-35.

² *Mémoire à consulter*, par Louis-Phil.-Jos. d'Orléans. — Note communiquée par M. T. de L.

³ FERRIÈRES (*Mém. de*), t. 1^{er}, p. 325.

dant l'argent à pleines mains, et en indiquant aux assassins le chemin de l'appartement de la reine¹; mais ces accusations tombent d'elles-mêmes. Outre la suspicion légitime que doivent inspirer des témoins crédules ou prévenus, n'est-il pas certain que si un personnage aussi éminent, aussi connu, s'était mis à la tête d'un mouvement populaire, aucun déguisement n'aurait pu le cacher, mille voix auraient à l'instant signalé sa présence, et le fait aurait été si notoire, si avéré, qu'il eût été superflu de recourir à une enquête pour pouvoir le constater. Aussi, lorsque les témoins qui en avaient fait la déclaration voulurent s'en assurer auprès des personnes attachées au château, toutes répondirent qu'elles n'avaient point aperçu le duc d'Orléans². Et M. de Frondeville³, un des députés les plus dévoués à la reine, après avoir affirmé qu'il l'avait vu entre sept et huit heures, ajouta : « Si l'on peut se rappeler les heures dans des circonstances où l'attention suffit à peine pour distinguer les événemens. »

L'opiniâtreté avec laquelle on accusa ce prince d'un fait qui lui était étranger fournit à ses amis l'occasion de le justifier de ceux dont il était réellement coupable. Ils dirent que la noblesse voulait rejeter sur lui tout l'odieux de cette journée

¹ Procéd. du Châtelet, dépositions de MM. de La Châtre, de Frondeville, de La Serre et Duval de Nampti.

² *Idem*, dépositions de M. de La Serre, 226^e témoin.

³ 177^e témoin.

pour le punir du coup mortel qu'il lui avait porté en se plaçant à la tête du parti constitutionnel. De là s'éleva une grande diversité d'opinions touchant la conduite du duc d'Orléans, et elle paraîtra naturelle si l'on songe que son caractère faux et pusillanime prêtait à toutes les conjectures et fournissait matière à toutes les imputations; car dans sa position on pouvait légalement l'accuser d'avoir attaqué le trône, par cela seul qu'il ne l'avait pas défendu¹. Triste sort réservé à tous les princes ambitieux qui, en révolution, n'ont pas assez de vertu pour suivre fidèlement la ligne du devoir, ou assez de courage et de génie pour oser se montrer de francs usurpateurs.

Au reste, il est aujourd'hui bien prouvé que les membres du club breton furent les véritables instigateurs de l'attentat des 5 et 6 octobre. Ce parti, qui secrètement voulait la république, liait ses intérêts à la secrète ambition du premier prince du sang, et celui-ci, pour donner plus de force à ses complots désorganiseurs, se prêtait volontiers à toutes les tentatives criminelles². Enfin Laclos, qui rattachait ses machinations au plan qu'il avait ourdi de concert avec Mirabeau, a depuis tout expliqué en disant au sujet des bandits qui s'étaient rendus à Versailles pour effrayer le roi : « Au lieu d'un verre d'eau-de-vie, on leur en a donné une bouteille³. »

¹ MOUÏNER (*Appel à l'opinion publ.*), p. 230, 231 et 232.

² LAFAYETTE (*Opinion de*), séance de la Chambre des Députés, du 22 avril 1835.

³ DUMONT (*Souvenirs sur Mirabeau*), chap. ix, p. 174.

Le duc d'Orléans, informé en arrivant à Versailles que les membres de l'Assemblée se rendaient au salon d'Hercule, n'hésite point à monter au château, et comme ses ennemis, bien plus encore que ses partisans, avaient prononcé son nom dans cette affreuse bagarre, il crut par sa présence dissiper ces bruits injurieux. Avec l'affectation d'un maintien calme, il alla se placer près de la porte du cabinet du roi. La reine s'étant avancée pour y entrer, il s'approcha et lui offrit la main¹. Mais, par un regard sévère, elle lui donna à comprendre qu'il arrivait trop tard pour qu'on pût croire à la sincérité de ses services. Le prince mortifié se retira, et laissa la famille royale au milieu des courtisans : ceux-ci, dans leur douleur mêlée d'indignation, ne pouvaient pardonner au premier prince du sang, qui, fidèle, disaient-ils, aurait dû se trouver au pied du trône, ou qui, félon, voulait profiter de la conjuration sans partager les dangers des conjurés.

Lafayette, après avoir empêché le massacre des gardes-du-corps, vole au château avec eux, et y trouve ses grenadiers qui avaient chassé les brigands ; tous l'entourent et lui promettent de mourir pour le roi. En ce moment, les gardes-du-corps, arrachés à la mort, criaient *vive Lafayette !* La cour entière, qui se voyait sauvée par lui et sa troupe, lui en exprimait sa gratitude. Au milieu de ces éclatans témoignages de reconnaissance, madame Adé-

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. II, p. 257.

laide lui serrait la main en lui disant : « Je vous dois
« plus que la vie, général; je vous dois celle du roi
« mon neveu ¹. »

D'après l'opinion de Lafayette et de tous les partisans du système révolutionnaire, le roi devait quitter Versailles, et se rendre à Paris, où il était appelé par la volonté nationale. On espérait par-là assurer le triomphe des idées nouvelles, en plaçant la royauté sous la surveillance d'une population éclairée, et que l'on croyait assez forte pour dompter à la fois les rumeurs de la populace et les manœuvres de la vieille aristocratie. Alors les députés du club breton et les hommes voués au parti populaire, désespérés de n'avoir pu parvenir à faire nommer un lieutenant-général, se mêlèrent parmi la populace pour faire réussir un plan qui, rentrant dans leur système, effaçait la trace de leurs trames secrètes : tous se réunirent spontanément à Lafayette pour demander que le roi vînt à Paris.

Des scènes touchantes préparaient les cœurs à la paix; les gardes-du-corps, qui s'étaient retranchés dans le château, reparaissent. Pendant ce temps, Lafayette présentait au roi ses gardes nationaux; le prince, après les avoir reçus avec bonté, dit au général d'un ton attendri : « Pourriez-vous faire quelque chose pour mes gardes ? » Aussitôt Lafayette, détachant sa cocarde, la place sur le chapeau de l'un d'eux qu'il embrasse; puis il descend, et tous ceux

¹ Note communiquée par le général Lafayette.

qu'il rencontre il les fait ranger en bataille sous les murs du château. Ce mouvement subit, le tumulte et les cris qui s'ensuivirent avaient si bien l'apparence d'un nouvel attentat, que le roi en fut vivement alarmé; il crut qu'on massacrait encore ses fidèles serviteurs, et lui-même ouvrit la fenêtre de son balcon dans l'intention d'apaiser la multitude; les gardes restés auprès du roi, ne songeant qu'à sauver leurs camarades, montrent la cocarde tricolore placée sur leurs chapeaux, et criant *Vive la nation!* ils détachent leurs bandoulières, et les jettent au peuple en signe d'amitié.

Une population immense, flattée de la démarche du roi et satisfaite de l'action de ses gardes, y répond par le cri de *Vive le roi! vivent les gardes-du-corps!* Ce cri, que les voûtes répètent, se prolonge dans les cours du château et dans les rues de Versailles. Bientôt les gardes-du-corps sont embrassés et portés en triomphe jusque sous les fenêtres du palais par cette horde de femmes et de bandits qui un moment auparavant voulaient les égorger.

Dans cette ivresse, le peuple demande à voir la reine; elle paraît sur le balcon, ayant à ses côtés Madame royale et le dauphin. *Point d'enfans! point d'enfans!* s'écrient des milliers de voix¹. La reine, sans s'effrayer de ces clameurs, fait retirer ses enfans et se montre seule avec une noble assurance. Alors un concours d'acclamations s'élève du sein

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. II, p. 354.

de cette cohue qui, jusqu'à ce moment n'avait prononcé son nom que pour la maudire; et elle fut applaudie par les mêmes mains qui, après avoir laissé tomber leurs armes, étaient encore teintes du sang de ses gardes fidèles.

- La famille royale se retirait, lorsqu'une voix partie de la foule assemblée cria : *Le roi à Paris!* Ce vœu, exprimé d'abord par un petit nombre de spectateurs, devint bientôt après celui du peuple et de l'armée parisienne. Toutes les bouches prononçaient ces mots : « Si le roi vient avec nous, nous aurons la « paix et du pain. » Des fenêtres on jetait des billets où on annonçait que le roi irait à Paris¹. Le monarque n'avait aucun moyen pour résister à une volonté aussi impérieuse qu'unanime. L'Assemblée, qu'il aurait voulu consulter, avait refusé de se rendre auprès de lui; pressé par les cris persévérans du peuple et surtout par les instances de Lafayette, qui lui présentait sous les couleurs les plus sinistres le danger d'un refus, il porta la main sur son front et dit : « Je ne dois pas exposer la vie de plusieurs « pour sauver un seul homme; oui, j'irai à Paris². »

Lafayette, s'approchant de la reine, lui demanda si elle accompagnerait le roi : « J'y suis décidée, dit-elle, quoique j'en connaisse le danger; « mon devoir est de mourir auprès de mon mari et « de mes enfans. » Selon la propre expression de Lafayette, *jamais femme ne s'était montrée plus*

¹ *Moniteur* du 12 octobre 1789, p. 294, col. 1.

² *Histoire des Causes secrètes de la Révolution*, 1^{re} partie, p. 95.

belle et plus admirable ¹ que Marie-Antoinette pendant cette journée. « Eh bien ! lui dit le général, « daignez passer sur le balcon, et permettez que je « vous y accompagne. » La reine, pâle, les cheveux en désordre, mais avec un maintien noble, se laisse conduire; Lafayette, pour prouver combien la réconciliation était sincère, lui prit la main et la baisa respectueusement ². Les ennemis de la reine, étonnés de sa fierté majestueuse dans le péril, furent de nouveau vaincus par son courage, et rendirent encore une fois justice à ses vertus.

Le roi, ravi de cette scène imposante, s'avança lui-même, et dit au peuple assemblé : « Mes enfans, « vous voulez que je vous suive à Paris, j'y consens, « mais à condition que je ne me séparerai point de ma « femme et de ma famille. » *Oui, oui*, lui cria-t-on; et les mots de *Vive la reine!* se mêlèrent aussi à ces acclamations. En même temps les gardes du roi et les gardes parisiennes se confondirent pour former l'escorte royale, des scènes d'épanchement et de fraternité succédèrent aux scènes d'horreur qui venaient de se passer. Cette paix, conclue avec toutes les apparences de la sincérité, fut célébrée par de nombreux coups de canon.

L'Assemblée, sur le bruit répandu que le roi allait se rendre dans son sein, délibérait depuis plus d'une heure sur la manière dont elle le recevrait,

¹ Paroles du général Lafayette à l'auteur.

² TOULONGEON (*Histoire de la Révolution de France*), t. 1^{er}, p. 146.

lorsque de bruyantes réjouissances lui apprirent que Sa Majesté se disposait à partir pour Paris. Les députés, instruits de cette résolution, manifestèrent des sentimens divers : parmi ceux du côté gauche, les uns continrent l'expression de leur joie ; mais les factieux, voués au parti populaire, qui, en effrayant le roi, auraient voulu le forcer à prendre la fuite, moins encore pour nommer un lieutenant-général du royaume que pour faire l'essai d'un plan de république, dissimulèrent leur embarras et leur tristesse. Quant aux députés du côté droit qu'une noble fidélité avait appelés auprès d'un roi malheureux, ils étaient dans une douleur profonde, ils prévoyaient que sa condescendance ne l'affranchirait point des malheurs dont il était menacé.

Toutefois l'Assemblée, avant de prendre une décision, envoya Target pour s'informer de la vérité des faits ; bientôt après il revint et confirma la nouvelle que Sa Majesté allait quitter Versailles ¹. Il devint alors urgent de décréter que le corps législatif était inséparable de la personne du roi. Cette motion, provoquée par Mirabeau, fut adoptée à l'unanimité, et quoiqu'elle eût été dictée dans des vues politiques, le roi la reçut néanmoins comme un témoignage d'attachement.

Pendant que Mirabeau pressait la délibération sur un décret relatif aux finances, le président Mounier formait la liste des cent députés qui devaient

¹ *Moniteur* du 5 au 8 oct. 1789, p. 278, col. 3.

accompagner le roi à Paris, et il en exclut Mirabeau qui, mobile comme les événemens, s'était hâté de faire inscrire son nom. Celui-ci s'en plaignit avec amertume, et prétendit qu'il n'avait désiré faire partie de la députation que pour apaiser le peuple en cas de tumulte¹. « Monsieur, lui répondit Mounier, ceux qui ont assez de pouvoir sur l'esprit du peuple pour l'apaiser, pourraient aussi le soulever. »

La population de Paris, loin d'être préparée à recevoir son roi, passa dans les alarmes une grande partie de la nuit. Tout comme après la prise de la Bastille, elle fit éclairer les maisons. Le silence et la solitude inspiraient une sombre terreur, on ne rencontrait que des patrouilles et des députations de districts qui se succédaient sans interruption pour aller à l'Hôtel-de-Ville demander des nouvelles de Versailles. Vers quatre heures du matin, Maillard apporta les décrets de l'Assemblée nationale sanctionnés par le roi. Au point du jour arrive un des officiers civils qui avait accompagné l'armée, il était porteur, pour le président de la commune, d'un billet où Lafayette annonçait la paix². Dans ce même moment le sang coulait dans le palais du roi, et sa personne était exposée à de violens outrages.

Quoique le château des Tuileries fût inhabité depuis la minorité de Louis XV, et qu'il n'offrit alors

¹ BERTRAND DE MOLLEVILLE (*Mém. de*), t. II, p. 262.

² *Hist. de la Révol. franç.*, par deux Amis de la Liberté, t. III, p. 239.

aucune de ces commodités dont l'habitude fait un besoin aux rois, on ne voulut point accorder de délai à Louis XVI. A une heure il descendit avec la reine, et tous deux pour monter en voiture furent forcés de mettre les pieds dans la mare de sang qui se trouvait à la place où les deux gardes-du-corps avaient été décapités¹. L'indécision et le désordre étaient si grands qu'il était plus de deux heures lorsque la famille royale se mit en marche, au bruit des salves d'artillerie qui célébraient la victoire de la révolution.

On sait que les brigands qui portaient en triomphe les têtes de Deshutttes et de Varicourt étaient partis dans la matinée. Arrivés à Sèvres, ils forcèrent un perruquier à friser et poudrer ces deux têtes livides. Jourdan, ce monstre à longue barbe, la hache et les bras teints de sang, marchait le premier et se proclamait le héros de cette horrible journée. Ces barbares, ivres de leurs excès, coururent à l'Hôtel-de-Ville, et, selon leur atroce habitude, allèrent faire hommage aux membres de la commune de ces odieux trophées.

Le cortège du roi n'était guère moins effrayant; on voyait, en tête, des harengères montées sur les chevaux des gardes-du-corps et coiffées de leurs chapeaux galonnés; il y en avait aussi qui, à la manière des bacchantes, avaient la tête couverte de feuillages; elles étaient juchées sur des canons ou sur

¹ Notes communiquées par le général Lafayette.

des charrettes de blé que des forts de la halle amenèrent pour faire croire qu'on devait à ces excès le retour de l'abondance. Le régiment de Flandre, les chasseurs des trois évêchés, humiliés de voir les vils objets qui les avaient séduits, n'osaient lever les yeux. Venaient ensuite les cent députés nommés pour accompagner le roi, les uns tristes et pensifs, les autres radieux. Enfin paraissait Lafayette, pâle de ses fatigues et plus encore de la douleur que lui faisaient éprouver les suites de son fatal sommeil¹. Deux cents gardes-du-corps, tous désarmés, sans chapeaux, pour la plupart mutilés, couverts de contusions et de blessures, ornaient la marche triomphante de leurs bourreaux. Quelques uns même, ayant la chemise ensanglantée, les habits déchirés, étaient tenus par des hommes en uniforme avec l'épée nue à la main². MONSIEUR était aussi dans le cortège, mais il ne recevait aucun hommage et semblait être oublié par la population qui autrefois l'avait tant applaudi. Auprès de lui étaient les archevêques de Vienne et de Bordeaux; leur conduite avait été très-favorable à la révolution, et pour récompense le peuple ne cessait de leur crier : *A la lanterne les évêques!*

En avant du carrosse du roi marchait aussi une troupe de poissardes et de femmes perdues; les soldats qui leur donnaient le bras avaient tous des

¹ LACRETELLE (*Hist. de l'Assembl. const.*), t. 1^{er}, p. 248.

² Procéd. du Châtelet, déposition de M. Madier-Montjau, membre de l'Assemblée constituante, 170^e témoin.

branches verdoyantes dans le canon de leurs fusils ou un pain à la pointe de leurs baïonnettes. Cette populace, échauffée par la fureur et le vin, célébrait ses forfaits par les plus horribles chansons. Il y avait des femmes, plus rapprochées de la voiture du roi, qui étaient armées de sabres et de fusils; celles-ci se portaient en avant et en arrière pour se livrer à des gestes et des propos menaçans contre la reine. Ces vraies furies rappelaient le retour des plus hideuses saturnales; dans les transports de leur folle et brutale joie, elles arrêtaient les passans, et, montrant la famille royale, s'écriaient : « Plus
« de disette, nous ne manquerons plus de pain;
« nous amenons *le boulanger, la boulangère et le*
« *petit mitron* ¹. » C'est ainsi que le peuple désignait le roi, la reine et le dauphin, et cette indécente familiarité était aussi homicide que les piques et les faux emmanchées au bout de longs bâtons.

Une affiche de la municipalité de Paris ayant annoncé l'arrivée du roi et de sa famille, un concours immense de personnes de tout sexe et de tout âge se précipite à la barrière et forme une double haie depuis Passy jusqu'à l'Hôtel-de-Ville. Le roi, captif, traîné par ses sujets, fut reçu par le maire Bailly, qui, toujours aveuglé par sa prédilection pour le peuple, et dans l'embarras de sa position et le désordre de ses idées, commit encore une fois l'inconvenance cruelle de donner le nom *de beau*

¹ *Moniteur* du 12 octobre 1789, p. 294, col. 2.

jour à cette journée de sang où un roi de France, arraché de son palais par les violences d'une troupe factieuse, entra dans sa capitale précédé des têtes sanglantes de ses gardes fidèles. Louis XVI, après avoir jeté sur Bailly un regard douloureux, lui répondit : « C'est toujours avec plaisir et avec confiance que je viens dans ma bonne ville de Paris. »

Le cri de *Vive le roi!* commença à se faire entendre dès que le cortège fut entré dans Paris. Au milieu des salves de mousqueterie tirées par intervalle, un coup de fusil éclata non loin de la voiture et parut avoir été dirigé contre la reine¹; alors cette princesse fit appeler Lafayette et lui demanda s'il ne pouvait pas exempter la famille royale d'aller à l'Hôtel-de-Ville. Le général consulta Bailly et Moreau de Saint-Méry, qui marchaient en tête des représentans de la commune. Tous deux convinrent qu'il y avait du danger à conduire la reine à l'Hôtel-de-Ville, mais que sa perte était assurée si elle ne s'y rendait pas². En effet, la population parisienne croyait faire une action généreuse en acceptant une réconciliation avec le roi et la reine, et elle eût été violemment irritée si ceux qu'on lui dépeignait comme ses ennemis se fussent refusés à la démarche qui semblait être le gage de la paix.

Arrivés vers les neuf heures du soir sur la place de Grève, Louis XVI et son épouse, tenant leurs enfans par la main, parurent dans l'Assemblée des

¹ LACRETELLE (*Hist. de l'Assembl. const.*), t. I^{er}, p. 250.

² Note communiquée par le général Lafayette.

représentans de la commune avec l'apparence d'une sérénité parfaite, et allèrent se placer sur un trône qui leur avait été préparé. MONSIEUR, MADAME et M^{me} Elisabeth, accompagnaient Leurs Majestés. En montant le grand escalier, Lafayette supplia le roi, à plusieurs reprises, d'annoncer qu'il était résolu de fixer son séjour dans la capitale. « Je ne m'y refuse point, répondit le monarque avec fermeté, « et j'y réfléchirai; mais je ne veux pas faire une « promesse sans être bien décidé à la remplir ».

Le président des électeurs, Moreau de Saint-Méry, adressa au roi des paroles pleines de circonspection, mais où brillait encore l'expression des sentimens de fidélité. Le maire, après avoir dit aux membres de la commune qu'il avait reçu Sa Majesté à l'entrée de Paris, leur répéta les paroles du roi en réponse à son discours; mais il oublia le mot *confiance*; alors la reine, avec une grâce particulière, lui dit: « Ajoutez *avec confiance*. — Messieurs, reprit « Bailly, vous êtes plus heureux que si je l'avais « prononcé moi-même ».

Cette heureuse répartie, dans une circonstance aussi triste, excita encore les applaudissemens de tous ceux qui conservaient le souvenir du caractère français.

M. de Liancourt annonça ensuite que l'Assemblée nationale ne devant pas se séparer du roi, désormais elle tiendrait ses séances à Paris. Enfin Leurs Ma-

¹ *Moniteur* du 12 octobre 1789, p. 294, col. 3.

² PACHOMME (*révol. de Paris*), n° XIII, p. 23.

jestés entrèrent aux Tuileries au milieu des Parisiens, qui jouissaient avec orgueil de voir le roi dans leur ville; ils s'applaudissaient des avantages qu'allait leur procurer ce séjour et celui de l'Assemblée nationale. Légers et mobiles, ils accusaient d'ingratitude les habitans de Versailles, et par l'effet d'un enthousiasme passager, ils protestaient qu'ils sauraient bien mieux défendre le prince qui leur donnait une si grande marque de confiance et d'amour. Ils montrèrent aussi de l'intérêt pour la fidélité malheureuse : émus de l'indigne traitement exercé contre les gardes-du-corps, ils demandèrent que leurs libérateurs se rendissent avec eux au Palais-Royal, voulant réunir, disaient-ils, les vainqueurs de Fontenoy à ceux de la Bastille.

Tel est le tableau fidèle de cette suite d'événemens qui, par la marche des passions humaines, allaient entraîner les conséquences les plus désastreuses et faire subir à un roi vertueux des affronts et des souffrances qu'infligent rarement les peuples barbares aux tyrans les plus cruels. Aussi les scènes sanglantes provoquées par la rébellion, malgré leur énormité, ne furent point encore ce qu'il y eut de plus funeste; l'insubordination morale qu'elles produisirent fut si terrible, que tous les autres coups portés par la suite, quoique plus décisifs, ne furent que l'enchaînement de ceux des 5 et 6 octobre. Dans ces jours de sinistre mémoire, le roi ne fut pas seul avili, l'Assemblée nationale, en lui refusant son secours, cessa aussi d'être respectée par le peuple,

et les gens sages, qui jusqu'alors avaient cru qu'elle pourrait assurer les libertés publiques, ne la trouvèrent plus digne de sa grande mission.

Toutefois, si les atrocités commises à Versailles doivent inspirer une juste horreur, il ne faut pas du moins chercher à les aggraver par des suppositions et des combinaisons auxquelles la haine et la passion ont pu seules donner quelque consistance. Les forfaits de ces journées déplorables ne furent qu'une suite de l'esprit de licence et de révolte qui éclata au 14 juillet contre les partisans de l'ancienne monarchie. Ce complot se trouva tout-à-fait anéanti par l'arrivée de Lafayette qui, avec la garde parisienne, fut la fidèle expression de la volonté nationale, et cette volonté n'était pas pour un changement de dynastie.

Si Lafayette et la majorité de l'Assemblée eussent réellement dirigé l'entreprise dans l'intention de renverser le trône de Louis XVI, qui les aurait empêchés d'accomplir leurs desseins? Lorsque le palais fut forcé, lorsque toute résistance devint impossible, lorsqu'après tant de coups frappés il n'en restait plus qu'un pour réussir, pourquoi n'a-t-il pas été porté? C'est qu'alors, par un effet admirable des coutumes françaises, l'usurpation n'était pas même dans les mœurs de ceux qui s'étaient insurgés en faisant le serment du jeu de paume, et que ni Mounier, ni Lally, ni Clermont-Tonnerre, ni de Virieu ne voulurent se prêter aux cajoleries insidieuses de l'immoral Mirabeau. Oui, puisque dans la journée

du 6 octobre la volonté générale triompha, l'Assemblée aurait pu lui donner l'issue qu'elle désirait; et si, au milieu d'une immense population, le voeu de conduire le roi à Paris éclata avec tant d'énergie, ce fut seulement dans le dessein de le dominer, de lui enlever sa garde, de dissoudre la cour et de fonder l'ancien régime en transportant la pompe et les richesses de la ville royale dans la capitale de la révolution.

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE

DES LIVRES ET SOMMAIRES

CONTENUS DANS CE VOLUME,

FORMANT LE TOME PREMIER DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

LIVRE PREMIER.

LES TROIS ORDRES.

Ouverture des états-généraux. — Popularité du duc d'Orléans.	Pag.
— Discours du roi. — Vérification des pouvoirs. — Portraits de Barnave, Chapelier, Thouret et Saint-Étienne. — Discours de Boissy-d'Anglas, de Mirabeau. — Portrait de Target. — Conférences des trois ordres. — Portrait de d'Entraigues. — Députation au clergé. — Discours de Bouthiller. — Message au roi. — Portrait de Bailly. — Première réponse du roi au tiers-état. — Nouvelles conférences. — Permanence des électeurs. — Portrait de Sieyes. — Barnave. — Réunion des curés. — Discours de Mirabeau sur l'union des Ordres. — Sur le <i>veto</i> . — Assemblée nationale. — Lettre du roi à la noblesse. — Chambres du clergé et de la noblesse. — Conférence entre Mirabeau et Necker. — Incertitude de ce ministre. — Serment du Jeu de Paume. — Réunion du clergé.....	1

LIVRE II.

LA RÉUNION.

Séance royale. — Discours du roi. — De Mirabeau. — De Sieyes. — Triomphe de Necker. — Scission de la noblesse. — Le duc d'Orléans se réunit au tiers. — Discours de Barnave. — Réunion de la majorité du clergé. — Le roi et le duc de Luxembourg. — Réunion de la noblesse et du clergé. — Esprit de l'armée. —
--

Délivrance des gardes françaises. — Clubs breton et Mont-Rouge.	Pag.
— Réclamation du clergé. — Protestation de la noblesse. — Présidence du duc d'Orléans. — Sieyès fait annuler les mandats.	
— Portraits de Talleyrand, Mounier et Lally. — Premier projet de constitution. — Portrait de Clermont-Tonnerre. — Le maréchal de Broglie. — Arrivée des troupes. — Proclamation pour les éloigner. — Renvoi de Necker — Les électeurs. — Convocation des districts. — Lafayette présente les droits de l'homme. — Portrait de Camille-Desmoulins. — Agitation et trouble dans Paris.	
— Bustes du duc d'Orléans et de Necker. — Nouveau ministère. — Discours de Mounier. — De Lally-Tollendal. — Nouveau ministère. — Message au roi, — Permanence de l'Assemblée...	96

LIVRE III.

LA BASTILLE.

Pillage du couvent Saint-Lazare. — Les prisons sont ouvertes. — Portrait du prévôt Flesselles. — Insurrection des électeurs et des districts. — Armement des Parisiens. — Couleurs nationales. — Éthys de Corny. — Pillage des Invalides. — Attaque de la Bastille. — Défense du gouverneur. — Sa mort. — Assassinat de Flesselles. — Moreau de Saint-Méry. — Alarme dans Paris. — Sécurité et joie à Versailles. — Le duc de Liancourt. — Députation au roi. — Faction d'Orléans. — Discours du roi à l'Assemblée. — Joie du peuple. — Portrait de Lafayette. — De Bailly. — Rappel de Necker. — Départ du roi pour Paris. — Sa réception à l'Hôtel-de-Ville. — Son courage. — Retour à Versailles. — Émigration des princes et des ministres. — Armement des Français. — Plan de Mirabeau et d'Adrien Duport. — Il soulève la France entière.....	195
---	-----

LIVRE IV.

L'ANARCHIE.

Garde nationale. — La commune. — Émeute à Poissy. — Projet de proclamation. — Portrait de Robespierre. — Meurtre de Foulon et de Berthier. — Aristocrates. — Opinion de Lally. — Comité des recherches. — Hommage du parlement. — Inviolabilité du secret des lettres. — Affaire de Brest. — Lord Dorset. — Banquier Pinet. — Les électeurs et les représentants de la
--

commune. — Retour de Necker. — Révocation de l'amnistie.
— La commune érigée en municipalité. — Émeutes à Rennes,
Caen, Strasbourg et Marseille. — Rapport sur la nouvelle con-
stitution par l'archevêque de Bordeaux. — Droits de l'homme.
— Opinions de Mounier. — De Malouet. — De d'Entraigues.
— De Sillery et de Grégoire. — Massacre des seigneurs. —
Motion du vicomte de Noailles. — Discours de d'Aiguillon. —
Son portrait. — Extinction des droits féodaux. — Discours de
Lally. — Réflexions sur la nuit du 4 août..... 275

LIVRE V.

LE VETO.

Désordres et approvisionnement. — Rapport sur les finances. —
Discours de Camus, de Lally. — Opinion de Barnave, Lacoste
et Alexandre Lameth sur les biens du clergé. — Portrait d'A-
lexandre Lameth. — Emprunt. — Rédaction des décrets de la
nuit du 4 août. — Aspect de la capitale. — Lafayette et Bailly.
— Les districts et la commune. — Côté gauche, côté droit. —
Portraits de Duport et de quelques constitutionnels. — De Mont-
morency. — De La Rochefoucauld. — De Maury et de Cazalès.
— Droits de l'homme. — Lally propose les deux chambres. —
Premiers articles de la constitution. — Troubles qu'excite le *veto*.
— Discours de Mirabeau et de Pétion pour et contre le *veto*.
— Portraits de Camille-Desmoulins, Tintôt, Saint-Huruge,
Danton, Marat, Loustalot. — Discours de d'Entraigues et de
Beaumetz. — Le duc d'Orléans et Danton. — Sanction et *veto*
suspensif. — Discours de Sieyes contre le *veto*. — Rejet des
deux chambres. — Discours de Rabaud Saint-Etienne. — Pre-
mier projet de dissolution. — Succession au trône. — Régence.
— Réponse du roi aux décrets du 4 août. — Discours des deux
Mirabeau. — Le roi accepte. — Conduite de l'Assemblée à
l'égard du roi..... 561

LIVRE VI.

LE 6 OCTOBRE.

Manœuvres des deux partis. — Offrandes patriotiques. — Discours
de Mirabeau pour l'emprunt. — Il accable Goupil de Préfeln. —
Comité militaire. — Exaltation contre la cour. — Projet de dé-